

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

IV

ARCHIVES DIPLOMATIQUES



M.E.J.B.B. CREMERS

MINISTRE

DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES BAYS-BAS

Nommé le 27 Oct^{bre} 1864

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1865

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME QUATRIÈME

5^e ANNÉE

OCTOBRE, NOVEMBRE, DÉCEMBRE

1865

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1865

IV

PREMIÈRE PARTIE.

CONVENTION DE GASTEIN.

DOCUMENTS RELATIFS AUX MESURES PRISES DANS LES DUCHES
DE L'ELBE, A LA SUITE DE CETTE CONVENTION.

AUTRICHE, PRUSSE, DANEMARK.

Protocole signé à Berlin le 1^{er} mai 1865 et destiné à préciser certaines dispositions du Traité de paix du 30 octobre 1864¹.

Les puissances qui ont conclu le traité de paix du 30 octobre ayant jugé nécessaire de mieux préciser le sens de plusieurs dispositions dudit traité, les plénipotentiaires soussignés, savoir, pour S. M. l'Empereur d'Autriche, M. Aloys, comte *Karolyi de Nagy Karol*, chambellan actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire; pour S. M.

1. Voir *Archives*, 1864, t. IV, p. 330.

le Roi de Prusse, M. Otto Edouard-Léopold de *Bismarck-Schoenhausen*, président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères ; pour S. M. le Roi de Danemark, M. Christian-Jacques-Cosme Braestrup, conseiller privé et premier président de la ville de Copenhague, se sont réunis aujourd'hui et se sont accordés sur les points suivants :

Art. 1^{er}. Les anciennes possessions du duc d'Augustenbourg, qui n'ont pas été revendues avant le 16 novembre 1864, ainsi que les recettes cadastrales des emphythéoses qui ont appartenu entièrement aux possessions augustenbourgeoises, appartiennent aux duchés au même titre que les domaines de l'État situés dans les duchés.

Art. 2. Les sommes dues sur les prix de vente des possessions du duc d'Augustenbourg, y compris les possessions de Gravenstein, et appartenances qui ont été revendues avant le 16 novembre 1864, reviennent au Danemark. Il en est de même des intérêts de ces dettes et des à-comptes qui peuvent avoir été payés en tant qu'ils n'ont pas encore été perçus par le Trésor public du Danemark.

Art. 3. L'indemnité pour les anciennes possessions du duc d'Augustenbourg, mentionnée dans l'article 11 du traité de paix, ne tombera à la charge des duchés qu'autant qu'elle sera devenue exigible après le 16 novembre 1864. Il en est de même des intérêts et des paiements qui pourront avoir été faits sur les dettes privilégiées dont ces biens étaient grevés.

Art. 4. Les sommes dues au Trésor danois par des fonctionnaires ou des particuliers dans les duchés, et qui proviennent en partie de prêts faits par la Couronne danoise à des communes ou à des administrations publiques dans les duchés, en partie d'aliénations de portions du domaine public situé dans les duchés, ainsi que les intérêts et capitaux qui ont été payés sur ces créances depuis le commencement de l'exécution fédérale ou celui des hostilités, en tant que ces intérêts et capitaux n'ont pas été versés déjà au Trésor danois, appartiennent au Danemark.

AUTRICHE — PRUSSE.

Convention conclue, le 14 août 1865, à Gasteln. entre l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse pour régler l'exercice et le partage des droits acquis en commun sur les duchés de l'Elbe.

Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse se sont convaincus que le condominium qui a existé jusqu'à présent dans les pays cédés par le Danemark, en vertu du traité de paix du 30 octobre 1864, entraîne des inconvénients de nature à compromettre la bonne in-

telligence entre leurs gouvernements ainsi que les intérêts des duchés. Leurs Majestés ont, en conséquence, pris la résolution de ne plus exercer désormais en commun les droits qui leur sont dévolus, en vertu de l'article 3 dudit traité, mais d'en opérer le partage géographique jusqu'à ce qu'il soit pris des arrangements ultérieurs.

A cette fin, ont été nommés plénipotentiaires par S. M. l'Empereur d'Autriche, M. le comte de *Bloome*, par S. M. le Roi de Prusse, M. de *Bismarck-Schönhausen*; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles ci-après :

Art. 1. L'exercice des droits acquis en commun par les hautes parties contractantes, en vertu de l'article 3 du traité du 30 octobre 1864, passera, sans préjudice de la persistance de ces droits des deux puissances à la totalité des deux duchés, pour le duché de Holstein, à S. M. l'Empereur d'Autriche, pour le duché de Slesvig à S. M. le Roi de Prusse.

Art. 2. Les deux contractants ont la volonté de proposer à la Diète fédérale la création d'une flotte allemande, et d'assigner à celle-ci le port de Kiel, comme port fédéral. Jusqu'à la mise à exécution des décisions *ad hoc* de la Diète fédérale, les vaisseaux de guerre des deux puissances feront usage de ce port; le commandement et la police y seront exercés par la Prusse. La Prusse est autorisée à construire les fortifications nécessaires à la défense vis-à-vis de la passe de Friedrichsort et d'installer, sur la rive holsteinoise de la baie, les établissements maritimes appropriés aux nécessités du port de guerre. Ces fortifications et ces établissements seront également soumis au commandement de la Prusse; les troupes de marine et les équipages prussiens nécessaires à leur occupation et à leur surveillance peuvent être logés à Kiel et dans les environs.

Art. 3. Les hautes parties contractantes proposeront, à Francfort, d'ériger Rendsbourg en forteresse fédérale allemande. Jusqu'au règlement par voie fédérale de ce qui concerne la garnison de cette forteresse, cette garnison se composera de troupes impériales autrichiennes et de troupes royales prussiennes, dont le commandement alternera le premier juillet de chaque année.

Art. 4. Pendant la durée du partage stipulé dans l'article 1^{er} de la présente convention, le Gouvernement royal de Prusse gardera deux routes militaires à travers le Holstein, l'une de Lubeck à Kiel, l'autre de Hambourg à Rendsbourg. Les dispositions spéciales relatives aux étapes, de même qu'au transport et à l'entretien des troupes, seront réglées le plus tôt possible au moyen d'une convention particulière. Jusqu'à ce que cela soit fait, les dispositions existantes pour les routes d'étapes prussiennes à travers le Hanovre resteront en vigueur.

Art. 5. Le Gouvernement royal de Prusse conserve à sa disposition un fil télégraphique pour relier Kiel et Rendsbourg et le droit de faire circuler sur les deux routes, à travers le duché de Holstein, des voitures de poste prussiennes avec ses propres employés. En tant que l'établissement d'un chemin de fer direct de Lubeck par Kiel jusqu'à la frontière du Slesvig n'est pas encore assuré, la concession en sera accordée à la demande de la Prusse, pour le territoire du Holstein, aux conditions d'usage, sans que la Prusse en puisse inférer, quant au chemin de fer, aucun titre à des droits de souveraineté.

Art. 6. C'est l'intention commune des hautes parties contractantes que les duchés accèdent au Zollverein. Jusqu'à leur entrée dans l'union douanière allemande, ou bien jusqu'à ce qu'il sorte des arrangements ultérieurs, le système des douanes qui a régi jusqu'ici les deux duchés continuera d'exister avec partage égal des revenus. Dans le cas où le Gouvernement royal de Prusse jugerait opportun d'ouvrir pendant la durée même du partage stipulé à l'article 1^{er} de la présente convention, des négociations relatives à l'accession des duchés au Zollverein, S. M. l'Empereur d'Autriche est prête à déléguer un plénipotentiaire représentant le duché de Holstein pour prendre part à ces négociations.

Art. 7. La Prusse a le droit de conduire à travers le territoire du Holstein le canal de la mer du Nord à la Baltique, d'après les études techniques dirigées par le Gouvernement royal. Dans ce cas, la Prusse aura le droit de déterminer la direction et les dimensions du canal, d'acquérir par voie d'expropriation, et en indemnisant de leur valeur les terrains nécessaires à l'établissement du canal, d'en diriger les travaux, d'exercer la surveillance du canal et de son entretien, ainsi que le droit d'approuver toutes les prescriptions réglementaires qui le concerneront.

Il ne pourra être prélevé sur tout le développement du canal des droits de transit ou des taxes par navire et par chargement, sauf le droit de navigation dans le canal que la Prusse devra fixer à un taux uniforme pour les navires de toutes les nations.

Art. 8. La présente convention ne modifie en rien les stipulations du traité de paix de Vienne du 30 octobre 1864 en ce qui concerne les prestations financières imposées aux duchés, tant à l'égard du Danemark qu'à l'égard de l'Autriche et de la Prusse. Cependant le duché de Lauenbourg sera exonéré de toute part contributive des frais de la guerre. La répartition de ces prestations entre les duchés de Holstein et de Slesvig s'effectuera d'une manière proportionnelle à leur population.

Art. 9. S. M. l'Empereur d'Autriche abandonne à S. M. le Roi de Prusse les droits acquis sur le duché de Lauenbourg, en vertu du

traité de paix de Vienne déjà mentionné ; en retour le Gouvernement royal de Prusse s'engage à verser au Gouvernement impérial autrichien la somme de 2 millions 500,000 rixdalers de Danemark payables à Berlin en espèces sonnantes d'argent de Prusse, quatre semaines après la ratification de la présente convention par LL. MM. l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse.

Art. 10. L'exécution du partage stipulé ci-dessus du condominium commencera le plus tôt possible après la ratification de cette convention par LL. MM. l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse, et sera terminée au plus tard le 15 septembre. Aussitôt après l'évacuation du Holstein par les troupes royales de Prusse, du Slesvig par les troupes impériales d'Autriche, le commandement supérieur commun qui a existé jusqu'à présent sera dissous au plus tard le 15 septembre.

Art. 11. La présente convention sera ratifiée au moyen de l'échange de déclarations écrites à la prochaine entrevue de LL. MM. l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse.

En foi de quoi les deux plénipotentiaires dénommés ont apposé aujourd'hui leurs signatures et leur sceau à cette convention en double exemplaire.

Ainsi fait et passé à Gastein, le 14 août 1865.

(L. S.) *Signé* : Comte BLOOME.

(L. S.) *Signé* : DE BISMARCK.

Déclaration faite par les représentants d'Autriche et de Prusse à la Diète, le 24 août 1865, en lui communiquant la Convention de Gastein.

Les hauts Gouvernements de Bavière, du royaume de Saxe et du grand-duché de Hesse ont, dans la 22^e séance de la Diète germanique, le 27 juillet¹, exprimé dans une motion *ad hoc* le vœu que les Gouvernements d'Autriche et de Prusse fissent une communication à la Diète germanique sur les démarches qu'ils ont déjà faites ou comptent faire encore pour amener une solution définitive des questions pendantes relativement aux Duchés de l'Elbe, et ces Gouvernements ont, à cette occasion, exprimé aussi d'autres vœux se rapportant à cette question.

Les Gouvernements d'Autriche et de Prusse ont, dans l'intervalle, considéré comme leur principale tâche d'écarter les difficultés

1. Voir *Archives*, 1865, t. III, p. 385.

qui étaient résultées de la manière inopportune dont ils exerçaient les droits qu'ils avaient acquis par l'article 3 du traité de Vienne; ils ont voulu obtenir une base pour les négociations ultérieures en vue d'une solution définitive.

Aujourd'hui les deux Gouvernements ont la satisfaction de pouvoir déclarer à la haute Assemblée fédérale que, grâce à leurs efforts, ils ont réussi à s'entendre sur une organisation des Duchés, laquelle écarte les difficultés existantes, et les envoyés des deux Gouvernements sont chargés de donner communication à la haute Assemblée fédérale de la convention concertée sous ce rapport le 14 août de cette année et sanctionnée, le 20 du même mois, par les deux Monarques. En conséquence, les envoyés présentent une copie authentique de cette convention.

La haute Assemblée fédérale se convaincra, par la teneur de la convention, que les Gouvernements d'Autriche et de Prusse font de sérieux efforts pour amener une solution définitive de la question des Duchés de l'Elbe et aplanir les difficultés qui s'opposent encore à cette solution.

Les points isolés mentionnés dans la motion des hauts Gouvernements de Bavière, du royaume de Saxe et du grand-duché de Hesse sont actuellement l'objet de négociations ultérieures entre l'Autriche et la Prusse. Les deux Gouvernements ont la conviction que ces négociations aboutiront à un résultat satisfaisant pour toutes les parties, et ils prient la haute Assemblée fédérale d'attendre avec confiance ce résultat, au sujet duquel ils se réservent de faire plus tard de nouvelles communications.

FRANCE.

Circulaire adressée par M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de la France, au sujet de la Convention de Gastein.

Paris, le 29 août 1865.

Monsieur, les journaux nous ont apporté le texte de la convention de Gastein. Je n'ai pas la pensée d'en examiner les stipulations en détail, mais il n'est pas sans intérêt de rechercher quels sont les mobiles qui ont guidé dans ces négociations les deux grandes puissances allemandes.

Ont-elles entendu consacrer le droit des anciens traités? Assurément non : les traités de Vienne avaient réglé les conditions d'existence de la monarchie danoise. Ces conditions sont renversées. Le

traité de Londres était un nouveau témoignage de la sollicitude de l'Europe pour la durée de l'intégrité de cette monarchie : il est déchiré par deux puissances qui l'avaient signé.

Est-ce pour la défense d'un droit de succession méconnu que l'Autriche et la Prusse se sont concertées? Au lieu de restituer au prétendant le plus autorisé l'héritage en litige, elles se le partagent entre elles.

Consultent-elles l'intérêt de l'Allemagne? Mais leurs confédérés n'ont appris que par les feuilles publiques les arrangements de Gastein. L'Allemagne voulait un État indivisible de Slesvig Holstein, séparé du Danemark, et gouverné par un prince dont elle avait épousé les prétentions. Ce candidat populaire est mis de côté aujourd'hui, et les duchés, séparés au lieu d'être unis, passent sous deux dominations différentes.

Est-ce l'intérêt des duchés eux-mêmes qu'ont voulu garantir les deux puissances? Mais l'union indissoluble des territoires était, disait-on, la condition essentielle de leur prospérité.

Le partage a-t-il au moins pour but de désagréger deux nationalités rivales, et de faire cesser leurs discussions intérieures, en assurant à chacune d'elles une existence indépendante? Il n'en est pas ainsi, car nous voyons que la ligne de séparation, ne tenant aucun compte de la distinction des races, laisse confondus les Danois avec les Allemands.

S'est-on préoccupé du vœu des populations? Elles n'ont été consultées sous aucune forme, et il n'est même pas question de réunir la Diète slesvig-holsteinoise.

Sur quel principe repose donc la combinaison austro-prussienne? Nous regrettons de n'y trouver d'autre fondement que la force, d'autre justification que la convenance réciproque des deux co-partageants. C'est là une pratique dont l'Europe actuelle était déshabituée, et il en faut chercher les précédents aux âges les plus funestes de l'histoire. La violence et la conquête pervertissent la notion du droit et la conscience des peuples. Substituées aux principes qui règlent la vie des sociétés modernes, elles sont un élément de trouble et de dissolution, et ne peuvent que bouleverser l'ordre ancien, sans édifier solidement aucun ordre nouveau.

Telles sont, monsieur, ... les considérations qu'inspirent au gouvernement de l'Empereur les événements dont l'Allemagne est en ce moment le théâtre. En vous faisant part de ces impressions, mon intention n'est pas de vous inviter à adresser des observations à ce sujet à la Cour auprès de laquelle vous êtes accrédité, mais de vous indiquer seulement le langage que vous devrez tenir, lorsque l'occasion se présentera pour vous de faire connaître votre opinion.

Signé : DROUYN DE LÉHYS.

DUCHÉS DE L'ELBE.

Ordonnance publiée par les Commissaires civils autrichiens et prussiens, touchant l'exécution de la Convention signée à Gastein, le 14 août 1865.

En exécution de la Convention de Gastein, du 14 août, l'autorité civile suprême qui a existé jusqu'ici pour les duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg sera dissoute à partir du 15 septembre de l'année courante, et à partir de cette époque il y aura une administration séparée pour chacun des duchés mentionnés. En portant ce fait à la connaissance de toutes les autorités et de tous les habitants des duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg, nous ajoutons aux avis qui seront prochainement publiés, que les institutions qui ont été communes jusqu'ici aux duchés de Holstein et de Lauenbourg resteront provisoirement telles qu'elles sont, sous la réserve de changements ultérieurs.

En exécution des dispositions concertées à l'égard de l'administration des duchés par la Convention de Gastein, du 14 août 1865, nous statuons ce qui suit :

1^o L'Ordonnance du 12 janvier 1865, concernant l'institution d'un Gouvernement provisoire commun pour les duchés de Schleswig et de Holstein, ainsi que celle du 14 janvier 1865, sur la répartition des affaires entre les diverses sections de ce gouvernement, cesseront d'avoir lieu à partir du 15 septembre, et ce Gouvernement provisoire cessera ses fonctions à partir de ce jour. Une ordonnance particulière pour chaque duché fera connaître les autorités qui le remplaceront.

2^o Les institutions et établissements communs jusqu'ici aux duchés de Schleswig et de Holstein, tels que l'association de l'ordre équestre du Schleswig-Holstein, l'université de Kiel, le canal du Schleswig-Holstein, l'établissement d'aliénés et l'institution des sourds-muets à Schleswig, et l'établissement pénitentiaire de Gluckstadt, ainsi que les assurances contre l'incendie, restent communs et continueront à l'avenir aussi à être gérés en commun par les autorités suprêmes du Schleswig et du Holstein.

Outre cela, les institutions suivantes communes jusqu'ici aux deux duchés le resteront provisoirement, savoir : les collèges d'examen pour les candidats de théologie et des sciences juridiques, la commission d'examen des géomètres, le collège sanitaire et le bureau de jeuage à Kiel ; mais les attributions conférées à l'inspecteur de médecine et au vétérinaire en chef par l'ordonnance du 3 août 1865 seront

exercées à l'avenir par des fonctionnaires spéciaux dans chaque duché. L'ordonnance du 12 janvier 1865, qui a réuni les douanes des deux duchés et celle du 11 décembre 1864 qui a établi une inspection supérieure commune des postes et des télégraphes, cesseront d'être en vigueur à partir du 15 septembre, et les dites autorités cesseront leurs fonctions le même jour.

3° L'administration des douanes, des postes et des télégraphes sera gérée séparément pour chaque duché à partir du 15 septembre. Les inspectorats du Kreuzzoll conserveront néanmoins, en qualité d'autorités communes, leurs attributions actuelles concernant aussi le service des phares, bouées, etc., sous les ordres des deux administrations douanières. Les dispositions ultérieures relatives à cet objet seront déterminées par des ordonnances spéciales pour chaque duché.

4° La caisse principale du Schleswig-Holstein à Rendsbourg conserve son organisation actuelle, sauf qu'à partir du 15 septembre il y aura une tenue de livres séparée pour les recettes et dépenses de chaque duché et un contrôleur particulier pour le Schleswig et pour le Holstein.

5° L'administration des finances des duchés de Schleswig et de Holstein sera divisée entre les deux duchés à partir du 15 septembre; une ordonnance ultérieure fixera les modalités de cette séparation et la manière d'opérer les dépenses communes jusqu'ici.

6° Le Bulletin des lois commun aux trois duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg, institué par l'ordonnance du 1^{er} février 1865, cessera de paraître comme tel à partir du 15 septembre. Les décisions à prendre sur la forme de la publication ultérieure des lois et ordonnances pour les duchés sont réservées aux autorités administratives supérieures.

Schleswig, 5 septembre.

Signé : Baron DE ZEDLITZ ,

Signé : Baron DE HALBHUBER.

Pétition adressée à la Diète germanique par les membres des États du Holstein pour protester contre la séparation des duchés de Schleswig et de Holstein.

Haute Diète !

Les soussignés, membres de l'Assemblée des États du Holstein ont salué avec joie et reconnaissance, ainsi que le pays tout entier, les vic-toires de l'Autriche et de la Prusse. La domination danoise, qui ne

reposait que sur la violence, était brisée ; le protocole de Londres était écarté ; les duchés s'adonnèrent avec confiance à l'espérance qu'après une oppression de longues années ils pourraient enfin jouir, sous leur prince légitime, et complètement unis à l'Allemagne, de l'indépendance si longtemps désirée.

Cet espoir a été douloureusement déçu. Depuis la paix de Vienne, il s'est écoulé près d'une année, mais les duchés sont encore aujourd'hui un pays qui n'a ni son souverain légitime, ni une représentation appelée à coopérer à l'organisation de son présent et de son avenir. Tandis que, sous la domination danoise elle-même, les États pouvaient au moins se réunir régulièrement et se plaindre des avanies qu'on faisait au pays et protester contre les injustices qu'il subissait ; le pays n'a pas été entendu depuis qu'il est passé en des mains allemandes. On a changé ses frontières, on lui a donné des gouvernements divers, se succédant rapidement, on a opéré des modifications graves dans son administration et son ordre intérieur, on a disposé de ses moyens financiers, sans croire nécessaire d'entendre la voix du pays par l'organe de ses représentants.

Les soussignés, membres des états de Holstein, ont gardé le silence jusqu'ici. Pleins de confiance, ils croyaient fermement que cet état de choses pénible ne serait qu'une phase de transition, et que bientôt les duchés seraient rendus à eux-mêmes sous leur duc légitime.

Haute Diète ! maintenant, le moment est venu où nous ne croyons pas pouvoir nous taire plus longtemps. La Convention que les gouvernements d'Autriche et de Prusse ont conclue le 14 août, à Gastein, nous impose le devoir indispensable d'élever notre voix.

Par cette Convention, non-seulement le règlement définitif de notre situation, que le pays attend avec anxiété, se trouve rejeté dans un avenir incertain, mais l'union des duchés de Schleswig et de Holstein est de nouveau dissoute. Les duchés considèrent cette union comme le fondement de leur vie publique et de leur développement national, ç'a été pour eux la plus sensible des offenses que de voir le Danemark porter atteinte à leur droit d'être unis. Ils ont combattu pour ce droit par la parole et par l'épée. Ils ont été transportés de joie lorsque les grandes puissances allemandes en ont pris la défense. Malgré toute la douleur qu'ont causée maintes espérances déçues, nous avons reconnu néanmoins avec gratitude que, depuis le commencement de cette année, les duchés étaient unis de nouveau par une administration commune. Mais à cause de cela même ils sentent que l'on porte la plus profonde atteinte à leurs droits, en rompant le lien qui les unit, et cette séparation est pour eux d'autant plus douloureuse qu'elle est consommée par des mains allemandes et d'une façon plus radicale encore que sous le régime danois.

Haute Diète ! La séparation des duchés, rétablie par la Convention de Gastein, n'a pas seulement rempli les cœurs des Schleswig-Holsteinois d'un profond mécontentement, mais aussi de graves inquiétudes. Cette mesure prouve qu'on procède à l'égard des duchés, comme s'ils n'avaient pas de droits. Elle a donc plus que jamais inspiré la crainte que les deux grandes puissances, qui ont maintenant la possession de fait des duchés, n'entreprennent de régler définitivement leurs affaires sans leur coopération. Les habitants des duchés ont fait connaître à plusieurs reprises et sans équivoque, autant que cela a été possible dans les circonstances actuelles, qu'ils étaient prêts à faire à la Prusse toutes les concessions que demanderaient les intérêts de l'Allemagne. Ils auraient prouvé qu'ils en avaient la sérieuse volonté, s'ils avaient pu se prononcer par une représentation émanée d'eux. Mais les Schleswig-Holsteinois tiennent en même temps avec toute fidélité au droit public de leur pays, et, ce qui revient au même, au droit de leur souverain légitime, qui a été reconnu clairement par les deux grandes puissances allemandes à la conférence de Londres.

Ils ne partagent pas l'opinion que dans les choses politiques une prétendue opportunité ou même la force doive prévaloir sur le droit. Ils ne pourraient non plus accorder par conséquent qu'on voulût déduire d'une guerre faite pour leur délivrance des droits tels que ceux qui appartiennent à un conquérant. Ils regarderaient, au contraire, tout règlement définitif des affaires du pays qu'on adopterait sans l'assentiment de la représentation du pays, comme n'existant pas en droit, mais comme un acte de violence.

Les députés ont cru de leur devoir de donner une expression à ce qui émeut aujourd'hui presque unanimement les cœurs de la population du Schleswig-Holstein. Ils sont fermement convaincus qu'ils doivent faire cette démarche.

En protestant au nom du pays contre la séparation, contraire au droit public du pays, des duchés de Schleswig et de Holstein ;

En demandant énergiquement que le pays soit entendu, dans sa représentation, sur ses propres affaires, et en déclarant, en même temps, qu'ils considèrent tout arrangement qui serait pris sans la coopération du pays comme n'existant pas en droit ;

Et en proclamant encore une fois hautement et solennellement qu'ils ne reconnaissent comme souverain légitime du pays que le duc Frédéric de Schleswig-Holstein.

S'en référant à ce qui vient d'être dit, les soussignés forment la demande respectueuse :

Que la Haute Diète veuille faire en sorte que le droit du pays soit reconnu sans autre délai.

Ainsi fait à Kiel, 6 septembre 1865.

(*Suivent les signatures.*)

GRANDE-BRETAGNE.

Circulaire du comte Russell aux agents diplomatiques de la Grande-Bretagne à l'étranger, au sujet de la Convention de Gastein.

Foreign-Office, le 14 septembre 1865.

« Le chargé d'affaires de Prusse m'a communiqué la substance d'une dépêche relative à la convention de Gastein, et les journaux de Berlin ont depuis publié le texte de cette convention.

« Dès que les préliminaires de la paix signée à Vienne ont été communiqués au gouvernement de Sa Majesté, j'ai exprimé à Vienne et à Berlin les vues du gouvernement de Sa Majesté sur ces préliminaires. La présente convention n'a servi qu'à augmenter le regret que le gouvernement de Sa Majesté a alors exprimé.

« Les traités de 1815 donnaient au roi de Danemark un siège dans la Diète germanique comme duc de Holstein.

« Le traité de 1852 reconnaissait le droit de succession à la monarchie danoise entière, droit que le feu roi avait investi en la personne du roi actuel. Ce traité, en dépit des assurances données dans les dépêches du 31 janvier 1864, a été complètement mis de côté par l'Autriche et par la Prusse, deux puissances qui l'avaient signé.

« On aurait pu attendre que les traités étant ainsi annulés, le sentiment populaire de l'Allemagne, les vœux des peuples des duchés eux-mêmes et les opinions de la majorité de la Diète, si explicitement invoquées par l'Autriche et par la Prusse dans les séances de la conférence de Londres, seraient reconnus en leur lieu et place. De cette manière, si un ordre de droits était renversé, un autre titre, dérivant de l'assentiment du peuple, aurait été invoqué, et ce titre aurait pu être accueilli avec respect et soutenu avec quelque chance de durée. Mais tous les droits, vieux ou neufs, fondés sur les pactes solennels des souverains ou sur la claire expression de la volonté populaire, ont été mis à néant par la convention de Gastein, et la domination de la force est la seule puissance reconnue et respectée.

« La violence et la conquête sont la seule base sur laquelle les puissances partageantes fondent leur accord. Le gouvernement de Sa Majesté déplore profondément cette absence de respect à l'égard des principes du droit public et du droit légitime que peut réclamer un peuple d'être entendu alors qu'on dispose de sa destinée.

« Ces instructions ne vous autorisent pas à adresser des observations à ce sujet à la cour auprès de laquelle vous êtes accrédité; elles

sont destinées seulement à vous signaler, quand l'occasion s'en présentera, quel est le langage qu'on attend de vous. *Signé : RUSSELL.* »

AUTRICHE.

Proclamation adressée par le maréchal de Gablenz, gouverneur du duché de Holstein, aux habitants de ce duché.

Habitants du duché de Holstein !

Par lettre autographe de S. M. l'empereur d'Autriche, mon très-gracieux maître, datée de Vienne, le 4 septembre 1865, j'ai été nommé, en exécution de la convention conclue le 14 août 1865 à Gastein entre l'Autriche et la Prusse, gouverneur du duché de Holstein, et la direction de l'administration civile et militaire de ce duché m'a été conférée.

Fortifié par la confiance de l'Empereur, je me place aujourd'hui à la tête de ce pays.

Habitants du duché de Holstein !

Nous ne sommes pas des inconnus les uns pour les autres, car il n'y a pas longtemps que j'ai eu le bonheur d'entrer dans votre beau et riche pays pour aller avec les troupes alliées prussiennes aux combats qui ont eu pour conséquence votre indépendance nationale.

J'espère que, comme lieutenant de l'Empereur, je recevrai de vous le même accueil que vous avez fait alors aux drapeaux impériaux. Je compte cette fois-ci encore avec pleine confiance sur le caractère réfléchi dont vous avez souvent donné des preuves, et sur vos sentiments de légalité.

Cette espérance simplifie à mes yeux ma mission actuelle, dont je ne méconnais pas d'ailleurs les difficultés ; ces difficultés, vous m'aideriez à les surmonter par votre conduite calme et patriotique.

De mon côté je maintiendrai résolument l'administration autonome, si développée parmi vous, et avant tout j'y ferai participer les enfants du pays.

Je promets d'appliquer consciencieusement les lois existantes, de favoriser autant que possible votre prospérité morale et matérielle, de faire marcher l'administration avec rapidité et énergie.

Pour assurer la marche réglée et uniforme de l'administration, je rends en même temps les ordonnances nécessaires pour avoir une base sur laquelle je pourrai tenir compte des besoins effectifs du pays.

Éloigné des attributions de la politique décisive, je suis animé de la pensée de tendre sans relâche, en restant étranger à toute menée des partis, au développement de la prospérité du pays, et, soutenu par la confiance de la population, de venir au-devant de ses vœux légitimes.

Altona, 15 septembre, 1865.

Signé : GABLENTZ,

Feld maréchal lieutenant.

Ordonnance du maréchal de Gablentz, relative à l'administration du Holstein.

Altona, le 15 septembre 1865.

Vu ma proclamation en date de ce jour annonçant ma prise de possession de l'administration du duché de Holstein, j'ordonne ce qui suit :

1° Une commission gouvernementale sera établie par l'administration entière du duché de Holstein; elle entrera en fonctions le 15 courant et s'appellera gouvernement provincial du duché de Holstein; elle siégera à Kiel.

2° Le Gouvernement provincial sera subordonné au gouverneur autrichien du duché de Holstein et sera, dans les limites expliquées dans la section 3, chargé de toutes les branches de l'administration qui appartenaient précédemment au Gouvernement provincial du Schleswig-Holstein à Gottorp, aux départements des impôts et télégraphes du Schleswig-Holstein à Kiel et au gouvernement postal du Schleswig-Holstein à Kiel.

3° Les affaires qui sont ainsi de la compétence du Gouvernement provincial seront traitées et réglées par lui, suivant les lois et règlements existants, avec les restrictions suivantes.

La décision du gouverneur autrichien du Holstein est réservée pour les objets suivants :

a). Toutes les matières qui jusque-là exigeaient la décision du souverain.

b). Celles ayant rapport à la Constitution des duchés.

c). L'expédition des ordonnances légales, en tant que le droit de le faire n'aura pas été conféré déjà légalement à d'autres autorités.

d). Les sentences et remises de peines, sauf pour les amendes dont le Gouvernement provincial pourra faire remise d'après les lois existantes.

e). La suspension et la nomination des employés, du clergé et des instituteurs en tant que le privilège n'en a pas été accordé au ministère précédent pour le Holstein.

f). La concession de sommes excédant le budget annuel, et aussi l'application individuelle des sommes comprises sous le chapitre des dépenses extraordinaires.

g). La concession de pensions et secours, à l'exception des petites pensions au-dessous de 200 marks qui peuvent être accordées sur le fond de secours par le Gouvernement provincial à sa discrétion.

h). Le haut contrôle sur la police, la presse et les réunions publiques.

i). Le haut contrôle sur les postes et télégraphes.

Le Gouverneur se réserve en outre le droit de délivrer des bons et traites sur le Trésor à Rendsbourg.

Le Gouvernement provincial, enfin, dans toutes les affaires communes aux duchés de Schleswig Holstein devra en référer au Gouverneur après s'en être entendu avec les hautes autorités gouvernementales du Schleswig.

4° Le Gouvernement provincial se composera d'un président et de cinq chefs de sections.

En cas d'absence du président, le chef de section le plus âgé prendra sa place.

La division des diverses branches des affaires publiques en sections, sera réglée par une ordonnance spéciale.

5° Les appels contre les décisions et ordres du Gouvernement provincial seront adressés au Gouverneur.

*Signé : GABLENTZ,
Feld maréchal lieutenant.*

**Ordonnance du maréchal de Gablentz, relative à la division
des affaires publiques dans le Holstein.**

Altona, le 15 septembre, 1865.

1° Les affaires publiques seront partagées comme suit entre les cinq sections du Gouvernement provincial du duché de Holstein.

1^{re} Section. Affaires du clergé, éducation, Université de Kiel, sciences et arts, les institutions pour les sourds-muets, l'hôpital des aliénés du Schleswig, les charités ; les affaires appartenant à l'administration de la justice, y compris l'administration des prisons et des pénitenciers ; les matières de souveraineté et de frontière, celles relatives aux propriétés, aux couvents pour la noblesse et à l'ordre équestre du Schles-

wig-Holstein, la statistique, les naufrages, et la promulgation des décrets et ordonnances dans la *Gazette officielle*.

2^e Section. Les affaires relatives aux communes et aux pauvres, le commerce, les poids et mesures, la presse, le droit de réunion, les affaires médicales, les assurances et l'agriculture.

3^e Section. Voies et communications, chemins de fer, fossés; le drainage, les ports, les édifices, la navigation commerciale, le canal du Schleswig-Holstein, les irrigations, la conscription, les logements militaires, les approvisionnements en nature pour les garnisons, le transport du matériel de guerre, l'égalisation des dépenses de la guerre et les réclamations de dommages occasionnés par la guerre.

4^e Section. Les impôts directs, y compris le timbre et les impôts de succession, le droit de libre expédition, les affaires concernant l'agriculture, les possessions de la couronne, les forêts, la chasse, la révision et la fixation des impôts directs.

5^e Section. Finances (budget, revenus, dépenses) les fonds des veuves, les pensions, les dons, les secours, les douanes, postes et télégraphes avec contrôle sur le fond de secours du gouvernement provincial et les sommes mises à sa disposition pour les frais d'administration.

2^o Chaque section conservera le droit de révision sur la méthode de tenir les comptes dans les différentes branches qui sont dans ses attributions; jusqu'à nouvel ordre le président de la quatrième section agira en qualité d'inspecteur général des impôts directs y compris les droits de timbre et d'héritage.

3^o Le président de section contrôlera la méthode d'après laquelle les affaires publiques seront conduites, et exercera une autorité disciplinaire sur les employés du gouvernement provincial, autant qu'ils sont légalement justiciables du contrôle des autorités.

4^o Chaque président de section exercera son autorité sur les différentes branches qui seront de sa compétence sous sa propre responsabilité, indépendamment de sa propre signature et de celle du chef de bureau, à l'exception toutefois de celles des affaires réservées dans le paragraphe suivant aux délibérations d'un comité ou qui proposées comme étant utiles, seront considérées par le chef de section comme étant propres à être soumises au comité.

5^o Toutes les affaires plus importantes sont réservées pour être délibérées dans un comité, dans lequel le vote du président décidera en cas de divisions égales des voix.

Les délibérations de ce comité porteront sur des opinions et des rapports sur des sujets normaux, questions de principes, décisions sur l'admission ou le refus de droits, avec l'application des amendes.

6^o Dans le cas où le président trouverait qu'une résolution émanée du comité serait contraire à la loi ou dangereuse pour la chose pu-

blique, il devra en suspendre l'exécution, et en référer sans retard au gouverneur, avec ses raisons à l'appui.

Les présidents de section dont les noms suivent sont nommés membres du nouveau gouvernement provincial.

1^{re} Section. Le conseiller E. Lesser, ancien membre du gouvernement du Schleswig-Holstein.

2^e Section. Le comte de Stemann, ancien membre du gouvernement du Schleswig-Holstein.

4^e Section. M. F. Wenneker, ancien membre du gouvernement du Schleswig-Holstein.

5^e Section. Le directeur des Finances, M. W. Lesser, ancien membre du gouvernement du Schleswig-Holstein.

Le nom du président de la 3^e section, sera publié ultérieurement.

PRUSSE.

Patente publiée par le roi Guillaume I^{er} de Prusse à l'occasion de la prise de possession du duché de Lauenbourg.

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse, etc.

Faisons savoir par les présentes :

S. M. le Roi Christian IX de Danemark ayant cédé, par le traité conclu à Vienne le 30 octobre 1864, ses droits sur le duché de Lauenbourg à nous et S. M. l'Empereur d'Autriche, en commun, et S. M. l'Empereur François-Joseph I^{er} d'Autriche nous ayant abandonné sa part à ces droits par l'arrangement convenu le 14 août de cette année à Gastein, et conclu entre nous le 20 du même mois à Salzbourg, lequel a été publié, en date du 5, par nos commissaires civils, nous prenons possession, en accomplissement du vœu exprimé par la représentation de Lauenbourg, de ce duché, par la présente patente, avec tous les droits de la souveraineté ; ajoutons à nos titres celui de duc de Lauenbourg, et voulons que le duché de Lauenbourg se transmette dans notre maison royale d'après les principes existants pour la transmission de la couronne de Prusse. Nous présentons à tous les habitants du duché notre salutation paternelle, et leur ordonnons de nous reconnaître désormais comme leur souverain légitime, de prêter à nous et à nos successeurs le serment de fidélité et de confiance à nos lois et ordonnances ; par contre, nous les assurons de notre protection souveraine et promettons que nous les gouvernerons justement, que nous protégerons le pays et ses habitants dans l'exer-

cice de leurs droits acquis, et que nous ferons tendre notre sollicitude paternelle à leur prospérité.

Nous avons nommé notre ministre du Lauenbourg le président de notre conseil des ministres et ministre des affaires étrangères, *de Bismarck-Schoenhausen*, et lui avons ordonné de gouverner le pays d'après les lois et règlements qui y existent. Nous voulons aussi que tous les fonctionnaires du duché, après nous avoir prêté le serment de fidélité, soient confirmés et maintenus dans leurs emplois.

Nous chargeons notre ministre d'État, comte d'*Arnim-Boytzenbourg*, de prendre possession, en conséquence, du duché de Lauenbourg en notre nom, de faire prêter serment aux fonctionnaires supérieurs du pays et de les charger de faire prêter serment aux autres employés, en réservant la prestation de foi et hommage du pays pour l'époque où il nous sera possible de le recevoir en personne.

Ainsi fait à Berlin, le 13 septembre 1865,

GUILLAUME, *rex*.

Discours du comte d'Arnim-Boitzenbourg après la lecture de la patente royale qui incorpore le Lauenbourg à la Prusse.

La conclusion de cette très-haute patente vous donne l'heureuse promesse que Sa Majesté paraîtra en personne au milieu de vous pour recevoir l'assurance de votre fidélité. Sa Majesté le fera d'un cœur doublement joyeux, puisque après les grands événements qui ont détaché le duché de son premier souverain, la représentation du pays a exprimé elle-même le vœu d'appartenir à la couronne de Prusse.

Que ce pays prospère donc, après maintes vicissitudes, d'une manière sûre et durable sous l'égide de l'aigle royal qui a pris son vol de plus en plus haut dans le cours des siècles, tout en luttant contre les tempêtes, jusqu'au moment où il a laissé tomber ses regards vers la terre et étendu ses ailes protectrices sur de vastes pays, du Niémen à la Sarre, des rochers à la mer, sur des pays florissants par l'agriculture et l'industrie, habités par un peuple auquel les braves habitants de cette contrée sont unis maintenant, un peuple qui est là debout en armes, imposant le respect et prêt à défendre son trône, ses foyers et aussi les frontières de l'Allemagne.

Jamais la bénédiction de Dieu n'a manqué aux peuples qui sont restés fidèles au commandement : « Craignez Dieu, obéissez au Roi, aimez les frères ! »

J'exprime donc l'espérance et la confiance que les habitants de ce pays verront dans le dernier changement qu'il a éprouvé un décret de

la providence divine; que Lauenbourgeois et Prussiens rivaliseront de zèle pour témoigner par des actes à leur duc et roi terrestre leur vénération et leur fidélité; que Prussiens et Lauenbourgeois, unis maintenant pour les bons et les mauvais jours, prouveront leur amour les uns pour les autres comme enfants d'un même père du pays. — Que notre premier acte sous le nouveau gouvernement soit d'implorer Dieu et au pied des autels de bénir cette union.

Mais comme clôture de cette cérémonie temporelle, je vous prie de répéter avec moi le cri de : Vive S. M. Guillaume I^{er}, Roi de Prusse, duc de Lauenbourg!

**Proclamation du général de Manteuffel, gouverneur
du duché de Schleswig.**

Habitants du duché de Schlewig,

Par le traité de Gastein, vous avez été soumis provisoirement à une administration particulière, sous l'autorité de S. M. le Roi de Prusse.

Le mot « administration prussienne » renferme en lui la pensée : « Justice, ordre public, développement de la prospérité générale. »

En prenant en mains, aujourd'hui, d'après les ordres de S. M. le Roi de Prusse, le gouvernement du duché, je vous promets en même temps de tenir compte, pleinement, de vos propres intérêts. J'attends de vous l'obéissance aux ordres de Sa Majesté et la confiance.

Château de Gottorf, 15 septembre 1865.

*Le gouverneur du duché de Schleswig, lieutenant
général, aide de camp général de S. M. le Roi
de Prusse.*

Signé : E. MANTEUFFEL.

Je fais savoir par ces présentes à toutes les autorités, ainsi qu'aux fonctionnaires et habitants du Schlewig, que par ordre de S. M. le Roi de Prusse, son commissaire civil, le président de régence, baron de Zedlitz, dirigera toute l'administration civile du duché sous la direction supérieure du gouvernement.

M. MANTEUFFEL.

DUCHÉS DE L'ELBE.

Ordonnance publiée par M. de Zedlitz, commissaire civil prussien pour le duché de Schleswig, touchant l'administration du duché.

Vu la proclamation de ce jour du gouverneur du Schleswig et l'ordonnance de l'autorité civile autrichienne et prussienne pour les duchés de Schleswig-Holstein et Lauenbourg du 5 septembre, on ordonne ce qui suit à l'effet de régler l'administration du duché de Schleswig.

1° Seront administrés sous la surveillance directe du commissaire royal :

a.) Les douanes et l'impôt de distillation du Schleswig, à l'exception des inspectorats de Kerozoll, par la direction des douanes du Schleswig, qui a son siège à Flensbourg ;

b.) Les postes schleswigéaises par la direction des postes du Schleswig, qui aura son siège à Schleswig.

c.) Les télégraphes schleswigéais, par la direction des télégraphes du Schleswig, qui réside à Flensbourg.

A la tête de ces administrations particulières sont placés, avec les mêmes attributions qu'ils avaient jusqu'ici, les anciens chefs des inspections des douanes, des postes et des télégraphes du Schleswig-Holstein.

2° Pour toutes les autres branches d'administration, les affaires seront gérées sous la surveillance directe du commissaire royal, par une autorité qui siégera à Schleswig sous le nom de *Régence du Schleswig*. Cette régence sera divisée en quatre sections, dont chacune gèrera ses affaires d'après les lois et règles existantes et une instruction générale qui réglera toute la marche des opérations.

Les rescrits de la régence seront signés par le commissaire royal ou en son nom par un chef de section.

La première section, présidée par M. *Rumohr*, sera chargée de toutes les affaires intérieures ;

La deuxième, présidée par M. *Rathjen*, comprend les affaires du culte et de l'instruction publique, ainsi que les établissements scientifiques et de bienfaisance et les affaires concernant la médecine et l'art vétérinaire ;

A la troisième section, présidée par M. *Richthofen*, sont attribuées toutes les affaires militaires en tant que l'administration civile y concourt, y compris le recrutement et les expropriations de terres néces-

saires aux fortifications, ainsi que la direction disciplinaire et économique de la gendarmerie ;

Le quatrième section comprend l'administration des finances. Jusqu'à la nomination d'un chef particulier, elle sera divisée en trois bureaux (gestion générale, domaines et forêts, impôts) qui se conformeront dans leur gestion aux instructions du commissaire royal. La nomination d'un directeur général des contributions directes est réservée.

Toutes les pétitions, pièces et propositions adressées à la régence du Schleswig et à ses diverses sections, devront être remises au bureau central du commissaire royal qui se trouve à la maison Mohr, dite palais du prince.

Schleswig, 15 septembre 1865.

*Le commissaire civil prussien pour le duché
de Schleswig,*

Baron DE ZEDLITZ.

DEUXIÈME PARTIE.

AFFAIRES D'AMÉRIQUE.

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES COMMUNIQUÉS AU CONGRÈS
DE WASHINGTON, EN 1863.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

M. Adams à M. Seward.

Londres, le 20 novembre 1862.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception des dépêches numérotées 383 à 338 ; ces dépêches me prescrivent de présenter au gouvernement britannique des observations de trois sortes :

1. Je dois protester contre la construction, dans les ports du Royaume-Uni, de navires de guerre destinés à l'usage des rebelles.

2. Je dois lui remettre une copie des résolutions de la chambre de commerce de New-York relativement aux déprédations commises par le pirate n° 290 au préjudice de la marine marchande américaine.

3. Je dois porter à la connaissance du gouvernement la conduite du commandant de la canonnière de Sa Majesté, « Bull Dog, » conduite qui a été appréciée par le contre-amiral Wilkes dans une lettre au secrétaire de la marine.

Etant occupé en ce moment à préparer une note pour lord Russell conformément aux instructions contenues dans votre précédente dépêche n° 381, et désireux de mettre sous les yeux du gouvernement les pièces complètes de l'affaire du pirate n° 290, affaire que j'ai dû soigneusement étudier en raison de sa grande importance, j'incline à penser qu'il serait préférable de laisser de côté, pour quelques jours, les autres réclamations. Je suis porté à suivre cette voie non-seulement parce que le moment ne me paraît pas favorable pour mul-

tiplier les causes et motifs d'offenses dont nous avons à nous plaindre de la part de la cour de Saint-James, mais parce qu'il y a dans les dépêches elles-mêmes des obstacles accidentels qui m'empêchent d'agir.

En raison des circonstances que je viens d'énumérer, je me permettrai d'ajourner pour le moment toute réclamation particulière. D'ailleurs une grande partie des griefs généraux sera traitée dans la note que je vous ai annoncée comme déjà presque achevée.

La dépêche télégraphique apportée par « l'Édinbourg, » et qui est reproduite par tous les journaux du matin, contient le résumé d'une lettre que vous avez adressée à la chambre de commerce de New-York touchant les déprédations commises par le pirate n° 290 ; cette lettre annonce que le ministre des États-Unis à Londres a été invité à adresser une réclamation au gouvernement britannique. Cette nouvelle a produit quelque effet, ici, dans les cercles commerçants ; on la considère comme l'expression du désir de susciter des difficultés à l'Angleterre dans le but de réagir sur les élections en Amérique. Aussi je suis heureux qu'un instinct de la gravité de l'affaire m'ait poussé à retarder l'achèvement de la note que je dois présenter, jusqu'à ce que cette nouvelle me fût parvenue. La note a été terminée hier et est entre les mains de mon secrétaire qui est en train de l'expédier. Je vous en envoie également ci-joint une copie. Lord Russell est à peu près préparé à une communication de ce genre, car dans la dernière entrevue que j'ai eue avec lui, samedi dernier, je l'ai informé que j'avais reçu une série de pièces à ce sujet et que j'étais invité à en faire l'objet d'une nouvelle réclamation. Le travail que nécessite la copie de toutes ces pièces et le personnel restreint de la légation ont aussi contribué à retarder la remise de la note.

Dans les conjonctures actuelles en Europe, il est assez fâcheux que cette difficulté ait surgi entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Je suis disposé à traiter tout ceci comme une question de droit et d'équité, devant être résolue plus tard après une discussion amicale et non pas comme une affaire pressante et d'une urgence absolue.

La publication des notes des trois puissances sur la question proposée par la France paraît avoir eu une influence considérable sur l'opinion publique en Europe. La conséquence en a été une légère tendance de réaction en faveur de la cause des États-Unis. Cette tendance a été renforcée jusqu'à un certain point par le développement des sentiments anti-esclavagistes parmi le peuple. J'ai particulièrement à cœur en ce moment d'éviter toute démarche qui pourrait modifier ou détourner ce courant d'idées.

Signé : FRANCIS ADAMS.

M. Adams au comte Russell.

Londres, le 20 novembre 1862.

Monsieur le Comte, c'est avec un vif regret que je me trouve une fois de plus dans la nécessité d'appeler l'attention de Votre Excellence sur la situation pénible dans laquelle le gouvernement des États-Unis se trouve placé, par les récentes nouvelles qui lui sont parvenues sur les déprédations commises en pleine mer à l'égard de la marine de commerce américaine, par le navire de guerre connu ici sous le nom de n° 290, au sujet de la construction et de l'équipement duquel, dans le port de Liverpool, et de sa destination hostile, j'ai eu l'honneur de vous communiquer des faits constituant des preuves les plus positives.

Il est de mon devoir aujourd'hui de signaler à votre attention les copies ci-jointes d'un grand nombre de documents que j'ai reçus tant de Washington que de notre consul à Liverpool; toutes ces pièces contribuent à établir la vérité de mes précédentes allégations touchant les intentions et la destination de ce navire avant qu'il n'eût encore quitté les ports de ce royaume. Je prétendais alors que son dessein était de faire la guerre au peuple des États-Unis, une nation avec laquelle la Grande-Bretagne a été, pendant bientôt un demi-siècle, et est encore dans des relations très-amicales, sur la foi de traités qui ont reçu une consécration solennelle par toutes les autorités considérées parmi les hommes comme nécessaires pour garantir les pouvoirs réciproques des nations. Les actes hostiles commis par ce navire depuis le jour où il quitta le port dans lequel il a été équipé à cet effet, ont prouvé que mes observations étaient entièrement fondées.

En résumant l'ensemble des preuves que je vous transmets aujourd'hui, il en ressort : 1° que ce navire a été construit sur un chantier appartenant à une maison de commerce de Liverpool dont le principal associé, au mois d'octobre de l'année dernière, était un membre de la chambre des communes; 2° que la forme de sa construction et son aménagement particulièrement propre à la course, ne pouvaient laisser aucun doute à ceux qui étaient chargés de livrer le navire et qui étaient familiarisés avec tous ces détails, que ce navire n'était destiné à un autre usage qu'à celui de faire le commerce légitime; 3° que pendant tout le temps employé dans le port de Liverpool à sa construction et à son équipement, la direction des travaux, le soin de former l'équipage qui devait monter le navire, ont été plus ou moins laissés à des personnes connues pour être en relations avec les

rebelles aux États-Unis. Il résulte en outre de ces preuves que, depuis son départ du port de Liverpool, duquel il a pu s'échapper sans avoir à fournir les justifications ordinaires en ce qui touche sa nationalité, ce navire a reçu un armement complet, a été pourvu de charbon, de vivres et d'hommes par des bâtiments qu'on savait avoir été équipés à Liverpool et expédiés à cet effet de ce port, et que, bien que commandé par des Américains, ce navire est monté par un équipage presque entièrement composé d'Anglais, enrôlés et embarqués par des personnes qui s'étaient concertées avec le commandant. Il ressort aussi des documents susmentionnés que le commandant du navire, quoique prétendant être un officier agissant en vertu de pouvoirs légitimes, a l'habitude de montrer le pavillon de la Grande-Bretagne, afin de poursuivre plus facilement en pleine mer son œuvre de ravage et de destruction.

De plus ce commandant n'a aucun égard aux règles établies touchant la capture de navires marchands en pleine mer, règles, d'après lesquelles un tribunal judiciaire doit toujours confirmer la validité de la prise. Au contraire, il a recours au système employé par les pirates qui consiste à prendre, piller et incendier la propriété privée sans ce préoccuper des conséquences ou de la responsabilité qu'il assume vis-à-vis d'une autorité légitime.

Tel étant l'état des choses, cette affaire soulève une série de questions toutes nouvelles du caractère le plus grave et qui sollicitent l'attention de toutes les nations civilisées. Il est manifestement impossible de concilier la tolérance accordée par une nation à des entreprises de ce genre, préparées dans ses propres ports, dans le but de porter dommage à une autre nation avec laquelle elle est en paix, avec une théorie quelconque connue, sur les obligations morales ou politiques des nations. Il est également évident que la réciprocité de procédés semblables ne pourrait conduire en définitive qu'à détruire toute espèce de sécurité pour la propriété privée sur l'Océan. Si, dans ces conditions, deux contrées étaient voisines l'une de l'autre, la conservation de la paix entre elles deviendrait impossible à la longue. Ce serait, en résumé, permettre à tous individus irresponsables de préparer et équiper dans un pays quelconque toute entreprise armée contre la propriété de leurs voisins qu'ils jugeraient avantageuse, et l'on ne pourrait exercer aucun contrôle sur leurs actes puisqu'ils auraient la faculté de se soustraire à la juridiction spéciale en gagnant la pleine mer.

Je n'entends nullement supposer au Gouvernement de Sa Majesté l'intention de mettre en pratique une pareille idée. Je reconnais pleinement qu'à une date récente, plus d'un mois avant la fuite de ce navire sans nom et à la suite des observations que j'ai présentées sur sa

nature et sa destination probable, observations corroborées par l'avis d'un jurisconsulte éminent d'après lequel une grave transgression de la loi du pays et une violation du droit des gens allait se commettre, une enquête a été commencée par les avocats de la couronne et les a conduits à reconnaître la justesse de ma réclamation. En conséquence, je suis amené à inférer du langage de la Note explicative de Votre Excellence du 22 septembre, que l'ordre de retenir le navire à Liverpool allait être donné le 29 juillet dernier, lorsque une dépêche télégraphique de ce port vint annoncer que le navire avait disparu le matin même. Votre Excellence ajoutait que des instructions avaient été immédiatement expédiées en Irlande pour arrêter le navire s'il se présentait à Quenstown et des ordres identiques furent expédiés au port de Nassau. Mais le Gouvernement reçut l'avis qu'on ne l'avait vu ni à l'une ni à l'autre de ces places.

Il semble donc que le Gouvernement de Sa Majesté ait été si bien convaincu par les preuves que j'ai eu l'honneur de soumettre à l'examen de Votre Excellence et par les résultats de l'enquête sur la véritable nature de l'entreprise projetée à Liverpool, qu'il s'est décidé en fin de compte à faire arrêter le bâtiment. Le Gouvernement semble aussi avoir admis l'existence d'un cas de violation de la neutralité dans un des ports du Royaume, violation dont le gouvernement des États-Unis avait le droit de se plaindre. Resterait alors la question de savoir jusqu'à quel point l'insuccès des mesures prises par le Gouvernement de Sa Majesté pour prévenir le départ du navire, affecte le droit du gouvernement des États-Unis de demander une réparation pour les dommages considérables infligés à la propriété de ses citoyens, par suite de la faculté laissée à ce pirate placé hors la loi de se soustraire à la juridiction anglaise.

Il n'est point inutile de rappeler ici à Votre Excellence que cette question, comme presque toutes celles qui se rapportent aux devoirs des neutres en temps de guerre, en pleine mer, a été longtemps le sujet de discussions entre les autorités des deux pays. Pendant la seconde partie du dernier siècle, le gouvernement de Sa Majesté a été en situation de faire les plus vives remontrances contre l'équipement dans les ports des États-Unis de navires destinés à capturer les bâtiments de commerce britanniques, non pas, cependant, de la manière barbare et illégale pratiquée par le pirate n° 290, mais dans les formes d'une adjudication définitive également admises par toutes les nations civilisées. Le Gouvernement anglais chercha à faire prévaloir le principe des dommages-intérêts comme découlant du fait de n'avoir pas empêché le départ de ces navires. Ce principe fut formellement reconnu par les deux parties et consacré par l'article 7 du traité du 19 novembre 1794; et, par suite, il fut convenu que tous

les cas de dommages causés précédemment aux navires et aux marchandises britanniques par des corsaires équipés dans des ports des États-Unis seraient soumis à une commission instituée par le traité à l'effet de déterminer le montant des sommes nécessaires pour compenser toutes les pertes subies.

Je n'ignore pas que les dispositions de ce traité n'étaient plus en vigueur, et que alors qu'elles l'eussent été encore, elles obligeaient les États-Unis seuls à réparer des préjudices causés dans des circonstances spéciales, mais je ne puis supposer un seul instant que le gouvernement de Sa Majesté, en insistant sur la reconnaissance de ce principe dans le traité, lorsque ce principe recevait son application à son bénéfice, n'ait pas sous-entendu qu'il serait également prêt à l'admettre en tout temps, même s'il était invoqué contre lui et contre des actions semblables commises par des sujets britanniques dans le ressort de sa juridiction, à l'égard des États-Unis.

Je désire en outre appeler l'attention de Votre Excellence sur une autre circonstance, c'est que la demande de dommages-intérêts dans des cas de ce genre n'a pas été, on a de fortes raisons pour le penser, élevée par le gouvernement de Sa Majesté uniquement dans le but d'obtenir la reconnaissance formelle de ce principe dans un contrat spécial. Cette demande n'a été, paraît-il, formulée que plus tard et a été la conséquence d'une précédente ouverture sur ce point basée simplement sur des principes généraux d'équité qui doivent toujours prévaloir entre nations. Ici encore, il apparaît que le gouvernement des États-Unis ayant reconnu qu'il y avait eu négligence à une certaine époque dans l'emploi des mesures nécessaires pour empêcher l'équipement, dans ses ports, de corsaires destinés à agir contre les navires de la Grande-Bretagne, avec laquelle les États-Unis étaient en paix, a admis la validité des réclamations présentées par M. Hammond, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Philadelphie, au sujet de captures de navires anglais effectuées plus tard par ces corsaires *même en pleine mer*. Ce principe a été reconnu avec toutes ces conséquences dans la réponse faite par M. Jefferson, alors secrétaire d'État des États-Unis, le 5 septembre 1793, à une lettre de M. Hammond, en date du 30 août précédent, lettre dont je n'ai malheureusement pas de copie à ma disposition, mais qui, si l'on en juge par la réponse, présentait d'une façon claire et distincte les motifs reconnus des réclamations.

Fort de l'autorité d'un pareil précédent et ayant fait tout ce qui est en mon pouvoir pour mettre le gouvernement de Sa Majesté au courant en temps utile d'une entreprise illégale qu'il avait ainsi les moyens de prévenir, et étant à même d'en montrer les conséquences désastreuses pour des personnes innocentes qui ne redoutaient aucun danger

pour le commerce de la part de l'Angleterre, danger qui résulte de l'absence de mesures préventives convenables, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence les instructions que j'ai reçues de mon Gouvernement et qui me prescrivent de demander la réparation des dommages nationaux et privés qui ont été infligés aux États-Unis, et une répression plus efficace à l'avenir des entreprises illégales préparées dans les ports de Sa Majesté.

Signé : FRANCIS ADAMS.

M. Adams à M. Seward.

Londres, le 27 novembre 1862.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie de deux notes échangées avec lord Russell, relativement à des tentatives qu'on suppose avoir été faites sur le territoire du Royaume, pour enrôler des recrues au service de l'armée des États-Unis. Prévoyant la possibilité d'une imputation de ce genre, j'ai, depuis mon arrivée ici, décliné avec le plus grand soin les nombreuses demandes qui m'ont été adressées à l'effet d'autoriser des enrôlements pour les États-Unis. J'ai été d'autant plus porté à prendre cette attitude que je me suis promptement aperçu de l'existence d'un sentiment de rancune au sujet du traitement de sir John Crampton en Amérique à l'occasion de faits semblables qui se sont produits pendant la guerre de Russie. J'ai donc pu repousser facilement et énergiquement l'imputation de lord Russell. Je n'ai pas encore été informé sur quels faits il s'est fondé en m'adressant sa réclamation, mais j'ai appris d'autres sources que des individus n'ayant aucune mission cherchent à expédier des hommes comme passagers aux États-Unis, en se fiant à l'attrait exercé par la prime payée pour les engagements. Il est possible que ces faits aient servi de base à la réclamation de lord Russell.

Signé : CH. FRANCIS ADAMS.

GRANDE-BRETAGNE.

Le comte Russell à M. Adams.

Foreign-Office, le 20 novembre 1862.

Le soussigné, principal secrétaire d'État de Sa Majesté pour les affaires étrangères, a l'honneur de faire connaître à M. Adams, en-

voqué extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis en cette résidence, que le gouvernement de Sa Majesté a été informé par des personnes au témoignage desquelles il croit pouvoir ajouter foi, que des enrôlements ont lieu en Angleterre pour le service des armées des États-Unis et qu'une prime considérable est offerte par des agents des États-Unis aux sujets britanniques qui se laissent enrôler.

M. Adams voudra bien ne pas perdre de vue que tout enrôlement de sujets de Sa majesté, au service militaire de l'une ou l'autre partie belligérante en Amérique, et que toute tentative faite par une personne pour engager des sujets de Sa Majesté à s'enrôler dans ce service, sont considérés par la loi anglaise comme un délit. Il n'échappera pas à M. Adams que des procédés tels que ceux sur lesquels le soussigné a appelé son attention, sont de nature à accroître considérablement les difficultés qu'éprouve déjà le gouvernement de Sa Majesté à observer les devoirs de la neutralité.

Signé : RUSSELL.

ÉTATS - UNIS D'AMÉRIQUE.

M. Adams au comte Russell.

Londres, le 21 novembre 1862.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis, a l'honneur d'accuser réception de la Note que lui a adressée le comte Russell, principal secrétaire d'État de sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères, à la date du 20 de ce mois, et par laquelle il lui fait connaître que le gouvernement de Sa Majesté a été informé par des personnes dignes de foi, que des enrôlements ont lieu en Angleterre pour le service des armées des États-Unis et que des primes considérables sont offertes par des agents des États-Unis, dans le but d'encourager l'enrôlement. Son Excellence avertit en même temps le soussigné que ces actes sont contraires à la loi anglaise, et de nature à augmenter considérablement les difficultés que le gouvernement de Sa Majesté rencontre déjà dans l'observation des devoirs de la neutralité.

Le soussigné se plaint à espérer que l'insistance très-sérieuse avec laquelle il réclame depuis longtemps du gouvernement de Sa Majesté des mesures tendant à prescrire une plus stricte observance de la neutralité dans les ports du Royaume à l'occasion des nombreuses tentatives de violation de cette neutralité par des rebelles, tentatives sur lesquelles il a été obligé, bien qu'à regret, d'appeler l'attention du

gouvernement, a dû le mettre à l'abri du soupçon qu'il fût disposé à encourager une entreprise de ce genre tentée par les États-Unis.

Le soussigné n'a non-seulement aucune connaissance des faits allégués, mais aussi il ne croit pas qu'ils puissent être attribués à des personnes investies d'un mandat quelconque par le gouvernement des États-Unis. S'il était avéré que des individus se fussent prévalus d'un mandat de cette nature, le soussigné serait obligé au comte Russell de lui fournir toutes les indications qu'il aura pu recueillir à cet égard, afin que le soussigné puisse s'assurer de l'identité de ces individus et prendre les mesures nécessaires pour désavouer leurs actions.

Signé : CH. FRANCIS ADAMS.

M. Seward à M. Adams.

Washington, le 8 décembre 1862.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche datée du 21 novembre, n° 214. Le Président estime que la dignité de la République et l'intérêt de la paix demandent que le gouvernement des États-Unis s'abstienne de discuter les motifs, le but et la tendance du dernier mouvement en France relativement à nos affaires intérieures. Je crois, pourtant, pouvoir vous informer, sans m'écarter de cette ligne de conduite, que l'opinion publique ici est unanime pour attribuer ce mouvement à des projets de l'Empereur, lesquels ne seraient pas seulement hostiles mais encore agressifs. Le Président ne partage point cette opinion ; il pense, au contraire, que l'action de la France n'a été que mal-avisée, fondée qu'elle était sur des données inexactes en ce qui touche les ressources militaires et navales de notre pays ; qu'elle avait été provoquée par le désir d'offrir des conseils dans un cas où tout conseil venant d'une puissance étrangère devait exciter de la méfiance et être rejeté avec fermeté. J'ajouterai que la détermination du Congrès et de la nation de maintenir le pays dans un état de défense suffisant pour faire face à toute intervention étrangère, a été encore affirmée par la nouvelle de la proposition émanée de M. Drouyn de Lhuys.

Il est facile d'ailleurs d'expliquer l'erreur dans laquelle le Gouvernement français est tombé au sujet des dispositions du peuple américain et de son Gouvernement, auxquelles le comte Russell a fait allusion. L'invasion, par les rebelles, des États restés fidèles, a produit, ainsi que j'ai eu l'occasion de le faire observer, pendant un moment, un état de consternation et de confusion apparente que les partisans des insurgés à New-York ont exploité dans leurs conversations avec quel-

ques-uns des ministres étrangers résidant aux États-Unis. Les agents diplomatiques auront sans doute transmis à leurs Gouvernements les sentiments et les projets, non pas du Gouvernement et du peuple américain, mais d'une politique qui a grandi dans la nuit du découragement et s'est évanouie de nouveau dès que la lumière de la prospérité nationale a reparu. C'est aujourd'hui une grande satisfaction pour nous de pouvoir dire que le Président n'a épargné aucun effort pour combattre les difficultés qui nous ont été ainsi suscitées, et pour éviter aux nations étrangères les embarras qui auraient pu en être la conséquence.

Je remarque dans la note du comte Russell l'apparence plutôt que l'expression de l'opinion que les États-Unis sont plus tolérants lorsqu'il s'agit d'une injure réelle ou supposée de la part de la France, que lorsqu'il s'agit d'une injure imputable à la Grande-Bretagne et qu'ils préféreraient l'amitié de la France à celle de l'Angleterre. Quelques mots à ce sujet ne seront peut-être pas hors de raison. Avant tout, le peuple des États-Unis désire rester en paix et sur un pied amical avec ces deux Puissances. Une sympathie traditionnelle, née au moment de la révolution, nous attire vers la France. Toutefois ce sentiment n'a pas été assez fort pour persuader au peuple américain de supporter avec patience le moindre acte agressif de la part de la France. D'un autre côté, deux guerres avec la Grande-Bretagne ont laissé dans la mémoire du peuple quelques ressentiments. Mais l'accroissement des relations commerciales entre les deux Pays a peu à peu effacé ces ressentiments, de façon que le peuple n'attaquerait point volontairement la Grande-Bretagne et que même il serait disposé à devenir l'ami sincère de la nation anglaise. Les procédés des deux Pays dans cette guerre ont neutralisé en grande partie le développement de ce sentiment national. Notre commerce a souffert et l'action de nos armées a été entravée par la coopération de sujets britanniques avec les rebelles, tandis que la France ne nous a pas donné de graves sujets de plainte sur ce point. Je ne prétends pas savoir, et ne chercherai pas à savoir, si la presse française et les hommes politiques de la France ont professé autant d'intolérance à notre égard que la presse et les hommes d'État de la Grande-Bretagne. Mais ces derniers parlent et écrivent la même langue que nous et tout le monde de ce côté de l'Atlantique les lit et les comprend. Les Français emploient un autre langage, et en fait ne sont ni lus ni compris dans notre pays. Le peuple a été jusqu'ici sur ses gardes vis-à-vis de la France aussi bien que de la Grande-Bretagne, parce que, d'une part, le langage et les procédés de l'une et de l'autre n'ont pas été marqués au coin de l'indulgence, ou, si elles aiment mieux, de la générosité qu'on attendait d'elles, et parce que, d'autre part aussi, nous avons la conscience de ne

pas être encore assez préparés à une guerre étrangère. Cette dernière conviction tend à disparaître. Il est clair aujourd'hui pour des hommes d'un esprit sage et réfléchi, qu'aucun État européen n'est aussi bien en situation de nous attaquer que nous ne sommes en situation de nous défendre. Nous avons d'ailleurs le sentiment intime que nous avons mérité l'amitié de toutes les nations et que si la guerre devait nous arriver de l'étranger, notre cause serait une juste cause et que cette guerre consoliderait plutôt l'union qu'elle ne la mettrait en danger. Le moment est donc favorable pour rétablir l'harmonie dans les relations entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Ce sera sa faute et non pas la nôtre si cette réconciliation ne s'opère pas. Le seul obstacle qui se présente c'est l'attitude blessante de neutralité armée conservée vis-à-vis des États-Unis et d'une faction intérieure qui ne cherche qu'à renverser l'Union, neutralité qu'à notre avis, il n'était nullement nécessaire de proclamer, et qui a eu pour résultat de faire des ports de la Grande-Bretagne la base d'une guerre maritime, laquelle, sans être dangereuse pour nous, est irritante et vexatoire. Les navires et même les flottes de la Grande-Bretagne, vont et viennent librement dans nos ports où ils reçoivent les honneurs qui leur sont dus. Mais les bâtiments de guerre des États-Unis n'obtiennent, dans les ports britanniques des colonies aussi bien que de la métropole, qu'un accès restreint par des conditions irritantes, lorsqu'ils ont pour mission de surveiller les expéditions hostiles, organisées à compte particulier avec la participation active de sujets britanniques, participation qui, bien que défendue, a néanmoins lieu avec impunité, en violation de la loi municipale, en même temps que de la justice internationale. Nous n'avons plus, quant à nous, à suggérer de remèdes contre cet état de choses. Tout ce qui a pu être suggéré à ce sujet a été souvent répété par nous. La situation peut être résumée dans ces mots : Les États-Unis soutiennent et ne cesseront de soutenir que dans cette guerre ils sont une nation souveraine, et qu'ils ont droit comme telle au même respect qu'ils accordent à la Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne ne les traite pas en nation souveraine, et de là viennent tous les maux qui troublent et menacent les relations d'amitié qui les unissent. La Grande-Bretagne justifie sa conduite et y persévère. Les États-Unis n'admettent pas cette justification et sont ainsi obligés à réclamer et à se tenir sur leurs gardes. Ceux qui dans les deux Pays désirent voir les deux nations conserver cette attitude tendue sont des amis malavisés de l'une et de l'autre.

Signé : W. SEWARD.

M. Seward à M. Adams.

Washington, le 8 décembre 1862.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche du 20 novembre, n° 262. Le Président est assuré que vous ne manquerez pas de choisir le moment le plus opportun pour présenter les réclamations provoquées par les déprédations du pirate n° 290, et il m'autorise en conséquence à approuver la note que vous avez adressée au Comte Russell à ce sujet.

Vous avez dit avec raison que notre Gouvernement n'a point l'intention de fatiguer le Gouvernement britannique par son impatience à réclamer le règlement de ses demandes en dommages-intérêts. Son principal but est avant tout de prévenir le retour de semblables actes de pillage. Il est évident que les États-Unis seraient bientôt privés de la plus grande partie de leur commerce si des expéditions comme celles du pirate n° 290 devaient se reproduire et être impunément menées à bonne fin.

On devrait comprendre en Angleterre qu'un peuple qui occupe en raison de son commerce le second rang après la nation britannique, ne peut consentir patiemment et sans protester, à la ruine de son commerce extérieur par des moyens iniques.

Mon département a déjà été informé de l'intention où seraient plusieurs Gouvernements étrangers de nous demander la réparation de dommages causés par des rebelles au commerce de pacifiques étrangers, bien que ces dommages aient été commis par des citoyens qui étaient à ce moment en insurrection et en état d'hostilité ouverte contre l'autorité fédérale. Évidemment nous n'aurions aucune réponse satisfaisante à donner à ces Gouvernements si nous avions toléré les actes de piraterie dont ils se plaignent ou si nous avions négligé de prendre les mesures les plus efficaces pour les prévenir. En quoi donc le cas du pirate n° 290 diffère-t-il du cas précédent qui est le nôtre ? La Grande-Bretagne est maîtresse dans ses ports et dans ses eaux et nous ne pouvons y pénétrer par la force armée. Comme la vapeur peut seule être employée avec succès contre la vapeur dans les guerres maritimes, l'exclusion rigoureuse et presque absolue de notre marine militaire des ports britanniques nous enlève le pouvoir de surveiller et de saisir à leur apparition en pleine mer, les bâtiments à vapeur que les sujets anglais eux-mêmes construisent, équipent et expédient des ports de la Grande-Bretagne virtuellement quoique sans préméditation, sous la protection du Gouvernement de la Reine. Le Président considère comme un principe incontestable que tout dommage commis par les sujets de la Grande-Bretagne à l'égard des citoyens des États-Unis, soit dans les possessions anglaises, soit en pleine mer, à

l'aide d'expéditions sortant de ports britanniques, doit être réparé par le Gouvernement de Sa Majesté, à moins que ce gouvernement ne puisse prouver qu'il a fait tous les efforts qui étaient en son pouvoir pour empêcher le dommage causé. S'il est démontré dans la suite que le Gouvernement a fait tous les efforts possibles dans le cas du pirate n° 290, il n'en sera peut-être pas de même dans le cas des dommages qui seront causés plus tard par des expéditions lesquelles, ainsi que cela est notoire, sont préparées actuellement dans les ports britanniques. Il semble qu'il ne peut y avoir d'excuses à donner pour ces cas prévus, à moins que la Grande-Bretagne ne prétende qu'elle n'est pas dans l'obligation de chercher à prévenir des actions illégales et des desseins hostiles contre des nations amies. Un semblable principe, s'il était admis par les nations, conduirait à la piraterie universelle, et les États commerçants seraient contraints à faire convoier leurs navires sur l'Océan par des bâtiments armés. Le Président se sent d'autant plus à l'aise pour insister sur l'adoption de mesures préventives que, d'une part, la tolérance accordée par la Grande-Bretagne à ces entreprises, aurait à la longue pour elle des conséquences presque aussi désastreuses que pour les États-Unis, les deux parties ayant le plus grand intérêt à ce que les relations commerciales mutuelles soient aussi sûres que possible, et que, d'autre part, l'intérêt évident de toutes les nations commerçantes exige que les guerres civiles ou internationales soient strictement restreintes entre les parties qui y ont été volontairement ou forcément entraînées. Le Gouvernement des États-Unis n'ignore pas qu'on allègue que si le pirate n° 290 est sorti d'un port britannique, il n'a cependant été ni armé, ni équipé, ni pourvu d'un équipage dans ce port. Mais il est incontestable que ce corsaire a été expédié de ce port et s'est dirigé, conformément à un plan concerté d'avance, vers un endroit désigné où il a complété son armement et son équipage qui lui ont été fournis par les mêmes sujets britanniques qui avaient construit et expédié ce navire. Dans la législation criminelle, une action illégale n'en est pas moins préjudiciable ni moins illégale, parce que son exécution aurait été divisée et aurait eu lieu dans différents endroits au lieu d'un seul. Une combinaison de ce genre adoptée dans le but unique de tourner la loi, est par cela même frauduleuse et aggrave plutôt qu'elle n'atténue l'offense faite.

En vous transmettant les explications qui précèdent et qui sont l'expression de la manière de voir du Président, je vous laisse le soin d'en user dans les négociations que vous entamerez à ce sujet, comme vous le jugerez convenable, et je remets pour le moment l'affaire entièrement entre vos mains habiles.

Signé : W. SEWARD.

M. Adams à M. Seward.

Washington, le 11 décembre 1862.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de vos dépêches n° 408 à 411 inclusivement.

J'ai peu de chose à vous mander relativement aux événements de la semaine dernière. Le ton de l'opinion publique s'adoucit à l'égard des États-Unis, si l'on en juge par l'accueil favorable fait en différents endroits à des discours très-fermes tenus par des membres du Parlement dans des réunions de leurs constituants. Je dois citer particulièrement à cet égard les discours de M. Foster aux électeurs de Bradford, de MM. Conyngham et White à Brighton et de M. Leatham à Huddersfield. Il n'y a aucune équivoque dans ces discours. Le seul obstacle qui s'oppose aux progrès de ce revirement d'opinion, c'est la nouvelle de l'animosité de plus en plus grande qui règne aux États-Unis à l'égard de la Grande-Bretagne. Cette nouvelle arrivant après les renseignements que vous avez dû recevoir sur la résolution adoptée ici en ce qui touche la proposition de la France, m'a pris, je l'avoue, au dépourvu. Elle détruit l'opinion que m'a exprimée le comte Russell relativement à l'effet probable de cette résolution. Toutefois nous n'avons encore de données là-dessus que par les résumés souvent inexacts du télégraphe. Nous apprenons que le parti démocratique s'est réuni dans la ville de New-York et qu'il sembl considérer l'éventualité d'une guerre avec la Grande-Bretagne comme un moyen de reconstituer l'Union en Amérique. Cette idée ne laisse pas que d'avoir son côté utile en tant qu'elle bat en brèche la plupart des graves élucubrations du *London Times* destinées à présenter au public les succès de ce parti dans les élections comme le symptôme d'une réaction conservatrice favorable aux idées anglaises. J'attends avec un vif intérêt l'arrivée du prochain paquebot qui m'apportera sans doute votre appréciation sur les incidents de mon entrevue avec le comte Russell, ainsi que celle du Président dans son message au Congrès. On attribue ici une grande importance au ton qui prévaudra dans ce message et les relations futures de deux pays se régleront nécessairement d'après ce ton.

Le grand obstacle qui entravera l'établissement d'une entente meilleure, conséquence naturelle de cet état de choses, résulte des appels énergiques faits par les rebelles aux abois à l'avarice des intérêts industriels en Angleterre. Il n'y a pas de limites aux offres qui ont été faites par eux pour s'assurer aide et secours. Une grande partie des preuves sur lesquelles je fonde ces allégations ont déjà été communi-

quées ailleurs. Il en ressort qu'un emprunt considérable a été contracté et est garanti par des balles de coton livrables à un taux qui assurerait un bénéfice énorme aux souscripteurs, et qu'un profit important est attaché à la livraison entre les mains des rebelles des marchandises dont ils ont absolument besoin en ce moment. Cette découverte explique la provenance des sommes très-élevées qui ont été prodiguées en achats et construction de steamers de toute espèce, en munitions de guerre, pour l'envoi de soldats aventuriers en Amérique et pour l'acquisition de tous genres d'articles appropriés aux besoins domestiques de ces États. Les ports de Liverpool et de Londres sont encombrés de navires chargés de tout ce qui peut contribuer au bien-être des rebelles. En même temps on crée ainsi un intérêt considérable qui influence plus ou moins la politique du Gouvernement à l'égard des États-Unis. L'existence d'emprunts qui ne peuvent tirer leur valeur que de la reconnaissance des rebelles comme État indépendant, est en elle-même un élément matériel d'hostilité exploité contre nous. Ainsi il se trouvera bien des gens prompts à envenimer les moindres difficultés entre les deux pays et à prôner la politique plus positive de Napoléon III, la seule qui offre quelque chance de succès pour les entreprises hasardeuses dans lesquelles ils se sont lancés.

Signé : CH. FRANCIS ADAMS.

M. Seward à M. Adams.

Washington, le 13 décembre 1862.

Monsieur, j'ai reçu avec votre dépêche du 27 novembre la copie des notes que vous avez échangées avec lord Russell au sujet des prétendus enrôlements effectués par des agents des États-Unis, sur le territoire britannique.

J'approuve la réponse que vous avez faite à la réclamation du comte Russell et je vous autorise à déclarer à Son Excellence que le Gouvernement des États-Unis n'a aucun agent, quel qu'il soit, ni en Angleterre ni en d'autres pays, chargé d'enrôler, de recruter ou d'engager des soldats ou des marins pour le compte des États-Unis. Le Gouvernement n'a pas davantage connaissance que des personnes aient été enrôlées par des agents se servant à cet effet d'une autorité supposée. Les États-Unis, loin de le nier, avouent ouvertement que l'immigration volontaire constitue un des éléments essentiels de leur prospérité. Ils encouragent et protègent cette immigration, mais uni-

quement par des moyens légaux. Les rangs de l'armée et de la flotte, de même que les emplois civils, soit en temps de paix ou en temps de guerre, sont toujours ouverts aux émigrants aux mêmes titres qu'à toutes les autres classes de personnes, ayant la capacité requise, qui désirent s'engager volontairement à leur arrivée dans ce pays ou plus tard; mais cette faculté ne leur est accordée que lorsqu'elles ont touché le sol de l'Amérique et se sont identifiées aux masses qui sont sujettes à notre juridiction et à nos lois.

Signé : W. SEWARD.

M. Adams à M. Seward.

Londres, le 25 décembre 1862.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie de la note que le comte Russell m'a fait parvenir en réponse à ma réclamation du 20 novembre, touchant l'affaire du pirate n° 290. La partie qui forme la réplique aux deux demandes que j'ai été chargé de formuler n'est point de ma compétence et attend la décision du Président. Mais pour ce qui est des questions incidentes traitées par Son Excellence, je compte les discuter et réfuter de nouveau dans une note que je prépare mais que je n'ai pas le temps de vous expédier par le présent courrier. Les occupations multipliées de la Légation pendant toute cette semaine ont absorbé tous mes instants et les copies n'ont pu être prêtes en temps utile.

Agréez, CH. FRANCIS ADAMS.

ANNEXE.

Le comte Russell à M. Adams.

Foreign-Office, le 19 décembre 1862.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre du 20 mars dernier par laquelle vous avez, suivant les instructions de votre Gouvernement, communiqué au Gouvernement de Sa Majesté des pièces confirmant l'exactitude des observations que vous m'avez faites, il y a déjà quelque temps, relativement à la destination du navire connu d'abord sous le nom de son numéro : 290, et appelé aujourd'hui *l'Alabama*, dont on poursuivait alors l'équipement dans le

port de Liverpool. Vous avez ajouté que ces allégations sont maintenant complètement prouvées par les actes d'hostilité commis par ce navire depuis sa sortie du Royaume-Uni.

Vous passez en revue l'histoire de *l'Alabama*, avant et après son départ de Liverpool, et vous déclarez que les faits offrent à l'examen de toutes les nations civilisées une série de questions neuves et de la plus haute gravité. Vous dites qu'il est impossible de concilier la tolérance accordée par une nation quelconque dans ses ports à des entreprises semblables ayant pour but de causer un préjudice à une autre nation amie, avec une théorie connue de morale ou de devoirs politiques; vous ajoutez, à la suite de quelques observations dans le même sens, que la réciprocité des procédés ne pourrait en définitive conduire qu'à la destruction de toute sécurité pour la propriété privée sur mer.

Vous vous empressez toutefois de dire que vous ne prétendez en aucune façon imputer au Gouvernement de Sa Majesté l'intention d'appliquer une idée pareille! Vous admettez que des mesures ont été prises dès le commencement en ce qui touche *l'Alabama*, et que plus tard des ordres ont été donnés de retenir le navire jusqu'à ce que les conseils judiciaires eussent donné leur avis, ordres qu'il n'a pas été possible aux autorités d'exécuter, *l'Alabama* ayant effectué son départ clandestin de Liverpool au moment même où ils furent expédiés.

Enfin vous m'informez que vous avez été chargé de demander réparation pour les préjudices nationaux et privés causés par les actes de ce navire et une répression plus efficace à l'avenir de tentatives analogues dans des ports britanniques.

Avant d'examiner le bien fondé de ces demandes, il sera utile de se reporter aux circonstances sur lesquelles vous avez appelé mon attention et qui ont eu lieu peu après l'explosion de la guerre révolutionnaire française. Vous remarquez qu'à cette occasion des remontrances ont été adressées par le Gouvernement Britannique aux États-Unis au sujet de l'équipement dans les ports des États-Unis de corsaires ayant pour but de harceler le commerce anglais, et que les demandes du Gouvernement britannique ont été admises par les États-Unis et formellement reconnues aux termes de l'article 7 du traité conclu entre les deux pays, le 19 novembre 1794.

Mais l'examen des circonstances actuelles et celui de l'histoire de cette remarquable période présentent des faits matériellement différents de ceux relatifs à *l'Alabama*.

Ces faits peuvent être brièvement exposés de la manière suivante :

Le Gouvernement révolutionnaire de la France avait ouvertement avoué son intention de méconnaître tous les principes de droit inter-

national admis jusqu'ici par les nations civilisées et il se disposait à mettre en pratique cette résolution, en prétendant au droit d'équiper et en équipant des corsaires dans les ports neutres des États-Unis, en expédiant les corsaires de ces ports pour détruire le commerce britannique, en conduisant leurs prises dans des ports neutres et en les y vendant avec certaines formes d'adjudication.

Tel était le système avoué d'après lequel les agents de la France belligérante prétendaient agir et d'après lequel, grâce à la supériorité momentanée de leurs forces navales, ils agirent pendant un certain temps dans les ports et les eaux neutres des États-Unis, malgré les remontrances du Gouvernement de la République américaine.

Ce furent ces faits, c'est-à-dire l'équipement bien constaté dans les ports américains de corsaires, la capture de navires britanniques effectuée par ces corsaires dans les eaux des États-Unis et la conduite de ces captures dans les ports américains, qui formèrent ensemble la base des réclamations formulée par les plénipotentiaires britanniques. Ces demandes ne se rapportaient pas à une violation accidentelle de la loi municipale des États-Unis, par un navire appartenant à un particulier, mais à une transgression systématique de la loi internationale en ce qui touche quelques-uns des plus importants devoirs des neutres.

Tout ceci ressort de la correspondance échangée entre le Gouvernement Britannique et le Gouvernement des États-Unis et des réponses faites par M. Jefferson à M. Hammond, ministre de la Grande-Bretagne. En conséquence, ni les plaintes élevées par le Gouvernement Britannique en 1793, ni le traité de 1794, n'ont aucune connexion avec la question pendante.

Pour ce qui regarde la demande en dommages-intérêts introduite aujourd'hui par le Gouvernement des États-Unis, il est notoire, j'ai le regret de le dire, que la proclamation de la Reine, du 13 mai 1861, prescrivant la neutralité dans la déplorable guerre civile qui désole le nord de l'Amérique, a été, à différentes reprises, mise à néant par des partis qui agitent le pays. D'une part des quantités considérables d'armes et de munitions ont été achetées en Angleterre et ont été expédiées de différents ports anglais à destination de New-York pour le compte du Gouvernement des États-Unis; d'autre part, des munitions et des approvisionnements de guerre ont passé d'Angleterre dans des ports qui sont en possession du Gouvernement des soi-disant États confédérés.

Ces violations de la neutralité prescrite par la proclamation de la Reine ont sincèrement affligé le Gouvernement de Sa Majesté, mais il n'est pas difficile de justifier ce qui est arrivé.

Les expéditions que je viens de mentionner peuvent avoir lieu sans qu'aucune loi municipale ne soit violée, et la spéculation commerciale

est toujours prête, ici comme ailleurs, à s'embarquer dans des entreprises qui lui offrent quelque chance de succès, ou dans lesquelles la probabilité de gain est supposée plus grande que celle de perte.

Les sujets britanniques qui ont participé à des entreprises de ce genre ont été placés par le Gouvernement de Sa Majesté sous le coup de la pénalité résultant pour eux de la violation de la neutralité proclamée par la Reine, pénalité qui consiste, d'après la loi internationale, dans la condamnation comme prise de guerre du navire ou du chargement lorsqu'il a été capturé par un des croiseurs belligérants, et déclaré de bonne prise par une Cour des prises compétente.

Le Gouvernement de Sa Majesté a néanmoins profité de toutes les occasions favorables pour décourager ces entreprises, et je ne puis que m'en référer, comme preuve de ce que j'avance, à la réponse que je fis adresser le 6 juillet dernier, à un mémoire rédigé par des négociants et armateurs anglais de Liverpool, réponse dont j'ai eu l'honneur de vous communiquer confidentiellement une copie par ma note du 4 août.

Il convient, du reste, de faire observer que le parti qui a incontestablement tiré le plus grand profit de ces pratiques injustifiables, a été le Gouvernement des États-Unis, parce que ce Gouvernement, possédant une force maritime de beaucoup supérieure, et ayant bloqué la plupart des ports confédérés, a pu, d'un côté, recevoir d'une manière sûre tous les approvisionnements de guerre qu'il a engagé les manufacturiers et les négociants anglais à lui expédier, en violation de la proclamation de la Reine, et d'autre côté, il a été à même d'intercepter et de saisir une grande partie des approvisionnements destinés aux États confédérés et également expédiés d'Angleterre.

Si l'on prétendait rendre le Gouvernement de Sa Majesté responsable envers le Gouvernement des États-Unis du fait que des armes et des munitions de guerre ont été expédiées d'Angleterre pour le compte du Gouvernement confédéré, ce dernier, qui est l'autre partie belligérante, pourrait soutenir avec une égale raison qu'il a des motifs de se plaindre de ce que les arsenaux des États-Unis aient été approvisionnés par l'intermédiaire de l'Angleterre. On ne saurait nier davantage que, contrairement à la proclamation de la Reine, beaucoup de sujets de Sa Majesté qui lui doivent obéissance, se sont enrôlés dans les armées des États-Unis. Vous ne pouvez ignorer ce fait. Le Gouvernement de Sa Majesté a dès lors de justes raisons de se plaindre des deux parties belligérantes, et particulièrement du Gouvernement des États-Unis, pour avoir cherché systématiquement et contrairement à la réserve qu'il était de leur devoir d'observer, à pousser des sujets de Sa Majesté à violer les ordres que, conformément à sa position de puissance neutre, elle avait édictés.

La Grande-Bretagne ne peut être rendue responsable à l'égard d'aucune des deux parties de ces actes irréguliers commis par des sujets britanniques, et une tentative faite dans ce but serait aussi peu raisonnable que le serait une demande de dommages-intérêts formulée par le Gouvernement Britannique contre le Gouvernement des États-Unis pour les préjudices causés par *l'Alabama* à la propriété de sujets britanniques, si cette demande était basée sur le motif que les États-Unis prétendent à exercer une autorité et une juridiction sur les États confédérés, lesquels ont commissionné ce navire.

En ce qui touche l'exportation d'armes et de munitions de guerre par des sujets britanniques pour le compte des confédérés, il suffit de dire que la loi municipale de ce pays ne donne pas au Gouvernement de Sa Majesté le droit de prohiber ou d'empêcher cette exportation, excepté dans certains cas, lorsque le Gouvernement exécutif est muni de pouvoirs spéciaux ; et quant à la loi internationale, il est certain que la permission d'exporter des articles de ce genre n'est pas contraire à cette loi, et qu'elle ne constitue pas pour le belligérant un juste motif de plainte. Les autorités qui partagent cette opinion sont nombreuses et toutes d'accord, mais je me bornerai à citer à cet égard des passages tirés des œuvres de deux auteurs américains d'une grande et incontestable autorité. Voici ces passages :

1° « Il n'est pas d'usage parmi les nations de défendre à leurs sujets « par des lois faites à l'avance, le commerce d'articles de contrebande « de guerre. Ce commerce se fait aux risques et périls de ceux qui y « sont engagés et qui sont soumis dès lors aux amendes et aux pénalités établies par la loi internationale ou par des traités particuliers. » Wheaton (*Droit des gens*), 6^e édition, 1855, page 571.

2° « Il est généralement admis que les puissances belligérantes peuvent saisir et confisquer tous les articles de contrebande, sans que le « négociant neutre ait le droit de se plaindre et sans que le souverain « neutre puisse être accusé d'une violation de la neutralité. Le peuple « français prétendit, il est vrai, en 1796, que les gouvernements neutres « étaient tenus d'empêcher leurs sujets de vendre ou d'exporter des « articles de contrebande de guerre à des puissances belligérantes. « Mais les États-Unis démontrèrent avec succès que des neutres pouvaient légitimement vendre chez eux à un acquéreur belligérant ou « envoyer eux-mêmes aux puissances belligérantes des articles de « contrebande passibles du droit de saisie *in transitu*. Ce droit a été depuis formellement proclamé par les autorités judiciaires de ce pays « (les États-Unis). Le droit du neutre de transporter et celui de la puissance hostile de saisir, sont des droits qui se combattent, et aucune « des parties ne peut accuser l'autre d'avoir commis un acte criminel. » (*Commentaires de Kent*, vol. I, page 145, 8^e édition, 1854.)

Conformément à ces principes, le message du Président du 31 décembre 1855 contenait le passage suivant : « D'accord avec cette politique, les lois des États-Unis ne défendent pas aux citoyens américains de vendre à l'une et à l'autre puissance belligérante des articles de contrebande de guerre ou de transporter sur des bâtiments qui sont leur propriété privée, des munitions de guerre et des soldats ; et bien qu'en agissant ainsi, les citoyens exposent individuellement leur propriété et leur personne aux hasards de la guerre, leurs actes n'impliquent cependant pas une violation de la neutralité, et n'engagent pas par eux-mêmes la responsabilité du Gouvernement. »

Quant au départ de *l'Alabama* de Liverpool, je ne puis mieux faire que de vous rappeler des circonstances relatives à ce navire, dont j'ai eu l'honneur, dans le temps, de vous informer. Par ma lettre du 28 juillet je vous faisais connaître qu'il était indispensable de consulter les juriconsultes de la Couronne avant de prendre des mesures actives contre ce navire. Dans ma lettre du 22 septembre, j'expliquai que, par suite de la nature particulière du cas, il fallait un certain temps pour réunir les preuves nécessaires, que le rapport des juriconsultes de la Couronne n'avait été déposé que le 29 juillet, et que le même jour une dépêche télégraphique annonçait au Gouvernement de Sa Majesté que le navire avait quitté le port dans la matinée. Des instructions furent alors expédiées à Queenstown et à Nassau où le navire était supposé devoir se rendre, afin qu'il fût retenu à son arrivée ; mais *l'Alabama* ne toucha à aucun de ces deux ports. Le 4 octobre, je vous écrivais que le Gouvernement de Sa Majesté, quelque désireux qu'il fût de prévenir des cas semblables, ne croyait pas pouvoir aller au delà de la loi municipale et internationale ; et le 16 du même mois, je répondais à vos observations touchant la violation du *Foreign enlistment Act*, en faisant remarquer qu'il était vrai que le *Foreign enlistment Act* ou toute autre loi de ce genre, pouvait être éludée par des machinations subtiles, mais que le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvait pas, pour ce motif, aller au delà de la lettre de la loi existante.

Il est, au surplus, inutile que je continue à traiter cette partie de la question, puisque vous reconnaissez que *l'Alabama* a quitté l'Angleterre non-seulement sans l'autorisation directe ou la permission indirecte du Gouvernement de Sa Majesté, mais en opposition avec la loi municipale, et malgré les plus sérieux efforts faits pour l'en empêcher.

Du reste, cet événement ne devait point exciter un grand étonnement aux États-Unis, et cela par deux raisons : d'abord, parce que la principale loi municipale des États-Unis (décrétée presque en même temps que celle de l'Angleterre, et à la suite d'une entente complète entre les deux pays) est, en fait, à peu près identique à celle de la

Grande-Bretagne, et puis, parce que sa violation dans la dernière guerre déclarée à la Russie par la Grande-Bretagne et ses alliés, a été le sujet de remontrances nombreuses de la part du représentant du Gouvernement de Sa Majesté aux États-Unis.

La Grande-Bretagne reçut à cette époque, comme en d'autres occasions analogues, l'assurance que tous les efforts qu'autorisait la loi avaient été tentés pour empêcher ces pratiques; mais que le Gouvernement des États-Unis ne pouvait agir que d'après des preuves légales, la loi étant à cet égard entièrement semblable à la loi anglaise, et que sans des preuves légales, aucune accusation ne pouvait être fondée.

En ce qui touche le cas de *l'Alabama*, on ne nie pas que des ordres précis aient été donnés de retenir le navire dès que les conseillers de la Couronne eurent jugé les preuves suffisantes pour autoriser le Gouvernement à adopter ce moyen, et que *l'Alabama* réussit à s'échapper avant l'exécution de ces ordres.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut dès lors admettre qu'il soit tenu à offrir une réparation quelconque aux citoyens des États-Unis pour les dommages qui leur auraient été causés par ce navire.

Vous avez enfin demandé que des mesures préventives plus efficaces fussent prises pour empêcher à l'avenir l'équipement de navires de ce genre dans les ports britanniques. J'ai l'honneur de vous informer, à cet égard, que le Gouvernement de Sa Majesté, après avoir pris l'avis des jurisconsultes de la Couronne, estime que certains amendements pourraient être introduits dans le *Foreign enlistment Act*, lesquels, s'ils étaient sanctionnés par le Parlement, donneraient au pouvoir exécutif des moyens plus complets d'empêcher dans les ports britanniques la construction de navires destinés à des belligérants. Mais le Gouvernement de Sa Majesté désire, avant de soumettre une proposition de ce genre au Parlement, se concerter préalablement sur ce point avec le Gouvernement des États-Unis, et recevoir l'assurance que ce Gouvernement est disposé à introduire de son côté les mêmes modifications dans son *Foreign enlistment Act*; il désirerait également que les amendements, comme le statut original, fussent simultanément adoptés et mis en vigueur dans les deux pays.

Je serai, en conséquence, prêt en tout temps, à conférer avec vous et à écouter toutes les observations que vous auriez à me suggérer dans le but de rendre les dispositions du *Foreign enlistment Act* de la Grande-Bretagne et de celui des États-Unis, plus efficaces à prévenir les entreprises dont il s'agit.

Signé : RUSSELL.

M. Seward à M. Adams.

Londres, le 1^{er} janvier 1863.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une copie de la note que j'ai fait parvenir au comte Russell le 30 décembre, et qui répond à une partie de la note du 19 décembre, dont copie vous a été envoyée avec une dépêche du 25 du même mois.

Signé : CH. FRANCIS ADAMS.

ANNEXE.**M. Adams au comte Russell.**

Londres, le 30 décembre 1862.

Monsieur le Comte, j'ai reçu la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 19 de ce mois en réponse aux observations que j'avais été chargé de lui communiquer touchant les ravages causés au commerce des États-Unis par un bâtiment de guerre construit et équipé dans un port de ce royaume, et monté par un équipage composé en majeure partie de sujets britanniques. Pour tout ce qui a rapport dans cette note aux deux importantes questions que j'ai reçu l'ordre d'adresser au Gouvernement de Sa Majesté, je me suis borné à transmettre sans perte de temps une copie à mon Gouvernement. Mais Votre Excellence a en même temps traité certains sujets qui se rattachent indirectement aux arguments contenus dans ma dépêche, et je lui demanderai la permission d'entrer à cet égard dans des explications un peu détaillées.

Le premier point qui a particulièrement appelé mon attention est relatif à un fait que vous semblez reconnaître sans difficulté, savoir, que la proclamation de Sa Majesté du 13 mai 1861, prescrivant la neutralité dans la regrettable guerre civile survenue en Amérique, a été éludée en fait dans le Royaume-Uni. Quoique cet aveu soit de nature à ébranler la confiance si générale et si légitime que l'on avait dans l'habileté du Gouvernement de Sa Majesté, à maintenir son autorité sur son propre territoire, je ne vois pas que dans les observations que j'ai eu l'honneur de faire dans cette circonstance spéciale, aucune allusion ait été introduite sur ce point. La question se rattache au cas du pirate n° 290, et n'a été présentée par l'éminent avocat dont j'avais demandé l'opinion qu'à ce seul point de vue, à savoir, que la

construction et l'équipement de ce navire constituait une violation grossière d'une loi municipale du royaume. M. Collier déclarait expressément qu'il paraissait difficile de trouver un exemple plus complet de violation du *Foreign enlistment act* et que cette loi, si elle n'était pas appliquée à cette occasion, devrait être à peu près considérée comme lettre morte. L'exactitude de cette appréciation a été dans la suite pleinement confirmée par le rapport émané de l'avocat de la Couronne, et par les efforts faits par le Gouvernement de Sa Majesté pour agir conformément à la loi. Ce n'est donc pas la nullité de la proclamation de la Reine qui est en question, mais c'est plutôt le fait avoué d'une violation d'une loi de ce Royaume, loi destinée à empêcher des personnes mal disposées d'entraîner le Gouvernement dans des difficultés en commettant des attaques insensées contre des nations étrangères avec lesquelles la Grande-Bretagne est en paix : c'est ce fait dont les ministres de Sa Majesté sont invités, par la partie lésée, à prendre connaissance, dont ils se préoccupent assez pour prescrire des mesures préventives, mais que, par suite de circonstances entièrement dépendantes de leur volonté, ils ne préviennent pas à temps pour éviter à la partie lésée de graves préjudices. Les points substantiels de cette affaire ne laissent, ce semble, que peu de place à la discussion; on ne nie point qu'il n'y ait eu négligence d'agir en temps utile, et le dommage causé à une partie tout à fait innocente est incontestable. Si à l'égard de ces différents faits, je suis dans le vrai, je demanderai respectueusement à Votre Excellence si je ne dois pas en conclure logiquement que cette partie a le droit de se plaindre et de demander réparation. Et dans ce cas, il importe peu de quelle manière la négligence d'agir ait eu lieu, que ce soit intentionnellement, ou par suite de retards accidentels; le dommage causé à une partie innocente qui a prévenu en temps utile, reste le même, et ceux qui ont permis que ce dommage fût causé, restent également responsables.

C'est à ce point de vue que le précédent cité par moi et puisé dans l'histoire des États-Unis, m'a paru avoir bien plus de portée que Votre Excellence n'est disposée à y attacher. Je persiste à penser que ce précédent n'a pas obtenu de Votre Excellence toute l'attention qu'il mérite. Qu'il me soit permis d'observer que le Gouvernement des États-Unis n'a pas été amené à accueillir les demandes en réparation formées par la Grande-Bretagne, parce que le Gouvernement révolutionnaire de France avait ouvertement fait connaître sa résolution de braver tous les principes du droit des gens admis par les nations civilisées, ni parce que, en raison de sa prétendue supériorité temporaire comme puissance maritime, ce Gouvernement équipait des corsaires dans les ports neutres des États-Unis à l'effet de harceler le commerce britannique. La prétention de la France s'appuyait sur l'interprétation

de deux articles d'un traité solennel offensif et défensif conclu entre la France et les États-Unis, lequel consacrait non sans une apparence de raison en faveur de la première le droit d'équiper des corsaires contre ses ennemis dans les ports des États-Unis. Le Gouvernement des États-Unis, tout en contestant la justesse de cette interprétation, ne voulut point adopter une politique de répression avant que sa détermination de s'en tenir à une interprétation contraire fût connue du Gouvernement français. Dans l'intervalle, plusieurs captures de navires britanniques eurent lieu, à l'égard desquelles le Gouvernement, n'ayant pas réussi à les prévenir, se crut obligé d'offrir une réparation. Voici d'ailleurs les expressions de M. Jefferson lui-même, dans une lettre adressée à M. Hammond.

« Le Gouvernement ayant négligé par des raisons particulières, « d'user de tous les moyens en son pouvoir pour obtenir la restitution « des trois navires mentionnés dans ma lettre du 7 août, le Président « estime que les États-Unis sont tenus d'offrir une réparation, et bien « qu'il n'ait pas été question dans cette lettre d'autres navires captu- « rés dans les mêmes circonstances et amenés dans les ports améri- « cains après le 5 juin, mais à une date antérieure à cette lettre, ce- « pendant, si la même négligence était constatée, le Président est « d'avis que des dommages-intérêts seraient également dus. » La conséquence nécessaire à tirer de ces paroles, c'est que le principe des dommages-intérêts appliqué dans ce cas, s'appuyait principalement sur le fait de la négligence mise par les États-Unis à prévenir un préjudice causé au commerce d'une nation avec laquelle ils étaient en paix. De même on peut raisonnablement soutenir dans le cas actuel que la négligence du Gouvernement de Sa Majesté, à mettre à exécution, malgré les avertissements réitérés qui lui sont parvenus, les dispositions de ses lois destinées à empêcher ses sujets de causer des dommages au commerce de nations avec lesquelles il est en paix, l'oblige à juste titre à offrir réparation pour les préjudices qui ont pu en être la conséquence.

Il ressort clairement de l'article 4 du projet de traité communiqué par lord Grenville à M. Jay, le 30 août 1794, que le Gouvernement britannique se considérait à cette époque comme ayant légitimement droit à une réparation complète, non-seulement à raison des actes hostiles commis par des citoyens français dans des ports américains, mais aussi à raison des pertes et dommages subis en pleine mer par suite de l'appui qui avait été accordé aux corsaires français par des citoyens des États-Unis. Voici les termes de cet article :

« Il est en outre convenu que, s'il apparaissait que dans le cours de « cette guerre, des pertes ont été subies par des sujets de Sa Majesté à « raison de la capture de leurs navires ou marchandises, que cette

« capture ait été effectuée dans les limites de la juridiction desdits États
« ou par des navires armés et équipés dans les ports de ces États ou par des
« navires commandés par des citoyens desdits États ou leur appartenant,
« les États-Unis accorderont une réparation complète pour ces pertes
« qui seront estimées par des commissaires de la manière déjà mentionnée dans le présent article. »

Si, par les citations qui précèdent, j'ai réussi à me faire comprendre clairement par Votre Excellence, j'aime à croire qu'Elle verra que, dans les deux cas, en 1794 aussi bien qu'en 1862, les réclamations formulées reposent sur un seul et même principe, c'est-à-dire la réparation due par une nation neutre pour le dommage causé à une autre nation avec laquelle elle est en paix, et provenant de la négligence mise à empêcher la cause première de ce dommage, cause qui s'est développée dans ses propres ports et avec la participation de ses propres citoyens.

Le caractère élevé de lord Grenville est garant qu'il n'eût jamais élevé une réclamation semblable s'il n'avait été pleinement convaincu qu'elle était fondée sur des principes du droit des gens universellement reconnus. En effet, il ressort de tout le préambule que le statut des deux nations à cet égard n'est qu'un essai destiné à donner une efficacité extraordinaire à l'accomplissement d'obligations mutuelles reposent sur une base plus élevée et plus durable de justice et de droit. C'est pour ce motif et par ce motif seul que lord Grenville obtint les concessions qui lui furent faites au sujet des réparations dues pour les pertes infligées au commerce britannique en pleine mer par des croiseurs belligérants équipés et armés dans les ports des États-Unis. Je ne me permettrai jamais de supposer que le Gouvernement de Sa Majesté puisse mettre en question la validité du principe que je viens d'établir, par la seule raison que, dans certains cas, ce principe peut être invoqué contre lui.

Ces considérations me ramènent naturellement à l'examen de cette partie de la note de Votre Excellence, qui est relative aux prétendues violations de la proclamation de la Reine, commises en Angleterre par les deux belligérants engagés dans cette guerre. Bien que ce sujet ne rentre pas directement dans le cas qui a fait l'objet de ma réclamation, je saisis avec empressement l'occasion qui m'est ainsi offerte de rectifier sur quelques points l'impression de Votre Excellence relativement à l'attitude du Gouvernement des États-Unis dans cette circonstance. Votre Excellence me fait observer que *je ne puis ignorer* le fait incontestable que, au mépris de la proclamation de la Reine, beaucoup de sujets de Sa Majesté qui doivent obéissance à la Couronne, ont été enrôlés dans les armées des États-Unis, et que le Gouvernement britannique avait dès lors de justes motifs de se plaindre des

deux parties belligérantes, mais particulièrement du Gouvernement des États-Unis, *pour avoir systématiquement et contrairement aux règles de courtoisie* entre nations qu'il était de leur devoir d'observer, engagé des citoyens de Sa Majesté à violer les ordres que le Gouvernement, désireux de garder une stricte neutralité, leur avait prescrits.

Ces expressions paraissant impliquer une sorte d'accusation contre moi-même et contre le Gouvernement des États-Unis, je désirerais que Votre Excellence voulût bien me faire connaître si elle a trouvé dans ma conduite une preuve quelconque d'une semblable allégation. Étant assez au courant des démarches de mon Gouvernement, et me rappelant exactement mes actes et ma propre conduite, je dois respectueusement insister auprès de Votre Excellence pour que cette affaire soit examinée à fond, et je réclame la preuve de ce qu'elle a avancé. Il est parfaitement vrai qu'un grand nombre de sujets anglais se sont, de leur plein gré, adressés à moi pour s'engager au service des États-Unis. Mais il n'est pas vrai que j'aie poussé en aucune circonstance, soit directement, soit indirectement, ces sujets à désobéir aux ordres de Sa Majesté. J'ai également des raisons de croire qu'un grand nombre de sujets de Sa Majesté ont traversé l'Océan et se sont engagés sous les drapeaux des États-Unis, mais je n'ai pas la moindre connaissance que le Gouvernement des États-Unis ait *systématiquement* et au mépris des devoirs imposés aux nations, induit ces sujets à venir s'enrôler à son service, et j'ajouterai que je suis autorisé à démentir formellement ce fait. Dans ma réponse à une plainte que Votre Excellence m'a adressée il y a quelques jours, je pris occasion en ce qui touche mes actions ou celles d'officiers des États-Unis actuellement en Angleterre, de placer sous ses yeux le droit du pays. Après la rétractation très-explicite contenue dans la réponse de Votre Excellence du 16 de ce mois, je ne puis voir sans surprise que Votre Excellence renouvelle aujourd'hui ses imputations à cet égard.

Vous vous plaisez, monsieur le Comte, à accoupler soigneusement les deux partis dans cette guerre comme s'ils étaient également impliqués, suivant vous, dans les procédés irréguliers commis en Angleterre, et qu'ils eussent entraîné également les sujets britanniques à violer la proclamation de la Reine. De là vous concluez que la négligence mise à rendre quelqu'un responsable, ne donne de justes motifs de plainte ni à l'une ni à l'autre partie. J'ai lieu de penser que Votre Excellence a oublié de faire une distinction qui doit être faite dans ces cas, et afin de montrer plus clairement quelle est cette distinction, je vous prierai de vouloir bien me suivre dans l'exposé succinct des faits.

La seule allégation que je rencontre dans la note de Votre Excellence, et qui a rapport aux États-Unis, consiste à dire que des appro-

visionnements considérables en armes et en munitions de guerre ont été achetés en Grande-Bretagne et expédiés de ports britanniques à New-York pour le compte du Gouvernement des États-Unis.

En admettant que ces faits soient complètement exacts, en acceptant même l'application du terme « vaste » aux marchés qui ont pu être conclus pour le compte des États-Unis, tout cela se réduit en définitive à ceci : des armes et des munitions de guerre ont été achetées à des sujets britanniques par des agents du Gouvernement des États-Unis. Il n'en ressort nulle part que l'action des sujets britanniques ait été plus loin que de vendre simplement leurs marchandises en échange d'argent comptant. Aucune tentative quelconque n'a été faite pour entraîner les sujets de Sa Majesté pendant la guerre actuelle dans des entreprises en faveur des États-Unis. Aucun navire n'a été construit ni équipé par des sujets britanniques dans le but de soutenir la cause des États-Unis soit par des moyens légitimes, soit autrement, et pas un shilling n'a été dépensé par ces États avec l'intention de faire tourner l'opinion en leur faveur. Toutes les transactions qui ont eu lieu, se sont faites dans la forme ordinaire d'un marché et d'une vente sans autre arrière-pensée ou considération que les profits pouvant en résulter.

Si telle a été la sphère d'action de l'agence des États-Unis de ce côté de l'Atlantique dans le cours de cette guerre, il paraît évident, par les termes mêmes employés dans la note de Votre Excellence, à laquelle j'ai l'honneur de répondre, que cette action n'a pu donner lieu à de justes motifs de plainte. Les citations sur lesquelles Votre Excellence a appelé mon attention, et qui étaient tirées d'auteurs américains d'une autorité reconnue, contribuent toutes à établir que le simple achat ou l'exportation, faite par un belligérant, d'armes et de munitions de guerre provenant d'un neutre, ne constituent en faute ni l'une ni l'autre partie. Je n'ai pas en ce moment le dessein de mettre en question la valeur de cette doctrine : comme conséquence nécessaire, je ne puis comprendre l'opportunité de ranger dans une même catégorie les actions des États-Unis telles que je les ai expliquées, et celles dont je suis précisément chargé par mon Gouvernement de me plaindre. Et à cet égard, je dois faire remarquer à Votre Excellence que je ne me suis jamais plaint de ce que des armes et munitions de guerre aient été achetées en Angleterre par les agents des insurgés et exportées en Amérique. Il y a dans ces opérations un autre élément très-important et auquel Votre Excellence ne paraît pas avoir accordé l'attention que, si l'on s'en rapporte au témoignage unanime des auteurs du droit des gens, il mérite certainement. Les États-Unis ont mis en blocus effectif tous les ports occupés par les insurgés, blocus dont la Grande-Bretagne ne peut contester la validité. Ils sont dès lors en

droit de considérer tout neutre qui chercherait à entrer dans ces ports ou à faire passer des marchandises aux bloqués, comme violant la neutralité et comme un ennemi. D'où il suit que tout sujet britannique prêtant son aide aux insurgés dans le but d'introduire de la contrebande de guerre dans des ports bloqués, ne manque pas seulement à ses devoirs envers son souverain, mais commet une offense des plus graves envers le Gouvernement des États-Unis. — Il est donc peu équitable de vouloir assimiler de semblables procédés à l'action qui consiste simplement à acheter et à exporter des armes pour les États-Unis.

Il est un fait que peu de personnes en Angleterre auraient aujourd'hui la hardiesse de nier, d'abord que des navires ont été construits dans des ports anglais, qu'ils ont reçu un équipage composé de sujets anglais, dans le but avéré de faire la guerre contre les États-Unis, ensuite, que d'autres navires appartenant à des sujets britanniques, ont été et sont encore constamment occupés à aller des ports anglais aux ports du Sud, chargés de contrebande de guerre et autres articles de munitions, et que leur but est de forcer le blocus et de prolonger ainsi la guerre. En troisième lieu, que ces navires ont été et sont encore assurés par des négociants anglais dans les villes de ce Royaume, bien qu'on n'ignore pas que ces navires partent pour une destination illégale. Il ne peut être nié que des sujets britanniques ont été et sont encore enrôlés dans ce Royaume au service des insurgés pour faire la guerre contre les États-Unis ou forcer un blocus régulièrement établi et d'en annuler autant que possible les effets. On croit savoir que des personnes d'un rang élevé dans la société et possédant une grande fortune accordent leur appui direct ou indirect en construisant ou équipant des navires de guerre et des navires de commerce, et en fournissant de l'argent et des marchandises dans l'espoir d'encourager les insurgés dans leur résistance contre le Gouvernement. A cet effet, le port de Nassau, une dépendance coloniale de la Grande-Bretagne a été choisi et continue à servir comme grand entrepôt de munitions de guerre, lesquelles sont expédiées de ce port avec de plus grandes chances d'échapper aux croiseurs de blocus. En résumé, autant que les actes de ces personnes très-nombreuses et très-influentes peuvent engager la nation, on peut dire que le peuple britannique fait actuellement la guerre contre les États-Unis. Déjà, d'après des rapports dressés, les croiseurs des États-Unis ont saisi, pour avoir tenté de violer le blocus, des navires appartenant à des sujets anglais et d'une valeur de huit millions de livres sterling. Des marchandises d'une valeur beaucoup plus considérable ont pu être introduites avec succès ou sont emmagasinées à Nassau en attendant une occasion favorable.

Si Votre Excellence désirait se faire une idée plus nette de la nature

et des développements de ce commerce, Elle pourrait s'en référer aux deux annexes A et B qui accompagnent la présente note. L'une contient la liste de tous les vapeurs à hélice et des navires à voiles qui ont été ou sont encore employés à ce commerce illégal; cette liste m'a été fournie par le consul des États-Unis à Liverpool. L'autre annexe est la copie d'une lettre de notre consul à Londres contenant une nouvelle liste de navires ainsi que des détails sur la manière dont ces entreprises hostiles sont montées et sur les personnes qui les patronnent. Ni l'une ni l'autre de ces listes n'est complète, mais elles le sont assez pour mettre à l'abri de toute contestation le fait de la poursuite systématique et sur une grande échelle, par des sujets britanniques à l'égard des États-Unis, d'une politique qui est unanimement considérée par tous les auteurs du droit des gens comme étant celle d'un ennemi.

Je sais que Votre Excellence a exprimé, dans sa note, le regret qu'Elle éprouvait de l'existence d'un état de choses semblable; je sais qu'Elle a admis sans difficulté l'application éventuelle, par les forces des États-Unis, de la pénalité encourue par les sujets britanniques qui ont violé la proclamation de la Reine. Mais le but que je me suis proposé, en énumérant si longuement tous nos griefs, est de montrer à Votre Excellence la grande injustice qu'il y a à considérer les actions des deux belligérants comme s'il existait la moindre similitude entre elles. Si les États-Unis ont encouru un blâme, ce n'est que pour avoir acheté d'un neutre et exporté des armes et des munitions de guerre, acte qui, ainsi que l'établissent les auteurs éminents cités sur ce point par Votre Excellence, ne constitue un fait coupable pour aucune des parties. Mais d'un autre côté ce sont des rebelles américains qui trouvent des alliés en Angleterre, pour faire construire dans ce royaume, équiper et expédier des navires de guerre destinés à détruire le commerce d'une nation amie, et ce sont des sujets britanniques qui chargent des flottes entières de bâtiments anglais avec de la contrebande de guerre et des approvisionnements de toute sorte, dans le but d'annuler autant que possible les effets d'un blocus légitimement établi par une nation amie et de prolonger ou même de rendre victorieuse la résistance dans une guerre où cette nation se trouve engagée. Certes, voilà des différences qui méritent d'être sérieusement prises en considération par Votre Excellence.

Toutefois, en admettant que le *Foreign Enlistment act* n'a pu être observé complètement en Grande-Bretagne, vous me faites l'honneur de me rappeler, monsieur le Comte, que, il n'y a pas bien longtemps, le Gouvernement de Sa Majesté a eu à relever des violations du même genre que celles dont je me plains en ce moment, violations commises ou tentées contre la Grande-Bretagne dans des ports des États-Unis, et

que le représentant de Sa Majesté à Washington avait dû en faire l'objet d'une réclamation. Puisque la mémoire de Votre Excellence est encore si fraîche en ce qui concerne ces violations, elle ne s'étonnera pas des sérieuses recherches que j'ai faites relativement au précédent acte. Vous rappelez que la loi des États-Unis sur les enrôlements dont la mise en vigueur précéda celle de la même loi en Angleterre, est à peu près identique à la loi anglaise, et vous ajoutez que la manière notoire dont ces dispositions ont été éludées pendant la dernière guerre faite par la Grande-Bretagne et ses alliés contre la Russie, fut la cause des remontrances auxquelles j'ai fait allusion. Enfin vous remarquez que la Grande-Bretagne reçut alors, comme en d'autres circonstances, l'assurance que tous les efforts compatibles avec les prescriptions de la loi avaient été employés pour empêcher ces actes, que le gouvernement des États-Unis ne pouvait poursuivre que sur des preuves légales, la loi à ce sujet étant à peu près identique à la loi anglaise, et que sans des preuves de cette nature aucun jugement ne pourrait être rendu.

Dans la première partie de sa note, Votre Excellence a cité comme une bonne autorité, un passage du message du président des États-Unis du 31 décembre 1855, destiné à indiquer les limites dans lesquelles assistance a été prêtée et pourrait être prêtée légitimement par les neutres à des belligérants. Peut-être Votre Excellence ne refusera-t-elle pas la même autorité au passage qui vient immédiatement après dans ce message, quoiqu'il ne soit pas entièrement conforme à ses allégations.

« Quelque irritation qu'aient pu ressentir l'une ou l'autre des puissances belligérantes de ce que des corsaires ou d'autres navires au service de l'une ont été équipés dans les ports de ce pays, à l'effet de courir sus au commerce de l'autre, toutes ces craintes ont été reconnues comme manquant complètement de fondement. Nos citoyens sont restés étrangers à des actes de ce genre, guidés qu'ils étaient par la bonne foi et le respect de la loi. »

Je ne continuerai pas plus loin la citation qui pourrait réveiller dans l'esprit de Votre Excellence, comme dans le mien, des souvenirs désagréables. Je me bornerai seulement à remarquer que ce qu'on peut le moins reprocher aux faits mentionnés ici, c'est l'incapacité et l'impuissance du gouvernement des États-Unis à réprimer énergiquement et efficacement les actes commis en violation de leur *enlistment act*.

Mais s'il faut d'autres preuves de l'énergique action du Gouvernement, je n'ai qu'à rappeler à Votre Excellence le fait suivant : Le 11 octobre 1855, le représentant de Sa Majesté à Washington, M. Crampton, adressa au gouvernement des États-Unis une note, exposant qu'un navire appelé *le Maury*, complétait en ce moment son

armement dans le port de New-York, pour donner la chasse aux navires anglais. Le 12, l'attorney général invita par le télégraphe le magistrat compétent de New-York, à conférer avec le consul britannique et à poursuivre s'il y avait lieu. Le 13, le collecteur fit retenir le navire déjà prêt à mettre à la voile. Le 16, l'attorney du district avait préparé et rédigé son rapport et ordonné un examen minutieux du chargement de ce navire. Le 19, le magistrat avait rendu compte des résultats de son examen, et le même jour, le plaignant, d'après l'avis duquel le ministre et le consul étaient intervenus, se déclara satisfait et se désista de sa demande.

Le 23, M. Barclay, consul de Sa Majesté à New-York, publia une note déclarant que tous les soupçons élevés contre ce navire étaient mal fondés. Ainsi, dans le court espace de quatre jours, l'action du gouvernement sous la législation de l'*enlistment act*, a été assez énergique pour satisfaire aux réclamations présentées par le représentant de Sa Majesté.

Si le gouvernement britannique a agi de la même manière dès le premier jour où j'ai eu l'honneur d'appeler l'attention de Votre Excellence sur des entreprises semblables faites en Angleterre, je ne puis que constater que je n'ai pas eu l'occasion d'exprimer ma satisfaction au sujet des résultats obtenus par cette action.

Les propriétaires du *Maury* n'ont jamais été indemnisés des dérangements et dépenses que leur occasionna tout ce procès. Mais la chambre de commerce de New-York adopta une série de résolutions dont deux peuvent servir de commentaire suffisant à la remarque que Votre Excellence a cru devoir faire, touchant la façon notoire dont la loi d'enrôlement a été éludée en Amérique, à l'époque dont il s'agit.

« Résolu; qu'il n'a été offert ni dédommagement ni excuses à
« MM. AA. Low frères, au sujet de l'accusation portée contre eux,
« laquelle, si elle avait été trouvée fondée, les eût rendus infâmes, ni aux
« marchands de cette ville et de ce pays si fausement et si injurieu-
« sement accusés.

« Résolu, que les négociants de New-York, en leur qualité de mem-
« bres du grand corps des marchands des États-Unis aideront le gou-
« vernement à maintenir la stricte observance de la neutralité d'après
« les lois du pays; que nous reconnaissons et acceptons et avons tou-
« jours considéré les actes des États-Unis destinés à conserver intacte
« sa neutralité, comme engageant notre conscience et notre honneur
« et comme étant une loi qui ne doit pas être transgressée, et que nous
« dénoncerons ceux qui les violeront comme des perturbateurs de la
« paix du monde dignes du mépris universel. »

Je prie Votre Excellence de remarquer en quels termes la conduite

imputée à MM. Low est stigmatisée. Je regrette d'avoir à constater qu'une indignation de ce genre n'a éclaté nulle part dans le Royaume-Uni à l'égard de faits analogues imputés à des personnages distingués à Liverpool, et je n'en ai pas trouvé une expression aussi énergique que je l'espérais dans la note de Votre Excellence.

Je vous prie de croire, monsieur le comte, que je n'ai aucun plaisir à rappeler le souvenir des événements de cette époque. Mais comme ils avaient été volontairement évoqués dans la note que j'ai eu l'honneur de recevoir et qu'ils me paraissaient impliquer nécessairement une accusation injuste et imméritée contre la politique des États-Unis, je me suis cru obligé de montrer que dans l'un des cas au moins où le gouvernement britannique a élevé des plaintes, il n'y avait eu aucun reproche à adresser au gouvernement des États-Unis pour la manière dont il a usé des pouvoirs qui lui étaient confiés et pour la promptitude de son action sous l'empire de l'*Enlistment act*.

Signé : CH. FRANCIS ADAMS.

M. Seward à M. Adams.

Washington, le 19 janvier 1863.

Monsieur, j'ai sous les yeux votre dépêche du 25 décembre, ainsi que la note que vous a adressée le comte Russell à la date du 19 novembre et enfin, votre dépêche du 1^{er} janvier qui contenait la réponse faite par vous à la note précitée du comte Russell. Toutes ces pièces se rapportent à la réclamation que vous avez présentée au gouvernement de la Reine à l'effet d'obtenir la réparation des dommages causés par le pirate n° 290 ou l'*Alabama*, et l'adoption de mesures propres à empêcher le retour de semblables violations des lois maritimes du pays.

Vous avez parfaitement bien répondu à la note du comte Russell et vous avez clairement établi les faits dans un document que le Président considère aussi convaincant que calme et véridique.

L'argumentation du comte Russell, dans laquelle aucune réparation ne serait due à nos concitoyens en raison des dommages qui nous ont été causés par le pirate n° 290, ne satisfait point le Président. Il espère que votre réplique amènera le gouvernement à examiner de nouveau toute cette affaire. Je laisse en conséquence la question au point où elle en est jusqu'à ce que nous ayons pu recevoir de vous quelques nouveaux renseignements à cet égard.

Nous ne croyons pas que notre *anti-enlistment act* soit défectueux ni

que la Grande-Bretagne ait des motifs de se plaindre qu'il n'ait pas été régulièrement observé. Néanmoins la proposition du Gouvernement de Sa Majesté de se concerter avec le Gouvernement des États-Unis sur les amendements à introduire dans ces statuts simultanément en Angleterre et aux États-Unis, dénote un esprit conciliant libéral et juste, et le désir de prévenir à l'avenir les causes de plaintes. Vous êtes en conséquence autorisé à en conférer avec le comte Russell et à soumettre ensuite au Président tels amendements que pourra proposer le comte Russell et que vous jugerez devoir être approuvés.

Vous recevrez avec la présente, copie d'une correspondance des insurgés de Richmond avec leurs agents à l'étranger, qui a été interceptée et qui jette une grande lumière sur les entreprises maritimes qu'ils poursuivent en Angleterre. Vous userez de ces documents de la manière qui vous paraîtra la plus propre à engager la Grande-Bretagne à renforcer les lois existantes et, si c'est possible, à les modifier de façon à empêcher l'exécution des entreprises illégales qui seraient portées à sa connaissance dans des termes qui ne laisseraient aucun doute sur leur évidence.

Signé : W. H. SEWARD.

ANNEXE 2.

M. Adams au comte Russell.

Londres, le 26 janvier 1865.

Monsieur le Comte, j'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note du 24 de ce mois répondant à certains points de ma note du 30 décembre au sujet de l'équipement dans le port de Liverpool du navire n° 290 destiné à piller le commerce des États-Unis.

Votre Excellence croit devoir élever une discussion sur l'observation suivante que j'avais faite. Je cite le passage tel qu'il se trouve reproduit dans sa note :

« Le fait reconnu de violation d'un statut de ce Royaume destiné à empêcher des personnes mal intentionnées d'entraîner le pays dans des difficultés par suite d'attaques inconsidérées contre des nations étrangères avec lesquelles il vit en paix; fait dont les ministres de Sa Majesté ont été invités à s'assurer, et de l'exactitude duquel ils se sont assez convaincus pour ordonner des mesures préventives, mais que, par suite de circonstances dont ils étaient entièrement maîtres, ils n'ont pas empêché à temps pour préserver de grands dommages la

partie qui se plaignait à juste titre. Il semble que sur les points substantiels de cette affaire il ne reste que peu de place à discussion. »

J'ai de nouveau examiné avec le plus grand soin d'après les observations de Votre Excellence, les termes de ce passage. Je suis forcé d'avouer que je ne puis trouver dans ces termes une ambiguïté suffisante et pour justifier les conséquences que Votre Excellence paraît vouloir en tirer. Partant du point de vue de l'obligation morale, laquelle à mon sens a autant de force entre nations qu'entre individus, et d'après lequel des préjudices commis envers une partie innocente et qui a le droit de s'en plaindre si elle fait connaître en temps utile le moyen de les prévenir, doivent autant que possible être réparés et compensés par la partie qui a causé ces préjudices ou qui les a laissés commettre par des personnes soumises aux lois du pays, j'ai rappelé le principe général qui doit être appliqué dans le cas présent. Le fait de l'avertissement donné en temps utile pour empêcher le départ du navire n° 290 ne dépend pas de mon appréciation; c'est simplement une question de dates que tout le monde peut vérifier. Quant à la détermination prise par le Gouvernement de Sa Majesté, d'arrêter le navire, elle prouve qu'il était convaincu de la justice des réclamations qui lui ont été adressées. Le fait d'avoir retardé cette décision assez longtemps pour faire échouer les mesures prises en cette circonstance, et infliger au commerce des États-Unis actuellement et dans l'avenir encore de grandes pertes, est également une simple question de dates. En tant que ces faits constituent la substance du passage susmentionné de ma note, je dois confesser qu'il m'est impossible de voir sur quels fondements on peut encore élever des doutes à ce sujet.

Mais Votre Excellence me fait en outre l'honneur de m'adresser une série de questions relativement au sens qui pourrait être attribué à mon langage, lequel par suite de l'absence d'action du Gouvernement de Sa Majesté, pourrait faire sous-entendre des motifs de diverses sortes que je n'ai pas exprimés formellement. Je vous demanderai la permission de ne pas vous suivre sur ce terrain de controverse. Je ne désire ni porter des accusations, ni faire des insinuations de nature à compliquer les difficultés de cette pénible affaire. Je ne prétends savoir qu'une chose, c'est qu'un tort très-sensible a été fait à une nation amie et innocente, et que ce tort a été causé par le retard déplorable mis à adopter des mesures préventives que, d'après l'expérience acquise, on aurait dû adopter plus tôt. Pour ce qui est des raisons qui ont empêché l'application de ces mesures, comme elles sont indépendantes de la partie lésée, je ne les discuterai point. Le principe de justice ne veut pas seulement que l'on fasse droit à une

demande mais aussi qu'on le fasse assez à temps pour atteindre le but. Autrement c'est un déni de justice.

Comme il est probable que je recevrai prochainement de nouvelles instructions de mon Gouvernement en ce qui touche les principaux points traités dans la présente correspondance, je crois inutile d'abuser des moments de Votre Excellence en étendant les limites de la discussion sur des questions purement incidentes. Je ne veux cependant pas laisser passer cette occasion sans vous exprimer ma reconnaissance pour la manière ouverte et empressée avec laquelle vous m'avez déchargé du soupçon d'encourager l'enrôlement des sujets de Sa Majesté au service des États-Unis. Mais en même temps je vois avec regret que vous gardez ce soupçon à l'égard du Gouvernement des États-Unis. Si je comprends bien Votre Excellence, on prétend aujourd'hui que, parce que le Gouvernement offre des primes considérables à ceux qui veulent s'enrôler aux États-Unis, et parce que des sujets britanniques résidant aux États-Unis, et tentés par l'attrait de ces primes, s'engagent occasionnellement, le Gouvernement de Sa Majesté est fondé à dire que le Gouvernement des États-Unis entraîne systématiquement et au mépris des devoirs des nations ces sujets à s'enrôler. Je pourrais, avec autant de raison, en rappelant les nombreuses demandes d'autorisation qui m'ont été adressées par des citoyens des États-Unis également sollicités de s'engager dans les armées de Sa Majesté, supposer que le Gouvernement britannique a agi d'après un système. Je suis d'ailleurs persuadé que l'action de M. Seward à laquelle se réfère Votre Excellence, et que je ne suis pas en mesure d'apprécier avec autorité, n'est autre chose qu'une offre générale. Au delà de cette limite, je ne puis que continuer à repousser l'existence d'une politique systématique soit dans un cas, soit dans l'autre.

Signé: CH. FRANCIS ADAMS.

M. Adams à M. Seward.

Londres, le 29 janvier 1863.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-jointe copie de la suite de ma correspondance avec le comte Russell au sujet du navire connu sous le n° 290. J'attendrai maintenant les instructions du Gouvernement qui sont probablement déjà en route.

(L. S.) *Signé*: CH. FRANCIS ADAMS.

ANNEXE 1.

Le comte Russell à M. Adams.

Foreign-Office, le 24 janvier 1863.

Monsieur, il m'est impossible de laisser sans réponse certains passages de votre lettre du 30 décembre dernier. Ces passages contiennent ou impliquent une charge très-grave contre le Gouvernement de Sa Majesté. Vous parlez du « fait reconnu de violation d'un statut de ce « Royaume destiné à empêcher des personnes malintentionnées d'en- « traîner le pays dans des difficultés par des attaques inconsidérées « contre des nations étrangères avec lesquelles il vit en paix, vous « ajoutez que les ministres de Sa Majesté ont été invités à s'assurer de « ce fait; qu'ils en ont appris assez pour ordonner des mesures pré- « ventives, mais que, par suite de circonstances dont ils étaient entiè- « rement maîtres, ils n'ont pas agi à temps pour prévenir de grands « dommages la partie qui se plaignait à juste titre; enfin, qu'il semble « qu'il reste peu de place à discussion sur les points substantiels de « cette affaire. »

Je pense au contraire qu'il y a matière à longues discussions sur les points substantiels de cette affaire tels qu'ils ont été présentés par vous.

Je vous demanderai d'abord quelles sont les circonstances dont le Gouvernement de Sa Majesté était maître et auxquelles vous faites allusion. Pensez-vous que le Gouvernement de Sa Majesté en élaborant un statut pénal ou en mettant à exécution les dispositions d'une loi pénale, doive en toute hâte prendre une décision et saisir un navire qui se construit et s'équipe à Liverpool sans avoir en mains la preuve que les dispositions du *Foreign Enlistment act* ont été violées? Estimez-vous que le Gouvernement de Sa Majesté doive négliger les preuves et infliger des peines à des sujets de la Reine en saisissant un navire sur votre simple assertion que les propriétaires de ce navire violent la loi?

Si telle est votre pensée, je dois vous dire que le Gouvernement de ce pays respecte avant tout la loi. Il ne confisque pas la propriété au détriment du propriétaire sans avoir la preuve qu'il est légalement autorisé à agir ainsi.

Peut-être dans votre opinion le Gouvernement de Sa Majesté aurait-il dû agir sur l'avis de M. Collier, sans attendre l'appréciation d'autres autorités?

Mais là encore je ne puis vous laisser ignorer que l'usage de ce pays veut que le Gouvernement consulte ses propres avocats et de-

mande l'avis des conseils de la Couronne avant de renforcer la législation pénale.

Si vous pensez qu'une nation qui vit dans une paix profonde, doit mettre de côté les formalités de la loi et agir immédiatement d'après des simples présomptions ou conjectures, je suis d'un avis tout contraire. Je vous rappellerai que la preuve suffisante pour une cour de justice en ce qui touche l'équipement ou l'armement d'un navire destiné à un but guerrier et en ce qui touche sa destination actuelle ne peut-être obtenue sans beaucoup de difficultés.

Si vous croyez que le Gouvernement de Sa Majesté a volontairement tardé ou négligé de prendre les mesures propres à constater légalement le caractère du navire *l'Alabama*, je dois opposer une dénégation positive et complète à cette assertion. L'avis des officiers judiciaires, sans lequel le Gouvernement ne pouvait agir a été communiqué au Foreign office le 29 juillet, mais dans la matinée de ce même jour, *l'Alabama*, sous le prétexte d'une simple excursion en mer, s'était échappé du port de Liverpool.

En ce qui touche les circonstances très-différentes qui se sont produites en 1793 et 1794, elles sont du domaine de l'histoire. Il est notoire que M. Genet, ministre de France aux États-Unis, fit équiper des corsaires dans les ports des États-Unis; qu'il se félicitait dans ses dépêches de la capture de navires britanniques effectuée par ces corsaires et qu'il avait fait procéder dans des ports neutres à un jugement simulé de ces captures. Il est certain aussi que cet agent chercha à établir aux États-Unis la base de ses opérations et de ses machinations dans le but de pousser le Canada à la rébellion contre la Grande-Bretagne et de soulever la Louisiane contre l'Espagne.

D'après votre propre récit les États-Unis retardèrent avec intention la réparation demandée par le Gouvernement britannique pour les captures effectuées sur les navires de commerce anglais, parce qu'ils n'étaient point disposés à entrer dans la voie de la répression avant d'avoir bien fait comprendre le sens qu'ils attachaient à un traité d'alliance offensive et défensive avec la France, traité qui avait été invoqué pour la défense des déprédations commises à l'égard du commerce anglais.

Il est évident qu'en agissant ainsi, le Gouvernement des États-Unis s'est mêlé activement et d'une façon délibérée, aux entreprises hostiles préparées dans ses propres ports, et le même Gouvernement, avec le sentiment de justice qui le distinguait, répara plus tard les torts infligés sous la protection de son propre pavillon et promit de refuser à l'avenir aux corsaires français tout asile dans ses ports.

M. Jefferson dans la lettre citée par vous, dit : Ayant par des motifs particuliers négligé d'user de tous les moyens qui étaient en notre

pouvoir pour restituer, etc. Voilà l'enquête établie et voilà les raisons pour lesquelles elle a été promise.

Mais le Gouvernement britannique n'a pas donné asile aux corsaires des belligérants amenant des prises dans les ports du royaume. Il n'a pas de raison particulière à alléguer, il n'a pas négligé d'user de tous les moyens qui étaient en son pouvoir, il a employé tous les moyens dont il pouvait disposer sans violer les lois du pays, et ce n'est pas sa faute si, dans un cas unique, ces moyens se sont trouvés inefficaces. Il n'y avait pas nécessité de renforcer un statut ni intention de le faire. Les preuves faisaient défaut et l'autorité manquait pour décider sur la valeur de ces preuves; il était d'ailleurs déjà trop tard. Mais le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas promettre aux États-Unis d'agir sans preuves ni de mépriser l'autorité légale de ses propres officiers judiciaires.

Quant à ce qui est des autres points nous sommes à peu près d'accord pour tout ce qui concerne le droit international. Mais l'observation contenue dans votre note au sujet des approvisionnements et secours de diverses sortes qui auraient été envoyés aux confédérés par des spéculateurs de ce pays, n'est au fond que la répétition plus détaillée de l'assertion contenue dans ma lettre du 19 décembre dernier, à savoir que les deux parties engagées dans la guerre civile ont, suivant leurs besoins et leurs moyens, poussé les sujets britanniques à violer la proclamation de la Reine du 13 mai 1861, laquelle défend de fournir des approvisionnements à l'une des parties aussi bien qu'à l'autre.

Il est vrai, sans aucun doute, qu'un neutre peut, dans le cours d'une guerre, fournir impartialement, comme articles de son commerce, des approvisionnements en armes et en munitions de guerre aux deux belligérants, et ce n'est pas parce que ces actes étaient en opposition avec la loi internationale que la remarque en a été faite dans la précédente note. Mais la Reine ayant publié une proclamation qui défend à ses sujets de fournir des approvisionnements de ce genre aux deux parties engagées dans la guerre civile, le Gouvernement de Sa Majesté a le droit de se plaindre des deux belligérants pour avoir poussé ses sujets à enfreindre les prescriptions de cette proclamation, et cette plainte s'adresse principalement au Gouvernement des États-Unis, parce que la majeure partie des approvisionnements a été commandée et reçue par ce Gouvernement.

Je ne me propose point d'entrer dans la discussion d'autres points incidents qui ont été mentionnés, mais dans le but d'expliquer un passage de ma dernière lettre, je dois encore ajouter que je n'ai jamais songé à vous accuser d'avoir encouragé l'enrôlement de sujets britanniques au service des armées des États-Unis.

Il est cependant certain que de larges primes ont été offertes et remises à des sujets britanniques résidant aux États-Unis pour les enrôler dans les armées fédérales et que ces sujets agissant à l'encontre des lois de leurs pays et de la proclamation de la Reine y ont été encouragés par le Gouvernement des États-Unis.

Un exemple récent et frappant de la conduite tenue à cet égard par le Gouvernement des États-Unis qui ne s'en est d'ailleurs pas caché, se trouve dans la correspondance échangée entre M. Seward et M. Stewart, relativement à l'équipage du *Sunbeam*, bien qu'il n'apparaisse point par cette correspondance qu'aucune prime ait été offerte, M. Seward a cependant jugé que la tentative d'engager des navires anglais à s'enrôler au service actif des États-Unis, n'était pas de nature à motiver une plainte de la part du Gouvernement de Sa Majesté.

(L. S.) Signé: RUSSELL.

M. Adams à M. Seward.

Londres, le 26 janvier 1863.

Monsieur, j'ai gardé en réserve une partie des nouvelles que m'apportait votre télégramme et des nouvelles générales arrivées par le packet, relatives à la prétendue interruption du blocus de Charleston, pour la raison que cette fiction n'a produit aucune impression sur l'opinion publique dans ce pays. Une tentative du même genre destinée à faire croire à une mésintelligence sérieuse entre vous et M. Mercier a eu hier un peu plus de succès. Le désir d'une intervention française est évident et cette pensée est encore davantage ramenée par des hommes malveillants depuis que le courant de l'opinion qui se manifeste ici rend une intervention de la part de la Grande-Bretagne de moins en moins probable.

D'un autre côté la sympathie exprimée en faveur des Polonais serait considérée comme parfaitement en harmonie avec ce qu'ils appellent la politique traditionnelle de la France et avec le mouvement de l'opinion publique. En ce moment on craint beaucoup que ces événements ne donnent naissance à de graves difficultés. Mais je suis porté à croire qu'aucune nation n'est entièrement prête à envisager en face la possibilité d'une guerre générale. Aussi les efforts pour trouver une forme de solution quelconque seront-ils multipliés et peut-être aboutiront-ils.

Pendant ce temps il serait à désirer que cet intervalle fût employé en Amérique à améliorer notre situation par quelques succès mili-

taires. C'est tout ce qu'il nous faut pour nous mettre à l'abri de l'éventualité d'une intervention européenne. J'ai le regret d'avoir à constater que sur ce point les résultats n'ont pas répondu à notre attente. Les cas de succès décisifs deviennent plus rares et la confiance du public dans le résultat de la guerre s'affaiblit. N'étaient ces circonstances, je pourrais affirmer en toute sécurité qu'aujourd'hui les rebelles ne trouveraient plus, en dehors des cercles intéressés à leur triomphe, que peu de sympathie parmi les habitants du Royaume-Uni.

(L. S.) Signé: CH. FRANCIS ADAMS.

M. Seward à M. Adams.

Londres, le 9 mars 1863.

Monsieur, la récente capture et la destruction du *Jacob Bell* et de son chargement, évalué à un million et demi de dollars, par le corsaire *la Florida* qui a été équipé à Liverpool, est considérée par les négociants de nos cités maritimes, comme le prélude de la ruine de notre marine marchande nationale, à moins que ces calamités puissent être prévenues, soit par le remaniement de la loi de neutralité de la Grande-Bretagne, soit par l'emploi de lettres de marque délivrées à un certain nombre de citoyens des États-Unis. Le Congrès a investi le Président de tous les pouvoirs nécessaires pour l'application de cette dernière mesure, et les dispositions nécessaires à cet effet sont étudiées en ce moment dans les différents départements. Ce n'est sans regret que le Président se décide à adopter cette politique. Mais la conservation de la vie nationale est une nécessité suprême; et si aucune amélioration ne se produisait dans l'état des choses que je viens de signaler, la nation sera à peu près unanime à réclamer l'adoption de cette forme de guerre maritime. Le Président estime que les conjonctures sont assez graves pour que vous demandiez aussitôt que possible au comte Russell une entrevue dans laquelle vous lui ferez connaître confidentiellement la situation exacte des affaires sous ce rapport, et vous signalerez de nouveau à son attention la question de savoir si le Gouvernement de Sa Majesté ne juge pas possible ou convenable de prendre quelques mesures pour prévenir efficacement à l'avenir l'armement et l'équipement dans les ports britanniques de navires ennemis destinés à ruiner le commerce des États-Unis. On prétend dans les cercles industriels en Amérique, que la guerre est poursuivie contre les États-Unis avec des forces organisées dans les îles britanniques, bien que les États-Unis soient en paix avec la Grande-Bretagne. Cette appréciation est sans doute exagérée et même erronée, mais on ne

peut nier qu'elle ait de ce côté-ci de l'Océan une apparence de vérité assez grande pour rendre nécessaire l'emploi de tous les moyens de défense propres à protéger notre commerce. Il est à peine besoin de dire que le Gouvernement des États-Unis, en adoptant cette ligne de conduite, n'a qu'un but, celui de s'adresser au sentiment de justice de la Grande-Bretagne. Je cherche d'une manière calme et confidentielle, mais très-sérieuse, à empêcher le développement entre les deux nations d'une animosité qui serait désastreuse pour elles, et qui affligerait tous les amis du Gouvernement constitutionnel, de la liberté et de l'humanité. Nous avons pensé que nous trouverions une appréciation plus juste de nos droits dans les conseils du Gouvernement britannique appuyés par l'assentiment de la nation britannique. C'est pourquoi nous sommes désireux d'éviter de nouvelles complications avec cette nation. Le Gouvernement de Sa Majesté nous ferait une grande injustice s'il croyait que c'est une autre influence que celle de sentiments justes et généreux qui nous inspire celangage.

(L. S.) *Signé*: WILLIAM SEWARD.

TROISIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUGUSTENBOURG.

Lettre du duc Frédéric d'Augustenbourg à M. d'Ahlefeld, son représentant à Berlin, au sujet de la motion de la Bavière, de la Saxe et de la Hesse-Grand-Ducale, présentée à la Diète le 27 mars 1865.

Mon cher monsieur d'Ahlefeld,

La motion de la Bavière, de la Saxe et de la Hesse-Grand-Ducale, a suivi de près l'obligeante communication de M. le Président du Ministère prussien, en date du 20 de ce mois, à laquelle vous devez connaissance des prétentions de la Prusse.

Bien que M. le Président, en vous faisant prévoir cette communication, ne vous ait pas exprimé le désir d'entamer avec vous des négociations définitives sur les rapports qui devront exister entre la Prusse et les Duchés, je n'en ai pas moins à cœur, particulièrement en raison des circonstances actuelles, de constater de nouveau que, de mon côté, rien ne s'oppose à l'établissement dans l'intérêt de l'Allemagne et des Duchés, d'une entente sur les questions en litige.

Ce désir s'explique d'ailleurs facilement par la motion présentée à la Diète par les susdits États; car quoique j'y sois resté étranger, il serait cependant possible que l'on pût croire à Berlin que je comptais sur cette motion pour m'opposer ensuite, lorsqu'elle serait adoptée, aux vœux de la Prusse.

Vous savez fort bien que, de tout temps, lors même que la Prusse tenait encore au traité de Londres, j'ai eu la conviction qu'on ne parviendrait à une heureuse solution de l'affaire des Duchés, qu'à l'aide

de la bonne volonté du Gouvernement prussien et que j'ai fait connaître cette conviction.

Sa Majesté le Roi, aussi bien que M. le Président du ministère se sont maintes fois plu à reconnaître que par ma prévenance et mon empressement, j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour faciliter l'heureuse solution d'une question dont dépend l'avenir des Duchés si rudement éprouvés, et peut-être même la paix de l'Allemagne. C'est pourquoi je désire encore aujourd'hui faire connaître de nouveau, à M. le Président, avant même qu'une résolution n'ait pas été prise relativement à la motion précitée, les bonnes dispositions qui m'animent, et je vous prie en conséquence d'en être auprès de lui l'interprète, d'une manière formelle et qui ne permet aucune équivoque.

Votre premier soin devra être de bien vous pénétrer de l'état des choses, tel qu'il était lorsque, il y a plus de trois mois, les négociations furent rompues par M. le Président. Dans les conversations que vous eûtes les 28 septembre et 1^{er} octobre, alors que M. le Président, après une absence de plusieurs mois, était revenu à Berlin, à l'occasion des négociations de paix, il vous tint, au sujet des rapports futurs des Duchés avec la Prusse, un langage de nature à vous autoriser à lui répondre que tout cela pourrait s'arranger sans difficulté. Il se déclara prêt, après s'être concerté avec son collègue sur les bases de vos ouvertures, à entrer avec vous en négociation sur la forme à donner aux prétentions de la Prusse, dès qu'il serait de retour d'un voyage qu'il se proposait de faire. Aux termes de la déclaration qui vous fut faite par M. le Président, la Prusse, en échange des avantages qu'on lui accorderait, s'engageait à faire valoir mes intérêts et mes droits. Mais la situation semblait avoir changé lorsque, au retour du Président de Biarritz, vous vous rendîtes à Berlin, par suite de la conversation que vous aviez eue avec lui le 10 novembre, pour entamer les négociations. Bien que vous fussiez à même d'assurer M. le Président de mon adhésion complète à ses vues, il n'en parut pas moins fort peu pressé de résoudre cette question; cependant tenant compte de la promesse qu'il vous avait faite, il se déclara prêt à faire formuler les conditions de la Prusse par les ministères compétents et à vous les communiquer ensuite. Le 14 décembre dernier, toutefois, il vous informa des négociations qu'il venait d'ouvrir avec l'Autriche, relativement aux concessions à faire à cette puissance, ajoutant que cela me serait sans nul doute très-agréable, et vous promit de vous en communiquer le résultat. Malheureusement aucun résultat n'en est sorti jusqu'à présent.

Tout en regrettant cet insuccès pour les Duchés qui souffrent gravement du régime provisoire, j'envisage cependant une circonstance

qui me fait encore espérer une heureuse solution. C'est que je vois que les propositions que la Prusse a faites le 22 février dernier au Gouvernement autrichien, et que celui-ci a refusées, diffèrent sensiblement sur certains points importants de celles qui m'avaient été faites d'abord et que j'ai tout lieu de croire agréables à l'Autriche.

J'ignore si depuis l'année dernière, le Gouvernement prussien a changé d'opinion sur les rapports qui doivent exister entre la Prusse et les Duchés, ou si je ne dois considérer les propositions faites à Vienne, que comme point de départ de négociations ultérieures. Quoi qu'il en soit, j'espère une solution sinon sur la base des premières propositions au moins sur une base qui tiendrait le milieu entre ces propositions et celles faites à l'Autriche le 22 février dernier. Je m'estimerais d'autant plus heureux de pouvoir contribuer à une solution sur une pareille base que celle-ci ne dépasserait point les limites de ce qui peut être accepté et supporté par les Duchés.

Une pareille solution serait d'autant plus préférable, qu'elle satisferait aux obligations qu'ont entre elles l'Autriche et la Prusse et que les négociations entre les deux puissances qui occupent les Duchés, ayant été ouvertes, on ne saurait régler partialement l'avenir des Duchés sans ébranler l'Allemagne. Depuis le commencement de cette question du Slesvig-Holstein sur laquelle se réunissent tous les vœux de l'Allemagne et de laquelle dépend sa grandeur politique, mes principaux efforts n'ont cessé de tendre à empêcher qu'il n'en sorte une désunion ou un affaiblissement de l'Allemagne.

Guidé par ces mêmes sentiments encore aujourd'hui, je vous prie de vous rendre auprès de M. le Président et de lui dire que vous êtes autorisé par moi, ainsi que vous l'étiez déjà précédemment à passer avec lui une convention formelle relativement aux rapports futurs des nouveaux Duchés avec la Prusse. Si M. le Président se montre disposé à entrer à ce sujet en négociation, il ne s'agirait plus que d'en établir les bases. Il n'est pas besoin de vous dire que je m'en tiens aux bases précédemment établies. Mais si cependant M. le Président attachait quelque prix à prendre pour point de départ les propositions récemment faites à l'Autriche, vous auriez à y consentir. En vue de cette éventualité, je ne veux pas manquer de vous dire dès à présent de quelle manière j'envisage ces propositions.

Mon premier désir doit être de voir exister entre les Duchés et la Prusse des rapports qui ménagent les intérêts de chacun, car ce n'est qu'à cette manière que l'on pourra en espérer une longue durée et un développement avantageux. Je dois donc me demander jusqu'à quel point le pays supportera, avec empressement, les concessions à faire à la Prusse, ou jusqu'où je puis m'engager sans menacer son existence.

Partant de ce point de vue, je dois dire que les conditions formulées sous les lettres C (forteresse fédérale) D (cession de territoire) E (canal reliant la Baltique à la mer du Nord) et F (accession au Zollverein) ne rencontreront de mon côté aucune difficulté. Seulement en ce qui concerne certains points accessoires, il serait à désirer de recevoir les éclaircissements nécessaires; ainsi par exemple en ce qui concerne l'état territorial de la place de Rendsbourg (lettre C) il semble qu'on se soit laissé dominer par un jugement erroné sur la position historique et juridique de cette ville, et que, sur ce point, la Prusse ait complètement changé sa manière de voir.

Sous la lettre F, on demande que le Slesvig-Holstein accède au Zollverein, mais aussi « à tout jamais au système douanier de la Prusse; » je ne comprends pas trop la signification de ces mots « système douanier. »

Les conditions formulées sous la lettre G, ont évidemment pour but de faciliter les communications et, en cela, les frontières ne devront être aucun obstacle. A mes yeux cela pourra se faire sans fusion, et il ne sera pas difficile d'arriver, sur ce point relativement moins important, à un arrangement satisfaisant pour les deux parties.

Le point le plus important de toutes les questions se trouve évidemment résumé sous les lettres A et B, ayant trait à l'alliance, l'armée et la flotte.

Je suis également d'avis qu'une alliance offensive et défensive devra former la base des rapports militaires futurs des Duchés avec la Prusse. En cela il faudra envisager comme principe le renfort de l'armée prussienne par l'armée slesvig-holsteinoise et l'éloignement de tous les obstacles qui pourraient entraver une action militaire uniforme. Le pays accordera volontiers tout ce qui est nécessaire pour atteindre ce but. Mais tout ce qui le dépasserait semblerait au pays une lourde obligation.

En ce qui concerne particulièrement l'organisation de l'armée, il me semble qu'une convention analogue à celle passée par le duché de Cobourg, répondrait parfaitement aux intentions des deux parties. Je suis en outre persuadé qu'une pareille convention faciliterait considérablement une entente entre les différents intéressés. Car sans compter que la principale obligation de l'Autriche se porte contre les propositions relatives à l'organisation de la future armée, la population des Duchés elle-même serait difficile à gagner aux intentions de la Prusse, qui équivalent à une fusion des deux armées.

Mais il y a surtout trois points avec lesquels le pays ne saurait jamais se familiariser, ce sont : le serment à prêter au roi de Prusse par les soldats slesvig-holsteinois, la dislocation en dehors des Duchés,

des troupes, en temps de paix, et la non-existence d'une armée slesvig-holsteinoise, à laquelle se rattachent encore de précieux souvenirs de l'avant-dernière guerre.

En admettant pour principe la convention avec le duché de Cobourg, rien n'empêcherait d'y ajouter telles modifications exigées par les circonstances extraordinaires. En ce qui concerne les propositions de la Prusse relativement à la marine, je n'ai aucune objection à faire. On comprend que la fusion de la marine des duchés avec celle de la Prusse ne peut qu'être avantageuse pour l'un et l'autre. Il serait facile d'éviter les objections éventuelles contre le mode de recrutement maritime. Le système de recrutement rentre ici, comme on le sait, dans la compétence de fonctionnaires spécialement nommés à cet effet. Dans chaque district fonctionne un chef de recrutement, qui tient les registres et dirige les opérations annuelles du recrutement avec le concours d'officiers des différentes armes. Ainsi donc en adjoignant à ce chef de recrutement des officiers de marine prussiens, la Prusse pourrait, facilement et sans léser les formes, recruter le contingent de marins voulu.

Les usages et coutumes maritimes qui règnent ici doivent faire désirer aux deux parties de n'introduire que graduellement le système de recrutement prussien.

Je ne veux pas terminer sans parler du côté financier de la question, et je vous prie d'appeler sur ce point l'attention de M. le Président toutes les fois que l'occasion s'en présentera.

Je suppose que l'intention de la Prusse n'est pas de créer au futur État une situation financière insoutenable ou d'aggraver par des concessions à faire sur ce terrain la position déjà critique des finances des Duchés. Je crois par conséquent pouvoir compter sur l'assentiment de M. le Président en exprimant la pensée que pour l'union douanière aussi bien que pour ce qui concerne les voies de communication, les Duchés ne seront pas astreints à des sacrifices pécuniaires, et que leur admission dans le Zollverein aura lieu sans préciptum (*præcipuum*). Je suppose en outre que la Prusse réduira le montant des frais de guerre qu'elle réclame aux Duchés, en proportion des avantages qu'elle en tirera, tant par rapport à sa puissance militaire que par rapport à l'extension de son territoire.

En émettant la conviction que la population des duchés adhérera à un arrangement sur les bases ci-dessus indiquées, je considère comme naturel que toute la question soit réglée en même temps d'une manière définitive, et que, par conséquent, la question de succession soit aussi résolue par mon avènement aux pouvoirs du Gouvernement. Car comment pourrait-on imposer à la représentation du peuple des

conditions qui ne feraient qu'ouvrir une nouvelle phase de l'état provisoire ?

Si enfin la Prusse, dans le but de mettre ses intérêts dans les Duchés, à couvert, exigeait des garanties spéciales, je ne doute pas qu'on ne puisse les lui donner, franchement décidé que je suis à établir entre la Prusse et moi l'entente qui peut seule conduire à une heureuse solution de cette question.

J'attends les rapports sur vos entrevues avec M. le Président et suis votre très-affectionné.

Kiel, ce 31 mars 1865.

FRÉDÉRIC.

BADE.

Discours prononcé par le Grand-Duc à la clôture de la session législative, le 2 mai 1865.

Nobles Messieurs et chers amis,

Je vous remercie sincèrement d'avoir appuyé pendant cette session, avec une sagesse intelligente et une activité infatigable, les efforts de mon Gouvernement pour donner de nouveaux développements aux importantes réformes de notre législation.

Vous avez terminé, après un examen consciencieux, une série de lois étendues destinées à mettre en exécution la nouvelle organisation judiciaire et administrative, et vous avez mis volontiers à la disposition du Gouvernement les moyens nécessaires pour les institutions améliorées.

Il a été possible aussi, pendant la durée même de la session, de réaliser cette transformation importante, et je puis déclarer aujourd'hui avec satisfaction que la nouvelle législation a justifié, depuis le peu de temps qu'elle existe, les espérances fondées sur elle. Je reconnais avec un plaisir particulier que ces lois ont trouvé chez mon peuple l'accueil et la sympathie qui répondent à leur haute portée et qui forment la condition de leur succès.

La loi sur les autorités chargées de surveiller les écoles paroissiales est également entrée en vigueur. Les conseils locaux des écoles, animés d'un zèle dévoué et du sentiment du devoir, se sont montrés dignes, dans des circonstances difficiles, du droit précieux que la loi a conféré aux pères et aux citoyens. Là où subsistent encore des inquiétudes, mon Gouvernement réussira, je l'espère, à les dissiper et à calmer les esprits troublés.

Les Traités conclus avec des États voisins sur de nombreux chemins de fer ont été approuvés par vous. Avec l'achèvement des lignes intérieures, il en résultera un nouvel essor pour la prospérité du pays.

Le renouvellement du Zollverein a heureusement écarté le danger qui menaçait cette création nationale, la plus importante de toutes, et les Traités de commerce auxquels vous avez donné votre approbation permettent d'espérer que le commerce et l'industrie prendront de nouveaux développements.

Depuis l'ouverture de la session, les destinées des duchés de Schleswig-Holstein ont fait l'objet de nos vives sympathies. Grâce aux faits d'armes glorieux des deux grandes puissances allemandes, ils ont été reconquis pour l'Allemagne. Je continue à espérer fermement que leur avenir recevra une forme qui répondra au droit du pays et aux intérêts de l'Allemagne.

Nobles Messieurs et chers amis, après une activité longue et pénible, vous retournez dans vos foyers. Contribuez-y à réveiller et à développer la confiance; aux nouvelles créations de notre législation. Continuez à appuyer mon Gouvernement dans ses efforts persévérants vers le but commun, c'est-à-dire la prospérité du pays.

CANADA.

Discours du Gouverneur général à l'ouverture du Parlement du Canada, le 8 août 1865.

Honorables membres du conseil législatif et messieurs de
l'Assemblée législative,

Ainsi que je vous l'avais annoncé, à la fin de la dernière session du Parlement, une députation du ministère canadien s'est rendue à Londres pour conférer avec le Gouvernement de Sa Majesté sur les questions importantes pour la province. Je vous ai convoqués aussitôt que cela a été possible et convenable après le retour de cette députation, afin que vous puissiez recevoir le rapport de sa mission et terminer les affaires importantes qui ont été laissées inachevées, lorsque le Parlement s'est séparé à la fin de la session. J'ai donné des instructions pour que la correspondance se rapportant à la mission en Angleterre vous soit communiquée.

L'heureuse conclusion de la guerre civile qui pendant ces quatre dernières années a bouleversé les États-Unis d'Amérique, ne peut

manquer d'avoir une influence favorable sur les intérêts commerciaux et industriels de la province et nous pouvons espérer que le rétablissement de la paix va produire un développement incessant des relations amicales entre notre peuple et les citoyens de la grande république.

Les circonstances qui ont rendu nécessaire de mettre sous les armes une partie de la milice des volontaires de la province et de la retenir sous les drapeaux, ont cessé d'exister. Conséquemment, ces troupes ont été rappelées, et je saisis ici l'occasion d'exprimer ma satisfaction de la promptitude et du bon vouloir avec lesquels les hommes ont obéi à la voix du devoir, et de l'excellente conduite, en général, qu'ils ont gardée pendant leur temps de service.

Messieurs de l'Assemblée législative, j'ai donné également des instructions pour qu'on vous soumette les budgets de l'année courante et les dépenses imputables sur le vote de crédit de la dernière session. Vous verrez, en examinant les documents, que l'on a combiné l'économie avec une sage appréciation de ce qui était nécessaire.

Honorables Messieurs, je me suis empressé de transmettre au secrétaire d'État pour les colonies, afin qu'il les présente à Sa Majesté, les adresses que vous avez votées pendant la session dernière en faveur de l'union fédérale des colonies anglaises de l'Amérique du Nord. J'ai exprimé le désir que la réponse du secrétaire d'État vous soit communiquée, et j'espère qu'un mûr examen du projet décidera avant peu les Chambres législatives des autres provinces à s'unir à vous pour sanctionner une mesure qui a été adoptée comme un des grands traits de la politique de la mère Patrie, et qui, deux fois, a donné lieu à une approbation marquée de Sa Majesté, dans les discours où elle y a fait allusion.

RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY.

Déclaration de guerre à la Confédération argentine par le Congrès national paraguayen.

Le Congrès national souverain :

Vu et attendu l'exposé présenté par la commission spéciale nommée dans son sein pour délibérer sur la grave situation où se trouve placée la république, ensuite de la guerre à laquelle elle a été contrainte par l'empire du Brésil, et sur la politique hostile et insultante du cabinet argentin envers la république du Paraguay et son gouvernement, comme il résulte :

1° Des deux notes du 9 février dernier, déniaut, en faveur du Brésil et sous prétexte de neutralité, le passage sollicité sur le territoire de Corrientes pour nos forces, tandis que, à des époques antérieures, la ville et le territoire de Corrientes ont été ouverts à l'escadre brésilienne pour dépôt de charbon, ravitaillement, etc., avec notoire infraction à la neutralité invoquée;

2° De la non-reconnaissance des droits de la république sur le territoire des missions, situé entre les fleuves Parana et Uruguay;

3° De la protection accordée par le susdit cabinet, actuellement et pour la seconde fois, à un comité révolutionnaire composé de quelques traîtres vendus à l'empire du Brésil, lesquels embauchent sur le territoire et dans la capitale même de la république Argentine, des étrangers mercenaires dans le but de flétrir l'étendard national en le levant pour le service du Brésil, dans la guerre que cette puissance fait à la nation;

4° De la protection déclarée qu'il donne au Brésil dans la presse officielle contre la cause du Paraguay, et des proclamations anarchiques et insultantes par lesquelles il provoque la rébellion dans ce pays;

Et comme l'exercice du droit de la république sur le territoire des missions ne manquera pas de fournir au Gouvernement argentin le prétexte du *casus belli* qu'il cherche sans le trouver dans la politique du Gouvernement national, afin de rendre effective son alliance avec le Brésil; — comme d'autre part la complicité du Gouvernement de la confédération Argentine avec l'empire du Brésil, pour rompre l'équilibre politique des États de la Plata, ne fait plus de doute; — comme il n'est pas compatible avec la sécurité de la république ni avec la dignité de la nation et de son Gouvernement de tolérer plus longtemps ce procédé étranger à toute moralité et attentatoire au respect qui est dû à la nation paraguayenne;

D'accord avec les conclusions de la commission,

Déclare :

Art. 1^{er}. Est approuvée la conduite du pouvoir exécutif de la nation envers l'empire du Brésil, dans la situation présente, motivée par la politique de ce dernier, qui est menaçante pour l'équilibre des États de la Plata et par l'offense faite à l'honneur et à la dignité de la nation. Et, usant des attributions de l'article 3, titre 3 de la loi du 13 mars 1844, autorisation lui est donnée de continuer la guerre.

Art. 2. La guerre est déclarée au Gouvernement argentin actuel, jusqu'à ce qu'il donne les sûretés et satisfactions dues au droit, à l'honneur et à la dignité de la nation paraguayenne et de son Gouvernement.

Art. 3. S. Exc. le Président de la république fera la paix avec l'un

et l'autre des belligérants quand il le jugera opportun, et rendra compte à la représentation nationale conformément à la loi.

Art. 4. La présente sera communiquée au pouvoir exécutif de la nation.

Salle des séances, à l'Assomption, le 18 mars 1865.

JOSÉ FALCON, *vice-président*.
(*Suivent les signatures de trente députés.*)

**Note envoyée par le Président du Paraguay au général Urquiza,
lors de l'occupation de Corrientes.**

Excellence, le Congrès national de la république du Paraguay, ayant déclaré la guerre au gouvernement du général Mitre, pour les importantes raisons énoncées dans cet acte solennel et dans les documents que j'ai l'honneur de vous transmettre, S. Exc. le maréchal président de la république a ordonné en conséquence l'occupation de cette province. Les armées paraguayennes n'ont point trouvé à Corrientes d'ennemis à combattre, si ce n'est une poignée d'hommes qui, fidèles à leurs antécédents antinationaux, ont suivi l'ex-gouverneur Lagrana, et prétendent troubler l'ordre de quelques villages de l'intérieur, sans pouvoir même y réussir.

La capitale de Corrientes et les départements qui ont eu le temps d'apprécier la moralité et la discipline de nos troupes, ainsi que la politique éminemment conciliante de mon Gouvernement se sont déjà prononcés en faveur de la cause de l'équilibre et de l'autonomie des États de la Plata, et j'espère que cette haute politique, comme la conduite noble et généreuse de l'armée paraguayenne représentée à Corrientes par son avant-garde, mériteront les sympathies et les applaudissements des Argentins qui ne se trouvent pas enchaînés au groupe qui domine à Buenos-Ayres.

S. Exc. M. le maréchal Lopes qui a donné à Votre Excellence des preuves d'estime m'a chargé de communiquer à Votre Excellence la situation de cette province, en me recommandant d'en assurer les habitants et de leur garantir la liberté nécessaire pour constituer leur Gouvernement, et j'accomplis cette agréable mission en annonçant à Votre Excellence que le gouvernement de Corrientes s'est installé déjà aussi bien que le permettaient les circonstances actuelles.

J'espère, monsieur le capitaine général, que cette fois encore Votre Excellence ne sera pas indifférente à la cause des populations qui tant de fois déjà ont dû à Votre Excellence leur liberté et leurs institutions.

Dans cet espoir, je suis heureux d'offrir à Votre Excellence les assurances, etc.

Contre-signé : JOSÉ BERGES.

DANEMARK.

Message royal portant clôture de la session du Rigsraad.

Nous, Chrétien IX, roi du Danemark, etc., présentons au Rigsraad notre salut royal. C'est avec une peine sincère qu'après la longue session qui vient de s'écouler, nous avons à constater que la question constitutionnelle, d'une si haute importance pour le bien-être du pays, n'a pas encore été résolue par le Rigsraad. Nous avons espéré que l'esprit de conciliation dont notre Gouvernement avait fait preuve au sujet des idées émises au sein du Rigsraad, pendant la discussion de cette même question, aurait engagé l'assemblée à entrer dans la voie des concessions; c'est donc avec un regret profond que nous voyons se prolonger un état de choses provisoire. Nous prions Dieu d'écarter de notre chère patrie les fâcheuses conséquences qui peuvent en résulter. Nous offrons au Rigsraad l'assurance de notre royale bienveillance et demandons au Tout-Puissant qu'il nous prenne en sa sainte et digne garde.

Écrit en notre château d'Amalienborg, le 10 avril 1865. Signé de notre main et sous notre sceau royal.

CHRÉTIEN IX.

Contre-signé : BLUHME.

Lettre patente du Roi annonçant la dissolution du Folketing du Rigsraad et la convocation des assemblées électorales pour de nouvelles élections. 1^{er} mai 1865.

Nous, Chrétien IX, par la grâce de Dieu, etc., avons résolu, en vertu de l'article 30 de la loi fondamentale du 18 novembre 1863, de dissoudre le Folketing actuel du Rigsraad, et c'est aussi notre volonté royale que de nouvelles élections aient lieu le plus tôt possible pour le reconstituer. Nous déclarons donc dissous le Folketing actuel et ordonnons qu'il sera procédé, le mardi 30 prochain, à une élection

générale de membres du Folketing. Que chacun se tienne pour averti en ce qui le concerne.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Dépêches de M. Seward à M. Adams au sujet de l'emprunt des Confédérés en Europe.

M. Seward à M. Adams.

Washington, le 18 mars 1865.

Monsieur, il paraît qu'en Europe, et surtout parmi les porteurs d'obligations de l'emprunt des insurgés, en garantie duquel ceux-ci ont donné leurs cotons, on croit généralement que dans le cas du rétablissement de la paix dans ce pays, le gouvernement des États-Unis se chargerait des dettes publiques des insurgés, ou du moins certainement de la dette particulière dont je viens de parler. Il est impossible cependant d'avoir une idée plus fausse de la situation, car il n'est pas vraisemblable que le gouvernement des États-Unis reconnaisse ou prenne à sa charge tout ou partie de cette dette. Il est donc opportun et convenable que, par tous les moyens qui sont à votre disposition, vous détrompiez formellement le public anglais à ce sujet.

Signé : William H. SEWARD.

M. Seward à M. Adams.

Washington, le 10 août 1865.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche n° 1022 et aussi des documents contenant un jugement interlocutoire rendu par le vice-chancelier dans le procès intenté par le gouvernement des États-Unis contre Prioleau et autres, pour la revendication de 1356 balles de coton. Une copie des motifs exposés par le vice-chancelier se trouve avec lesdits documents. Il paraît que le vice-chancelier a affirmé le droit des États-Unis à la propriété des marchandises en question. C'est le jugement du vice-chancelier et non les motifs qu'il met en avant qui importent au gouvernement des États-Unis. Considérant le sujet à ce point de vue, il pourrait sembler convenable à ce gouvernement de laisser passer ce jugement sans remarques aucunes. Mais la franchise qui doit toujours présider aux opérations des États demande une explication de l'appréciation de ce gouvernement au sujet des questions que le vice-chancelier a discutées. Les États-Unis

n'admettent pas que la coalition de citoyens déloyaux qui ont arboré le drapeau de l'insurrection, soit ou ait été à aucune époque un gouvernement *de facto*, ni en aucun sens un pouvoir politique, ayant capacité pour prendre, retenir, donner, consentir ou maintenir aucuns droits sous quelque forme que ce soit, municipaux ou internationaux.

Il est vrai que chez certaines classes de la nation anglaise, et même dans le gouvernement anglais, on semble avoir jugé tout autrement du caractère des insurgés; mais il ne faut pas oublier cependant que toutes les fois que cette opinion malveillante a été avancée par le gouvernement de Sa Majesté britannique dans ses relations avec les États-Unis, elle a toujours été énergiquement repoussée, quoique avec courtoisie, nous le croyons. Les États-Unis contestent et n'acceptent pas la déclaration du vice-chancelier : qu'ils sont les successeurs des révoltés; ils soutiennent au contraire qu'ils sont maintenant, et qu'à tout moment de la durée de la rébellion ils ont été exactement ce qu'ils étaient avant qu'elle ne se déclarât, c'est-à-dire un État souverain ayant droit absolument au règlement et au contrôle de toutes propriétés et personnes se trouvant dans les États-Unis et n'étant soumis qu'à sa propre constitution. Il est inutile d'ajouter que les États-Unis ne se considèrent en aucune façon obligés d'accepter les conditions que la cour de chancellerie ou toute autre cour municipale de la Grande-Bretagne aurait la prétention de leur imposer ou de leur prescrire, soit dans la présente discussion, soit dans tout autre cas.

Ils réclament et ils insistent pour la restitution du coton en question; et, tout en se contentant de le recevoir en vertu du jugement des tribunaux municipaux de la Grande-Bretagne, ils insistent sur le droit absolu qu'ils y ont par l'entremise de l'action du gouvernement de Sa Majesté Britannique. Vous pouvez communiquer à l'avocat défenseur des États-Unis les vues exprimées dans la présente. Le gouvernement de la reine ne s'est rendu en aucune façon responsable des conclusions du vice-chancelier; en conséquence, il paraîtrait non-seulement inutile, mais même inconvenant d'appeler actuellement sur l'objet de la discussion l'attention du comte Russell. Si cependant vous vous aperceviez que les ministres de la reine fussent disposés à méconnaître les vues de notre gouvernement, et qu'il y ait nécessité de les éclairer, vous le ferez à l'occasion propice et d'une manière à la fois amicale et courtoise.

Signé : William H. SEWARD.

GRANDE-BRETAGNE.

**Discours royal d'ouverture du Parlement britannique lu par
les Commissaires de Sa Majesté.**

Milords et Messieurs,

La Reine nous donne l'ordre de vous assurer qu'elle éprouve une grande satisfaction à recourir de nouveau au conseil et à l'assistance de son Parlement.

Les négociations dans lesquelles l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse ont été engagés avec le roi de Danemark ont abouti à une conclusion par un traité de paix, et les communications que la Reine reçoit des Puissances étrangères lui font concevoir l'espoir bien fondé que l'on n'a à redouter aucune nouvelle perturbation de la paix de l'Europe.

La guerre civile dans l'Amérique du Nord continue malheureusement. La Reine persiste fermement à demeurer neutre entre les parties en lutte; elle se réjouirait d'apprendre une réconciliation amicale entre elles.

Un daïmio japonais, en révolte contre son souverain, a violé les droits accordés par un traité à l'Angleterre et à certaines autres Puissances, et le gouvernement japonais n'ayant pas contraint ce rebelle à se désister de ses actes illégaux, les agents diplomatiques et les commandants des marines d'Angleterre, de France, des Pays-Bas et des États-Unis de l'Amérique du Nord, ont entrepris une opération combinée dans le but de faire respecter les droits que leurs gouvernements respectifs ont obtenus par traité. Cette opération a été couronnée d'un succès complet, et le résultat a donné des garanties au commerce étranger et une force nouvelle au gouvernement du Japon, avec lequel les relations de Sa Majesté sont amicales.

Les papiers ayant trait à cette affaire vous seront soumis.

Sa Majesté regrette que le conflit qui s'est élevé avec quelques-unes des tribus de la Nouvelle-Zélande ne soit point encore terminé; mais les succès obtenus par l'armée régulière de Sa Majesté, renforcée par les troupes de la colonie, ont forcé un certain nombre de rebelles à rentrer dans le devoir, et ceux qui sont en armes aujourd'hui ont été informés des équitables conditions auxquelles leur soumission serait acceptée.

Sa Majesté a été vraiment heureuse de donner sa sanction à la réunion des délégués de ses provinces de l'Amérique du Nord, qui, sur l'invitation du gouverneur général de Sa Majesté, se sont assemblés à

Québec. Ces délégués ont adopté des résolutions ayant pour objet une union plus intime de ces provinces sous un gouvernement central. Si ces résolutions sont approuvées par les Chambres législatives des provinces, un projet de loi vous sera présenté, afin de mettre cette importante mesure à exécution.

Sa Majesté voit avec une grande satisfaction la tranquillité dont jouissent ses possessions des Indes, tout en regrettant que de nombreux outrages commis pendant si longtemps contre les personnes et les propriétés de ses sujets, outrages pour lesquels aucune compensation n'a pu être obtenue, aient rendu nécessaire l'emploi de la force afin d'obtenir réparation pour le passé et sécurité pour l'avenir.

Sa Majesté déplore sincèrement la catastrophe qui dernièrement, à Calcutta et dans plusieurs autres villes de l'Inde, a causé tant de pertes et fait tant de victimes. De prompts secours ont été donnés par les fonctionnaires du Gouvernement, et des contributions volontaires ont été offertes en divers lieux pour venir en aide aux malheureux.

Messieurs de la Chambre des Communes,

Sa Majesté a ordonné que le budget pour l'année courante fût présenté à votre examen. Il a été préparé avec toute l'attention possible en ce qui concerne les économies, et sans perdre de vue les nécessités du service public.

Milords et Messieurs,

Sa Majesté nous a chargés de vous informer que la situation générale du pays est satisfaisante et que les revenus atteignent les sommes prévues. La détresse qui a prévalu dans quelques districts manufacturiers a grandement diminué, et la loi adoptée pour l'encouragement des travaux publics dans ces districts a eu les meilleurs résultats.

Pendant l'année dernière, l'Irlande a eu d'excellentes moissons; l'industrie et les manufactures prospèrent dans cette partie du royaume.

Diverses mesures d'utilité publique seront soumises à votre examen.

Il vous sera présenté des bills pour la concentration de toutes les cours de droit et d'équité, avec leurs dépendances, dans une localité convenable. Sa Majesté a la confiance que cette mesure amènera de l'économie et de la rapidité dans l'administration de la justice.

L'important travail de la révision du *Statute-law*, déjà considérablement avancé par les actes récents du Parlement, sera complété par un bill qui doit vous être présenté.

La Reine espère que ce travail pourra être un acheminement à la rédaction d'un Code de la loi.

Il vous sera présenté des bills pour la modification des lois relatives aux brevets d'invention, et dans le but de conférer aux cours de comtés une juridiction équitable dans les procès de peu d'importance.

On vous demandera aussi votre assistance pour l'exécution de certaines recommandations faites à la Chambre des Communes, après enquête ordonnée par cette Chambre, touchant les effets des lois qui règlent l'assistance publique.

Il vous sera présenté un bill basé sur le rapport de la commission d'enquête touchant les écoles publiques, et la Reine a ordonné qu'une commission fût instituée pour faire une enquête sur les écoles subventionnées et autres écoles en Angleterre, non comprises dans les récentes enquêtes touchant l'éducation populaire.

Sa Majesté confie avec assurance les grands intérêts du pays à votre sagesse et à votre sollicitude, et elle demande instamment que les bénédictions du Dieu tout-puissant président à vos conseils et à vos délibérations pour arriver à la réalisation du but constant de sa sollicitude, le bien-être et le bonheur de son peuple.

GRÈCE.

Adresse de la Chambre des députés en réponse au discours du Trône, 7 août 1865.

Sire, les représentants de la nation, entourant pour la première fois leur jeune Roi constitutionnel, interprètent avec joie les sentiments de respect et de fidélité par lesquels le peuple hellène répond à l'amour de Votre Majesté pour lui.

Ils se félicitent de ce que les relations de Votre Majesté avec les Puissances étrangères sont amicales, et ils espèrent que l'ordre légal et la marche sage et patriotique du gouvernement hellénique rendront encore plus vifs les sentiments d'intérêt affectueux de ces Puissances pour le progrès et la grandeur de la nation.

L'ordre qui a généralement régné dans les élections des députés, résultat surtout de l'introduction du nouveau mode de vote et de l'abstention de toute intervention de la part du pouvoir, fait naître le ferme espoir qu'à partir d'aujourd'hui une nouvelle ère commence, et que le respect des lois et leur application sincère seront désormais le premier souci et la règle fixe de conduite des gouvernants et des gouvernés.

Le pouvoir législatif a été conféré par la constitution au Roi et à la Chambre ; mais les représentants de la nation, reconnaissant ce qu'a-

vaient d'anormal les circonstances au milieu desquelles s'est trouvé le Gouvernement et les nécessités nées de l'annexion des îles Ioniennes, apprécieront les ordonnances de nature législative rendues par le Gouvernement depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, prenant en considération les circonstances qui les ont provoquées, et le but auquel elles tendaient, et ils les jugeront avec un esprit de justice et avec une entière indépendance.

L'état des finances du royaume attirera d'abord l'attention sérieuse des représentants de la nation ; l'économie, la probité et un contrôle sérieux dans l'administration de la fortune publique, le règlement et l'équilibration du budget, mais aussi la résolution sincère et ferme de remplir les obligations nationales, contribueront puissamment à relever notre crédit à l'intérieur et à l'étranger. Aussi est-ce avec joie que nous avons entendu que le Gouvernement s'occupe de régler notre dette envers les Puissances bienfaitrices, dette qui, par son origine et par l'usage qui en a été fait, appelle nécessairement nos premiers soins et nos efforts persévérants pour l'acquitter. Nous avons la conviction que, dans cette circonstance critique, les Puissances protectrices donneront à la nation grecque de nouvelles marques de leur bienveillance, en consentant à une transaction conciliante à cet égard.

Les projets de lois annoncés sur le partage des terres nationales, sur les plantations faites sur ces terres et sur le système d'impôts produiront de nouvelles ressources et de nouveaux moyens de prospérité. L'extension et le perfectionnement des voies de communication, le progrès et le développement de la navigation compléteront l'œuvre de ces projets de lois.

L'organisation plus parfaite et plus économique de la hiérarchie municipale et administrative et la modification de l'organisation des tribunaux, de telle sorte que leur juridiction corresponde aux circonscriptions administratives, sont des objets qui attireront notre attention.

L'état de l'armée appellera spécialement l'attention sérieuse de la chambre qui coopérera avec plaisir à donner à la garde nationale une organisation plus convenable, d'autant plus qu'elle voit avec regret que le vœu ardent des Hellènes à son égard n'a pas reçu satisfaction. C'est ainsi que la Chambre espère voir se consolider de plus en plus l'ordre et la sécurité publique.

Les représentants de la nation considèrent la loi sur les 'qualités à exiger des fonctionnaires publics comme absolument nécessaire dans l'intérêt du service et des fonctionnaires. Cette loi fera prévaloir la capacité et la vertu dans le service, et nous n'aurons plus à craindre les conséquences de l'état précaire où ils étaient.

La religion et l'instruction sont les premières bases de la morale

publique et par conséquent de la prospérité sociale ; nous attendons avec impatience les propositions du Gouvernement sur ces deux objets si dignes de l'intérêt qu'ils font naître chez tous les Hellènes, car nous ne regarderons comme assurée positivement la grandeur nationale, que lorsque la piété et les lumières compléteront l'œuvre de la loi civile et de la richesse sociale. La Grèce paraîtra aux étrangers digne de sa destinée, si ceux qui la représentent à l'étranger, sont animés du sentiment pur de la justice et de la dignité nationale et se mettent au-dessus de tout blâme dans l'exercice de leurs fonctions, revendiquant avec zèle et activité les droits de leurs protégés.

Tous ces avantages dériveront du gouvernement constitutionnel et de l'observation religieuse et sincère de toutes les lois du royaume.

Le peuple hellène, jaloux de ses libertés constitutionnelles qu'il regarde comme un trésor et comme la plus sûre garantie du présent et de l'avenir, est convaincu que plus elles se consolideront, plus elles feront naître, par l'aide de la Providence divine, ces vertus éminentes qui font prospérer et grandir les nations et qui rendent les trônes inébranlables et glorieux.

ITALIE.

Circulaire de M. Lanza aux préfets du royaume touchant les manifestations auxquelles a donné lieu l'instruction confidentielle adressée par le ministre de la guerre aux commandants de corps.

Florence, 20 août 1865.

Monsieur le préfet, une instruction très-secrète adressée seulement aux commandants de corps par le ministre de la guerre, pour que, selon les circonstances, ils eussent à maintenir parmi leurs subordonnés cette solidarité morale qui, avec la discipline, donne tant de force à l'esprit militaire, venue à la connaissance du public par un de ces faits que le soussigné s'abstient de qualifier, et tombée dans le domaine de cette presse périodique qui se sert de tout argument pour censurer et pour combattre l'action du Gouvernement, sous quelque forme qu'elle se manifeste, interprétée ensuite sinistrement, commentée avec passion, a soulevé, on ne saurait le nier, une certaine émotion, que malheureusement on veut maintenant aviver et accroître, avec d'autant plus de danger pour la chose publique que le moment où la nation se recueille pour renouveler sa représentation légale est plus grave

En déplorant, monsieur le préfet, cette agitation inconsidérée, sinon artificielle, vous aurez pu aisément reconnaître, dans la sérénité et le calme de vos fonctions élevées, que le seul but de la circulaire dont il s'agit était de mettre sur leurs gardes tous les officiers indistinctement de l'armée, afin que si l'un d'eux devenait l'objet d'accusations publiques ou privées, il ne se vît pas déchu dans l'estime et la confiance de ses collègues, ni abandonné par eux avant que la preuve légale ou morale des faits imputés ne mit sa faute hors de doute.

Dans son esprit et dans sa teneur, cette circulaire ne développait qu'un principe de justice rigoureux et de convenance nécessaire; il était impossible d'y voir raisonnablement l'ombre d'une intention menaçante pour l'exercice des franchises politiques. De semblables intentions ne peuvent, en vérité, être attribuées de bonne foi à l'illustre général qui préside aux affaires de la guerre, ni aux conseillers de la couronne, ses collègues. Leur foi ancienne dans les libres institutions, cimentée par leurs actes politiques anciens et récents, auraient dû, à ce qu'il semble, les mettre à l'abri du soupçon injurieux de porter atteinte de propos délibéré ou par irréflexion, aux droits des citoyens consacrés par le statut, ainsi que du soupçon non moins grave d'offenser en même temps l'armée, en méconnaissant ses vertus militaires et son dévouement aux libres institutions de la nation.

Il importe beaucoup, monsieur le préfet, que, grâce à vos offices autorisés, cette conviction passe dans l'esprit de vos administrés; ces conseils seront d'autant plus opportuns maintenant que quelques honorables membres des deux Chambres, oubliant qu'en dehors de l'enceinte du Parlement leur autorité n'est plus que personnelle, et déployant, au contraire, leur qualité de mandataires du pays, s'associent entre eux pour des manifestations hostiles au gouvernement du Roi, augmentant le malentendu le danger d'égarer l'esprit des populations et le danger des jugements erronés et passionnés.

Vous devez ensuite, monsieur le préfet, considérer comme un strict devoir de veiller à ce qu'aucun des fonctionnaires placés sous votre dépendance n'ait quelque connivence que ce soit, et, à plus forte raison, aucune solidarité quelconque dans de pareilles manifestations, qui vont, plus ou moins ouvertement, jusqu'à accuser le Gouvernement de sortir des voies constitutionnelles, accusation injuste, qu'il saura repousser en son temps et sur le terrain légal.

Il ne pourrait, toutefois, pour sa dignité même, et au nom de la justice, les tolérer de la part de ceux qui, appelés par leurs fonctions à coopérer à l'action du gouvernement constitutionnel, se trouveraient en contradiction ouverte avec leur devoir s'ils se mettaient à protester contre lui et à le combattre.

Le soussigné attend de M. le préfet, avec l'accusé de réception de la

présente, d'être exactement renseigné sur ce qu'il aura fait dans le sens des présentes instructions et sur les résultats qu'il aura obtenus.

Signé : G. LANZA.

PAYS-BAS.

Discours prononcé par le roi à l'ouverture des états généraux, le 18 septembre 1865.

Messieurs, il m'est agréable de pouvoir vous annoncer que nos relations avec les Puissances étrangères continuent à être de la nature la plus amicale. Mon gouvernement a apporté tous les soins possibles aux intérêts des relations de commerce et de navigation avec l'étranger.

Ici, aussi bien que dans nos possessions d'outre-mer, les armées de terre et de mer accomplissent honorablement leur devoir.

L'expédition que notre marine, réunie à celle d'autres puissances, a glorieusement terminée au Japon, contre le prince de Nagato, a beaucoup contribué à établir sur un meilleur pied nos relations avec ce pays.

La situation de nos possessions d'outre-mer est généralement favorable.

Je regrette que la partie centrale de Java ait eu beaucoup à souffrir par des tremblements de terre.

Les nouveaux règlements d'administration tendront à augmenter la prospérité et le bien-être de Surinam et de Curaçao.

Dans le cours de la présente session il vous sera présenté des projets de lois, réglant les questions de la presse aux Indes orientales et d'autres objets touchant les entreprises agricoles et industrielles.

Il faut s'applaudir de ce que non-seulement le Gouvernement, mais aussi les provinces, les communes, les administrations de polders et des sociétés privées rivalisent de zèle pour la création de travaux d'utilité publique ; les travaux entrepris dans le but de procurer à la capitale une meilleure communication avec la mer, sont en pleine voie d'exécution ; le corps des ingénieurs du Waterstaat continue à s'acquitter honorablement de sa mission.

Les travaux de construction des chemins de fer de l'État se poursuivent sans interruption.

Plusieurs nouvelles sections seront livrées à l'exploitation dans le courant de l'année.

Dans peu de temps aura lieu l'ouverture d'autres tronçons de voies ferrées qui sont d'un intérêt direct pour les relations internationales. Les produits des parties de chemins de fer livrées à l'exploitation sont généralement satisfaisants.

Les entreprises particulières coopèrent puissamment à l'extension de nos voies ferrées. L'ouverture d'une ligne internationale qui a eu lieu récemment sera suivie bientôt par l'ouverture d'autres lignes par lesquelles notre réseau de chemins de fer se reliera aux lignes ferrées d'autres pays.

J'espère que les dispositions libérales de la convention réglant la question des télégraphes, conclue à Paris avec la coopération des Pays-Bas, continueront à donner une nouvelle extension à nos relations télégraphiques internationales.

Les résultats de la récolte sont meilleurs que l'hiver rigoureux et la sécheresse extraordinaire qui a régné pendant le printemps ne le faisaient espérer.

J'ai appris avec douleur qu'une maladie dangereuse sévit parmi les bêtes à cornes dans une de nos provinces. Des mesures ont été prises pour en arrêter la propagation. Si d'autres mesures deviennent nécessaires, j'aurai recours à votre coopération.

Les produits des pêcheries, tant maritimes que dans les rivières, sont généralement fort satisfaisants.

Notre industrie continue à prendre de l'extension et à faire des progrès.

La paix qui heureusement a été rétablie dans une autre partie du monde, et les traités que j'ai conclus récemment, exerceront une influence favorable pour le commerce.

Les diverses institutions pour l'enseignement public s'acquittent dignement de la tâche importante qui leur est confiée; en présence des exigences toujours croissantes qu'elles ont à satisfaire, leur développement devient un devoir impérieux. Depuis la mise en vigueur de la loi sur l'enseignement moyen, la participation à cette instruction devient de plus en plus générale.

Les projets de lois sur l'organisation de la garde nationale, sur les logements militaires, et les autres projets de lois non terminés dans la dernière session, vous seront présentés de nouveau.

Les projets de lois qui devront compléter le Code de procédure civile suivront bientôt ceux qui vous ont déjà été présentés. La loi réglant les affaires de la police de l'État est terminée, et vous sera présentée dans le cours de cette session.

La situation financière de l'État est favorable, et permettra de pourvoir à toutes les exigences du service et de continuer l'amortissement de la dette publique.

L'abolition des octrois communaux n'aura pas pour conséquence la création de nouvelles charges.

Je souhaite ardemment, messieurs, que le commun accord entre le Gouvernement et la législature puisse, sous la bénédiction du Tout-Puissant, servir au développement de la prospérité de la patrie.

Je déclare ouverte la session ordinaire des états-généraux.

PORTUGAL.

Discours du Roi à l'ouverture de la session des Cortès, du 30 juillet 1865.

Dignes Pairs du royaume et messieurs les Députés de la nation portugaise,

Je suis charmé de me trouver au milieu de la représentation nationale, en présidant à la cérémonie de l'ouverture de la présente session législative.

Je continue de recevoir des nations, nos alliées, des témoignages constants de la meilleure intelligence, qui de jour en jour resserrent davantage les relations amicales par lesquelles nous sommes liés.

J'ai la satisfaction de vous annoncer le terme de l'interruption des relations politiques entre le Brésil et la Grande-Bretagne : ce désaccord momentané s'est terminé à l'honneur mutuel des deux gouvernements. Je me félicite d'avoir offert ma médiation, acceptée par les deux États intéressés, dans une question résolue d'une manière si satisfaisante, ainsi que le faisaient pressentir l'esprit éclairé de la prudence de ces deux nations, auxquelles nous unissent les liens les plus intimes.

Le plus important des droits politiques des citoyens a été pleinement exercé dans la récente élection de la Chambre des députés. Ces opérations ont eu lieu au milieu de la plus complète tranquillité publique.

Vous serez appelés, messieurs, à résoudre, quant à l'administration publique, quelques questions de la plus grande importance, mais aujourd'hui de moins difficile solution, attendu le mûr examen dont elles ont été l'objet tant de la part des administrations précédentes que de la part de l'opinion publique éclairée. Dans cette catégorie se trouvent la question du commerce des vins du Douro, de l'importation des céréales de l'étranger et du plus grand développement de l'application du principe du désamortissement. Mon gouvernement

vous présentera sur chacun de ces sujets des propositions spéciales, renouvelant l'initiative de celles précédemment faites à ces mêmes fins.

Mon ministre des finances vous donnera tous les éclaircissements nécessaires, afin que vous puissiez dûment apprécier la situation financière du pays et adopter les mesures convenables en ce qui touche l'année économique courante. L'accroissement non interrompu des revenus publics et la fermeté du prix des titres de la dette consolidée sont des faits économiques d'une flatteuse signification, qui nous doivent encourager à faire tous nos efforts pour établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses de l'État, de telle manière que les récents courants couvrent complètement le chiffre de la dépense ordinaire dans toute l'étendue du sens qui doit être attaché à la classification de cette dépense. Les propositions relatives à cet important objet vous seront présentées par le ministère respectif. La salubrité publique et l'amélioration des conditions de sécurité individuelle par l'emploi de moyens de police efficaces, ont appelé l'attention de mon gouvernement, qui vous présentera en temps opportun touchant cette question les projets de lois convenables.

Nonobstant tout ce qui a été déjà fait, le besoin de compléter nos moyens de communication par l'aménagement des voies publiques est chaque jour plus urgent. De ce complément résulteront non-seulement des avantages indispensables aux populations qui n'avaient pas encore joui de semblables moyens de communication, mais encore un plus grand bénéfice pour les localités qui déjà les possèdent. La loi qui avait autorisé le gouvernement à venir en aide à la construction des routes cantonales et municipales n'a pas produit tout l'effet désiré, encore bien que de la part du gouvernement il n'y ait pas eu d'hésitation à accorder les sommes nécessaires pour un but si utile; il vous sera présenté opportunément les projets de lois réclamés par les circonstances sur ces importantes affaires.

La bonne administration des provinces d'outre-mer mérite toute la sollicitude de mon gouvernement. Bientôt il vous sera présenté entre autres un projet de loi ayant pour objet, dans les conditions y spécifiées, l'abolition de l'esclavage sur tous les points de la monarchie.

La confiance que m'a inspirée votre concours empressé et éclairé pour ce que je vous ai exposé relativement aux améliorations réclamées par les diverses branches de l'administration publique, me donne la certitude que les désirs qui nous animent pour le bien de la nation à laquelle nous nous honorons d'appartenir, ne demeureront pas stériles.

La session est ouverte.

RUSSIE.

**Manifeste impérial publié à l'occasion de la solennité
de la prestation de serment par le grand-duc héritier.**

Par la grâce de Dieu, nous, Alexandre II, Empereur et autocrate de toutes les Russies, Roi de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., etc.

Lorsqu'il a plu au Dieu tout-puissant de rappeler à lui notre fils premier-né le grand-duc héritier et césarévitch Nicolas Alexandrovitch, de bien heureuse mémoire, en annonçant à tous nos fidèles sujets, par notre manifeste du 12 avril de la présente année, le malheur qui venait de nous atteindre, nous avons en même temps proclamé comme notre héritier et césarévitch, conformément aux lois fondamentales de l'Empire, notre second fils, aujourd'hui notre fils aîné, le grand-duc Alexandre Alexandrovitch, qui avait déjà atteint l'âge de la majorité établi par les mêmes lois fondamentales.

Aujourd'hui Son Altesse Impériale a solennellement prêté, en notre présence, le serment requis pour notre service et celui de l'État.

La Providence, impénétrable dans ses décrets, a voulu que la cérémonie solennelle célébrée il y a six ans par le fils bien-aimé que nous pleurons avec toute la Russie, et qui repose actuellement en Dieu, se renouvelât de notre vivant dans la personne de son frère et de l'héritier légitime de ses droits à notre succession. Appelant sur lui la bénédiction de Dieu, nous adressons avec une foi inébranlable nos prières au Très-Haut, pour ses succès dans la voie qu'une volonté toute-puissante lui trace aujourd'hui; nous le prions de lui octroyer la sagesse et la vertu, de le guider constamment en toutes choses et de le conserver à nous et à notre chère patrie, comme une joie et une consolation!

Partageant dans toutes les circonstances heureuses ou pénibles, tous les sentiments de notre cœur avec nos chers et fidèles sujets, nous avons vu avec une profonde émotion la part chaleureuse prise par toute la Russie à la perte que nous avons faite de notre premier-né, auquel il n'a pas été donné, en nous succédant dans la grande tâche du gouvernement de l'État, de réaliser les espérances qui reposaient sur lui. Notre douleur a été, pour toute la Russie, une douleur publique, un deuil de famille : que nos espérances actuelles soient aussi communes et indivisibles ; que nos fidèles sujets s'unissent de nouveau à nous en ce jour solennel pour célébrer la majorité de notre héritier et césarévitch actuel ; que leurs prières se joignent aux nôtres pour qu'il reçoive d'en haut la grâce et la force de porter le fardeau auquel il est

destiné dans l'avenir; qu'ils dirigent sur lui l'affection et le dévouement unanimes que tous ont si sincèrement témoignés à son défunt frère!

Fermement convaincu de ces sentiments, nous y voyons un lien indissoluble entre nous et nos fidèles sujets, en vue duquel a été prescrit le serment de fidélité qu'à notre avènement au trône de nos ancêtres ils ont prêté à nous et à notre héritier légitime.

Donné à Saint-Petersbourg, le 20 juillet, l'année mil huit cent soixante-cinq de la naissance de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et de notre règne la onzième.

Signé : ALEXANDRE.

TURQUIE.

Dépêche de Aali-Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie, à M. Negry, agent des Principautés à Constantinople, au sujet d'un arrangement postal à conclure entre la Turquie et les Principautés.

Constantinople, le 17 juin 1865.

Monsieur l'agent, le Gouvernement impérial, appréciant depuis longtemps l'immense développement acquis par les transactions commerciales des diverses provinces de l'Empire et l'extension de leurs relations privées, a consacré ses soins à compléter et à étendre, d'une manière régulière et satisfaisante, ses moyens de communication par terre et par mer, en réorganisant ceux déjà existants et en en créant de nouveaux. Au premier rang de ces moyens de communication figurent les postes, l'un des plus incontestablement utiles et importants services publics, et dont la bonne organisation et l'administration ont, de tout temps, été l'objet de la vive sollicitude du gouvernement impérial. Grâce aux améliorations introduites journellement, aux progrès réalisés et à l'extension obtenue, l'administration postale de l'Empire se trouve aujourd'hui placée dans les meilleures conditions de fonctionnement et à la tête d'un large service plus que suffisant pour tous les besoins de communication intérieure, soit par terre, soit par mer, de toutes les parties de l'Empire.

En présence de ces conditions satisfaisantes, il nous semble qu'il serait convenable de faire un arrangement entre les deux administrations postales, stipulant pour les Principautés des avantages ou créant des ressources dont d'autres compagnies ont jusqu'à ce jour profité exclusivement et au détriment des revenus du fisc. A tous ces points de

vue, les avantages découlant pour l'administration des Principautés d'un arrangement avec la direction postale de l'Empire sont trop évidents pour que j'aie lieu d'insister. Un seul est palpable entre tous : c'est la création au budget des recettes des Principautés d'un chapitre considérable, celui d'un revenu postal et l'organisation d'une administration indigène.

Signé : AALI.

QUATRIÈME PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

FRANCE ET PÉROU.

Arrangement conclu le 15 janvier 1864, entre la France et le Pérou, réduisant les droits appliqués au guano péruvien à l'entrée en France.

Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le gouvernement de la république du Pérou désirant développer, au moyen de l'abaissement du prix de vente, la consommation du guano péruvien en France, les dispositions suivantes ont été, dans ce but, arrêtées d'un commun accord :

A dater de l'échange des ratifications du présent arrangement, le droit de douane qui est actuellement perçu dans les ports de l'Empire sur le guano importé du Pérou par navires étrangers sera réduit à dix-huit francs (décimes compris) par tonne de mille kilogrammes.

A partir de la même époque, le prix de vente du guano péruvien en France sera réduit à trois cent dix francs par tonne de mille kilogrammes.

Dans le cas où le prix de vente actuel sur les principaux marchés d'Europe viendrait à être modifié par le gouvernement péruvien, l'écart entre ce prix et celui établi pour la France ne pourra dépasser dix francs par tonne de mille kilogrammes.

Le présent arrangement aura une durée fixe de quatre années, à dater de l'échange des ratifications, et il demeurera ensuite obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'un des deux gouvernements ait annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de trois mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 15 janvier 1864.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LEUYS.

(L. S.) *Signé* : P. GALVEZ.

BADE — FRANCE.

Déclaration relative à la taxe des dépêches télégraphiques, signée entre la France et le grand-duché de Bade, le 27 décembre 1864.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de Son Altesse Royale le grand-duc de Bade, désirant assurer aux deux Pays les avantages d'un tarif uniforme pour l'échange de leurs dépêches télégraphiques, et accroître le nombre de celles-ci par une modération de taxes, les dispositions suivantes ont été, dans ce but, arrêtées d'un commun accord :

1° La taxe de la dépêche de un à vingt mots sera uniformément fixée à trois francs pour toutes les correspondances échangées entre la France, y compris la Corse, et le grand-duché de Bade, y compris les stations des chemins de fer de Mein et Neckar qui sont situées hors de son territoire, quels que soient, d'ailleurs, le bureau de provenance et celui de destination. Pour chaque dizaine de mots ou fraction de dizaine au-dessus de vingt mots, il sera perçu une taxe égale à la moitié du prix de la dépêche simple.

Le montant de la taxe sera partagé entre les deux États contractants dans la proportion des deux tiers pour la France et d'un tiers pour le grand-duché.

2° Les dispositions consacrées par le paragraphe 3 de l'article 2 de la Convention signée à Paris le 9 décembre 1859, concernant la taxe réduite applicable entre les bureaux frontières, sont abrogées.

3° La taxe d'une dépêche échangée entre un bureau badois et un bureau d'Algérie ou de Tunisie sera formée de la taxe d'une dépêche d'origine française pour les mêmes destinations, augmentée d'une somme de un franc affectée au parcours dans le grand-duché. Cette règle sera applicable, soit que la dépêche suive une voie exclusive-

ment télégraphique, soit qu'à défaut d'une communication de cette nature elle suive la voie mixte par poste et télégraphe.

4° La correspondance expédiée de France au delà du grand-duché de Bade, et du grand-duché au delà de la France, restera soumise au tarif ancien dans tous les cas où une modification explicite à cet effet n'aura pas été concertée entre les deux États contractants.

Il en sera de même de celle qui sera échangée entre le grand-duché de Bade et la Corse, en l'absence de communications directes entre la France et ce département.

5° Le présent arrangement, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1865, sera considéré comme étant en vigueur pour un temps indéterminé, tant que la dénonciation n'en aura pas été faite par l'un des deux États contractants, et, dans ce dernier cas, il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour de cette dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentaires respectifs ont signé le présent arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 27 décembre 1864.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : BARON DE SCHWEIZER.

ESPAGNE — GRANDE-BRETAGNE.

Déclaration convenue entre l'Espagne et l'Angleterre pour la suppression des formalités auxquelles étaient assujettis les navires marchands entrant dans les eaux de la juridiction maritime des places fortes qui commandent le détroit de Gibraltar.

EXPOSITION A SA MAJESTÉ.

Madame, le 2 courant a été signée, par le ministre signataire de la présente exposition et par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique près cette cour, une déclaration pour la suppression des formalités auxquelles, en certains cas, étaient assujettis les navires marchands qui entrent dans les eaux de la juridiction maritime des places fortes qui commandent le détroit de Gibraltar. Cette déclaration a été approuvée par Sa Majesté Britannique; en conséquence et dans le même but le ministre signataire de la présente a l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté le projet de décret ci-après.

Madame, aux royaux pieds de Votre Majesté.

Madrid, le 10 mars 1865.

.ANTONIO BENAVIDES.

DÉCRET ROYAL.

Attendu que le 2 mars courant a été signée par mon ministre des affaires étrangères et par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, une déclaration pour la suppression des formalités, etc., etc., dont la teneur littérale est comme suit : le gouvernement de S. M. la reine d'Espagne et celui de S. M. la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, prenant en considération la disparition des causes qui avaient motivé certaines précautions établies dans les places de guerre, et en vue des inconvénients qu'entraîne pour la navigation marchande l'accomplissement des formalités auxquelles, à raison desdites précautions, ils sont assujettis, lorsque les courants ou les vents les obligent à entrer dans les eaux appartenant à la juridiction maritime de ces places de guerre, et considérant enfin que lesdites places, dans les circonstances normales, se trouvent protégées par la bonne foi des nations contre des surprises et des attentats réprouvés par le droit des gens, sont convenus de ce qui suit :

1° Sont supprimées dans les places de guerre et les forteresses appartenant à l'Espagne et à l'Angleterre qui commandent le détroit de Gibraltar, les dispositions en vertu desquelles on exige que les navires marchands qui passent le détroit hissent leur pavillon en passant à la portée du canon de ces places ou de ces forteresses. Est également supprimée l'injonction, au moyen des décharges à poudre seule d'abord, et ensuite à boulets, aux navires qui négligent ou refusent l'accomplissement de ladite obligation de hisser le pavillon.

2° L'accord ci-dessus n'enlève pas aux gouvernements d'Espagne et d'Angleterre la faculté d'adopter dans lesdites places et forteresses, lorsque surviendra l'état de guerre, les précautions qu'ils jugeront nécessaires et qui seront conformes à ce qui est prescrit par le droit des gens touchant cette matière.

3° La présente déclaration n'affranchit pas les navires de l'un et de l'autre pays de l'observance des règles d'étiquette maritime, lors de leur rencontre dans des mers communes avec des navires de la marine de guerre de l'une ou de l'autre des deux nations; elle ne les affranchit pas non plus des formalités respectivement établies pour l'entrée dans les ports desdites forteresses espagnoles ou anglaises qui commandent le détroit de Gibraltar.

4° Il est entendu que ne sont altérés, modifiés ni abrogés en aucune façon, par la présente déclaration des gouvernements d'Espagne et d'Angleterre, les dispositions, les règlements ou les pratiques réellement en vigueur dans lesdites places et forteresses à l'égard des na-

vires de guerre naviguant dans leurs eaux ou se dirigeant vers leurs ports.

5° Les deux gouvernements donneront les ordres nécessaires pour l'exécution du présent accord, qui commencera à être en vigueur le 15 courant.

En foi de quoi, la présente déclaration a été signée en duplicata par D. Antonio Benavides, chevalier, grand'croix de l'ordre royal et distingué de Charles III, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Catholique, et par sir John Fiennes Crampton, baronnet, chevalier, commandeur du très-honorable ordre du Bain, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique près la cour de Madrid ; et tous les deux l'ont scellée du sceau de leurs armes.

Fait à Madrid, le 2 mars de l'an de N. S. 1865.

(L. S.) *Signé* : ANTONIO BENAVIDES.

(L. S.) *Signé* : JOHN F. CRAMPTON.

Par ces motifs, prenant en considération les raisons qui m'ont été exposées par mon ministre des affaires étrangères, et de l'avis du conseil des ministres : J'ordonne que la déclaration ci-dessus soit exécutée et observée régulièrement en toutes et chacune de ses parties et qu'elle soit considérée comme étant dans toute sa force et vigueur aux effets spécifiés à partir du 15 courant, ainsi qu'il est dit à l'article 5.

Donné au palais de Madrid, le 10 mars 1865.

LA REINE.

Contre-signé :

Le ministre des affaires étrangères,

ANTONIO BENAVIDES.

FRANCE ET WURTEMBERG.

Convention conclue le 24 avril 1865, entre la France et le Wurtemberg, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Wurtemberg, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Édouard Drouyn de Lhuys, sénat-

teur de l'Empire, grand' croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. M. le Roi de Wurtemberg, M. Jean-Auguste baron de *Waechter*, son conseiller et chambellan, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français, commandeur de l'ordre de la Couronne de Wurtemberg, grand' croix de l'ordre de Frédéric, etc., etc., etc. ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États réciproquement, des avantages qui y sont ou seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le Pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le Pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre Pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des deux Pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du pays où elles sont imprimées.

Art. 3. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans l'article 1^{er}, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis, en conséquence, devant les tribunaux des deux Pays, à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leurs droits de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente en chaque Pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le Pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie, au ministère de l'intérieur, et légalisé par la mission de Wurtemberg à Paris ; pour les ouvrages publiés dans le

royaume de Wurtemberg, il sera délivré par le ministère de l'intérieur et légalisé par la mission de France à Stuttgart.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux Pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions, faites dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux Pays jouira, pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication dans l'autre Pays de toute traduction du même ouvrage non autorisé par lui, et ce, sous les conditions suivantes :

1^o Il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, son intention de se réserver le droit de traduction ;

2^o Ladite traduction devra avoir paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la publication de l'œuvre originale, et, en totalité, dans un délai de trois ans, à partir de la même date.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume. Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq années assigné par le présent article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6 devra faire paraître ou représenter sa traduction dans un délai de six mois, à partir de la publication ou de la représentation de l'ouvrage original dans l'un des deux Pays.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1^{er} aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur, dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la ré-

serve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre Pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés comme reproductions illicites.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre Pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux Pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux Pays, soit qu'elles proviennent d'un Pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre Pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Les deux Gouvernements prendront, par voie de règlements d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication, à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux Pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs wurtembergeois ou français et constituant une reproduction non autorisée de modèles wurtembergeois ou français. Toutefois, ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 13. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir :

Livres en toute langue,
Estampes,
Gravures,
Lithographies et photographies,
Cartes géographiques ou marines,
Musique,

Planches gravées en cuivre, acier ou bois, et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures, destinées à l'impression sur papier,

Tableaux et dessins,
seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

Art. 14. Les livres d'importation licite venant du Wurtemberg seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1^o Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia ;

2^o Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux, et en outre par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Béhobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio,

Sans préjudice toutefois des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

En Wurtemberg, les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux de douanes du Zollverein.

Art. 15. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux Pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies importés de l'autre Pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éven-

tuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés, dans l'un ou l'autre Pays, postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 16. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 17. Le droit d'accession à la présente Convention est réservé à tout État qui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre les États contractants et la France.

Art. 18. La présente Convention sera mise en vigueur le 1^{er} juillet de la présente année.

Elle aura la même durée que les Traités de commerce et de navigation conclus, le 2 août 1862, entre la France et les États du Zollverein.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans un délai de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 24 avril 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE L'HUYS.

(L. S.) *Signé* : WAECHTER.

AUTRICHE ET PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Convention relative à l'extradition des déserteurs conclue entre l'Autriche et les Principautés-Unies, le 25 mai-6 juin 1865.

Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince régnant des

Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie, désirant régler d'un commun accord l'extradition réciproque des déserteurs, réfractaires et vagabonds, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Tout homme appartenant à la force armée des deux États contractants, y compris la gendarmerie et les gardes-frontières, lequel passerait sur le territoire de l'autre sans passe-port ou feuille de route en règle, sera restitué, même sans réclamation préalable, conjointement avec ses armes et effets d'équipement, aussitôt que sa qualité sera reconnue.

Art. 2. Tout homme appartenant aux susdites catégories, ou étant désigné pour le service militaire, sera restitué, si même il avait passé la frontière avec un passe-port en règle, du moment qu'il sera réclamé par son Gouvernement, en vertu d'une déclaration authentique de l'autorité compétente.

Art. 3. Les sujets de l'un des Gouvernements contractants ne seront reçus au service militaire de l'autre qu'avec le consentement exprès de leur Gouvernement.

Le fait seul de leur admission au service militaire étranger ne suffira pas pour leur faire changer de nationalité.

Art. 4. Les sujets de l'un des deux Gouvernements qui, à l'époque de la publication de la présente Convention, se trouveraient déjà effectivement admis au service militaire de l'autre Gouvernement, auront le libre choix, ou de retourner dans leur patrie, ou de demeurer ultérieurement au service dans lequel ils se trouvent. L'option devra se faire dans le terme de six mois à dater du jour de la publication de la présente Convention.

Dans le premier cas, ces militaires seront licenciés sans délai ou objection quelconque et sans qu'ils soient passibles d'aucune peine pour leur éloignement, ou même leur désertion si elle avait eu lieu.

Si au contraire ils déclarent librement vouloir demeurer au service de l'autre État, il n'en résultera pour eux dans leur patrie, ni recherches ni poursuites.

Art. 5. Les frais occasionnés par l'arrestation, la garde, l'extradition et le transport jusqu'à la frontière des déserteurs ou réfractaires dont la restitution devra s'effectuer, ainsi que les frais de leur traitement en cas de maladie, seront réciproquement supportés par le Gouvernement sur le territoire duquel ils auront été saisis.

Art. 6. Tout sujet de l'un des deux États contractants, n'appartenant pas aux catégories mentionnées à l'article 1^{er} de la présente Convention, qui se trouverait sans passe-port, billet de route ou autorisation en règle, ne sera pas admis à entrer dans l'autre pays, mais sera repoussé de la frontière; s'il est déjà entré dans l'autre pays, il sera renvoyé dans sa patrie.

Quant à la pratique journalière de la frontière entre les limitrophes, ainsi qu'elle a de tout temps eu lieu entre les deux États, il n'y sera pas mis d'obstacle.

Art. 7. La présente Convention sera valable et exécutoire aussitôt après qu'elle aura été ratifiée par les deux Gouvernements et que sa publication aura eu lieu dans les formes prescrites par les lois des deux pays, et elle continuera à être en vigueur pendant six années.

Dans le cas où six mois avant l'expiration de ce terme aucun des deux Gouvernements n'aurait déclaré y renoncer, elle sera valable pour six autres années et ainsi de suite de six ans en six ans.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Bucharest, le 25 mai-6 juin 1865.

(L. S.) *Signé* : N. ROSETTI BALANESCO,
Ministre des affaires étrangères.

(L. S.) *Signé* : Charles baron D'EDER,
Agent et consul général d'Autriche.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Dépêche de M. Mano, ministre des affaires étrangères, aux ministres de l'intérieur et de la guerre, pour expliquer les dispositions du Traité d'extradition des déserteurs conclu entre l'Autriche et les Principautés-Unies.

Monsieur le Ministre,

En conséquence de ma note du 13/25 courant, n° 3356, par laquelle j'ai eu l'honneur de vous envoyer en traduction le cartel conclu entre le Gouvernement impérial d'Autriche et le Gouvernement princier de Roumanie, pour l'extradition réciproque des déserteurs, réfractaires et vagabonds, je crois de mon devoir de vous donner quelques éclaircissements sur la manière dont les autorités intermédiaires auxquelles revient l'application des clauses de la Convention, devront agir dans les cas qui s'y rapportent.

1. Pour ce qui regarde la forme et le fond dudit acte, l'en-tête aussi bien que les ratifications respectives renferment, vous avez pu facilement vous en convaincre, monsieur le Ministre, toutes les conditions propres à satisfaire les exigences politiques et à régler par réciprocité des questions qui jusqu'ici ont fréquemment donné lieu des deux côtés à des réclamations et à des conflits.

2. Les articles 1, 2, 3, 4 et 5 se rapportant exclusivement à des individus faisant partie de la force armée des deux pays, sont très-simples et très-précis, et n'ont besoin d'aucune explication, d'autant plus que, conformément à la disposition prise à la fin de l'article 2, les motifs de la demande d'extradition de ces individus doivent être suivis d'une déclaration formelle de l'autorité compétente du lieu où l'individu est requis.

3. Reste maintenant l'article 6 relatif aux individus qui ne rentrent pas dans les catégories déterminées aux articles susdits, et statuant que tout individu qui se présentera à la frontière sans feuille de route, devra être repoussé ou renvoyé, dans le cas où il serait déjà entré dans le pays.

Cet article n'étant pas aussi explicite que les précédents, demande quelques explications, afin que les autorités inférieures ne soient pas exposées à lui donner une fausse interprétation; ce qui, dans son application, pourrait donner lieu à des méprises regrettables et l'éloigner par là même de son véritable but, qui est d'écarter du pays les hommes dangereux.

Cet article se rapporte surtout aux vagabonds et autres individus qui, rentrant dans la catégorie des délinquants et des criminels ordinaires, chercheraient à se glisser sur le territoire d'un État limitrophe pour échapper aux pénalités qu'ils ont méritées dans leur pays. Mais parmi ces individus, il faut toujours distinguer les réfugiés politiques en faveur desquels, en règle générale, il existe partout une exception puisqu'ils se trouvent dans des conditions qui éloignent d'eux toute idée d'action correctionnelle ou infamante.

Je ne doute pas, monsieur le Ministre, que vous ne veuillez bien apprécier combien il est nécessaire que les autorités de la frontière auxquelles incombe l'application de cette clause, mettent toute leur attention à ne pas confondre dans les catégories ci-dessus, des individus qui peuvent avoir été forcés de quitter leur pays par quelque cause politique.

Pour parvenir à établir cette distinction d'importance majeure, il faut que les autorités de la frontière recherchent, en l'absence d'une feuille de route, quels sont les motifs pour lesquels les individus qui se présentent viennent dans le pays, afin de pouvoir découvrir si parmi eux il se trouve quelque réfugié politique; car, bien que l'on puisse supposer qu'il existe à cet égard une lacune dans le cartel en question, il ne peut cependant pas en découler que de tels cas doivent être résolus autrement que d'après les principes généraux du droit des gens; en admettant même qu'un article spécial eût statué sur le refus réciproque d'extradition des réfugiés politiques, cette clause aurait été illusoire; car de tels individus ne sont jamais réclamés sous cette qua-

lification, mais bien comme appartenant à l'une des catégories précitées dans le cartel.

Si donc un individu sans feuille de route se donne à la frontière pour réfugié politique, les autorités le laisseront entrer librement; toutefois elles le placeront en même temps sous la surveillance de la police locale et en rapporteront sans retard à ce ministère, qui seul peut parvenir à constater la vérité ou la fausseté de la déclaration, afin de statuer par la suite.

Le ministère des affaires étrangères, en concluant ce cartel, n'a pas perdu de vue le régime politique actuel de l'Autriche qui, par ses institutions libérales en accord complet avec le respect des lois et de l'autorité, éloigne entièrement l'idée qu'elle puisse adresser *des demandes d'une telle nature, surtout quand, dans un intervalle de trois ans, elle vient, par deux décrets impériaux, d'accorder une amnistie complète pour tous les délits et crimes politiques.*

Quant aux vagabonds et autres individus qui se présenteraient à la frontière dans les conditions prévues à l'article 6, je suis pleinement convaincu, monsieur le Ministre, que vous reconnaissez comme moi combien il est de notre intérêt de les repousser, afin de pouvoir assurer chez nous l'ordre public, que la présence de ces hommes ne ferait que troubler.

Tout acte international réclame des deux côtés une exécution loyale; par conséquent je vous prie, monsieur le Ministre, de vouloir bien donner aux autorités qui dépendent de votre ministère, les instructions que vous croirez nécessaires dans le sens ci-dessus, afin que le cartel en question soit strictement observé.

Le Ministre, général MANO.

FRANCE — NASSAU.

Convention conclue, le 5 juillet 1865, entre la France et le duché de Nassau, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.

S. M. l'Empereur des Français et S. A. le duc de Nassau, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention destinée à renouveler et compléter l'arrangement du 2 mars 1853, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur des Français, M. Édouard *Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand'croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et S. A. le duc de Nassau, M. Léonard-Antoine *Lightenvelt*, grand'croix de son ordre d'Adolphe, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, son chargé d'affaires à Paris, etc., etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le Pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le Pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre Pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des deux Pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées à l'enseignement ou à l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du Pays où elles sont imprimées.

Art. 3. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans l'article 1^{er}, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis, en conséquence, devant les tribunaux des deux Pays, à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leurs droits de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente en chaque Pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le Pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie, au Ministère de l'intérieur, et légalisé par la mission de Nassau à Paris; pour les ouvrages publiés dans le duché de Nassau, il sera délivré par la régence ducale à Wiesbaden et légalisé par la mission de France à Darmstadt.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux Pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions, faites dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux Pays jouira, pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication dans l'autre Pays de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce, sous les conditions suivantes :

1^o Il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, son intention de se réserver le droit de traduction ;

2^o Ladite traduction devra avoir paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la publication de l'œuvre originale, et, en totalité, dans un délai de trois ans, à partir de la même date.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume. Toutefois, en ce qui concerne les termes assignés par le présent article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6 devra faire paraître ou représenter sa traduction six mois après la publication ou représentation de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1^{er} aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur, dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre Pays, ces éditions ou

exemplaires seront respectivement considérés comme reproductions illicites.

Les ouvrages auxquels s'applique cet article 7 seront librement admis dans les deux Pays pour le transit à destination d'un pays tiers.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre Pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux Pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée; définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux Pays, soit qu'elles proviennent d'un Pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre Pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Les deux Gouvernements prendront, par voie de règlements d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication, à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux Pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux pendant la période comprise entre la date de l'expiration de l'arrangement du 2 mars 1853 (11 juillet 1859) et la mise en

vigueur de la présente Convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs français ou du duché de Nassau et constituant une reproduction non autorisée de modèles français ou de Nassau. Toutefois, ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 13. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir :

Livres en toute langue,
Estampes,
Gravures,
Lithographies et photographies,
Cartes géographiques ou marines,
Musique,

Planches gravées en cuivre, acier ou bois, et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures, destinées à l'impression sur papier,

Tableaux et dessins,
seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

Art. 14. Les livres d'importation licite venant de Nassau seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1^o Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia ;

2^o Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux, et en outre par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Béthobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio,

Sans préjudice toutefois des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

Dans le duché de Nassau, les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux de douanes.

Art. 15. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux Pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies importés de l'autre Pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés, dans l'un ou l'autre Pays, postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 16. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage en production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 17. La présente Convention sera mise en vigueur le 1^{er} juillet de l'année courante.

Elle aura la même durée que les Traités de commerce et de navigation conclus, le 2 août 1862, entre la France et les États du Zollverein.

Art. 18. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 5 juillet 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : LIGHTENVELT.

FRANCE ET URUGUAY.

Arrangement conclu entre la France et la République orientale de l'Uruguay, le 7 juillet 1865, relativement au maintien de la Convention de commerce et de navigation signée, le 8 avril 1836, entre la France et l'Uruguay.

Les soussignés, M. Daniel-Pierre-Martin *Maillefer*, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., chargé d'affaires et consul général de Sa Majesté l'Empereur des Français, d'une part, et, de l'autre, S. Ex. le docteur don Carlos de *Castro*, ministre secrétaire

d'État au département des relations extérieures de la République orientale de l'Uruguay;

Considérant que les circonstances n'ont pas permis jusqu'à présent de remplacer par le traité en forme, qui doit être conclu en temps opportun, la Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation, signée entre la France et la République orientale de l'Uruguay, le 8 avril 1836;

Attendu, toutefois, que le Gouvernement impérial et celui de la République attachent un égal intérêt à maintenir et à développer, par la concession de garanties mutuelles, les relations avantageuses qui existent entre les deux pays;

Et, en dernier lieu, que le Gouvernement provisoire de la République se trouve investi des pouvoirs suffisants pour remettre en vigueur, pour le terme de deux ans, à compter de cette date, la susdite Convention préliminaire; devant être consignées par un article additionnel les stipulations de l'article 2, paragraphe 3, et de l'article 3, paragraphe 4, du traité conclu entre la République et la Prusse et les États du Zollverein, le 23 juin 1856, — lequel est une loi de la nation, — et qui sont également établies à l'article 11 additionnel du Traité conclu avec la Belgique, le 16 septembre 1853;

A ces causes, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. La Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation conclue, le 8 avril 1836, entre la France et la République orientale de l'Uruguay, est de nouveau mise en vigueur et maintenue dans tous ses effets jusqu'au 7 juillet 1867.

Art. 2. Il demeure néanmoins entendu que, en ce qui touche les effets de l'article antérieur, seront considérées comme exceptées les stipulations consignées à l'article 2, paragraphe 3, et à l'article 3, paragraphe 4, du Traité mentionné ci-dessus, conclu entre la République et la Prusse et les États du Zollverein, relativement à la navigation de cabotage et aux pays limitrophes et voisins, lesquelles stipulations sont conçues comme il suit :

Art. 2, § 3. Il est déclaré expressément ici que, dans les stipulations du présent article, n'est point comprise la navigation de cabotage entre un port et un autre situés sur le même territoire; mais on ne considérera pas comme cabotage lorsqu'un navire d'outre-mer complète graduellement son chargement dans divers ports d'une partie du territoire d'une des Parties contractantes, ou qu'il décharge successivement dans divers ports. Si, sur ce point, une franchise plus grande était accordée de la part de la République orientale à toute autre nation qui ne serait ni limitrophe ni voisine, elle sera de plein droit étendue aux sujets et navires des États du Zollverein.

« Art. 3, § 4. L'égalité ou assimilation établie par cet article ne comprend pas le cas où des faveurs, privilèges ou exemptions en matière de commerce et de navigation seraient concédés aux pays limitrophes et voisins ou aux citoyens et sujets de ces pays. Mais si l'on avait accordé ou si l'on accordait à un pays quelconque, qui ne serait pas des susmentionnés, l'avantage d'être considéré comme la nation la plus favorisée sans la restriction contenue dans le présent Traité, cet avantage sera réputé acquis aux États du Zollverein. »

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition, à Montevideo, le 7 juillet de l'an de grâce 1865.

(L. S.) *Signé* M. MAILLEFER.

(L. S.) *Signé* C. DE CASTRO.

ÉTATS DE L'AMÉRIQUE DU SUD.

Traité d'alliance des républiques de l'Amérique du Sud, signé à Lima, par les délégués de ces républiques réunis en Congrès le 10 juillet 1865.

Les républiques de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud ont formé une alliance dans le but de faire obstacle à l'ingérence européenne dans les affaires américaines.

Le Salvador, la Bolivie, les États-Unis de Colombie, le Chili, l'Equateur, le Pérou et le Vénézuéla ont fait ensemble un traité d'alliance pour leur défense commune, et ont nommé des Plénipotentiaires pour les représenter à un congrès des républiques américaines contre l'Europe.

Ces républiques s'unissent pour se garantir mutuellement leur indépendance, leur souveraineté, leur intégrité et leur forme de gouvernement. Toutes s'engagent à repousser une agression quelconque contre les droits qu'elles se reconnaissent.

Aucune d'elles ne pourra consentir à la cession d'une portion de son territoire à quelque puissance que ce soit.

En cas d'agression ou d'immixtion contre ou dans les droits, la souveraineté, l'intégrité ou la forme de gouvernement de l'une de ces républiques, les autres devront à l'instant suspendre toutes relations commerciales et politiques avec la puissance en cause, c'est-à-dire qu'elles donneront congé aux représentants de cette puissance, mi-

nistres plénipotentiaires, consuls ou autres agents; qu'elles arrêteront toute importation, et fermeront leurs ports aux navires de ladite puissance.

Les Parties contractantes nommeront des fondés de pouvoirs chargés de déterminer les divers contingents des forces de terre et de mer que chacune d'elles devra fournir pour la défense commune, et de fixer le mode d'action le plus propre à se maintenir intactes, toutes étant solidaires pour chacune et chacune l'étant pour toutes.

Toutes devront fournir à celle qui serait l'objet d'une attaque ou d'une immixtion quelconque, les forces nécessaires, hommes, armes et argent pour se défendre contre l'agresseur.

Aucune des républiques unies ne pourra passer un traité de paix ou conclure une cessation ou une suspension d'hostilités avec l'ennemi, sans l'assentiment des autres républiques, l'offense faite à l'une étant également faite à toutes les autres.

Si (ce qu'à Dieu ne plaise!) l'une des Parties contractantes manquait aux conditions de l'union générale, toutes les autres considéreraient celle-ci comme déloyale, et agiraient contre elle comme elles le feraient à l'égard d'une puissance étrangère.

Les Parties conviennent formellement de n'accepter aucun protectorat de quelque nation ou de quelque gouvernement que ce soit, ce qui serait considéré comme une grave atteinte à la souveraineté et une violation du Traité conclu.

Les républiques unies nommeront des Plénipotentiaires qui devront s'assembler tous les trois ans, pour régler les intérêts de chacune d'elles et de toutes, et ce dans le but de donner à l'alliance toute la force et toute la solidité possibles. Le présent congrès déterminera l'époque et le lieu des réunions futures, jusqu'à l'expiration du présent Traité.

L'alliance est fondée pour une période provisoire de quinze années, à partir du jour du Traité dont il est question. A la fin de ladite période de quinze années, chacune des républiques alliées aura le droit de déclarer la fin de l'alliance, en annonçant, douze mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

L'échange des ratifications aura lieu dans la ville de Lima (Pérou), de ce jour à deux années, aussitôt que faire se pourra.

Signé : P. A. HERRAN. JUAN DE LA CRUZ BENAVENTE.
MANUEL MONTT. JUSTO AROSEMENA. VICENTE
PIEDRAHITA. JOSÉ G. PAZ SOLDAN. ANTONIO
L. GUZMAN.

FRANCE.

Décret fixant les restrictions d'entrée et d'emballage applicables aux marchandises d'origine mecklenbourgeoise ou du Zollverein importées directement en France, du 19 juillet 1865.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Belgique le 1^{er} mai 1861 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck le 4 mars 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu le 9 juin 1865 avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin ;

Vu nos décrets des 1^{er} octobre 1861 (art. 1^{er}) et 20 juillet 1862, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions de nos décrets sus-visés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine mecklenbourgeoise et aux mêmes marchandises et produits d'origine du Zollverein qui seraient directement importés en France d'un port du grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin et d'un port du Zollverein.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 juillet 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre d'État, chargé de l'intérim du
ministère de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

E. ROUHER.

Décret appliquant à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes unis de Suède et de Norvège et aux villes libres de Brême, Hambourg et Lubeck, les dispositions du Traité conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, du 19 juillet 1865.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le Traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Belgique le 1^{er} mai 1861;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864;

Vu le Traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck le 4 mars 1865;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin le 9 juin 1865,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions du Traité de commerce conclu le 9 juin avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes unis de Suède et de Norvège, et aux villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 juillet 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre d'État, chargé de l'intérim du
ministère de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

E. ROUHER.

Décret fixant les surtaxes auxquelles seront soumises les marchandises d'origine mecklenbourgeoise importées en France autrement que par navires français ou mecklenbourgeois.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le décret du 24 juin 1865, portant promulgation du Traité de commerce et de navigation conclu le 9 juin 1865 entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les marchandises d'origine ou de manufacture du Mecklenbourg-Schwérin, inscrites dans le Traité conclu entre la France et le grand-duché, importées autrement que par navires français ou mecklenbourgeois, seront soumises : 1^o à une surtaxe de 25 cent. par 100 kilogrammes lorsque ces marchandises sont affranchies de tout droit à l'entrée ou lorsqu'elles sont taxées à moins de 3 fr. par 100 kilogrammes ; 2^o aux surtaxes édictées par l'article 7 de la loi du 28 avril 1816, lorsque ces marchandises sont assujetties à un droit de 3 fr. et au-dessus par 100 kilogrammes.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 juillet 1865.

Signé : NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre d'État, chargé de l'intérim du
ministère de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

E. ROUHER.

Décret assimilant, comme traitement, les navires du grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin venant des possessions britanniques en Europe, aux navires français, anglais, belges, italiens, du Zollverein et des villes hanséatiques, venant des mêmes possessions.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le décret du 24 juin 1865, portant promulgation du Traité de commerce et de navigation conclu le 9 juin 1865 entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin ;

Vu l'article 3 dudit Traité,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les navires du grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin venant des possessions britanniques en Europe seront traités comme les navires français, anglais, belges, italiens, et comme ceux du Zollverein et des villes hanséatiques venant des mêmes possessions.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais des Tuileries, le 19 juillet 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre d'État, chargé de l'intérim du
ministère de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

E. ROUHER.

Décret fixant les ports et bureaux de douanes ouverts à l'importation des tissus mecklenbourgeois taxés à la valeur.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860, et les conventions complémentaires des 12 octobre et 16 novembre de la même année;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Belgique le 1^{er} mai 1861;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864;

Vu le Traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck le 4 mars 1865;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin le 9 juin 1865;

Vu nos décrets des 9 septembre et 14 décembre 1861 fixant les bureaux de douanes ouverts à l'importation des tissus anglais et belges taxés à la valeur,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions des décrets sus-visés sont applicables aux tissus mecklenbourgeois taxés à la valeur, importés directement en France.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 juillet 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre d'État chargé de l'intérim du
ministère de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

E. ROUHER.

Décret appliquant au grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin les dispositions des Conventions littéraires conclues avec la Prusse et les villes hanséatiques.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la convention littéraire conclue avec la Prusse le 2 août 1862;

Vu la convention littéraire conclue avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck le 4 mars 1865;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin le 9 juin 1865,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions des conventions littéraires conclues avec la Prusse et les villes hanséatiques et sus-visées sont applicables aux produits du grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin en ce qui concerne les dégrèvements de droits d'importation en France, stipulés en faveur des produits prussiens dénommés dans l'article 13 de la convention avec la Prusse et dans l'article 10 de la convention avec les villes hanséatiques.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 juillet 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre d'État, chargé de l'intérim du
ministère de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

E. ROUHER.

Décret fixant les droits applicables aux sucres raffinés ou candis importés en France, de Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, du 24 juillet 1865.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 13 de la convention relative au régime des sucres signée à Paris le 8 novembre 1864 entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas;

Vu notre décret du 8 juillet 1865 portant promulgation de ladite convention,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} août prochain, les droits ci-après établis seront appliqués, décime compris, aux sucres raffinés ou candis

importés en France de Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas :

Sucres raffinés	{	En pains ou en poudre assimilés aux fr. c.	} les 100 kilogr.
		raffinés	
		Candis	

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 24 juillet 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le maréchal de France, ministre de la Maison
de l'Empereur et des Beaux-Arts, chargé de
l'intérim du ministère de l'agriculture, du
commerce et des travaux publics,*

VAILLANT.

Décret portant suppression de la surtaxe de 2 fr. établie à l'importation des sucres bruts et de betteraves originaires de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, du 24 juillet 1865.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la déclaration signée à Paris, le 5 juillet 1865, entre la France et la Belgique, annexée à la convention du 8 novembre 1864 relative au régime des sucres,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La surtaxe de 2 fr. par 100 kilogrammes, décimes compris, établie à l'importation des sucres bruts de betteraves originaires de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas est supprimée.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 24 juillet 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le maréchal de France, ministre de la Maison
de l'Empereur et des Beaux-Arts, chargé de
l'intérim du ministère de l'agriculture, du
commerce et des travaux publics,*

VAILLANT.

MEXIQUE.

Décret impérial touchant les mesures à prendre pour favoriser l'immigration étrangère au Mexique.

Maximilien, empereur du Mexique,

Ma résolution étant de favoriser par tous les moyens l'immigration étrangère au Mexique, j'ordonne que le ministre des travaux publics me remette le plus tôt possible les renseignements suivants :

1° Une liste exacte de tous les terrains appartenant à l'État, et qui peuvent être vendus ou concédés à des colons ;

2° Une liste des terrains que les propriétaires consentent à vendre, avec le nom du possesseur, la situation des terres, leur superficie et le prix que demande le propriétaire par unité de qualité.

Vous encouragerez avec instance les propriétaires, par le moyen de circulaires persuasives, à aider à la réalisation de projets aussi utiles.

Je désire en outre que tous les quinze jours vous me remettiez par l'entremise du cabinet des nouvelles détaillées sur :

A. Les ventes de terrains effectuées dans la quinzaine, leur prix par unité, leur superficie totale et les lieux où ils sont situés.

B. Les offres nouvelles faites par les propriétaires, soit spontanément, soit d'après les invitations du ministère.

Donné à Chapultepec, le 1^{er} août 1865.

MAXIMILIEN.

Par l'Empereur :

*Le ministre des travaux publics,
en son absence le sous-secrétaire,*

MANUEL OROZCO Y BERRA.

Circulaire adressée par le ministre des travaux publics, à tous les préfets de l'empire, au sujet des mesures à prendre pour favoriser l'immigration étrangère au Mexique.

Mexico, le 5 août 1865.

« S. M. l'Empereur est décidé à favoriser par tous les moyens possibles l'immigration étrangère, qui doit apporter à l'empire les bras nécessaires à l'agriculture et à l'industrie, pour que ces deux branches prennent le développement dont elles sont susceptibles. Mais, comme il est indispensable, pour atteindre ce but, de posséder les terrains où doivent s'établir les immigrants, et sur lesquels ils doivent se procu-

rer leur subsistance, Sa Majesté a arrêté que ce ministère engagerait les propriétaires d'haciendas à concourir à des vues aussi bien-faisantes, en lui cédant, à des conditions avantageuses pour les colons, une partie des terrains qu'ils ne cultivent pas.

« Pour me conformer à cette mesure, je m'adresse à Votre Seigneurie, en vous priant d'employer le moyen le plus efficace pour faire ressortir aux yeux des habitants de votre département les avantages que doit produire l'amélioration que l'on cherche à introduire. Représentez-leur que, tant que la population de l'empire sera aussi peu nombreuse en comparaison de la vaste étendue de son territoire, notre sol fertile ne peut produire en aussi grande abondance qu'il en est susceptible, parce qu'il manque de bras suffisants pour la culture.

« Dites-leur aussi que, si l'agriculture reste stationnaire, les arts et l'industrie ne feront pas non plus de progrès et que, par conséquent, le peuple manquant des ressources qu'il en tirerait, se verra forcé de vivre, comme il l'a fait jusqu'ici, dans la misère ou de recourir encore au triste système des révolutions, qui a fait tant de mal à notre malheureuse patrie.

« Vous devrez encore leur faire sentir qu'en continuant à laisser sans culture la plus grande partie des terres, ils n'en tireront aucun profit, tandis que si, au contraire, ils les afferment à des conditions raisonnables, ces terres leur rapporteront un revenu suffisant, au moyen des loyers qu'ils en recevront, jusqu'à ce qu'ils en touchent le capital. Il peut arriver qu'en temps ordinaire les terrains aient une plus grande valeur, mais ce résultat ne sera obtenu que lorsque la population aura augmenté dans une forte proportion, ce que l'on cherche précisément à obtenir aujourd'hui.

« Si, comme je l'espère, les propriétaires, convaincus de la nécessité de porter remède à cette situation, affectent quelques terres à la colonisation, il convient que vous les assuriez que le gouvernement, en demandant celles dont il a besoin, ne prétend en aucune façon les priver de leurs droits légitimes et les laisse absolument libres de poser les conditions qui leur conviennent ; il aura soin de faire exécuter ces conditions par les colons, et, à cette fin, il se constitue agent entre eux et les propriétaires. Ces derniers conserveront leurs droits de propriété, tant que la valeur de leurs terrains ne leur aura pas été payée ; ils percevront jusqu'à cette époque les revenus ou bénéfices qu'ils auront stipulés, et dont le gouvernement ne demande absolument rien pour lui, son désir étant uniquement de connaître la qualité des terres sur lesquelles il peut compter, afin de réussir à amener la colonisation.

« Il est bon que les propriétaires sachent que le ministère a mis les terrains nationaux dont il peut disposer, au prix de 50 centavos à

1 piastre 50 l'acre, selon leur valeur, et que le nombre d'acres contenus dans chaque *sitio de ganado mayor* est de 4,338. Malgré cela, les propriétaires peuvent indiquer d'autres prix, car, nous l'avons déjà dit, on leur laisse pleine et entière liberté de poser telles conditions qu'il leur conviendra.

« Pour que cette invitation produise l'effet que l'on cherche à obtenir, il me paraît nécessaire que chaque préfecture ou sous-préfecture l'adresse aux propriétaires d'exploitations agricoles de sa juridiction, pour que ceux-ci répondent s'ils sont disposés à la prendre en considération. En ce cas, ils indiqueront les conditions de vente, la situation, l'étendue et la nature des terrains, et leurs réponses me seront transmises par Votre Seigneurie dans le plus bref délai, afin que le ministère tienne continuellement l'Empereur au courant, d'après ses ordres, de la quantité de terrains dont on peut disposer.

« En l'absence du ministre,

Le sous-secrétaire de Fomento.

« MANUEL OROZCO. »

FRANCE.

Décret fixant les restrictions d'entrée et d'emballage applicables aux marchandises d'origine espagnole.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut.

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le Traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les Conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865 ;

Vu la Convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865 ;

Vu nos décrets des 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 (art. 1^{er}) et 20 juillet 1862, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions de nos décrets sus-visés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine espagnole et énumérés dans le tarif B annexé à la Convention du 18 juin 1865.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au camp de Châlons, le 13 août 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

**Décret fixant les ports et bureaux de douane ouverts à
l'importation des tissus espagnols taxés à la valeur.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860, et les Conventions complémentaires des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865 ;

Vu la Convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865 ;

Vu nos décrets des 9 septembre, 14 décembre 1861 (article 2) ; 8 janvier, 15 février, 23 novembre 1862 ; 15 avril, 16 juillet 1863, et 20 janvier 1864, fixant les ports et les bureaux de douane ouverts à l'importation des tissus anglais, belges et italiens taxés à la valeur,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions des décrets sus-visés sont applicables aux tissus de laine (bas et draps) de l'Espagne taxés à la valeur.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au camp de Châlons, le 13 août 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

Décret appliquant les dispositions du Traité conclu avec l'Espagne, à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes de Suède et Norvège, aux villes libres de Brême, Hambourg, Lubeck et au grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le Traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les Conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Belgique le 1^{er} mai 1861 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865 :

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck le 4 mars 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin le 9 juin 1865 ;

Vu la Convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne le 18 juin 1865,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions de la Convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne le 18 juin 1865 sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes unis de Suède et de Norvège, aux villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck et au grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au camp de Châlons, le 13 août 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

Décret fixant les droits à acquitter par les marchandises espagnoles importées en France par mer, sous pavillon français ou sous pavillon espagnol.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la Convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne le 18 juin 1865 ;

Vu le tarif B annexé à ladite Convention,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les produits d'origine ou de manufacture espagnole énumérés dans le tarif B annexé à la Convention du 18 juin 1865 acquitteront à l'importation par mer, sous pavillon français, les droits fixés

par ledit tarif; et sous pavillon espagnol ou sous pavillon tiers, les mêmes droits augmentés d'une surtaxe égale à la différence qui existe aujourd'hui dans le tarif général pour les importations effectuées par navires français ou par navires étrangers.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au camp de Châlons, le 13 août 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

FRANCE. — MECKLENBOURG-STRELITZ.

Acte d'acceptation, par la France, de l'accession du grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz au Traité de commerce et de navigation, à la Convention littéraire et au Protocole de clôture conclus, le 9 juin 1865, entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin.

Déclaration.

S. A. R. le Grand-Duc de Mecklenbourg-Strelitz ayant accédé au Traité de commerce, à la Convention littéraire et au Protocole de clôture qui fait suite à ces actes, conclus, le 9 juin 1865, entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, par la Déclaration dont la teneur suit :

Déclaration d'accession.

Le ministre d'État de S. A. R. le Grand-Duc de Mecklenbourg-Strelitz déclare que son Souverain, après avoir eu communication du Traité de commerce et de navigation, de la Convention littéraire et du Protocole de clôture signés, le 9 juin 1865, entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, faisant usage du droit d'accession réservé par ces Traités au grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz ;

Accède audit Traité de commerce et de navigation, à ladite Convention littéraire et au Protocole de clôture qui fait suite à ces actes, et s'engage formellement envers S. M. l'Empereur des Français à concou-

rir, de son côté, à l'exécution des stipulations contenues dans lesdits Traité, Convention et Protocole.

En foi de quoi, le ministre d'État de S. A. R. le Grand-Duc de Mecklenbourg-Strélitz, dûment autorisé, a signé la présente Déclaration d'accession et y a fait apposer le sceau ministériel.

Fait à Neustrélitz, le 24 août 1865.

Le ministre d'État,
(L. S.) DE KARDORFF.

Le ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français, dûment autorisé, déclare que le Gouvernement Impérial accepte formellement ladite accession et s'engage à exécuter envers S. A. R. le Grand-Duc de Mecklenbourg-Strélitz toutes les stipulations contenues dans lesdits Traité, Convention et Protocole.

En foi de quoi, le soussigné a signé la présente Déclaration et y a fait apposer le sceau ministériel.

Fait à Paris, le 19 septembre 1865.

(L. S.) DROUYN DE LHUYS.

Décret soumettant à une surtaxe les marchandises d'origine néerlandaise importées en France autrement que par terre, ou par navires français ou sous pavillon néerlandais.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le décret du 15 août 1865 portant promulgation du Traité de commerce et de navigation conclu le 7 juillet 1865 entre la France et les Pays-Bas ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les marchandises d'origine ou de manufacture des Pays-Bas comprises dans le Traité conclu, le 7 juillet 1865, entre la France et les Pays-Bas, importées autrement que par terre ou par navires français ou sous pavillon des Pays-Bas seront soumises :

1^o A une surtaxe de vingt-cinq centimes par 100 kilogrammes, lorsque ces marchandises sont affranchies de tout droit à l'entrée ou lorsqu'elles sont taxées à moins de trois francs par 100 kilogrammes ;

2° Aux surtaxes édictées par l'article 7 de la loi du 28 avril 1816 lorsque ces marchandises sont assujetties à un droit de trois francs et au-dessus par 100 kilogrammes.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 août 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

Décret assimilant, comme traitement, les navires des Pays-Bas venant des possessions britanniques en Europe, aux navires français, anglais, belges, italiens, du Zollverein, de Suède et Norvège, des villes libres et de Mecklenbourg-Schwérin, venant des mêmes possessions.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 15 août 1865 portant promulgation du Traité de commerce et de navigation conclu le 7 juillet 1865 entre la France et les Pays-Bas;

Vu l'échange des ratifications opéré le 10 août 1865;

Vu l'article 38 dudit Traité;

Vu le décret du 20 janvier 1864 portant promulgation de la convention de navigation conclue avec l'Italie le 13 juin 1862;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les navires des Pays-Bas venant des possessions britanniques en Europe seront traités comme les navires français, anglais, belges, italiens et comme ceux du Zollverein, des royaumes unis de Suède et de Norvège, des villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck et du grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, venant des mêmes possessions.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux

publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 août 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

**Décret appliquant aux Pays-Bas les dispositions du Traité
conclu entre la France et l'Espagne.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics ;

Vu la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne
le 18 juin 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu entre la France
et les Pays-Bas le 7 juillet 1865 ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions de la convention de commerce conclue
entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865, sont applicables aux
Pays-Bas.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 août 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

Décret appliquant aux Pays-Bas les dispositions des Traités conclus entre la France et les villes libres de Brême, Hambourg et Lubeck et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck le 4 mars 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, le 9 juin 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas, le 7 juillet 1865 ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions des Traités de commerce conclus le 4 mars 1865 avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, et le 9 juin 1865 avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, sont applicables aux Pays-Bas.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 août 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics.*

ARMAND BÉHIC.

Décret appliquant les dispositions du Traité conclu avec les Pays-Bas à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suède et à la Norvège, aux villes libres de Brême, Hambourg et Lubeck et au grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le Traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Belgique le 1^{er} mai 1861 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck le 4 mars 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin le 9 juin 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas le 7 juillet 1865 ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions du Traité de commerce conclu le 7 juillet 1865 avec les Pays-Bas sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes unis de Suède et de Norvège, aux villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck et au grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 août 1865.

NAPOLÉON

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

**Décret fixant les ports et bureaux de douanes ouverts
à l'importation des tissus des Pays-Bas, taxés à la valeur.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860, et les conventions complémentaires des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Belgique le 1^{er} mai 1861 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec les royaumes de Suède et de Norvège le 14 février 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, le 9 juin 1865 ;

Vu la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne le 18 juin 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas le 7 juillet 1865 ;

Vu nos décrets des 9 septembre, 14 décembre 1861 (art. 2), 8 janvier, 15 février, 23 novembre 1862, 15 avril, 16 juillet 1863, et 20 janvier 1864, fixant les ports et bureaux de douanes ouverts à l'importation des tissus anglais, belges et italiens taxés à la valeur ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions des décrets sus-visés sont applicables aux tissus des Pays-Bas taxés à la valeur.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 août 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

**Décret fixant les restrictions d'entrée et d'emballage applicables
à l'importation des marchandises originaires des Pays-Bas.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le Traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Belgique le 1^{er} mai 1861 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864 ;

Vu le Traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, le 19 janvier 1865 ;

Vu la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865 ;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas, le 7 juillet 1865 ;

Vu nos décrets des 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 (art. 1^{er}) et 20 juillet 1862, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge, y énumérées ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions de nos décrets sus-visés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine des Pays-Bas.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 août 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

SUISSE.

Arrêté du Conseil fédéral de la Confédération suisse, annonçant que le Gouvernement hellénique adhère aux dispositions de la Convention internationale conclue à Genève, le 22 août 1864, pour l'amélioration du sort des militaires blessés en campagne.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse,

Vu la note datée d'Athènes, le 5-17 janvier 1865, par laquelle son Excellence le Ministre des affaires étrangères de sa Majesté le Roi des Hellènes faisant usage de la faculté réservée à l'article 9 de la Convention internationale conclue à Genève le 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne, déclare que le Gouvernement de Sa Majesté Hellénique adhère entièrement à cette Convention, note dont la teneur suit :

Athènes, le 5/17 janvier 1865.

Ministère des Affaires Etrangères.

Monsieur le Président,

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre en date du 14 novembre dernier par laquelle, en me transmettant un exemplaire de la Convention conclue à Genève entre la Confédération Helvétique et plusieurs autres États pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne, ainsi que du Protocole des Conférences qui ont eu lieu à cet effet, Votre Excellence a bien voulu m'adresser en même temps l'invitation faite au Gouvernement de Sa Majesté, mon Auguste Souverain, d'adhérer supplémentairement à la susdite Convention.

Le Gouvernement du Roi ayant pris connaissance du contenu de ces documents et appréciant le but bienfaisant de l'instrument international conclu à Genève le 22 août 1864 par la noble initiative de la Confédération Helvétique, n'a point hésité à s'y associer dans la conviction qu'un accord unanime à ce sujet entre les Etats Européens ne manquera pas, en effet, de contribuer puissamment au soulagement des maux et des souffrances qui sont généralement produits par la guerre.

J'ai en conséquence, l'honneur de vous déclarer, monsieur le Président, en vertu d'une ordonnance royale en date du 31 décembre

1864 (12 janvier 1865), que le Gouvernement de Sa Majesté Hellénique adhère entièrement à la Convention ci-dessus mentionnée.

Veuillez bien agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très-haute considération.

*Le ministre des affaires étrangères
de Sa Majesté le Roi des Hellènes,*

Signé : D. S. BOUDOURIS.

Déclare par les présentes :

En vertu de la disposition finale du procès-verbal d'échange des ratifications de la dite Convention signée à Berne le 22 décembre 1864, accepter cette adhésion, tant au nom de la Confédération Suisse qu'en celui des autres Hauts États contractants auxquels en est donné acte par la présente déclaration.

En foi de quoi, les présentes ont été signées par le Président et le Chancelier de la Confédération et munies du sceau du Conseil fédéral à Berne le 27 janvier 1865.

Au nom du Conseil fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération.

(L. S.) Signé : SCHENK.

Le Chancelier de la Confédération.

(L. S.) Signé : SCHIESS.

CINQUIÈME PARTIE.

AFFAIRES DE GRÈCE.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Russell à M. Erskine, en réponse à la requête du comte Sponneck réclamant l'appui de l'influence anglaise auprès de l'Assemblée nationale.

Foreign-Office, le 19 septembre 1864.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche en date du 1^{er} de ce mois, exposant la requête du comte Sponneck au gouvernement de Sa Majesté, afin qu'il consente à user de son influence auprès de l'Assemblée nationale, et surtout du soi-disant parti anglais, pour les décider à ouvrir la discussion sur la constitution sans des retards inutiles.

Vous voudrez bien dire au comte Sponneck que le gouvernement de Sa Majesté n'a de relation d'aucune sorte avec aucun parti politique en Grèce, et désire agir seulement de concert avec la France et la Russie pour ce qui regarde les intérêts généraux de la Grèce.

Quant à la requête du comte Sponneck réclamant l'appui de l'influence anglaise auprès de l'Assemblée nationale, vous lui direz que, bien que le cabinet anglais ne s'oppose pas à ce que le représentant de Sa Majesté exprime aux députés qui pourraient l'entretenir des affaires publiques une opinion en faveur d'un prompt arrangement de la constitution, il ne serait pas convenable au gouvernement de Sa Majesté d'essayer d'influencer les décisions de l'Assemblée ; qu'agir ainsi serait d'un mauvais exemple et pourrait engager d'autres puissances à user de leur propre influence dans quelque autre but plus dangereux.

Moins les puissances étrangères interviendront dans les affaires intérieures de la Grèce, et meilleures seront pour ce royaume les chances de tranquillité intérieure et de paix extérieure dans l'avenir.

Signé : RUSSELL.

GRÈCE.

**Message adressé par le Roi à l'Assemblée nationale
des Hellènes.**

Georges I^{er}, roi des Hellènes, à la seconde Assemblée nationale des Hellènes.

Appelé instamment par la Grèce, j'ai cédé à sa voix dans la conviction que, de son côté, elle remplirait ses obligations envers moi. J'ai abandonné le Danemark, il y a un an, avant que l'annexion des îles Ioniennes au royaume de Grèce, condition convenue pour l'acceptation par moi de la couronne grecque, fût encore accomplie, et par suite avant que la constitution du nouvel État fût votée.

Dans quelques jours, un an sera écoulé depuis mon arrivée. Personne n'ignore, je pense, la patience avec laquelle j'ai supporté la situation anormale d'une royauté ayant en face d'elle une assemblée fonctionnant en même temps comme assemblée constituante et comme chambre législative.

Enfin l'annexion des îles Ioniennes au reste du royaume est depuis longtemps accomplie. La présence depuis deux mois dans l'enceinte de l'Assemblée des représentants de ce pays a offert à l'Assemblée nationale toute facilité pour que, sans nouveau délai, elle pût terminer le vote de la constitution sur la base du projet rédigé depuis un an. Ce qui a eu lieu jusqu'à ce jour dans l'Assemblée, me donne la conviction que ses travaux peuvent encore longtemps se prolonger.

La prolongation de cette situation qui neutralise toute sollicitude gouvernementale et paralyse toute action administrative, non-seulement prive la nation d'avantages précieux sans contredit, mais certainement causera des maux qu'il sera difficile de réparer plus tard. L'impatience avec laquelle le peuple souffre cet état irrégulier m'est connue.

Aussi un devoir indispensable envers le peuple hellène et envers les intérêts mêmes qui devront être mis sous la garantie de la Constitution m'impose l'obligation d'exiger la fin de cet état.

A cet effet, j'ai chargé mes ministres de soumettre à l'Assemblée nationale le projet ci-joint du reste de la constitution et de lui déclarer que je suis prêt à accepter et à signer la partie votée jusqu'à ce jour, ainsi que celle qui sera votée d'après le plan que je présente, et dont les dispositions ne s'éloignent nullement des vœux exprimés jusqu'à ce jour par l'Assemblée. Je prie l'Assemblée d'émettre son vote sur ce plan dans le délai de dix jours.

Mes ministres lui soumettront aussi dans le délai de dix jours un

projet de loi relativement à l'élection des députés. Je la prie de le discuter et de le voter dans le courant du mois.

Mais si l'Assemblée nationale ne termine pas ces travaux dans les délais ci-dessus, je me réserve toute liberté sur ma résolution future, qui sera telle que mes espérances trompées me la dicteront, et je la rends responsable de toutes les conséquences.

Athènes, 6/18 octobre 1864.

Signe : GEORGES.

Contre-signé : CANARIS, président du Conseil ;

A. COUMOUNDOUROS, TH. DELYANI, A. LONDOS,

S. SOTIROPOULOS, A. CARNALIS.

Message royal à l'Assemblée nationale, lui annonçant que le Roi est prêt à accepter et à signer la Constitution votée par cette Assemblée.

GEORGES I^{er}, roi des Hellènes.

Monsieur le président,

En vous retournant le texte de la Constitution que l'Assemblée nationale a votée et que sa députation m'a présentée, je lui exprime mes sincères remerciements de l'empressement qu'elle a mis à hâter le terme de ses travaux constitutionnels.

Comme j'accepte cette Constitution, je la signerai et je prêterai le serment qui y est déterminé.

Mes ministres m'ayant fait connaître que l'Assemblée est déjà saisie de quelques propositions tendantes à pourvoir constitutionnellement aux besoins financiers de l'État dans l'intervalle, depuis le commencement de la prochaine année 1865, jusqu'à la réunion de la Chambre des députés, et à compléter les lois qui régissent les élections législatives, j'ai, sur la demande de mes ministres, fixé lundi 16/28 du mois prochain de novembre comme jour de la signature de la Constitution et de ma prestation de serment.

Je dois, néanmoins, attirer l'attention de l'Assemblée sur deux dispositions de la Constitution.

Des représentations, dernièrement faites à mon gouvernement, ont fixé mes regards sur la disposition insérée dans l'article 2, d'après laquelle les membres du clergé de l'Église occidentale, en Grèce, devront être citoyens hellènes.

Je prie que cette disposition, avant d'être définitivement admise, soit de nouveau examinée par l'Assemblée, sans qu'il en résulte, toutefois, aucune violation des droits de l'État, mais pour faciliter

l'action du pouvoir exécutif, laquelle tendra constamment à soutenir ces droits, en tant que des obligations internationales ne les auraient point limités.

Jugeant utile que la révision de celles des dispositions de la Constitution que la conscience nationale ou l'expérience aura reconnues comme devant être corrigées, puisse se faire aisément et sans être entravée par la longueur des délais exigés, je laisse au patriotisme de l'Assemblée de voter un autre mode de révision plus pratique et plus conforme aux intérêts nationaux, tel que sa sagesse lui suggérerait.

Décidé à consacrer tous mes efforts au service de notre chère patrie, et en faisant des vœux pour que la nouvelle Constitution contribue à en faire le bonheur par l'exercice sincère et prudent des pouvoirs qu'elle établit, j'adresse à l'Assemblée mes saluts.

Athènes, le 31 octobre/12 novembre 1864.

Signé : GEORGES.

Contre-signé : CANARIS, président ; THÉODORE,
P. DELYANI, A. CH. LONDOS, A. COUMOUN-
DOUROS, S. SOTIROPOULOS, A. CARNALIS.

Protestation de 82 membres de l'opposition déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale pour justifier leur refus de participation aux travaux législatifs subséquents.

Concitoiyens,

Après avoir été forcés de quitter l'enceinte de l'Assemblée nationale, nous croyons de notre devoir de justifier cette décision aux yeux de la nation et du monde civilisé.

Une expérience de trente années nous a enseigné qu'il faut défendre fermement et assurer, en les inscrivant dans le Statut, les libertés de la nation.

Le peuple nous avait chargés de choisir le souverain et de constituer l'État. Le premier de ces deux devoirs a été rapidement rempli par l'élection de notre bien-aimé roi Georges, après avoir surmonté bien des difficultés. Quant au second, les longs retards après l'arrivée du Roi doivent être imputés à la question ionienne : nous avons cédé au désir du pouvoir exécutif ; nous voulions hâter par ce moyen la solution diplomatique de cette question ; nous regardions enfin comme avantageux de voter le Statut en compagnie de nos frères les Ioniens, conformément aux désirs qu'ils avaient exprimés.

Mais, après que l'union fut heureusement effectuée, nous vîmes se

présenter des difficultés et des exigences personnelles totalement inattendues. La route que nous avons alors suivie n'est ignorée de personne.

Les machinations qui ont eu lieu pendant les élections des îles Ioniennes dévoilaient un plan conçu de longue main, et, en effet, un nombre de représentants hors de toute proportion ne tarda pas à siéger dans l'Assemblée dont la majorité et la physionomie changèrent aussitôt. Quoique les tendances des nouveaux venus, et peut-être le manque de l'expérience que nous ont apportée les tribulations du passé, rendissent souvent toute entente difficile, et aient fait échouer des vœux légitimes et universels de la patrie, nous avons néanmoins montré toujours de la modération et de la condescendance. Nous avons patiemment supporté une série de ministères puisés systématiquement dans le sein de la minorité, nous avons cédé maintes fois dans la lutte inégale que nous soutenions, nous voulions enfin épargner à l'État de nouvelles secousses.

Les discussions sur le Statut avançaient sous l'empire de ces circonstances, au milieu d'une lutte écrasante, et avec une rapidité sans exemple, lorsque les ministres du roi, au moyen du message du 6 (18) octobre, osèrent présenter la Grèce comme ayant violé ses engagements vis-à-vis du souverain, et imposer un terme fixe à une Assemblée souveraine; nous étouffâmes alors et nous ensevelîmes au fond de nos cœurs notre juste indignation. C'est à ce moment que le pouvoir exécutif arracha des mains de l'Assemblée, par des moyens oppressifs et avec une majorité d'une voix, l'institution du Conseil d'État, institution antipathique à la conscience de l'Assemblée et aux traditions de la Grèce; nous cédâmes de nouveau, pour le bien de la patrie, afin de ne pas laisser l'État sans Constitution.

Le Statut était déjà terminé et le souverain l'avait déjà accepté, lorsqu'un nouveau message du ministère vint exiger l'élimination du passage du Statut concernant le clergé catholique, et la révision du Statut pour le pouvoir législatif; non content de ces deux exigences, dont la première équivalait à une mutilation de notre œuvre, et la seconde à sa destruction complète, le ministère fixait un nouveau terme à l'Assemblée souveraine, et demandait l'adoption de lois contraires au principe fondamental de l'égalité des droits et des charges, lois fondant un système de confédération contrairement aux vœux et aux intérêts de la nation.

L'opposition, quoique considérant sa mission comme définitivement remplie, a cru devoir insister encore et défendre autant que possible l'intégrité du Statut; mais, lorsque la majorité ministérielle (tout le monde sait par quelles concessions elle s'est formée), aidée par une pression extérieure, eut rejeté nos propositions, et se préparait à

abolir une disposition concernant l'indépendance nationale, l'opposition regarda comme indigne de son caractère et de sa mission de continuer à siéger ; elle se retira immédiatement, repoussant loin d'elle toute responsabilité, ne voulant pas contribuer par sa présence à l'adoption de lois importantes auxquelles il manquait le temps nécessaire pour être sérieusement examinées, et évitant de reconnaître par sa coopération le principe inconstitutionnel d'octroyer au pouvoir exécutif le droit de faire des lois et de disposer de la fortune publique.

Concitoyens,

Nous avons la conscience d'avoir rempli notre devoir pendant la révolution, durant l'inter règne et après l'arrivée de notre Roi bien-aimé. Nous sommes convaincus d'avoir offert de sérieux services à la grande question de l'annexion et d'avoir été les vrais défenseurs de la royauté depuis l'élection du Roi et jusqu'à ce jour.

En nous dépouillant du mandat que le peuple nous a confié et que nous avons maintenu pur et entier, nous faisons des vœux pour la prospérité de la nation et du Roi.

Athènes, 6/19 novembre 1864.

Constitution de la Grèce, acceptée et signée par le Roi des Hellènes, le 16/28 novembre 1864.

Au nom de la sainte, consubstantielle et indivisible Trinité !

La seconde assemblée nationale des Hellènes, tenue à Athènes, décrète :

De la religion.

Art. 1^{er}. La religion dominante, en Grèce, est celle de l'Église orthodoxe orientale du Christ. Toute autre religion reconnue est tolérée, et le libre exercice de son culte est protégé par les lois. Le prosélytisme et toute autre intervention préjudiciable à la religion dominante sont défendus.

Art. 2. L'Église orthodoxe de Grèce, reconnaissant pour chef Notre Seigneur Jésus-Christ, demeure indissolublement unie, quant aux dogmes, à la Grande Église de Constantinople et à toute autre Église du Christ, professant les mêmes doctrines. Elle conserve dans leur intégrité, comme les Églises sus-mentionnées, les canons apostoliques et ceux établis par les conciles, ainsi que les saintes traditions ; elle ne relève que d'elle-même ; elle exerce indépendamment de toute autre Église, ses droits souverains, et elle est gouvernée par un synode d'évêques.

Les ministres de tous les cultes reconnus sont soumis, de la part de l'État, à la même surveillance que les ministres de la religion dominante.

Du droit public des Hellènes.

Art. 3. Les Hellènes sont égaux devant la loi et contribuent indistinctement, dans la proportion de leur fortune, aux charges de l'État. Seuls les citoyens hellènes sont admissibles à tous emplois publics. Sont citoyens hellènes tous ceux qui ont acquis ou acquerront la qualité de citoyen conformément aux lois de l'État.

Des titres de noblesse et de distinction ne sont ni conférés, ni reconnus à des citoyens hellènes.

Art. 4. La liberté individuelle est inviolable. Nul ne peut être poursuivi, arrêté, emprisonné ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté que dans les cas prévus par la loi dans la forme qu'elle prescrit.

Art. 5. Hors le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté, ni emprisonné qu'en vertu d'un mandat judiciaire motivé, qui doit être signifié au moment de l'arrestation ou de l'emprisonnement préventif. Tout individu pris en flagrant délit ou arrêté en vertu d'un mandat d'amener, doit être immédiatement conduit devant le juge d'instruction compétent, qui, dans le délai de trois jours au plus tard, à partir du jour de la comparution, est tenu de le mettre en liberté ou de décerner contre lui un mandat d'arrêt. Si après le délai de trois jours, le juge d'instruction n'a point décerné de mandat d'arrêt, tout geôlier, ou tout autre employé civil ou militaire, préposé à la détention de l'individu arrêté, est tenu de le mettre immédiatement en liberté. Les personnes qui contreviendraient à ces dispositions, seront punies comme coupables de détention arbitraire.

Art. 6. En matière de délits politiques, la chambre du conseil du tribunal correctionnel peut permettre, sur la demande de la personne préventivement détenue, sa mise en liberté sous caution. Cette caution est fixée par une ordonnance de la chambre du conseil contre laquelle l'opposition est permise. Dans aucun cas, en matière de délits politiques, l'arrestation préventive ne peut être prolongée au delà de deux mois, sans une ordonnance de la chambre du conseil, laquelle est aussi susceptible d'opposition, ni au delà de trois mois, après la publication de cette ordonnance.

Art. 7. Nulle peine ne peut être appliquée qu'en vertu d'une loi qui l'établisse d'avance.

Art. 8. Nul ne peut être distrait contre son gré, du juge que la loi lui assigne.

Art. 9. Tous, chacun isolément ou plusieurs ensemble, ont le droit

d'adresser des pétitions aux autorités, en se conformant aux lois de l'État.

Art. 10. Les Hellènes ont le droit de s'assembler paisiblement et sans armes. La police ne peut assister qu'aux rassemblements publics. Les rassemblements en plein air peuvent être défendus, s'il y a danger pour la sûreté publique.

Art. 11. Les Hellènes ont le droit de s'associer, en se conformant aux lois de l'État, qui, néanmoins, ne pourront jamais soumettre ce droit à une autorisation préalable du gouvernement.

Art. 12. Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Art. 13. Nul, en Grèce ne peut être acheté, ni vendu. Un serf ou un esclave, de tout sexe et de toute religion, est libre dès qu'il met le pied sur le sol hellénique.

Art. 14. Tout individu a le droit de manifester ses opinions de vive voix, par écrit et par la voie de la presse, en se conformant aux lois de l'État. La presse est libre : la censure et toute autre mesure préventive sont interdites ; la saisie des journaux et autres imprimés, avant ou après leur publication, est également interdite. Par exception, la saisie est permise, après la publication, pour offense envers la religion chrétienne ou envers la personne du Roi ; mais, dans ce cas, le procureur du Roi doit, dans les vingt-quatre heures après la saisie, soumettre l'affaire à la chambre du conseil, et celle-ci se prononcer, dans le délai ci-dessus ; autrement, la saisie est levée de droit. L'opposition contre l'ordonnance du conseil n'est permise qu'à l'éditeur de l'écrit saisi ; le procureur du Roi n'a pas le droit de faire opposition. Il n'est permis qu'aux citoyens hellènes d'être éditeurs de journaux.

Art. 15. Aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu d'une loi, qui en détermine aussi la formule.

Art. 16. L'enseignement est donné aux frais de l'Etat. L'État concourt aussi à l'entretien des écoles communales, en raison des besoins des communes. Tout individu a le droit de fonder des établissements d'enseignement, en se conformant aux lois de l'État.

Art. 17. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dûment constatée, dans les cas et de la manière établie par la loi et moyennant une indemnité préalable.

Art. 18. La torture et la confiscation générale des biens sont interdites. La mort civile est abolie. La peine de mort en matière de délits politiques, sauf le cas de délits complexes, est abolie.

Art. 19. Nulle autorisation préalable de la part de l'autorité administrative n'est nécessaire pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics et communaux, pour faits punissables de leur

administration, sauf ce qui est spécialement statué à l'égard des ministres.

Art. 20. Le secret des lettres est absolument inviolable.

Des pouvoirs.

Art. 21. Tous les pouvoirs émanent de la nation. Ils sont exercés de la manière établie par la Constitution.

Art. 22. Le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi et la Chambre des députés.

Art. 23. L'initiative appartient à la Chambre des députés et au Roi qui l'exerce par les ministres.

Art. 24. Nulle proposition relative à l'augmentation des dépenses publiques, pour l'établissement de traitements et de pensions, ou, en général, pour tout intérêt personnel, n'appartient à l'initiative de la Chambre des députés.

Art. 25. Si une proposition de loi a été rejetée par l'un des deux pouvoirs législatifs, elle ne pourra être présentée de nouveau dans la même session.

Art. 26. L'interprétation des lois par voie d'autorité n'appartient qu'au pouvoir législatif.

Art. 27. Le pouvoir exécutif appartient au Roi; il est exercé par des ministres responsables nommés par lui.

Art. 28. Le pouvoir judiciaire est exercé par les tribunaux. Les arrêts et jugements sont exécutés *au nom du Roi*.

Du Roi.

Art. 29. La personne du Roi est irresponsable et inviolable; ses ministres sont responsables.

Art. 30. Aucun acte du Roi ne peut avoir d'effet ni être exécuté s'il n'est contre-signé par le ministre compétent, qui par la seule apposition de sa signature, s'en rend responsable. Dans le cas d'un changement complet de ministère, si aucun des ministres révoqués ne consent à contre-signer les ordonnances relatives à la révocation de l'ancien et à la nomination du nouveau ministère, c'est le nouveau président du conseil qui signe ces ordonnances, après avoir reçu sa nomination du Roi et prêté le serment exigé.

Art. 31. Le Roi nomme et révoque ses ministres.

Art. 32. Le Roi est le chef suprême de l'État. Il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre et fait les traités de paix, d'alliance et de commerce, dont il donne connaissance à la Chambre des députés, avec les éclaircissements nécessaires, aussitôt que la sûreté et l'intérêt de l'État le permettent. Toutefois, les traités de com-

merce et tous autres traités renfermant des concessions qui nécessiteraient, d'après d'autres dispositions de la présente Constitution, la sanction d'une loi, ou qui pourraient grever individuellement les Hellènes, n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment de la Chambre des députés.

Art. 33. Nulle cession, nul échange de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi. Dans aucun cas les articles secrets d'un traité ne peuvent être destructifs des articles patents.

Art. 34. Le Roi confère, d'après la loi, les grades dans l'armée et la marine. Il nomme et révoque également les fonctionnaires publics, sauf les exceptions établies par la loi; mais il ne peut nommer à un emploi qui n'ait pas été établi par une loi.

Art. 35. Le Roi rend les ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois. En aucun cas il ne peut suspendre l'action d'une loi, ni dispenser personne de son exécution.

Art. 36. Le Roi sanctionne et promulgue les lois. Un projet de loi voté par la Chambre des députés et non sanctionné par le Roi dans le délai de deux mois, à partir de la clôture de la session, est considéré comme abrogé.

Art. 37. Le roi convoque la Chambre des députés, une fois par an, en session ordinaire, et toutes les fois qu'il le juge à propos, en session extraordinaire. Il prononce en personne, ou par un délégué, l'ouverture et la clôture de chaque session, il a le droit de dissoudre la Chambre. Mais l'ordonnance de dissolution, contre-signée par le ministère, doit aussi contenir la convocation des électeurs dans les deux mois, et de la Chambre dans les trois mois.

Art. 38. Le Roi a le droit d'ajourner ou de proroger la session de la Chambre des députés. L'ajournement ou la prorogation ne peuvent se prolonger au delà de quarante jours, ni être renouvelés dans la même session, sans l'assentiment de la Chambre.

Art. 39. Le Roi a le droit de faire grâce, et de commuer et réduire les peines prononcées par les tribunaux, sauf ce qui est statué relativement aux ministres. Il a aussi le droit d'accorder amnistie, seulement pour délits politiques, sous la responsabilité du ministère tout entier.

Art. 40. Le Roi a le droit de conférer les ordres établis, en se conformant aux dispositions de la loi y relative.

Art. 41. Le Roi a le droit de battre monnaie, conformément à la loi.

Art. 42. La liste civile est fixée par une loi; celle du Roi Georges I^{er}, en y comprenant la somme de dix mille livres sterling votée par l'Assemblée législative du ci-devant État Ionien, est fixée à un million cent vingt-cinq mille drachmes. Cette somme pourra être augmentée par une loi après dix ans.

Art. 43. Le Roi Georges, après la signature de la présente Constitution, prêtera, dans le sein de cette Assemblée nationale, le serment suivant :

« Je jure, au nom de la sainte, consubstantielle et indivisible Trinité, de protéger la religion dominante des Hellènes, d'observer la Constitution et les lois de la nation hellénique, et de maintenir et défendre l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire hellénique. »

Art. 44. Le Roi n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières portées en conformité d'elle.

De la succession au trône et de la régence.

Art. 45. La couronne hellénique et les droits constitutionnels y attachés sont héréditaires et se transmettent, par ordre de primogéniture, aux descendants directs, naturels et légitimes du Roi Georges I^{er}, les héritiers mâles étant toujours préférés aux femmes.

Art. 46. A défaut de successeur d'après les dispositions de l'article précédent, le Roi en nomme un, avec l'assentiment de la Chambre des députés convoquée *ad hoc*. Cet assentiment est émis à la majorité des deux tiers des voix du nombre total des députés, qui donnent leur vote par appel nominal et à haute voix.

Art. 47. Tout successeur au trône hellénique doit professer la religion de l'Église orthodoxe orientale du Christ.

Art. 48. Dans aucun cas les couronnes de la Grèce et d'un autre État quelconque ne pourront être réunies sur la même tête.

Art. 49. Le Roi est majeur à l'âge de dix-huit ans accomplis. Avant de monter sur le trône, il prête, en présence des ministres, du Saint-Synode, des députés présents dans la capitale, et des autres autorités supérieures, le serment contenu dans l'article 43. Le Roi convoque la Chambre des députés dans les deux mois au plus tard, et prête de nouveau dans son sein le serment voulu.

Art. 50. Si, à la mort du Roi, son successeur est mineur ou absent, et qu'il n'y ait pas de régent déjà désigné, la Chambre des députés, que ses pouvoirs soient expirés, ou qu'elle ait été dissoute, se réunit sans être convoquée, dix jours au plus tard après le décès du Roi. Les pouvoirs constitutionnels du Roi sont exercés par le conseil des ministres, sous sa responsabilité, jusqu'à la prestation du serment du régent ou à l'arrivée du successeur. Une loi particulière réglera tout ce qui concerne la régence.

Art. 51. Si, à la mort du Roi, son successeur est mineur, la Chambre des députés, que ses pouvoirs soient expirés ou qu'elle ait été dissoute, se réunit pour nommer un tuteur. La nomination d'un tuteur n'a lieu que dans le cas où le Roi défunt n'en aurait pas nommé un par testa-

ment, ou lorsque la mère du successeur mineur ne persiste point dans le veuvage ; car, si elle y persiste, elle est appelée de droit à la tutelle. Le tuteur du Roi mineur, qu'il ait été nommé par testament ou élu par la Chambre des députés, doit être citoyen hellène et professer la religion orthodoxe orientale.

Art. 52. Dans le cas de vacance du trône, la Chambre des députés, que ses pouvoirs soient expirés ou qu'elle ait été dissoute, se réunit et nomme provisoirement par vote émis à haute voix, un régent, qui doit être citoyen hellène et professer la religion orthodoxe orientale. Le conseil des ministres exerce sous sa responsabilité, au nom de la nation, les pouvoirs constitutionnels du Roi, jusqu'à la prestation du serment du régent. Dans les deux mois au plus tard, des représentants, en nombre égal à celui des députés, sont élus par les citoyens, et, réunis aux députés, élisent le Roi par vote émis à haute voix et à la majorité des deux tiers des voix de tous les membres.

Art. 53. Si le Roi, pour cause d'absence ou de maladie, croit nécessaire d'instituer une régence, il convoque, à cet effet, la Chambre des députés, et provoque, par la voie du ministère, le vote d'une loi spéciale. Si le Roi se trouve dans l'impossibilité de régner, le conseil des ministres convoque la Chambre des députés. Celle-ci se réunit, et si, à la majorité des trois quarts des votants, elle en reconnaît la nécessité, elle nomme un régent et, au besoin, un tuteur, par vote émis à haute voix.

De la Chambre des députés.

Art. 54. La Chambre des députés se réunit de plein droit chaque année le 1^{er} novembre, à moins qu'elle n'ait été convoquée antérieurement par le Roi. La durée de chaque session est de trois mois au moins, et de six mois au plus.

Art. 55. Les séances de la Chambre des députés ont lieu publiquement dans la salle de la Chambre. Néanmoins, la Chambre peut délibérer en comité secret, sur la demande de dix de ses membres, si cela est décidé en séance secrète à la majorité des voix. Elle décide ensuite si la séance doit être reprise en public sur le même sujet.

Art. 56. La Chambre ne peut délibérer ni prendre de résolution qu'autant que la moitié plus un, au moins, de ses membres, se trouvent réunis. Toute résolution est prise à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage des voix, la proposition est rejetée.

Art. 57. Aucun projet de loi ne peut être adopté définitivement qu'après avoir été discuté et voté article par article, à trois délibérations et à des intervalles de trois jours différents.

Art. 58. Nul ne peut se présenter sans être invité à la Chambre des députés pour faire un rapport, soit de vive voix, soit par écrit ; mais des

pétitions peuvent être présentées par la voie des députés ou être remises au bureau. La Chambre a le droit de renvoyer aux ministres les pétitions qui lui sont adressées, et ceux-ci sont tenus de donner des éclaircissements, toutes les fois qu'ils en sont requis. Elle peut, pour l'examen des faits contenus dans ces pétitions, nommer des commissions d'enquête de ses membres.

Art. 59. Aucun impôt ne peut être établi, ni perçu, s'il n'a été préalablement voté par la Chambre des députés et sanctionné par le Roi.

Art. 60. Chaque année la Chambre des députés vote le contingent de l'armée de terre et de mer, fixe le nombre des recrues pour le service de l'armée et de la marine, vote le budget et arrête la loi des comptes. Toutes les recettes et dépenses de l'État doivent être portées au budget et dans les comptes. Le budget est présenté à la Chambre dans le courant des deux premiers mois de chaque session. L'examen en est fait par une commission spéciale de la Chambre. Il est adopté à un seul vote.

Art. 61. Aucune pension, aucune gratification à la charge du trésor public ne peut être accordée qu'en vertu d'une loi.

Art. 62. Aucun membre de la Chambre ne peut être poursuivi ou recherché d'une manière quelconque pour cause d'opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions de député.

Art. 63. Aucun membre de la Chambre des députés ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi, arrêté ni emprisonné qu'avec l'autorisation de la Chambre, sauf le cas de flagrant délit. Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un député pendant la session, quatre semaines avant et trois semaines après.

S'il arrive qu'un député se trouve sous l'action de la contrainte par corps, il doit être absolument mis en liberté quatre semaines avant l'ouverture de la session.

Art. 64. Les députés prêtent dans la salle des séances et en séance publique, avant d'entrer en fonctions, le serment dont la teneur suit :

« Au nom de la sainte, consubstantielle et indivisible Trinité, je jure fidélité à la patrie et au Roi constitutionnel, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État, et de remplir consciencieusement mes attributions. »

Les députés appartenant à une religion autre que la religion chrétienne, au lieu de jurer « au nom de la sainte, consubstantielle et indivisible Trinité, » jurent suivant la formule consacrée par leur religion.

Art. 65. La chambre des députés détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions.

Art. 66. La Chambre des députés se compose de députés élus par les citoyens qui ont le droit d'élire. L'élection se fait au suffrage uni-

versel et direct, et au scrutin secret, par le moyen du ballottage, conformément à la loi qui sera votée par l'Assemblée. Cette loi sera susceptible de modification quant à ses autres dispositions.

Les élections sont ordonnées le même jour pour tout le royaume et se font partout simultanément.

Art. 67. Les députés représentent la nation et non uniquement la province qui les nomme.

Art. 68. Le nombre des députés de chaque province est fixé proportionnellement à sa population. Le nombre total des députés ne peut jamais être moindre de cent cinquante.

Art. 69. Les députés sont élus pour quatre ans.

Art. 70. Pour être éligible, il faut être citoyen hellène, originaire de la province où l'élection est faite, ou établi dans cette province au moins deux ans avant l'élection, jouir des droits civils et politiques, être âgé de trente ans accomplis et posséder les autres conditions requises par la loi électorale.

Art. 71. Le mandat de député est incompatible avec les fonctions des employés publics salariés, ainsi qu'avec celles des maires, mais non avec la qualité d'officier en activité. Les officiers peuvent être élus, mais, après leur élection, ils sont mis en disponibilité pendant toute la durée de la législature, après laquelle cette disponibilité continue jusqu'à ce qu'ils soient rappelés en activité.

Il est obligatoire d'accorder aux officiers, sur leur demande, un mois avant le commencement des élections, un congé régulier de cinq mois et demi.

Art. 72. Tout député nommé par le gouvernement à un emploi salarié, civil ou militaire, ou promu par choix, cesse d'être député du moment qu'il accepte.

Art. 73. La Chambre des députés vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.

Art. 74. A l'ouverture de chaque session, la Chambre nomme son président, ses vice-présidents et compose son bureau.

Art. 75. Les députés qui ont rempli leurs fonctions, reçoivent du trésor une indemnité de deux mille drachmes pour chaque session ordinaire. En cas de sessions extraordinaires, ils n'ont droit qu'aux frais d'aller et de retour.

Art. 76. Les députés qui, à titre de service civil ou militaire, ou à tout autre titre, jouissent d'une allocation du trésor, ne reçoivent que ce qui manquerait pour compléter l'indemnité fixée par l'article précédent.

Des ministres.

Art. 77. Aucun membre de la famille royale ne peut être ministre.

Art. 78. Les ministres ont leur entrée dans les séances de la Cham-

bre, et doivent être entendus quand ils le demandent. Les ministres n'ont voix délibérative dans la Chambre que quand ils en sont membres. La Chambre peut requérir la présence des ministres.

Art. 79. En aucun cas l'ordre écrit ou verbal du Roi ne peut soustraire les ministres à la responsabilité.

Art. 80. La Chambre des députés a le droit d'accuser les ministres et de les traduire devant une cour spéciale, qui, présidée par le président de Cour de cassation, sera composée de douze autres membres tirés au sort sur une liste de tous les membres de la Cour de cassation, des juges d'appel et des présidents de ces cours, nommés avant la mise en accusation des ministres.

Le tirage au sort se fera par le président de la Chambre, en séance publique.

Jusqu'à ce qu'il y soit pourvu par une loi spéciale, la cour susmentionnée réglera elle-même le mode de procéder en pareille matière.

Une loi spéciale déterminera les cas de responsabilité, les peines à infliger aux ministres et le mode de procéder contre eux. Cette loi doit être portée pendant la première session législative.

Art. 81. Jusqu'à la promulgation de la loi spéciale sur la responsabilité des ministres, la Chambre des députés peut les accuser, et la cour spéciale formée d'après les prescriptions de l'article précédent, peut les juger pour crime de lèse-majesté, pour malversation de la fortune publique, pour perception illégale d'impôt et pour toute violation des dispositions de la Constitution et des lois dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 82. Le Roi ne peut faire grâce au ministre condamné, en vertu des dispositions précédentes, qu'avec l'assentiment de la Chambre des députés.

Du conseil d'État.

Art. 83. Un corps consultatif, appelé *conseil d'État* et siégeant à Athènes, est institué pour préparer et examiner les projets de lois.

Art. 84. Tous les projets de lois, présentés à la Chambre des députés par le gouvernement et qui n'auraient pas été rédigés par le conseil d'État ou examinés préalablement par ce corps, ainsi que tous les projets de lois provenant de l'initiative de la Chambre, doivent être envoyés par elle au conseil d'État, après qu'elle en eût accepté le principe. La Chambre peut également, si elle le juge à propos, envoyer au conseil d'État tous les projets de lois amendés par elle.

Le conseil d'État, après avoir reçu les projets de loi qui lui sont renvoyés par la Chambre des députés, aura à examiner leurs dispositions et en émettre son opinion, qu'il doit communiquer à la Chambre par un rapport détaillé et dans l'espace de dix jours.

Si le conseil d'État jugeait nécessaire une prolongation du délai prescrit ci-dessus, il pourra la demander à la Chambre, qui peut l'accorder pour quinze jours.

Si le conseil d'État ne soumet pas à la Chambre son opinion sur les dispositions d'un projet de loi dans le délai fixé ci-dessus, la Chambre pourra s'en passer et procéder à la discussion et au vote du projet de loi en question.

Art. 85. Le nombre des membres du conseil d'État ne pourra être moindre de quinze, ni supérieur à vingt. Le traitement de chaque conseiller est fixé à sept mille drachmes par an.

Art. 86. Les membres du conseil d'État sont nommés par le Roi, sur la proposition du conseil des ministres, qui doit contre-signer les ordonnances de leur nomination. Ils sont nommés pour dix ans ; mais ils pourront être nommés de nouveau après le terme de leur mandat.

Les fonctions de conseiller d'État sont incompatibles avec celles de tout employé public, sauf celles de ministre. Il n'est, dans aucun cas, permis d'exercer à la fois les attributions de ministre et de conseiller d'État.

Du pouvoir judiciaire.

Art. 87. La justice est rendue par des juges nommés par le Roi conformément à la loi.

Art. 88. Les membres de la Cour de cassation (*aréopagites*) et les juges d'appel, ainsi que les membres votants de la cour des comptes, deviendront inamovibles quatre ans après la promulgation de la Constitution, et les juges de première instance, six ans à dater de la même promulgation. Dès que les magistrats susmentionnés, ainsi que les membres votant de la cour des comptes, deviendront inamovibles, ils ne pourront être révoqués que par un jugement.

Art. 89. Dans l'espace de trois ans après la promulgation de la Constitution, une loi particulière déterminera les qualités requises pour la magistrature, ainsi que pour les membres votants de la cour des comptes.

Art. 90. Les procureurs du Roi près les cours et tribunaux, leurs substituts, ainsi que les juges de paix, ne jouissent pas des droits de la nomination à vie.

Art. 91. Il ne peut être créé de commissions, ni de tribunaux extraordinaires, sous quelque dénomination que ce soit.

Art. 92. Les audiences des tribunaux sont publiques, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre et les mœurs, mais dans ce cas, les tribunaux le déclarent par un jugement.

Art. 93. Tout jugement doit être motivé et prononcé en audience publique.

Art. 94. Le jury est maintenu.

Art. 95. Les délits politiques sont jugés par le jury. Les délits de presse, dans le cas où ils n'auraient pas rapport à la vie privée, sont également jugés par le jury.

Art. 96. Aucun juge ne peut accepter un autre service salarié, excepté celui de professeur à l'université.

Art. 97. Des lois particulières régleront tout ce qui a rapport aux conseils de guerre et aux tribunaux maritimes, ainsi qu'aux crimes de piraterie et de baraterie.

Dispositions générales.

Art. 98. Il sera pourvu par une loi particulière à tout ce qui a rapport à la retraite des magistrats et des membres de la cour des comptes nommés à vie, pour cause de vieillesse ou de maladies chroniques.

Art. 99. Aucune troupe étrangère ne peut être admise au service de la Grèce, ni séjourner dans le royaume, ni traverser le territoire qu'en vertu d'une loi.

Art. 100. Les militaires de terre et de mer ne peuvent être privés de leurs grades, honneurs et pensions que de la manière déterminée par la loi.

Art. 101. Les affaires du contentieux sont du ressort des tribunaux ordinaires, qui les jugent d'urgence. La Cour de cassation prononce sur les conflits d'attributions. Nul tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peut être établie qu'en vertu d'une loi particulière. Jusqu'à la promulgation des lois particulières, les lois existantes pour la juridiction administrative restent en vigueur.

Art. 102. Par des lois particulières et dans le plus bref délai possible, il sera pourvu à la disposition et à la distribution des terres nationales, ainsi qu'à la liquidation de la dette publique, tant intérieure qu'extérieure.

Il sera de même pourvu, par des lois portées pendant la première législature : 1° à l'établissement d'une loi sur les conditions d'admission et d'avancement des fonctionnaires publics en général; 2° à la rémunération de ceux qui ont pris part à la lutte de 1821.

Art. 103. Toutes les lois et ordonnances, en ce qu'elles ont de contraire à cette Constitution, sont abrogées.

Dispositions particulières.

Art. 104. La première session législative sera réunie le 1^{er} octobre de l'année prochaine, au plus tard.

Art. 105. L'élection des autorités communales se fait au suffrage universel et direct, et au scrutin secret par le moyen du ballottage.

Art. 106. La garde nationale est maintenue.

Art. 107. La Constitution ne peut être révisée en entier. Toutefois, certaines dispositions constitutionnelles non fondamentales, qui doivent être désignées, peuvent, dix ans après la promulgation de la Constitution, être révisées, si la nécessité en est dûment constatée.

Cette nécessité est considérée comme suffisamment constatée, si la Chambre des députés demande la révision, dans deux législatures consécutives, par une résolution spéciale, prise à la majorité des trois quarts du nombre total de ses membres, et désignant les dispositions constitutionnelles à reviser.

Cette révision une fois résolue, la Chambre est dissoute, et il en est convoqué une autre spécialement dans ce but. Cette Chambre, composée d'un nombre double à celui des députés, statue sur les points soumis à la révision.

Art. 108. La révision de la disposition concernant le conseil d'État est permise à la première législature, si la Chambre des députés en émet le vœu, à la majorité des trois quarts de ses membres.

Art. 109. La présente Constitution sera exécutoire dès qu'elle sera signée par le Roi. Le conseil des ministres est obligé de la faire publier par la *Gazette du Gouvernement* dans les vingt-quatre heures après la signature.

Art. 110. Le maintien de la présente Constitution demeure confié au patriotisme des Hellènes.

**Programme politique adopté par le nouveau ministère hellène
présidé par M. Canaris.**

La confiance de S. M. le Roi nous appelle à continuer d'administrer les affaires de l'État.

Les circonstances sont difficiles, mais ces difficultés ne peuvent avoir un caractère dangereux, puisqu'elles sont le résultat naturel d'une convulsion politique sous l'influence de laquelle la patrie est restée pendant deux ans, et que c'est à peine si elle revient aujourd'hui à un ordre régulier.

Connaissant les sentiments d'ordre qui animent le peuple grec et son vif désir de voir le règne des lois et l'ordre marcher avec la liberté, nous avons la ferme conviction que nous pourrons, en marchant sagement et résolument, et avec votre sincère coopération, faire disparaître toute hésitation et triompher de toutes les difficultés.

L'œuvre du gouvernement, à l'époque qui a commencé après la promulgation de la Constitution, est de faire exécuter les lois. L'ob-

servation fidèle et religieuse des prescriptions de la Constitution, *obligation commune des gouvernants et des gouvernés*, suivant la remarquable expression de S. M. le Roi, est le premier devoir du gouvernement. L'exécution sincère et impartiale des lois relatives aux élections des députés et des autorités municipales et la convocation prochaine de la Chambre des députés sont sa principale mission.

Ressentant profondément la grandeur de notre devoir et l'importance de notre mission, nous procéderons avec le courage qu'inspire la résolution inaltérable de prouver notre respect pour les lois et de l'imposer aux autres.

Telle est la voie que nous suivrons, et nous exigerons de vous de nous suivre fidèlement et sans vous en écarter.

En marchant ainsi, nous sommes sûrs de surmonter toutes les difficultés exceptionnelles qui se présenteront, de remplir notre mission, n'oubliant jamais, mais au contraire ayant constamment en vue le compte rendu que nous devons, suivant la Constitution, comme ministres responsables, et qui complète les conditions du véritable contrôle des actes du Gouvernement, alors seulement que les représentants de la nation, provenant de la volonté libre des électeurs, seront libres, n'étant liés par aucun lien précédent, si ce n'est le lien honorable de la responsabilité envers leurs électeurs.

Entrés dans cette voie, nous irons jusqu'au bout, toujours prêts à renverser tout obstacle illégal qui pourrait se présenter, car nous connaissons parfaitement le vœu général, qui ne demande que la consolidation de l'ordre public, et nous remplirons inflexiblement le devoir qui nous est imposé de le maintenir pleinement.

Athènes, 30 novembre 1864.

CANARIS, *président*; LONDOS, COUMOUNDOUROS,
SOTIROPOULOS, CARNALIS, BOUDOURIS.

**Proclamation de M. Mavrocordatos, nomarque de Corfou,
aux habitants de l'île,**

Citoyens habitants de l'île de Corfou,

Ayant accepté, dans les circonstances actuelles, l'exercice des fonctions très-graves qu'a bien voulu me confier le Gouvernement du Roi, je connais les diverses et nombreuses difficultés que je vais rencontrer. J'ai toutefois confiance dans l'appui de la divine Providence, dans la sincérité de mes intentions et dans votre patriotisme très-hellénique.

J'arrive pour vous administrer, non au moyen de beaucoup d'écritures et de vaines paroles, mais par des actes à l'accomplissement desquels j'apporterai tous mes efforts.

Je viens, libre de toutes préventions et de toutes sympathies personnelles, pour apprendre sur place le véritable état des choses, pour en donner connaissance au Gouvernement du Roi, et pour proposer, d'après une opinion pure de toute influence étrangère, les mesures qui me paraîtront les plus propres pour remédier au mal et seconder le bien.

Je me mettrai en rapport avec tout le monde; chacun pourra et devra m'éclairer sur ses droits; personne ne trouvera en moi un soutien de ses intérêts au détriment d'intérêts d'autrui.

Les partis politiques devront, par amour de la patrie, pour laquelle sans doute ils entendent travailler, m'indiquer les besoins du pays et la route à suivre pour arriver au contentement désirable de tous les citoyens. Aucun de ces partis ne fera en moi la conquête d'un ami qui soit complètement le sien.

Fonctionnaire public, représentant ici les vœux du Roi, je ne perdrai de vue en aucune circonstance que notre souverain prend pour base de sa puissance l'amour de son peuple. Aussi, l'affection de mes administrés sera-t-elle le premier objet de ma sollicitude et le principal levier dont je me servirai dans mes mesures d'administration. Je ne parle pas de l'affection de ceux qui, se préoccupant de leurs intérêts personnels, ne songent qu'à en assurer le succès, mais de la sympathie de ceux qui, aimant de fait leur patrie, ne voient leur intérêt que dans le bien-être général.

Lorsque j'aurai votre affection, je ne doute point de parvenir à inspirer à tout le monde ce respect de la loi qui est le salut de la généralité; par conséquent, je ne tarderai pas un instant à poursuivre avec toute la rigueur des lois quiconque cherchera à troubler la tranquillité publique, sous quelque prétexte que ce soit.

La population ionienne a exprimé le désir d'une prompte et complète application aux îles des lois du royaume. Mais, quoiqu'une identité d'origine, de religion, de langue, de mœurs et de coutumes rende plus facile parmi vous qu'ailleurs une assimilation des lois, le passage d'une législation à une autre exige un certain temps, quelque court qu'il soit, si ce changement doit se faire sans amener de préjudices. Le Gouvernement royal, désirant préserver ces nouveaux territoires grecs d'une agitation inutile et dangereuse, a l'intention de ne procéder à la fusion que graduellement et avec circonspection. Un commencement a déjà été donné à ce travail.

Particulièrement dans cette île, le Gouvernement du Roi entend, par mon intermédiaire, vouer toute son attention aux conditions ter-

rito iales de Corfou, question vitale pour cette communauté, et il apportera une sollicitude incessante à la résoudre conformément aux principes du droit et de l'équité, résultat que pourra accélérer seulement le bon vouloir de ceux qui y sont intéressés.

Après l'heureuse réunion des sept îles au royaume de Grèce, le nouvel État, d'après les vœux communs de la nation et du prince, a été doté d'une constitution répondant aux besoins actuels des peuples les plus civilisés. Maintenant commence une loyale émulation de toutes les éparchies de la Grèce pour une sincère application des lois et des nouvelles institutions; par cette émulation, la Grèce montrera, en dépit de ses détracteurs, qu'elle est digne des libertés qu'elle s'est données. Cette émulation de tout le peuple grec vous ouvre une vaste arène, à vous principalement qui habitez cette île illustre par son histoire; il vous incombe de montrer votre commune comme se signalant par sa sécurité, le bon ordre et une obéissance empressée aux lois; il faut vous distinguer parmi toutes les communes d'un État jouissant de bonnes lois.

Corfou, le 16/28 janvier 1865.

Signé : Le nomarque de Corfou,
D.-S. MAVROCORDATOS.

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES



Le Comte le MENSENDORFF - POUILLY

MINISTRE

DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AUTRICHE

Nommé le 15 Mars 1864

Amoyot Eda Paris

Imp Ch Chardon aîné Paris

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1865

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

PRUSSE ET JAPON.

**Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Prusse
et le Japon, du 24 janvier 1861.**

Son Altesse Royale le Régent, Prince de Prusse, au nom de S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Taïcoun du Japon, animés du sincère désir d'établir des relations amicales entre les deux États, ont résolu de les consolider par un Traité d'amitié et de commerce réciproque et avantageux aux sujets des Puissances contractantes, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Son Altesse Royale le Régent, Prince de Prusse,

Le Chambellan Frédéric Albert, comte d'*hulenburg*, son envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, chevalier de l'ordre de

l'Aigle Rouge de troisième classe, de l'ordre de Saint-Jean, etc., etc.;
et S. M. le Taïcoun du Japon,

Muragaki Awadsi no Kami.

Takemoto Dsusio no Kami,

Kurokawa Satsiu.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura paix perpétuelle et amitié inaltérable entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Taïcoun du Japon, leurs héritiers et successeurs ainsi qu'entre leurs sujets respectifs.

Art. 2. S. M. le Roi de Prusse aura le droit, s'il le juge convenable, de nommer un Agent diplomatique, qui résidera dans la ville de Yeddo.

Il aura également le droit de nommer des agents consulaires dans les ports qui seront ouverts au commerce prussien.

L'Agent diplomatique accrédité par S. M. le Roi de Prusse, ainsi que le Consul général, auront le droit de circuler librement et sans entraves dans toutes les parties de l'Empire du Japon.

Il sera loisible à S. M. le Taïcoun du Japon d'accréditer un Agent diplomatique à la Cour de Berlin et de nommer des Agents consulaires dans les ports prussiens.

L'Agent diplomatique et le Consul général du Japon auront le droit de circuler dans toute l'étendue du Royaume de Prusse.

Art. 3. Les villes et ports de Hakodate, Kanagawa et Nagasaki seront, à partir du jour où le présent Traité entrera en vigueur, ouverts aux sujets prussiens.

Les sujets prussiens pourront avoir une résidence fixe dans lesdites villes et ports; ils auront le droit d'y louer des immeubles, d'y acheter des maisons, et ils pourront y construire des habitations et des magasins.

Mais il ne leur sera pas permis d'ériger des fortifications sous le prétexte de construire des habitations ou des magasins; les autorités compétentes japonaises auront le droit, pour s'assurer de l'exécution fidèle de cette disposition, de surveiller de temps en temps les travaux de construction de chaque édifice qui sera commencé, modifié ou réparé.

L'emplacement que devront occuper les sujets prussiens et sur lequel ils élèveront leurs constructions, sera désigné par l'Agent consulaire prussien de concert avec les autorités locales japonaises. Le règlement des ports sera établi de la même manière; dans le cas où l'Agent consulaire prussien et les autorités japonaises ne tomberaient pas d'accord sur ce point, l'affaire devra être soumise à l'Agent diplomatique et au Gouvernement japonais.

Les emplacements habités par des sujets prussiens ne pourront être entourés par les Japonais d'aucun mur, haie ou grille, ni d'aucune fermeture qui empêcherait le libre accès de cet emplacement.

Il sera permis aux sujets prussiens de circuler librement dans les limites suivantes :

De Kanagawa jusqu'à la rivière Logo qui se jette dans le golfe de Yeddo entre Kawasaki et Sinagawa et dans toute autre direction à une distance de 10 ri ;

De Hakodate dans toute direction à une distance de 10 ri.

Ces distances seront calculées par terre à partir du Gojoshio ou hôtel de ville de chacun des susdits ports.

Un ri équivaut à

22 456 pieds prussiens.

4 275 yards anglais.

3 910 mètres français.

De Nagasaki les sujets prussiens pourront se rendre sur le territoire voisin de l'Empire indifféremment dans toutes les directions.

Art. 4. Les sujets prussiens qui résident au Japon, jouiront du libre exercice de leur culte. A cet effet, il leur sera permis d'ériger sur l'emplacement qui leur aura été assigné comme résidence, des édifices destinés à l'exercice de leur culte.

Art. 5. Tous les litiges qui s'élèveraient au sujet des personnes ou des propriétés, entre les Prussiens résidant au Japon, devront être soumis à l'autorité prussienne constituée au Japon.

Lorsqu'un sujet prussien élèvera une plainte contre un sujet japonais, l'autorité japonaise en connaîtra.

Et lorsqu'un sujet japonais élèvera une plainte contre un sujet prussien, l'autorité prussienne en sera saisie.

Lorsqu'un sujet japonais refusera de payer à un sujet prussien ce qu'il lui doit, ou s'il se tenait caché dans une intention frauduleuse, les autorités japonaises prendront toutes les mesures qui seront en leur pouvoir pour l'amener devant la justice, et obtenir de lui le paiement de sa dette. Et lorsqu'un sujet prussien se tiendra caché dans l'intention frauduleuse de ne pas payer une dette qu'il a contractée vis-à-vis d'un sujet japonais, les autorités prussiennes feront tout ce qui sera en leur pouvoir, pour amener le débiteur devant la justice et le contraindre au paiement de sa dette.

Ni les autorités prussiennes, ni les autorités japonaises ne pourront être responsables des dettes qui auraient été contractées par des sujets prussiens ou japonais.

Art. 6. Les sujets prussiens qui commettraient un crime contre des sujets japonais ou contre des sujets d'une autre nation, devront être

conduits devant l'Agent consulaire prussien et punis d'après la loi prussienne.

Les sujets japonais qui se rendraient coupables d'un crime contre des sujets prussiens devront être conduits devant les autorités japonaises et punis d'après les lois japonaises.

Art. 7. Toutes les réclamations d'amendes ou les demandes de confiscation pour infractions au présent Traité ou au règlement de commerce ci-annexé, seront soumises à la décision des autorités consulaires prussiennes. Les amendes ou confiscations qui seront prononcées par ces dernières, seront remises aux autorités japonaises.

Art. 8. Dans tous les ports du Japon qui seront ouverts au commerce, les sujets prussiens pourront introduire et vendre toutes sortes de marchandises qui ne seront pas de contrebande, originaires de Prusse ou venant d'autres ports; ils pourront de même acheter toutes sortes de marchandises, et les transporter à destination de ports prussiens ou étrangers. Ils n'auront à payer que les droits mentionnés au tarif annexé au présent Traité et seront affranchis de toutes autres impositions.

Les sujets prussiens pourront acheter aux Japonais ou leur vendre toutes sortes de marchandises sans l'intervention d'agents japonais ni pendant l'achat, ni pendant la vente, ni pendant le paiement ou la réception du prix convenu.

Il sera permis à tous Japonais d'acheter toutes sortes de marchandises des mains de sujets prussiens, et de garder à leur usage ou de revendre ce qu'ils auront acheté.

Art. 9. Le Gouvernement japonais ne s'opposera pas à ce que les Prussiens résidant au Japon, prennent à leur service, des Japonais et les emploient à tous les usages qui ne seraient pas défendus par les lois.

Art. 10. Le règlement de commerce annexé au présent Traité sera considéré par les Hautes Parties contractantes, comme faisant partie intégrante dudit Traité et comme les liant réciproquement.

L'Agent diplomatique prussien au Japon, aura le droit, d'accord avec les fonctionnaires à ce désignés par le Gouvernement japonais, d'édicter pour tous les ports ouverts au commerce les règlements qui paraîtront nécessaires et propres à l'exécution des dispositions contenues dans le règlement de commerce annexé.

Art. 11. Les autorités japonaises prendront dans chaque port, telles dispositions qui leur paraîtront les plus propres pour prévenir la fraude et la contrebande.

Art. 12. Lorsqu'un navire prussien arrive dans un port du Japon ouvert au commerce, il pourra à sa volonté, prendre un pilote qui le conduira dans le port. De même, lorsque le navire aura acquitté tous

les droits et taxes établis par la loi et qu'il est prêt à partir, il pourra à sa volonté prendre un pilote pour sortir du port.

Art. 13. Les négociants prussiens auront la faculté, lorsqu'ils importeront des marchandises dans un port ouvert au Japon, et auront acquitté les droits fixés, de réclamer de la douane japonaise un certificat indiquant que les droits ont été acquittés et ils pourront, sur la présentation de ce certificat, réexporter les mêmes marchandises pour les réimporter dans un autre port ouvert du Japon, sans qu'ils aient à acquitter de nouveaux droits.

Art. 14. Toutes les marchandises qui auraient été importées par des sujets prussiens dans un port ouvert du Japon et qui auront acquitté les droits fixés par le présent Traité, pourront être transportées par les Japonais dans toutes les parties de l'Empire sans qu'il puisse être prélevé sur ces marchandises aucune taxe ni droit de transit à quelque titre que ce soit.

Art. 15. Toutes les monnaies étrangères auront cours au Japon ; la valeur sera celle d'un poids égal de monnaies japonaises du même métal.

Les Prussiens et les Japonais pourront, dans les paiements qu'ils auraient réciproquement à se faire, employer à leur volonté des monnaies étrangères ou des monnaies japonaises.

Des monnaies de toute sorte, sauf les monnaies japonaises en cuivre et l'or ou l'argent étranger en barres pourront être exportées du Japon.

Art. 16. Lorsque les agents des douanes japonaises ne sont pas d'accord sur la valeur attribuée par les négociants à certaines de leurs marchandises, il leur sera loisible de taxer eux-mêmes ces marchandises et d'offrir de les acheter au taux qu'ils auront fixé.

Si le propriétaire des marchandises se refusait à accepter cette offre, il devra payer le droit afférent à la valeur fixée par les agents des douanes japonaises. Dans le cas au contraire où l'offre serait acceptée, il sera payé au propriétaire le prix offert sans déduction d'aucuns droits.

Art. 17. Lorsqu'un navire prussien fera naufrage ou échouera sur les côtes de l'Empire du Japon, ou s'il était forcé de chercher refuge dans un port intérieur du Japon, les autorités japonaises compétentes devront, dès qu'elles en auront connaissance, accorder au navire tous les secours dont il aurait besoin. Les personnes à bord du navire, devront être traitées avec bienveillance et s'il est nécessaire, pourvues de moyens pour se rendre au siège du plus prochain consulat prussien.

Art. 18. Des provisions de toute sorte pourront être débarquées à Kanagawa, Hakodate et Nagasaki, à l'usage des bâtiments de guerre

prussiens, et déposées dans des magasins sous la garde de fonctionnaires prussiens, sans qu'il y ait lieu de payer des droits de douane pour ces marchandises. Mais lorsque des provisions de ce genre seront vendues à des Japonais ou à des étrangers, les acquéreurs auront à payer aux autorités japonaises les droits afférents à ces marchandises.

Art. 19. Il est expressément entendu que le Gouvernement Royal Prussien et ses sujets jouiront à partir du jour où le présent Traité entrera en vigueur, sans autre formalité aucune, des droits, franchises et avantages que Sa Majesté le Taïcoun aura accordés ou pourra accorder dans la suite au Gouvernement et aux sujets d'une autre nation étrangère.

Art. 20. Il est convenu que les hautes parties contractantes pourront à partir du 1^{er} juillet 1872, demander la révision du présent Traité pour y apporter les modifications et les améliorations que l'expérience aura fait reconnaître comme nécessaires.

Toutefois cette demande devra être faite au moins un an à l'avance.

Art. 21. Toutes les communications officielles des agents diplomatiques ou consulaires prussiens adressées aux autorités japonaises, seront rédigées en langue allemande. Cependant pour faciliter, autant que possible, l'expédition des affaires, ces communications seront accompagnées pendant cinq ans encore à partir du jour où le présent Traité entrera en vigueur, d'une traduction en langue hollandaise ou japonaise.

Art. 22. Le présent Traité a été expédié en quadruple exemplaire, en langue allemande, japonaise et hollandaise. Toutes ces expéditions ont le même sens et la même teneur, mais le texte hollandais sera considéré comme le texte original du Traité, de façon que si ce Traité donnait lieu à une interprétation différente du texte allemand et du texte japonais, c'est au texte hollandais qu'on devra se reporter.

Art. 13. Le présent Traité, signé et scellé, sera ratifié par S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Taïcoun du Japon et les ratifications en seront échangées à Yeddo.

Il entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1863.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Yeddo, le 24 janvier de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-un, ou le 14^e jour du 12^e mois de la 1^{re} année de Mann-enn de l'ère japonaise.

(L. S.) *Signé* : COMTE D'EULENBURG.

(LL. SS.) *Signé* : MURAGAKI AWADSI NO KAMI, TAKEMOTO DSUSIO
NO KAMI, KUROKAWA SATSIU.

**Règlement relatif aux conditions sous lesquelles pourra se faire
le commerce prussien au Japon.**

Disposition I.

Dans les quarante-huit heures (les dimanches exceptés) après l'arrivée d'un navire prussien dans un port japonais, le capitaine ou le commandant devra exhiber aux autorités douanières japonaises, un reçu du consul de Prusse constatant le dépôt au consulat de tous les papiers de bord, connaissements, etc., etc.; il déclarera ensuite son navire en remettant un papier indiquant le nom du navire, celui du port d'où il vient, son tonnage, le nom du capitaine ou commandant, les noms des passagers (s'il y en a) et le chiffre de l'équipage. Ce document devra être signé par le capitaine ou commandant et certifié conforme. En outre, il devra déposer un manifeste écrit de son chargement indiquant les marques, les chiffres et le contenu des ballots tels qu'ils sont mentionnés sur le connaissement avec le nom du ou des consignataires. Il y sera joint une liste des provisions à bord. Le capitaine ou commandant devra certifier que le manifeste contient le détail exact du chargement entier et de toutes les provisions et il signera le tout de son nom.

Si une erreur était découverte dans le manifeste, elle pourra être rectifiée dans les vingt-quatre heures (les dimanches exceptés) sans qu'aucun droit puisse être perçu à cet égard. Mais pour toute modification ou addition faite au manifeste, passé ce délai, il sera payé une amende de quinze dollars.

Toutes les marchandises non mentionnées sur le manifeste devront acquitter un double droit lorsqu'elles seront débarquées.

Chaque capitaine ou commandant qui négligerait de déclarer son navire auprès des autorités douanières japonaises dans le délai fixé ci-dessus, devra payer une amende de soixante dollars par chaque jour de retard.

Disposition II.

Le Gouvernement japonais aura le droit de placer des agents des douanes à bord de tout navire entré dans un de ses ports, à l'exception toutefois des navires de guerre. Ces agents devront être traités avec politesse et être logés aussi convenablement que le permettra l'aménagement du navire.

Aucunes marchandises ne pourront être débarquées d'un navire entre le coucher et le lever du soleil, à moins de permission spéciale de la douane, et toutes les issues ainsi que les autres ouvertures donnant accès à la cale des marchandises pourront, entre le coucher et le

lever du soleil, être fermées par les autorités japonaises au moyen de plombs, cadenas ou autrement, et si quelqu'un voulait, sans y avoir été préalablement autorisé, ouvrir une partie du navire ainsi close ou forcer ou enlever les plombs ou cadenas apposés par les autorités douanières japonaises, il devra pour chaque infraction de ce genre payer une amende de soixante dollars.

Les marchandises qui seraient débarquées ou qu'on chercherait à débarquer d'un navire sans déclaration préalable auprès des autorités douanières japonaises, comme il est dit ci-dessous, pourront être saisies et confisquées.

Les ballots dans lesquels on aurait introduit, avec l'intention de frauder la douane, des articles de prix non indiqués sur la facture, seront passibles de confiscation.

Si un navire prussien introduisait ou cherchait à introduire des marchandises en fraude dans un des ports non ouverts du Japon, ces marchandises seront saisies par le Gouvernement japonais et le navire devra payer pour chaque tentative de ce genre une amende de mille dollars.

Les navires qui auraient besoin de réparations pourront, à cet effet, débarquer leur cargaison sans payer de droits. Toutes les marchandises ainsi débarquées resteront sous la garde des autorités japonaises et les frais de garde, de surveillance et autres, devront être payés par le capitaine. Mais si une partie de la cargaison était vendue à terre, les droits ordinaires devront être acquittés pour cette partie.

Des marchandises peuvent être transbordées dans le même port sur un autre navire sans avoir de droits à payer, mais le transbordement aura toujours lieu sous la surveillance de fonctionnaires japonais et après que l'autorité douanière aura acquis une preuve suffisante de la régularité de cette opération; un permis devra en outre être délivré à cet effet par l'autorité douanière.

L'importation de l'opium étant prohibée, lorsqu'un navire prussien arrive au Japon dans le but de faire des opérations commerciales et a plus de trois kattie d'opium à bord, les autorités japonaises pourront saisir tout l'excédant en poids d'opium et le détruire; et toute personne qui introduirait ou chercherait à introduire de l'opium en fraude sera punie d'une amende de quinze dollars pour chaque kattie d'opium introduit.

Disposition III.

Le propriétaire ou consignataire de marchandises, lorsqu'il désire les débarquer, doit en remettre une déclaration à la douane japonaise. La déclaration devra être faite par écrit et contenir le nom de la personne qui fait la déclaration, le nom du navire sur lequel les

marchandises sont arrivées, les marques, numéros des colis et leur contenu avec un tableau indiquant en détail la valeur de chaque colis; à la fin de la déclaration devra être consignée la valeur totale de toutes les marchandises y mentionnées.

Sur chaque déclaration, le propriétaire ou le consignataire devra certifier par écrit que la déclaration remise, indique la valeur réelle des marchandises et que rien n'a été dissimulé au préjudice de la douane japonaise; le propriétaire ou consignataire devra signer ce certificat de son nom.

La facture originale ou les factures relatives aux marchandises déclarées seront soumises aux autorités douanières et resteront entre leurs mains jusqu'à ce qu'elles aient vérifié les marchandises déclarées.

Les employés japonais pourront vérifier quelques-uns ou tous les colis déclarés, et les faire apporter à cet effet à la douane; mais cette vérification devra avoir lieu sans frais pour l'importateur et sans avaries pour les marchandises. Vérification faite, les employés japonais devront replacer les marchandises dans les ballots (autant que cela sera possible), et la vérification devra se faire sans délais inutiles.

Lorsque le propriétaire ou l'importateur découvre, avant qu'il n'en ait reçu livraison, que ses marchandises ont été avariées pendant le voyage, il pourra en donner avis aux autorités douanières et faire estimer les marchandises par deux ou plusieurs personnes compétentes et impartiales; ces dernières devront, après examen, délivrer un certificat indiquant en pour cent le montant des avaries de chaque ballot, ainsi que la marque et le numéro des ballots; ledit certificat sera signé par les experts en présence des autorités douanières, et l'importateur pourra joindre ce certificat à sa déclaration en demandant une réduction proportionnée sur les droits à payer.

Toutefois, les autorités douanières conserveront le droit de fixer la valeur des marchandises, comme il est prévu par l'article 96 du Traité auquel le présent règlement est annexé.

Après l'acquit des droits de douane, le propriétaire obtiendra un permis qui autorise la livraison des marchandises entre ses mains, soit que ces marchandises se trouvent à la douane ou à bord du navire.

Toutes les marchandises destinées à l'exportation devront, avant d'être portées à bord, être déclarées à la douane japonaise. La déclaration devra être faite par écrit et indiquer le nom du navire sur lequel les marchandises seront exportées, les marques, les numéros des ballots, leur quantité, leur contenu et leur valeur.

L'exportateur devra certifier par écrit que sa déclaration indique exactement toutes les marchandises y énumérées, et devra signer ladite déclaration de son nom.

Les marchandises qui seraient placées à bord d'un navire pour être exportées, avant que déclaration en ait été faite à la douane et tous les ballots qui renfermeraient des objets prohibés, seront confisqués par le gouvernement japonais.

Les provisions à l'usage des navires et de leurs équipages ou passagers, ainsi que les vêtements de ces derniers n'ont pas besoin d'être déclarés en douane.

Lorsque les employés des douanes japonaises considéreront un ballot comme suspect, ils pourront s'en saisir, mais ils devront en même temps en donner avis à l'agent consulaire prussien.

Les marchandises qui, d'après la décision des agents consulaires prussiens, seraient passibles de la confiscation, devront être immédiatement livrées aux autorités japonaises et le montant des amendes reconnues par les agents consulaires prussiens sera perçu sans délai par ces derniers, pour être versé entre les mains des autorités japonaises.

Disposition IV.

Les navires qui désirent mettre à la voile, doivent en donner avis à la douane au moins 24 heures à l'avance, et ce délai écoulé, ils seront autorisés à sortir du port. Si la sortie leur était refusée, les employés de la douane devront faire connaître immédiatement au capitaine ou au consignataire les motifs pour lesquels la sortie est refusée; ils devront également en informer l'agent consulaire prussien.

Les navires de guerre prussiens ne seront pas astreints d'annoncer leur arrivée ou leur départ à la douane, et ils ne seront soumis à aucune visite de la part des employés des douanes ou de la police japonaise.

Les paquebots à vapeur portant à leur bord la malle prussienne, pourront entrer et sortir du port dans la même journée sans avoir besoin de remettre un manifeste, excepté pour les passagers et marchandises débarqués au Japon. Mais ces paquebots devront toujours faire leur déclaration à la douane.

Les baleiniers qui entreraient dans un port japonais pour faire des provisions et les navires en détresse ne seront pas astreints à remettre un manifeste de leur cargaison; mais s'ils sont ensuite dans l'intention de faire des opérations de commerce, ils devront déposer un manifeste conformément aux prescriptions de la disposition I.

Toutes les fois qu'il est question dans le Traité ou dans le règlement y annexé de navire ou entendra par là tout bâtiment, barque, brick, schooner, chaloupe ou bateau à vapeur.

Disposition V.

Si une personne, dans le but de préjudicier aux revenus de l'État du

Japon, signe une fausse déclaration ou un faux certificat, elle devra payer, pour chaque infraction de ce genre, une amende de 125 dollars.

Disposition VI.

Les navires prussiens ne seront soumis dans les ports japonais à aucun droit de tonnage, mais les droits suivants devront être acquittés entre les mains de la douane japonaise :

Pour l'entrée d'un navire	15 dollars.
Pour la sortie d'un navire	7 »
Pour chaque permis	1 1/2 »
Pour chaque patente de santé	1 1/2 »
Pour tout autre document	1 1/2 »

Disposition VII.

Toutes les marchandises débarquées au Japon devront acquitter les droits fixés par le tarif ci-dessous :

1^{re} classe. Tous les articles rentrant dans cette classe seront exempts de droits :

Or et argent monnayés ou non.

Vêtements pour l'usage particulier.

Ustensiles de ménage, livres imprimés, non destinés à la vente, mais appartenant à des personnes qui désirent s'établir au Japon.

Objets d'intérieur, livres et objets de consommation destinés à des fonctionnaires prussiens au Japon. Si ces trois articles étaient mis en vente, les droits y afférant devront être acquittés.

2^{me} classe. Les articles qui suivent seront soumis à un droit de 5 p. 100 :

Tous objets servant à la construction, le grément, la réparation et l'équipement des navires.

Tous les engins servant à la pêche de la baleine.

Toutes sortes de denrées salées.

Pain et matières premières servant à le fabriquer.

Animaux vivants de toute espèce.

Houilles.

Bois de construction pour les maisons.

Riz.

Paddie.

Machines à vapeur.

Zinc.

Plomb.

Étain

Soie brute.

Tous les tissus en lin, coton et laine.

3^{me} classe. Un droit de 35 p. 100 sera prélevé sur toutes les boissons intoxicantes, qu'elles soient préparées par la distillation, la fermentation ou de toute autre manière.

4^{me} classe. Tous les articles non mentionnés dans les classes précédentes seront soumis à un droit d'entrée de 20 p. 100.

Des munitions de guerre ne peuvent être vendues qu'au Gouvernement japonais et à des étrangers.

Disposition VIII.

A l'exception des monnaies d'or ou d'argent et du cuivre en barres, tous les produits d'origine japonaise exportés en cargaison, payeront un droit de sortie de 5 p. 100.

Le Gouvernement japonais mettra périodiquement en vente aux enchères publiques l'excédant de cuivre qui aurait été produit.

Le riz et le blé d'origine japonaise ne pourront être exportés comme cargaison de l'Empire du Japon, mais les sujets prussiens qui résident au Japon et les bâtiments de guerre en pourront être pourvus jusqu'à concurrence de leurs besoins.

Disposition IX.

Cinq années après la mise en vigueur du présent Traité, les droits d'entrée et de sortie seront soumis à une révision dans le cas où le Gouvernement prussien et le Gouvernement japonais en exprimeraient le désir. Mais si, avant que ce délai n'était écoulé, le Gouvernement japonais procédait à une révision semblable avec le Gouvernement d'une autre nation, le Gouvernement prussien y prendrait part sur la demande du Gouvernement japonais.

Signé : Comte d'EULENBURG.

MURAGAKI AWADSI NO KAMI.

TAKEMOTO DSUSIO NO KAMI.

KUROKAWA SATSIU.

BELGIQUE — FRANCE.

**Convention additionnelle de poste conclue, le 27 février 1865,
entre la France et la Belgique.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi des Belges, désirant améliorer le service des correspondances entre la France et la Belgique,

ont résolu d'y pourvoir au moyen d'une Convention additionnelle à la Convention de poste du 3 décembre 1857¹, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Edouard *Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, grand cordon de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et S. M. le Roi des Belges, M. le baron Eugène *Beyens*, officier de l'ordre de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. La taxe à percevoir pour toute lettre ordinaire, c'est-à-dire non chargée, expédiée soit de la France ou de l'Algérie pour la Belgique, soit de la Belgique pour la France ou l'Algérie, sera de trente centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes, en cas d'affranchissement, et de cinquante centimes aussi par dix grammes ou fraction de dix grammes, en cas de non-affranchissement.

Toutefois, la taxe des lettres désignées dans l'article 5 de la Convention du 3 décembre 1857 continuera à être perçue, conformément aux dispositions dudit article.

Art. 2. Les papiers de commerce ou d'affaires et les autres documents manuscrits n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour la Belgique, et *vice versa*, seront affranchis jusqu'à destination, à raison de cinquante centimes par chaque deux cents grammes ou fraction de deux cents grammes.

Pour jouir de cette modération de taxe, les objets ci-dessus désignés devront être placés sous bandes et ne contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance ou pouvant en tenir lieu.

Les papiers de commerce ou d'affaires et les autres documents manuscrits qui ne rempliront pas ces conditions, ou dont le port n'aura pas été payé d'avance intégralement, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Art. 3. Le produit des taxes ou droits à percevoir, en vertu des articles 1 et 2 précédents, sur les lettres ordinaires, les papiers de commerce ou d'affaires et les autres documents manuscrits adressés d'un État dans l'autre, sera réparti entre les administrations des postes des deux Pays, dans la proportion de deux tiers au profit de l'ad-

1. Voir *Archives*, année 1861, tome III, p. 211.

ministration des postes de France et d'un tiers au profit de l'administration des postes de Belgique.

Art. 4. Les taxes à percevoir pour l'affranchissement jusqu'à destination des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des photographies, des papiers de musique, des cartes de visite, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés soit de la France et de l'Algérie pour la Belgique, soit de la Belgique pour la France et l'Algérie, devront être payées par les envoyeurs et seront réparties entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique, conformément au tarif suivant :

NATURE, ORIGINE ET DESTINATION des objets à affranchir.		TAXE à payer par l'envoyeur pour l'affranchis- sement de chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	SOMME à payer pour chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.			
1		2	3	4		
Journaux, gazettes et ouvrages périodiques.....	De la France et de l'Algérie pour la Belgique.....	Six centimes....	»	c. 02	»	»
	De la Belgique pour la France et l'Al- gérie.....	Huit centimes..	»	»	»	06
Livres brochés, livres reliés, brochures, photographies, cartes de visite, papiers de musique, catalogues, pros- pectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autogra- phiés.....	De la France et de l'Algérie pour la Belgique.....	Cinq centimes...	»	01	»	»
	De la Belgique pour la France ou l'Al- gérie.....	Idem.....	»	»	»	04

Pour profiter du bénéfice des modérations de taxe accordées par le tarif ci-dessus, les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, photographies, cartes de visite, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers devront être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Ceux des objets susmentionnés qui ne rempliraient pas ces conditions ou dont le port n'aura pas été payé d'avance intégralement seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Art. 5. Il est entendu que les lettres, les papiers manuscrits sous

bandes, les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, photographies, cartes de visite, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers affranchis jusqu'à destination, conformément aux articles 1, 2 et 4 de la présente Convention, ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 6. L'administration pour le compte de laquelle seront transportées en dépêches closes les lettres auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article 16 de la Convention du 3 décembre 1857 payera à l'administration qui effectuera ce transport, pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le point par lequel les dépêches closes entreront sur le territoire desservi par cette dernière administration et le point par lequel elles en sortiront, la somme de trois centimes par kilogramme de lettres, poids net.

Toutefois, l'administration des postes de Belgique payera à l'administration des postes de France, tant pour prix du transport sur le territoire français que pour prix du transport, à travers le canal de la Manche, des lettres comprises dans les dépêches closes que ladite administration des postes de Belgique échangera avec l'administration des postes de la Grande-Bretagne, par la voie de France, un prix uniforme de dix-neuf centimes par trente grammes de lettres, poids net.

Art. 7. Il est réciproquement convenu entre les deux Parties contractantes que les taxes territoriales françaises ou belges dont sont passibles les lettres que chacun des deux pays expédie ou reçoit par l'intermédiaire de l'autre ne devront, sous aucun prétexte, excéder celles applicables aux lettres de la même origine pour la même destination transmises par une autre voie que celle de la France ou de la Belgique.

Il est également convenu que la taxe étrangère que chacun des deux Gouvernements croirait devoir faire percevoir à titre de remboursement des taxes de transit ou de voie de mer à payer, en vertu de l'article 6 précédent, pour les lettres originaires ou à destination d'un seul et même pays étranger, ne devra pas dépasser, pour une lettre simple, le quart du prix moyen ou du prix uniforme, par trente grammes, résultant de l'application des dispositions dudit article.

Toutefois, il est entendu que, lorsque la division du prix susmentionné par le chiffre 4 donnera une fraction de décime, il pourra être perçu de part et d'autre un décime entier, si la fraction est d'un demi-décime ou plus; mais si cette fraction est inférieure au demi-décime, elle ne sera pas perçue.

Art. 8. Le Gouvernement français et le Gouvernement belge prennent

l'engagement réciproque d'admettre en transit sur leurs territoires respectifs, dans les dépêches closes échangées en vertu de l'article 16 de la Convention du 3 décembre 1857, et au prix déterminé par ledit article pour les journaux et les imprimés, les échantillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur vénale.

Pour jouir du bénéfice de cette modération de taxe, les échantillons de marchandises devront être placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, ne porter d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix, et être affranchis jusqu'à destination.

Les échantillons de marchandises qui ne rempliront pas ces conditions seront assimilés aux lettres ordinaires.

Art. 9. La présente Convention, qui sera considérée comme additionnelle à la Convention du 3 décembre 1857, sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra, et elle sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 27 février 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : baron EUG. BEYENS.

Convention relative à la transmission par la poste des valeurs papiers, conclue entre la France et la Belgique, le 28 février 1865.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi des Belges, également animés du désir de faciliter et de protéger la transmission, par les postes des deux pays, des valeurs-papiers au porteur, adressées d'un État dans l'autre, ont résolu d'assurer ce résultat par une Convention et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Édouard *Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, grand cordon de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et S. M. le Roi des Belges, M. le baron Eugène *Beyens*, officier de l'ordre de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. L'envoyeur de toute lettre chargée contenant des valeurs-papiers payables au porteur, qui sera expédiée soit de la France ou de l'Algérie pour la Belgique, soit de la Belgique pour la France ou l'Algérie, pourra obtenir, jusqu'à concurrence de deux mille francs, le remboursement de ces valeurs, en cas de perte ou de spoliation prévue par l'article 5 ci-après, en faisant la déclaration du montant desdites valeurs et en payant d'avance, indépendamment des taxes et droits fixés par les articles 5 et 8 de la Convention du 3 décembre 1857 et par l'article 1^{er} de la Convention additionnelle du 28 février 1865, un droit de vingt centimes par chaque cent francs ou fraction de cent francs.

Art. 2. Les lettres pour lesquelles les envoyeurs réclameront le bénéfice des dispositions de l'article précédent ne devront pas dépasser le poids de deux cent cinquante grammes.

Art. 3. La déclaration du montant des valeurs contenues dans une lettre devra être faite par l'expéditeur, du côté de la suscription de l'enveloppe, à l'angle gauche supérieur et sans rature ni surcharge, même approuvée.

Cette déclaration énoncera en langue française, en francs et en centimes et en toutes lettres, le montant des valeurs déclarées, sans autre indication.

Le montant des valeurs déclarées, pour une seule lettre, ne devra pas excéder deux mille francs.

Art. 4. Le fait d'une déclaration frauduleuse de valeurs supérieures à la valeur réellement insérée dans une lettre sera puni conformément à la législation intérieure du pays où la lettre aura été remise à la poste.

Art. 5. Dans le cas où une lettre contenant des valeurs déclarées viendrait à être perdue ou spoliée, soit sur le territoire français, dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration des postes de France, d'après la législation française, soit sur le territoire belge, dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration des postes de Belgique, d'après la législation belge, l'administration responsable payera ou fera payer à l'envoyeur et, à son défaut, au destinataire, dans un délai de deux mois à dater du jour de la réclamation, la somme qui aura été déclarée et pour laquelle le

droit prévu en l'article 1^{er} aura été acquitté ; mais il est entendu que la réclamation ne sera admise que dans les six mois qui suivront la date de l'envoi de ladite lettre ; passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

Art. 6. L'administration qui opérera le remboursement du montant de valeurs déclarées non parvenues à destination sera subrogée à tous les droits du propriétaire.

A cet effet, la partie prenante devra, au moment du remboursement, consigner par écrit les renseignements propres à faciliter la recherche des valeurs perdues et subroger à tous ses droits ladite administration.

Art. 7. Les deux administrations des postes de France ou de Belgique cesseront d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans toute lettre dont le destinataire ou son fondé de pouvoir aura donné reçu.

Art. 8. La perte d'une lettre chargée contenant des valeurs non déclarées continuera à n'entraîner, pour l'administration sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, que l'obligation de payer à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs, conformément à l'article 9 de la convention du 3 décembre 1857.

Art. 9. L'envoyeur de toute lettre chargée contenant ou non des valeurs déclarées, et expédiée soit de la France ou de l'Algérie pour la Belgique, soit de la Belgique pour la France ou l'Algérie, pourra demander, au moment du dépôt de la lettre, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Dans ce cas, il payera d'avance, pour le port de l'avis, une taxe uniforme de vingt centimes.

Art. 10. Le produit des taxes ou droits à percevoir, en vertu des articles 1 et 9 précédents, sur les lettres et avis désignés dans lesdits articles, sera réparti entre les administrations des postes des deux pays, dans la proportion de deux tiers au profit de l'administration des postes de France et d'un tiers au profit de l'administration des postes de Belgique.

Art. 11. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels pourra avoir lieu l'échange des lettres contenant des valeurs déclarées, et arrêteront les autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Art. 12. La présente Convention, qui sera considérée comme additionnelle à la Convention du 3 décembre 1857, sera ratifiée ; les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra, et elle sera mise à exécution à partir du jour dont les deux parties con-

viendront, dès que la circulation sur le territoire belge des lettres renfermant des valeurs déclarées aura été légalement autorisée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 28 février 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : BARON EUG. BEYENS.

Convention conclue le 1^{er} mars 1865 entre la France et la Belgique, pour l'échange des mandats de poste.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi des Belges, désirant que des sommes d'argent puissent être adressées d'un État dans l'autre au moyen de mandats de poste, ont résolu d'assurer ce résultat par une Convention et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Édouard *Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-cordon de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. M. le Roi des Belges, M. le baron Eugène *Beyens*, officier de l'ordre de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour la Belgique que de la Belgique pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen de mandats spéciaux dits mandats d'articles d'argent sur l'étranger, tirés par des bureaux de l'administration des postes de France sur des bureaux de l'administration des postes de Belgique, et réciproquement.

La propriété de ces mandats sera transmissible par voie d'endossement.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de 200 francs.

Art. 2. Il sera perçu, sur chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, une taxe de vingt centimes par dix francs ou

fraction de dix francs, laquelle taxe devra toujours être payée par l'envoyeur.

Le produit de la taxe ci-dessus fixée sera partagé par moitié entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique.

Art. 3. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que les mandats délivrés par les bureaux de poste français ou belges, en exécution de l'article 1^{er}, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe fixée par l'article 2.

Art. 4. L'administration des postes de France et l'administration des postes du royaume de Belgique dresseront, aux époques qui seront fixées par elles d'un commun accord, des comptes sur lesquels seront récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues sur lesdites sommes, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le délai dont les deux administrations conviendront.

Art. 5. Les sommes encaissées par chacune des deux administrations, en échange de mandats d'articles d'argent, dont le montant n'aura pas été réclaté par les ayants droit dans un délai de huit années à partir du jour du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

Art. 6. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique désigneront, d'un commun accord, les bureaux qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents; elles régleront la forme des mandats susmentionnés et celle des comptes désignés à l'article 4, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures susdites pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 7. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire de trois mois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces trois derniers mois, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

Art. 8. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 1^{er} mars de l'an de grâce 1865.

(L. S.) *Signé*: DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé*: BARON EUG. BEYENS.

FRANCE.

Décret réglant les conditions de l'échange d'échantillons de marchandises entre la France et Shang-Hai.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Vu la loi du 3 juillet 1861 ;

Vu les conventions qui règlent les rapports entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Grande-Bretagne ;

Vu notre décret du 18 octobre 1862 concernant la taxe des correspondances originaires ou à destination du bureau de poste français établi à Shang-Hai ;

Sur le rapport de notre ministre des finances,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La taxe d'affranchissement des échantillons de marchandises échangés entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants de Shang-Hai d'autre part, tant par la voie des paquebots-poste français que par la voie des paquebots-poste britanniques, sera perçue à raison de 13 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

Art. 2. Les échantillons de marchandises désignés dans l'article précédent ne seront admis à jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par ledit article qu'autant qu'ils seront affranchis jusqu'à destination, qu'ils n'auront aucune valeur vénale, qu'ils seront placés sous bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les échantillons de marchandises qui ne rempliraient pas ces conditions seront taxés comme lettres.

Art. 3. Notre ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au palais des Tuileries, le 18 mai 1865.

Pour l'Empereur et en vertu des pouvoirs
qu'il Nous a confiés,

EUGÉNIE.

Par l'Impératrice Régente :

Le ministre des finances,

ACHILLE FOULD.

AUTRICHE — PRINCIPAUTÉS-UNIES.

**Convention conclue entre l'Autriche et les Principautés-Unies
pour le règlement du service télégraphique, le 22 mai 1865.**

Art. 1^{er}. Le service télégraphique international de l'Autriche et des Principautés-Unies sera réglé d'après la convention conclue à Paris en 1865.

Art. 2. La bonification des taxes pour les dépêches échangées entre les deux pays aura lieu de la manière suivante :

L'Autriche bonifiera aux Principautés-Unies pour toutes les dépêches provenant de l'Autriche ou au delà, et destinées aux Principautés-Unies, la taxe terminale fixée pour le parcours du territoire desdites Principautés, et de même elle leur bonifiera pour les dépêches qui passent par les lignes des Principautés-Unies, en destination de la Turquie ou au delà de la Turquie, la taxe fixée pour le parcours sur les lignes des dites Principautés. Les Principautés-Unies bonifieront à l'Autriche pour toutes les dépêches provenant des Principautés-Unies et destinées pour l'Autriche ou pour tout autre pays au delà de l'Autriche, les taxes prélevées pour leur parcours à partir de la frontière entre l'Autriche et les Principautés-Unies jusqu'à leur destination.

Art. 3. Le compte réciproque des taxes télégraphiques, des frais d'express, etc., aura lieu à l'expiration de chaque mois. La liquidation et le paiement du montant résultant en faveur de l'une ou de l'autre administration, se fera à la fin de chaque trimestre sur la base du décompte provisoire.

Tous les comptes comprendront les taxes en débit.

Ils seront dressés par l'Autriche en valeur autrichienne avec réduction des sommes totales en valeur autrichienne.

La réduction de ces sommes se fera à raison de 1 florin, valeur autrichienne = 2 francs 50 centimes; 1 franc = 40 sous, valeur autrichienne; 1 sou, valeur autrichienne = $2\frac{5}{10}$ centimes.

Art. 4. Le solde résultant de la liquidation trimestrielle en faveur de l'un ou de l'autre gouvernement sera payé en argent monnayé et courant dans l'État au profit duquel il sera établi.

Si le solde résulte en faveur de l'Autriche, le paiement se fera de la part des Principautés-Unies auprès du Consulat I. R. Autrichien à Bucharest, et s'il résulte en faveur des Principautés-Unies, le paiement se fera de la part de l'Autriche à Vienne, au plénipotentiaire qui sera désigné par le gouvernement des Principautés-Unies.

Art. 5. La taxe terminale des dépêches échangées entre les bureaux télégraphiques de l'Autriche et ceux des Principautés-Unies est fixée à francs 3 (un florin 20 kreutzers, valeur autrichienne), en Autriche, et à francs 2 (80 kreutzers, valeur autrichienne), dans les Principautés-Unies pour une dépêche de 20 mots.

La taxe de transit des dépêches simples est fixée à francs 3 (un florin 20 kreutzers, valeur autrichienne) pour l'Autriche et l'Union austro-germanique, et de franc 1 (40 kreutzers, valeur autrichienne) pour les Principautés-Unies.

Dans le service télégraphique entre l'Autriche et les Principautés-Unies, la taxe terminale pour toutes les dépêches de provenance ou à destination des stations autrichiennes et des stations des Principautés-Unies qui ne sont pas plus éloignées que de 10 milles géographiques du point de frontière de la jonction des lignes télégraphiques, est fixée à un franc (40 kreutzers, valeur autrichienne).

Art. 6. Pour faciliter la correspondance internationale, les deux administrations s'engagent à établir dans le délai de six mois une seconde ligne exclusivement destinée pour le service international entre Orsowa et Turnu-Severin, ainsi que dans le courant de l'année 1866 une nouvelle jonction par la route de Caineni (Rothen-thurmpass).

Chaque gouvernement supportera les frais de construction sur son territoire.

Les deux administrations fixeront d'un commun accord des stations d'échange, qui seront chargées de recevoir et de réexpédier toutes les dépêches dans le cas où les stations destinataires ne pourraient pas recevoir directement la correspondance.

Comme stations d'échange sont fixées jusqu'à entente ultérieure, sur le territoire autrichien, les stations de Hermannstadt, Temesvar et Suczawa; sur le territoire des Principautés-Unies, les stations de Bucharest, Folticzeni, Jassy et Turnu-Severin.

Art. 7. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucharest dans le plus bref délai possible.

Elle sera mise à exécution à la même époque que la convention de Paris et sera considérée comme étant en vigueur pour un temps indé-

terminé et jusqu'à l'expiration de six mois à compter du jour où la dénonciation en sera faite d'une part ou d'autre.

Fait { à Vienne, le 22 mai 1865.
à Bucharest, le 13/25 juin 1865.

Le délégué du gouvernement
I. R. autrichien,

(L.-S.) *Signé : BRUNNER.*

Le délégué du gouvernement
des Principautés-Unies,

(L.-S.) *Signé : LIBRECH.*

FRANCE — MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

**Traité de commerce et de navigation conclu, le 9 juin 1865,
entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin.**

S. M. l'Empereur des Français, d'une part, et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin, d'autre part, animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié et de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre la France et le Grand-Duché, ont résolu de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. *Édouard Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et S. A. R. le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin, M. *Émile de Bornemann*, son conseiller de légation et son ministre résident près Sa Majesté l'Empereur des Français, etc., etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants de la France et ceux du Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwérin. Ils auront réciproquement le droit de posséder des biens-fonds dans toutes les parties des États des Hautes Parties contractantes, d'y occuper des maisons et des magasins et de disposer de leur propriété personnelle d'une nature ou dénomination quelconque, en quelque manière que ce soit.

Les Français ne seront soumis, dans le Grand-Duché, pour l'acquisition du droit de bourgeoisie, à des droits autres ou plus élevés que ceux que payent les sujets mecklenbourgeois, et, par rapport aux droits annuels et charges de bourgeoisie, ils seront traités absolument de même que les bourgeois et habitants du Grand-Duché.

Il est entendu, toutefois, que, par les stipulations qui précèdent, il n'est pas dérogé aux lois, ordonnances et règlements spéciaux applicables, sur le territoire de chacun des États contractants, aux nationaux eux-mêmes en matière de commerce, d'industrie et de police.

Art. 2. Les sujets des Hautes Parties contractantes seront réciproquement exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront également dispensés de toutes charges et fonctions judiciaires et municipales quelconques.

Art. 3. Les navires français de quelque lieu qu'ils viennent, qui entreront chargés ou sur lest dans les ports du Grand-Duché, ne payeront dans ces ports, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de quarantaine, de phares ou autres charges qui pèsent sur la coque des navires, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, des particuliers ou d'établissements quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles les navires mecklenbourgeois venant des mêmes lieux et ayant la même destination.

Les navires mecklenbourgeois venant en droiture et avec chargement des ports du Grand-Duché, ou sur lest d'un port quelconque, seront traités dans les ports de l'Empire comme navires français, pour tous les droits énumérés dans le présent article.

Art. 4. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de prélever, dans leurs ports respectifs, sur les navires de chacun des deux Pays, ainsi que sur les marchandises composant la cargaison de ces navires, des taxes spéciales affectées aux besoins d'un service local.

Il est entendu que les taxes dont il s'agit devront, dans tous les cas, être appliquées également aux navires des deux Hautes Parties contractantes ou à leurs cargaisons.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou leur déchargement dans les ports, havres, rades ou bassins, et généralement pour toutes les dispositions ou formalités quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux de l'une des Hautes Parties contractantes aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments français et les bâtiments mecklenbourgeois soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 5. La nationalité et la capacité des navires seront admises, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque

Pays, au moyen des documents délivrés aux capitaines par les autorités compétentes.

La perception des droits de navigation se fera respectivement, au choix du capitaine, soit d'après le chiffre du tonnage inscrit sur les documents susmentionnés, soit d'après le mode de jaugeage usité dans le port où se trouve le navire.

Art. 6. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par des navires de l'autre Puissance.

Les marchandises importées dans les ports des deux Pays par des navires de l'une ou de l'autre Puissance pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants cause, le tout sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres charges de même nature, plus forts que ceux auxquels sont ou seront soumises les marchandises apportées par des navires nationaux.

Art. 7. Les navires des deux nations naviguant au cabotage seront traités, de part et d'autre, sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. 8. Les marchandises de toute nature et de toute origine, importées directement du Grand-Duché en France ou en Algérie, sous pavillon mecklenbourgeois, et réciproquement, les marchandises de toute nature importées de quelque lieu que ce soit, sous pavillon français, dans le Grand-Duché et ses possessions, jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes et autres faveurs quelconques, elles ne payeront respectivement d'autres ni de plus forts droits de douane, de navigation ou de péage perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, et ne seront assujetties à aucune autre formalité que si l'importation en avait lieu sous pavillon national.

Il est entendu que la relâche d'un navire mecklenbourgeois dans un ou plusieurs ports intermédiaires ne lui fera pas perdre le bénéfice de l'importation directe, à la condition que ce navire n'aura fait aucune opération d'embarquement dans ces ports d'escale.

Il est expressément entendu que les conditions spéciales imposées en France aux importations effectuées sous pavillon français, d'ailleurs que des pays d'origine, s'appliqueront aux produits expédiés en France des entrepôts du Grand-Duché sous pavillon mecklenbourgeois.

Art. 9. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs :

1° Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en ressortiront sur lest :

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Pays dans un ou plusieurs ports du même Pays, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou pour y compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits ;

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérées, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire ou pour sa purification quand il est mis en quarantaine, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura accordé l'autorisation.

Les exceptions à la franchise de pavillon qui atteindraient, en France, les navires français venant d'ailleurs que du Grand-Duché, seront communes aux navires mecklenbourgeois faisant les mêmes voyages.

Art. 10. Les produits du sol et de l'industrie du Grand-Duché jouiront, à leur importation dans les colonies françaises, de tous les droits, avantages et faveurs qui sont actuellement ou seront accordés aux produits similaires de toute autre nation européenne la plus favorisée. Il est d'ailleurs entendu qu'en tous points les bâtimens mecklenbourgeois seront, dans les colonies françaises, à leur entrée, pendant leur séjour, ainsi qu'à leur sortie, qu'ils soient chargés ou sur lest, et sans distinction de provenance, traités comme ceux de toute autre nation européenne la plus favorisée.

Art. 11. Les navires mecklenbourgeois employés à l'intercourse entre les ports du Grand-Duché et l'Algérie jouiront, dans les ports de cette possession française, d'une réduction de cinquante pour cent sur le taux général des droits de tonnage.

Dans le cas où un navire mecklenbourgeois entrerait successivement dans un ou plusieurs ports de cette possession pour compléter son chargement ou son déchargement, la totalité des droits de tonnage qui seront perçus ne pourra dépasser le maximum fixé dans le paragraphe précédent.

Art. 12. Les marchandises de toute nature qui seront exportées du Grand-Duché par navires français, ou de France par navires mecklenbourgeois, pour quelque destination que ce soit, ne seront point assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre

pavillon, de toute prime ou restitution de droits ou autres faveurs qui seront accordées, dans chacun des deux Pays, à la navigation nationale.

Art. 13. Il est fait exception aux stipulations de la présente Convention en tout ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet, tant en France que dans le Grand-Duché.

Art. 14. Les stipulations des articles 3, 8 et 11 du présent Traité s'appliqueront également aux navires mecklenbourgeois, ainsi qu'à leur cargaison, arrivant d'un port de l'Association douanière allemande, ainsi que des Villes Anséatiques. Cette disposition ne pourra toutefois entrer en vigueur avant la mise à exécution des Traités conclus par la France avec le Zollverein et les Villes Anséatiques.

Il est entendu que les navires mecklenbourgeois venant directement d'un port de l'Association douanière allemande ou des Villes Anséatiques en France seront assujettis aux mêmes droits de tonnage que les navires du Pays faisant la même intercourse.

Art. 15. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer, dans les ports et places de commerce de l'autre, des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, se réservant toutefois de n'en pas admettre dans tels lieux qu'elles jugeront convenable de désigner. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ainsi que leurs chanceliers, jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées.

Dans le cas où ils exerceraient le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et règlements auxquels sont soumis, dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation.

Art. 16. Les consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, l'arrestation et la remise des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leurs Pays respectifs et qui auraient déserté dans un port situé sur le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment, rôles d'équipages ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie desdites pièces, dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls, vice-consuls et agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du Pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans le Pays desdits agents, sur un navire de la même ou de toute autre nation.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de leur arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté, sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du Pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 17. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires mecklenbourgeois naufragés sur les côtes de France seront dirigées par les consuls et vice-consuls du Grand-Duché, et réciproquement, les consuls ou vice-consuls français dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes du Grand-Duché.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux Pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls et vice-consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation locale.

Art. 18. Les produits du sol et de l'industrie du Grand-Duché jouiront, à leur importation en France ou en Algérie, de tous les avantages et faveurs qui sont accordés aux produits similaires du Zollve-

rein, en vertu du Traité de commerce du 2 août 1862, et sous les conditions fixées par ce même Traité.

Réciproquement, le Grand-Duché s'engage à ne point élever le taux des taxes, de quelque nature qu'elles soient, qui sont actuellement applicables dans le Grand-Duché aux produits du sol et de l'industrie de la France, à ne point en créer de nouvelles, à ne point établir d'exception ni de limite à la libre introduction et circulation de ces produits.

Le Gouvernement grand-ducal se réserve, toutefois, la faculté de porter le maximum des droits d'importation actuellement perçus de trois francs quatre-vingt-douze centimes (3 fr. 92 c.) à sept francs cinquante centimes (7 fr. 50 c.) par cent kilogrammes (tous droits compris).

Dans les cas où la taxe afférente aux vins d'origine française viendrait, par suite du changement prévu au paragraphe précédent, à dépasser cinq francs soixante-cinq centimes par cent kilogrammes, le Gouvernement de l'Empereur demeurerait libre de faire cesser les effets du Traité dans un délai de trois mois, à partir de l'établissement du droit nouveau.

Art. 19. Dans chacun des deux Pays, les fabricants et négociants de l'autre, ainsi que leurs commis voyageurs, pourront faire des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes, sans être tenus d'acquitter d'autres droits que les fabricants, négociants ou commis de la nation la plus favorisée.

Aussi longtemps que les commis voyageurs étrangers seront tenus d'acquitter dans le Grand-Duché un droit spécial, un impôt équivalent pourra être prélevé en France sur les commis voyageurs mecklenbourgeois.

Art. 20. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui seront importés dans le Grand-Duché par des voyageurs de commerce français, ou en France par des voyageurs de commerce mecklenbourgeois, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaire pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt; ces formalités sont réglées par le Protocole annexé au présent Traité.

Art. 21. Les Hautes Parties contractantes déclarent mutuellement reconnaître à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, ainsi qu'aux sociétés à responsabilité limitée, et autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux Pays, la faculté d'exercer leurs droits et d'ester en justice, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue du territoire de l'autre État, sans autre condition que de se conformer aux

lois de cet État. Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisées antérieurement à la signature du présent Traité, qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 22. En ce qui concerne les marques ou étiquettes des marchandises ou de leurs emballages, les dessins et modèles de fabrique ou de commerce, les sujets de chacun des États contractants jouiront respectivement, sur le territoire de l'autre, de la même protection que les nationaux.

Art. 23. Les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité concernant le commerce ou la navigation, à un autre État, qui ne soit aussi, à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs.

Art. 24. Le droit d'accession au présent Traité est réservé au Grand-Duché de Mecklenbourg-Strélitz. Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre le Gouvernement français et celui du Grand-Duché.

Art. 25. Le présent Traité restera en vigueur pendant douze années, à partir de sa mise à exécution. Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes n'aurait pas notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans le Traité, toutes les modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes.

Art. 26. Le présent Traité recevra son application tant en France que dans le Grand-Duché, le 1^{er} juillet de la présente année.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible, et simultanément avec celles de la Convention relative à la propriété artistique, littéraire et industrielle, conclus le même jour.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 9 juin 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : DE BORNEMANN.

Convention conclue, le 9 juin 1865, entre la France et le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwérin, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.

S. M. l'Empereur des Français et S. A. R. le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. *Édouard Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et S. A. R. le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin, M. *Émile de Bornemann*, son conseiller de légation et son ministre résident près S. M. l'Empereur des Français, etc., etc., etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le Pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le Pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre Pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des deux Pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées à l'enseignement ou l'étude et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du Pays où elles sont imprimées.

Art. 3. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protec-

tion stipulée dans l'article précédent, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis, en conséquence, devant les tribunaux des deux Pays à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leurs droits de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente en chaque Pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le Pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie, au ministère de l'intérieur, et légalisé par la mission de Mecklenbourg à Paris; pour les ouvrages publiés dans le Grand-Duché, il sera délivré par le ministère de l'intérieur à Schwérin, et légalisé par la mission de France à Hambourg.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées, pour la première fois, dans l'un des deux Pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux Pays jouira, pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication dans l'autre Pays de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce, sous les conditions suivantes :

1^o Il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, son intention de se réserver le droit de traduction.

2^o Ladite traduction devra avoir paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la publication de l'œuvre originale, et, en totalité, dans un délai de trois ans, à partir de la même date.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume. Toutefois, en

ce qui concerne le terme de cinq années assigné par le présent article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1^{er} aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur, dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre Pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés comme reproduction, illicites.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre Pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction dans l'un des deux Pays des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux Pays, soit qu'elles proviennent d'un Pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre Pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. La présente Convention ne pourra faire obstacle à la publication ou à la vente des réimpressions ou reproductions qui auraient

déjà été publiées, introduites ou commandées, en tout ou en partie, dans chacun des États des Hautes Parties contractantes antérieurement à sa publication.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent de s'entendre sur la fixation d'un délai après lequel la vente des réimpressions et reproductions indiquées dans le présent article ne pourra plus avoir lieu.

Art. 13. Pendant la durée de la présente Convention, les livres en toute langue seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

Art. 14. Les livres d'importation licite venant du Grand-Duché de Mecklenbourg seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1^o Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia ;

2^o Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux, et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Béthobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio.

Sans préjudice, toutefois, des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

Dans le Grand-Duché, les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux de douane.

Art. 15. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux Pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies importés de l'autre Pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés dans l'un ou l'autre Pays postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 16. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'im-

portation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 17. Le droit d'accession à la présente Convention est réservé au Grand-Duché de Mecklenbourg-Strélitz.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre le Grand-Duché et la France.

Art. 18. La présente Convention sera mise en vigueur le 1^{er} juillet de la présente année.

Elle aura la même durée que le Traité de commerce et de navigation conclu entre la France et le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwérin.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, en même temps que celles du Traité précité.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 9 juin 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : DE BORNEMANN.

Protocole de clôture faisant suite au Traité de commerce et de navigation et à la Convention littéraire conclus le 9 juin 1865, entre la France et le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwérin.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation, ainsi que de la Convention littéraire, conclus, à la date de ce jour, entre la France et le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwérin, les Plénipotentiaires soussignés ont énoncé les réserves et déclarations suivantes :

I

En ce qui concerne le Traité de commerce et de navigation.

A. On adoptera, de part et d'autre, comme base fixe pour la perception des droits de navigation et de la taxe de compensation, le rapport suivant entre le last et le tonneau français, savoir :

1 last de commerce mecklenbourgeois (6000 livres) égale deux tonneaux français et un quart ;

1 last de Baltique (4000 livres) égale un tonneau et demi.

B. Le Plénipotentiaire français a déclaré que son Gouvernement a l'intention de dispenser, par mesure générale, à partir de la mise en vigueur du Traité de commerce conclu, le 2 août 1862, entre la France et le Zollverein, les importateurs étrangers de l'obligation de joindre à leurs expéditions les certificats d'origine et les factures prévus par les articles 13 et 14 de ce Traité.

C. Le plénipotentiaire français a déclaré, en outre, que son Gouvernement était disposé à étendre aux expéditions internationales par chemins de fer, originaires ou à destination du Mecklenbourg, le bénéfice de la Convention spéciale sur le service des chemins de fer, signée à Berlin, le 2 août 1862, dès que, conformément à l'article 21 de cette Convention, le Zollverein et le Grand-Duché se seront concertés avec la France sur les formes de l'accession du Grand-Duché.

D. Pour assurer l'exécution de l'article 20 du Traité, qui autorise l'admission réciproque en franchise des échantillons importés par des voyageurs de commerce des deux Pays, il a été convenu ce qui suit :

1° Chacun des États contractants désignera sur son territoire les bureaux ouverts à l'importation ou à la réexportation des échantillons précités. La réexportation pourra également avoir lieu par un bureau autre que celui d'importation.

2° A l'importation, on devra fixer le montant des droits à acquitter pour ces échantillons, montant qui devra être ou déposé en espèces ou dûment cautionné.

3° Afin de bien constater leur identité, les échantillons seront, autant que possible, marqués par l'apposition de timbres, de plombs ou de cachets, le tout sans frais.

4° Le bordereau qui sera dressé de ces échantillons, et dont les États contractants auront à déterminer la forme, devra contenir :

(a) L'énumération des échantillons importés, leur espèce et les indications propres à faire reconnaître leur identité ;

(b) L'indication du droit qui frappe les échantillons, ainsi que la mention que le montant des droits a été acquitté en espèces ou cautionné ;

(c) L'indication de la manière dont les échantillons ont été marqués ;

(d) La fixation du délai à l'expiration duquel le montant du droit payé d'avance sera définitivement acquis à la douane, ou, s'il a été cautionné, réclamé à la personne garante, à moins que la preuve de la réexportation des échantillons ou de leur réintégration en entrepôt ne soit fournie. Ce délai ne devra pas dépasser une année.

5° Lorsque, avant l'expiration du délai fixé (4^e d), les échantillons seront présentés à un bureau ouvert à cet effet, pour être réexportés ou réintégrés en entrepôt, ce bureau devra s'assurer que les objets dont la réexportation doit avoir lieu sont identiquement les mêmes que ceux présentés à l'importation. Lorsqu'il n'y aura aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation ou la réintégration en entrepôt et restituera le montant des droits déposés en espèces à l'entrée ou prendra les mesures nécessaires pour décharger la caution.

II

En ce qui concerne la Convention littéraire.

1° Il est convenu que le délai après lequel la vente des réimpressions et reproductions indiquées dans l'article 12 ne pourra avoir lieu demeure fixé au 1^{er} septembre prochain; 2° que les libraires et éditeurs de musique du Grand-Duché devront, d'ici au 1^{er} septembre prochain, se conformer aux prescriptions suivantes pour l'inventaire et l'estampillage des exemplaires d'ouvrages contrefaits ou réimprimés qu'ils auront en magasin à la date du 1^{er} juillet de cette année, savoir :

(a) Chaque libraire ou éditeur de musique du Grand-Duché sera tenu de remettre à la direction de la police de sa résidence, avant le 1^{er} septembre prochain, un inventaire exact et détaillé des ouvrages français contrefaits ou réimprimés, tombant sous l'application de l'article 7 précité, et qu'il possédera au moment de la mise en vigueur des stipulations arrêtées à la date de ce jour.

(b) Ces inventaires devront être certifiés sincères et véritables par une déclaration sous serment.

(c) Chaque exemplaire des ouvrages ainsi inventoriés sera, par les soins de l'autorité que le Gouvernement grand-ducal aura désignée à cet effet, revêtu d'une estampille ou d'un timbre spécial au domicile des libraires et éditeurs intéressés.

(d) Quiconque, dans le Grand-Duché, mettrait en vente ou exposerait (*feilhalten*), après la date du 1^{er} septembre, des exemplaires non inventoriés ni estampillés desdites contrefaçons ou réimpressions illécitiques, encourrait les pénalités établies par les lois et ordonnances sur la protection des œuvres d'esprit et d'art.

Le présent Protocole, qui sera ratifié de part et d'autre simultanément avec les deux Traités auxquels il se rapporte, a été dressé en double expédition, à Paris, le 9 juin 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUVN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : DE BORNEMANN.

FRANCE — HESSE GRAND DUCALE.

Convention conclue, le 14 juin 1865, entre la France et le Grand-Duché de Hesse, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.

S. M. l'Empereur des Français et S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention destinée à remplacer l'Arrangement intervenu à cet effet entre la France et le Grand-Duché de Hesse, le 18 septembre 1852, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Édouard Drouyn de Lhuys, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre de Louis de Hesse grand-ducale, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, M. François, baron de Wambolt d'Umstadt, chevalier de l'ordre de Philippe-le-Magnanime, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États, réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication dans chacun des deux pays d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient

spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du pays où elles sont imprimées.

Art. 3. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans l'article 1^{er}, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis, en conséquence, devant les tribunaux des deux pays à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leurs droits de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente en chaque pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie, au ministère de l'intérieur, et légalisé par la mission de la Hesse grand-ducale à Paris; pour les ouvrages publiés dans le Grand-Duché de Hesse, il sera délivré par le ministère de l'intérieur et légalisé par la mission de France à Darmstadt.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois, dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux Pays, qui aura entendu se réserver son droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans l'autre Pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce sous les conditions suivantes :

1° Il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, son intention de se réserver le droit de traduction.

2° Ladite traduction devra avoir paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la publication de l'œuvre originale, et, en totalité, dans un délai de trois ans, à partir de la même date.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume. Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq années assigné par le présent article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6, devra faire paraître ou représenter sa traduction six mois après la publication ou représentation de l'ouvrage original dans l'un des deux Pays.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1^{er} aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur, dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre Pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés comme reproductions illicites.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays, pourront être reproduits ou traduits dans les journaux des recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux Pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux Pays, soit qu'elles proviennent d'un Pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives,

de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre Pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir :

Livres en toutes langues,

Estampes,

Gravures,

Lithographies et photographies,

Cartes géographiques ou marines,

Musique,

Planches gravées en cuivre, acier ou bois, et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures, destinées à l'impression sur papier;

Tableaux et dessins.

Seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

Art. 13. Les livres d'importation licite venant du Grand-Duché de Hesse seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1° Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Béhobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio.

Sans préjudice toutefois des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

Les livres d'importation licite venant de France à destination du Grand-Duché seront admis par tous les bureaux de douanes.

Art. 14. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier, dans l'un des deux Pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies importés de l'autre Pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés, dans l'un ou l'autre Pays, postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 15. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 16. Pour faciliter l'exécution de cette Convention, les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront respectivement les lois et ordonnances que chacune d'elles pourra promulguer pour garantir le commerce légitime contre la réimpression et la reproduction illicites.

Art. 17. La présente Convention sera mise en vigueur le 1^{er} juillet de l'année courante.

Elle aura la même durée que les Traités de commerce et de navigation conclus, le 2 août 1862, entre la France et les États du Zollverein.

Art. 18. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans un délai de deux semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 14 juin 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : BARON DE WAMBOLT.

BELGIQUE — FRANCE.

Article additionnel aux Conventions de poste des 3 décembre 1857 et 27 février 1865, signé entre la France et la Belgique, le 25 septembre 1865.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges se réservent réciproquement de suspendre, chacun pour ce qui le concerne, soit partiellement, soit en totalité, l'exécution des stipulations de l'article 7 de la Convention

additionnelle du 27 février 1865, relatives à la taxe des lettres que chacune des deux administrations des postes de France et de Belgique est appelée à transporter en dépêches closes pour le compte de l'autre ; mais il est entendu que les lettres taxées contrairement auxdites stipulations seront exclues du bénéfice des dispositions de l'article 6 de la même Convention et continueront à supporter les droits de transit déterminés par l'article 16 de la Convention du 3 décembre 1857.

Ce présent article, qui sera considéré comme additionnel aux Conventions des 3 décembre 1857 et 27 février 1865, sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent article additionnel et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 25 septembre 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : Baron EUG. BEYENS.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE ENTRE LA PRUSSE, L'AUTRICHE ET LE SÉNAT DE FRANCFORT AU SUJET DE LA TOLÉRANCE ACCORDÉE PAR CE DERNIER, AUX TENDANCES RÉVOLUTIONNAIRES DU CONGRÈS DES DÉPUTÉS RÉUNIS A FRANCFORT.

PRUSSE.

Dépêche de M. de Thile, sous-secrétaire d'État des affaires étrangères, à M. de Wentzel, protestant contre la tolérance accordée par le Sénat de Francfort aux tendances subversives de l'Assemblée des députés réunie dans cette ville.

Berlin, le 6 octobre 1865.

Monsieur,

Vos rapports nous ont permis de nous rendre exactement compte des délibérations de l'Assemblée des députés qui a été tenue le 1^{er} octobre à Francfort.

Nous avons espéré jusqu'au dernier moment que le Sénat, ayant conscience de ses obligations envers ses confédérés allemands et se souvenant des représentations antérieures faites par nous et l'Autriche, interdirait cette assemblée.

Nous avons dû nous convaincre de nouveau que le Sénat ne s'oppose pas à ce que le territoire de la ville de Francfort serve de point de départ à des projets politiques déraisonnables et préjudiciables aux intérêts communs.

Nous ne pouvons permettre plus longtemps une pareille tolérance à l'égard de tendances subversives.

Nous ne pouvons tolérer qu'au siège même de la Diète germanique on travaille de préférence à miner l'autorité existante dans les principaux États confédérés, que de là on expédie dans le monde des produits de presse qui se distinguent entre tous par leur grossièreté.

Ce qui s'est passé à propos de l'Assemblée des députés a montré que la phraséologie trouvait de jour en jour moins d'écho dans la partie éclairée de la population, mais la tolérance du Sénat n'en est pas pour cela moins blâmable.

Nous partageons avec le gouvernement impérial autrichien l'opinion que le renouvellement d'un pareil scandale public, même sous la forme de velléités sans résultat, ne saurait être toléré. Le représentant impérial autrichien est chargé de faire dans ce sens des représentations au Sénat de Francfort.

J'ai l'honneur de vous inviter à faire en sorte, de concert avec votre collègue autrichien, qu'il ne reste pas de doute au premier bourgmestre sur ce point : que sous ce rapport nous sommes parfaitement d'accord avec le Gouvernement impérial.

Je m'abandonne au ferme espoir que la ville de Francfort ne mettra pas les deux Puissances dans la nécessité de prévenir par leur propre intervention les suites ultérieures d'une tolérance inadmissible.

Je vous autorise à lire la présente dépêche à M. le premier bourgmestre et à lui en laisser une copie s'il le désire.

Pour le ministre des affaires étrangères,
DE THILE.

AUTRICHE.

Dépêche de M. de Mensdorff-Pouilly, ministre des affaires étrangères d'Autriche, à M. de Frankenstein, chargé d'affaires d'Autriche à Francfort, protestant contre les menées du Congrès des députés réunis en cette ville et de la tolérance du Sénat de Francfort à leur égard.

Vienne, le 8 octobre 1865.

Monsieur,

Le dénouement du soi-disant Congrès des députés, lequel a été tenu le 1^{er} de ce mois à Francfort, n'a fait que montrer pour le moment la vanité intrinsèque de cette nouvelle tentative d'agitation et la scission des partis politiques en Allemagne. Les abstentions annoncées et l'indifférence évidente du public ont sans doute fait comprendre aux auteurs mêmes de cette démonstration sans importance l'absurdité d'une entreprise ayant pour but d'exercer leur critique prétentive sur les résolutions des deux premières Puissances de l'Allemagne.

Mais, si les discours entendus, ainsi que les résolutions de l'Assemblée dans leurs considérants *impropres*, pour nous servir de termes modérés, et leur tendance demi-révolutionnaire ont été désapprou-

vés légitimement, cet insuccès ne modifie pas le caractère blessant du fait que les outrages et insultes dirigés contre les gouvernements d'Autriche et de Prusse et qui remplissent quotidiennement les colonnes de la presse démocratique, ont été renouvelés à Francfort en pleine tribune et sous les yeux de la Diète germanique et des troupes mêmes des deux Puissances.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que le comité des 36, qui a convoqué le Congrès des députés, a été réélu cette fois-ci encore et que ce comité et sa section dirigeante, en leur qualité d'organe en permanence du parti révolutionnaire allemand, n'attendent que des circonstances favorables pour reparaitre avec succès sur la scène.

Les gouvernements d'Allemagne conviendront certainement tous avec nous que l'existence seule du comité des 36, abstraction faite de l'effet produit par les derniers procédés excessifs de l'Assemblée des députés à Francfort, ainsi que du caractère de leurs résolutions, blessantes pour l'Autriche et la Prusse, est parfaitement illégale et inconstitutionnelle.

Le Sénat de Francfort, dans ses sentiments de fidélité à la Confédération, ne peut surtout se dissimuler que la ville libre fédérale est le moins propre à servir de foyer à cette agitation illégale.

Déjà après le Congrès des députés tenu le 21 décembre 1863 et qui a donné naissance à un comité permanent pour l'exécution de la volonté populaire, comme foyer pour l'activité des associations de la presse progressiste, etc., nous n'avons pas manqué de faire, de concert avec la Prusse, de sérieuses représentations contre la tolérance en faveur de cette agitation au siège de l'Assemblée fédérale. Les manifestations multiples mises en scène depuis à Francfort, prouvent combien peu on a tenu compte des observations qui ont été faites alors confidentiellement par les représentants des deux cours à M. le premier bourgmestre.

En raison de ces faits, et dans la conviction qu'une activité aussi usurpatrice que celle dudit comité et du Congrès des députés ne saurait être plus longtemps tolérée tacitement, sans qu'il en résultât des dangers sérieux et communs, mais qu'il importe de ne pas consacrer en quelque sorte par l'habitude une pareille activité, les cabinets de Vienne et de Berlin se croient forcés par une impérieuse nécessité d'appeler de nouveau toute l'attention du haut Sénat sur les incidents mentionnés et leurs rapports avec la ville fédérale.

Nous croyons pouvoir exprimer la ferme confiance que des invectives aussi passionnées et une lutte aussi caractérisée des partis contre les premières Puissances fédérales, comme elle résulte de l'ordre du jour de la dernière Assemblée, ne trouveront plus désormais un asile à Francfort, mais que le Sénat ne tolérera plus en général à

l'avenir la réunion de nouvelles assemblées convoquées par le comité des 36.

L'autorité du Sénat à laquelle nous nous adressons ici en première ligne nous dispensera, nous l'espérons, de songer à des démarches ultérieures pour écarter à l'avenir du siège de l'Assemblée fédérale les tendances illégales qui se sont manifestées jusqu'ici.

Vous êtes invité à donner lecture de cette dépêche, aussitôt que votre collègue prussien aura été autorisé à faire une démarche analogue, à M. le bourgmestre régnant de Francfort, et à lui en laisser une copie, s'il le désire, pour qu'il en fasse un usage confidentiel.

Signé : MENSENDORFF-POUILLY.

VILLE LIBRE DE FRANCFORT.

Note identique adressée par le premier bourgmestre de Francfort à M. de Wentzel, ministre résident de Prusse, et au chargé d'affaires d'Autriche dans cette ville, en réponse à la dépêche prussienne du 6 octobre 1865.

Francfort, le 20 octobre 1865.

Monsieur le chargé d'affaires,

Vous m'avez communiqué le 11 octobre la copie d'une Note qui vous a été adressée le 6 de ce mois par le ministère des affaires étrangères royal prussien (autrichien), Note qui a pour objet le soi-disant Congrès des députés tenu récemment ici, traite de l'attitude du Sénat vis-à-vis de l'Assemblée mentionnée et d'autres Assemblées du même genre et finit par exprimer l'espoir que la ville de Francfort ne mettra pas les deux grandes Puissances allemandes dans la nécessité de prévenir par leur propre intervention les suites ultérieures d'une tolérance inadmissible.

J'ai immédiatement donné connaissance de cette dépêche au Sénat et je suis autorisé, aujourd'hui que des rapports officiels ont été faits sur les questions soulevées, à faire la déclaration suivante :

Le Sénat est obligé de reconnaître que, si dans l'association, conforme au droit des gens, des princes souverains allemands et des villes libres, laquelle est instituée pour sauvegarder l'indépendance et l'inviolabilité de leurs États, compris dans la Confédération, et pour assurer la sûreté intérieure et extérieure de l'Allemagne, et qui constitue à l'intérieur une communauté d'États autonomes, indépendants entre eux, avec des droits et des devoirs réciproques égaux en vertu

des traités; si un État confédéré voulait parler vis-à-vis d'un autre de « ne pas tolérer, » et de « ne pas permettre, » et se servir d'une expression comme celle-ci : « prévenir par sa propre intervention les suites ultérieures d'une tolérance inadmissible, » un pareil procédé serait contraire aux lois fondamentales de la Confédération, par conséquent au droit.

Le Sénat a conscience de n'avoir pas plus violé les lois de la ville libre de Francfort que les lois fédérales par son attitude vis-à-vis des Assemblées mentionnées, et il croit devoir insister sur le fait que le comité des 36 a tenu le 16 octobre 1864 à Weimar, le 26 mars 1865 à Berlin, et le 3 septembre 1865 à Leipzig, des séances qui n'ont pas été interdites.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma considération distinguée.

Signé : Dr GWINNER.

AUTRICHE.

Note verbale du baron de Frankenstein, chargé d'affaires d'Autriche, au premier bourgmestre de Francfort, en réponse à sa Note du 20 octobre 1865.

Francfort-sur-Mein, le 26 octobre 1865.

Le chargé d'affaires Impérial Royal autrichien a l'honneur, conformément aux instructions qu'il a reçues, de faire savoir à Monsieur le premier bourgmestre régnant, sénateur et syndic docteur Gwinner, que le gouvernement Impérial Royal ne saurait considérer la Note du Sénat du 20 octobre comme une réponse à sa dépêche du 8 de ce mois, vu que le premier de ces documents prête à la dépêche en question des assertions et des expressions qui n'y ont pas été employées.

Le gouvernement Impérial Royal trouve que le Sénat était libre de faire des réponses identiques, mais non de citer inexactement sa dépêche.

Signé : Baron de FRANKENSTEIN.

VILLE LIBRE DE FRANCFORT.

Réponse du premier bourgmestre de Francfort à la Note du baron de Frankenstein, en date du 26 octobre 1865.

Francfort-sur-Mein, le 30 octobre 1865.

Le soussigné, premier bourgmestre de la ville libre de Francfort, a été chargé par le Sénat de faire la déclaration suivante, avec prière

de vouloir bien la soumettre au gouvernement Impérial Royal, en réponse à la communication de Monsieur le chargé d'affaires Impérial Royal intérimaire, baron de Frankenstein, datée du 26 octobre de cette année

Le Sénat a cru devoir interpréter la phrase finale de la dépêche du gouvernement Impérial Royal du 8 octobre, laquelle porte :

« Vous êtes invité à donner lecture de la présente dépêche à Monsieur le bourgmestre régnant, aussitôt que votre collègue prussien aura été autorisé à faire une démarche analogue. »

En ce sens que les deux dépêches qu'on lui signalait simultanément, quoique différant l'une de l'autre par la forme, devaient être considérées pourtant d'après leur essence et leur importance comme des démarches identiques.

La Note verbale du 26 octobre 1865 lui donne la certitude, aussi agréable que rassurante, que cette interprétation était erronée, et il exprime tout d'abord à ce sujet sa reconnaissance sincère.

La modification que la Note respectueuse du soussigné, en date du 20 octobre de cette année, doit éprouver en conséquence, va de soi.

Le Sénat, qui croit avoir l'obligation de sauvegarder aussi à cette occasion l'indépendance et l'inviolabilité assurées à la ville libre, comme à tous les autres États de la Confédération, par les lois fédérales fondamentales, a la conscience d'avoir exactement réglé sur la législation d'ici, son attitude vis-à-vis des assemblées mentionnées dans la dépêche en question; il est obligé d'appeler l'attention sur ce fait : que la législation francfortoise sur la presse et les réunions a tenu compte des prescriptions formulées à ce sujet par la Confédération; que, par suite, l'attitude du Sénat a été conforme aussi aux lois fédérales; et que, si les prescriptions précitées étaient défectueuses, ce qu'il n'a pas examiné et ce qu'il ne veut pas affirmer, il ne saurait en être rendu responsable : il est obligé de faire ressortir le fait que le comité des 36 a tenu le 16 octobre 1864 à Weimar, le 26 mars 1865 à Berlin, et le 3 septembre 1865 à Leipzig, des séances qui n'ont pas été interdites alors, et ne l'ont pas été depuis; il rattache enfin à ces considérations l'assurance que par la suite, comme précédemment, il ne pourra prendre pour règles de sa conduite que les prescriptions du droit et des lois.

Le soussigné se permet, du reste, d'ajouter avec la franchise dont le Sénat croit toujours devoir faire preuve envers le gouvernement Impérial Royal :

Le Sénat ne peut se refuser à reconnaître que dans toute l'Allemagne le besoin d'un changement de l'organisation politique se fait de plus en plus sentir.

Quant à la forme de ce changement, les opinions se sont aussi peu

éclaircies que sur les moyens propres et justes à employer pour atteindre le but.

La tendance à ce but trouve son expression dans des réunions, des assemblées et dans la presse.

Mais toutes souffrent du défaut de clarté qui pèse sur la question, et de là proviennent des aberrations qui se rencontrent de temps en temps dans toutes les manifestations de la tendance indiquée.

De pareilles aberrations cesseront aussitôt que les Gouvernements réussiront à trouver la forme des changements dont la nécessité est reconnue de toutes parts.

En attendant, de semblables aberrations devront tomber sous le coup de la loi, en tant qu'elles sont en contradiction avec elle. Une intervention violente pourrait bien, en raison du besoin reconnu qui a provoqué le mouvement et à défaut de toute satisfaction pour ce besoin, ne pas être propre à assurer pour longtemps la tranquillité.

Le soussigné saisit avec plaisir cette occasion pour renouveler à M. le chargé d'affaires l'expression de sa considération distinguée.

Signé : D^r GWINNER.

TROISIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

DANEMARK.

Message de clôture du Rigsraad.

Nous, Christian IX, etc., envoyons au Rigsraad notre salut royal ! Dans le message que nous avons adressé au Rigsraad, à l'ouverture de cette session extraordinaire, nous demandions surtout que le Rigsraad prît à cœur de contribuer pour sa part à une solution rapide et satisfaisante de la question constitutionnelle. Nous nous réjouissons que ce désir soit aujourd'hui accompli et qu'on ait réussi, grâce à l'accord qui s'est établi entre les deux chambres du Rigsraad, à fixer une base que nous avons pu agréer, dans l'espoir que, par cette voie, la liberté et la prospérité du pays seront également garanties. C'est avec une satisfaction toute particulière que nous avons vu l'empressement qu'a mis le Rigsraad à s'associer à notre désir patriotique, d'alléger les lourdes charges que la guerre a imposées à une partie de nos chers et fidèles sujets, et, en prononçant la clôture de cette troisième session extraordinaire du Rigsraad, nous avons la ferme espérance qu'avec l'aide de Dieu et le concours du Gouvernement et du Peuple, nous réussirons à assurer la prospérité du pays. Sur ce, nous assurons le Rigsraad de notre grâce et de notre faveur royales.

Que Dieu vous ait en sa sainte garde !

Fait en notre palais d'Amalienbourg, le 8 novembre 1865.

CHRISTIAN, Roi.

Contre-signé : C. E. JUEL-VIND-FRYS.

DEUX-SICILES.

Note de M. San-Martino de Montalbo en réponse à la note du 28 juillet ¹ de M. Bermudez de Castro, contre la décision prise touchant la reconnaissance du royaume d'Italie, par le gouvernement espagnol.

Le soussigné, chargé d'affaires des Deux-Siciles, a reçu la Note du 28 de ce mois par laquelle S. Exc. D. Emmanuel Bermudez de Castro, Ministre d'État de Sa Majesté Catholique, lui a communiqué que Sa Majesté a reconnu le Roi Victor-Emmanuel comme *Roi d'Italie*, et que, par conséquent, cessent dès ce moment la représentation diplomatique que le soussigné a eue jusqu'à présent auprès de cette Cour, ainsi que ses rapports officiels avec le Gouvernement espagnol.

En présence de cet événement, le soussigné, dans l'accomplissement des ordres qui lui ont été donnés par son auguste Souverain, a l'honneur de protester, au nom du Roi son maître, contre un acte qui, pour ainsi dire, vient sanctionner l'occupation des États de Sa Majesté et la spoliation de ses droits. Et, tout étrange qu'il puisse paraître au premier abord, et tout douloureux et sensible qu'il puisse être au cœur du Roi de devoir protester contre les actes du Gouvernement d'une Souveraine qui est sa proche parente, et qui a même des droits éventuels à la couronne des Deux-Siciles, et quoique le Roi n'oubliera jamais les nobles sentiments de générosité et de loyauté dont la reine Isabelle a usé à son égard, et tous les témoignages d'affectueuse déférence qu'il en a reçus, il ne peut pas s'abstenir de remplir un devoir qui est sacré pour lui, en assurant ses droits pour qu'ils restent intacts, ainsi que ceux de ses peuples, pour l'avenir.

Après l'irruption de la révolution dans le royaume des Deux-Siciles, Sa Majesté Sicilienne sortit de la capitale de ses États pour la sauver des horreurs de la guerre, et, en se rendant à Gaëte pour y défendre l'indépendance de la couronne et l'autonomie de ses peuples, protesta dès ce moment contre l'invasion sans exemple du roi de Sardaigne, c'est-à-dire d'un parent et allié qui se disait son ami, et qui, aspirant à un agrandissement illégitime, rompit tous les traités et viola tous les droits. Et ces protestations, communiquées à tous les cabinets d'Europe et livrées à la publicité, ont été répétées dans plusieurs circonstances; chaque fois qu'il s'est agi de sauvegarder les droits du Souverain légitime et de ses peuples contre les actes d'un Gouvernement usurpateur, qui depuis cinq ans domine dans les pro-

1. Voir page 215.

vinces napolitaines et siciliennes, dans ces mêmes provinces qui, formant auparavant une monarchie indépendante dans les conditions les plus florissantes, ont vu, dans un court espace de temps, leurs finances ruinées, le mécontentement et la misère partout, les partis extrêmes se menaçant mutuellement et ennemis entre eux, la guerre civile faisant des ravages sur leur territoire, et la domination piémontaise y commettant des actes tellement contraires à tout sentiment d'humanité et indignes de la civilisation moderne, qu'elle s'est rendue célèbre auprès de ces populations, tandis que leurs plaintes ont trouvé un écho et provoqué de fortes discussions dans tous les Parlements d'Europe sans exception, y compris même celui de Turin.

Et toutes lesdites protestations et les autres qui peuvent avoir été faites par Sa Majesté le Roi du royaume des Deux-Siciles ou par son Gouvernement, en son nom, doivent être regardées comme comprises et confirmées par celles que le soussigné a aujourd'hui l'honneur de transmettre au Gouvernement de Sa Majesté Catholique, d'après l'ordre exprès qu'il en a reçu de son auguste Souverain qui, quelle que soit sa position actuelle, décidé et résigné à tout, sans d'autre force que la justice de sa cause, mais avec une grande confiance dans le Tout-Puissant et dans l'avenir, sent le devoir de conserver par un acte si solennel sains et saufs pour lui et pour ses successeurs devant l'Europe entière, les droits incontestables et légitimes de sa personne, de sa dynastie, et ceux des peuples que la Providence confia à ses soins.

Le soussigné ayant ainsi donné cours aux ordres de son Souverain, et s'étant acquitté du dernier acte de l'honorable mission qui lui avait été confiée, il lui reste simplement à exprimer sa plus vive reconnaissance pour l'aimable accueil qu'il a toujours trouvé auprès de la reine d'Espagne et auprès de son Gouvernement, pendant les quelques années qu'il a eu l'honneur de résider à Madrid, et, en même temps, il prie Son Excellence de vouloir bien agréer ses remerciements très-sincères pour les phrases obligeantes qu'elle a bien voulu lui adresser à l'égard de la manière dont il s'est conduit dans l'exercice de ses fonctions.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler encore une fois à Son Excellence l'assurance de sa haute estime et considération.

Madrid, le 29 juillet 1865.

Signé : Comte SAN-MARTINO DE MONTALBO.

ESPAGNE.

Dépêche de M. Bermudez de Castro, ministre des affaires étrangères d'Espagne, à M. Martino de Montalbo, chargé d'affaires de Naples à Madrid, lui annonçant qu'à la suite de la reconnaissance par l'Espagne du royaume d'Italie, le gouvernement espagnol se voit obligé de cesser les relations officielles avec Naples.

Madrid, le 28 juillet 1865.

Monsieur,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que S. M. la Reine, mon auguste Souverain, a reconnu S. M. le roi Victor-Emmanuel comme roi d'Italie. Vous comprendrez que par cette raison cessent dès ce moment la représentation que vous avez eue jusqu'à présent auprès de la cour d'Espagne, ainsi que vos rapports officiels avec le Gouvernement de Sa Majesté.

Tout en vous le communiquant, je ne puis m'empêcher de vous renouveler l'assurance de mon estime sincère pour la modération et la prudence dont vous avez donné des preuves dans l'accomplissement de la mission qui vous avait été confiée.

Je saisis cette occasion pour vous offrir l'expression de ma considération distinguée.

Signé : M. BERMUDEZ DE CASTRO.

Réponse de M. Bermudez de Castro à la protestation de M. San-Martino de Montalbo, contre la reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne.

Madrid, le 1^{er} août 1865.

Monsieur,

J'ai reçu la communication que vous m'avez adressée le 29 juillet dernier¹, en réponse à la Note du 28 du même mois, et les motifs qui me forcèrent alors à vous adresser cette dernière pièce, sont les mêmes qui, en ce moment, m'empêchent d'entrer dans l'examen de vos appréciations sur la reconnaissance du royaume d'Italie par le Gouvernement de la Reine.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma considération distinguée.

Signé : M. BERMUDEZ DE CASTRO.

1. Voir page 213.

Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Ayllon, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Vienne, au sujet de la reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne.

Madrid, 3 août 1865.

Monsieur,

Le chargé d'affaires d'Autriche m'a donné lecture d'une dépêche qui lui a été adressée à la date du 21 juillet par le comte de Mensdorff, et dont, sur ma demande, il m'a laissé confidentiellement copie. Comme cette pièce pourrait bien ne pas vous être connue, je vous la transmets sous la même forme confidentielle. Il est vrai que pendant le dernier ministère, présidé par M. le duc de Tetouan, la politique que le Gouvernement de la Reine avait suivie à l'égard de l'Italie s'est trouvée jusqu'à un certain point en harmonie avec celle de l'Autriche ; mais il n'en est pas moins vrai que cette conformité de vues ne provenait pas d'un accord ou de stipulations préalables, en vertu desquelles les deux pays se seraient engagés à poursuivre la même politique dans cette question.

L'Espagne et l'Autriche ont pu marcher d'accord tant qu'elles s'y sont trouvées amenées par leurs intérêts respectifs. Mais ni l'une ni l'autre puissance n'avait perdu sa liberté d'action pour se séparer dans cette question, ainsi que dans toute autre, aussitôt que leurs Gouvernements le jugeraient convenable.

Il me serait donc difficile de comprendre sur quelles raisons M. le comte de Mensdorff a pu s'appuyer pour affirmer que le premier acte de ce ministère n'a pas répondu à son attente. Cette assertion ferait supposer un accord préalable, qui aurait renfermé dans certaines limites la liberté d'action que le Gouvernement de la Reine a toujours conservée dans cette affaire, comme dans la conduite générale des relations extérieures.

Les liens d'amitié et de considération mutuelles qui unissent l'Espagne et l'Autriche sont nombreux ; ils n'ont pu que se resserrer davantage à partir du moment où l'Empereur a pensé qu'il était dans l'intérêt de ses États de modifier les anciennes institutions de l'Empire en les remplaçant par d'autres, qui présentent une grande analogie avec les nôtres. Il y a aussi plusieurs questions politiques au sujet desquelles les deux Gouvernements peuvent se trouver d'accord. Toutefois il ne serait pas possible d'admettre avec M. le comte de Mensdorff que l'Espagne et l'Autriche ont en Italie des intérêts identiques.

Nous éprouvons une sympathie vive et profonde envers les princes de la famille de Bourbon qui ont perdu leurs États : nous avons attendu pendant quatre ans avant de reconnaître le royaume d'Italie, espérant

que des éventualités nouvelles ou un accord de puissances européennes pourrait apporter une solution définitive à une question aussi compliquée ; mais lorsque, pendant cette période, le royaume d'Italie s'est consolidé, lorsque les intérêts politiques et matériels de l'Espagne nous ont conseillé de le reconnaître, nous ne pensons pas qu'on puisse jamais faire tourner contre nous une résolution que nous avons prise en consultant avant tout l'intérêt du pays, et en mettant de côté les affections personnelles et des intérêts purement dynastiques, qui, du reste, n'affectent pas la famille royale de l'Espagne. Cette résolution ne peut servir, au contraire, qu'à constater la sincérité et le désintéressement de notre conduite.

Comme puissance exclusivement catholique, l'Espagne prend un vif intérêt à tout ce qui se rapporte au Saint-Siège ; mais cet intérêt, dégagé de toute espèce d'aspirations politiques, s'attache purement et exclusivement au Saint-Père. Sans douter un seul instant de la juste sollicitude dont l'Autriche se sent animée en faveur du chef suprême de l'Église catholique, il faut reconnaître néanmoins que cette puissance a dans la Péninsule italienne des intérêts d'une autre espèce, et cette considération suffirait à elle seule pour établir que l'identité de vues dont il est question dans la dépêche de M. le comte de Mensdorff n'existe pas.

Je ne pourrais pas non plus accepter l'opinion émise par M. le ministre des Affaires étrangères, que la reconnaissance des faits accomplis en Italie ait rendu plus difficile pour l'Espagne la tâche d'élever la voix en faveur du Saint-Siège. Dans la conduite suivie jusqu'à présent par le Gouvernement de la Reine, une seule chose est positive, c'est que tous nos efforts sont restés jusqu'à présent sans efficacité réelle pour le but que nous nous étions proposé d'atteindre. D'ailleurs la reconnaissance des faits accomplis n'est point une de ces théories dont la pratique n'ait jamais été essayée.

L'Espagne et l'Autriche ont toujours suivi cette politique, et sans remonter à des époques par trop éloignées, je me bornerai à rappeler que, en 1830 et en 1848, les deux puissances ont reconnu l'ensemble des faits accomplis en France après la chute des deux branches de la famille des Bourbons.

Et nous rapprochant d'une époque plus récente, il ne faut pas oublier que la monarchie italienne a été reconnue par toute l'Europe, sauf de rares exceptions, et que l'Autriche elle-même a sanctionné l'incorporation à l'ancien royaume du Piémont d'une des plus belles provinces du nouveau royaume d'Italie.

Les motifs qui ont guidé notre conduite ayant été développés dans la dépêche adressée à l'ambassadeur de Sa Majesté à Rome, et de nouvelles explications à ce sujet n'étant plus nécessaires, je serais tout

disposé à terminer ici ma dépêche, s'il était possible de passer sous silence les observations contenues dans la dernière partie de la dépêche de M. le comte de Mensdorff au chargé d'affaires d'Autriche.

Je partage entièrement l'avis de M. le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Apostolique, lorsqu'il fait remarquer qu'il n'y a rien de si délicat que d'émettre son opinion sur la situation intérieure d'une autre puissance. Voilà pourquoi je ne me croirais pas autorisé à faire des observations sur la situation intérieure de l'Empire d'Autriche. Ainsi, tout en reconnaissant les intentions amicales qui ont guidé M. le comte de Mensdorff, je devrais peut-être m'abstenir de répondre à des appréciations dont le Gouvernement de la Reine doit rester seul juge.

Toutefois M. de Mensdorff tient tellement à déclarer que la vive amitié de l'Autriche pour l'Espagne est l'unique cause qui provoque de sa part des réflexions de cette nature, que je crois à mon tour devoir répondre à ces sentiments d'amitié manifestés par ce ministre, en le rassurant au sujet des craintes qu'il semble entretenir sur la stabilité du trône de la Reine. A cet effet, il suffit de rappeler l'histoire. La reine Isabelle était encore une enfant au berceau, lorsque, à la mort de son auguste père, le roi Ferdinand VII, elle vit ses droits contestés par un prince usurpateur, à la tête d'un parti fanatique. Abandonné de presque toute l'Europe, le peuple espagnol est parvenu à faire triompher non-seulement les droits de sa Souveraine, mais les institutions qui servaient de base à son trône. Ce sont ces mêmes institutions, où d'autres croient découvrir une cause de grave danger, qui ont été son appui le plus solide au milieu de la grande catastrophe de 1848.

Pendant cette époque, qui a laissé dans l'Europe entière de si pénibles souvenirs, le trône de la Reine n'a pas été un seul instant en péril, et aucun sacrifice personnel n'a été nécessaire pour sauver les institutions monarchiques. L'Espagne a traversé tranquillement cette épouvantable crise, et, grâce aux institutions dont il était entouré, son trône est demeuré ferme au milieu de la tourmente qui mit au bord de l'abîme d'anciennes monarchies qui se jugeaient inébranlables.

D'après l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, ces institutions, que l'Autriche elle-même a fini par établir chez elle, cette union intime existant entre la couronne et ses sujets feraient triompher encore une fois le trône de la Reine, si de nouveaux dangers venaient le menacer. Mais ces dangers n'existent point et le Gouvernement de Sa Majesté est sûr que la politique libérale et conservatrice qu'il poursuit suffit pour les écarter. Une pareille ligne de conduite, adoptée en temps utile, aurait probablement sauvé les Souverains qui régnaient naguère en Italie.

En s'exprimant dans ce sens avec M. le comte de Mensdorff, Votre Excellence voudra bien lui faire connaître combien je regrette que la politique inaugurée par le gouvernement de Sa Majesté dans la question d'Italie ne se trouve pas d'accord avec celle que l'Autriche, par des raisons que je respecte, juge à propos de suivre. J'aime à croire que malgré cette dissidence dans notre manière de considérer cette question, les rapports entre les deux Etats continueront à être aussi intimes et aussi amicaux que par le passé.

Signé : M. BERMUDEZ DE CASTRO.

Circulaire adressée par M. Bermudez de Castro, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Catholique, aux agents diplomatiques de l'Espagne à l'étranger, expliquant les motifs qui ont déterminé l'Espagne à reconnaître le royaume d'Italie.

Monsieur, la *Presse* de Vienne, ainsi qu'un ou deux journaux de Paris, se sont livrés à des commentaires au sujet d'une dépêche que M. le comte de Mensdorff a adressée à M. le chargé d'affaires d'Autriche à Madrid, et dont cet agent m'avait donné lecture.

Tandis que quelques journaux ont considéré cette dépêche comme étant une protestation formelle contre la reconnaissance de l'Italie par l'Espagne, le *Mémorial diplomatique* s'efforce de l'interpréter comme une mesure adoptée par le cabinet de Vienne dans le but de délier la politique autrichienne de toutes les conséquences que pourrait entraîner l'attitude prise par l'Espagne et l'Autriche en vertu des notes simultanées remises par leurs agents au Gouvernement français, le 28 mai 1861.

Ces deux appréciations sont inexactes; afin de vous éclairer sur toutes les circonstances qui se rapportent à cette affaire, et pour vous guider dans les conversations que vous pourriez avoir à ce sujet avec M. le Ministre des Affaires étrangères et les membres du corps diplomatique, je crois convenable de vous donner connaissance des antécédents, qu'il convient de ne pas oublier dans le cas dont il s'agit.

La coïncidence dans la remise des deux notes rappelées par le *Mémorial diplomatique* et même l'accord avec lequel l'Espagne et l'Autriche ont agi à cette époque, n'ont pu créer aucune espèce d'engagement entre les deux Gouvernements, et encore moins auraient-ils pu établir d'une manière expresse ou tacite un pacte quelconque qui aurait lié leur action politique. L'Espagne et l'Autriche resteront en parfaite liberté pour agir à l'avenir comme le leur conseillerait leur

intérêt respectif sans aucun lien qui les empêchât de prendre dans cette question telle attitude qui répondrait le mieux à leurs vues politiques.

Il n'existe donc pas de motif qui rende nécessaire de mettre à couvert la responsabilité de l'Autriche dans les conséquences de la nouvelle position où l'Espagne vient de se placer, puisque les démarches faites auprès du Gouvernement français en 1861, non-seulement sont devenues stériles, mais encore n'ont pu créer, comme je viens de l'indiquer, aucune espèce d'engagement pour la politique ultérieure des deux pays.

Je dois penser que c'est ainsi que le Cabinet autrichien l'a compris, puisque, dans la communication adressée par M. le comte de Mensdorff au chargé d'affaires à Madrid, il n'est fait aucune allusion directe ni même indirecte aux démarches de 1861.

La décision prise de reconnaître le royaume d'Italie ayant été annoncée par le Gouvernement de la Reine, et cette décision ayant été communiquée au cabinet de Vienne par la remise que le représentant de l'Espagne a faite à M. le comte de Mensdorff d'une copie de la dépêche que j'avais adressée, à la date du 26 juin dernier, à l'ambassadeur de Sa Majesté à Rome, le Ministre des Affaires étrangères de l'Empereur a jugé convenable d'adresser au chargé d'affaires d'Autriche à Madrid une dépêche dont il m'a donné lecture, et qui a motivé les commentaires de la presse dont je viens de faire mention.

Dans cette dépêche, M. le comte de Mensdorff faisait observer que la première manifestation de la politique du Cabinet présidé par le duc de Tetouan n'avait pas répondu à l'attente du Gouvernement autrichien; qu'il voyait avec peine l'intention de l'Espagne de modifier son attitude dans la question d'Italie, question sur laquelle M. le comte de Mensdorff se plaisait à croire qu'il existait une identité d'intérêts entre les deux pays; que, malgré les réserves dont avait été entourée la reconnaissance de l'Italie par l'Espagne, ce fait suffirait à lui seul pour placer le Gouvernement espagnol à l'égard de la question de Rome sur un terrain tellement différent de celui occupé par le Gouvernement autrichien, que leur coopération ultérieure dans une affaire aussi importante pour les deux nations deviendrait beaucoup plus difficile; que si le Gouvernement espagnol pensait qu'en renouant ses relations avec l'Italie, il se plaçait dans une situation qui lui permettait de faire entendre sa voix et d'exercer son influence en faveur du Pontificat, le Gouvernement impérial craignait que c'était au contraire une illusion d'attendre qu'un acte de condescendance tel que la reconnaissance du royaume d'Italie parviendrait à donner un plus grand poids à l'action de l'Espagne sur les événements qui se succèdent en Italie, parce que, en acceptant le principe au nom duquel s'est accomplie la révolution

italienne, il devient plus difficile de s'opposer aux conséquences qui en découlent.

Passant à d'autres considérations, M. le comte de Mensdorff ne déguisait point sa crainte que le triomphe du principe révolutionnaire en Italie ne devînt une menace contre le trône de Sa Majesté la Reine ; et cette inquiétude s'appuyait sur le danger d'une concession faite à des idées qui s'efforcent de se propager en Europe, et qu'il redoute de ne voir que trop répandues en Espagne.

D'après ces considérations, et à la suite de la reconnaissance de l'Italie par l'Espagne, M. le comte de Mensdorff demandait si l'on ne serait pas fondé à contester l'opportunité d'un acte qui, en sanctionnant en quelque sorte les changements survenus dans la Péninsule italienne, encouragerait les partis qui en méditent d'autres semblables, et s'il était prudent d'affaiblir le respect dû à des principes qui ne sont que trop méconnus et qui cependant sont le plus sûr rempart contre les passions anarchiques. Il suffit, ajoutait M. le comte de Mensdorff, d'indiquer ces questions pour en reconnaître toute l'importance, et il jugeait que le Gouvernement espagnol leur avait accordé sans doute toute l'attention désirable. Le Ministre de l'Empereur terminait sa dépêche en protestant que ces réflexions ne lui étaient suggérées que par un sentiment d'intérêt amical envers l'Espagne et par le vif désir qu'il avait de marcher d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté dans une question aussi importante pour les deux pays.

Pour répondre à la franchise avec laquelle le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche exprimait son opinion au sujet de notre intention de reconnaître le royaume d'Italie, j'ai cru convenable d'adresser au représentant de la Reine à Vienne la dépêche dont vous trouverez copie ci-jointe, et dont je l'ai invité à donner lecture à M. le comte de Mensdorff. Le contenu de cette lettre servira à vous faire connaître le vrai caractère de la correspondance suivie au sujet de l'affaire dont il est question ; elle vous fera voir que ni le Gouvernement d'Autriche n'a protesté contre un acte qui est de la compétence exclusive du Gouvernement de la Reine, ni ses observations n'ont donné lieu qu'à de franches explications, qui portent le cachet de cordialité dont ont été toujours marquées les bonnes relations que nous conservons et désirons conserver avec le Cabinet de Vienne.

Vous êtes invité à donner lecture de cette dépêche, etc.

Signé : MANUEL BERMUDEZ DE CASTRO.

FRANCE.

Rapport de MM. Drouyn de Lhuys et Béhic à l'Empereur, proposant une conférence européenne pour prévenir l'invasion du choléra.

Paris, le 5 octobre 1865.

SIRE,

Dès le début de la dernière invasion du choléra en Orient, le Gouvernement de Votre Majesté s'est préoccupé des dangers dont l'apparition du fléau menaçait la santé générale en France. C'est sous l'inspiration de cette prévoyante pensée qu'a été décidé l'envoi immédiat en Égypte d'une mission médicale qui avait pour but non-seulement d'apporter aux victimes de l'épidémie une assistance éclairée, mais encore d'étudier les causes, la marche et le caractère de la maladie, pour en arrêter autant que possible les progrès et en prévenir l'introduction sur le territoire de l'Empire.

Les Agents diplomatiques et consulaires ont prêté aux membres de la mission médicale un concours empressé qui a facilité leur tâche, et, de son côté, le Gouvernement de Votre Majesté n'a cessé d'appliquer sa plus sérieuse attention à l'examen de l'importante question qu'il s'agit de résoudre. Nous avons l'honneur de soumettre à l'Empereur les réflexions que cet examen nous a suggérées.

Pour préserver nos populations et l'Europe tout entière contre les atteintes périodiques du choléra, il semble qu'on devra plus encore chercher à étouffer le mal à sa naissance qu'à l'entraver sur sa route. Il ne suffit pas de lui opposer, à chacune des étapes qu'il parcourt, des obstacles qui portent au commerce des préjudices réels et n'offrent à la santé publique que des garanties trop souvent impuissantes; il faudrait surtout organiser au point de départ un système de mesures préventives concerté avec les autorités territoriales au moyen d'arrangements internationaux.

Les renseignements recueillis par les Agents consulaires et confirmés par les rapports unanimes des médecins prouvent jusqu'à l'évidence que l'épidémie a été importée en Égypte par les pèlerins revenant de la Mecque et de Djeddah. Or, il est avéré que le choléra existe chaque année parmi les caravanes de musulmans arrivant dans ces villes saintes après des fatigues et des privations de toute nature qui les rendent plus accessibles à la maladie. Cette prédisposition est singulièrement favorisée par l'état dans lequel vivent ces multitudes campant en plein air, exposées à une chaleur torride et à l'influence des miasmes pestilentiels que répandent des amas d'immondices et

les dépouilles putréfiées d'animaux offerts en sacrifices propitiatoires. Ces causes permanentes d'infection ont été encore plus actives cette année, par suite de certains faits qui peuvent se reproduire et que nous croyons devoir signaler à l'attention de Votre Majesté.

D'une part, l'affluence des pèlerins rassemblés à la Mecque pour le kourbanbeiram (fête des sacrifices) a été, par une circonstance particulière du rite musulman, beaucoup plus considérable que les années précédentes. On n'évalue pas à moins de 200 000 le nombre des individus de tout âge et de tout sexe venus des divers pays mahométans pour accomplir les cérémonies consacrées, et le chiffre des moutons et chameaux égorgés, dont les débris restent abandonnés sur le sol, dépasse un million. Il n'est pas étonnant que cette agglomération d'êtres humains et cette énorme quantité de substances animales en décomposition aient développé dans des proportions exceptionnelles les conditions d'insalubrité que rencontrent habituellement les pèlerins.

D'un autre côté, il est à remarquer qu'autrefois le mouvement principal du pèlerinage s'effectuait par la voie de terre et que la traversée du désert contribuait à améliorer l'état hygiénique des caravanes en isolant et dissipant les éléments morbides qu'elles transportaient. Aujourd'hui, au contraire, grâce à la facilité et aux ressources de la navigation à vapeur, c'est par mer, et dans un très-court espace de temps, que s'accomplissent en majeure partie ces voyages, à l'aide de paquebots sur lesquels s'entassent par milliers les musulmans de toute nationalité. Cette accumulation, ainsi que la brièveté du trajet, est certainement une des causes qui contribuent le plus au développement de foyers épidémiques.

Ces circonstances nouvelles appellent sur les opérations d'embarquement et de transport des pèlerins une surveillance et un contrôle qui semblent avoir été jusqu'ici tout à fait insuffisants. On comprend combien il importe que l'état sanitaire à bord des paquebots ne puisse être dissimulé, soit par les commandants de ces bâtiments, soit par les autorités qui prononcent l'admission en libre pratique. Il est permis de penser que si un régime d'observation et de surveillance avait existé au point de départ, et si des rapports exacts sur les cas de maladie survenus pendant les traversées avaient sollicité à temps la vigilance des intendances sanitaires locales, on aurait pu éteindre ou isoler les foyers d'infection dont le rayonnement s'est successivement étendu à la Syrie, aux côtes de l'Asie Mineure et à une partie de l'Europe méridionale.

De l'ensemble des faits que nous venons de mentionner, nous sommes amenés, Sire, à déduire cette conclusion, qu'il y aurait une véritable opportunité à provoquer la réunion, dans un bref délai,

d'une conférence diplomatique où seraient représentées les puissances intéressées comme nous aux réformes que réclame l'organisation actuelle du service sanitaire en Orient, et qui, après avoir étudié les questions sur lesquelles nous avons l'honneur d'appeler l'attention de Votre Majesté, proposerait des solutions pratiques. Les membres de cette conférence auraient particulièrement à examiner s'il ne serait pas nécessaire de constituer, aux points de départ et d'arrivée des pèlerins revenant de la Mecque, c'est-à-dire à Djeddah et à Suez, des administrations sanitaires ayant un caractère international qui assurât leur indépendance et donnât à leur contrôle toutes les garanties possibles de loyale impartialité. Nous devons compter sur une active coopération de la part des gouvernements orientaux, dont les États, pendant le cours de ces épidémies, sont les premiers à souffrir des ravages du fléau et de l'interruption des relations commerciales.

Si, comme nous osons l'espérer, Votre Majesté daigne accorder son assentiment aux considérations que nous avons l'honneur de Lui exposer, le Gouvernement de l'Empereur s'empresserait de se mettre en rapport avec les cabinets étrangers afin de combiner, d'un commun accord, dans une conférence, un ensemble de mesures dont la nécessité est démontrée par de récents et douloureux événements.

Nous sommes avec respect, Sire,

De Votre Majesté,

Les très-humbles, très-obéissants serviteurs et fidèles sujets,

*Le ministre des affaires
étrangères,*

DROUYN DE LHUYS.

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de la France à l'étranger, touchant les mesures à prendre pour combattre à l'avenir l'invasion du choléra en Europe.

Paris, le 13 octobre 1865.

Monsieur,

La récente invasion du choléra en Égypte, d'où cette maladie s'est répandue successivement dans plusieurs autres provinces de l'empire ottoman, ainsi que dans quelques parties de l'Europe, a éveillé la sollicitude des divers Gouvernements sur les dangers que présente, pour la santé publique, l'insuffisance actuelle des barrières opposées au développement du fléau. Tous ces Gouvernements, aussi bien ceux des États qui ont été atteints que ceux dont les territoires, préservés jusqu'à ce jour, peuvent être plus tard menacés, comprennent qu'il

est de leur devoir de prémunir les populations contre une calamité doublement redoutable par les maux qu'elle entraîne et par la perturbation qu'elle jette dans les relations internationales.

Aussi chaque puissance a-t-elle adopté, soit spontanément, soit afin de satisfaire au vœu pressant de l'opinion publique, les dispositions qui lui ont paru les plus efficaces pour défendre son territoire contre l'invasion de la maladie; mais l'expérience a démontré combien ces mesures préventives, prises isolément et variant selon les localités, sont difficiles à concilier avec les habitudes et les besoins de notre époque impatiente de toute entrave qui gêne la liberté des transactions commerciales.

Frappé des inconvénients de cette situation, le Gouvernement de l'Empereur s'est demandé si, en même temps qu'on s'efforce d'arrêter le mal dans son cours, on ne devrait pas s'appliquer surtout à l'attaquer dans sa source, en le combattant énergiquement aux lieux mêmes où il prend naissance, à l'aide d'un système de mesures concerté avec les autorités territoriales. Pour atteindre ce but, il a pensé qu'il était urgent d'établir une entente préalable entre les puissances intéressées, et de provoquer à cet effet la réunion d'une conférence au sein de laquelle siègeraient, à côté des délégués des différents États, les hommes de la science jugés les plus aptes à éclairer ses délibérations par leurs lumières spéciales.

Cette conférence aurait pour objet de rechercher les causes primordiales du choléra, d'en déterminer les points de départ principaux, d'en étudier les caractères et la marche; enfin elle aurait à proposer les moyens pratiques de la circonscrire et de l'étouffer à son origine. Nous n'avons pas, du reste, la prétention de tracer d'avance le programme de ses travaux; nous devons en laisser le soin aux membres distingués qui seront appelés à en faire partie, et qui recevront certainement des instructions assez larges pour que leurs études puissent embrasser toutes les questions qu'il importe d'approfondir et de résoudre. Mais ce qui demeure bien entendu dès à présent, c'est que la conférence, tout en conservant la plus grande liberté dans ses appréciations, n'aura à intervenir dans aucun acte d'administration intérieure ni à prendre l'initiative d'aucune proposition qui soit de nature à gêner le libre exercice de la souveraineté territoriale. Les mesures dont elle conseillerait l'adoption ne sauraient être mises en pratique sur le territoire de chaque État autrement que par l'autorité indépendante de cet État même.

En raison de leur situation géographique, les contrées du Levant sont les premières atteintes par le fléau : les Gouvernements orientaux sont donc particulièrement intéressés aux améliorations qu'il s'agit d'introduire, pour le bien général, dans l'organisation du service

sanitaire, et nous pouvons compter avec confiance sur leur coopération à des mesures dont leurs sujets seront les premiers à ressentir les effets bienfaisants. On ne doit pas oublier que c'est grâce au concours persévérant de la Porte, aux perfectionnements successifs qu'elle a introduits dans l'administration de la santé publique, que le problème de la suppression de la peste a été heureusement résolu; c'est donc auprès de la Turquie que la conférence pourra trouver l'assistance la plus efficace pour ses travaux; c'est avec son aide qu'elle recueillera les meilleurs éléments de solutions pratiques. Ces considérations, dont la valeur sera, je n'en doute pas, appréciée par le cabinet de ..., me paraissent indiquer tout naturellement la ville de Constantinople comme siège de la conférence. Mis en contact plus immédiat, dans cette capitale de l'Empire ottoman, avec les provinces où l'épidémie a ses principaux foyers, les représentants des puissances étrangères trouveront, auprès du conseil supérieur de santé qui fonctionne sous la haute direction de la Porte, de précieux renseignements. Ces conditions si favorables y rendront plus facile que partout ailleurs l'accomplissement de l'importante mission au succès de laquelle l'administration du Sultan tiendra à honneur de contribuer.

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien faire part de ces vues au cabinet de Nous apprendrions avec une vive satisfaction qu'il y donnât son assentiment. Dans le cas où, comme nous nous plaçons à l'espérer, l'adhésion des diverses puissances permettrait de réunir dans un bref délai la conférence, je vous ferais connaître le choix de nos délégués.

Vous trouverez ci-joint un exemplaire du rapport que, conjointement avec S. Exc. M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, j'ai eu l'honneur de présenter sur ce sujet à l'Empereur, qui a bien voulu en approuver les conclusions. Ce document n'est pas destiné à être communiqué au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, mais vous pouvez y puiser les arguments qui justifient les vues exposées dans cette dépêche.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Baude, chargé d'affaires de France à Londres, exprimant les regrets du gouvernement de l'Empereur à la nouvelle de la mort de lord Palmerston.

Paris, le 20 octobre 1865.

Monsieur,

L'Empereur et son Gouvernement ne pouvaient voir, sans un profond sentiment de regret, disparaître de la scène politique l'homme

d'Etat éminent dont l'Angleterre déplore en ce moment la perte. Sa mort a ému douloureusement l'opinion publique dans le pays qu'il a servi durant de longues années avec tant d'éclat. Elle aura un grand retentissement partout où le nom anglais est connu. Pour nous, Monsieur, nous avons eu, dans plusieurs circonstances importantes, l'occasion d'apprécier les hautes qualités dont lord Palmerston était doué, et nous aimerons toujours à nous rappeler combien il a contribué à l'établissement des rapports de confiance et d'amitié qui, dès le commencement du second Empire, ont existé entre la France et l'Angleterre.

Lord Palmerston a été le premier, au mois de décembre 1851, à reconnaître le caractère des courageuses résolutions que la situation de la France a inspirées à Sa Majesté. Il en a loyalement accepté les conséquences en se plaçant au-dessus du ressentiment du passé, avec une liberté de jugement d'autant plus digne d'éloges, qu'au début de sa carrière il avait été mêlé aux anciennes luttes; il a usé de son influence pour faire comprendre à ses concitoyens les services rendus à la cause de l'ordre, en Europe, par les événements accomplis en France.

Peu d'années après, nous trouvions dans lord Palmerston le concours le plus décidé et le plus sûr, lorsque les complications survenues en Orient venaient appeler les deux nations à unir leurs efforts et les amenaient à contracter cette alliance non moins remarquable par l'intime et loyal accord des cabinets que par la noble émulation des armées.

Nous ne saurions non plus oublier la part qui revient à lord Palmerston dans la négociation du Traité de commerce conclu il y a cinq ans. Comme premier Ministre de la Reine, il avait hautement approuvé la pensée de consolider les rapports de l'Angleterre avec nous en leur donnant pour base une plus étroite solidarité des intérêts matériels. Il a secondé de tout son pouvoir l'inauguration de ce système libéral, désormais consacré par l'expérience et adopté aujourd'hui par la plupart des États du continent.

Ces actes appartiennent à l'histoire des deux pays. Le nom de lord Palmerston y restera attaché, et nous ne perdrons point le souvenir du rôle qu'il a joué dans des conjonctures d'un intérêt aussi grand pour les relations de la France et de l'Angleterre. Nous nous faisons un devoir de joindre le témoignage de nos sympathies aux honneurs que la nation britannique rend si justement à sa mémoire. Je vous prie d'être auprès de lord Russell l'interprète des sentiments de l'Empereur et du Gouvernement de Sa Majesté; vous voudrez bien en même temps remettre au principal secrétaire d'État de la Reine une copie de cette dépêche.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

GRANDE-BRETAGNE.

Note confidentielle adressée par M. Wood, chargé d'affaires de la Grande-Bretagne à Tunis, au bey de Tunis, au sujet de la récente révolte qui a éclaté dans la Régence.

Tunis, le 25 janvier 1865.

Altesse,

Les preuves d'amitié que mon Gouvernement a données à Votre Altesse pendant les événements qui ont failli dernièrement bouleverser la Régence me mettent en position, maintenant que la tranquillité a été heureusement rétablie, d'offrir à Votre Altesse une opinion mûrie par des réflexions inspirées par les dangers mêmes que votre illustre dynastie a courus pendant la révolte.

Je ne me cache pas, Altesse, que parmi ces dangers le plus sérieux a été celui qui découlait des usages surannés, et qui, remontant jusqu'à Sinan-Pacha pour considérer ce Gouvernement comme électif, s'arrogeait le droit de demander un changement dans la forme du Gouvernement et poussait l'audace jusqu'à demander la déposition de la famille Husseinite et la soumission du pays au Gouvernement direct de la Sublime-Porte. Évidemment leur erreur n'était pas moins inspirée par la circonstance qu'à leur avènement les beys demandent leur investiture et la confirmation du Sultan, en se basant sur l'élection du Divan et du peuple. C'est sur ces bases du moins que Sidi-Mohammed-Bey a demandé son investiture.

Est-il prudent, Altesse, que les droits héréditaires de votre illustre maison soient en butte aux attaques de tout démagogue qui prend sur lui d'exciter les tribus ou de disposer les autres sujets à la révolte?

Votre Altesse ne peut qu'être profondément persuadée que tout ce qui contribue à raffermir ses droits et ceux de sa famille doit augmenter le degré de soumission de ses sujets envers son autorité, et conséquemment la prospérité et le bien-être du pays.

D'un autre côté, Votre Altesse ne saurait douter que les puissances continentales de l'Europe ne peuvent qu'être animées par un désir sincère de voir Votre Altesse et sa famille dans la jouissance de cette sérénité qui doit contribuer à empêcher la possibilité que ses sujets commettent des actes qui puissent faire naître des questions embarrassantes pour l'avenir.

S. M. le Sultan a bien prouvé ses bonnes dispositions par l'envoi d'un représentant dont la conduite sage et prudente a dû être remarquée par Votre Altesse.

La bonne foi de la Sublime-Porte envers Votre Altesse ne peut pas

conséquemment être suspectée ; mais je considère qu'il est de la dernière importance que les droits héréditaires de votre famille ne puissent plus être désormais un point de doute, mais qu'ils soient formellement reconnus par la Sublime-Porte, par vos sujets et par l'Europe.

Connaissant que la politique désintéressée et les vues bienveillantes de mon Gouvernement l'ont toujours animé du plus vif intérêt pour le maintien des droits héréditaires de votre illustre famille, avec toutes les immunités qui en découlent, je n'hésite pas à ajouter que le Gouvernement de S. M. britannique sera toujours disposé à faire usage de ses bons offices, comme par le passé, conjointement avec ses alliés, pour solliciter sa reconnaissance formelle de la part de la Sublime-Porte.

Je prie donc Votre Altesse de bien considérer la question ; je la sou mets en forme confidentielle à sa sagesse, et j'attendrai sa réponse pour la soumettre à la considération de mon Gouvernement.

Signé : RICHARD WOOD.

Dépêche du comte Russell au colonel Stanton, consul général de la Grande-Bretagne en Égypte, exposant la politique du gouvernement anglais à l'égard de l'Abyssinie.

Foreign-Office, 5 octobre 1865.

Monsieur,

Bien qu'il soit trop tard de vous donner, en outre de ce que je vous ai déjà transmis par le télégraphe, des instructions servant de règle à la conduite de M. Rassam, il est peut-être utile, afin d'empêcher tout malentendu, que je vous mette en position d'exposer en temps opportun quelle a été, quelle est la politique du Gouvernement anglais vis-à-vis de l'Abyssinie.

Il ne faut pas perdre de vue que l'Abyssinie se compose de plusieurs provinces distinctes, dont quelques-unes sont séparées les unes des autres par de hautes montagnes et des rivières qui sont impraticables durant une partie de l'année.

Considérant que les rois abyssiniens, quel que soit leur titre, n'ont qu'un pouvoir précaire ; considérant aussi qu'il est difficile à une armée anglaise régulière de parvenir jusqu'au siège de leur empire, qu'une victoire gagnée à Gondar et à Hoa est de peu d'importance, qu'on risque d'échouer, et qu'il y a certitude de dépenser beaucoup d'argent, il a paru au Gouvernement britannique qu'il valait mieux, autant que possible, renoncer aux engagements contractés envers les Abyssiniens, à toutes les alliances abyssiniennes, et à toute immixtion en Abyssinie de la part de l'Angleterre.

Maintenant, au sujet de l'emprisonnement du consul Cameron, il paraît, d'après les pièces présentées au Parlement, qu'après qu'il eut porté ma lettre écrite par ordre de la Reine avec quelques présents offerts à l'Empereur d'Abyssinie, il se rendit au pays de Bogos, où il entreprit de réconcilier les chefs rivaux en envoyant par le messager abyssinien la lettre de l'Empereur à la Reine à Massowals.

Il paraît, en outre, que ce qui irrita principalement l'Empereur contre le consul Cameron, ce fut ce voyage à Bogos, et à cela se joignit le soupçon qu'eut l'Empereur que le consul Cameron avait intrigué pour mettre contre lui les Turcs et les Égyptiens de la frontière, soupçon qu'aggrava en partie le retour du consul Cameron à Gondar, sans aucune réponse à la lettre de l'Empereur adressée à la Reine. Il paraît d'après la lettre du Roi Théodore à M. Rassam, citée par ce gentleman dans sa lettre du 5 septembre, que le Roi prétend avoir été outragé et dénoncé comme meurtrier par le capitaine Cameron, « parce que (c'est le Roi qui parle) j'avais tiré vengeance de ceux qui avaient tué le consul Plowden et M. Bell, et qu'après l'avoir bien traité, après avoir été sollicité par lui d'être l'ami de la Reine, il alla séjourner quelque temps chez les Turcs et revint vers moi. » De plus, lorsque le Roi parla au capitaine Cameron de la lettre envoyée par lui à la Reine, il dit n'avoir reçu à cet égard aucun avis.

Rien ne fait supposer que le consul Cameron ait excité les troupes égyptiennes de la frontière à commettre des actes d'agression sur le territoire d'Abyssinie. Il est bien plus probable que les ennemis du nom anglais en Abyssinie auront provoqué d'injustes soupçons dans l'esprit de l'Empereur. Toutefois il est certain que le consul Cameron, en allant à Bogos, n'a point agi conformément à des ordres reçus par lui et que son propre Gouvernement l'a désavoué.

Espérons maintenant que les explications de M. Rassam procureront au capitaine Cameron la permission de quitter l'Abyssinie. On l'emploiera dans une autre partie du monde et il n'aura jamais l'occasion de retourner en Abyssinie. — Je sais qu'il est des personnes qui désirent que le Gouvernement de Sa Majesté intervienne en faveur de l'Abyssinie, en tant que pays chrétien, contre la Turquie et l'Égypte, comme pays musulmans. Mais le Gouvernement britannique n'a jamais adopté cette politique, et je crois qu'il ne l'adoptera jamais. Si nous nous faisons les protecteurs de l'empereur Théodore contre le Sultan et son vice-roi d'Égypte, nous deviendrions alors responsables de ses actes, et nous nous trouverions mêlés à ses querelles avec tous ses voisins et rivaux. Le Gouvernement britannique a des obligations assez diverses, assez lourdes, sans se charger d'un protectorat si coûteux et si plein de risques sans nul avantage ni profit.

Signé : RUSSELL.

Dépêche du comte Russell aux lords Commissaires de l'Amirauté, annonçant que toutes les restrictions à l'égard des navires de guerre des États-Unis, dans les ports de la Grande-Bretagne, sont levées.

Foreign-Office, le 13 octobre 1865.

Milords,

Me référant à ma lettre du 2 juin dernier, qui prescrivait la marche à suivre, par les diverses autorités de la Reine dans tous les ports, havres et eaux appartenant à Sa Majesté, soit dans le Royaume-Uni, soit au delà des mers; attendu que le Gouvernement de la Reine avait reconnu le rétablissement de la paix sur tout le territoire dont les États-Unis du nord de l'Amérique étaient, avant le commencement de la guerre civile, en tranquille possession, et me référant surtout au passage de madite lettre, où il était dit que les navires confédérés en partance, par suite des réquisitions des autorités de la Reine, de tous ports, havres ou eaux appartenant à la Reine, où, à l'époque de la réception par ces autorités de nouveaux ordres, lesdits navires pourraient se trouver, devront avoir, et pour la dernière fois, le plein et entier bénéfice de l'interdiction de poursuivre ces navires dans les vingt-quatre heures, faite à tout croiseur des États-Unis qui se trouverait en ce moment dans lesdits ports, havres ou eaux, j'ai l'honneur de déclarer à Vos Seigneuries que le Gouvernement de la Reine est d'avis qu'il est désirable que les autorités maritimes et autres autorités en Angleterre, ou dans les possessions de la Reine au dehors, soient formellement prévenues qu'un temps suffisant s'étant écoulé depuis ma lettre du 2 juin pour l'exécution de ces prescriptions, toutes les mesures restrictives à l'égard de navires de guerre des États-Unis dans les ports, havres et eaux d'Angleterre sont désormais considérées comme levées, et c'est le désir et l'intention du Gouvernement de la Reine qu'une hospitalité et une amitié sans restriction soient accordées aux navires de guerre des États-Unis dans tous les ports et havres de Sa Majesté, au dedans et au dehors. J'ai adressé une lettre semblable au secrétaire d'État des colonies, de l'intérieur et des Indes, et aux lords commissaires de la trésorerie de Sa Majesté.

Signé : RUSSELL.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU QUATRIÈME VOLUME DE LA CINQUIÈME ANNÉE.

(1865)

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC., ETC.

		Pages.
	1861	
Janvier....	24 <i>Prusse, Japon.</i> Traité d'amitié, de commerce et de navigation.....	161
	1864	
Janvier....	15 <i>France, Pérou.</i> Arrangement conclu entre la France et le Pérou, réduisant les droits appliqués au guano péruvien à l'entrée en France	94
Novembre.	24 <i>Grèce.</i> Constitution de la Grèce.....	144
Décembre.	27 <i>Bade, France.</i> Convention relative à la taxe des dépêches télégraphiques, conclue entre la France et le grand-duché de Bade.....	95
	1865	
Janvier ...	17 <i>Grèce, Suisse.</i> Adhésion de la Grèce à la Convention internationale de Genève, pour l'amélioration du sort des militaires blessés en campagne.....	137
Février....	27 <i>Belgique, France.</i> Convention additionnelle de poste à celle du 3 décembre 1857.....	172
—	28 <i>Belgique, France.</i> Convention pour la transmission des valeurs papiers.....	176
Mars.....	1 <i>Belgique, France.</i> Convention pour l'échange des mandats de poste.	179
—	2 <i>Espagne, Grande-Bretagne.</i> Déclaration signée entre l'Espagne et la Grande-Bretagne pour la suppression des formalités imposées aux navires marchands entrant dans les eaux de la juridiction maritime des places fortes qui commandent le détroit de Gibraltar.....	96
Avril.....	1 <i>Autriche, Prusse, Danemark.</i> Protocole signé à Berlin, et destiné à préciser certaines dispositions du Traité de paix de Vienne du 30 octobre 1864.....	5
—	24 <i>France, Wurtemberg.</i> Convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.....	98
Mai.....	18 <i>France, Chine.</i> Décret réglant l'échange des échantillons de marchandises avec Shang-Haï.....	181
—	22 <i>Autriche, Principautés-Unies.</i> Convention pour le règlement du service télégraphique.....	182
Juin.....	6 <i>Autriche, Principautés-Unies.</i> Convention relative à l'extradition des déserteurs, réfractaires et vagabonds.....	103

	1865	Pages.
Juin.....	9 <i>France, Mecklembourg-Schwerin</i> . Traité de commerce et de navigation.....	184
—	9 <i>France, Mecklembourg-Schwerin</i> . Convention littéraire.....	192
—	14 <i>France, Grand-duché de Hesse</i> . Convention littéraire.....	199
Juillet....	5 <i>France, Nassau</i> . Convention pour la garantie réciproque des œuvres d'esprit et d'art.....	107
—	7 <i>France, Uruguay</i> . Arrangement conclu entre la France et l'Uruguay touchant le maintien de la Convention de commerce et de navigation du 8 avril 1836.....	112
—	10 <i>États de l'Amérique du Sud</i> . Traité d'alliance des républiques de l'Amérique du Sud, signé à Lima, par les délégués de ces républiques réunis en Congrès.....	114
—	19 <i>France</i> . Décret fixant les restrictions d'entrée et d'emballage applicables aux marchandises d'origine mecklembourgeoise ou du Zollverein importées directement en France.....	116
—	19 <i>France</i> . Décret appliquant à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, à la Suède et à la Norvège et aux Villes hanséatiques, les dispositions du Traité conclu avec le grand-duché de Mecklembourg-Schwerin.....	117
—	19 <i>France</i> . Décret fixant les surtaxes à payer par les marchandises d'origine mecklembourgeoise importées en France autrement que par navires français ou mecklembourgeois.....	118
—	19 <i>France</i> . Décret assimilant, sous le rapport du traitement, les navires du grand-duché de Mecklembourg-Schwerin, venant des possessions britanniques en Europe, aux navires français, anglais, belges, italiens, du Zollverein et des Villes hanséatiques venant des mêmes possessions.....	119
—	19 <i>France</i> . Décret fixant les ports et bureaux de douanes ouverts à l'importation des tissus mecklembourgeois taxés à la valeur.....	119
—	19 <i>France</i> . Décret appliquant au grand-duché de Mecklembourg-Schwerin les dispositions des Conventions littéraires conclues avec la Prusse et les Villes hanséatiques.....	120
—	24 <i>France</i> . Décret fixant les droits applicables aux sucres raffinés ou candis importés en France, de Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas.....	121
—	24 <i>France</i> . Décret portant suppression de la surtaxe de 2 fr. établie à l'importation des sucres bruts et de betteraves originaires de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas.....	122
Août.....	13 <i>France</i> . Décret fixant les restrictions d'entrée et d'emballage applicables aux marchandises d'origine espagnole.....	125
—	13 <i>France</i> . Décret fixant les ports et bureaux de douanes ouverts à l'importation des tissus espagnols taxés à la valeur.....	126
—	13 <i>France</i> . Décret appliquant les dispositions du Traité conclu avec l'Espagne, à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, à la Suède et à la Norvège, aux Villes hanséatiques et au grand-duché de Mecklembourg-Schwerin.....	127
—	13 <i>France</i> . Décret fixant les droits à acquitter par les marchandises espagnoles importées en France, par mer, sous pavillon français ou sous pavillon espagnol.....	128
—	14 <i>Autriche, Prusse</i> . Convention conclue à Gastein, entre l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse pour régler l'exercice et le partage des droits acquis en commun sur les duchés de l'Elbe.....	6
—	24 <i>France, Mecklembourg-Strelitz</i> . Accession du grand-duché de Mecklembourg-Strelitz au Traité de commerce et de navigation, à la Convention littéraire et au Protocole de clôture, conclus le 9 juin 1865, entre la France et le grand-duché de Mecklembourg-Schwerin.....	129

1865

		Pages.
Août.....	24 <i>France</i> . Décret appliquant aux Pays-Bas les dispositions des Traités conclus entre la France et les Villes hanséatiques et le grand-duché de Mecklembourg-Schwerin.....	133
—	26 <i>France</i> . Décret soumettant à une surtaxe les marchandises d'origine néerlandaise importées en France autrement que par terre ou par navires français ou sous pavillon néerlandais.....	130
—	26 <i>France</i> . Décret assimilant, sous le rapport du traitement, les navires des Pays-Bas venant des possessions britanniques en Europe, aux navires français, anglais, belges, italiens, du Zollverein, de Suède et Norvège, des Villes hanséatiques et de Mecklembourg-Schwerin venant des mêmes possessions.....	131
—	26 <i>France</i> . Décret appliquant aux Pays-Bas les dispositions du Traité conclu entre la France et l'Espagne.....	1 2
—	26 <i>France</i> . Décret appliquant les dispositions du Traité conclu avec les Pays-Bas, à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suède et à la Norvège, aux Villes hanséatiques et au grand-duché de Mecklembourg-Schwerin.....	133
—	26 <i>France</i> . Décret fixant les ports et bureaux de douanes ouverts à l'importation des tissus des Pays-Bas, taxés à la valeur.....	134
—	26 <i>France</i> . Décret fixant les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises originaires des Pays-Bas.	135
Septembre.	25 <i>Belgique, France</i> . Article additionnel aux Conventions de poste des 3 décembre 1857 et 27 février 1865.....	203

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1862

Novembre.	20 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Adams à M. Seward. Observations au sujet de la construction dans les ports britanniques de navires pour le compte des Confédérés.....	26
—	27 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Adams à M. Seward. Enrôlements de sujets britanniques dans les armées des États-Unis.....	32
Décembre.	8 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Seward à M. Adams. Intervention dans les affaires d'Amérique proposée par la France. Impression produite aux États-Unis.....	34
—	8 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Seward à M. Adams. Réclamation au sujet des déprédations commises par le pirate n° 290 (<i>l'Alabama</i>).	37
—	11 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Adams à M. Seward. Revirement favorable dans l'opinion publique en Angleterre.....	39
—	13 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Seward à M. Adams. Enrôlements en Angleterre pour les États-Unis.....	40
—	25 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Adams à M. Seward. Réponse du gouvernement britannique au sujet des déprédations de <i>l'Alabama</i> .	41

1863

Janvier....	1 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Adams à M. Seward. Nouvelles observations au sujet de la construction dans les ports britanniques de navires pour le compte des Confédérés.....	48
—	19 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Seward à M. Adams. Constructions de navires dans les ports anglais pour les Confédérés.....	58
—	26 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Adams à M. Seward. Craintes au sujet d'une guerre générale en Europe.....	65
—	29 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Adams à M. Seward. Constructions de navires pour les Confédérés dans les ports anglais.....	61

	1863	Pages.
Mars.....	9 <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Seward à M. Adams. Pouvoirs accordés au Président pour délivrer des lettres de marque à un certain nombre de citoyens des États-Unis.....	66
	1864	
Septembre.	19 <i>Grèce</i> . Dépêche de lord Russell à M. Erskine en réponse à la requête du comte Sponneck, réclamant l'appui de l'influence anglaise auprès de l'Assemblée nationale.....	139
Octobre...	18 <i>Grèce</i> . Message du Roi à l'Assemblée nationale.....	140
Novembre.	12 <i>Grèce</i> . Message du Roi acceptant la nouvelle Constitution votée par l'Assemblée nationale.....	141
—	19 <i>Grèce</i> . Protestation déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale, pour justifier le refus de 82 membres de participer aux travaux législatifs.....	143
—	30 <i>Grèce</i> . Programme du ministère Canaris.....	156
	1865	
Janvier....	25 <i>Grande-Bretagne</i> . Note confidentielle de M. Wood, consul général à Tunis, au Bey de Tunis au sujet de la récente révolte dans la Régence.....	228
—	28 <i>Grèce</i> . Proclamation de M. Mavrocordato aux habitants de Corfou..	157
Février....	7 <i>Grande-Bretagne</i> . Discours royal d'ouverture du Parlement britannique, lu par les Commissaires de Sa Majesté.....	81
Mars.....	18 <i>Paraguay</i> . Déclaration de guerre envoyée à la Confédération argentine par le Congrès national paraguayen.....	75
—	.. <i>Paraguay</i> . Note envoyée par le Président du Paraguay au général Urquiza, lors de l'occupation de Corrientes.....	77
—	18 <i>États-Unis d'Amérique</i> . Dépêche de M. Seward à M. Adams au sujet de l'emprunt conclu par les Confédérés en Europe.....	79
—	31 <i>Augustenbourg</i> . Lettre du duc Frédéric d'Augustenbourg à M. d'Ahlefeld, son représentant à Berlin, au sujet de la dernière motion présentée à la Diète par la Bavière, la Saxe et la Hesse-Grand-Ducal.....	68
Avril.	10 <i>Danemark</i> . Message royal portant clôture de la cession du Rig-sraad.....	78
Mai.....	2 <i>Bade</i> . Discours prononcé par le Grand-Duc à la clôture de la session législative.....	73
Juin.....	.. <i>Principautés-Unies</i> . Dépêche de M. Savel Mano, ministre des affaires étrangères, aux ministres de l'intérieur et de la guerre, expliquant certaines dispositions du Traité d'extradition des déserteurs, conclu entre l'Autriche et les Principautés.....	105
—	17 <i>Turquie</i> . Dépêche de Aali-Pacha à M. Negri, agent des Principautés-Unies à Constantinople, au sujet d'un arrangement postal à conclure entre la Turquie et les Principautés.....	92
Juillet....	20 <i>Russie</i> . Manifeste impérial, publié à l'occasion de la solennité de la prestation de serment par le Grand-Duc héritier.....	91
—	28 <i>Espagne</i> . Note de M. Bermudez de Castro au comte San Martino de Montalbo pour lui annoncer la reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne.....	215
—	29 <i>Deux-Siciles</i> . Note du comte de San Martino de Montalbo, ministre des Deux-Siciles à Madrid, à M. Bermudez de Castro, en réponse à sa Note du 28 sur la reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne.....	213
—	30 <i>Portugal</i> . Discours du Roi à l'ouverture de la session des Cortès....	89
Août	1 <i>Espagne</i> . Note de M. Bermudez de Castro au comte de San Martino de Montalbo en réponse à sa protestation du 29 juillet contre la reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne.....	215

1865

		Pages.
Août.....	1 <i>Mexique</i> . Décret impérial touchant les mesures à prendre pour favoriser l'immigration étrangère au Mexique.....	123
—	3 <i>Espagne</i> . Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Ayllon, ministre d'Espagne à Vienne, au sujet de la reconnaissance de l'Italie par l'Espagne.....	216
—	5 <i>Mexique</i> . Circulaire adressée par le ministre des travaux publics aux préfets de l'empire au sujet des mesures à prendre pour favoriser l'immigration au Mexique.....	123
—	7 <i>Grèce</i> . Adresse de la Chambre des Députés en réponse au discours du Trône.....	83
—	8 <i>Canada</i> . Discours du gouverneur général à l'ouverture de la session du Parlement du Canada.....	74
—	10 <i>États-Unis d'Amérique</i> . Dépêche de M. Seward à M. Adams au sujet de l'emprunt conclu par les Confédérés en Europe.....	79
—	20 <i>Italie</i> . Circulaire de M. Lanza, ministre de l'intérieur, aux préfets du royaume, touchant les manifestations auxquelles a donné lieu l'instruction confidentielle adressée par le ministre de la guerre aux commandants de corps.....	85
—	24 <i>Autriche, Prusse</i> . Déclaration faite à la Diète par les représentants d'Autriche et de Prusse, en lui communiquant la Convention de Gastein.....	9
—	29 <i>France</i> . Circulaire adressée par M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de la France à l'étranger au sujet de la Convention de Gastein.....	10
Septembre.	5 <i>Duchés de l'Elbe</i> . Ordonnance publiée par les Commissaires civils autrichiens et prussiens, touchant l'exécution de la Convention de Gastein.....	12
—	6 <i>Duchés de l'Elbe</i> . Pétition adressée à la Diète germanique par les membres des États du Holstein pour protester contre la séparation des duchés.....	13
—	13 <i>Prusse</i> . Patente publiée par le roi Guillaume I ^{er} de Prusse, à l'occasion de la prise de possession du duché de Lauenbourg.....	21
—	14 <i>Grande-Bretagne</i> . Circulaire du comte Russell aux agents diplomatiques de la Grande-Bretagne à l'étranger au sujet de la Convention Gastein.....	16
—	15 <i>Prusse</i> . Discours du comte d'Arnim-Boitzenbourg, après la lecture de la patente royale qui incorpore le Lauenbourg à la Prusse....	22
—	15 <i>Prusse</i> . Proclamation du général de Manteuffel, gouverneur du duché de Schleswig, aux habitants du duché.....	23
—	15 <i>Duchés de l'Elbe</i> . Ordonnance publiée par M. de Zedlitz, commissaire civil prussien pour le duché de Schleswig, touchant l'administration du duché.....	24
—	15 <i>Autriche</i> . Proclamation adressée par le maréchal de Gablentz, gouverneur du duché de Holstein, aux habitants de ce duché.....	17
—	15 <i>Autriche</i> . Ordonnance du maréchal de Gablentz, relative à l'administration du Holstein et à la division des affaires publiques....	18
—	18 <i>l'ays-Bas</i> . Discours prononcé par le Roi à l'ouverture des États généraux.....	87
—	20 <i>Espagne</i> . Circulaire de M. Bermudez de Castro aux agents diplomatiques espagnols à l'étranger, expliquant la reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne.....	219
Octobre...	5 <i>Prusse</i> . Dépêche de M. de Thile à M. de Wentzel, contre la réunion du Nationalverein à Francfort.....	205
—	5 <i>France</i> . Rapport de MM. Drouyn de Lhuys et Behic à l'Empereur, proposant la réunion d'une Conférence européenne pour prévenir le retour du choléra.....	222
—	5 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche du comte Russell au colonel Stanton,	

1865

		Pages.
	consul général à Alexandrie, au sujet de la politique anglaise à l'égard de l'Abyssinie.....	229
Octobre....	8 <i>Autriche</i> . Dépêche de M. de Mensdorff-Pouilly au baron de Frankenstein, contre la réunion du Nationalverein à Francfort.....	206
—	13 <i>France</i> . Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, sur les mesures à prendre à l'avenir pour combattre l'invasion du choléra en Europe.....	224
—	13 <i>Grande-Bretagne</i> . Note du comte Russell aux lords de l'Amirauté, annonçant la levée des restrictions à l'égard des navires de guerre dans les ports anglais.....	231
—	20 <i>Francfort</i> . Note du docteur Gwinner, premier bourgmestre, en réponse aux réclamations du 5 et du 8 octobre de la Prusse et de l'Autriche au sujet de la réunion du Nationalverein à Francfort..	208
—	20 <i>France</i> . Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Baude, à Londres, à l'occasion de la mort de lord Palmerston.....	226
—	26 <i>Autriche</i> . Note du baron de Frankenstein au docteur Gwinner, en réponse à sa Note du 20 octobre, relative à la réunion du Nationalverein à Francfort.....	209
—	30 <i>Francfort</i> . Réponse du docteur Gwinner à la Note du 26 du baron de Frankenstein. Réunion des députés du Nationalverein à Francfort.....	209
Novembre.	8 <i>Danemark</i> . Message royal de clôture du Rigsraad.....	212

FIN DE LA TABLE DU QUATRIÈME VOLUME.

F. AMYOT.

RÉPERTOIRE QUINQUENNAL DES DOCUMENTS

CONTENUS

DANS LES ARCHIVES DIPLOMATIQUES
(1861 — 1865)

EXPLICATIONS DES ABRÉVIATIONS :

61, 62, 63, 64, 65, renvoient à l'année des Archives 1861, 1862, 1863, 1864, 1865.
I, II, III, IV, indiquent le volume de l'année.
1, 2, 3, 4, etc., indiquent la page du volume.

PREMIÈRE PARTIE

TABLE DES TRAITÉS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

	1689	
<i>Chine, Russie. Traité de paix.....</i>	61 I	271
	1720	
Juin. 14 <i>Danemark, France. Acte de garantie du Slesvig au Danemark...</i>	64 I	228
26 <i>Danemark, Grande-Bretagne. Idem.....</i>	— —	83
	1727	
Oct.. 21 <i>Chine, Russie. Traité de paix.....</i>	61 I	276
	1768	
Oct.. 18 <i>Chine, Russie. Traité supplémentaire.....</i>	61 I	282
	1801	
Juillet 15 <i>France, Saint-Siège. Concordat.....</i>	65 II	5
	1813	
Janv. 25 <i>France, Saint-Siège. Concordat.....</i>	65 II	91
	<i>a</i>	

1816

- Août. 25 *France, Saint-Siège*. Convention pour l'abrogation partielle du
Concordat de 1801..... 65 II 92

1817

- Août. 25 *France, Saint-Siège*. Concordat..... 65 II 93

1826

- Avril. 26 *Danemark, États-Unis*. Traité d'amitié et de commerce..... 62 II 168

1827

- Juillet 6 *France, Grande-Bretagne, Russie*. Traité de pacification de la
Grèce..... 62 IV 377

1832

- Mai.. 7 *France, Grande-Bretagne, Russie, Bavière*. Traité pour l'élection
du prince Othon..... 62 IV 402
Juillet 9 *Grèce, Turquie*. Traité de délimitation..... — — 407
Nov.. 11 *Bavière, Grèce*. Traité d'amitié et d'alliance..... — — 412

1833

- Mars. 22 *Prusse, Hesse-Électorale, Hesse-Grand-Ducale, Bavière, Wurtem-
berg*. Traité de douanes..... 62 IV 220
Avril. 30 *Bavière, France, Grande-Bretagne, Russie*. Article complémen-
taire du 7 mai 1832..... — — 406

1841

- Mai.. 8 *Prusse, Bavière, Saxe, Wurtemberg, Bade, Hesse-Électorale,
Hesse-Grand-Ducale, Saxe-Weimar-Eisenach, Saxe-Meinin-
gen, Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Schwarzbourg-
Rudolstadt, Schwarzbourg-Sondenhause, Reuss-Greiz, Reuss-
Schleitz, Reuss-Lobenstein-Ebersdorf, Nassau, Francfort*.
Traité prorogation du 22 mars 1833..... 62 IV 240

1842

- Août. 29 *Chine, Grande-Bretagne*. Traité de Nanking..... 61 I 285

1843

- Oct.. 8 *Chine, Grande-Bretagne*. Supplémentaire..... 61 I 289

1844

- Juillet 3 *Chine, États-Unis*. Traité de Whanghiâ..... 61 I 296
Sept.. 24 *Chine, France*. Amitié, commerce..... — — 307

1845

- Juin. 25 *Belgique, Chine*. Arrangement Tao-Kouang..... 61 I 319

1846

- Avril. 16 *Déclaration maritime* du Congrès de Paris..... 62 I 146
Mai.. 13 *Grande-Bretagne, Prusse*. Propriété littéraire..... — II 185

1847

- Mars. 20 *Chine, Suède*..... 61 II 118
Mai.. 16 *Chine, Russie*. Traité..... — — 329

1851

- Juillet 25 *Chine, Russie*. Commerce..... 61 III 321
Sept. 7 *Prusse, Hanovre*. Traité. Réunion du Steuerverein et du Zollverein. 62 IV 249

1852

Fév..	1	<i>Bavière, France, Grande-Bretagne, Grèce, Russie.</i>	Succession de la Grèce.....	62	IV	421
Mai..	8	<i>Autriche, Danemark, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Suède.</i>	Traité de Londres pour la succession dans la monarchie danoise.....	64	I	94

1853

Fév..	19	<i>Autriche, Prusse.</i>	Traité de commerce.....	62	IV	259
Mars.	4	<i>Grande-Bretagne, Paraguay.</i>	Commerce, navigation.....	—	II	471
Avril.	4	<i>Prusse, Bavière, Saxe, Hanovre, États de Thuringe, Brunswick, Oldenbourg, Nassau, Francfort.</i>	Traité pour l'extension de l'union douanière.....	—	IV	269
Nov..	12	<i>Espagne, Mexique.</i>	Traité.....	—	III	173

1855

Août.	18	<i>Autriche, Saint-Siège.</i>	Concordat.....	65	II	97
-------	----	-------------------------------	----------------	----	----	----

1856

Janv	26	<i>Prusse, Hanovre, Hesse-Électorale, États du Zollverein, Brême.</i>	Traité pour faciliter le commerce.....	62	IV	292
Sept..	24	<i>France, Grande-Bretagne.</i>	Convention de poste.....	61	—	328
Déc..	9	<i>Grande-Bretagne, Maroc.</i>	Traité de commerce et de navigation..	63	IV	127
	9	—	Traité général.....	—	—	115

1857

Déc..	3	<i>Belgique, France.</i>	Convention de poste.....	61	III	211
-------	---	--------------------------	--------------------------	----	-----	-----

1858

Avril.	9	<i>Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Sardaigne, Turquie.</i>	Convention pour l'organisation des Principautés.....	65	III	105
Mai..	21	<i>France, Prusse.</i>	Convention de poste.....	61	IV	168
Juin.	13	<i>Chine, Russie.</i>	Traité de Tien-tsin.....	—	II	128
	18	<i>Chine, États-Unis.</i>	Traité.....	—	—	133
	26	<i>Chine, Grande-Bretagne.</i>	Traité de Tien-tsin.....	—	—	144
	27	<i>Chine, France.</i>	Traité de Tien-tsin.....	—	—	248
	27	<i>Chine, France.</i>	Traité supplémentaire.....	—	—	262
	30	<i>Belgique, France, Prusse.</i>	Convention télégraphique.....	63	III	293
Nov..	8	<i>Chine, États-Unis.</i>	Traité supplémentaire.....	61	II	271
	24	<i>Chine, France.</i>	Règlements commerciaux.....	—	—	264

1859

Mai..	5	<i>Brésil, Venezuela.</i>	Traité de navigation et limites.....	61	IV	161
Juillet	11	<i>Autriche, France.</i>	Préliminaires de Villa-Franca.....	—	I	5
	29	<i>Grèce, Turquie.</i>	Convention télégraphique.....	63	III	289
Août.	24	<i>Espagne, Maroc.</i>	Convention. Juridiction de Melilla.....	61	—	332
Nov..	10	<i>Autriche, France.</i>	Traité de paix de Zurich.....	—	I	5
	10	<i>France, Sardaigne.</i>	Traité. Cession de la Lombardie.....	—	—	12
	10	<i>Autriche, France, Sardaigne.</i>	Traité de paix de Zurich.....	—	—	18
Déc..	26	<i>Espagne, Mexique.</i>	Convention Mon-Almonte.....	62	III	178

1860

Janv.	23	<i>France, Grande-Bretagne.</i>	Traité de commerce.....	61	III	5
Fév..	22	—	Convention. Prises en Chine.....	—	II	278
	25	—	Article additionnel au 23 janvier.....	—	III	40
Mars.	24	<i>France, Sardaigne.</i>	Traité. Cession Savoie et Nice.....	—	I	370
	28	<i>États-Romains, Haïti.</i>	Concordat.....	63	III	5
Avril.	3	<i>France, États riverains du Rhin.</i>	Convention pour un pont à Mayence.....	61	II	161
	11	<i>Chili, France.</i>	Convention. Extradition de malfaiteurs.....	—	III	325

1860

Avril.	26	<i>Espagne, Maroc.</i> Traité de paix.....	61	III	328
Juin.	16	<i>Autriche, France, Sardaigne.</i> Acte final de délimitation.....	—	I	28
	27	<i>France, Grande-Bretagne.</i> 2 ^e article additionnel au 23 janvier....	—	III	41
Sept..	5	<i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie.</i> Convention de Paris, répression des troubles en Syrie.....	—	I	180
	9	<i>Autriche, France, Sardaigne.</i> Convention. Monte Lombardo.....	—	—	161
	14	<i>Autriche, Russie.</i> Traité. Commerce et navigation.....	—	II	5
Oct..	12	<i>France, Grande-Bretagne.</i> Convention supplémentaire de commerce.....	—	III	50
	13	<i>Autriche, Russie.</i> Déclaration, répression des crimes.....	63	I	345
	24	<i>Chine, Grande-Bretagne.</i> Convention de Pékin.....	61	II	284
	25	<i>Chine, France.</i> Convention de Pékin.....	—	—	290
	27	<i>San-Salvador, Sardaigne.</i> Traité de commerce.....	63	I	5
	30	<i>France, Grande-Bretagne.</i> 2 ^e Convention supplémentaire.....	61	III	85
Nov..	2	<i>Chine, Russie.</i> Protocole de délimitation de l'Ossouri.....	62	II	165
	14	<i>Chine, Russie.</i> Traité additionnel.....	61	—	290
Déc..	10	<i>Brésil, France.</i> Convention consulaire.....	—	—	165

1861

Janv.	4	<i>Belgique, Maroc.</i> Traité de commerce et navigation.....	63	IV	112
	24	<i>Prusse, Japon.</i> Traité d'amitié et de commerce.....	65	IV	161
	26	<i>Bade, France.</i> Déclaration ponts du Rhin.....	61	I	321
Fév..	2	<i>France, Maroc.</i> Traité de cession.....	—	—	322
	18	<i>Belgique, Hanovre.</i> Convention pour le péage du stade.....	—	II	13
Mars.	7	<i>France, Sardaigne.</i> Convention de délimitation.....	—	—	172
	9	<i>France, Pérou.</i> Traité de commerce et navigation.....	63	I	347
	15	<i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie.</i> Convention pour la prolongation de l'occupation de Syrie.....	61	II	328
Avril.	4	<i>France, Prusse.</i> Convention pour canal aux houillères de la Sarre.....	—	III	334
	6	<i>France, Russie.</i> Convention. Propriété littéraire.....	—	—	337
	29	<i>France, Turquie.</i> Traité de commerce.....	—	—	341
	29	<i>Grande-Bretagne, Turquie.</i> Traité de commerce et navigation..	—	IV	5
Mai..	1	<i>Belgique, France.</i> Traité de commerce.....	—	III	161
	1	— Convention de navigation.....	—	—	196
	1	— Convention. Propriété littéraire.....	—	—	203
	1	— Articles additionnels. Poste.....	—	—	211
	4	<i>Espagne, Maroc.</i> Convention.....	62	II	177
Juin.	1	<i>Prusse, Saxe-Cobourg-Gotha.</i> Convention militaire.....	61	IV	14
	22	<i>Autriche, Belgique, Brésil, Danemark, Espagne, France, Hanovre, Grande-Bretagne, Mecklembourg-Schwérin, Pays-Bas, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Lubeck, Brême, Hambourg.</i> Traité pour l'abolition du droit de stade.....	—	—	18
Juillet	1	<i>France, Grande-Bretagne.</i> Convention pour l'immigration de travailleurs indiens dans les colonies françaises.....	—	—	39
	2	<i>France, Grande-Bretagne.</i> Convention additionnelle de poste.....	—	—	325
	3	<i>France, Hanovre.</i> Convention postale.....	—	—	167
	10	<i>Italie, Turquie.</i> Traité de commerce.....	62	I	7
	11	<i>Danemark, États-Unis.</i> Articles supplémentaires commerce.....	—	II	167
	24	<i>Belgique, Mexique.</i> Traité d'amitié.....	63	IV	357
Août.		<i>Grande-Bretagne, Lagos.</i> Traité.....	61	—	187
	12	<i>Espagne, Venezuela.</i> Convention pour renouveler les relations..	62	I	4
	14	<i>Grande-Bretagne, Hesse-Grand-Ducale.</i> Traité de mariage de la princesse Alice.....	—	II	170
Sept..	21	<i>Belgique, Pays-Bas.</i> Convention pour la dérivation de la Meuse..	—	—	173
	24	<i>Tunis.</i> Constitution.....	61	IV	8
Oct..	10	<i>Belgique, Turquie.</i> Traité de commerce.....	62	I	7
	24	<i>Grèce, Italie.</i> Convention de poste.....	63	III	304
	24	<i>Grande-Bretagne, Maroc.</i> Convention. Emprunt Londres.....	62	II	181

1861

Oct..	28	<i>Grèce, Perse.</i> Traité d'amitié, etc.....	63	III	314
	30	<i>Espagne, Maroc.</i> Traité de paix.....	62	II	179
	31	<i>Espagne, France, Grande-Bretagne.</i> Convention pour l'expédition au Mexique.....	—	I	290
Nov..	19	<i>Grande-Bretagne, Hesse-Darmstadt, Prusse.</i> Accession à la Convention littéraire des 13 mai 1846 et 14 juillet 1855.....	—	II	184
	20	<i>Russie, Turquie.</i> Convention télégraphique.....	65	III	263
	25	<i>France, Tour et Taxis.</i> Convention de poste.....	63	I	17
Déc..	1	<i>France, Suisse.</i> Convention télégraphique.....	64	II	153
	20	<i>Espagne, Maroc.</i> Traité de commerce.....	63	IV	135

1862

Janv.	7	<i>Espagne, France.</i> Convention consulaire.....	63	I	30
	18	<i>Grande-Bretagne, Maroc.</i> Convention supplémentaire à 24 octobre 1861.....	62	II	182
Fév..	2	<i>Russie, Turquie.</i> Traité de commerce.....	63	I	364
	15	<i>Espagne, France.</i> Convention pour règlement de la dette espagnole.....	—	—	43
	15	<i>Espagne, France.</i> Convention pour sequestres maritimes de 1823 et 1824.....	—	—	44
	19	<i>Mexique, Espagne, France, Grande-Bretagne.</i> Convention de la Soledad.....	62	II	188
Mars.	4	<i>Belgique, France.</i> Convention pour le chemin de fer de Charleville à Morialmé.....	—	III	5
Avril.	7	<i>États Unis, Grande-Bretagne.</i> Traité pour la suppression de la traite.....	—	—	9
	14	<i>Espagne, France.</i> Traité de délimitation.....	63	I	46
	30	<i>France, Grande-Bretagne.</i> Convention pour compagnies commerciales.....	—	—	54
Mai..	7	<i>France, Italie.</i> Convention de chemin de fer.....	—	—	55
	22	<i>Autriche, Turquie.</i> Traité de commerce et de navigation.....	63	I	63
Juin.	5	<i>France, Espagne, Cochinchine.</i> Traité de paix.....	—	III	323
	13	<i>France, Italie.</i> Convention de navigation.....	—	—	18
	16	<i>Autriche, Turquie, Serbie, Principautés-Unies.</i> Convention télégraphique.....	—	IV	155
	29	<i>France, Italie.</i> Convention littéraire.....	—	I	70
Juillet	23	<i>Belgique, Grande-Bretagne.</i> Traité de commerce.....	—	—	75
	26	<i>France, Italie.</i> Convention consulaire.....	—	—	87
	28	<i>Bavière, Suisse.</i> Déclaration pour l'assistance des malades.....	64	III	331
Août.	2	<i>France, Prusse, Zollverein.</i> Traité de commerce.....	62	IV	308
	2	— Convention pour le service des chemins de fer.....	—	—	346
	2	— Traité de navigation.....	—	—	350
	2	— Convention de propriété littéraire.....	—	—	356
	2	— Protocoles de clôture et de signature.....	—	—	361
	2	— Protocole particulier signature.....	63	I	105
	4	<i>Pays-Bas, Suisse.</i> Déclaration pour l'exemption du service militaire.....	64	III	323
	9	<i>France, Paraguay.</i> Traité d'amitié.....	63	IV	156
	11	<i>Italie, Suisse.</i> Extension des Traités de la Sardaigne au royaume d'Italie.....	64	III	325
	11	— Extension du droit d'aubaine.....	—	—	326
Sept..	5	<i>France, Russie, Turquie.</i> Protocole pour la reconstruction de la grande coupole du Saint-Sépulcre.....	63	III	80
	8	<i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie, Turquie.</i> Protocole sur les affaires de Serbie.....	—	I	244
	12	<i>France, Madagascar.</i> Traité de commerce.....	—	III	319
	24	<i>Bade, Suisse.</i> Convention pour continuation de chemin de fer.....	64	—	233
	27	<i>Brême, Hambourg, Lubeck, Turquie.</i> Traité de commerce.....	—	IV	5

1862

Oct.	14	<i>Grande-Bretagne, Paraguay.</i> Convention pour mettre fin aux différends.....	63	IV	157
	22	<i>Pays-Bas, Suisse.</i> Traité de commerce.....	63	I	370
	30	<i>Italie, Suisse.</i> Convention de séparation de la mense de Côme....	64	III	239
Déc.	8	<i>France, Suisse.</i> Traité de la vallée des Dappes.....	63	I	372
	11	<i>Belgique, Suisse.</i> Traité d'établissement et de commerce.....	64	III	327
	17	— Convention de poste.....	—	—	337
	31	<i>Espagne, Pays-Bas.</i> Convention de propriété littéraire.....	—	—	344

1863

Janv.	17	<i>France, Italie.</i> Traité de commerce.....	64	III	247
	19	<i>Pays-Bas, Suisse.</i> Convention d'établissement de consulats suisses aux Indes hollandaises	—	—	349
Fév.	1	<i>France, Pays-Bas.</i> Déclaration pour l'échange de télégrammes avec le Luxembourg	—	—	148
	1	<i>France, Pays-Bas.</i> Arrangement pour l'entrée des alcools.....	—	—	149
	17	<i>États-Unis, Grande-Bretagne.</i> Article additionnel au Traité du 7 avril 1862 sur la traite des nègres.....	63	III	17
	27	<i>Espagne, France.</i> Convention additionnelle de délimitation.....	—	IV	370
Mars.	27	<i>Bade, Suisse.</i> Convention de péage sur chemin de fer.....	64	III	352
Avril.	9	<i>Belgique, Italie.</i> Traité de commerce et navigation.....	63	—	326
	11	<i>Belgique, France.</i> Déclaration pour la taxe des télégrammes.....	64	—	354
	23	<i>Italie Portugal,</i> Convention de poste.....	—	IV	325
Mai.	9	<i>France, Bavière.</i> Convention de poste.....	63	—	397
	12	<i>Belgique, France.</i> Convention additionnelle au traité du 1 ^{er} mai 1861 relatif à l'Escaut.....	—	III	335
	12	<i>Belgique, Pays-Bas.</i> Traité pour le rachat du péage de l'Escaut..	—	IV	422
	12	— Traité pour prise d'eau à la Meuse.....	64	III	355
Juin.	4	<i>Principautés-Unies, Serbie.</i> Convention d'extradition.....	—	—	150
Juillet	1	<i>Belgique, France.</i> Convention de chemin de fer entre Tournay et Lille.....	—	—	363
	7	<i>France, Uruguay.</i> Arrangement pour convention du 8 avril 1856.	63	IV	159
	13	<i>Danemark, France, Grande-Bretagne, Russie.</i> Traité pour l'accession du roi George au trône de Danemark.....	—	III	426
	15	<i>Belgique, Pays-Bas.</i> Convention pour le pilotage de l'Escaut.....	—	IV	441
	16	<i>Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes hanséatiques.</i> Traité pour le rachat du péage de l'Escaut.....	—	—	408
	21	<i>Belgique.</i> Décret de suppression de droit de tonnage sur l'Escaut..	—	—	439
	21	<i>Belgique.</i> Décret de réduction des droits de pilotage sur l'Escaut..	—	—	440
Août.	31	<i>France, Pays-Bas.</i> Déclaration pour la taxe des dépêches télégraphiques.....	64	III	366
Sept.	21	<i>Espagne, République Argentine.</i> Traité pour l'exécution du traité du 9 juillet 1859.....	—	—	367
	28	<i>Italie, Turquie.</i> Traité de commerce et navigation.....	64	IV	11
Oct.	10	<i>Grande-Bretagne, Tunis.</i> Convention de propriété des biens-fonds.....	—	—	21
Nov.	8	<i>Perse, Turquie.</i> Convention d'établissement de télégraphe.....	—	III	144
	14	<i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie.</i> Traité de cession des îles Ioniennes à la Grèce.....	—	II	154
Déc.	5	<i>France, Égypte.</i> Décret créant fonctions de consul juge à Alexandrie.....	—	IV	22
	9	<i>Grande-Bretagne, Turquie.</i> Convention de prolongation du télégraphe à Bassorah	—	III	146
	24	<i>Espagne, France.</i> Déclaration pour le télégraphe entre l'Espagne et l'Algérie	—	II	151
	30	<i>Équateur, Nouvelle-Grenade.</i> Traité de paix.....	—	—	150

1864

Janv. 15	<i>France, Pérou.</i> Arrangement pour le guano.....	65 IV	94
Mars. 29	<i>France, Grèce, Grande-Bretagne, Russie.</i> Traité de mise à exécution de la réunion des îles Ioniennes à la Grèce.....	64 III	152
Avril. 8	<i>France, Italie.</i> Convention pour l'envoi des mandats de poste....	— IV	23
8	<i>France, Espagne.</i> Convention de surveillance des chemins de fer.....	—	184
10	<i>France, Mexique.</i> Convention pour le séjour des troupes françaises.....	— III	312
Mai. 1	<i>Danemark, Italie.</i> Traité de commerce.....	65 III	263
Juin 3	<i>Espagne, Oldenbourg.</i> Traité d'extradition.....	—	275
20	<i>France, Japon.</i> Arrangement.....	64 IV	190
27	<i>Prusse, Hesse-Électorale, Duchés de Saxe, Schwarzbourg-Rudolstadt et Sondershausen, les deux Reuss.</i> Convention pour la prorogation de l'association de Thuringe.....	65 I	422
28	<i>Turquie, Grande-Bretagne, France, Autriche, Prusse, Russie, Italie.</i> Acte additionnel à la Convention du 19 août 1858 relative aux Principautés-Unies.....	— II	383
28	<i>Prusse, Saxe, Bade, Hesse-Électorale, Thuringe, Brunswick, Francfort.</i> Traité pour la prorogation du Zollverein.....	— I	398
28	— Convention pour l'impôt sur le sucre de betterave.....	—	401
28	<i>Prusse, Saxe, Thuringe, et Brunswick.</i> Convention pour la circulation des vins et du tabac.....	—	420
30	<i>France, Suisse.</i> Traité de commerce.....	64 III	162
30	— Traité pour l'établissement des nationaux dans les deux pays.....	—	215
30	— Convention de propriété littéraire.....	—	217
30	— Convention de rapports de voisinage.....	—	227
30	— Déclaration relative aux passe-ports.....	—	231
Juillet 11	<i>Prusse, Saxe, Bade, Hesse-Électorale, Thuringe, Brunswick, Francfort, Hanovre, Oldenbourg.</i> Accession du Hanovre et d'Oldenbourg à la Convention du tabac du 28 juin.....	65 I	424
Août. 7	<i>Grèce, Turquie.</i> Convention télégraphique.....	64 IV	197
22	<i>Bade, Belgique, Danemark, Espagne, France, Hesse, Italie, Pays-Bas, Portugal, Prusse, Suisse, Wurtemberg.</i> Convention pour le traitement des blessés en campagne.....	65 III	284
Sept. 3	<i>Grande-Bretagne, Turquie.</i> Convention télégraphique avec l'Inde.....	— I	163
6	<i>Turquie, Grande-Bretagne, France, Autriche, Prusse, Russie.</i> Règlement du Liban.....	— II	392
7	<i>France, Italie.</i> Décret pour l'exécution de la Convention de poste du 5 avril.....	64 IV	26
10	<i>France, Espagne, Portugal.</i> Déclaration pour la taxe des dépêches télégraphiques.....	65 I	161
15	<i>France, Italie.</i> Convention pour l'évacuation des États pontificaux.....	—	5
19	<i>Haïti.</i> Règlement pour les étrangers arrivant à Haïti.....	— III	288
19	<i>France, Portugal.</i> Décret de modification des taxes postales.....	64 IV	194
28	<i>France, Grande-Bretagne.</i> Décret de taxes par paquebots français.....	—	196
Oct. 12	<i>Hesse-Darmstadt, Nassau, Zollverein.</i> Adhésion à l'union douanière du 25 juin.....	65 I	429
12	<i>Prusse, Saxe, Hanovre, Bade, Hesse-Électorale, Thuringe, Brunswick, Oldenbourg, Francfort, Bavière, Wurtemberg, Hesse-Darmstadt, Nassau.</i> Convention de navigation sur le Rhin....	—	432
22	<i>France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Japon.</i> Traité de paix.....	65 III	290
30	<i>Danemark, Autriche, Prusse.</i> Traité de paix de Vienne.....	64 IV	330
Nov. 2	<i>Belgique, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas.</i> Convention pour le régime de l'accise des sucres.....	65	291
Déc. 14	<i>France, Prusse, Zollverein.</i> Protocole additionnel au Traité du 2 août 1862.....	— I	434
27	<i>France, Prusse.</i> Convention télégraphique.....	— III	7
27	<i>Bade, France.</i> Convention télégraphique.....	— IV	95
	<i>Turquie.</i> Législation sur la Presse.....	— III	315

1865

Janv.	27	<i>Espagne, Pérou. Traité de paix.</i>	65	II	168
Fév.	14	<i>France, Suède. Traité de commerce.</i>	—	III	11
	14	— <i>Traité de navigation.</i>	—	—	16
	14	— <i>Déclaration finale.</i>	—	—	21
	20	<i>Brésil, Uruguay. Protocole pour négociation de la paix</i>	—	II	243
	27	<i>Belgique, France. Convention additionnelle de poste.</i>	—	IV	172
	28	<i>Belgique, France. Convention pour transmission des valeurs-papiers.</i> —	—	—	176
Mars.	1	<i>Belgique, France. Convention d'échange de mandats de poste.</i> ...	—	—	179
	2	<i>Espagne, Grande-Bretagne. Déclaration entrée des navires à Gibraltar</i>	—	IV	95
	4	<i>France, Lubeck, Brême, Hambourg. Traité de commerce.</i>	—	II	289
	4	— <i>Convention littéraire.</i> ...	—	—	298
	4	— <i>Protocole de clôture.</i>	—	—	302
	18	<i>Saxe-Altenbourg, France, Prusse. Adhésion à la Convention littéraire du 2 août 1862.</i>	—	III	11
	22	<i>France, Suisse. Convention de poste.</i>	—	—	421
	22	— <i>Convention de mandats de poste.</i>	—	—	435
	24	<i>France, Bavière. Convention littéraire.</i>	—	—	437
	29	<i>Brunswick, France, Prusse. Accession à la Convention littéraire du 2 août 1862.</i>	—	III	11
Avril.	1	<i>Autriche, Prusse, Danemark. Protocole pour préciser les stipulations du Traité de Vienne 1854.</i>	—	—	219
	6	<i>Saxe-Meiningen. Prusse, France. Accession à la Convention littéraire du 2 août 1862.</i>	—	—	11
	10	<i>Mexique. Statut provisoire de l'empire</i>	—	—	252
	18	<i>France, Francfort-sur-le-Mein. Convention littéraire.</i>	—	—	28
	21	<i>Hesse-Hombourg, France, Prusse. Accession à la Convention littéraire du 2 août 1862.</i>	—	—	11
	24	<i>France, Wurtemberg. Convention littéraire.</i>	—	IV	98
	26	<i>Saxe-Weimar, France, Prusse. Idem.</i>	—	—	11
	26	<i>Waldeck et Pyrmont, France, Prusse. Idem.</i>	—	—	11
Mai.	5	<i>Oldenbourg, France, Prusse. Idem.</i>	—	—	11
	6	<i>Reuss aînée, France, Prusse. Idem.</i>	—	—	11
	12	<i>Saxe-Cobourg-Gotha, France, Prusse. Idem.</i>	—	—	11
	12	<i>France, Bade. Convention littéraire.</i>	—	—	33
	19	<i>Swarzbourg-Sundershausen, France, Prusse. Accession à la Convention littéraire du 2 août 1862.</i>	—	—	11
	19	<i>Schwarzbourg-Rudolstadt, France, Prusse. Idem.</i>	—	—	11
	22	<i>Autriche, Principautés-Unies. Convention télégraphique.</i>	65	IV	182
	26	<i>France, Saxe. Convention littéraire.</i>	—	—	42
Juin.	6	<i>Autriche, Principautés-Unies. Convention d'extradition.</i>	—	—	103
	9	<i>France, Mecklembourg, Schwérin. Convention pour la propriété littéraire.</i>	—	—	184
	14	<i>France, Grand-duché de Hesse. Convention pour la propriété littéraire.</i>	—	—	199
	18	<i>Espagne, France. Traité de commerce.</i>	—	III	408
Juillet	3	<i>France, Prusse. Convention additionnelle de poste.</i>	—	—	453
	3	— <i>Convention d'échange de mandats de poste.</i>	—	—	462
	5	<i>France, Nassau. Convention littéraire.</i>	—	—	107
	7	<i>France, Uruguay. Arrangement de commerce et de navigation.</i> ..	—	—	112
	7	<i>France, Pays-Bas. Traité de commerce et de navigation</i>	—	III	411
	10	<i>Etats de l'Amérique du Sud. Traité d'alliance</i>	—	—	114
	24	<i>France, Suisse. Déclaration pour l'établissement des Suisses en Algérie et dans les colonies françaises.</i>	—	—	465
Août.	24	<i>France, Mecklembourg, Schwérin. Accession au Traité du 9 juin.</i> —	—	IV	129
Sept.	25	<i>Belgique, France. Article additionnel de poste.</i>	—	—	203

DEUXIÈME PARTIE

TABLE

PAR ORDRE DE PUISSANCES

ARGENTINE (CONFÉDÉRATION)

1863

Sept. 21 *Traité Espagne*, Exécution du Traité du 9 juillet 1859..... 64 III 367

AUGUSTENBOURG

1852

Déc.. 30 *Acte de renonciation du Duc*, Succession danoise..... 64 I 126

1864

Août. 23 *Mémoire du duc Frédéric à la Diète*, Succession danoise..... 65 I 123

1865

Mars. 31 *Duc Frédéric à Ahlefeld*, Succession danoise..... — IV 68

AUTRICHE

1848

Avril. 25 *Acte constitutionnel de l'Empire*..... 61 II 181

Déc.. 2 *Acte d'abdication*, Ferdinand I^{er}... — — 188

1851

Déc.. 26 *Schwartzenberg à Vrints*, Duchés dano-allemands..... 64 I 254

1852

Avril. 28 *Protocole de Londres*, Succession danoise..... — — 92

Mai.. 8 — idem..... — — 94

8 *Traité de Londres*, idem..... — — 94

Juin. 19 *Protocole de Londres*, idem..... — — 99

1853

Fév.. 19 *Traité Prusse*, Commerce..... 62 IV 259

1855

Août. 18 *Concordat avec le Saint-Siège*..... 65 II 97

1859

Juillet 11 *France*, Préliminaires de Villa-Franca..... 61 I 5

Août. 8 *Protocole des Conférences de Zurich*..... — — 24

24 *Rechberg à Colloredo*, Légion hongroise en Italie..... — II 115

29 *Colloredo à Bourqueney*, Réponse..... — — 117

Nov.. 10 *Traité France*, Paix de Zurich..... — I 5

10 *Traité France*, Sardaigne, idem — — 18

10 *Protocoles*, Conférences de Zurich..... — — 26

21 — idem..... — — 27

1860

Fév.. 17 *Rechberg à Metternich*, Exécution des Traités de Zurich..... 61 I 364

AUTRICHE (Suite)

1860

Juin.	16	<i>Acte final. France, Sardaigne, Délimitation</i>	61	I	28
Juillet		<i>Promemoria, Rapports avec le Zollverein</i>	62	IV	360
Sept.	5	<i>Convention de Paris, Répression des troubles en Syrie</i>	61	I	180
	9	<i>Convention France, Sardaigne, Monte Lombardo</i>	—	—	161
	14	<i>Traité Russie, Commerce, navigation</i>	—	II	5
Oct.	13	<i>Déclaration Russie, Répression des crimes</i>	63	I	345
	20	<i>Manifeste François-Joseph, Règlement de la monarchie</i>	61	I	42
	20	<i>Lettres impériales, idem</i>	—	—	46
	20	<i>Diplôme impérial, idem</i>	—	—	43
	21	<i>Circulaire Rechberg, Position vis-à-vis de la Diète</i>	—	—	54
Déc.	23	<i>Circulaire Schmerling, Entrée au ministère de l'intérieur</i>	—	—	199

1861

Janv.	1	<i>Rechberg à Werner, Mise en liberté Teleki</i>	61	I	205
	16	<i>Manifeste François-Joseph, Comitats de Hongrie</i>	—	—	324
	19	<i>Lettre Vay, Rescrit du 16 janvier</i>	—	—	328
	19	<i>Rechberg à Brassier-St-Simon, Interdiction des ports autrichiens à la Sardaigne</i>	—	—	333
	21	<i>Comitat de Gran, Réponse à 16 janvier</i>	—	—	330
Fév.	13	<i>Convocation, Réunion de la Diète hongroise à Bude</i>	—	II	17
	13	<i>Décret, Langue polonaise à l'Université de Cracovie</i>	—	—	16
	19	<i>Protocole de Paris, Affaires de Syrie</i>	—	—	321
	21	<i>François-Joseph au Ban de Croatie, Règlement électoral</i>	—	—	18
	26	<i>Constitution de l'empire et Statuts</i>	—	—	19
Mars.	5	<i>François-Joseph à Schmerling, Réunion d'un Congrès national serbe</i>	—	—	31
	15	<i>Convention, Prolongation de l'occupation de Syrie</i>	—	—	328
	24	<i>Ordonnance, Election des députés par la Vénétie</i>	—	—	186
Avril.	6	<i>Décret, Ouverture de la session de la Diète des magnats de Hongrie</i>	—	—	187
	27	<i>Rechberg à Londres, Réponse à Cavour 16 mars</i>	—	—	334
Mai..	1	<i>Discours François-Joseph, Ouverture du Conseil de l'empire</i>	—	—	336
	9	<i>Rescrit impérial, Représentation des confins militaires dans la Diète croate-esclavonne</i>	—	III	107
	10	<i>Réponse François-Joseph, Députation de la Diète de Croatie</i>	—	II	340
	12	<i>Circulaire aux intendances, Ressortissants du royaume d'Italie</i>	—	III	108
	15	<i>Ordonnance plaçant les fonctionnaires de Hongrie sous la protection des autorités militaires</i>	—	—	110
	28	<i>Metternich à Thouvenel, Concours à Rome</i>	—	—	111
Juin.	16	<i>Rechberg à Metternich, Affaires de Rome</i>	—	—	113
	22	<i>Traité Belgique, Brésil, Danemark, Espagne, France, Hanovre, Grande-Bretagne, Mecklembourg-Schwérin, Pays-Bas, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Lubeck, Brême, Hambourg, Abolition du droit de stade</i>	—	IV	18
	29	<i>Rescrit impérial, Contre-Adresse de la Diète de Pesth</i>	—	III	286
Juillet	1	<i>Rechberg à Halsemann, Position faite aux neutres dans le conflit américain</i>	62	II	10
	5	<i>Adresse de la Diète de Hongrie à l'Empereur</i>	61	III	272
	13	<i>Diète d'Agram, Propositions du Comité central</i>	—	—	288
	14	<i>Décret, Dissolution de la Diète d'Istrie</i>	—	—	347
	21	<i>Rescrit, Réponse à la Diète de Hongrie</i>	—	—	347
Août.	12	<i>Réponse à la Diète de Hongrie, Rescrit du 21 juillet</i>	—	IV	51
	21	<i>Rescrits, Dissolution de la Diète de Hongrie</i>	—	—	50
	21	<i>Message au Reichsrath, idem</i>	—	—	96
	22	<i>Chambre des Députés de Hongrie, Protestation contre la dissolution</i>	—	—	95
	31	<i>Rescrit chancellerie hongroise, Réponse à 22 août</i>	—	—	107

AUTRICHE (Suite)

1861

Août.	31	<i>Discours Schmerling</i> , Dissolution de la Diète de Hongrie.....	61	IV	103
Sept.	8	<i>Réponse François-Joseph</i> , Délégation de la Chambre des Députés.....	—	—	108
	15	<i>Memorandum</i> , Traité Zollverein France.....	62	—	458
	24	<i>Adresse de la Diète d'Agram</i>	—	I	8
Oct..	12	<i>Ordonnance impériale</i> , Perception des impôts en 1862.....	61	IV	344
	18	<i>Chancellerie hongroise aux Comitats</i> , Recrutement.....	—	—	345
	24	<i>Chef du Comitât à chancellerie hongroise</i> , Réponse à 18 octobre..	—	—	346
	27	<i>Circulaire chancellerie hongroise</i> , Introduction de réunion des commissions des Comitats.....	—	—	348
Nov..	5	<i>François-Joseph à Degenfeld</i> , Liste des crimes de la compétence des tribunaux militaires.....	—	—	349
	5	<i>François-Joseph à Forgach</i> , Mesures extraordinaires en Hongrie..	—	—	351
	5	<i>Observations</i> , Projet de réforme de Beust.....	62	III	111
	8	<i>Discours Palffy</i> , Conseil de lieutenant de Hongrie.....	61	IV	352
	8	<i>Rescrit royal</i> , A la Diète de Croatie et d'Esclavonie.....	62	I	28
	15	<i>Lettre Koller</i> , Démission en masse des fonctionnaires de Pesth...	61	IV	353
	19	<i>Proclamation</i> , Division administrative de la Gallicie.....	62	II	390
	25	<i>Rechberg à Werner</i> , Projet de réforme Beust.....	—	III	108
Déc..	17	<i>Déclaration Schmerling</i> conférant au Reichsrath le vote du budget.....	—	I	38
	18	<i>Rechberg à Hulsemann</i> , Affaire du Trent.....	—	—	41

1862

Fév..	2	<i>Note</i> , Projet de réforme allemande.....	62	III	153
Avril.	23	<i>Rescrit Palffy aux Comitats hongrois</i> , Restrictions au droit de réunion.....	—	—	14
Mai..	7	<i>Réponse à Note prussienne 7 avril</i> , Traité de commerce avec la France.....	—	IV	494
	7	<i>Discours Rechberg</i> , Chambre des Députés.....	—	III	15
	16	<i>Karnieki à Goeddaeus</i> , Incident de la Hesse-Électorale.....	—	—	88
	22	<i>Traité Turquie</i> , Commerce et navigation.....	63	I	63
Juin.	16	<i>Convention Turquie, Serbie, Principautés-Unies</i> , Télégraphe....	—	IV	155
	21	<i>Réponse à Note prussienne 7 mai</i> , Traité de commerce avec la France.....	62	—	506
Juillet	10	<i>Circulaire</i> , Projet de Traité préliminaire. Traité de commerce avec la France.....	—	—	509
	14	<i>Mémorandum</i> , Traité de commerce franco-prussien.....	65	I	321
	26	<i>Rechberg à Karolyi</i> , Entrée dans le Zollverein.....	63	—	101
	26	— Reconnaissance de l'Italie par la Prusse....	—	—	154
Août.	7	<i>Rechberg à Karolyi</i> , Réforme fédérale.....	—	III	49
	14	<i>Mémorandum à la Diète</i> , Tribunal fédéral.....	—	—	59
	21	<i>Rechberg à Chotek</i> , Réforme fédérale.....	—	I	113
	25	<i>Mémorandum Rechberg</i> , Duchés dano-allemands.....	—	III	188
	29	<i>Rechberg à Wimpffen</i> , idem.....	—	—	205
Déc..	16	<i>Discours de l'Empereur</i> , Clôture du Conseil de l'empire.....	—	I	377

1863

Fév..	11	<i>Rechberg à Metternich et Apponyi</i> , Mouvement polonais.....	—	II	363
	28	<i>Réponse à la Prusse</i> , Réforme fédérale.....	—	III	71
Mars.	31	<i>Rechberg à Apponyi</i> , Insurrection polonaise.....	—	—	451
Avril.	6	<i>Circulaire Mensdorff-Pouilly</i> aux chefs de district en Galicie....	—	II	478
	10	<i>Avis Mensdorff</i> , idem.....	—	—	479
	12	<i>Rechberg à Thun</i> , Affaire de Pologne.....	—	—	458
	12	— idem.....	—	IV	196
	13	<i>Rechberg à Brenner</i> , Question dano-allemande.....	—	III	244
	17	<i>Thun à Gortschakoff</i> , Envoi de 12 avril.....	—	—	458

AUTRICHE (Suite)

1863

Avril.	21	<i>Rescrit</i> , Convocation de la Diète de Transylvanie.....	63	III	43
Juin.	4	<i>Rechberg à Brenner</i> , Affaires des duchés..	—	—	255
	15	<i>Discours Charles-Louis</i> , Ouverture du Reichsrath.....	—	—	44
	18	<i>Rechberg à Thun</i> , Réponse à Gortschakoff Pologne.....	—	IV	207
	24	<i>Adresse de la Chambre Haute</i> , Réponse à 15 juin.....	—	—	8
	30	<i>Adresse de la Seconde Chambre</i> , idem.....	—	—	5
Juillet	19	<i>Rechberg à Metternich</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	319
	31	<i>François-Joseph aux Princes allemands</i> , Congrès de Francfort....	64	I	406
Avût.	3	<i>Mémoire François-Joseph à Guillaume</i> , Projet de réforme.....	—	—	407
	12	<i>Rechberg à Thun</i> , Réponse Gortschakoff Pologne.....	63	IV	242
	17	<i>Discours François-Joseph</i> , Congrès de Francfort.....	64	I	416
	18	<i>Projet de réforme François-Joseph</i> , idem.....	—	—	432
Sept.	1	<i>Discours de clôture François-Joseph</i> , idem.....	—	—	430
	3	<i>Rechberg à Apponyi</i> , Question dano-allemande.....	—	II	48
	26	<i>Circulaire Rechberg</i> , Congrès de Francfort.....	—	I	456
	27	<i>Rescrit à la Société de Transylvanie</i>	—	—	5
	30	<i>Rechberg à Karolyi</i> , Réforme allemande.....	—	I	458
Nov.	17	<i>François-Joseph à Napoléon</i> , Réponse proposition d'un Congrès..	—	—	57
	17	<i>Rechberg à Metternich</i> , idem.....	—	—	59
Déc.	4	<i>Déclaration Rechberg à la Chambre</i> , Conflit dano-allemand.....	—	—	7
	5	<i>Note identique avec la Prusse</i> , idem.....	—	—	286

1864

Janv.	10	<i>Rechberg à Bluhme</i> , Conflit dano-allemand.....	64	I	306
Fév.	15	<i>Discours François-Joseph</i> , Clôture du Reichsrath.....	—	—	321
	18	<i>Circulaire Rechberg</i> , Conflit dano-allemand.....	—	II	111
	24	<i>Manifeste</i> , Etat de siège de la Galicie.....	—	—	421
	27	<i>Circulaire Rechberg</i> , Départ de la flotte autrichienne pour la Manche.....	—	—	125
Mars.	3	<i>Ordonnance</i> , Capture des navires ennemis.....	—	—	131
Avril.	4	<i>Pacte de famille</i> , Mexique.....	—	IV	399
	7	<i>Rechberg à Kubeck</i> , Instruction au représentant de la Diète à la Conférence de Londres.....	—	—	402
Juin.	28	<i>Acte des six Puissances</i> , Additionnel à la Convention du 19 août 1858 relatif aux Principautés-Unies.....	65	II	383
Juillet	16	<i>Rechberg à Bluhme</i> , Réponse à proposition d'amnistie.....	64	I	380
	18	<i>Sur pension d'armes de Christianfeld avec le Danemark</i>	—	—	381
	28	<i>Rechberg à Chotek</i> , Question douanière.....	—	—	28
	28	<i>Rechberg à Chotek</i> , Conditions d'union douanière avec le Zollverein.....	65	I	395
Sept.	6	<i>Convention des six Puissances</i> , Règlement du Liban.....	65	II	392
Oct.	30	<i>Traité de Vienne avec le Danemark</i>	64	I	330
Nov.	12	<i>Discours Auersberg</i> , Chambre Haute.....	—	—	394
	12	<i>Discours Hasner</i> , Chambre des Députés.....	—	—	395
	14	<i>Discours François-Joseph</i> , Ouverture du Reichsrath.....	—	—	390
	24	<i>Adresse de la Chambre des Seigneurs</i> , Réponse au discours du Trône.....	65	—	70
	25	<i>Arrangement Prusse, Saxe, Hanovre</i> , Conflit de Rendsbourg.....	—	—	185
Déc.	2	<i>Discours Mensdorff-Pouilly à la Chambre des Députés</i>	—	—	78
	6	<i>Adresse de la Chambre des Députés</i> , Réponse au discours du Trône.....	—	—	73

1865

Avril.	1	<i>Protocole Prusse, Danemark</i> , Stipulations du Traité de Vienne du 30 octobre.....	65	III	219
Mai.	22	<i>Convention Principautés-Unies</i> , Télégraphe.....	—	IV	182
	25	<i>Convention Principautés-Unies</i> , Extradition des malfaiteurs.....	—	IV	103

AUTRICHE (Suite)

1865

Juillet 27	<i>Discours du Trône, Clôture du Reichsrath.</i>	65	III	381
30	<i>Circulaire Belcredi, Ligne politique du nouveau cabinet.</i>	—	—	383
Août. 14	<i>Convention Prusse de Gastein, Règlement des duchés de l'Elbe.</i>	—	—	6
24	<i>Déclaration à la Diète de Francfort, Convention de Gastein.</i>	—	—	9
Sept.. 15	<i>Proclamation Gablentz, Aux habitants du Holstein.</i>	—	—	17
16	<i>Ordonnance Gablentz, Administration du Holstein.</i>	—	—	18
Oct.. 8	<i>Mensdorff Pouilly à Frankenstein. Représentation à Francfort contre le nationalverein.</i>	65	IV	206
26	<i>Frankenstein à Gruner, idem.</i>	—	—	209

BADE

1841

Mai.. 8	<i>Traité Prusse, Bavière, Saxe, Wurtemberg, Hesse-Électorale, Hesse-Grand-Ducal, Saxe-Weimar-Eisenach, Saxe-Meiningen, Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Schwarzbouurg-Rudolstadt, Schwarzbouurg-Sondershausen, Reuss-Greiz, Schleiz, Lobenstein-Ebersdorff, Nassau, Francfort, Association douanière.</i>	62	IV	240
---------	--	----	----	-----

1861

Janv. 26	<i>Déclaration France, Ponts du Rhin.</i>	61	I	321
----------	---	----	---	-----

1853

Janv. 25	<i>Rudt à Bluhme, Réserve d'acceptation du Traité du 8 mai 1852 succession danoise.</i>	64	I	121
Mars. 4	<i>Bluhme à Rudt, Réponse à 25 janvier.</i>	—	—	123

1861

Déc.. 3	<i>Discours, Ouverture des Chambres.</i>	62	I	42
---------	--	----	---	----

1862

Janv. 28	<i>Roggenbach à Marschall, Réforme fédérale.</i>	62	III	141
Sept.. 1	<i>Roggenbach à Borchheim, Traité de commerce franco-prussien.</i>	65	I	360
24	<i>Convention Suisse, Chemin de fer.</i>	64	III	233

1863

Mars. 27	<i>Convention Suisse, Péages sur lignes ferrées.</i>	64	III	352
Sept.. 1	<i>Déclaration du Grand-Duc, Congrès de Francfort.</i>	—	I	426
Déc.. 2	<i>Discours Grand-Duc, Ouverture des Chambres.</i>	—	—	161

1864

Avril. 29	<i>Discours Grand-Duc, Ouverture des Chambres.</i>	64	III	372
Juin.. 28	<i>Traité pour la propagation du Zollverein.</i>	65	I	398
28	<i>Traité Zollverein, Impôt sur le sucre de betterave.</i>	—	—	401
Août. 22	<i>Convention de Genève, Traitement des militaires blessés en campagne.</i>	—	III	284
Oct.. 12	<i>Convention Zollverein, Navigation sur le Rhin.</i>	—	I	432
Déc.. 27	<i>Convention France, Télégraphes.</i>	—	IV	95

1865

Mai.. 2	<i>Discours du Grand-Duc, Clôture des Chambres.</i>	65	IV	73
12	<i>Convention France, Propriété littéraire.</i>	—	III	33

BAVIÈRE

1832

Mai.. 7	<i>Traité France, Grande-Bretagne, Russie, Othon, roi de Grèce.</i>	62	IV	402
---------	---	----	----	-----

BAVIÈRE (Suite)

	1832	
Nov.. 11	<i>Traité Grèce, Amitié et alliance</i>	62 IV 412
	1833	
Mars. 22	<i>Traité Prusse, Hesse-Électorale, Hesse-Grand-Ducale, Wurtemberg, Douanes</i>	62 IV 220
Avril. 30	<i>Article supplémentaire, Traité 7 mai 1832</i>	— — 406
	1836	
Mars. 18	<i>Renonciation Othon au trône de Bavière</i>	62 IV 419
	1841	
Mai.. 8	<i>Traité Prusse, Saxe, Wurtemberg, Bade, Hesse-Électorale, Hesse-Grand-Ducale, Saxe-Weimar-Eisenach, Saxe-Meiningen, Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Schwarzbourg-Rudolstadt, Schwarzbourg-Sondershausen, Reuss-Greiz, Reuss-Schleiz, Reuss-Lobenstein-Ebersdorf, Nassau, Francfort, Prorogation du 22 mars 1833</i>	62 IV 240
	1852	
Fév.. 1	<i>Traité France, Grande-Bretagne, Grèce, Russie, Succession de la Grèce</i>	62 IV 421
Déc.. 22	<i>Pfordten à Bluhme, Réserve d'accession au Traité du 8 mai succession danoise</i>	64 I 114
	1853	
Janv. 8	<i>Bluhme à Pfordten, Réponse au 22 décembre 1852</i>	64 I 115
Avril. 4	<i>Traité Prusse, Hanovre et divers États allemands, Extension de l'Union douanière</i>	62 IV 269
	1862	
Juillet 28	<i>Déclaration Suisse, Assistance réciproque des malades</i>	64 III 331
Août. 8	<i>Note Schrenck, Traité de commerce franco-prussien</i>	65 I 328
Déc.. 23	<i>Cetto, Propriétés d'Othon en Grèce</i>	63 III 399
	31 <i>Schrenck à Montgelas, Traité de commerce franco-prussien</i>	65 I 380
	1863	
Avril. 12	<i>Schrenck à Wendtland, Affaires de Grèce</i>	63 III 399
Mai.. 9	<i>Convention France, Poste</i>	— IV 397
Juin.. 13	<i>Déclaration à la Conférence douanière de Munich, Propositions de l'Autriche</i>	65 I 388
	25 <i>Discours du Roi, Ouverture des Chambres</i>	63 IV 9
Août. 17	<i>Réponse Roi à François-Joseph, Congrès de Francfort</i>	64 I 418
Sept. 1	— Clôture du Congrès de Francfort.....	— — 431
Nov.. 27	<i>Réponse Roi à Napoléon, Proposition d'un Congrès</i>	— — 70
Déc.. 17	<i>Roi à Schrenck, Succession danoise</i>	— — 292
	1864	
Mars. 11	<i>Proclamation du roi Louis II</i>	64 II 424
	12 <i>Rapport von der Pfordten, Succession dans le Schleswig-Holstein</i>	— IV 95
	30 <i>Proclamation d'avènement du roi Louis</i>	— II 425
Oct.. 12	<i>Convention Zollverein, Navigation sur le Rhin</i>	65 I 432
Déc.. 18	<i>Von der Pfordten à Montgelas, Exécution fédérale dans les duchés</i>	— — 205
	1865	
Mars. 24	<i>Convention France, Propriété littéraire</i>	65 III 437

BELGIQUE

	1845	
Juin.. 25	<i>Arrangement Chine. Tao-Kouang</i>	61 I 319

BELGIQUE (Suite)

1857

Mai..	30	<i>Loi française, Sociétés commerciales en France</i>	61	IV	47
Déc..	3	<i>Convention France, Poste</i>	—	III	211

1858

Juin..	30	<i>Convention France, Prusse, Télégraphe</i>	63	III	293
--------	----	--	----	-----	-----

1861

Janv.	4	<i>Traité Maroc, Commerce et navigation</i>	63	IV	112
Fév..	18	<i>Convention Hanovre, Péage du stade</i>	61	II	13
Mai..	1	<i>Traité France, Commerce</i>	—	III	161
	1	<i>Convention France, Navigation</i>	—	—	196
	1	— Propriété littéraire.....	—	—	203
	1	<i>Articles France, Poste</i>	—	—	211
	27	<i>Déclaration France, Article 2 de la Convention</i>	—	—	211
Juin..	22	<i>Traité Autriche, Brésil, Danemark, Espagne, France, Hanovre, Grande-Bretagne, Mecklembourg-Schwérin, Pays-Bas, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Lubeck, Brême, Hambourg, Abolition du droit de stade</i>	—	IV	18
	25	<i>Guerre d'Amérique, Déclaration de neutralité</i>	62	II	8
Juill.	24	<i>Traité Mexique, Amitié</i>	63	IV	357
Sept.	21	<i>Convention Pays-Bas, Dérivation de la Meuse</i>	62	II	173
Oct..	10	<i>Traité Turquie, Commerce</i>	—	I	7
Nov..	3	<i>Rogier à Carolus, Reconnaissance du royaume d'Italie</i>	61	IV	360
	6	<i>Rogier à Targioni, Cessation de relations avec les Deux-Siciles</i> ..	—	—	362
	6	<i>Rogier à Montalto, Reconnu ministre d'Italie à Bruxelles</i>	—	—	361
	12	<i>Discours du Roi, Ouverture des Chambres</i>	—	—	355
	20	<i>Explication Rogier aux Chambres, Reconnaissance du royaume d'Italie</i>	—	—	357

1862

Mars.	4	<i>Convention France, Chemin de fer de Charleville à Morialmé</i>	62	III	5
Juill.	23	<i>Traité Grande-Bretagne, Commerce</i>	63	I	75
Déc..	11	<i>Traité Suisse, Amitié et commerce</i>	64	III	327
	17	<i>Convention Suisse, Poste</i>	—	—	337

1863

Fév..	25	<i>Vander Straten Ponthoz à Serrano, Péage de l'Escaut</i>	63	IV	446
Mars.	3	<i>Rogier à Howard de Walden, Conflit anglo-brésilien</i>	—	II	324
Avril.	9	<i>Traité d'Italie, Amitié et commerce</i>	—	III	326
	11	<i>Déclaration France, Taxe télégraphique</i>	64	—	354
Mai..	12	<i>Convention France, Commerce</i>	63	—	335
	12	<i>Traité Pays-Bas, Rachat du péage de l'Escaut</i>	63	IV	422
	12	— Régime des prises d'eau à la Meuse.....	64	III	355
Juin.	18	<i>Sentence Léopold, Conflit anglo-brésilien</i>	—	I	382
Juillet	1	<i>Convention France, Chemin de fer de Lille à Tournay</i>	—	III	363
	15	<i>Convention Pays-Bas, Droits de pilotage sur l'Escaut</i>	63	IV	441
	16	<i>Traité pour le Rachat du péage de l'Escaut</i>	—	—	408
	21	<i>Décret, Suppression des droits de tonnage sur l'Escaut</i>	—	—	439
	21	— Idem, de pilotage.....	—	—	440
Nov..	10	<i>Discours Léopold, Ouverture des Chambres</i>	64	I	163
	20	<i>Réponse Léopold à Napoléon, Proposition d'un Congrès</i>	—	—	64

1864

Août.	22	<i>Convention de Genève, Traitement des militaires blessés en campagne</i>	65	III	284
Nov..	2	<i>Convention France, Grande-Bretagne, Pays-Bas. Régime de l'acise des sucres</i>	—	IV	291

BELGIQUE (Suite)

1865

Fév..	27	<i>Convention France. Poste.</i>	65	IV	172
	28	— Transmission des valeurs-papiers.....	—	—	176
Mars.	1	— Mandats de poste....	—	—	179
Sept..	25	— Article additionnel poste.....	—	—	203

BOLIVIE

1863

Mai..	5	<i>Message Président, Congrès.</i>	63	III	284
Août.	18	<i>Discours Président, Ouverture de la session.</i>	64	I	165

1864

Avril.	18	<i>La Cruz Benavente à Ribeyro. Conflit hispano-péruvien</i>	65	I	234
--------	----	--	----	---	-----

BRÈME

1856

Janv.	26	<i>Traité, Prusse, Zollverein, etc., Pour faciliter le commerce.</i>	62	IV	292
-------	----	---	----	----	-----

1861

Juin.	22	<i>Traité Hanovre et autres Puissances, Abolition du droit de stade.</i>	61	IV	18
-------	----	--	----	----	----

1862

Sept.	27	<i>Traité Turquie, Commerce</i>	64	IV	5
-------	----	---------------------------------------	----	----	---

1863

Juillet	16	<i>Traité Belgique, Rachat du péage de l'Escaut.</i>	63	IV	408
---------	----	--	----	----	-----

1865

Mars.	4	<i>Traité France, Commerce</i>	65	II	289
	4	— Propriété littéraire	—	—	298

BRÉSIL

1859

Mai..	5	<i>Traité Vénézuëla, Navigation et limites.</i>	61	IV	161
Déc..	10	<i>Convention France, Consulaire</i>	—	II	165

1861

Mai..	3	<i>Discours Pedro, Ouverture des Chambres.</i>	61	III	115
Juin.	22	<i>Traité Hanovre et autres Puissances, Abolition du droit de stade..</i>	—	IV	18
Sept.	8	<i>Discours Pedro, Clôture des Chambres.</i>	—	—	188

1862

Mai..	3	<i>Discours Pedro, Ouverture des Chambres.</i>	62	III	18
	7	— Clôture des Chambres	63	I	380
Déc..	27	<i>Memorandum, Affaire du Prince of Wales.</i>	—	II	272
	27	— Affaire de la Forte.....	—	—	280
	29	<i>Abrantès à Christie, Idem.</i>	—	—	268
	31	— Conflit avec l'Angleterre.....	—	—	292

1863

Janv.	2	<i>Abrantès à Christie. Conflit avec l'Angleterre.</i>	63	II	299
	3	— Idem.....	—	—	303
	5	— Idem.....	—	—	305
	6	— Idem.....	—	—	308
	6	— Idem.....	—	—	309
	6	— Idem.....	—	—	310
	7	— Idem.....	—	—	310
	8	— Idem.....	—	—	310

BRÉSIL (Suite)

1863

Janv.	8	<i>Abrantès à Moreira</i> , Conflit avec l'Angleterre.....	63	II	311
	8	<i>Circulaire Olinda aux présidents des provinces.</i> Idem.....	—	—	313
	8	— — — Idem.....	—	—	315
Fév..	9	<i>Moreira à Russell</i> , Arbitrage du Roi des Belges.....	—	—	315
	26	— — — Protestation.....	—	—	317
Mars.	2	— — — Conflit avec l'Angleterre.....	—	—	321
Mai..	3	<i>Discours de l'Empereur</i> , Ouverture des Chambres.....	—	III	48
	5	<i>Moreira à Russell</i> , Conflit avec l'Angleterre.....	64	I	372
	25	— — — Idem.....	—	—	375

1864

Janv.	1	<i>Discours Empereur</i> , Ouverture des Chambres.....	64	I	324
Mai..	3	— — — Idem.	—	III	373
Sept.	12	— — — Clôture des Chambres.....	—	IV	396
Oct..	5	<i>Silva Gomez à Wilson</i> , « La Florida » à Bahia.....	65	I	103
	7	— — — Idem.	—	—	103
	11	<i>Notification du blocus de Paysandu et Salto</i>	—	II	212
Nov..	13	<i>Lima à Bergès</i> , Détention du « marquis de Olinda » par le Paraguay. —	—	II	220
	14	— — — Rupture des relations avec le Paraguay.....	—	—	221
Déc..	13	<i>Alvellar da Silva à Seward</i> , Affaire de la « Florida ». —	—	—	262

1865

Janv.	2	<i>Notification</i> , Blocus de Montévideu.....	65	II	226
	10	<i>Paranhos à Elizalde</i> , Conflit avec la république Argentine.....	—	—	232
	19	<i>Paranhos au Corps consulaire à Buenos-Ayres.</i> Idem.....	—	—	234
	20	<i>Protocole Uruguay</i> , Négociation de la paix.....	—	—	243
	26	— — — Déclaration de guerre au Paraguay. —	—	—	237
	31	<i>Paranhos à Florès</i> , Réponse à l'Uruguay.....	—	—	242

BRUNSWICK

1853

Avril.	4	<i>Traité Prusse et autres États allemands</i> , Extension de l'Union douanière.....	62	IV	269
--------	---	--	----	----	-----

1864

Janv.	18	<i>Campe à Reiset</i> , Conflit dano-allemand.....	64	II	104
Juin.	28	<i>Traité</i> , Prorogation du Zollverein.....	65	I	398
	28	<i>Traité Zollverein</i> , Impôt sur le sucre de betterave.....	—	—	401
	28	— — — Circulation des vins et du tabac.....	—	—	420
Oct..	12	<i>Convention de navigation sur le Rhin</i>	—	—	432

1865

Mars.	29	<i>Accession à la Convention franco-prussienne du 2 août 1862</i>	65	III	11
-------	----	---	----	-----	----

CHILI

1860

Avril.	11	<i>Convention France</i> , Extradition des malfaiteurs.....	61	III	325
--------	----	---	----	-----	-----

1863

Juillet	16	<i>Traité Belgique</i> , Rachat du péage de l'Escaut.....	63	IV	408
---------	----	---	----	----	-----

1864

Avril.	19	<i>Lastarria à Ribeyro</i> , Conflit hispano-péruvien.....	65	I	237
Mai..	4	<i>Circulaire Covarrubio aux gouvernements de l'Amérique du Sud</i> , Conflit hispano-péruvien.....	—	—	283

COLOMBIE

1864

Mai..	3	<i>Arosemena à Ribeyro, Conflit hispano-américain</i>	65	I	281
Avril.	19	<i>Loi, Régulant la condition des étrangers</i>	—	III	376
	24	<i>Circulaire del Real, Idem.</i>	—	—	372
Mai..	1	— Idem.	—	—	373
	8	<i>Del Real à Goury du Roslan, Idem.</i>	—	—	376
	11	<i>Del Real à Burton, Idem.</i>	—	—	377

DANEMARK

1460

...	<i>Charte des duchés de Slesvig et de Holstein</i>	64	I	230
-----	--	----	---	-----

1720

Juin.	14	<i>Acte de garantie par la France de la possession du Slesvig.</i>	—	—	228
Juill.	26	— <i>par la Grande-Bretagne de la possession du Slesvig.</i>	—	—	83

1721

Sept.	3	<i>Acte de renonciation du duc Augustenbourg, Slesvig.</i>	—	—	124
-------	---	--	---	---	-----

1786

Mai..	28	<i>Acte de renonciation de la duchesse d'Augustenbourg, Slesvig.</i> ...	—	—	124
	28	— <i>duc d'Augustenbourg, Slesvig.</i>	—	—	125

1826

Avril.	26	<i>Traité États-Unis, Amitié, commerce</i>	62	II	168
--------	----	--	----	----	-----

1846

Juillet	8	<i>Lettres-Patentes de Christian VII, Slesvig.</i>	64	I	234
Sept..	17	<i>Déclaration de l'envoyé du Danemark à la Diète, Holstein</i>	—	—	239

1850

Juillet	4	<i>Protocole de Londres, Succession dans la monarchie danoise.</i>	—	—	85
Août.	2	— Idem.	—	—	87
	23	— Idem.	—	—	88

1851

Juin.	3	<i>Protocole de Varsovie, Russie, Succession danoise.</i>	—	—	89
Déc..	6	<i>Circulaire Bluhme, Duchés dano-allemands</i>	—	—	240

1852

Janv.	27	<i>Manifeste du roi Frédéric VII.</i>	—	—	269
Avril.	28	<i>Protocole de Londres, Succession danoise.</i>	—	—	92
Mai..	8	— Idem.	—	—	94
	8	<i>Traité de Londres, Idem.</i>	—	—	94
	24	<i>Bille Brahe à Brunow, Idem.</i>	—	—	98
Juin.	19	<i>Protocole de Londres, Idem.</i>	—	—	99
Sept.	9	<i>Circulaire Bluhme, Accession au Traité du 8 mai.</i>	—	—	100
	11	— Complément du 9 septembre.	—	—	104

1853

Janv.	8	<i>Bluhme à van der Pfordten, Réponse à Note bavaroise du 22 décembre 1852. Succession danoise.</i>	—	—	115
-------	---	---	---	---	-----

1860

Sept.	10	<i>Hall à Balan, Proposition Oldenbourg.</i>	61	I	56
	..	<i>Note à Londres, Conditions des concessions danoises</i>	—	—	337

1861

Janv.	7	<i>Patente, Catéchumènes dans le Slesvig.</i>	61	I	207
	9	<i>Circulaire, aux Inspecteurs d'église du Slesvig.</i>	—	—	338

DANEMARK (Suite)

1861

Mars.	2	<i>Communication du Roi aux États du Holstein</i>	61	II	37
	2	<i>Projet de Constitution, Duché de Holstein</i>	—	—	40
	6	<i>Projet de loi, Idem.</i>	—	—	47
	15	<i>Roi de Danemark au duc d'Oldenbourg, Ingérence dans les duchés.</i>	—	—	190
	22	<i>Circulaire Hall, Examen du budget par la Diète du Holstein</i>	—	—	193
Avril.	27	<i>Vote à la Diète germanique, Contre résolution du 7 février</i>	—	—	341
Mai..	1	<i>Déclaration à la Diète germanique</i>	62	—	391
	8	<i>Circulaire Hall, Immixtion fédérale dans les duchés</i>	—	—	394
Juin.	22	<i>Traité Autriche, Belgique, Brésil, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Mecklembourg-Schwérin, Pays-Bas, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Lubeck, Brême, Hambourg, Abolition du droit de stade</i>	61	IV	18
Juillet	11	<i>Articles supplémentaires, États-Unis, Commerce</i>	62	II	167
	29	<i>Note à Berlin et Vienne, Arrangement provisoire pour le Holstein</i>	61	IV	112
Août.	2	<i>Circulaire, Marche du ministère dans la question du Holstein</i>	—	—	113
Oct..	26	<i>Hall à Quaad, Proposition pour les duchés</i>	62	II	351
Déc..	26	<i>Hall, Réponse à dépêche Bernstorff, du 5 déc.</i>	—	—	363

1862

Mars.	8	<i>Hall, Immixtion fédérale au Slesvig</i>	62	II	196
	12	— <i>Réponse à Bernstorff, 8 février</i>	—	—	377
	19	<i>Bulow à Kubeck, Commissionnaires de la Diète</i>	—	—	381
	25	<i>Circulaire Hall, Affaire du Slesvig</i>	—	—	262
	27	<i>Déclaration à Diète germanique, Idem</i>	—	—	385
Juin.	23	<i>Hall à Bille, Opposition holsteinoise</i>	63	III	176
Sept.	5	— <i>Prétentions des Puissances allemandes</i>	—	—	195
Oct..	15	<i>Réponse Hall aux propositions anglaises</i>	—	—	200
Nov..	5	<i>Mémoire Hall, Réponse à l'Autriche</i>	—	—	216
	6	<i>Hall, Réponse à Bernstorff, 22 août</i>	—	—	208
	6	— <i>Réponse à Rechberg, 25 août</i>	—	—	214
	12	<i>Patente royale, Gouvernements particulier au Holstein</i>	—	—	221

1863

Janv.	6	<i>Halle à Bille, Réponse à Russell, 20 novembre</i>	—	—	231
	15	<i>Contrat Grande-Bretagne, Mariage de la princesse Alexandra</i>	—	I	374
Fév..	10	<i>Adresse au Roi, États du Holstein</i>	—	III	238
Mars.	30	<i>Ordonnance, Position constitutionnelle du Holstein</i>	—	—	241
Avril.	20	<i>Discours royal, Ouverture du Rigsraad</i>	—	—	246
Mai..	8	<i>Hall à Plessen, Affaires de Pologne</i>	—	IV	307
	16	<i>Circulaire Hall, Réponse à l'Autriche et à la Prusse</i>	—	III	253
Juin.	1	<i>Hall à la députation grecque, Acceptation pour le prince Georges</i> ..	—	—	410
	10	<i>Décret du Roi, Acceptation de la couronne de Grèce. Idem</i>	—	—	412
	11	<i>Hall à Delyannis, Idem</i>	—	—	416
	18	<i>Circulaire Hall, Prince Georges roi de Grèce</i>	—	—	418
Juill.	13	<i>Convention de Londres, Idem.</i>	—	—	425
Août.	6	<i>Christian à François-Joseph, Congrès de Francfort</i>	64	I	425
	8	<i>Hall à Hamilton, Projet d'alliance avec la Suède</i>	—	IV	201
	21	<i>Projet d'alliance avec la Suède</i>	—	—	202
	25	<i>Circulaire Hall, Question des duchés</i>	63	—	11
	31	<i>Hall à Hamilton, Alliance avec la Suède</i>	64	IV	203
Sept.	3	<i>Circulaire Hall</i>	—	I	137
	28	<i>Discours du Roi, Ouverture du Rigsraad</i>	—	—	139
	28	<i>Bulow à Hall, Situation de la Suède</i>	—	IV	204
	29	<i>Plessen à Hall, Alliance avec la Suède</i>	—	—	205
Oct..	7	<i>Moltke à Hall, Idem</i>	—	—	210
	8	<i>Quaade à Hall, Exécution fédérale dans le Holstein</i>	—	—	54

DANEMARK (Suite)

		1863	
Oct...	9	<i>Quaade à Hall</i> , Médiation.....	64 IV 56
	21	— Conversation avec M. de Bismark.....	— — 57
	22	<i>Rosen Kratz à Hall</i> , Séance de la Diète germanique.....	— — 60
	23	<i>Quaade à Hall</i> , Danger de l'exécution fédérale.....	— — 61
	26	<i>Hall à Quaade</i> , Déclaration à la Diète germanique.....	— — 65
	27	<i>Quaade à Hall</i> , Opinion Bismark sur l'exécution fédérale.....	— — 66
	28	— Réponse à 26 octobre.....	— — 68
	28	— Opinions Bismark et Buchanan.....	— — 70
	29	<i>Réponse aux résolutions</i> , votées par la Diète germanique le 1 ^{er}	— I 143
	31	<i>Quaade à Hall</i> , État de la situation.....	— IV 71
Nov..	3	<i>Hall à Quaade</i> , Conversation avec Paget, ministre d'Angleterre..	— 73
	3	<i>Quaade à Hall</i> . Vote du budget par le Holstein.....	— 74
	3	— Proposition Bismark. Idem.....	— 77
	5	— Situation de la Diète germanique.....	— 79
	6	— Comité uni de la Diète germanique.....	— 80
	9	<i>Hall à Quaade</i> , Précédents pour communications directes au comité de la Diète.....	— — 82
	10	<i>Scheel Plessen à Hall</i> , Conversation avec le Roi de Suède.....	— 213
	11	<i>Circulaire Hall</i> , Intervention amicale de l'Angleterre.....	— 84
	14	<i>Proposition à la Diète germanique</i>	— I 145
	16	<i>Acte de renonciation du duc d'Augustenbourg</i>	— 131
	16	<i>Lettre de Christian IX</i> , Avènement.....	— 147
	16	<i>Proclamation Prince Héritier d'Augustenbourg</i> , au Schlesvig-Holstein.....	— — 147
	16	<i>Scheel Plessen à Hall</i> , Gouvernement suédois.....	— IV 213
	18	<i>Constitution du Danemark et du Slesvig</i>	— I 149
	20	<i>Christian à Napoléon III</i> , Proposition d'un Congrès.....	— 66
	27	<i>Hall à Scheel Plessen</i> , Armements de la Suède.....	— IV 215
	27	— Nouvelle phase du conflit dano-allemand....	— 213
Déc..	1	<i>Scheel Plessen à Hall</i> , Hésitation de la Suède à conclure une alliance.....	64 IV 216
	2	<i>Lettre du duc Frédéric d'Augustenbourg à Napoléon</i>	— I 133
	4	<i>Proclamation Christian aux habitants du Holstein</i>	— 282
	4	<i>Scheel Plessen à Hall</i> , Communication à Stockholm.....	— IV 220
	10	<i>Proclamation du duc d'Augustenbourg au Slesvig-Holstein</i>	— I 288
	10	<i>Scheel Plessen à Hall</i> , Imminence d'une exécution fédérale.....	— IV 222
	15	<i>Proclamation Christian aux soldats en congé du Holstein</i>	— I 291
	18	<i>Ordonnance</i> , Ligne douanière entre le Slesvig et le Holstein....	— II 102
	19	<i>Note Hall</i> , Contre l'exécution fédérale.....	— I 292
	21	<i>Discours royal</i> , Clôture du Rigsraad.....	— 294
	24	<i>Hall à Bille</i> , Aucune concession possible.....	— II 20
	31	<i>Proclamation du prince d'Augustenbourg</i>	— I 303
		1864	
Janv.	2	<i>Proclamation du roi Christian</i>	64 I 304
	5	<i>Monrad à Plessen</i> , Mission de M. d'Ewers, envoyé de Russie....	— II 26
	5	<i>Monrad à Bille</i> , Mission Wodehouse.....	— — 28
	6	<i>Monrad à Moltke</i> , Congrès pour le différend dano-allemand.....	— — 29
	21	<i>Quaade à Bille</i> , Convocation du Rigsraad pour modifier la constitution danoise.....	— — 43
	31	<i>Réponse Meza à sommation Wrangell</i>	— I 320
Fév..	11	<i>Torben Bille à Russell</i> , Acte de garantie de 1720.....	— II 370
	12	<i>Circulaire Quaade</i> , Résistance à outrance.....	— 109
	15	<i>Loi provisoire</i> , Navires ennemis suspects.....	— 112
	16	<i>Règlement</i> , Blocus des ports ennemis.....	— 118
	25	<i>Adresse du Rigsraad au Roi</i>	— 124

DANEMARK (Suite)

1864

Fév..	27	<i>Réponse du Roi à l'adresse du Rigsraad</i>	64	II	125
	29	<i>Hegermann à Wrangel</i> , Entrée des Prussiens dans le Jutland..	—	—	128
Mars.	15	<i>Circulaire Monrad</i> , Bombardement Sonderbourg.....	—	—	403
	18	<i>Quaade à Torben Bille</i> , Acceptation de la conférence de Londres.	—	—	377
	22	<i>Message Christian</i> , Clôture du Rigsraad.....	—	—	145
	30	<i>Circulaire Quaade</i> , Conduite des alliés dans le Slesvig.....	—	—	146
Avril.	21	<i>Proclamation Christian</i> , Prise de Duppel.....	—	—	408
Mai..	1	<i>Traité Italie</i> , Commerce.....	65	III	263
	10	<i>Ordonnance</i> , Levée du blocus.....	64	II	412
	23	<i>Torben Bille à Russel</i> , Rétablissement du blocus.....	—	—	420
Juin.	24	— idem.....	—	III	445
	25	<i>Message Christian</i> , Ouverture du Rigsraad.....	—	—	445
	25	<i>Communication du ministère de la marine</i> , Blocus.....	—	—	446
	28	— idem.....	—	—	446
	30	<i>Monrad à Molske</i> , Résultats de la conférence de Londres.....	—	—	456
Juillet	6	<i>Torben Bille à Monrad</i> , Ouvertures de Paris et de Londres.....	—	IV	86
	7	<i>Moltke à Monrad</i> , Conversation avec Drouyn de Lhuys.....	—	—	86
	10	<i>Scheel Plessen à Monrad</i> , Conversation avec Manderström.....	—	—	88
	11	<i>Communication Bluhme au Rigsraad</i>	—	—	377
	11	<i>Proclamation du ministre de la guerre à l'armée</i>	—	—	378
	12	<i>Moltke à Monrad</i> , Conversation avec Drouyn de Lhuys.....	—	—	88
	12	<i>Bluhme à Bismark et Rechberg</i> , Suspension des hostilités.....	—	—	379
	14	<i>Moltke à Bluhme</i> , Sentiments de la France et de l'Angleterre....	—	—	90
	15	<i>Torben Bille à Bluhme</i> , Démarches de l'Angleterre pour la suspension des hostilités.....	—	—	91
	18	<i>Suspension d'armes de Christianfeld</i>	—	—	381
Août.	6	<i>Scheel Plessen à Bluhme</i> , article de l'Afton Bladet.....	—	—	92
	6	<i>Discours Roi</i> , Ouverture du Rigsraad.....	—	—	386
	8	<i>Proclamation du Roi à l'armée</i>	—	—	387
	8	<i>Déclaration Quaade et Kauffman à Werther</i>	—	—	387
	10	<i>Discours Bluhme dans le Folkething</i>	—	—	388
	20	<i>Rapport du comité du Folkething</i>	—	—	223
	22	<i>Convention de Genève</i> , Traitement des militaires blessés en campagne.....	65	III	284
	30	<i>Message royal</i> , Clôture du Rigsraad.....	64	IV	237
Sept.	12	<i>Adresse au Roi</i> , Députation du Nord du Slesvig.....	—	—	237
	16	<i>Hall au Dagbladet</i> , Dépêche Manderström.....	—	—	239
Oct..	17	<i>Proclamation du roi à la Flotte</i>	65	I	81
	30	<i>Traité Autriche, Prusse</i> , Paix.....	64	IV	330
	31	<i>Lettre patente du Roi</i> , Convocation du Rigsraad.....	65	I	8
Nov..	4	<i>Message royal</i> , Ouverture du Rigsraad.....	—	—	82
	16	<i>Lettres patentes aux habitants du Danemark et des Duchés</i>	—	—	82
	29	— du Jutland.....	—	—	94
		<i>Discours Monrad et Hall au Folkething</i> , Conséquences du traité de Vienne.....	—	—	85
		<i>Adresse au Roi</i> , Députation des bailliages d'Habersleben et Apenrade.....	—	—	94

1865

Avril.	1	<i>Protocole, Autriche, Prusse</i> , Stipulation du traité du 30 octobre..	65	III	219
	10	<i>Message royal</i> , Clôture du Rigsraad.....	—	IV	37
Nov..	8.	<i>Message royal</i> , Clôture du Rigsraad.....	—	—	212

DEUX-SICILES

1860

Sept.	6	<i>Protestation François II au peuple de Naples</i> , Départ.....	61	I	58
	6	— <i>aux cours souveraines</i> , idem.....	—	—	59
	6	— <i>en quittant Naples</i>	—	—	59
	16	<i>Circulaire Casella</i> , Contre les décrets de Garibaldi.....	—	—	61
	23	<i>Mémorandum François II</i> , Légitimité de sa cause.....	—	—	64
Oct.	6	<i>Casella à Winspeare</i> , Musées de Naples.....	—	—	65
	7	<i>Winspeare à Cavour</i> , Départ de Turin.....	—	—	67
	16	<i>Protestation François II</i> , Déclaration du blocus de Gaète.....	—	—	69
	19	<i>Circulaire Casella</i> , Prise de la flotte napolitaine.....	—	—	70
Nov.	8	— <i>Protestation contre l'invasion sarde</i>	—	—	71
	8	— <i>Protestation contre plébiscite de réunion à la Sardaigne</i>	—	—	73
	12	— <i>Idee d'un congrès européen</i>	—	—	76
	15	— <i>Fortune privée du Roi</i>	—	—	79
Déc.	8	<i>Manifeste François II au peuple des Deux-Siciles</i>	—	—	208
	11	<i>François II à Napoléon III</i> , Réponse à lettre du 1 ^{er} décembre... II	—	—	367

1861

Janv.	12	<i>Gouverneur de Gaète à Le Barbier</i> , Suspension d'armes.....	—	I	339
	18	<i>Circulaire Casella</i> , Appel à l'Europe.....	—	—	340
	18	— <i>Invitation aux représentants étrangers de rester à Gaète</i>	—	—	342
Fév.	14	<i>Capitulation de Gaète</i>	—	—	345
	16	<i>Circulaire Casella</i> , Causes de la capitulation de Gaète.....	—	II	51
	16	<i>Protestation François II</i> , Réserve de ses droits.....	—	—	52
	23	<i>Fortunato à Russell</i> , Légation à Londres non reconnue.....	—	—	87
Avril.	14	<i>François II à Ripalda</i> , Réformes à Naples.....	—	III	445
	28	<i>Déclaration François II</i> , Situation à Naples.....	—	—	446
Mai.	6	<i>Protestation François II</i> , idem.....	—	II	394
	25	— <i>Emprunt de 500 millions</i>	—	III	451
Juin.	10	— <i>Fusion des fonds publics napolitains</i> ...	—	—	451
Sept.	7	<i>Mémorandum</i> , Réponse à Ricasoli, 23 août.....	—	IV	135
Nov.	7	<i>Targioni à Rogier</i> , Protestation contre la reconnaissance du royaume d'Italie par la Belgique.....	62	I	90
	11	<i>Arrêt du tribunal de Marseille</i> , Frégates napolitaines.....	63	IV	79

1862

Juillet	1	<i>Protestation François II</i> , Reconnaissance de l'Italie par la Prusse. —	I	158
	1	— idem. par la Russie. —	—	159
Oct.	1	— <i>Validité des actes de Victor Emmanuel</i> .. —	—	160

1865

Juillet	29	<i>Protestation San-Martino de Montalbo</i> . Reconnaissance de l'Italie par l'Espagne.....	65	IV	213
---------	----	---	----	----	-----

ÉGYPTE

1863

Déc.	5	<i>Décret France</i> , Fonctions de juge-consul à Alexandrie.....	64	IV	22
------	---	---	----	----	----

ÉQUATEUR

1859

Déc.	7	<i>Président Moreno au ministre de France</i> , Protectorat français....	62	I	58
	14	— idem.....	—	—	59
	24	— idem.....	—	—	60

ÉQUATEUR (Suite)

1861

Oct.	5	<i>Carvajal à Melgar</i> , Ultimatum du Pérou.....	63	III	278
	5	idem.....	—	—	283

1863

Août.	11	<i>Message président</i> , Ouverture du congrès.....	64	I	168
	30	<i>Traité Nouvelle-Grenade</i> , Paix.....	—	II	150

1864

Mai.	18	<i>Herrera à Del Prado</i> , Conflit espano-péruvien.....	65	I	292
	18	<i>Herrera à Barrenechea</i> , idem.....	—	—	294

ESPAGNE

1783

		<i>Mémoire d'Aranda</i> , Colonies américaines.....	62	III	450
--	--	---	----	-----	-----

1853

Nov.	12	<i>Traité Mexique</i>	62	—	173
------	----	-----------------------------	----	---	-----

1858

Nov.	24	<i>Mon à Calderon Collantès</i> , Affaire du Mexique.....	62	III	205
Déc.	9	<i>Calderon Collantès à Mon</i> , Réponse à 24 novembre.....	—	—	207

1859

Janv.	3	<i>Mon à Calderon Collantès</i> , Médiation au Mexique.....	—	—	208
	10	<i>Calderon Collantès à Mon</i> , idem.....	—	—	208
	18	<i>Mon à Calderon Collantès</i> , Réponse à 10 janvier.....	—	—	211
Août.	24	<i>Convention Maroc</i> , Juridiction de Melilla.....	61	III	332
	26	— <i>Mexique</i> , Mon-Almonte.....	62	—	178

1860

Mars.	10	<i>Lettres de créance de Pacheco</i> , Envoyé au Mexique.....	—	—	180
Août.	18	<i>Circulaire C. Collantès</i> , Médiation au Mexique.....	—	—	211
	26	<i>Traité Maroc</i> , Paix.....	61	III	328
	27	<i>Isturitz à C. Collantès</i> , Disposition Angleterre, Mexique.....	62	—	213
Mai.	11	<i>C. Collantès à Isturitz</i> , Médiation au Mexique.....	—	—	214
	18	<i>Mon à C. Collantès</i> , idem.....	—	—	216
	19	<i>C. Collantès à Isturitz</i> , idem.....	—	—	217
	23	<i>Pacheco à Juarez</i> , Demande libre passage à Mexico.....	—	—	191
	24	<i>Juarez à Pacheco</i> , Réponse à 23 mai.....	—	—	192
	24	<i>C. Collantès à Mon et Isturitz</i> , Médiation au Mexique.....	—	—	217
	24	<i>Bases de médiation offertes au Mexique</i>	—	—	219
	25	<i>Pacheco à C. Collantès</i> , Arrivée à Mexico.....	—	—	189
	31	<i>Isturitz à C. Collantès</i> , Culte protestant au Mexique.....	—	—	221
Juin.	4	<i>Mon à C. Collantès</i> , Médiation au Mexique.....	—	—	224
	8	<i>Pacheco à C. Collantès</i> , Voyage à Mexico.....	—	—	192
	15	— Situation politique du Mexique.....	—	—	194
	18	<i>Mon à C. Collantès</i> , Médiation au Mexique.....	—	—	225
	18	<i>Pacheco à Juarez</i> , Demande de réparations.....	—	—	255
Juillet	12	<i>Serrano à Pacheco</i> , Affaires du Mexique.....	—	—	249
	17	<i>La Rivera à C. Collantès</i> , Proposition de la France à la Prusse de se joindre à la médiation au Mexique.....	—	—	226
	26	<i>Pacheco à C. Collantès</i> , Attentats contre les Espagnols au Mexique.....	—	—	257
Août.	6	<i>O'Donnell à Pacheco</i> , Médiation au Mexique.....	—	—	224
	6	<i>O'Donnell à Serrano</i> , Réparation à exiger de Juarez.....	—	—	234
	12	<i>Serrano à O'Donnell</i> , Démêlés avec Pacheco.....	—	—	246

ESPAGNE (Suite)

1860

Août.	20	<i>Pacheco à O'Donnell</i> , Défaite de Miramon.....	62	III	197
	22	<i>Pacheco</i> , Discours à Miramon, lettres de créance.....	—	—	201
	27	<i>Serrano à C. Collantès</i> , Maria Concepcion.....	—	—	254
Sept.	9	<i>C. Collantès à Pacheco</i> , Desaccords Serrano.....	—	—	251
	11	— Assassinats contre les Espagnols.....	—	—	261
	24	<i>Pacheco à O'Donnell</i> , Réponse à 6 août.....	—	—	226
Oct..	8	<i>C. Collantès à Serrano</i> , Instructions pour la Vera-Cruz.....	—	—	237
	9	<i>Coello à Cavour</i> , Protestation de l'Espagne contre l'annexion de Naples à la Sardaigne.....	61	I	81
	12	<i>Serrano à C. Collantès</i> , Prise de la <i>Maria Concepcion</i>	62	III	239
	24	<i>Pacheco à C. Collantès</i> , Efforts de l'apacification.....	—	—	228
Nov..	7	<i>O'Donnell à Pacheco</i> , Neutralité gardée par les Espagnols.....	—	—	203
	12	<i>Serrano à C. Collantès</i> , Blocus de Vera-Cruz.....	—	—	240
	28	<i>Pacheco à C. Collantès</i> , État critique de Miramon.....	—	—	232
Déc..	12	<i>Serrano à C. Collantès</i> , Situation du Mexique.....	—	—	241
	23	<i>Pacheco à O'Donnell</i> , Réponse à 7 novembre.....	—	—	204
	26	<i>Pacheco à C. Collantès</i> , Entrée de Juarez à Mexico.....	—	—	262
	26	<i>Pacheco à Ortega</i> , Réponse à note du même jour.....	—	—	268

1861

Janv.	13	<i>Pacheco</i> , Réponse à l'ordre de son expulsion du Mexique.....	—	—	271
	15	<i>Pacheco à C. Collantès</i> , Annonce de son expulsion.....	—	—	269
	27	<i>Pacheco à Dubois de Saligny</i> , Incidents de son voyage de Mexico.....	—	—	278
Fév..	14	<i>Pacheco à C. Collantès</i> , Sortie du Mexique.....	—	—	272
Mars.	2	<i>Miraflores à C. Collantès</i> , Perplexités du Saint-Siège.....	—	II	325
	18	<i>Proclamation de la Reine à Saint-Domingue</i>	61	—	358
	23	<i>C. Collantès à Ayllon</i> , Entente en faveur du Saint-Siège.....	62	—	329
	23	<i>C. Collantès à Mon</i> , idem.....	—	—	331
	23	<i>C. Collantès à Diaz</i> , idem.....	—	—	332
	23	<i>C. Collantès à Ayllon</i> , idem.....	—	—	333
	23	<i>C. Collantès à Miraflores</i> , idem.....	—	—	328
	30	<i>Mon à C. Collantès</i> , idem.....	—	—	333
	30	<i>C. Collantès à Mon</i> , idem.....	—	—	334
Avril.	2	<i>Propositions du gouvernement dominicain</i> , Annexion.....	61	—	359
	2	<i>Ayllon à Collantès</i> , Affaires de Rome.....	62	—	335
	2	<i>Pastor Diaz à C. Collantès</i> , idem.....	—	—	335
	3	<i>Mon à C. Collantès</i> , Expulsion de Pacheco du Mexique.....	—	III	283
	7	<i>Miraflores à C. Collantès</i> , Affaires de Rome.....	—	II	336
	18	<i>Mon à C. Collantès</i> , Démarches en faveur du Saint-Siège.....	—	—	339
	19	<i>C. Collantès à Miraflores</i> , Réponse à 7 avril.....	—	—	339
	26	<i>Mon à C. Collantès</i> , Affaires de Rome.....	—	—	343
Mai..	4	<i>Convention Maroc</i>	—	—	177
	7	<i>C. Collantès à Mon</i> , Réponse à 18 avril.....	—	—	344
	8	<i>Note Diaz</i> , Refus du Portugal d'intervenir en faveur du Saint-Père.....	—	—	345
	19	<i>Exposé O'Donnell à la Reine</i> , Incorporation de Saint-Domingue..	61	III	116
	28	<i>Mon à Thouvenel</i> , Concours à Rome.....	—	—	291
Juin.	2	<i>Mon à Calderon Collantès</i> , Affaires de Rome.....	62	II	347
	8	— idem.....	—	—	347
	10	<i>C. Collantès à Mon</i> , idem.....	—	—	348
	15	<i>Serrano à C. Collantès</i> , La Fuente ministre du Mexique à Madrid.....	—	III	289
	17	<i>Décret</i> , Neutralité dans le conflit des États-Unis.....	61	—	293
	22	<i>Traité Hanovre et autres puissances</i> , Abolition du droit de stade..	—	IV	18
	25	<i>C. Collantès à Mon</i> , Raisons pour ne pas reconnaître le royaume d'Italie.....	—	III	294

ESPAGNE (Suite)

1861

Juin.	26	<i>C. Collantès à Cuba</i> , Affaires du Mexique.....	62	III	288
Juillet	9	<i>C. Collantès à Serrano</i> , Protection des Espagnols au Mexique...	—	—	289
	17	<i>Consul à Faro aux consuls espagnols en Portugal</i> , Archives napolitaines en Portugal.....	—	I	113
Août.	9	<i>Tassara à Seward</i> , <i>Le Sumter</i> à Cuba.....	—	—	434
	12	<i>Convention Venezuela</i> , Reprise des relations.....	—	—	4
	28	<i>C. Collantès à Tecco</i> , Archives napolitaines en Espagne.....	—	—	115
Sept.	6	<i>C. Collantès à Mon</i> , Intervention au Mexique.....	—	III	290
	11	<i>Isturitz à C. Collantès</i> , Affaires du Mexique.....	—	—	291
	11	<i>C. Collantès à Isturitz</i> , idem.....	—	—	291
	11	<i>C. Collantès au Gouverneur de Cuba</i> , Instructions.....	—	—	292
	13	<i>C. Collantès à Tecco</i> , Consuls napolitains.....	—	I	121
	14	<i>O'Donnell au capitaine général de Puerto-Rico</i> , Esclaves émancipés d'Espagne à Cuba.....	61	IV	192
	16	<i>C. Collantès à Tassara</i> , Instructions du 11 septembre.....	62	III	297
	17	<i>Isturitz à C. Collantès</i> , Affaires du Mexique.....	—	—	298
	23	<i>C. Collantès à Mon</i> , idem.....	—	—	299
	23	<i>Isturitz à Russell</i> , idem.....	—	—	301
	24	<i>Isturitz à C. Collantès</i> , Sa lettre du 23 à Russell.....	—	—	300
Oct..	8	<i>Calderon Collantès à Mon et Isturitz</i> , vues de l'Espagne au Mexique.....	—	—	305
	9	<i>C. Collantès à Isturitz</i> , Intervention au Mexique.....	—	—	301
	10	— idem.....	—	—	302
	10	<i>Mon à C. Collantès</i> , idem.....	—	—	303
	12	— idem.....	—	—	303
	13	— idem.....	—	—	304
	13	— idem.....	—	—	313
	14	<i>Tassara à C. Collantès</i> , idem.....	—	—	316
	23	<i>C. Collantès à Mon et à Isturitz</i> , idem.....	—	—	309
	30	<i>Traité Maroc</i> , Paix.....	—	II	279
	31	<i>Convention France. Grande-Bretagne</i> . Expédition au Mexique....	—	I	290
Nov..	7	<i>C. Collantès à Tassara</i> , aux États-Unis, Convocation du 31 oct..	—	III	304
	8	<i>Discours Isabelle</i> , Ouverture des Cortès.....	61	IV	375
	10	<i>C. Collantès à Mon</i> , Départ prématuré possible de l'expédition espagnole au Mexique.....	62	III	316
Nov..	11	<i>Saligny chargé de la protection des Espagnols au Mexique</i> , à Zamacona.....	—	—	121
	16	<i>C. Collantès à Tassara</i> , Offre des États-Unis au Mexique.....	—	—	319
	17	<i>C. Collantès à Prim</i> , Instructions au Mexique.....	—	—	320
	18	<i>Mon à C. Collantès</i> , Augmentation de l'expédition française au Mexique..	—	—	323
	19	<i>Saligny à Zamacona</i> , Demande de réponse à note du 11.....	—	—	330
	21	— Réfutation de ses arguments.....	—	—	333
	22	<i>Saligny à Serrano</i> , Ses négociations avec Zamacona.....	—	—	327
	22	— Situation au Mexique.....	—	—	336
	24	— Marche des troupes mexicaines.....	—	—	342
	25	<i>C. Collantès à Tecco</i> , Archives napolitaines en Espagne.....	—	I	133
	26	<i>Serrano à C. Collantès</i> , Raisons pour accélérer le départ des troupes espagnoles.....	—	III	323
	29	<i>Saligny à Serrano</i> , Désarroi du gouvernement mexicain.....	—	—	343
Déc..	6	<i>Circulaire C. Collantès</i> , Rupture avec l'Italie.....	—	I	136
	9	<i>C. Collantès</i> , Réponse à Mon 13 oct. Mexique.....	—	III	314
	13	<i>C. Collantès à Serrano</i> , Approbation de ses mesures.....	—	—	323
	15	<i>C. Collantès à Prim</i> , Offres des États-Unis relatives au Mexique..	—	—	324
	15	<i>C. Collantès</i> , Départ prématuré de l'expédition espagnole.....	—	—	326
	16	<i>Serrano à C. Collantès</i> , Correspondance Saligny et Zamacona...	—	—	327

ESPAGNE (Suite)

1861

Déc..	16	<i>Serrano à C. Collantès, Départ de l'expédition espagnole pour le Mexique</i>	62	III	334
	20	<i>Traité Maroc, Commerce</i>	63	IV	135
	22	<i>Saligny à Serrano, Son arrivée à la Vera-Cruz</i>	62	III	355
	26	<i>Ceballos à C. Collantès, Premières opérations à la Vera-Cruz</i>	—	—	350

1862

Janv.	3	<i>Mon à C. Collantès, Réception de Napoléon III, au jour de l'an</i> .	62	III	344
	4	<i>Rapport Serrano, Premières opérations à la Vera-Cruz</i>	—	—	348
	7	<i>Convention, France, Consulaire</i>	63	I	30
	8	<i>C. Collantès à Mon, Réponse à 3 janvier</i>	62	III	345
	8	<i>Isturitz à C. Collantès, Départ prématuré des troupes espagnoles pour le Mexique</i>	—	—	345
	13	<i>Prim à C. Collantès, Premières opérations des alliés</i>	—	—	359
	14	— Dissentiments des plénipotentiaires alliés.....	—	—	361
	16	<i>Isturitz à Russel, Départ prématuré de l'expédition espagnole</i> ...	—	IV	70
	22	<i>C. Collantès à Prim, Projet d'établissement d'une monarchie au Mexique</i>	—	III	346
	22	<i>C. Collantès à Mon, Augmentation du corps français au Mexique</i> .	—	—	348
	27	<i>Prim à C. Collantès, Réclamations au Mexique</i>	—	—	366
	28	— Interdiction de débarquer à Miramon au Mexique.....	—	—	373
	31	— Réponse du Mexique aux commissaires alliés.....	—	—	375
Fév..	1	<i>C. Collantès à Isturitz, Départ prématuré du corps espagnol au Mexique</i>	—	—	351
	6	<i>Prim à C. Collantès, Expulsion de Miramon du Mexique</i>	—	—	379
	7	<i>C. Collantès à Isturitz, Établissement monarchique au Mexique</i> .	—	—	353
	15	<i>Convention France, Règlement de la dette</i>	63	I	43
	15	— Séquestres maritimes de 1823 et 1824.....	—	—	44
	18	<i>Circulaire C. Collantès, Réclamations au Mexique</i>	62	III	358
	19	<i>Convention de la Soledad au Mexique</i>	—	II	188
	20	<i>Prim à C. Collantès, Convention de la Soledad</i>	—	III	382
	21	<i>C. Collantès à Prim, Réponse à 14 janvier</i>	—	—	365
	27	<i>Prim à C. Collantès, Marche des troupes alliées au Mexique</i>	—	—	407
	28	<i>Isturitz à C. Collantès, Réponse à 1 et 18 février</i>	—	—	358
Mars.	7	<i>C. Collantès à Prim, Réponse à 27 janvier</i>	—	—	371
	7	— Contributions Juarez contre les étrangers au Mexique..	—	—	374
	7	— Offres Doblado insuffisantes (Mexique).....	—	—	378
	7	— Regrets de l'expulsion de Miramon (Mexique).....	—	—	379
	7	— Distinction entre le gouvernement et le peuple (Mexique).	—	—	381
	17	<i>Prim à C. Collantès, Arrivée du général Lorencez au Mexique</i> ..	—	—	407
	17	<i>Prim à Napoléon III, Réponse à 24 janvier</i>	—	—	447
	19	<i>Muro à C. Collantès, Marche de l'armée alliée dans l'intérieur du Mexique</i>	—	—	382
	21	<i>Prim à Jurien de la Gravière, Réponse à 20 mars</i>	—	—	414
	22	<i>C. Collantès à Prim, Son avis sur la convention de la Soledad</i> ..	—	—	392
	22	<i>Chargé d'affaires à Londres à C. Collantès, Embarquement de Miramon au Mexique</i>	—	—	403
	23	<i>Prim à Jurien de la Gravière, Seconde lettre</i>	—	—	419
	23	<i>Prim et Wyke aux commissaires français, Invitation à une conférence (Mexique)</i>	—	—	420
	23	<i>Mémorandum à C. Collantès, Convention de la Soledad</i>	63	I	319
	29	<i>Prim à C. Collantès, Désaccord entre les commissaires alliés au Mexique</i>	—	—	410
Avril.	9	<i>Muro à C. Collantès, Refus Thouvenel d'une conférence pour le Mexique</i>	—	—	403
	13	<i>Prim à Doblado, Acceptation d'une entrevue</i>	—	—	437

ESPAGNE (Suite)

1862

Avril.	14	<i>Traité France, Délimitation</i>	63	I	46
	18	<i>C. Collantès à Muro, Vues de l'Espagne sur la conduite des commissaires au Mexique</i>	62	III	401
	22	<i>C. Collantès à Prim, Approbation de sa conduite au Mexique</i>	—	—	409
Mai..	14	<i>Réclamations espagnoles au Mexique</i>	63	II	23
	14	<i>Wagner à Ceballos, idem</i>	—	—	26
	18	<i>Ceballos à C. Collantès, idem</i>	—	—	21
	21	<i>C. Collantès à Muro, Rupture d'Orizaba</i>	—	—	18
	22	<i>C. Collantès à Prim, Approbation de sa conduite au Mexique</i>	62	III	445
	27	<i>Muro à C. Collantès, Réponse à 21 mai</i>	63	II	120
	27	<i>Ceballos à C. Collantès, Dispositions du gouvernement mexicain pour une convention</i>	—	—	27
Juin.	5	<i>Traité, France, Cochinchine, Paix</i>	—	III	323
Juil..	7	<i>C. Collantès à Ceballos, Protection des sujets espagnols au Mexique</i>	—	II	26
	7	<i>— L'Espagne ne traitera pas en particulier avec le Mexique</i>	—	—	27
	29	<i>C. Collantès au marquis de la Havane à Paris. Instructions</i>	—	—	20
Août.	14	<i>Discours du marquis de la Havane, Audience de réception à Paris</i>	—	—	27
	31	<i>Infant Don Juan à la reine, Lettre de soumission</i>	—	IV	13
Sept..	1	<i>Marquis de la Havane à C. Collantès, Sa réception à Paris</i>	—	II	28
	10	<i>C. Collantès au marquis de la Havane, Réponse à 1^{er} septembre</i>	—	—	30
	20	<i>Infant Don Juan, Confirmation du 31 août</i>	—	IV	14
Oct..	24	<i>Marquis de la Havane à C. Collantès, Mexique</i>	—	II	30
	31	<i>Marquis de la Havane à Drouyn de Lhuys, Note pour le Mexique</i>	—	I	336
	31	<i>Marquis de la Havane à C. Collantès, Conférences avec Drouyn de Lhuys sur Mexique</i>	—	II	31
Nov..	24	<i>C. Collantès au marquis de la Havane, Efforts pour un accord avec la France au Mexique</i>	—	—	32
	29	<i>Marquis de la Havane à Drouyn de Lhuys, idem</i>	—	I	340
Déc..	1	<i>Discours de la Reine, Ouverture des Cortès</i>	—	II	16
	31	<i>C. Collantès au marquis de la Havane, Mexique</i>	—	—	32
	31	<i>Convention Pays-Bas, Propriété littéraire</i>	64	III	344

1863

Janv.	3	<i>C. Collantès à Barrot, Son discours aux Cortès</i>	63	II	35
	7	<i>Discours Mon aux Cortès, Affaires du Mexique</i>	—	—	38
	7	<i>C. Collantès à Van der Straten Ponthoz, Rachat du péage de l'Escaut</i>	—	IV	444
	8	<i>C. Collantès à Mon, Réponse à 7 janvier</i>	—	II	54
Fév..	24	<i>Serrano à Vander Straten Ponthoz, Rachat du péage de l'Escaut</i>	—	IV	444
	27	<i>Convention France, Délimitation</i>	—	—	388
	28	<i>Serrano à Vander Straten Ponthoz, Rachat du péage de l'Escaut</i>	—	—	447
Mars.	21	<i>Miraflores à Diaz del Moral, Affaires de Pologne</i>	—	II	445
Mai..	20	<i>Infant Don Juan à Miraflores, Sa lettre du 31 août 1862</i>	63	IV	15
Sept.	21	<i>Traité République Argentine, Amitié</i>	64	III	367
Nov..	4	<i>Discours Isabelle, Ouverture des Cortès</i>	—	I	169
	14	<i>Isabelle à Congrès, Proposition d'un congrès européen</i>	—	—	54
	24	<i>Déclaration France, Télégraphe entre l'Espagne et l'Algérie</i>	—	II	157

1864

Janv.	18	<i>C. Collantès à Mazarredo, Conflit hispano-péruvien</i>	65	I	209
Fév..	18	<i>Rascon à la Diète Germanique, Reconnaissance des insurgés de Saint-Domingue, comme belligérants</i>	64	III	374
Mars.	20	<i>Mazarredo à Ribeyro, Conflit avec le Pérou</i>	65	I	208
Avril.	8	<i>Convention France, Surveillance des chemins de fer</i>	64	IV	184
	12	<i>Mazarredo à Ribeyro, Conflit avec le Pérou</i>	65	I	210
	12	<i>Mémorandum Mazarredo, idem</i>	—	—	248

ESPAGNE (Suite)

1864

Avril.	14	<i>Pinzon et Valle</i> , Correspondance pour les îles Chinchas.....	65	I	218
	14	<i>Pinzon à Ribeyro</i> , Occupation des îles Chinchas.....	—	—	220
	14	<i>Déclaration Pinzon à Mazarredo</i> , idem.....	—	—	221
	21	<i>Pinzon à Ribeyro</i> , idem.....	—	—	242
Mai..	5	<i>Del Prado à Herrera</i> , Motifs de l'Espagne contre le Pérou.....	—	—	292
	7	<i>Déclaration Pinzon</i> , Corps diplomatique au Pérou.....	—	—	278
	24	<i>Circulaire Pacheco</i> , Différend avec le Pérou.....	—	—	296
Juin.	3	<i>Traité Oldenbourg</i> , Extradition.....	—	III	275
	21	<i>Mazarredo à Pacheco</i> , Attaques après son départ au Pérou.....	—	I	299
	24	<i>Circulaire Pacheco</i> , Conflit avec le Pérou.....	—	—	306
Août.	22	<i>Convention de Genève</i> , Traitement des militaires blessés en campagne.....	—	III	284
Sept.	10	<i>Déclaration France, Portugal</i> , Taxe des dépêches télégraphiques.....	—	I	161
	18	<i>Circulaire aux gouverneurs de province</i> , Politique du ministère.....	64	IV	243
	21	<i>Décrets</i> , Amnistie pour délits de presse.....	—	—	241
	22	— Remise de délits de presse.....	—	—	243
Oct..	14	<i>Circulaire aux gouverneurs de province</i> , Elections aux Cortès.....	65	I	96
	18	<i>Hernandez à Tamendaro</i> , Conflit du Brésil et de l'Uruguay.....	—	II	213
	27	<i>Décret Royal</i> , Education du prince des Asturies.....	—	I	97
Nov..	2	<i>Pinzon au congrès Sud-Américain</i> , Occupation des îles Chinchas.....	—	II	146
	8	<i>Circulaire Llorente</i> , Conflit avec le Pérou.....	—	—	149
	25	<i>Lettre du Ministre de l'intérieur</i> , Application de la loi sur la presse.....	—	I	100
Déc..	22	<i>Discours Isabelle</i> , Ouverture des Cortès.....	—	—	168

1865

Janv.	7	<i>Projet de loi</i> , abandon de Saint-Domingue.....	65	III	235
	25	<i>Ultimatum Pareja au Pérou</i>	—	II	162
	25	<i>Bases d'arrangements avec le Pérou</i>	—	—	163
	27	<i>Traité Pérou, Paix</i>	—	—	168
Fév..	18	<i>Projet de loi</i> , Vente des biens du patrimoine royal.....	—	III	247
Mars.	2	<i>Déclaration Grande-Bretagne</i> , Entrée des navires dans les eaux de Gibraltar.....	—	IV	96
Juin.	18	<i>Traité France, Commerce</i>	—	III	408
	26	<i>Bermudez de Castro à Pacheco</i> , Reconnaissance du Royaume d'Italie.....	—	—	387
Juillet	28	<i>Bermudez de Castro à San-Martino de Montalbo</i> , Idem.....	—	IV	215
Août..	1	— Réponse à protestation des Deux-Siciles.....	—	—	215
	3	<i>Bermudez de Castro à Ayllon</i> (Vienne), Reconnaissance du royaume d'Italie.....	—	—	216
Sept.	20	<i>Circulaire Bermudez de Castro</i> , Idem.....	—	—	219

ÉTATS CONFÉDÉRÉS

Voir États-Unis (page xxix).

ÉTATS ROMAINS

1801

Juillet	15	<i>Concordat avec la France</i>	65	II	5
Sept..	18	<i>Bulle du Pape Pie VII</i> , ratifiant le concordat avec la France.....	—	—	61
Nov..	9	— Nouvelle circonscription des diocèses français.....	—	—	71

1802

Avril.	9	<i>Mandement Caprara</i> , Ratification du concordat avec la France...	65	II	60
	9	<i>Décret Caprara</i> , Circonscription des diocèses de France.....	—	—	71
	9	<i>Indult Caprara</i> , Réduction des fêtes.....	—	—	88

ÉTATS-ROMAINS (Suite)

1813

Janv. 25	<i>Concordat avec la France</i>	65	II	91
----------	---------------------------------------	----	----	----

1816

Août. 25	<i>Convention France</i> , Abrogation partielle du concordat de 1801... 65	II	92
----------	--	----	----

1817

Août. 25	<i>Concordat avec la France</i>	65	II	93
----------	---------------------------------------	----	----	----

1835

Août. 18	<i>Concordat avec l'Autriche</i>	65	II	97
----------	--	----	----	----

1860

Mars. 28	<i>Concordat avec Haïti</i>	63	III	5
Mai.. 11	<i>Antonelli à Gramont</i> , Évacuation de Rome.....	61	I	278
Sept.. 11	<i>Antonelli à Cavour</i> , Renvoi des troupes étrangères.....	—	—	84
18	<i>Protestation Antonelli</i> , Invasion sarde.....	—	—	85
28	<i>Allocution du Pape en consistoire secret</i>	—	—	87
Oct.. 6	<i>Antonelli à Wiseman</i> , Denier de saint Pierre en Angleterre....	—	—	92
Nov.. 4	<i>Protestation Antonelli</i> , Invasion sarde.....	—	—	93
Déc.. 17	<i>Allocution Pie IX</i> , Consistoire secret.....	—	—	211

1861

Fév.. 26	<i>Antonelli à Meglia</i> , Brochure France, Rome et Italie.....	61	II	26
Mars. 18	<i>Allocution Pie IX</i> , Consistoire secret.....	—	—	196
Avril. 15	<i>Protestation Pie IX</i> , Titre de Roi d'Italie à Victor-Emmanuel... —	—	—	362
Mai.. 1	<i>Circulaire Antonelli</i> , Contre la validité de l'aliénation des biens de mainmorte.....	—	III	125
Juillet 9	<i>Protestation Antonelli</i> , Contre l'emprunt italien.....	—	—	298
Sept.. 30	<i>Allocution du Pape</i>	—	IV	225

1862

Mars. 26	<i>Allocution Pie IX</i> , Canonisation de martyrs au Japon.....	62	III	420
Juin. 8	<i>Adresse des évêques au Pape</i>	—	—	29
9	<i>Réponse de Pie IX aux évêques</i>	—	—	40
9	<i>Allocution de Pie IX</i> , Canonisation des martyrs japonais.....	—	—	23
Àoût. 6	<i>Protestation Antonelli</i> , Anciennes provinces du Saint-Siège....	63	I	162

1863

Nov.. 20	<i>Réponse Pie IX à Napoléon</i> , Proposition d'un Congrès.....	64	I	64
Déc.. 3	<i>Pie IX à Jefferson Davis</i> , Paix en Amérique.....	—	—	174

1864

Juillet 30	<i>Bref de Pie IX aux évêques polonais</i>	64	IV	246
Oct.. 18	<i>Pie IX à Maximilien</i> , Envoi du nonce au Mexique.....	—	II	175
Déc.. 2	<i>Antonelli aux Commissaires des États confédérés d'Amérique</i>	—	III	90
8	<i>Encyclique</i>	—	II	110
19	<i>Note Meglia</i> , Affaires du clergé au Mexique.....	—	—	189

1865

Mars. 5	<i>Antonelli à Aguilar</i> , Affaires du clergé au Mexique.....	65	II	205
---------	---	----	----	-----

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

1787

Sept.. 17	<i>Constitution fédérale</i>	61	I	185
-----------	------------------------------------	----	---	-----

1820

Mars. 6	<i>Compromis du Missouri</i>	—	—	348
---------	------------------------------------	---	---	-----

ÉTATS-UNIS (Suite)

1826	
Avril. 26	<i>Traité Danemark, Commerce</i> 62 II 168
1844	
Juillet 3	<i>Traité Chine, Whangia</i> 61 I 296
1846	
Déc.. 9	<i>Buchanan à Pokenham, Blocus effectif</i> — III 440
1854	
Mai.. 30	<i>Bill de Nebraska et Kansas</i> 61 I 348
Déc.. 4	<i>Message à Pierce, Droit maritime</i> 62 — 141
1856	
Juin. 28	<i>Marcy à Sartiges, Déclaration maritime du 16 avril</i> 62 I 143
Déc.. 2	<i>Message Pierce, Droit maritime</i> — — 158
1858	
Fév.. 6	<i>Reed à Elgin. Affaires de Chine</i> 61 IV 314
Juin. 18	<i>Traité Chine</i> — II 133
Nov.. 8	— <i>Traité supplémentaire</i> — — 271
1860	
Nov.. 5	<i>Gouverneur de la Caroline du Sud, Séparation de l'Union</i> 61 I 96
Déc.. 3	<i>Message Buchanan</i> — — 217
20	<i>Acte de séparation de la Caroline du Sud</i> — — 250
20	<i>Déclaration d'indépendance de la Caroline du Sud</i> — II 67
20	<i>La Reintrie au Corps diplomatique à Mexico. Opinion des États-Unis</i> — IV 142
24	<i>Proclamation de séparation, Caroline du Sud</i> 61 I 250
30	<i>Buchanan aux Commissaires de la Caroline du Sud, Refus d'abandonner le fort Sumter</i> — II 73
1861	
Janv. 8	<i>Message, Buchanan au Congrès</i> 61 I 349
28	<i>Message Buchanan, Propositions médiatives de la Virginie</i> — I 353
Fév.. 18	<i>Discours d'inauguration Jefferson Davis</i> — IV 193
20	<i>Constitution des États confédérés</i> — II 77
28	<i>Circulaire Black, S'opposer à la reconnaissance des confédérés</i> .. 62 I 325
Mars. 3	<i>Circulaire Seward, Affaire du Mexique</i> — II 30
3	<i>Général Scott, Parti à prendre à l'égard des sessionnistes</i> 63 IV 27
4	<i>Discours Lincoln, Installation à Washington</i> 61 II 202
9	<i>Circulaire Seward, Confirmation circulaire Black 28 février</i> — — 327
22	<i>Dallas à Seward, Entrevue avec Russell</i> 62 I 369
26	<i>Seward à Sandford, Instructions à Bruxelles</i> — II 7
Avr.. 6	<i>Seward à Corwin, Instructions au Mexique</i> — I 424
9	<i>Dallas à Seward, Assurances favorables vagues de lord Russell</i> .. — — 369
10	<i>Seward à Adams, Instructions à Londres</i> — — 368
13	<i>Discours Lincoln à la délégation de la Virginie</i> 61 II 364
13	<i>Seward à Jones à Vienne, Instructions</i> 62 — 9
15	<i>Proclamation Lincoln, Appel de 75 000 hommes</i> 61 — 363
15	<i>Jones à Seward, L'Autriche ne reconnaîtra pas les rebelles</i> 62 II 9
17	<i>Proclamation gouverneur de la Virginie, Réponse à proclamation Lincoln du 15</i> 61 — 360
17	<i>Proclamation Jefferson Davis, Lettres de marques</i> — — 359
17	<i>Faulkner à Seward, Reconnaissance éventuelle du sud par la France</i> — III 127
19	<i>Déclaration, Blocus des États confédérés</i> — II 365
22	<i>Seward à Dayton, Instructions à Paris</i> 62 I 330

ÉTATS-UNIS (Suite)

1861

Août.	23	<i>Proclamation gouverneur de la Géorgie</i> , Interdiction du paiement des dettes à Washington.....	61	III	120
	23	<i>Décret Jefferson Davis</i> , Lettres de marque.....	—	—	122
	24	<i>Circulaire Seward</i> , Déclaration du 16 avril 1856 sur le droit maritime.....	—	IV	115
	24	<i>Circulaire Seward</i> , Annexe à circulaire.....	62	I	5
	27	<i>Déclaration Lincoln</i> , Blocus des ports de la Virginie et de la Caroline du Nord.....	61	II	366
	27	<i>Seward à Lyms</i> , Déclaration de blocus.....	—	III	437
	27	<i>Seward à Adams</i> , Dispositions de l'Angleterre.....	62	I	370
	27	<i>Seward à Schurz</i> , Instructions à Madrid.....	—	—	428
	29	<i>Jefferson Davis au Congrès de Montgomery</i> , Message.....	61	IV	197
	30	<i>Notification Prendergrast</i> , Blocus.....	—	III	442
Mai..	1	<i>Seward à Wood</i> , Instructions à Copenhague.....	62	II	1
	1	<i>Seward à Lyons</i> , Saisie du Peerless.....	—	—	46
	2	<i>Seward à Tassara</i> , Règles pour le blocus.....	62	III	443
	2	<i>Dallas à Seward</i> , Entente entre la France et l'Angleterre.....	62	I	370
	4	<i>Seward à Dayton</i> , Instructions à Paris.....	61	III	442
	6	<i>Seward à Clay</i> , Instructions à Saint-Petersbourg.....	62	II	439
	6	<i>Ordonnance Congrès confédéré</i> , Déclaration de l'état de guerre...	61	IV	214
	9	<i>Wright à Seward</i> , La Prusse ne reconnaîtra pas les Etats rebelles.....	62	II	3
	9	<i>Seward à Marsh</i> , Instructions à Turin.....	—	—	2
	16	<i>Seward à Pike</i> , Instructions à La Haye.....	61	II	13
	17	<i>Adams à Seward</i> , Annonce son arrivée à Londres.....	—	I	371
	21	<i>Seward à Adams</i> , Entente entre Londres et Paris.....	—	—	371
	21	<i>Adams à Seward</i> , Entrevue avec Russell.....	—	II	50
	23	<i>Dayton à Seward</i> , Première entrevue avec Thouvenel.....	62	I	340
	26	<i>Wright à Seward</i> , Dispositions à Berlin.....	—	II	4
	26	<i>Sandford à Seward</i> , Dispositions de la Belgique.....	—	—	7
	29	<i>Corwin à Seward</i> , Affaires du Mexique.....	—	I	427
	30	<i>Seward à Dayton</i> , Attitude de la France.....	—	—	344
	30	<i>Dayton à Seward</i> , Négociations sur la déclaration de Paris.....	—	—	343
Juin.	3	<i>Seward à Adams</i> , Motifs de défiance envers l'Angleterre.....	—	—	375
	6	<i>Dayton à Seward</i> , Inopportunité d'accession à la déclaration de Paris.....	—	—	346
	7	<i>Adams à Seward</i> , Changement favorable dans l'opinion anglaise.....	—	—	377
	8	<i>Seward à Lyons</i> , Prise du Winfred.....	—	—	377
	8	<i>Seward à Adams</i> , Négociation avec l'Angleterre.....	—	—	378
	8	— Prise du Winfred.....	—	—	377
	8	<i>Seward à Dayton</i> , Réponse à 30 mai.....	—	—	347
	12	<i>Dayton à Seward</i> , Déclaration de neutralité de la France.....	—	—	347
	13	<i>Perry à Seward</i> , Dispositions favorables de l'Espagne.....	—	—	430
	14	<i>Adams à Seward</i> , Dépêche du 21 mai.....	—	II	53
	17	<i>Seward à Dayton</i> , Attitude de la France et de l'Angleterre.....	62	I	348
	19	<i>Seward à Adams</i> , idem.....	—	—	382
	19	<i>Perry à Seward</i> , Neutralité de l'Espagne.....	—	—	433
	21	<i>Adams à Seward</i> , Dispositions favorables de l'Angleterre.....	—	—	386
	22	<i>Dayton à Seward</i> , Déclaration maritime de Paris.....	—	—	355
	24	<i>Seward à Corwin</i> , Affaires du Mexique.....	—	IV	144
	28	<i>Adams à Seward</i> , Blocus des ports de la Nouvelle-Grenade.....	—	I	387
	29	<i>Corwin à Seward</i> , Bonnes dispositions du Mexique à l'égard des Etats-Unis.....	—	—	428
	29	<i>Corwin à Seward</i> , Etat général du Mexique.....	—	IV	145
Juillet	1	<i>Seward à Adams</i> , Equipement des corsaires au Canada.....	—	I	387
	4	<i>Président Lincoln</i> , Message.....	61	III	356

ÉTATS-UNIS (Suite)

1861

Juillet.	6	<i>Seward à Dayton</i> , Réponse à 22 juin.....	62	I	355
	6	<i>Marsh à Seward</i> , L'Italie ne reconnaitra aucun agent confédéré..	—	II	2
	11	<i>Adams à Russell</i> , Offre de négociations sur la déclaration de Paris..	—	I	389
	11	<i>Articles supplémentaires Danemark</i> , Commerce.....	—	II	167
	11	<i>Wood à Seward</i> , Dispositions favorables du Danemark.....	—	—	2
	14	<i>Huldeman à Seward</i> , Rapports avec la Suède.....	—	—	12
	15	<i>Seward à Tassara</i> , Admission du Sumter à Cuba.....	—	I	433
	16	<i>Seward à Gerolt</i> , Réponse à déclaration de neutralité de la Prusse du 13 juin.....	—	II	5
	17	<i>Rapports diplomatiques avec la Turquie</i>	—	—	11
	20	<i>Message Jefferson Davis</i> , Congrès de Richmond.....	61	IV	219
	21	<i>Seward à Adams</i> , Fermeture des ports du Sud.....	62	I	391
	21	<i>Clay à Seward</i> , Réception à Saint-Petersbourg.....	—	—	444
	24	<i>Judd à Schleimtz</i> , Déclaration maritime de Paris.....	—	II	6
	25	<i>Dayton à Adams</i> , Négociations avec la France.....	—	I	359
	26	<i>Adams à Seward</i> , Entrevue avec Dayton.....	—	—	397
	29	<i>Seward à Adams</i> , Appel au gouvernement anglais.....	—	—	397
	29	<i>Adams à Russell</i> , Amendement Marcy.....	—	—	398
	29	<i>Corwin à Seward</i> , Conseil d'un traité financier avec le Mexique..	—	IV	146
	30	<i>Seward à Dayton</i> , Défaite du Manassa.....	—	I	359
	30	<i>Sandford à Seward</i> , La Belgique ne prend pas part aux négociations..	—	II	9
	30	<i>Seward à Corwin</i> , Affaires du Mexique.....	—	IV	145
Août.	2	<i>Dayton à Thouvenel</i> , Offre d'accession à la déclaration de Paris..	—	I	360
	3	<i>Clay à Seward</i> , idem.....	—	—	445
	6	<i>Bill</i> , Confiscation des propriétés servant à un but insurrectionnel.	61	IV	378
	13	<i>Etats confédérés</i> , Résolution sur droit maritime.....	62	I	68
	14	— <i>Mémorandum à Russell</i>	—	II	69
	15	<i>Seward à Pike</i> , Réclamation contre Sumter à Curaçao.....	—	—	17
	16	<i>Proclamation Lincoln</i> , Interdiction des relations avec les rebelles.	61	IV	118
	16	<i>Adams à Seward</i> , Conversation avec Russell.....	62	I	401
	17	<i>Seward à Adams</i> , Demande d'explications à Russell.....	—	—	401
	17	— <i>Rappel du consul anglais à Charleston</i>	—	—	405
	17	— <i>Dépêches du consul anglais saisies</i>	—	—	405
	19	<i>Dayton à Seward</i> , Crainte de rupture du blocus.....	—	—	361
	20	<i>Appleton à Seward</i> , Réception en Russie des navires rebelles.....	—	—	442
	22	<i>Dayton à Seward</i> , Demande Thouvenel.....	—	—	361
	22	<i>Seward</i> , Réponse à note autrichienne, 1 ^{er} juillet.....	—	II	11
	23	<i>Adams à Seward</i> , Projet de déclaration d'accession à la déclaration de Paris.....	—	I	405
	24	<i>Seward à Corwin</i> , Affaires du Mexique.....	—	IV	144
	25	<i>Harvey à Seward</i> , Négociation avec le Portugal.....	—	II	12
	26	<i>Dayton à Thouvenel</i> , Refus d'accepter la déclaration proposée le 20 août.....	—	I	363
	26	<i>Marsh à Ricasoli</i> , Accession à la déclaration de Paris.....	—	II	3
	27	<i>Judd à Seward</i> , idem.....	—	—	6
	31	<i>Proclamation Frémont</i> , Loi martiale dans le Missouri.....	61	IV	120
	31	<i>Adams à Seward</i> , Négociation sur la déclaration de Paris.....	62	I	406
Sept.	2	<i>Seward à Adams</i> , Amélioration de l'état de l'armée.....	—	—	406
	2	<i>Seward à Corwin</i> , Traité financier avec le Mexique.....	—	IV	146
	3	<i>Seward à Clay</i> , Relations amicales avec la Russie.....	—	I	445
	7	<i>Seward à Steckl</i> , idem.....	61	IV	147
	7	<i>Seward à Adams</i> , Déclaration maritime.....	62	I	407
	10	— <i>Embarquement à Nassau de munitions pour les insurgés</i>	—	—	415
	10	<i>Seward à Adams</i> , Connivences des autorités anglaises de la Trinité avec les rebelles.....	—	—	415

ÉTATS-UNIS (Suite)

1861

Sept.	10	<i>Seward à Dayton</i> , Déclaration maritime.....	62	I	367
	11	<i>Lincoln à Fremont</i> , Proclamation du 31 août.....	61	IV	230
	11	<i>Seward à Adams</i> , Violation des droits des États-Unis par navires sous pavillon anglais.....	62	I	416
	14	<i>Adams à Seward</i> , Réponse Russell à 17 août, Charleston.....	—	—	416
	14	<i>Seward à Fogg</i> , Restrictions contre les Juifs en Suisse.....	—	II	3
	18	<i>Seward à Schurz</i> , Conduite des autorités coloniales espagnoles à l'égard du pavillon confédéré.....	—	I	434
	20	<i>Seward à Motley</i> , Déclaration maritime.....	—	II	11
	21	<i>Circulaire Seward</i> , Bill, 6 août.....	61	IV	379
Oct..	1	<i>Lettre Welles</i> , Émission des lettres de marque.....	—	—	380
	4	<i>Seward à Lyons</i> , Transport des dépêches et passagers.....	62	II	420
	14	<i>Seward à Schurz</i> , Intervention au Mexique.....	—	III	317
	14	<i>Circulaire Seward</i> , Fortification des côtes.....	61	IV	381
	14	<i>Seward à Lyons</i> , Arrestation de deux sujets anglais.....	—	—	452
	14	<i>Cameron à Sherman</i> , Instructions.....	—	—	382
	14	<i>Seward à Lyons</i> , Réponse à 4 et 12 octobre.....	62	I	421
	16	<i>Schurz à Seward</i> , Réponse C. Collantès à 18 septembre.....	—	—	435
	17	<i>Seward à Lyons</i> , Cargaison dans un port bloqué.....	—	—	421
	18	— Confirmation de note, 14 octobre.....	—	—	422
	20	<i>Schurz à Seward</i> , Neutralité à Cuba.....	—	—	437
	21	<i>Corwin à Seward</i> , Traité financier avec Mexique.....	—	IV	149
	22	<i>Seward à Adams</i> , Interruption postale avec les insurgés.....	—	I	417
	23	— Retrait de l'exéquatur du consul anglais de Charleston.....	—	—	419
	23	<i>Seward à Adams</i> , Retrait de l'exéquatur du consul anglais de Charleston. Exposé des motifs.....	—	II	153
	24	<i>Seward à Lyons</i> , Réponse à réclamations.....	—	I	423
	29	<i>Seward à Adams</i> , Corsaires dans les ports anglais.....	—	—	419
Nov..	5	<i>Seward à Schurz</i> , Dispositions pacifiques envers l'Espagne.....	—	—	439
	11	— Dépêche du 18 septembre.....	62	I	439
	11	<i>Seward à Adams</i> , Corsaires confédérés dans les ports anglais....	—	—	424
	16	<i>Rapport Wilkes</i> , Affaire du <i>Trent</i>	—	II	96
	18	<i>États confédérés</i> , Message de Jefferson Davis.....	—	I	61
	21	<i>Adams à Russell</i> , Retrait de l'exéquatur du consul anglais à Charleston.....	—	II	156
	27	<i>Rapport commandair anglais Williams</i> , Affaire du <i>Trent</i>	—	—	99
	27	<i>Adams à Russell</i> , Retrait de l'exéquatur du consul anglais à Charleston.....	—	—	160
	29	<i>Corwin à Seward</i> , Rejet de la convention financière avec les États-Unis.....	—	IV	150
	30	<i>Seward à Adams</i> , Affaire du <i>Trent</i>	—	II	103
Déc..	3	<i>Message Abraham Lincoln</i>	—	I	69
	4	<i>Circulaire Seward</i> , Refus d'intervenir au Mexique.....	—	—	292
	26	<i>Seward à Lyons</i> , Affaire du <i>Trent</i>	—	II	33
	27	<i>Seward à Mercier</i> , Réponse à Thouvenel, affaire du <i>Trent</i>	—	—	277

1862

Janv.	9	<i>Seward à Huldemann</i> , Réponse à l'Autriche, 18 décembre; affaire du <i>Trent</i>	62	II	136
	10	<i>Seward à Mercier</i> , Réponse à note sur commerce à la Nouvelle- Orléans.....	63	I	262
	13	<i>Seward à Lyons</i> , Arrestation de sujets anglais.....	62	II	89
	14	<i>Seward à Bernstorff</i> , Affaire du <i>Trent</i>	—	—	137
	26	<i>Corwin à Seward</i> , Traité avec le Mexique.....	—	IV	150
Fév..	10	<i>Seward à Mercier</i> , Commerce français avec les ports confédérés..	63	I	263

ÉTATS-UNIS (Suite)

1862

Fév..	18	<i>Seward à Stœckl</i> , Réponse à la Russie; affaire du <i>Trent</i>	62	II	139
	22	<i>Message Jefferson Davis</i>	—	—	264
Mars.	6	<i>Message Lincoln</i> , Congrès Washington.....	—	—	273
	21	<i>Rost à Jefferson Davis</i> , Accueil en Espagne.....	63	I	384
Avril.	3	<i>Seward à Cowoyn</i> , Affaire du Mexique.....	62	IV	151
	8	<i>Traité Grande-Bretagne</i> , Suppression de la traite.....	—	III	9
Août.	16	<i>Message Lincoln</i> , Emancipation des esclaves en Colombie.....	63	I	413
Mai..	5	<i>Seward</i> , Levée partielle du blocus.....	—	IV	29
	12	<i>Adams à Russell</i> , Réponse à note du 10, enrôlements à l'étranger.....	—	—	101
	12	<i>Proclamation Lincoln</i> , Levée de blocus de certains ports.....	—	—	413
	*19	— Annulant celle de Hunter sur les esclaves de Georgie, etc.....	—	—	415
	28	<i>Seward à Adams</i> , Position des parties belligérantes.....	—	IV	30
	31	<i>Seward à Mercier</i> , Actes Butler à la Nouvelle-Orléans.....	—	I	279
Juillet	14	<i>Message Lincoln</i> , Indemnité pour l'abolition de l'esclavage.....	—	—	417
	21	<i>Butler et Reverdy Johnson</i> , Commerce de la Nouvelle-Orléans.....	—	IV	36
	22	<i>Ordonnance</i> , Emploi des nègres travailleurs.....	—	I	417
Août.	8	<i>Circulaire Seward</i> , Invitation aux agriculteurs.....	—	IV	38
	11	<i>Circulaire aux commandants militaires</i> , Service militaire.....	—	—	37
	15	<i>Message Jefferson Davis</i> , Au Congrès confédéré.....	—	I	388
Sept..	11	<i>Seward à Mercier</i> , Exportation du coton de la Nouvelle-Orléans..	—	—	286
	22	<i>Proclamation Lincoln</i> , Emancipation des esclaves.....	—	—	418
	22	<i>Circulaire Seward</i> , idem.....	—	—	421
	24	<i>Décret Butler</i> , Enregistrement des habitants de la Nouvelle-Orléans.....	63	I	286
	24	<i>Proclamation Lincoln</i> , Suppression de l' <i>habeas corpus</i>	—	—	422
	24	<i>Proclamation Butler</i> , Serment d'allégeance.....	—	IV	41
	24	<i>Meeting à Alloone</i> , Gouverneurs des Etats loyaux.....	—	—	42
Nov..	20	<i>Adams à Seward</i> , Construction de navires confédérés dans les ports anglais.....	65	IV	26
	27	<i>Adams à Seward</i> , Enrôlements de sujets britanniques aux Etats-Unis.....	—	—	32
Déc..	1	<i>Message Lincoln</i> , Au Congrès.....	63	I	423
	1	<i>Seward à Dayton</i> , Situation intérieure.....	65	III	161
	8	<i>Seward à Adams</i> , Intervention de la France dans le conflit américain.....	—	IV	34
	8	<i>Seward à Adams</i> , Réclamation au sujet des déprédations de l' <i>Alabama</i>	—	—	37
	11	<i>Adams à Seward</i> , Revirement favorable dans l'opinion en Angleterre.....	—	—	39
	13	<i>Seward à Adams</i> , Enrôlements en Angleterre.....	—	—	40
	25	<i>Adams à Seward</i> , Réponse à 8 décembre, <i>Alabama</i>	—	—	41
	29	<i>Seward à Dayton</i> , Dispositions de la France.....	65	III	162

1863

Janv.	1	<i>Adams à Seward</i> , Construction de navires confédérés en Angleterre.....	65	IV	48
	1	<i>Proclamation Lincoln</i> , Affranchissement des esclaves.....	63	I	433
	12	<i>Message Jefferson Davis</i> , Congrès confédéré.....	—	—	393
	14	— Assurances de la France à l'égard de la Nouvelle-Orléans.....	65	III	166
	19	<i>Seward à Adams</i> , Réponse à 1 ^{er} janvier.....	—	IV	58
	26	<i>Adams à Seward</i> , Craintes d'une guerre générale en Europe....	—	—	66
	29	— Affaires de l' <i>Alabama</i>	—	—	61
Fév..	5	<i>Seward à Lyons</i> , Blocus de Galveston.....	63	IV	54
	6	<i>Seward à Dayton</i> , Réponse à Drouyn de Lhuys, 9 janvier.....	—	—	45

ÉTATS-UNIS (Suite)

1863

Fév..	8	<i>Circulaire Seward</i> , Colonisation.....	63	IV	51
	10	<i>Prétendue interruption du blocus de Charleston</i>	—	—	55
	11	<i>Message</i> . Voyage Mercier à Richmond.....	—	—	5
	13	<i>Dayton à Seward</i> , Conversation avec Drouyn de Lhuys.....	65	III	168
	17	<i>Article additionnel Grande-Bretagne</i> , Suppression de la traite....	63	—	17
	20	<i>Seward à Dayton</i> , Lettres de marque.....	65	—	168
	25	<i>Acte du Congrès</i> , Autorisation de délivrer des lettres de marque..	63	IV	58
Mars.	2	— Dessins de la France sur le Texas.....	65	III	168
	9	<i>Circulaire Seward</i> , Résolutions du Congrès sur l'intervention étrangère.....	63	IV	58
	9	<i>Seward à Adams</i> , Pouvoir au Président de délivrer des lettres de marque.....	65	—	66
	13	<i>Dayton à Seward</i> , Emprunt confédéré à Francfort.....	—	III	169
	20	— Réponse à 20 février.....	—	—	170
	26	<i>Seward à Dayton</i> , Relations amicales avec la France.....	—	—	170
Avril.	4	<i>Congrès de Richmond</i> , Résolution au sujet des représailles.....	63	IV	18
	8	<i>Seward à Dayton</i> , Réponse à 20 mars.....	65	III	171
	9	<i>Dayton à Seward</i> , Conversation avec Drouyn de Lhuys.....	—	—	172
	9	<i>Adams à Dupont</i> , Recommandation de deux négociants anglais..	63	IV	110
	10	<i>Message Jefferson Davis</i> , États confédérés.....	—	—	19
	18	<i>Adams à Russell</i> , Enrôlements de sujets anglais.....	—	—	104
	22	<i>Adams aux propriétaires du See Queen</i> , Certificats.....	—	—	111
	24	<i>Dayton à Seward</i> , Laisser-passer Adams avec agents américains à Londres.....	65	III	175
	24	<i>Seward à Dayton</i> , Réponse à 9 avril.....	—	—	178
Mai..	8	— Réponse à 24 avril.....	—	—	181
	8	<i>Proclamation Lincoln</i> , Naturalisation forcée.....	63	IV	61
	11	<i>Seward à Dayton</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	309
	11	— Pologne.....	65	III	183
	23	<i>Dayton à Seward</i> , Réponse à 8 mai.....	—	—	186
	23	<i>Seward à Banks</i> , Expédition sur le Rio-Grande.....	64	I	326
	29	— Réponse à 11 mai.....	65	III	187
	29	— Admission des fonds américains à la Bourse de Paris.....	—	—	188
Juin.	6	<i>Benjamin à Mason</i> , Retrait d'exequatur du consul anglais à Richmond.....	63	IV	23
	12	<i>Seward à Dayton</i> , Réponse à 29 mai.....	65	III	189
	20	— Opinion publique en France.....	—	—	190
	26	<i>Dayton à Seward</i> , Réception Slidell par Napoléon III.....	—	—	191
Juillet	2	— Discours Roebuck au Parlement anglais.....	—	—	192
	8	<i>Seward à Dayton</i> , Rumeurs de sympathie de Napoléon III pour les confédérés.....	—	—	193
	11	<i>Seward à Dayton</i> , Mouvements politiques en France.....	—	—	194
	17	— Réponse à 2 juillet.....	—	—	194
	30	<i>Dayton à Seward</i> , Conversation Roebuck avec Napoléon III.....	—	—	196
	30	<i>Ordre Lincoln</i> , Représailles.....	63	IV	62
Août.	1	<i>Proclamation Jefferson Davis</i> , Appel sous les drapeaux.....	—	—	25
	5	<i>Dayton à Seward</i> , Conversation de Roebuck avec Napoléon III..	65	III	198
	7	<i>Lincoln à Seymour</i> , Conscription à New-York.....	—	—	63
	12	<i>Circulaire Seward</i> , Situation des belligérants.....	—	—	64
Sept.	15	<i>Proclamation Lincoln</i> , Suspension de l' <i>habeas corpus</i>	64	I	189
	21	<i>Mason à Russell</i> , Suspension de la mission confédérée à Londres..	—	—	172
	21	<i>Circulaire Seward</i> , Disposition de la loi sur les enrôlements....	—	—	190
	22	<i>Jefferson Davis à Pie IX</i> , Rétablissement de la paix.....	—	—	173
	26	<i>Seward à Dayton</i> , Affaires du Mexique.....	—	—	327
Oct..	23	— Guerre au Mexique.....	—	—	329

ÉTATS-UNIS (Suite)

1863

Déc..	7	Message Jefferson Davis au Congrès confédéré.....	64	I	175
	8	Message Lincoln au Congrès.....	—	—	191
	8	Proclamation Lincoln, Amnistie.....	—	—	206

1864

Mars.		Proclamation Jefferson Davis à l'armée.....	64	II	426
Avril.	7	Seward à Dayton, Affaires du Mexique.....	—	III	370
	21	Robinson à Ribeyro, Conflit hispano-péruvien.....	65	I	234
	22	Dayton à Seward, Idem.....	64	III	379
Mai..	2	— Réponse à 7 avril.....	—	—	380
	9	Seward à Dayton, Réponse à 22 avril.....	—	—	380
	21	— Réponse à 2 mai.....	—	—	381
	25	Circulaire Seward, Formalités pour se rendre aux États-Unis....	—	IV	250
Juin.	10	Manifeste du Congrès confédéré.....	—	III	375
	18	Proclamation Lincoln, Appel de 500 000 hommes.....	—	IV	31
Sept.	3	— Succès des armées fédérales.....	—	—	251
	8	Mac Clellan à la convention de Chicago, Acceptation de la candidature à la présidence.....	—	—	252
	8	Lincoln à la convention de Baltimore, Acceptation de la candidature à la présidence.....	—	—	254
Oct..	5	Wilson à Silva Gomez, Présence de la Florida à Bahia.....	65	I	102
	13	Rapport du commandant de la Florida, Capture de ce navire....	—	—	105
	14	Webb à Diaz-Vreira, Capture de la Florida.....	—	—	108
	16	— idem.....	—	—	114
Nov..	7	Message Jefferson Davis au Congrès confédéré.....	—	II	275
	11	Note Slidell et Mason à Drouyn de Lhuys.....	—	III	84
	17	Lettre Jefferson Davis à Sénateurs de la Georgie, Négociations pour la paix.....	—	—	85
	18	Résolutions présentées au Congrès confédéré par M. Henry.....	—	—	87
Déc..	5	Seward à Adams, Assistance de l'Angleterre aux confédérés....	—	II	247
	7	Message Lincoln, Congrès des États-Unis.....	—	—	248
	26	Seward à Barboza da Silva, Saisie de la Florida au Brésil....	—	—	264

1865

Janv.	12	Jefferson Davis à Blair, Entrevue pour la paix.....	65	II	268
	18	Lincoln à Blair, idem.....	—	—	269
	31	Lincoln à Seward, idem.....	—	—	269
Fév..		Note Seward aux commissaires de Richmond, Entrevue pour la paix.....	—	—	269
	2	Note des envoyés de Richmond à Eckert, idem.....	—	—	270
	6	Jefferson Davis, Entrevue du James River.....	—	III	92
	9	Seward à Adams, idem.....	—	II	271
	10	Compte rendu Lincoln, idem.....	—	—	271
Mars.	4	Message d'inauguration Lincoln.....	—	—	267
	18	Seward à Adams, Emprunt confédéré en Europe.....	—	IV	79
Avril.	5	Proclamation Jefferson Davis, Prise de Richmond.....	—	III	94
	9	Capitulation du général Lee.....	—	—	95
	10	Adieux du général Lee à son armée.....	—	—	99
	17	Discours Johnson, Députation de l'Illinois.....	—	—	99
	26	Burton à Del Real, Droits des étrangers en Colombie.....	—	—	374
	29	Décret, Levée des restrictions sur le commerce du Sud.....	—	—	103
Mai..	22	Hunter à Bigelow, Réponse à dépêche Drouyn de Lhuys. — Assassinat Lincoln.....	—	—	250
	22	Hunter à Adams, Adresse du Parlement anglais. — Assassinat Lincoln.....	—	—	393
	29	Proclamation Johnson, Réorganisation de la Caroline du Nord...	—	—	389

ÉTATS-UNIS (Suite)

1865

Juin. 7	<i>Adams à Russell</i> , Réponse à l'adresse du Parlement anglais à propos de l'assassinat Lincoln.....	65	III	393
Août. 10	<i>Seward à Adams</i> , Emprunt confédéré en Europe.....	—	IV	79

FRANCE

1801

Juillet 15	<i>Concordat avec le Saint-Siège</i>	65	II	5
------------	--	----	----	---

1802

Avril. 4	<i>Discours Portalis</i> , Concordat avec le Saint-Siège.....	65	II	61
8	<i>Loi</i> , Sanction du Concordat.....	—	—	71

1813

Janv. 25	<i>Concordat avec le Saint-Siège</i>	65	II	91
----------	--	----	----	----

1816

Août. 25	<i>Convention États-Romains</i> , Abrogation partielle du Concordat de 1801.....	65	II	92
----------	--	----	----	----

1817

Juillet 15	<i>Déclaration Blacas à Rome</i> , Liberté des cultes.....	65	II	95
Août. 25	<i>Concordat avec le Saint-Siège</i>	—	—	93

1827

Juillet 6	<i>Traité Grande-Bretagne, Russie</i> , Pacification de la Grèce.....	62	IV	377
-----------	---	----	----	-----

1832

Mai.. 7	<i>Traité Grande-Bretagne, Russie, Bavière</i> , Othon, roi de Grèce... ..	62	IV	402
---------	--	----	----	-----

1833

Avril. 30	<i>Article Grande-Bretagne, Russie, Bavière</i> , Addition à 7 mai 1832	62	IV	406
-----------	---	----	----	-----

1844

Sept. 4	<i>Traité Chine</i> , Amitié et commerce.....	62	IV	307
---------	---	----	----	-----

1852

Fév.. 1	<i>Traité Bavière, Grande-Bretagne, Grèce, Russie</i> , Succession en Grèce.....	62	IV	421
---------	--	----	----	-----

Avril. 28	<i>Protocole de Londres</i> , Succession danoise.....	64	I	92
-----------	---	----	---	----

Mai.. 8	— idem.....	—	—	94
---------	-------------	---	---	----

8	<i>Traité Autriche, Danemark, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Suède</i> , Succession danoise.....	—	—	94
---	--	---	---	----

Juin. 19	<i>Protocole de Londres</i> , idem.....	—	—	99
----------	---	---	---	----

1855

Mars. 26	<i>Drouyn de Lhuys à Walewski</i> , Affaires de Pologne.....	63	II	57
----------	--	----	----	----

28	<i>Walewski à Drouyn de Lhuys</i> , Réponse à 26 mars.....	—	—	58
----	--	---	---	----

Sept. 15	<i>Walewski à Persigny</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	59
----------	---	---	---	----

Oct.. 15	— idem.....	—	—	61
----------	-------------	---	---	----

1856

Juillet 12	<i>Libois à Bowring</i> , Exécution Chapdelaine en Chine.....	61	II	301
------------	---	----	----	-----

Sept.. 14	<i>Convention Grande-Bretagne</i> , Poste.....	—	IV	328
-----------	--	---	----	-----

1857

Mai.. 9	<i>Instructions du baron Gros</i> , Chine.....	61	IV	296
---------	--	----	----	-----

30	<i>Loi autorisant l'exercice des sociétés belges en France</i>	—	—	47
----	--	---	---	----

Déc.. 3	<i>Convention Belgique</i> , Poste.....	—	III	211
---------	---	---	-----	-----

FRANCE (Suite)

1858

Fév..	11	<i>Gros au premier ministre à Pékin, Affaires de Chine</i>	61	IV	299
	11	<i>Gros aux gouverneurs des Kiangs, idem</i>	—	—	301
	27	<i>Contades à Gros, Rapport sur Sou-tchou-Fou</i>	—	—	315
Mai..	11	<i>Convention Prusse, Poste</i>	—	—	168
Juin.	27	<i>Traité Chine</i>	—	II	248
	27	— Supplémentaire.....	—	—	262
	30	<i>Traité Belgique, Prusse, Télégraphe</i>	63	III	293
Nov..	24	<i>Chine, Règlements commerciaux</i>	61	II	264

1859

Juin.	30	<i>Bourboulon à Thouvenel, Affaire de Péiho</i>	61	I	395
Juillet	11	<i>Autriche, Préliminaires de Villafranca</i>	—	—	5
Août.	8	<i>Protocole des conférences de Zurich</i>	—	—	24
	24	<i>Bourqueney à Coloredo, Conférences de Zurich</i>	—	II	117
Nov..	10	<i>Traité Autriche, Paix de Zurich</i>	—	I	5
	10	<i>Traité Sardaigne, Cession de la Lombardie</i>	—	—	12
	10	<i>Protocoles, Conférences de Zurich</i>	—	—	26
	10	<i>Traité Autriche, Sardaigne, Paix de Zurich</i>	—	—	18
	21	<i>Protocoles, Conférences de Zurich</i>	—	—	27

1860

Janv.	23	<i>Traité Grande-Bretagne, Commerce</i>	61	III	5
	24	— Rapport à l'Empereur.....	—	—	12
	31	<i>Thouvenel à Moustier, Traités de Zurich</i>	—	I	361
Fév..	22	<i>Convention Grande-Bretagne, Prises en Chine</i>	—	II	278
	25	<i>Traité Grande-Bretagne, Art. additionnel à 23 janvier</i>	—	III	40
	26	<i>Thouvenel à Gramont, Gouvernement des Légations à la Sardaigne</i>	—	I	375
Mars.	13	<i>Circulaire Thouvenel, Savoie et Nice</i>	—	—	368
	24	<i>Traité Sardaigne, Cession Savoie et Nice</i>	—	—	370
Avril.	3	<i>Convention États riverains du Rhin, Pont fixe à Mayence</i>	—	II	161
	11	<i>Convention Chili, Extradition des malfaiteurs</i>	—	III	325
	14	<i>Gramont à Thouvenel, Réponse à 26 février</i>	—	I	376
	21	<i>Thouvenel à Brenier, Événements de Sicile</i>	—	—	381
Juin.	2	<i>Barrot à C. Collantès, Médiation au Mexique</i>	62	III	221
	9	<i>Traité Grande-Bretagne du 23 janvier, Circulaire du directeur des douanes</i>	61	—	42
	20	<i>Circulaire Thouvenel, Neutralité éventuelle de la Savoie</i>	—	I	372
	27	<i>Traité Grande-Bretagne, 2^e art. additionnel à 23 janvier</i>	—	III	41
Juillet	6	<i>Circulaire Thouvenel, Affaires de Syrie</i>	—	I	392
	14	<i>Brenier à Thouvenel, Négociations de Naples et Turin</i>	—	—	382
	17	<i>Thouvenel à Turgot, Circulaire du 20 juin</i>	—	—	373
	24	<i>Thouvenel à Persigny, Événements de Naples</i>	—	—	383
	29	<i>Napoléon III à Persigny, Intentions de l'Empereur</i>	—	—	98
Août.	22	<i>Thouvenel à Persigny, Contre attaque de l'Autriche par la Sardaigne</i>	—	—	440
Sept.	5	<i>Convention de Paris, Répression des troubles en Syrie</i>	—	—	180
	8	<i>Turgot au président de la Diète, Incidents de Vevey</i>	—	III	454
	9	<i>Convention Autriche, Sardaigne, Monte Lombardo</i>	—	I	161
	13	<i>Thouvenel à Talleyrand, Rappel de Turin</i>	—	—	380
	17	<i>Montebello à Thouvenel, Entrevue de Varsovie</i>	—	—	386
	24	<i>Thouvenel à Gramont, Troupes françaises à Rome</i>	—	—	379
	25	<i>Thouvenel à Montebello, Mémoire sur attaque du Piémont en Vénétie</i>	—	—	387
	29	<i>Décret, Tarif des fers britanniques</i>	—	III	45
Oct..	2	<i>Circulaire des Douanes, Décret du 29 septembre</i>	—	—	46
	6	<i>Thouvenel à Gramont, Etendue du patrimoine de St-Pierre</i>	—	I	379

FRANCE (Suite)

1860

Oct..	9	<i>Turgot au président de la Confédération Suisse, Incident de Sion</i>	61	III	458
	12	<i>Convention Grande-Bretagne, Supplément de Traité</i>	—	—	50
	25	<i>Convention Chine</i>	—	II	290
	26	<i>Gros à Thouvenel, Signature du traité avec la Chine</i>	—	I	399
	26	<i>Décret, Droits applicables au 1^{er} novembre</i>	—	III	57
	28	— <i>Surtaxes, importation des marchandises anglaises</i>	—	—	61
	28	— <i>Ports d'importation</i>	—	—	62
	29	<i>Circulaire Douanes, Promulgation de la Convention du 12</i>	—	—	62
	30	<i>2^e Convention Grande-Bretagne, Commerce</i>	—	—	85
	30	<i>Thouvenel à Tinan, Ordre de se rendre à Gaëte</i>	—	I	384
Nov.	9	<i>Discours Persigny, Banquet du lord maire</i>	—	—	100
	24	<i>Décret impérial, Extension des pouvoirs législatifs</i>	61	I	101
Déc..	1	<i>Napoléon III à François II, Lettre</i>	—	II	366
	1	<i>Dubois de Saligny à Serrano, Situation du Mexique</i>	62	III	243
	3	<i>Thouvenel à Montebello, Entrevue de Varsovie</i>	61	I	388
	10	<i>Convention Brésil, Consulaire</i>	—	II	165
	25	<i>Thouvenel à Moustier, Entrevue de Varsovie</i>	—	I	390

1861

Janv.	7	<i>Circulaire Thouvenel, Flotte française à Gaëte</i>	61	I	385
	8	<i>Napoléon III à Beaufort, Occupation de Syrie</i>	—	—	355
	18	<i>Circulaire Thouvenel, Conférence pour la Syrie</i>	—	—	394
		<i>Thouvenel à Flahault, idem</i>	—	—	414
	26	<i>Déclaration Bade, Ponts du Rhin</i>	—	I	321
Fév..	1	<i>Sénatus-consulte, Modification de l'art. 42 de la Constitution</i> ...	—	—	156
	2	<i>Traité Monaco, Cession</i>	—	—	322
	2	<i>Circulaire Douanes, Traité de commerce avec l'Angleterre, une exécution aux îles normandes</i>	—	III	96
	4	<i>Discours Napoléon III, Ouverture des chambres</i>	—	—	366
	5	<i>Exposé de la situation de l'Empire</i>	—	—	360
	13	<i>Thouvenel à Cowley, Invitation à la conférence de Syrie</i>	—	II	422
	15	<i>Circulaire Douanes, Cylindres en cuivre rouge</i>	—	III	97
	16	<i>Thouvenel à Montebello, Gouvernement du Liban</i>	62	I	219
	19	<i>Protocole de Paris, Affaires de Syrie</i>	—	II	321
	25	<i>Thouvenel à Flahault, Conférence du 19 février</i>	—	—	428
Mars.	1	<i>Thouvenel à Montebello, Affaires de Syrie</i>	—	I	220
	7	<i>Sardaigne, Convention de délimitation</i>	61	II	172
	9	<i>Traité Pérou, Commerce et navigation</i>	63	I	347
	15	<i>Convention, Prolongation de l'occupation de Syrie</i>	61	II	328
	18	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel, Assassinats à Mexico</i>	62	I	279
	26	<i>Circulaire Thouvenel, Entente pour l'organisation du Liban</i>	—	—	369
	28	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel, Affaires du Mexique</i>	—	—	220
Avril.	2	<i>Circulaire Thouvenel, Affaires de Syrie</i>	—	—	222
	4	<i>Prusse, Convention pour l'établissement du canal de la Sarre</i> ...	61	III	334
	4	<i>Circulaire Thouvenel, Affaires de Syrie</i>	62	I	228
	6	<i>Convention Russie, Propriété littéraire</i>	61	III	337
	15	<i>Thouvenel à Montebello, Affaires de Syrie</i>	62	I	230
	18	<i>Circulaire Douanes, Certificats d'origine anglais</i>	61	III	98
	28	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel, Situation au Mexique</i>	62	I	281
	29	<i>Traité Turquie, Commerce</i>	61	III	341
	29	<i>Dubois de Saligny à Serrano, Etat du Mexique</i>	62	III	286
Mai..	1	<i>Circulaire Thouvenel, Principautés-Unies</i>	—	I	251
	1	<i>Traité Belgique, Commerce</i>	—	III	161
	1	<i>Convention Belgique, Navigation</i>	—	—	196
	1	— <i>Propriété littéraire</i>	—	—	203
	1	<i>Articles additionnels Belgique, Poste</i>	—	—	211

FRANCE (Suite)

1861

Mai..	3	<i>Circulaire Douanes</i> , Tarif avec l'Angleterre des tubes de fer.....	61	I	99
	3	<i>Thouvenel à La Vallette</i> , Affaires de Syrie.....	—	II	443
	11	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Affaires d'Amérique.....	62	I	266
	13	<i>Circulaire Thouvenel</i> , Union des Principautés.....	—	—	253
	16	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Offre de l'intervention de l'Empereur pour amener un rapprochement aux États-Unis.....	—	—	270
	22	<i>Télégramme La Vallette</i> , Réunion au sujet d'un pouvoir unique dans le Liban.....	—	—	231
	25	<i>Thouvenel à Kern</i> , Sociétés commerciales suisses en France.....	61	III	299
	25	<i>La Valette à Thouvenel</i> , La Prusse ne s'oppose pas à l'indigénat au Liban.....	62	I	231
	26	<i>Thouvenel à La Valette</i> , La Russie pour l'indigénat au Liban... ..	—	—	231
	27	<i>Déclaration Belgique</i> , Art. 2 de la convention du 1 ^{er} mai.....	61	III	211
	28	<i>La Valette à Thouvenel</i> , Affaires de Syrie.....	62	I	232
	28	<i>Thouvenel à La Valette</i> , Indigénat au Liban.....	—	—	232
	29	<i>Décrets</i> , Applications à la Grande-Bretagne du traité de commerce avec la Belgique.....	61	III	102
	29	<i>Décrets</i> , Application du traité de commerce avec la Belgique... ..	—	—	216
	31	<i>La Valette à Thouvenel</i> , Affaires de Syrie.....	62	I	232
	31	<i>Circulaire des Douanes</i> , Traité avec la Belgique.....	61	III	104
	31	— idem.....	—	—	223
Juin.	1	<i>Thouvenel à La Valette</i> , Réponse à 31 mai.....	62	I	233
	4	<i>La Valette à Thouvenel</i> , Affaires du Liban.....	—	—	203
	6	<i>Thouvenel à Vienne et Madrid</i> , Affaires de Rome.....	—	—	206
	7	<i>Thouvenel à La Valette</i> , Affaires de Syrie.....	—	—	241
	8	<i>Thouvenel à Gramont</i> , Affaires de Rome.....	—	—	201
	8	<i>La Valette à Thouvenel</i> , Affaires de Syrie.....	—	—	242
	9	<i>Déclaration</i> , Neutralité dans la guerre des États-Unis.....	61	III	133
	11	<i>Thouvenel à Gorse</i> , Faux bruits de cession de l'île de Sardaigne à la France.....	62	I	189
	12	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel</i> , Affaires du Mexique.....	—	—	281
	15	<i>Thouvenel à Rayneval</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie....	61	III	135
	18	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Partie de la neutralité de la France... ..	62	I	272
	18	<i>Circulaire Thouvenel</i> , Reconnaissance du Royaume d'Italie.....	—	—	185
	18	<i>Mon à Collantès</i> , Affaires de Rome.....	—	II	349
	20	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Entrevue avec le délégué des confédérés... ..	—	I	272
	22	<i>Traité Hanovre et autres puissances</i> , Abolition du droit de stade.	61	IV	18
	22	<i>Gramont à Thouvenel</i> , Effet produit à Rome par la reconnaissance par la France du royaume d'Italie.....	62	I	209
	26	<i>Thouvenel à Rayneval</i> , Bruits de cession de l'île de Sardaigne... ..	—	—	189
	29	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel</i> , Exactions au Mexique.....	—	—	282
Juillet	1	<i>Convention Grande-Bretagne</i> , Immigration des travailleurs indiens dans les colonies françaises.....	61	IV	39
	1	<i>Lettre Napoléon III</i> , Convention du 1 ^{er} avec la Grande-Bretagne ..	—	—	46
	1	<i>Thouvenel</i> , Circulaire sur les affaires du Liban.....	62	I	248
	2	<i>Convention additionnelle Grande-Bretagne</i> , Poste.....	61	IV	325
	3	<i>Articles additionnels</i> , Hanovre, Poste.....	—	—	167
	4	<i>Circulaire Thouvenel</i> , Sur la reconnaissance du royaume d'Italie.	62	I	190
	4	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Projet de formation des ports du Sud des États-Unis.....	—	II	68
	5	<i>Négociations Grande-Bretagne</i> , Accession des États-Unis aux articles 2, 3, 4 de la déclaration de Paris.....	—	—	153
	5	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel</i> , Affaires du Mexique.....	—	I	283
	6	<i>Thouvenel à Cadore</i> , Attitude du clergé français.....	—	—	210
	12	<i>Napoléon III à Victor-Emmanuel</i> , Lettre.....	—	II	275
	13	<i>Cadore à Thouvenel</i> , Réponse à 6 juillet.....	—	I	211

FRANCE (Suite)

1861

Juillet	22	<i>Thouvenel à Rayneval</i> , Rigueurs dans l'Italie méridionale.....	62	I	191
	25	<i>Rayneval à Thouvenel</i> , Réponse à précédente.....	—	—	191
	27	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel</i> , Suspension du paiement de la dette au Mexique.....	—	—	283
Août.	4	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel</i> , Manœuvres contre les Français au Mexique.....	—	—	284
	5	<i>Décret</i> , Sociétés commerciales espagnoles en France.....	61	IV	47
	20	<i>Thouvenel à Dayton</i> , Déclaration maritime de Paris.....	62	I	363
	26	<i>Thouvenel à Massignac</i> , Incidents de Ville-la-Grand.....	61	IV	383
	29	<i>Thouvenel à Flahault</i> , Principautés-Unies.....	62	I	255
Sept.	6	<i>Thouvenel à Saligny</i> , Ordre de quitter le Mexique.....	—	—	284
	9	<i>Décret</i> , Importation des fils de laine et de coton.....	61	IV	48
	9	<i>Thouvenel à Flahault</i> , Instructions à Saligny au Mexique.....	62	I	286
	9	<i>Thouvenel à Dayton</i> , Déclaration maritime.....	—	—	366
	10	<i>Circulaire Rouher</i> aux chambres de commerce.....	61	IV	121
	19	<i>Thouvenel à Flahault</i> , Principautés-Unies.....	62	I	258
	24	<i>Déclaration mise en vigueur</i> , Traité Turquie au 13 mars 1862....	61	IV	49
	25	<i>Rotrou à Soulange Bodin</i> , Situation des Abruzzes.....	62	I	194
	26	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel</i> , Attentats contre les Français au Mexique.....	—	—	287
Oct..	1	<i>Décret</i> , Importation fils de laine et de coton.....	61	IV	185
	i	<i>Soulange Bodin à Thouvenel</i> , Provinces napolitaines.....	62	I	193
	12	— Brigandage dans les Pouilles.....	—	—	196
	16	<i>Saligny à Thouvenel</i> , L'état du Mexique empire.....	62	I	289
	18	<i>Thouvenel à Dayton</i> , Droit maritime.....	—	—	368
	26	<i>Soulange Bodin à Thouvenel</i> , Brigandage napolitain.....	—	—	197
	30	<i>Thouvenel à Saligny</i> , Envoi d'une division navale au Mexique....	—	—	289
	31	<i>Convention Espagne, Grande-Bretagne</i> , Expédition au Mexique....	—	—	290
Nov..	7	<i>Décret</i> , Exécution de la convention de poste du 2 juillet avec l'Angleterre.....	61	IV	326
	8	<i>Thouvenel à Kern</i> , Occupation de la vallée des Dappes.....	62	I	54
	9	<i>Soulange Bodin à Thouvenel</i> , Tranquillité à Naples.....	—	—	197
	11	<i>Saligny à Zamacona</i> , Communication de l'Espagne au Mexique..	62	III	121
	11	<i>Thouvenel à Jurien de la Gravière</i> , Instructions au Mexique....	—	I	295
	11	— Griefs de la France au Mexique.....	—	—	298
	12	<i>Lettre de Napoléon III au ministre d'État</i> , Cessation des crédits supplémentaires.....	61	IV	385
	15	<i>Saligny à Thouvenel</i> , Notification des conditions de la France au Mexique.....	62	I	304
	18	<i>Saligny à Zamacona</i> , Demande de réponse à note du 11.....	—	III	330
	21	— Réfutation de ses arguments.....	—	—	333
	22	<i>Saligny à Serrano</i> , Ses négociations avec Zamacona.....	—	—	327
	22	— Situation au Mexique.....	—	—	336
	24	— Marche des troupes mexicaines.....	—	—	342
	25	<i>Convention Tour et Taxis</i> , Poste.....	63	I	17
	26	<i>Thouvenel à Benedetti</i> , Négociations italiennes avec Rome.....	62	—	192
	28	<i>Saligny à Thouvenel</i> , Nouvelle contribution extraordinaire du gouvernement mexicain.....	—	—	305
	29	<i>Saligny à Serrano</i> , Désarroi du gouvernement mexicain.....	—	III	343
Déc..	1	<i>Convention Suisse</i> , Télégraphes.....	64	II	153
	3	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Affaire du Trent.....	62	I	273
	4	<i>Thouvenel à Flahault</i> , Envoi note du 3 décembre.....	—	—	275
	6	<i>Flahault à Thouvenel</i> , Réponse Russell à 4 décembre.....	—	—	276
	10	<i>Circulaire Thouvenel</i> , Union des Principautés.....	—	—	265
	11	<i>Moustier à Thouvenel</i> , Adhésion de l'internonce, idem.....	—	—	263
	11	<i>Moustier à Aali-Pacha</i> , Assentiment au Firman, idem.....	—	—	263

FRANCE (Suite)

1861

Déc..	11	<i>Moustier à Aali pacha</i> , Cas d'infraction aux conventions, idem...	62	I	264
	11	<i>Soulange Bodin à Thouvenel</i> , Capture de Borgès.....	—	—	198
	20	<i>Moustier à Tillos</i> , Maintien des capitulations par les Principautés-Unies.....	—	II	276
	22	<i>Saligny à Serrano</i> , Son arrivée à la Vera-Cruz.....	—	III	355
	27	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Réponse à 3 décembre.....	—	I	276
	28	<i>Saligny à Thouvenel</i> , Liquidation au Mexique.....	—	—	280
	28	<i>Thouvenel à Turgot</i> , Violation de la vallée des Dappes.....	—	II	250

1862

Janv.	7	<i>Convention Espagne</i> , Consulaire.....	63	I	30
	9	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Affaires du Trent.....	62	I	278
	10	<i>Soulange Bodin à Thouvenel</i> , Situation des provinces napolitaines.....	—	—	200
	10	<i>Mercier à Seward</i> , Commerce à la Nouvelle-Orléans.....	63	I	261
	11	<i>Flahault à Thouvenel</i> , Mise en liberté Slidell et Mason.....	62	—	273
	11	<i>Thouvenel à La Valette</i> , Vues sur les affaires de Rome.....	—	—	21
	17	<i>Barrot à C. Collantès</i> , Augmentation du corps expéditionnaire français au Mexique.....	—	III	346
	18	<i>Thouvenel à Mon</i> , Affaires de Rome.....	—	—	347
	18	<i>La Valette à Thouvenel</i> , idem.....	—	I	213
	24	<i>Napoléon III à Prim</i> , Intervention au Mexique.....	—	III	446
	27	<i>Discours Empereur</i> , Ouverture des Chambres.....	—	I	161
	28	<i>Exposé de la situation de l'Empire</i>	—	—	164
	31	<i>Thouvenel à Moustier</i> , Coupole du St-Sépulcre.....	—	III	74
Fév..	11	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Assurances de la France sur la reconnaissance du Sud des États-Unis.....	—	I	361
	15	<i>Convention Espagne</i> , Règlement de la dette espagnole.....	—	—	43
	15	— Sequestres machines de 1823 et 1824.....	—	—	44
	18	<i>Turgot au président de la Confédération suisse</i> , Affaire de Ville-la-Grand.....	—	II	259
	19	<i>Convention de la Soledad au Mexique</i>	—	—	188
	26	<i>Barrot à Thouvenel</i> , Désapprobation de l'Espagne de la marche au Mexique.....	—	I	316
	27	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Espoir d'une solution pacifique aux États-Unis.....	—	—	263
Fév..	28	<i>Thouvenel à Saligny</i> , Ultimatum au Mexique.....	63	I	304
Mars.	4	<i>Convention Belgique</i> , Chemin de fer Charleville à Moréas.....	62	III	5
	6	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Tentative d'une solution amiable du conflit américain.....	63	I	264
	7	<i>Thouvenel à Flahault</i> , Approbation de l'Ultimatum Saligny du 12 janvier au Mexique.....	—	—	306
	11	<i>Flahault à Thouvenel</i> , Réponse à 7 mars.....	—	—	311
	12	<i>Thouvenel à Flahault</i> , Réclamation au Mexique.....	—	—	312
	14	<i>Thouvenel à Saligny</i> , Ultimatum du 12 janvier au Mexique.....	—	—	313
	20	<i>Jurien de la Gravière à Prim</i> , Conduite des commissaires français au Mexique.....	62	III	414
	23	<i>Barrot à Thouvenel</i> , Opinion de l'Espagne sur la convention de la Soledad.....	63	I	318
	24	<i>Jurien de la Gravière à Prim et à Wyke</i> , Motifs de sa conduite au Mexique.....	62	IV	110
	26	<i>Jurien de la Gravière à Doblado</i> , Mouvement des troupes françaises au Mexique... ..	—	—	113
	28	<i>Thouvenel à Moustier</i> , Coupole du Saint-Sépulcre.....	63	III	75
	28	<i>Flahault à Thouvenel</i> , Désapprobation Russell au sujet du Mexique.....	—	I	315
	29	<i>Jurien de la Gravière à Wyke</i> , Mouvement des troupes françaises au Mexique.....	62	IV	114

FRANCE (Suite)

1862

Mars.	31	<i>Jurien de la Gravière à Wyke</i> , Attend le courrier d'Europe par le Mexique.....	62	IV	119
	31	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Réponse à 6 mars.....	63	I	266
	31	<i>Thouvenel à Saligny</i> , Désapprouve la convention de la Soledad....	—	—	315
Avril.	1	<i>Thouvenel à Barrot</i> , Réponse à 23 mars.....	—	—	319
	2	<i>Note Moniteur</i> , Désapprouve convention de la Soledad.....	62	IV	106
	3	<i>Jurien de la Gravière à Wyke</i> , Réponse à 1 ^{er} avril, Mexique.....	—	—	120
	3	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Commerce français avec la Nouvelle-Orléans.	63	I	267
	9	<i>Moustier à Thouvenel</i> , Coupole du Saint-Sépulcre.....	—	III	76
	10	<i>Bourboulon à Thouvenel</i> , Chrétiens en Chine.....	—	—	82
	12	<i>Thouvenel à Saligny</i> , Refus de nouvelles conférences pour le Mexique.	—	I	320
	13	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Son voyage à Richmond.....	—	—	269
	14	<i>Traité d'Espagne</i> , Délimitation.....	—	—	46
	15	<i>Thouvenel à Barrot</i> , Étonnement de l'approbation C. Collantès, à Prim.....	—	—	321
	20	<i>Jurien de la Gravière aux commissaires alliés au Mexique</i> , Blocus de Tampico.....	62	IV	134
	25	<i>Thouvenel à Moustier</i> , Réponse à 9 avril.....	63	III	76
	26	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Voyage à Richmond.....	—	I	271
	30	<i>Convention Grande-Bretagne</i> , Compagnies commerciales.....	—	—	54
Mai..	6	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Communications commerciales avec la Nouvelle-Orléans.....	—	—	273
	7	<i>Convention d'Italie</i> , Chemin de fer.....	—	—	55
	12	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Réouverture des ports américains par les fédéraux.....	—	—	277
	15	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Réponse à 26 avril.....	—	—	273
	16	<i>Thouvenel à Moustier</i> , Coupole du Saint-Sépulcre.....	—	III	77
	20	<i>Napoléon III à Thouvenel</i> , Politique de conciliation entre Rome et l'Italie.....	—	I	185
	23	<i>Thouvenel à Moustier</i> , Coupole du Saint-Sépulcre.....	—	III	77
	27	<i>Moustier à Thouvenel</i> , id.....	—	—	79
	31	<i>Thouvenel à La Valette</i> , Politique avec Rome.....	—	I	188
	31	<i>Thouvenel à Saligny</i> , Approbation de l'attitude des commissaires français vis-à-vis le peuple mexicain.....	—	—	322
Juin..	3	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Butler à la Nouvelle-Orléans.....	—	I	278
	5	<i>Thouvenel à Fournier</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie par la Russie.....	—	—	219
	9	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Démarches Seward contre qualité de belligérants au Sud des États-Unis.....	—	—	281
	10	<i>Thouvenel à Barrot</i> , Désaccord avec l'Espagne au Mexique.....	—	II	20
	11	<i>Thouvenel à Benedetti</i> , Reconnaissance par la Russie du royaume d'Italie.....	—	I	120
	12	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Offrant bons offices aux États-Unis.....	—	—	278
	13	<i>Convention d'Italie</i> , Navigation.....	—	III	18
	16	<i>Tastu à Thouvenel</i> , Conflit en Serbie avec les Turcs.....	—	I	234
	19	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Mémoire Seward, 31 mai, commerce Nouvelle-Orléans.....	—	—	280
	20	<i>Thouvenel à Moustier</i> , Coupole du Saint-Sépulcre.....	—	III	79
	21	<i>Tastu à Thouvenel</i> , Bombardement de Belgrade.....	—	I	235
	23	<i>Saligny à Thouvenel</i> , Protestation des Français à Mexico.....	—	I	330
	24	<i>La Valette à Thouvenel</i> , Réponse à 31 mai.....	—	—	191
	26	<i>Séance Corps législatif</i> , Discours Billault sur le Mexique.....	62	IV	163
	26	<i>Thouvenel à Benedetti</i> , Reconnaissance de l'Italie par la Russie....	63	I	222
	27	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Exportation du coton des États-Unis.....	—	—	281
	29	<i>Convention d'Italie</i> , Propriété littéraire.....	—	—	70
	30	<i>Napoléon III à Lorencez</i> , Mexique.....	—	II	72

FRANCE (Suite)

1862

Juillet	1	<i>Thouvenel à Tastsu</i> , Événements de Belgrade.....	63	I	236
	1	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Réponse à 12 Juin.....	—	—	282
	3	<i>Napoléon III à Forey</i> , Politique de la France au Mexique.....	—	—	328
	8	<i>Thouvenel à Massignac</i> , Reconnaissance de l'Italie par la Russie..	—	—	222
	8	<i>Moustier à Aali Pacha</i> , Réunion d'une conférence pour les affaires de Serbie.....	—	—	226
	8	<i>Thouvenel à Saligny</i> , Pleins pouvoirs Forey au Mexique.....	—	—	328
	15	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Possibilité du rétablissement de la paix aux Etats-Unis.....	—	—	264
		<i>Thouvenel à Mercier</i> , Réclamation à la Nouvelle-Orléans.....	—	—	282
		<i>Saligny à Thouvenel</i> , Attentat contre un Français au Mexique....	—	—	331
		<i>Circulaire Thouvenel</i> , Affaires de Serbie.....	—	—	237
		<i>Thouvenel à Mercier</i> , Conséquences de la durée indéfinie de la guerre aux États-Unis.....	—	—	439
	24	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Actes irréguliers de Butler à la Nouvelle- Orléans.....	—	I	264
	26	<i>Convention Italie</i> , Consulaire.....	—	—	87
	26	<i>Thouvenel à Massignac</i> , Garibaldi en Sicile.....	—	—	223
Août.	2	<i>Traité Prusse Zollverein</i> , Commerce.....	62	IV	308
	2	— Service des chemins de fer.....	—	—	346
	2	— Propriété littéraire.....	—	—	356
	2	— Navigation.....	—	—	350
	2	— Protocole particulier de signature.....	63	I	105
	6	<i>Moustier à Thouvenel</i> , Projet d'arrangement anglais entre la Tur- quie et la Serbie.....	—	—	240
	9	<i>Convention Paraguay</i> , Amitié.....	—	—	156
	10	<i>Moustier</i> , Exposé à la conférence sur les affaires de Serbie.....	—	—	242
	11	<i>Thouvenel à Massignac</i> , Attitude à prendre contre l'entreprise de Garibaldi.....	—	—	225
	12	<i>Moustier à Thouvenel</i> , Envoi de 8 août.....	—	—	241
	12	<i>Mejan à Butler</i> , Nouvelle-Orléans, Désarmement.....	—	IV	39
	14	<i>Discours Napoléon III</i> , Audience de réception du marquis de la Havane.....	—	II	28
	20	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel</i> , Affaires du Mexique.....	—	I	332
	22	<i>Thouvenel à Gramont</i> , Coupole du Saint-Sépulcre.....	—	III	81
	24	<i>Kleczkowski à Thouvenel</i> , Affaires de Chine.....	—	—	88
	27	<i>Moustier à Thouvenel</i> , Coupole du Saint-Sépulcre.....	—	—	80
	30	<i>Ordre du jour du général Forey</i> , Arrivée à la Martinique.....	—	II	73
Sept.	5	<i>Protocole Russie Turquie</i> , Coupole du Saint-Sépulcre.....	—	III	80
	9	<i>Moustier à Thouvenel</i> , Affaires de Serbie.....	—	I	244
	12	<i>Traité Madagascar</i> , Commerce.....	—	III	319
	15	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Exportation du coton de la Nouvelle- Orléans.....	—	I	285
	18	<i>Circulaire Thouvenel</i> , Affaires de Serbie.....	—	—	251
	18	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Quelles dispositions pacifiques aux États- Unis?.....	—	—	285
	19	<i>Thouvenel à Moustier</i> , Affaires de Serbie.....	—	—	253
	24	<i>Proclamation Forey</i> , Arrivée à la Vera Cruz.....	—	II	74
	24	<i>Ordre général Forey</i> , idem.....	—	—	75
Oct.	2	<i>Saligny à Thouvenel</i> , Situation des résidents français à Mexico...	—	I	332
	6	— Idem.....	—	—	333
	7	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Décret Butler à la Nouvelle-Orléans.....	—	I	286
	8	<i>Saligny à Thouvenel</i> , Emprisonnement de résidents français à Mexico.....	—	—	333
	10	— Violences commises à Mexico.....	—	—	334
	14	<i>Thouvenel à Flahault</i> , Vues de la France au Mexique.....	—	—	296

FRANCE (Suite)

1862

Oct.	15	<i>Thouvenel à Barrot</i> , Affaires du Mexique.....	63	I	299
	18	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Politique de conciliation dans la question romaine.....	—	—	196
	21	<i>Barrot à Thouvenel</i> , Opinion de l'Espagne sur convention au Mexique.....	—	—	300
	22	<i>Proclamation Forey</i> , Entrée à Cordova.....	—	II	76
	26	<i>Drouyn de Lhuys à Massignac</i> , Affaires d'Italie.....	—	I	226
	29	<i>Drouyn de Lhuys à La Havane</i> , Mexique.....	—	—	338
	30	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys à Londres et à Saint-Petersbourg</i> , Demande d'offrir les bons offices collectifs aux États-Unis.....	—	—	288
	31	<i>Drouyn de Lhuys à Lallemand</i> , Question romaine.....	—	—	197
Nov..	3	<i>Proclamation Forey au peuple mexicain</i>	—	II	76
	6	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , Circulaire du 30 octobre.....	—	I	287
	6	<i>Barrot à Thouvenel</i> , Marche sur Mexico.....	—	—	30
	10	<i>Mercier à Drouyn de Lhuys</i> , Elections aux États-Unis.....	—	I	294
	13	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , Note du 30 octobre.....	—	—	290
	15	— Restrictions au commerce par le gouvernement des États-Unis.....	—	III	90
	18	— Note du 30 octobre.....	—	I	292
	18	<i>Mercier à Drouyn de Lhuys</i> , Médiation aux États-Unis.....	—	—	294
	20	<i>Drouyn de Lhuys à Cowley</i> , Affaires de Grèce.....	—	III	381
	21	<i>Mercier à Drouyn de Lhuys</i> , Exportation du coton aux États-Unis.....	—	I	294
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Cadore</i> , Occupation de Rome.....	—	—	201
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Dayton</i> , Bons offices de la France dans le conflit américain.....	—	—	236
	27	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , Note du 23 novembre.....	—	—	292
Déc..	1	<i>Drouyn de Lhuys au marquis de la Havane</i> , Affaires du Mexique.....	—	—	340
	4	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Politique de la France dans les affaires de Grèce.....	—	—	253
	8	<i>Traité Suisse</i> , Vallée des Dappes.....	—	—	372
	10	<i>Sartiges à Drouyn de Lhuys</i> , Nouveau cabinet italien.....	—	—	231
	11	<i>Drouyn de Lhuys</i> , Exportation du coton des États-Unis.....	—	—	295
	12	<i>La Tour d'Auvergne à Drouyn de Lhuys</i> , Entrevue avec Antonelli.....	—	—	205
	13	<i>Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne</i> , Note du 31 octobre.....	—	—	206
	16	<i>La Tour d'Auvergne à Drouyn de Lhuys</i> , Bonnes dispositions du saint Père.....	—	—	207
	16	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges</i> , Attitude du cabinet Farini.....	—	—	233
	16	<i>La Tour d'Auvergne à Drouyn de Lhuys</i> , Mesures administratives du gouvernement pontifical.....	—	—	210
	19	<i>Barrot à C. Collantiès</i> , Sur son discours aux Cortès relatif aux Mexique.....	—	II	33
	20	<i>La Tour d'Auvergne à Drouyn de Lhuys</i> , Réformes du saint Père.....	—	I	211
	20	<i>Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne</i> , Offre par l'Angleterre de Malte au Pape.....	—	—	211
	20	— Départ prétendu d'aventuriers pour les États napolitains.....	—	—	212
	21	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Accord entre les trois puissances protectrices de la Grèce.....	—	—	259
	22	<i>Drouyn de Lhuys à Barrot</i> , Affaires du Mexique.....	—	—	325
	23	<i>Sartiges à Drouyn de Lhuys</i> , Attitude expectante du nouveau ministère italien dans la question romaine.....	—	—	231
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Barrot</i> , Note du 19 décembre.....	—	—	341
	27	<i>Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne</i> , Dispositions de Rome à faire des réformes.....	—	—	213
	27	<i>La Tour d'Auvergne à Drouyn de Lhuys</i> , Réponse à 20 décembre..	—	—	216

FRANCE (Suite)

1862

Déc..	27	<i>La Tour d'Auvergne à Drouyn de Lhuys</i> , Offre de Malte à la disposition du Pape.....	63	I	218
-------	----	--	----	---	-----

1863

Janv.	1	<i>Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne</i> , Brigandage à Naples...	63	I	214
	3	— Idem.....	—	—	217
	6	<i>Barrot à C. Collantès</i> , Réponse à 3 janvier, discours aux Cortès..	—	II	36
	9	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , Mode pour la pacification des États-Unis.....	—	I	439
	12	<i>Discours Napoléon III</i> , Ouverture des chambres.....	—	—	165
	15	<i>Exposé de la situation de l'Empire</i>	—	—	168
	17	<i>Traité Italie</i> , Commerce.....	—	III	23
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , Affaires d'Amérique.....	—	IV	276
Fév..	1	<i>Déclaration Pays-Bas</i> , Télégrammes avec le Luxembourg.....	64	III	148
	1	— Droit d'entrée des alcools.....	—	—	149
	13	<i>Drouyn de Lhuys à Gros</i> , Madagascar.....	63	IV	297
	15	<i>Proclamation Forey</i> aux Mexicains.....	—	II	80
	17	<i>Drouyn de Lhuys à Talleyrand</i> , Convention prusso-russe pour la Pologne.....	—	—	64
	17	<i>Ordre du jour Forey</i> , Départ pour Puebla.....	—	III	93
	18	<i>Drouyn de Lhuys à Montebello</i> , Événements de Pologne.....	—	II	66
	19	<i>Drouyn de Lhuys à Gramont</i> , Attitude de l'Autriche, id.....	—	—	68
	21	— Entente commune vis-à-vis de la Prusse, idem.....	—	—	68
	26	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , États-Unis.....	—	IV	277
	27	<i>Convention Espagne</i> , Délimitation.....	—	—	368
Mars.	1	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Affaires de Pologne.....	—	II	71
	4	<i>Drouyn de Lhuys à Gros</i> , Idem.....	—	IV	189
	7	— Idem.....	—	—	190
	9	<i>Drouyn de Lhuys à Montebello</i> , Idem.....	—	—	191
	16	— Idem.....	—	—	191
	21	<i>Lettre Napoléon III à Billault</i>	—	II	444
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Gabriac à Munich</i> , Zollverein.....	—	IV	292
	24	<i>Drouyn de Lhuys à Gros</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	192
	24	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Idem.....	—	—	194
Avril.	3	<i>Mercier à Drouyn de Lhuys</i> , Seward sur le Mexique.....	—	—	278
	7	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	198
	8	<i>Drouyn de Lhuys à Gramont</i> , Idem.....	—	—	194
	9	<i>Drouyn de Lhuys à Montebello</i> , Projet de dépêche communiqué à Russell à propos de la Pologne.....	—	II	453
	10	— Affaires de Pologne.....	—	IV	195
	11	<i>Déclaration Belgique</i> , Taxe télégraphique.....	64	III	354
	16	<i>Drouyn de Lhuys à Montebello</i> , Affaires de Pologne.....	63	IV	196
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , Envois d'armes à Matamoros.....	—	—	27
	23	<i>Mercier à Drouyn de Lhuys</i> , Acquisition de cotons.....	—	—	281
Mai..	4	<i>Bourée au président de l'assemblée nationale de Grèce</i> , Actes de désordre.....	—	III	400
	4	<i>Drouyn de Lhuys à Gros et Gramont</i> , Affaires de Pologne.....	—	IV	199
	5	<i>Mercier à Drouyn de Lhuys</i> , Droit des neutres dans l'acquisition du coton.....	—	—	281
	8	— Note Adams du 9 avril.....	—	—	284
	9	<i>Convention Bavière</i> , Poste.....	—	—	397
	12	<i>Convention additionnelle Belgique</i> , Commerce.....	—	III	335
	14	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , Achats de cotons par les neutres...	—	IV	282
	19	<i>Drouyn de Lhuys à Talleyrand</i> , Zollverein.....	—	—	294
	29	<i>Drouyn de Lhuys à Gros</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	201

FRANCE (Suite)

1863

Juin.	1	<i>Drouyn de Lhuys à Napoléon III, Juridiction consulaire dans les Echelles du Levant</i>	63	IV	298
	4	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier, Réponse à 8 mai</i>	—	—	284
	8	<i>Drouyn de Lhuys à Reculot, Zollverein</i>	—	—	296
	12	<i>Napoléon III à Forey, Après prise de Puebla</i>	—	III	94
	12	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys, Nouvelle Dynastie en Grèce</i>	—	IV	271
	16	— Union des îles Ioniennes à la Grèce.....	—	—	272
	17	<i>Drouyn de Lhuys à Montebello, Réponse à Gortchakoff, Pologne</i> ...	—	—	202
	20	<i>Drouyn de Lhuys à Gros et Gramont, Pologne</i>	—	—	211
	29	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys, Idem</i>	—	—	210
Juillet	1	<i>Convention Belgique, Chemin de fer Lille à Tournay</i>	64	III	363
	2	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier, Commerce des neutres</i>	63	IV	285
	7	<i>Arrangement Uruguay, Convention du 8 avril 1856</i>	—	—	159
	8	<i>Flahault à Russell, Infraction au traité de Portendik</i>	—	III	92
	12	<i>Sartiges à Visconti Venosta, Affaires des brigands de l'Aunis</i> ...	64	I	387
	13	<i>Convention de Londres, Accession du prince Georges au trône de Grèce</i>	63	III	425
	20	<i>Drouyn de Lhuys à Gros, Réponse identique à la Russie</i>	—	IV	227
Août.	3	<i>Drouyn de Lhuys à Gramont, Affaires de Pologne</i>	—	—	228
	3	<i>Drouyn de Lhuys à Montebello, Idem</i>	—	—	228
	14	<i>Drouyn de Lhuys à Bazaine, Approbation du vote de l'assemblée des notables de Mexico</i>	—	—	287
	17	— Affaires du Mexique.....	—	—	288
	31	<i>Déclaration Luxembourg, Taxe des télégrammes</i>	64	III	366
Sept.	13	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier, Conversation avec Dayton</i>	63	IV	285
	20	<i>Drouyn de Lhuys à Cadore, Affaires de Pologne</i>	—	—	269
	29	<i>Note Bourée, Correspondance du roi Othon</i>	64	—	346
Oct.	15	<i>Drouyn de Lhuys à Dayton, Armements confédérés</i>	—	II	428
	15	<i>Drouyn de Lhuys à Bazaine, Indemnité de guerre du Mexique</i> ...	63	IV	291
	22	<i>Drouyn de Lhuys à Adams, Construction de navires confédérés</i> ...	64	II	430
Nov.	4	<i>Lettre Napoléon III, Invitation à un congrès</i>	63	IV	188
	5	<i>Exposé de la situation de l'Empire</i>	—	—	166
	5	<i>Discours Napoléon III, Ouverture des Chambres</i>	—	—	161
	17	<i>Drouyn de Lhuys à Montholon, Commerce avec le Mexique</i>	65	III	72
	23	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys, Mort de Ferdinand VII, roi de Danemark</i>	—	II	333
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Cadore, Réponse à Russell, Congrès</i>	64	I	46
	24	<i>Moustier à Drouyn de Lhuys, Communication au sultan de la proposition d'un congrès</i>	—	—	76
Déc.	5	<i>Décret, Fonction de Consul-Juge à Alexandrie</i>	—	IV	22
	8	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys, Congrès restreint</i>	—	I	79
	9	<i>Drouyn de Lhuys à Fleury, Mission extraordinaire à Copenhague</i> ...	65	II	334
	10	<i>Napoléon III à Augustenbourg, Duchés Slesvig-Holstein</i>	64	I	135
	21	<i>Réponse Napoléon à l'adresse du Sénat</i>	—	—	81
	24	<i>Déclaration Espagne, Télégraphe entre l'Espagne et l'Algérie</i>	—	II	157

1864

Janv.	4	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys, Conflit dano-allemand</i>	64	I	305
	13	<i>Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne, Proposition anglaise de médiation au Danemark</i>	65	II	336
	14	— Propositions anglaises de représentations à la Diète sur l'envahissement du Slesvig...	—	—	335
	15	<i>Arrangements Pérou, Droits sur le guano</i>	—	IV	94
	16	<i>Général Neigre, commandant de Mexico, à l'archevêque de la Bastida</i>	64	III	303

FRANCE (Suite)

1864

Janv.	18	<i>Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne</i> , Contre projet de médiation dans le conflit dano-allemand.....	64 II	66
Fév..	5	<i>Chasseloup-Laubat aux Préfets maritimes</i> , Règles à l'égard des vaisseaux belligérants de l'Amérique du Nord.....	— —	430
	12	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Attitude de l'Autriche et de la Prusse vis-à-vis du Danemark.....	65 —	337
	19	<i>Drouyn de Lhuys à Moustier</i> , Règlement organique du Liban.....	— —	389
	27	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Conférence par le conflit dano-allemand.....	64 —	126
	28	— Conférence par le Danemark proposée par l'Angleterre.....	65 —	339
Mars.	6	— Traité de commerce et navigation avec l'Italie.....	— III	59
	14	<i>Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne</i> , Présence d'un représentant de la Diète indispensable à la conférence.....	64 II	389
	14	— Conférence de Londres pour le règlement du différend dano-allemand.....	65 —	341
	20	— Idem.....	— —	341
	20	— Adhésion de la France à la conférence de Londres.....	64 —	388
	22	<i>Drouyn de Lhuys à Moustier</i> , Organisation du Liban.....	65 —	390
	23	<i>Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne</i> , Conférence de Londres pour les affaires du Danemark.....	— —	342
	23	— Intentions concluantes de la France.....	64 —	390
Avril.	4	<i>Drouyn de Lhuys à Forth Rouen</i> , Affaires du Danemark.....	65 —	343
	5	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Traité pour la réunion des îles Ioniennes à la France.....	— —	380
	8	<i>Convention Espagne</i> , Surveillance des chemins de fer.....	64 IV	184
	8	<i>Convention Italie</i> , Mandats de poste.....	— —	23
	10	<i>Convention Mexique</i> , Séjour des troupes françaises.....	— III	312
	12	<i>Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne</i> , Proposition d'une suspension d'armes entre l'Allemagne et le Danemark.....	65 II	344
	20	<i>Lesseps</i> , Discours à Lima sur l'occupation des îles Chinchas par l'Espagne.....	— I	229
	21	— Réponse à circulaire Rebeyro, Conflit Hispano-Peruvien.....	— —	236
Mai..	7	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Vote du congrès des Etats-Unis sur le Mexique.....	64 IV	381
	13	<i>Drouyn de Lhuys à Moustier</i> , Maintien au pouvoir de la famille régnante à Tunis.....	65 II	414
	23	<i>Zellner au président de Colombie</i> , Plaintes d'insultes à lui faites.....	— I	295
	26	<i>Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne</i> , Règle de conduite dans le conflit dano-allemand.....	— II	344
Juin..	10	— Accord avec l'Angleterre sur le tracé d'une frontière, idem.....	— —	346
	10	<i>Drouyn de Lhuys à Moustier</i> , Approbation par l'Angleterre des vues de la France à Tunis.....	— —	414
	11	<i>Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne</i> , Tracé de la frontière entre le Danemark et l'Allemagne.....	— —	348
	15	<i>Discours Montholon</i> , Présentation lettre de créance au Mexique.....	64 IV	429
	18	<i>Drouyn de Lhuys à Turgot</i> , Traité avec la Suisse.....	65 III	62
	21	<i>Drouyn de Lhuys à Bondy</i> , Tarifs de douane avec l'Espagne.....	— —	65
	21	<i>Drouyn de Lhuys à Roches</i> , Traité avec le Japon.....	— II	418
	24	<i>Drouyn de Lhuys à Moustier</i> , Modifications au règlement sur le Liban.....	— —	391
	28	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Résultat négatif de la conférence de Londres. Arrangement du différend dano-allemand.....	— —	349

FRANCE (Suite)

1864

Juin.	28	<i>Convention avec les 5 puissances</i> , Acte additionnel à la convention du 19 août 1858, relative aux Principautés-Unies.....	65	II	383
	28	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Conférence de Londres.....	64	III	449
	30	<i>Arrangement Japon</i>	—	IV	190
	30	<i>Traité Suisse</i> , Commerce.....	—	III	162
	30	— Etablissement réciproque des sujets.....	—	—	215
	30	— Propriété littéraire.....	—	—	217
	30	— Surveillance des forêts limitrophes.....	—	—	227
	30	<i>Déclaration Suisse</i> , Passe-ports.....	—	—	231
Juillet	6	<i>Suez</i> , Sentence arbitrale de l'Empereur.....	65	II	400
	8	<i>Drouyn de Lhuys à Moustier</i> , Adhésion aux modifications à l'acte du 19 août 1858, relatif aux Principautés-Unies.....	—	—	388
	13	<i>Drouyn de Lhuys à Vienne et Berlin</i> , Proposition d'une suspension d'armes par le Danemark.....	—	—	351
	15	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Principautés-Unies.....	—	—	388
Août.	10	<i>Drouyn de Lhuys à Gramont</i> , Politique de conciliation recommandée à l'Autriche dans le conflit danois.....	—	—	352
	17	— Vœu du Danemark pour rectification de frontière.....	—	—	352
	17	<i>Roches à Drouyn de Lhuys</i> , Mouvements des flottes combinées au Japon.....	—	—	419
	22	<i>Convention de Genève</i> , Traitement des militaires blessés en campagne.....	—	III	284
Sept.	6	<i>Convention des 6 puissances</i> , Règlement du Liban.....	—	II	392
	7	<i>Décret</i> , Convention des mandats de poste avec l'Italie.....	64	III	26
	10	<i>Déclaration, Espagne, Portugal</i> , Taxe des dépêches télégraphiques.....	65	I	161
	12	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges</i> , Retrait des troupes françaises de Rome.....	—	—	14
	12	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges</i> , Retrait des troupes françaises de Rome.....	—	—	353
	15	<i>Convention d'Italie</i> , Evacuation de Rome.....	65	I	5
	19	<i>Décret</i> , Correspondance avec le Portugal.....	64	III	194
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Malaret</i> , Idem.....	65	I	26
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges</i> , Convention du 15 septembre.....	—	II	357
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Bonnières</i> , Règlement du Liban.....	—	—	390
	23	<i>Roches à Drouyn de Lhuys</i> , Refus du Japon de ratifier les traités.....	—	—	428
	26	<i>Drouyn de Lhuys à Gramont</i> , Effet de la Convention du 15 septembre à Vienne.....	—	—	350
	28	<i>Décret</i> , Correspondances entre l'Angleterre, la France et l'Algérie.....	64	III	196
Oct..	1	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges</i> , Impression à Rome, Convention du 15 septembre.....	65	II	362
	3	<i>Drouyn de Lhuys à Malaret</i> , Capitale de l'Italie à Florence.....	—	—	363
	5	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Règlement du Liban.....	—	—	398
	11	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges</i> , Convention du 15 septembre.....	—	—	364
	15	<i>Drouyn de Lhuys à Malaret</i> , Programme à porter devant le parlement italien.....	—	—	365
	15	<i>Roches à Drouyn de Lhuys</i> , Négociations avec le Japon.....	—	—	422
	19	<i>Maillefer à Tamandare</i> , Conflit du Brésil avec l'Uruguay.....	—	—	214
	22	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges</i> , Convention du 15 septembre.....	—	—	367
	22	<i>Traité du Japon</i> , Paix.....	—	III	290
	28	<i>Drouyn de Lhuys à Malaret</i> , Dépêche Nigra, Convention du 15 septembre.....	—	II	368
	30	<i>Drouyn de Lhuys à Malaret</i> , Interprétation à donner aux stipulations du 15 septembre.....	—	—	371
	31	<i>Roches à Drouyn de Lhuys</i> , Conclusion d'une Convention avec le Japon.....	—	—	424
Nov..	2	<i>Convention, Belgique, Grande-Bretagne, Pays-Bas</i> , Régime de l'ac-cise des sucres.....	65	III	291

FRANCE (Suite)

1864

Nov..	2	<i>Drouyn de Lhuys à Malaret, Éclaircissements Nigra, Convention du 15 septembre.....</i>	65	I	45
	9	<i>Roches à Drouyn de Lhuys, Ratification de la Convention du 22 octobre par le Japon.....</i>	—	II	424
	15	<i>Drouyn de Lhuys à Malaret, Discours La Marmora au parlement italien.....</i>	—	—	371
	17	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys, Union des îles Ioniennes à la Grèce.....</i>	—	—	376
Déc..	4	<i>Drouyn de Lhuys à Bourée, Négociations avec le Portugal pour un Traité de commerce.....</i>	—	III	68
	10	<i>Drouyn de Lhuys à Roches, Affaires du Japon.....</i>	—	II	425
	*19	<i>Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne, Politique vis-à-vis de Tunis.....</i>	—	—	415
	27	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges, Encyclique du Pape.....</i>	—	—	2
	27	<i>Convention prusse, Télégraphes.....</i>	—	III	7
	30	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys, Pacification entre le Danemark et l'Allemagne.....</i>	—	II	353

1865

Janv.	1	<i>Circulaire du Garde des sceaux, Publication de l'Encyclique.....</i>	65	II	130
	3	<i>Drouyn de Lhuys à Dutreil, Traités de commerce avec la Suède..</i>	—	III	70
	5	<i>Décret impérial, Encyclique du Pape.....</i>	—	II	131
	6	<i>Drouyn de Lhuys à Moustier, Engagement de la Turquie de respecter le statu quo à Tunis.....</i>	—	—	416
	7	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges, Impression produite par l'Encyclique en France.....</i>	—	—	373
	9	<i>Note identique avec la Russie et la Grande-Bretagne, Emprunt grec de 1832.....</i>	—	III	231
	9	<i>Circulaire Impératrice, Coupole du Saint-Sépulcre.....</i>	—	—	203
Fév..	8	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys, Encyclique.....</i>	—	II	375
	8	<i>Rapport Langlais Idem.....</i>	—	—	134
	8	<i>Décret, Recours d'abus contre l'évêque de Moulins. Idem.....</i>	—	—	131
	8	<i>— Recours d'abus contre l'archevêque de Besançon. Idem..</i>	—	—	133
	14	<i>Traité Suède, Commerce.....</i>	—	III	11
	14	<i>— Navigation.....</i>	—	—	16
	15	<i>Discours Napoléon, Ouverture des Chambres.....</i>	—	II	306
	16	<i>Exposé de la situation de l'Empire, Affaires étrangères.....</i>	—	—	310
Mars.	4	<i>Traité Villes hanséatiques, Commerce.....</i>	—	II	289
	4	<i>— Littéraire.....</i>	—	—	298
	15	<i>Note Drouyn de Lhuys, Reconnaissance du pavillon Slesvig-holsteinois.....</i>	—	III	210
	18	<i>Accession Saxe, Altenbourg, Convention littéraire avec la Prusse du 2 août 1862.....</i>	65	III	11
	20	<i>Adresse du Sénat à Napoléon III, Réponse au 15 février.....</i>	—	—	74
	20	<i>Réponse Napoléon III, idem.....</i>	—	—	78
	22	<i>Convention Suisse, Poste.....</i>	—	—	421
	22	<i>— Mandat de poste.....</i>	—	—	435
	24	<i>Convention Bavière, Propriété littéraire.....</i>	—	—	437
	25	<i>Décret impérial, Traité Suède.....</i>	—	—	22
	29	<i>Accession Brunswick, Convention littéraire avec la Prusse du 22 août 1862.....</i>	—	—	11
	29	<i>Décret impérial, Restitution des navires marchands mexicains capturés.....</i>	—	—	26
Avril.	6	<i>Accession Saxe-Meiningen, Convention littéraire du 2 août 1862 avec la Prusse.....</i>	—	—	11
	16	<i>Adresse du Corps législatif à Napoléon III, Réponse à 15 février.....</i>	—	—	79
	16	<i>Réponse Napoléon III, Idem.....</i>	—	—	82

FRANCE (Suite)

1865

Août.	18	<i>Convention Francfort sur le Mein</i> , Propriété littéraire.....	65	III	28
	21	<i>Accession Hesse, Hambourg</i> , Convention littéraire du 2 août 1862 avec la Prusse.....	—	—	11
	24	<i>Convention Wurtemberg</i> , Propriété littéraire.....	—	IV	98
	26	<i>Accession Saxe-Weimar</i> , Convention littéraire du 2 août 1862 avec la Prusse.....	—	III	11
	26	<i>Accession Waldeck et Pyrmont</i> , Convention littéraire du 2 août 1862 avec la Prusse.....	—	—	11
	26	<i>Goury du Roslan à Del Real</i> , Droit des étrangers en Colombie....	—	—	374
Mai..	5	<i>Accession Oldenbourg</i> , Convention littéraire du 2 août 1862 avec la Prusse.....	—	—	11
	6	<i>Accession Reuss aînée</i> , Idem.....	—	—	11
	12	<i>Accession Saxe-Cobourg-Gotha</i> , Idem.....	—	—	11
	12	<i>Convention Bade</i> , Propriété littéraire.....	—	—	33
	13	<i>Décrets impériaux</i> , Traités du Zollverein.....	—	—	38
	19	<i>Accession Schwarzbourg-Rudolstadt et Sondershausen</i> , Convention littéraire du 2 août 1862 avec la Prusse.....	—	—	11
	26	<i>Accession Saxe Royale</i> , Propriété littéraire.....	—	—	42
Juin.	14	<i>Décrets impériaux</i> , Traité de commerce avec la Suède et la Norwège.....	—	—	48
	18	<i>Traité Espagne</i> , Commerce.....	—	—	408
	30	<i>Décret impérial</i> , Convention littéraire avec la Prusse.....	—	—	53
	30	— Convention littéraire avec la Suisse.....	—	—	55
Juillet	3	<i>Convention Prusse</i> , Additionnelle de poste.....	—	—	453
	3	— Echange de mandats de poste.....	—	—	462
	5	<i>Convention Nassau</i> , Propriété littéraire.....	—	IV	107
	7	<i>Traité Pays-Bas</i> , Commerce et navigation.....	—	III	411
	7	<i>Arrangement Uruguay</i> , Convention du 8 avril 1836.....	—	IV	112
	24	<i>Déclaration Suisse</i> , Etablissement des Suisses en Algérie et dans les colonies françaises.....	—	III	465
Août.	29	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Convention de Gastein.....	65	IV	10
Oct..	5	<i>Rapport Drouyn de Lhuys et Béhic</i> , Commission sanitaire au sujet choléra.....	—	—	224
	13	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Idem.....	—	—	226
	20	<i>Drouyn de Lhuys à Baudé</i> , Mort de lord Palmerston.....	—	—	228

FRANCFORT

1841

Mai..	8	<i>Traité Prusse et divers États allemands</i> , Association douanière..	62	IV	240
-------	---	--	----	----	-----

1853

Avril.	4	<i>Traité idem</i> , Extension de l'union douanière.....	—	—	269
--------	---	--	---	---	-----

1862

Sep..	2	<i>Sénat à Wentzel</i> , Traité franco-prussien.....	65	I	365
-------	---	--	----	---	-----

1864

Juin.	28	<i>Traité pour la prorogation du Zollverein</i>	—	—	398
	28	<i>Convention Zollverein</i> , Impôt sur le sucre de betterave.....	—	—	401
Oct..	12	<i>Convention de navigation sur le Rhin</i>	—	—	432

1865

Avril.	18	<i>Convention France</i> , Propriété littéraire.....	65	III	28
Oct..	20	<i>Gwinner à Wentzel</i> , Réponse à protestation de la Prusse contre réunion du national Verein.....	—	IV	208

FRANCFORT (Suite)

1865

Oct.. 30 *Gwinner d Frankenstein*, Réponse à protestation de l'Autriche. 65 IV 210

GRANDE-BRETAGNE

1827

Juillet 6 *Traité France, Russie*, Pacification de la Grèce..... 62 IV 377

1832

Mai.. 7 *Traité France, Russie, Bavière*, Othon roi de Grèce..... — — 402

1833

Avril. 30 *Traité Bavière, France, Russie*, Supplément à 7 mai 1832..... — — 406

1841

Mai.. 31 *Instructions Palmerston à Pottinger*, Chine..... 61 II 300

1842

Août. 29 *Traité Chine*..... 61 I 285

1843

Oct.. 8 *Traité Chine*, Supplément..... — — 289

1846

Mai.. 13 *Convention Prusse*, Propriété littéraire..... 62 II 185

1852

Fév.. 1 *Traité Londres*, Succession de la Grèce..... — IV 421Avril. 28 *Protocole de Londres*, Succession danoise..... 64 I 92

Mai.. 8 — Idem..... — — 94

8 *Traité de Londres*, Idem..... — — 94Juin. 19 *Protocole de Londres*, Idem..... — — 99

1853

Mars. 4 *Traité Paraguay*, Commerce..... 62 II 471

1856

Avril. 15 *Clarendon à Palmerston*, Affaires de Pologne..... 63 II 6217 *Palmerston à Clarendon*, Réponse à 15 avril..... — — 64Sept. 24 *Convention France*, Poste..... 61 IV 328Déc.. 9 *Traité Maroc*, Commerce..... 63 IV 115

9 — Général..... — — 115

1857

Avril. 20 *Instructions Clarendon à Elgin*, Chine..... 61 IV 287

1858

Fév.. 14 *Elgin au premier ministre à Pékin*, Affaires de Chine..... 61 IV 30514 *Elgin aux gouverneurs des Kiangs*, Idem..... — — 309Mars. 2 *Elgin à Seymour*, Ordre pour la flotte, Idem..... — — 3182 *Seymour à Elgin*, Réponse à note du même jour..... — — 318Avril. 1 *Elgin au gouverneur des deux Kiangs*, Affaires de Chine..... — — 3201 *Elgin au premier ministre à Pékin*, —..... 62 I 3078 *Elgin à Seymour*, —..... — — 30824 *Elgin au premier ministre à Pékin*, —..... — — 30830 *Elgin au commissaire Tau*, —..... — — 310

Mai.. 1 Idem..... — — 311

6 Idem..... — — 311

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1858

Mar..	18	<i>Seymour, Rapport, Entrevue Elgin et Gros</i>	62	I	314
	20	<i>Elgin à Tai, Sommaton de livrer les forts du Peïho</i>	—	—	314
	31	<i>Elgin au premier ministre, Arrivée à Tient-Tsin</i>	—	—	316
Juin.	6	<i>Lay et commissaires chinois, Conférence</i>	—	—	317
	8	— Idem	—	I	313
	10	— Idem	—	—	315
	17	<i>Elgin à Poukatine, Réponse à 15 janvier</i>	—	—	310
	22	<i>Elgin aux commissaires chinois, Réponse au 21 janvier</i>	—	—	321
	26	<i>Traité Chine</i>	61	II	144
Oct..	28	<i>Elgin aux commissaires chinois, Réponse à 22 octobre</i>	63	II	224
Nov..	5	<i>Elgin à Malmesbury, Résidence à Pékin</i>	—	—	227

1859

Mars.	2	<i>Elgin aux commissaires chinois, Résidence à Pékin</i>	62	II	228
-------	---	--	----	----	-----

1860

Janv.	23	<i>Traité France, Commerce</i>	61	III	5
Fév..	22	<i>Convention France, Prises en Chine</i>	—	II	278
	25	<i>Traité France, Art. additionnel à 23 janvier</i>	—	III	40
Mars.	3	<i>Avis docteur Phillimore, Affaires Canstatt</i>	62	II	418
Avril.	23	<i>Russell à Calvo, Idem</i>	—	—	407
	28	<i>Russell à Buchanan, Mediation au Mexique</i>	—	III	219
Mai..	4	<i>Mon à C. Collantès, Idem</i>	—	—	214
	8	<i>Russell à Loftus, Conseils au roi de Naples</i>	61	I	431
	10	<i>Loftus à Russell, L'Autriche ne soutiendra pas le roi de Naples</i> ..	—	—	432
	18	<i>Cowley à Russell, Suspension de l'évacuation de Rome</i>	—	—	432
	22	<i>Russell à Hudson, Demandes à Cavour</i>	—	—	433
	26	<i>Hudson à Cavour, Demandes du 22 mai</i>	—	—	434
Juin.	5	<i>Russell à Cowley, Craintes de guerre de la part de la France</i> ..	—	—	435
	14	<i>Russell à Cowley Réunion des puissances par suite du Traité de cession de Nice à la France</i>	—	—	436
	25	<i>Russell à Cowley, Neutralité éventuelle de la Savoie</i>	—	—	436
	27	<i>Traité France, 2^e article additionnel au 23 janvier</i>	—	III	41
Juillet	9	<i>Russell à Hudson, Affaires de Sicile</i>	—	I	437
	12	<i>Cowley à Russell, Bruits de cession de l'île de Sardaigne à la France faux</i>	—	—	438
	17	<i>Russell à Cowley, Liberté religieuse au Mexique</i>	62	IV	7
	25	<i>Russell à Hudson, Projet d'alliance entre Naples et la Sardaigne</i> ..	61	I	438
	26	<i>Russell à Cowley, Non intervention dans les Deux-Siciles</i>	—	—	439
Août.	29	— Non intervention en Italie	—	—	449
	30	<i>Fane à Russell, Non intervention de l'Autriche en Italie</i>	—	—	442
Sept.	5	<i>Convention de Paris, Répression des troubles en Syrie</i>	—	—	180
	7	<i>Russell à Cowley, Éventualités de guerre entre l'Autriche et la Sardaigne</i> ..	—	—	443
	10	<i>Elliot à Russell, Entrevue avec Garibaldi</i>	—	—	445
	11	<i>Russell à Bloomfield, Sur le mot révolution</i>	—	—	444
	12	<i>Cowley à Russell, Sur la non intervention</i>	—	—	444
	15	<i>Russell à Cowley, Envoi de renforts en Syrie</i>	—	II	400
	17	<i>Odo Russell à Russell, Sentiments de la population de Rome</i> ..	—	I	450
	17	<i>Cowley à Russell, Troupes françaises en Syrie</i>	—	II	401
	18	<i>Elliot à Russell, Garibaldi sur l'unité de l'Italie</i>	—	I	450
	21	<i>Russell à Fane, Dernier espoir de l'Italie</i>	—	—	448
	22	<i>Russell à Cowley, Renforts envoyés de France à Rome</i>	—	—	448
	22	— Envoi de troupes en Syrie	—	II	402
Oct..	2	<i>Odo Russell à Russell, Opinion publique à Rome</i>	—	I	451
	10	<i>Russell à Calvo, Memorandum, affaire Canstatt</i>	62	II	436

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1860

Oct..	12	<i>Convention France</i> , Supplémentaire de commerce.....	61	III	50
	18	<i>Lofius à Russell</i> , Intentions de l'Autriche envers la Sardaigne....	—	I	451
	20	<i>Fraser à Russell</i> , Etat des affaires de Syrie.....	—	II	403
	24	<i>Convention Chine</i> , Pékin.....	61	II	284
	27	<i>Russell à Hudson</i> , Affaires d'Italie.....	—	I	105
	29	<i>Russell à Cowley</i> , Note à Rechberg datée de Cobourg....	—	—	452
	30	<i>Russell à Bloomfield</i> , Affaire des duchés.....	—	—	403
	30	2 ^e <i>Convention France</i> , Commerce.....	—	III	85
Nov..	7	<i>Russell à Cowley</i> , Occupation de Syrie.....	—	II	402
	10	<i>Russell à Bulwer</i> , Protection des chrétiens en Syrie.....	—	—	403
	13	<i>Cowley à Russell</i> , Affaires de Syrie.....	—	—	404
	14	<i>Discours Palmerston</i> , Banquet des Saulniers.....	—	I	108
Déc..	8	<i>Russell à Lowther</i> , Affaires des duchés.....	—	—	406
	11	<i>Cowley à Russell</i> , Gouvernement futur du Liban.....	—	II	404
	13	<i>Russell à Cowley</i> , Flotte française à Gaète.....	—	I	454
	17	<i>Cowley à Russell</i> , Réponse à 13 décembre.....	—	—	455
	22	<i>Russell à Cowley</i> , Prolongation de la défense de Gaète.....	—	—	455
	24	— Brochure François-Joseph et l'Europe.....	—	—	456
	24	— Rappel de la flotte française de Gaète.....	—	—	457
	28	<i>Russell à Murray</i> , Arrestation Teleki en Saxe.....	—	II	369

1861

Janv.	1	<i>Russell à Bulwer</i> , Evacuation de la Syrie.....	—	—	406
	4	<i>Cowley à Russell</i> , Rappel des troupes françaises de Syrie.....	—	—	407
	4	<i>Russell à Murray</i> , Affaire Teleki.....	—	—	369
	5	<i>Russell à Lyons</i> , Affaires des États-Unis.....	62	II	38
	7	<i>Fane à Russell</i> , Occupation de la Syrie.....	61	—	412
	9	<i>Russell à Cowley</i> , Evacuation de la Syrie.....	—	—	408
	11	<i>Cowley à Russell</i> , Idem.....	—	—	409
	12	<i>Lowther à Russell</i> , Idem.....	—	—	410
	15	<i>Lyons à Russell</i> , Embarras Buchanan.....	62	II	36
	17	<i>Russell à Bulwer</i> , Evacuation de la Syrie.....	61	—	411
	18	<i>Cowley à Russell</i> , Circulaire Thouvenel pour la Syrie.....	—	—	412
	19	<i>Russell à Cowley</i> , Evacuation de la Syrie.....	—	—	412
	19	<i>Lowther à Russell</i> , Opinion Schleinitz, Idem.....	—	—	413
	19	2 ^e <i>consultation Phillimore</i> , Affaire Canstatt.....	62	II	452
	21	<i>Russell à Hudson</i> , Décrets d'annexion de Naples, etc.....	61	—	370
	24	<i>Russell à Cowley</i> , Evacuation de la Syrie.....	—	—	414
	24	<i>Fane à Russell</i> , Opinion Rechberg, Idem.....	—	—	417
	25	<i>Lowther à Russell</i> , Opinion Rchleinitz, Idem.....	—	—	417
	28	<i>Cowley à Russell</i> , Conversation Thouvenel, Idem.....	—	—	418
	29	<i>Memorandum Russell à Musurus</i> , Syrie.....	—	—	417
	29	<i>Fane à Russell</i> , Opinion Rechberg, Idem.....	—	—	421
	29	<i>Russell à Cowley</i> , Evacuation de la Syrie.....	—	—	420
	29	<i>Lyons à Russell</i> , Progrès de la crise États-Unis.....	62	II	38
	29	3 ^e <i>Consultation Phillimore</i> , Affaire Constatt.....	—	—	454
	30	<i>Instructions Russell à Wyke</i> , ministre au Mexique.....	—	IV	1
Fév..	4	<i>Russell à Cowley</i> , Réunion de la Conférence de Syrie.....	61	II	421
	4	<i>Lyons à Russell</i> , Vues optimistes de Seward.....	62	II	38
	5	<i>Cowley à Russell</i> , Consentement de la Porte à la Conférence de Syrie.....	61	—	421
	5	<i>Discours de la Reine</i> , Ouverture du Parlement.....	—	I	409
	6	<i>Russell à Disraeli</i> , Réponse à interpellations.....	—	—	411
	9	<i>Russell à Cowley</i> , Conduite dans la Conférence de Syrie.....	—	II	422
	12	<i>Lyons à Russell</i> , Scission entre le Nord et le Sud.....	62	II	39
	19	<i>Instructions Russell à Cowley</i> , Conférence de Syrie.....	61	—	422

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1861

Fév..	19	<i>Protocole de Paris, Affaires de Syrie</i>	61	II	321
	19	<i>Cowley à Russell, Compte rendu de la Conférence de Syrie</i>	—	—	423
	20	<i>Russell à Fortunato, Plus reconnu représentant du roi de Naples</i>	—	—	87
	20	<i>Russell à Lyons, Attitude de l'Angleterre aux États-Unis</i>	62	II	38
	21	<i>Russell à Cowley, Occupation de la Syrie</i>	61	—	427
	22	<i>Cowley à Russell, Evacuation de la Syrie</i>	—	—	428
	24	<i>Mundy à Nigra, Remercements pour la flotte anglaise</i>	—	—	212
	27	<i>Russell à Cowley, Réponse à Thouvenel, 25 février, Syrie</i>	—	—	432
	28	<i>Bloomfield à Russell, Opinion Rechberg sur Syrie</i>	—	—	434
Mars.	1	<i>Russell à Fortunato, Réponse à sa note du 22 février, Deux-Siciles</i>	—	—	87
	1	<i>Cowley à Russell, Conversation Thouvenel, Syrie</i>	—	—	433
	2	<i>Russell à Cowley, Contre la prolongation de l'occupation en Syrie</i>	—	—	434
	2	<i>Loftus à Russell, Opinion Schleinitz, affaires de Syrie</i>	—	—	434
	7	<i>Russell à Cowley, Affaires de Syrie</i>	—	—	435
	10	<i>Cowley à Russell, Idem</i>	—	—	436
	11	<i>Russell à Cowley, Idem</i>	—	—	438
	11	<i>Cowley à Russell, Idem</i>	—	—	439
	12	<i>Lyons à Russell, Fin de la session du Congrès des États-Unis</i>	62	II	40
	14	<i>Cowley à Russell, Affaires de Syrie</i>	61	II	439
	15	<i>— Idem</i>	—	—	441
	15	<i>Convention, Prolongation de l'occupation de Syrie</i>	—	—	328
	16	<i>Russell à Cowley, Envoi des flottes combinées en Syrie</i>	—	—	443
	21	<i>Hood à Russell, Annexion de Saint-Domingue</i>	—	IV	231
	22	<i>Russell à Lyons, Entrevue avec le ministre des États-Unis</i>	62	II	39
	23	<i>Rapport Dufferin à Russell, Commissaire anglais en Syrie</i>	61	II	371
	30	<i>Russell à Azeglio, Réponse à notification du titre de roi d'Italie</i>	—	—	211
Avril.	1	<i>Russell à Hudson, Reconnaissance du royaume d'Italie</i>	—	—	212
	1	<i>Mathew à Russell, Affaires du Mexique</i>	62	IV	7
	19	<i>Lyons au gouverneur général du Canada, Agents secrets des États-Unis au Canada</i>	—	II	4
	21	<i>Hood à Russell, Situation de Saint-Domingue</i>	61	IV	232
	23	<i>Lyons à Russell, Demande de médiation anglaise par le Maryland</i>	62	II	43
	29	<i>Lyons à Seward, Blocus aux États-Unis</i>	61	III	437
	29	<i>Traité Turquie, Commerce et navigation</i>	61	IV	5
Mai..	1	<i>Ordre Russell, de renforcer la station de l'Amérique du Nord</i>	62	II	40
	1	<i>Lyons à Seward, Saisie du Peerless</i>	—	—	46
	1	<i>— Idem</i>	—	—	48
	2	<i>Lyons à Russell, Établissement du blocus aux États-Unis</i>	61	III	438
	2	<i>— Saisie du Peerless</i>	62	II	45
	3	<i>Gouverneur général du Canada à Lyons, Entrevue avec agent de Seward</i>	—	—	42
	4	<i>Lyons à Russell, Conférences Seward sur blocus</i>	61	III	442
	6	<i>Russell à Cowley, Opinion de la France pour le droit des neutres dans le conflit américain</i>	62	II	141
	6	<i>Russell à Lyons, Droit des États du Sud à être considérés comme belligérants</i>	—	—	142
	9	<i>Cowley à Russell, Déclaration de Paris du 16 avril 1856</i>	—	—	143
	11	<i>Lyons à Milnes, Règles du blocus aux États-Unis</i>	61	III	443
	11	<i>Russell à Lyons, Entrevue avec délégués des États du Sud</i>	62	II	43
	12	<i>Mathew à Russell, État du Mexique</i>	—	IV	9
	13	<i>Proclamation, Neutralité dans la guerre des États-Unis</i>	61	II	375
	14	<i>Russell à Edward, Réincorporation de Saint-Domingue par l'Espagne</i>	—	IV	233

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1861

Mai..	16	<i>Russell à Lyons</i> , Désapprouve l'envoi d'agents secrets des États-Unis au Canada.....	62	II	42
	18	<i>Russell à Lyons</i> , Instructions sur divers points du droit maritime.....	—	I	412
	18	— Saisie du <i>Peerless</i>	—	II	48
	18	— Instructions supplémentaires.....	—	—	144
	21	— Entrevue le 18 avec Adams.....	—	—	48
	21	— Négociation sur le droit maritime.....	—	—	145
	22	<i>Edvard à Russell</i> , Réponse à Hood, 21 avril, sur Saint-Domingue.....	61	IV	234
	24	<i>Lyons à Russell</i> , Projet de fermeture des ports du Sud.....	62	II	52
	27	<i>Wyke à Russell</i> , Argent volé au Mexique.....	—	IV	12
	27	— Position du Mexique.....	—	—	13
	29	<i>Russell à Edvard</i> , Affaire de Saint-Domingue.....	61	—	235
Juin..	1	<i>Russell</i> , Déclaration de neutralité dans la guerre d'Amérique....	—	III	136
	4	<i>Lyons à Russell</i> , Sur l'offre des États-Unis de renoncer à la course.....	62	II	146
	12	<i>Russell à Grey</i> , Affaires d'Amérique.....	—	—	145
	13	<i>Note à la Suisse</i> , Annexion de la Savoie à la France.....	61	III	370
	12	<i>Jugement Dunlop</i> , Affaire Propie Wend, accusation de violation de blocus aux États-Unis.....	62	II	58
	14	<i>Grey à Russell</i> , Dépêche du 12 juin.....	—	—	146
	17	<i>Lyons à Russell</i> , Agents secrets au Canada.....	—	—	43
	17	— Interdiction de l'entrée des prises dans les ports anglais.....	—	—	56
	17	— Négociation sur le droit maritime.....	—	—	147
	19	<i>Russell à Lyons</i> , Importance du pavillon pour un navire étranger.....	—	—	55
	21	— Droits des belligérants dans le conflit des États-Unis.....	—	—	52
	22	<i>Traité Hanovre et autres puissances</i> , Abolition du droit de stade.....	61	IV	18
	24	<i>Wyke à Russell</i> , Réclamations anglaises au Mexique.....	62	IV	15
	24	— Offre du gouvernement mexicain.....	—	—	18
	25	— Moyens d'obtenir satisfaction du Mexique.....	—	—	19
	28	<i>Wyke à Russell</i> , Marche des événements au Mexique.....	—	—	22
Juillet	1	<i>Conaention France</i> , Immigration des travailleurs indiens dans les colonies françaises.....	61	—	39
	2	<i>Convention additionnelle France</i> , Poste.....	—	—	325
	4	<i>Russell à Bulwer</i> , L'Angleterre ne garantira pas l'emprunt turc..	—	IV	124
	4	<i>Cowley à Russell</i> , La France contraire au projet de fermeture des ports du Sud des États-Unis.....	62	II	57
	5	<i>Négociation France</i> , Accession des Etats-Unis aux articles 2, 3, 4, déclaration de Paris.....	—	—	153
	5	<i>Russell</i> , Interpellation Kinglake sur la neutralité suisse.....	61	III	372
	6	<i>Russell à Lyons</i> , Contre la fermeture des ports du Sud de l'Amérique.....	62	II	57
	7	<i>Edvard à Russell</i> , Réponse à 29 mai.....	61	IV	235
	11	<i>Wyke à Russell</i> , Assassinat d'un Anglais au Mexique.....	62	—	23
	12	<i>Lyons à Russell</i> , Actes du congrès des Etats-Unis.....	—	II	66
	13	<i>Russell à Adams</i> , Points de droit maritime.....	—	I	390
	18	— Idem.....	—	—	390
	19	<i>Russell à Lyons</i> , Contre fermeture des ports du Sud des États-Unis.....	—	II	65
	20	<i>Lyons à Russell</i> , Démarches avec Mercier, Idem.....	—	—	67
	26	<i>Wyke à Russell</i> , Suspension de payement de la dette au Mexique.....	—	IV	23
	31	<i>Russell à Adams</i> , Négociation avec les Etats-Unis.....	—	I	400
Août..		<i>Traité avec le roi de Lagos</i>	61	IV	187
	12	<i>Lyons à Russell</i> , Résolution du congrès des Etats-Unis contre la piraterie.....	62	II	71

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1861

Août.	12	Wyke à Russell, Affaires du Mexique.....	62	IV	44
	14	Traité Hesse-Grand-Ducal, Mariage de la princesse Alice.....	—	II	170
	19	Lyons à Russell, Passe-ports aux Etats-Unis.....	61	IV	125
	21	Russell à Wyke, Approbation de sa conduite au Mexique.....	62	IV	23
	22	Russell à Adams, Affaire de Bermuda.....	—	II	71
	23	Wyke à Russell, Insulte au ministre de France au Mexique.....	—	IV	48
	24	— Emprunt forcé au Mexique.....	—	—	52
	24	Russell aux délégués du Sud des Etats-Unis, Maintien de la neutralité.....	—	II	70
	25	Wyke à Russell, Memorandum sur la convention britannique au Mexique.....	—	IV	53
	28	Russell à Adams, Déclaration maritime.....	—	I	410
	31	Russell à Wyke, Approbation de sa conduite au Mexique.....	—	IV	33
Sept..	5	Cowley à Russell, Adjonction de l'Espagne aux mesures contre le Mexique.....	—	—	33
	10	Russell à Wyke, Ordre de rompre avec le Mexique.....	—	—	33
	10	Cowley à Russell, Ordre à Serrano de prendre Vera-Cruz.....	—	—	34
	10	Lyons à Russell, Traité financier des Etats-Unis avec le Mexique..	—	—	37
	13	Crampton à Russell, Intervention au Mexique.....	—	—	36
	16	— Mesures préparatoires de l'Espagne contre le Mexique.....	—	—	37
	17	Cowley à Russell, Conférence Mon, action au Mexique.....	—	—	34
	19	Hammond à Heyman, Trafic avec la Nouvelle-Orléans.....	61	—	396
	19	Russell à Lyons, Acte congrès, Etats-Unis contre piraterie.....	62	II	71
	21	Crampton à Russell, Proposition aux Etats-Unis de coopération au Mexique.....	—	IV	58
	23	Russell à Cowley, Intervention au Mexique.....	—	—	38
	23	Russell à Crampton, Idem.....	—	—	38
	24	Cowley à Russell, Entente avec la France, Intervention au Mexique.....	—	—	40
	24	Crampton à Russell, Douanes de Vera-Cruz.....	—	—	59
	26	Heyman à Russell, Trafic avec la Nouvelle-Orléans.....	61	—	398
	27	Russell à Cowley, Inquiétude aux Etats-Unis au sujet du Mexique.....	62	—	41
	27	Russell à Crampton, Danger d'une intervention au Mexique.....	—	—	43
	28	Russell à Wyke, Départ éventuel de Mexico.....	—	—	43
	29	Wyke à Russell, Etat du Mexique.....	—	—	62
	30	Russell à Cowley, Dangers d'une intervention au Mexique.....	—	—	56
Oct..	2	Cowley à Russell, Convention Thouvenel sur le Mexique.....	—	—	57
	3	Lettre Russell, Intervention au Mexique.....	61	—	399
	3	Russell à Lyons, Proclamation Lincoln du 16 août.....	62	II	72
	4	— Réponse à Seward 10 septembre.....	—	I	417
	5	Russell à Cowley, Intervention au Mexique.....	—	IV	56
	9	Crampton à Russell, Vues de l'Espagne au Mexique.....	—	—	60
	10	Cowley à Russell, Réponse à 5 octobre.....	—	—	59
	12	Lyons à Seward, Réponse à 4 octobre.....	—	I	420
	12	Lyons à Russell, Offres des Etats-Unis par le Mexique.....	—	IV	62
	12	Russell à Cowley, Dépêche du 5 octobre.....	—	—	60
	14	Lyons à Seward, Arrestation de deux sujets anglais aux Etats-Unis.....	61	—	453
	17	Lyons à Seward, Réponse à Seward 14 octobre.....	62	I	422
	18	Lyons aux consuls anglais, ports confédérés, Note Seward, 17 octobre.....	61	IV	400
	23	Lyons à Seward, Saisie de dépêches du consul de Richmond au consul de New-York.....	62	I	422
	24	Convention Maroc, Emprunt à Londres.....	—	II	181
	28	Lyons à Seward, Traitements à des matelots anglais.....	—	I	423
	28	Wyke à Russell, Affaires du Mexique.....	—	IV	65

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1861

Oct..	28	Wike à Russell, Affaires du Mexique.....	62 IV	65
	30	Russell à l'Amirauté, Expédition au Mexique.....	—	63
	31	Convention Espagne, France, idem.....	I	290
Nov...	1	Russell à Wyke, Ordre de quitter le Mexique.....	IV	63
	4	Lyons à Russell, Sumter dans les ports anglais.....	II	73
	4	— Rappports avec les Etats confédérés.....	—	74
	4	— Entente anglo-française aux Etats-Unis.....	—	75
	10	Hudson à Ricasoli, Liberté du cabotage pour les îles Ioniennes.....	I	91
	15	Russell à Wyke, Intervention au Mexique.....	IV	64
	19	Lyons à Russell, Affaire du Trent.....	II	95
	22	Russell à Lyons, Protection des sujets anglais aux Etats-Unis....	—	76
	22	— Corsaires confédérés dans les ports anglais.....	—	76
	22	Lyons à Russell, Décret des Etats-Unis, confiscation des vaisseaux confédérés.....	—	81
	26	Russell à Adams, Retrait de l'exéquatur du consul anglais à Charleston.....	—	158
	27	Rapport William, Affaire du Trent.....	—	99
	28	Russell à Cowley, Demandes au gouvernement mexicain.....	62 IV	67
	28	Wyke à Russell, Rejet de la convention financière des Etats-Unis avec le Mexique.....	—	68
	30	Russell à Lyons, Instructions, affaire du Trent.....	II	100
	30	— Entrevue Adams, idem.....	—	101
	30	— Instructions supplémentaires, idem.....	—	102
	30	Russell à l'Amirauté, Affaire du Trent.....	—	103
Déc...	1	Russell à Lyons, idem, confidentielle.....	—	127
	3	Lyons à Russell, idem, opinion publique.....	—	103
	3	Cowley à Russell, Réponse à 28 novembre.....	IV	67
	4	Russell à Adams, Affaire du consul anglais à Charleston.....	II	161
	6	Russell à Credland, Saisie de marchandises anglaises dans les Etats confédérés.....	—	78
	6	Lyons à Russell, Documents communiqués au congrès.....	—	82
	6	Russell à Adams, Affaire du consul anglais à Charleston.....	—	162
	15	Crampton à Russell, Réclamation de l'Espagne au Mexique.....	IV	68
	18	Lyons à Russell, Rapport Wilkes, 16 novembre, Trent.....	II	107
	18	— Illusions des hommes politiques du Sud.....	—	34
	18	— Progrès de la crise.....	—	35
	19	Russell à Lyons, Entrevue Adams, affaire du Trent.....	—	105
	19	Lyons à Russell, Entrevue Seward, idem.....	—	108
	20	Russell à Lyons, Empièrrement des ports du Sud.....	—	80
	20	— Offre d'abolir la course.....	—	81
	20	— Confiscation des navires rebelles.....	—	82
	21	Lyons à Russell, Projet de convention Corwyn au Mexique.....	IV	68
	23	— Entrevue Seward, affaire du Trent.....	II	109
	26	Russell à Lyons, Situation critique aux Etats-Unis.....	—	33
	27	Lyons à Russell, Remise note Thouvenel à Seward.....	—	109
	27	— Note Seward du 26 décembre.....	—	124
	27	Lyons à Seward, Accusé de réception de sa note du 26.....	—	124
	28	Déclaration Lake et Kendall, Affaire Canstatt.....	—	471
	29	Wyke à Russell, Disposition du peuple mexicain.....	IV	76
	31	Lyons à Russell, Progrès de la crise aux Etats-Unis.....	II	36
	31	— Affaire de l'Eugenia Smith.....	—	83
	31	— Affaire du James Campbell.....	—	83
	31	— Affaire de l'Adeline.....	—	84

1862.

Janv..	2	Lyons à Russell, Proposition Stevens de déclarer fermés les ports du Sud.....	62 II	85
--------	---	--	-------	----

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1862

Janv..	4	Russell à Lyons, Vues de la Prusse et de la Russie dans l'affaire du Trente.....	— —	140
	10	Russell à Lyons, Satisfait de la réparation accordée dans l'affaire du Trente.....	— —	125
	10	Russell à Lyons, Attitude des grandes puissances dans l'affaire du Trente.....	— —	140
	11	Russell à Lyons, Satisfaction de sa conduite dans l'affaire du Trente.....	— —	127
	12	Russell à l'Amirauté, Commerce entre Bahama et les Etats-Unis.	64 I	346
	14	Bonham à Russell, Situation des Napolitains.....	62 III	42
	14	Lyons à Russell, Obstruction des ports confédérés.....	— II	88
	14	— Rétablissement des communications postales avec le Sud des Etats-Unis.....	— —	90
	16	Russell à Lyons, Empièremement des ports du Sud.....	— —	86
	16	Wyke à Russell, Entrevues avec commissaires alliés au Mexique..	— IV	84
	16	— Première conférence, idem, 9 janvier..	— —	85
	17	— Deuxième conférence, idem, 10 janvier..	— —	85
	18	— Troisième conférence, idem, 13 janvier..	— —	85
	18	Convention Maroc, Supplément à 24 octobre.....	— II	182
	19	Wyke à Russell, Désaccord des commissaires alliés au Mexique..	— IV	85
	20	Russell à Cowley, Augmentation du corps expéditionnaire français au Mexique.....	— —	72
	23	Russell à Lyons, Affaire du Trent.....	— II	127
	23	Russell à Isturitz, Départ du corps espagnol au Mexique.....	— IV	71
	23	Russell à Crampton, idem.....	— —	72
	24	Russell à Lyons, Traitement aux corsaires confédérés.....	— II	88
	24	Cowley à Russell, Candidature Maximilien au Mexique.....	— IV	73
	27	Russell à Wyke, Changement de gouvernement au Mexique.....	— —	74
	30	Wyke à Russell, Miramon au Mexique.....	62 IV	90
	30	— Accueil du gouvernement mexicain aux commissaires.....	— —	90
	30	Crampton à Russell, Départ prématuré de l'expédition espagnole au Mexique.....	— —	78
	31	Russell à l'Amirauté, Droits des belligérants dans les ports anglais.....	— II	91
	31	Crampton à Russell, Candidature Maximilien au Mexique.....	— IV	79
Fév..	3	Lyons à Russell, Traité Etats-Unis et Mexique.....	— —	81
	4	Crampton à Russell, Candidature Maximilien au Mexique.....	— —	79
	5	Russell à Bloomfield, idem.....	— —	77
	5	Cowley à Russell, Assurances de la France, relation au Mexique..	— —	78
	6	Discours de la Reine, Ouverture du parlement.....	— II	277
	6	Bloomfield à Russell, Candidature Maximilien au Mexique.....	— IV	80
	10	Bonham à Russell, Manifestation à Naples.....	— III	43
	11	Lyons à Russell, Réponse à 16 janvier.....	— II	93
	12	Wyke à Russell, Conférence au Mexique.....	— IV	101
	12	Cowley à Russell, Garnison mixte à Rome.....	63 II	229
	13	Russell à Bloomfield, Contre candidature Maximilien au Mexique.	62 IV	80
	13	Bloomfield à Russell, Réponse à 5 février.....	— —	81
	14	Cowley à Russell, Garnison mixte à Rome.....	— II	230
	15	Russell à Lyons, Blocus des ports confédérés.....	— —	94
	17	Lyons à Russell, Traité Etats-Unis au Mexique.....	— IV	91
	17	Russell à Cowley, Garnison mixte à Rome.....	63 II	230
	19	Convention de la Soledad au Mexique.....	62 —	188
	20	Cowley à Russell, Garnison mixte à Rome.....	63 II	231
	21	— Proclamation des alliés au Mexique.....	62 IV	82
	22	Hudson à Russell, Etat des provinces napolitaines.....	— III	44

Fév..	22	Hudson à Russell, Occupation de Rome par les Français.....	62	III	44
	22	Wyke à Russell, Entrevue Prim et Doblado au Mexique.....	—	IV	101
	22	Russell à Cowley, Occupation mixte de Rome.....	63	II	232
	23	Wyke à Russell, Situation du Mexique.....	62	IV	102
	24	Russell à Wyke, Proclamation au Mexique.....	—	—	82
	25	Bonham à Russell, Brigandage à Naples.....	62	III	45
	25	Russell à Wyke, Proclamation au Mexique.....	—	IV	83
	26	Wyke à Russell, Arrangements de douanes au Mexique.....	—	—	102
	28	Cowley à Russell, Garnison mixte à Rome.....	63	II	233
	28	Hudson à Russell, Proclamation Fantoni à Naples.....	62	III	46
	28	Cowley à Russell, Blâme par la France de la Proclamation des alliés au Mexique.....	—	IV	83
	28	Cowley à Russell, Désaccord entre les commissaires alliés au Mexique.....	—	—	83
	28	Lyons à Russell, Rejet par le sénat de Washington du traité Corwyn avec le Mexique.....	—	—	99
Mars.	1	Russell à Cowley, Réponse à 28 février.....	—	—	84
	1	Wyke à Russell, Expédition au Mexique.....	—	—	103
	1	— Candidature Maximilien au Mexique.....	—	—	103
	2	Dunlop à Milne, Rembarquement des soldats de marine anglais au Mexique.....	—	—	104
	3	Russell à Cowley, Réclamation françaises au Mexique.....	—	—	91
	3	Lyons à Russell, Rejet du traité Corwyn au Mexique.....	—	—	100
	4	Russell à Wyke, Espoir d'une solution amiable au Mexique.....	—	—	90
	4	— Réserves contre la proclamation des commissaires alliés au Mexique.....	—	—	91
	4	Dunlop à Milne, Candidature Maximilien au Mexique.....	—	—	104
	5	Cowley à Russell, Réponse à 3 mars.....	—	—	94
	6	— Progrès des idées monarchiques au Mexique.....	—	—	94
	7	Bonham à Russell, Brigandage napolitain.....	—	III	46
	8	Russell à Cowley, Réponse à 5 mars.....	—	IV	94
	10	Séance des Communes, Déclaration Russell, Conflit américain....	—	II	279
	11	Russell à Cowley, Réclamation Jecker (Mexique).....	—	IV	95
	14	Cowley à Russell, Idem.....	—	—	96
	14	— Regrets Thouvenel. Retraite des soldats anglais du Mexique.....	—	—	98
	15	Russell à Wyke, Ordre d'appuyer les réclamations françaises au Mexique.....	—	—	98
	16	Alcock aux ministres japonais.....	64	I	331
	17	Séance des Communes, Discours Russell, Droits des belligérants..	62	II	284
	18	Hudson à Russell, Condition de la presse en Italie.....	—	III	41
	19	Bonham à Russell, Proclamation major Fumel à Cosenza.....	—	—	47
	20	— Idem.....	—	—	50
	21	— Scènes à Amalfi.....	—	—	50
	26	Russell à Crampton, Réclamation de l'Espagne contre l'expulsion de Miramon du Mexique.....	—	IV	101
	27	Wyke à Russell, Arrivée d'Almonte à Mexique.....	—	—	108
	27	Wyke à Jurien de la Gravière, Réponse à 24 mars (Mexique)....	—	—	112
	27	Bonham à Russell, Brigandage napolitain.....	—	III	52
	29	Hudson à Russell, Organisation à Trieste d'une expédition pseudo- garibaldienne.....	—	—	52
	29	Wyke à Jurien de la Gravière, Réponse à 29 mars (Mexique)....	—	IV	117
	29	Wyke à Russell, Exécution du général Robles.....	—	—	121
Avril.	1	Russell à Wyke, Protectorat au Mexique.....	—	—	104
	1	Wyke à Jurien de la Gravière, Réponse à 31 mars (Mexique)....	—	—	119
	2	Russell à Cowley, Approbation de la Convention de la Soledad ...	—	—	105

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1862

Avril.	2	<i>Russell à Cowley</i> , Occupation de Rome par la France.....	63	II	234
	4	<i>Adresse des Chambres ioniennes au haut Commissaire</i>	62	III	54
	4	<i>Réponse du haut Commissaire à l'Adresse</i>	—	—	56
	7	<i>Traité États-Unis</i> , Suppression de la traite.....	—	—	—
	10	<i>Russell à Crampton</i> , Approuve Convention de la Soledad.....	—	IV	106
	10	<i>Crampton à Russell</i> , Débats des Cortès sur la question mexicaine.....	—	—	107
	10	— <i>L'Espagne approuve la Convention de la Soledad</i>	—	—	107
	12	<i>Russell à Cowley</i> , Existence d'un parti monarchique au Mexique..	—	—	106
	12	<i>Wyke à Russell</i> , Départ pour New-York.....	—	—	129
	12	<i>Crampton à Russell</i> , Vues de l'Espagne sur la Convention de la Soledad	—	—	107
	13	<i>Crampton à Russell</i> , Offre de Doblado. Convention en faveur des intérêts anglais.....	—	—	129
	13	<i>Wyke à Giffard</i> , Arrangements de douane à la Vera-Cruz.....	—	—	134
	16	<i>Circulaire Russell</i> , Question dano-allemande.....	63	III	167
	22	<i>Cowley à Russell</i> , Réponse à 16 avril.....	—	—	169
	25	— <i>La France ne conteste pas la validité de la Convention de la Soledad</i>	62	IV	108
	27	<i>Hudson à Russell</i> , Procès de presse à Naples.....	—	III	41
	28	<i>Russell à Napier</i> , Circulaire 16 avril.....	—	—	171
	29	<i>Wyke à Russell</i> , Convention avec Doblado.....	—	IV	134
	29	<i>Protestation Chambres ioniennes</i> , Protectorat britannique.....	—	III	57
	30	<i>Russell à Wyke</i> , Approbation de sa conduite au Mexique.....	—	IV	122
	30	— <i>Approbation de son opposition aux propositions Jurien de la Gravière. Idem</i>	—	—	124
	30	<i>Russell à Wyke</i> , Approbation de sa conduite. Idem.....	—	—	125
	30	<i>Convention France</i> , Compagnies communales.....	63	I	54
Mai..	2	<i>Cowley à Russell</i> , Conférence avec Thouvenel sur le Mexique....	62	IV	125
	5	<i>Russell à Cowley</i> , Convention avec l'ambassadeur de France sur le Mexique.....	—	—	127
	8	<i>Hudson à Russell</i> , Situation à Naples.....	63	II	235
	10	<i>Haut Commissaire aux Chambres ioniennes</i> , Réponse à 29 avril..	62	III	58
	10	<i>Russell à Adams</i> , Acte d'enrôlement à l'étranger.....	63	IV	100
	11	<i>Wyke à Russell</i> , Article additionnel à la Convention Doblado au Mexique.....	62	IV	135
	15	<i>Cowley à Russell</i> , La France ne veut imposer aucun gouvernement au Mexique.....	—	—	130
	17	<i>Russell à Adams</i> , Réponse à 12 mai, Enrôlements étrangers....	63	—	102
	20	<i>Crampton à Russell</i> , Collantès approuve Prim.....	62	—	132
	22	<i>Russell à Wyke</i> , Approuve la conduite de Prim au Mexique.....	—	—	130
	23	<i>Proposition Chambres ioniennes</i> , Réunion à la Grèce.....	—	III	59
	23	<i>Représentations à la Reine</i> , Idem.....	—	—	59
	25	<i>Chambres ioniennes au haut Commissaire</i> , Idem.....	—	—	61
	26	<i>Réponse du haut Commissaire à 25 mai</i> , Idem.....	—	—	61
	31	<i>Réponse des Chambres ioniennes à 26 mai</i> , Idem.....	—	—	62
	31	<i>Réponse de la Reine à la lettre du Tycoon</i> , Japon.....	64	I	340
Juin.	5	<i>Lyons à Russell</i> , Deuxième Traité Corwyn au Mexique.....	62	IV	138
	12	<i>Russell à Cowley</i> , Droits des commissaires anglais au Mexique de traiter avec Juarez.....	—	—	135
	13	<i>Cowley à Russell</i> , Regrets Thouvenel de la Convention du 28 avril au Mexique.....	—	—	135
	14	<i>Russell à Cowley</i> , Droits de Wyke de conclure une Convention au Mexique.....	—	—	136
	17	<i>Russell à Cowley</i> , Refus de ratifier la Convention du 28 avril....	—	—	136
	18	<i>Cowley à Russell</i> , Satisfaction de l'Empereur à nouvelle du 17 juin.	—	—	136

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1862

Join.	19	<i>Russell à Cowley</i> , Raisons du refus de ratifier la Convention mexicaine.....	62	IV	138
	27	<i>Russell à Wyke</i> , Refus de ratifier la Convention du 28 avril.....	—	—	139
Juill.	14	<i>Russell à Flahault</i> , Affaire de Portendick.....	63	III	93
	23	<i>Russell à Michel</i> , Affaires de Serbie.....	—	II	121
	23	<i>Traité Belgique</i> , Commerce.....	—	I	75
Août.	7	<i>Discours</i> , Clôture du Parlement.....	—	—	442
	28	<i>Layard</i> , Ordre de mettre un navire anglais à la disposition du Pape pour le conduire à Malte.....	—	II	252
Sept.	20	<i>Russell à Savike Lumley</i> , Situation du Montenegro vis-à-vis de la Turquie.....	—	III	271
	24	<i>Russell à Paget</i> , Question dano-allemande.....	—	—	196
Oct.	3	<i>Cowley à Russell</i> , Avis de la France sur 24 septembre.....	—	—	198
	9	<i>Neale à Russell</i> , As-assinat de Richardson au Japon.....	64	I	334
	12	— Idem.....	—	—	336
	12	<i>Paget à Russell</i> , Opinion de la Russie sur 24 septembre.....	63	III	199
	14	<i>Convention Paraguay</i> , Fin aux différends.....	—	IV	157
	16	<i>Russell à Napier</i> , Commerce avec les Circassiens.....	—	—	67
	25	<i>Russell à Odo Russell</i> , Affaires de Rome.....	—	II	238
	31	<i>Scarlett à Russell</i> , Choix d'un prince anglais pour la Grèce.....	—	III	376
	31	— Affaires de Grèce.....	—	—	377
	31	<i>Russell à Cowley</i> , Question romaine.....	—	II	240
Nov.	7	<i>Cowley à Russell</i> , Réponse à 31 octobre.....	—	—	242
	7	<i>Russell à Scarlett</i> , Affaires de Grèce.....	—	III	375
	11	<i>Odo Russell à Russell</i> , Réponse à 25 octobre.....	—	II	247
	13	<i>Russell à Cowley</i> , Proposition 30 octobre Drouyn de Lhuys, pour les États-Unis.....	—	IV	68
	15	<i>Russell à Cowley</i> , Réponse à 7 novembre.....	—	II	246
	17	<i>Russell à Napier et Cowley</i> , Affaires de Grèce.....	—	III	380
	20	<i>Russell à Paget</i> , Duchés dano-allemands.....	—	—	222
	21	<i>Russell à Napier</i> , Affaires de Grèce.....	—	—	381
	24	<i>Odo Russell à Russell</i> , Brigandage napolitain.....	—	II	257
	28	— Refus du Pape d'accepter les offres anglaises d'hospitalité.....	—	—	249
Déc.	4	<i>Russell à Brunow</i> , Trône de Grèce.....	—	III	387
	5	<i>Christie à Abrantès</i> , Différend brésilien.....	—	II	262
	5	— Idem.....	—	—	265
	5	— Idem.....	—	—	267
	24	<i>Mémoire Elliot au Président du gouvernement provisoire de Grèce</i>	—	III	391
	27	<i>Russell à Cowley</i> , Brigandage à Naples.....	—	—	257
	30	<i>Cowley à Russell</i> , Brigandage politique organisé à Rome.....	—	II	259
	30	<i>Christie à Abrantès</i> , Conflit avec le Brésil.....	—	—	285
	30	<i>Christie à Warren</i> , Idem.....	—	—	292
	30	<i>Christie à Hollocombe</i> , Idem.....	—	—	295
	31	<i>Whyte à Russell</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	325

1863

Janv.	1	<i>Christie à Abrantès</i> , Conflit brésilien.....	63	II	296
	2	— Idem.....	—	—	302
	3	<i>Mémoire Christie</i> , Idem.....	—	—	304
	3	<i>Christie à Abrantès</i> , Idem.....	—	—	307
	4	<i>Warren à Christie</i> , Idem.....	—	—	304
	5	<i>Christie à Abrantès</i> , Idem.....	—	—	306
	11	<i>Whyte à Russell</i> , Arrestation d'agents révolutionnaires à Varsovie.....	—	—	326
	14	<i>Odo Russell à Russell</i> , Dépêche du 24 novembre.....	—	—	260

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1863

Janv.	14	<i>Whyte à Russell</i> , Recrutement forcé en Pologne.....	63	II	327
	15	<i>Contrat Danemark</i> , Mariage du prince de Galles.....	—	I	374
	17	<i>Russell à Lyons</i> , Proclamation d'émancipation Lincoln.....	—	IV	71
	18	<i>Lyons à Russell</i> , Disposition du Nord quant à la guerre.....	—	—	70
	19	<i>Stanton à Russell</i> , Recrutement à Varsovie.....	—	II	329
	21	<i>Russell à Paget</i> , Conflit dano-allemand.....	—	III	236
	22	<i>Russell à Elliot</i> , Recommande le duc de Cobourg pour la Grèce..	—	—	392
	25	<i>Stanton à Buchanan</i> , Mouvement révolutionnaire en Pologne....	—	II	330
	25	— Idem.	—	—	336
	26	<i>Napier à Russell</i> , Recrutement forcé en Pologne.....	—	—	331
	26	— Allocution Alexandre II aux troupes.....	—	—	335
	28	<i>Stanton à Russell</i> , Proclamation du Comité national polonais....	—	—	337
	29	<i>Russell à Cowley</i> , Dépêche La Tour d'Auvergne sur offre de Malte au Pape	—	—	249
	29	<i>Stanton à Russell</i> , Détails sur l'insurrection de Pologne.....	—	—	341
	29	— Rebelles polonais jugés par les Cours martiales.	—	—	342
	29	<i>Bloomfield à Russell</i> , Inquiétude de l'Autriche sur le mouvement polonais	—	—	342
	29	<i>Bloomfield à Russell</i> , Aucune armée fournie de Cracovie à l'insur- rection polaise.....	—	—	343
	30	<i>Murray à Russell</i> , Impression de la Saxe sur l'insurrection de Pologne	—	—	343
	31	<i>Russell à Cowley</i> , Le Pape refuse l'offre de Malte pour résidence.	—	—	252
Févr.	4	<i>Russell à Napier</i> , Recrutement en Pologne.....	—	—	355
	4	<i>Stanton à Russell</i> , Détails sur l'insurrection de Pologne	—	—	356
	5	<i>Discours royal</i> , Ouverture du Parlement.....	—	I	444
	5	<i>Bloomfield à Russell</i> , Convention Rechberg sur la Pologne.....	—	II	344
	6	<i>Lowther à Russell</i> , Affaires de Pologne	—	—	345
	6	<i>Stanton à Russell</i> , Marche de l'insurrection polonaise	—	—	357
	7	<i>Napier à Russell</i> , Recrutement en Pologne	—	—	347
	8	— Détails officiels sur l'insurrection polonaise.....	—	—	352
	9	<i>Stanton à Russell</i> , Insurrection polonaise	—	—	360
	9	<i>Russell à Tricoupt</i> , Refusant l'élection du prince Alfred.....	—	III	393
	10	<i>West à Russell</i> , Interpellation à Turin sur la Pologne.....	—	II	345
	10	<i>Napier à Russell</i> , Convention russo-prussienne au sujet de la Po- logne.....	—	—	375
		<i>Russell à Mason</i> , Blocus.....	—	IV	73
	11	<i>Stanton à Russell</i> , Insurrection de Pologne.....	—	II	362
	12	<i>Russell à Moreira</i> , Conflit brésilien.....	—	—	316
	12	<i>Bloomfield à Russell</i> , Conversation Rechberg sur l'insurrection de Pologne	—	—	363
	12	<i>Bloomfield à Russell</i> , Convention prusso-russe, Idem.....	—	—	365
	13	<i>Napier à Russell</i> , Nouvelles de l'insurrection polonaise.....	—	—	376
	13	— Départ de renforts russes pour la Pologne.....	—	—	376
	14	<i>Buchanan à Russell</i> , Convention prusso-russe pour la Pologne....	—	—	366
	14	— Proclamation des autorités de Posen.....	—	—	367
	14	— Mécontentement en Prusse sur la Convention prusso-russe	—	—	370
	15	<i>Bloomfield à Russell</i> , Article officiel du <i>Donau Zeitung</i> , sur la Pologne.....	—	—	370
	16	<i>Russell à Normanby</i> , Chambre des Communes à propos de Rome.	—	—	252
	16	<i>Buchanan à Russell</i> , Départ de deux officiers prussiens pour Var- sovie	—	—	371
	17	<i>Stanton à Russell</i> , Ordre Constantin à Varsovie.....	—	—	372
	17	Article additionnel <i>États-Unis</i> , Suppression de la traite.....	—	III	17
	18	<i>Russell à Buchanan</i> , Convention prusso-russe pour la Pologne....	—	II	372

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1863

Févr.	19	<i>Napier à Russell</i> , Convention Gortschakoff sur la Pologne.....	63	II	387
	20	<i>Cowley à Russell</i> , Conversation Drouyn de Lhuys. Idem.....	—	—	374
	20	<i>Malet à Russell</i> , Conduite de la Prusse dans la question polonaise. —	—	—	377
	20	<i>Stanton à Russell</i> , État des choses à Varsovie	—	—	389
	21	<i>Russell à Cowley</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	375
	21	<i>Buchanan à Russell</i> , Convention Bismark sur Convention prusso-russe.....	—	—	377
	21	<i>Buchanan à Russell</i> , Compte rendu des Chambres prussiennes... —	—	—	380
	21	<i>Napier à Russell</i> , Nouvelle entrevue avec Gortschakoff.....	—	—	383
	21	<i>West à Russell</i> , Meetings en Italie en faveur de la Pologne.....	—	—	385
	21	<i>Napier à Russell</i> , Observations Gortschakoff sur la Pologne	—	—	388
	23	<i>Cowley à Russell</i> , Entrevue Drouyn de Lhuys sur la Pologne....	—	—	385
	24	<i>Russell à Moreira</i> , Conflit brésilien.....	—	—	317
	25	<i>Stanton à Russell</i> , États des esprits en Pologne.....	—	—	390
	26	<i>Bloomfield à Russell</i> , Opinion de l'Autriche sur la Pologne.....	—	—	392
	27	<i>Russell à Howard de Walden</i> , Arbitrage du Roi des Belges dans le conflit brésilien.	—	—	320
	27	<i>Cowley à Russell</i> , Observations à adresser à la Prusse et la Russie. —	—	—	385
	27	<i>Buchanan à Russell</i> , Conversation Bismark sur la Pologne.....	—	—	393
	28	<i>Russell à Moreira</i> , Conflit brésilien.....	—	—	319
Mars.	2	<i>Russell à Napier</i> , Question polonaise.....	—	—	402
	2	<i>Russell à Buchanan</i> , Idem.	—	—	404
	2	<i>Russell à Cowley</i> , Projet de lettre Drouyn de Lhuys à Berlin....	—	—	405
	3	<i>Howard de Walden à Rogier</i> , Conflit anglo-brésilien.....	—	—	323
	3	<i>Cowley à Russell</i> , Opinion Drouyn de Lhuys sur la conduite de l'Autriche dans la question polonaise.....	—	—	406
	3	<i>Buchanan à Russell</i> , Frontière prussienne franchie par les Polonais	—	—	409
	4	<i>Russell à Moreira</i> , Protestation du Brésil.....	—	—	323
	4	<i>Circulaire Russell</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	406
	4	<i>Buchanan à Russell</i> , Idem.	—	—	409
	4	<i>Cowley à Russell</i> , Note identique, Idem.....	—	—	411
	4	<i>Stanton à Russell</i> , Opérations des insurgés polonais.....	—	—	417
	5	<i>Russell à Cowley</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	407
	5	<i>Buchanan à Russell</i> , Conversation Bismark, Idem.....	—	—	412
	5	<i>Napier à Russell</i> , Conversation Montebello, Idem.....	—	—	417
	6	<i>Russell à Buchanan</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	408
	6	<i>Grey à Russell</i> , Entrevue Drouyn de Lhuys, Idem.	—	—	411
	7	<i>Buchanan à Russell</i> , Entrevue Bismark, Idem.....	—	—	416
	7	— Arrestation de deux étudiants polonais à Königsberg	—	—	416
	7	<i>Buchanan à Russell</i> , Entrevue Bismark, Affaires de Pologne....	—	—	416
	7	<i>Stanton à Russell</i> , Nombre des troupes russes en Pologne.....	—	—	420
	8	<i>Bloomfield à Russell</i> , Convention Rechberg, Pologne.....	—	—	426
	8	<i>Russell à Bloomfield</i> , Entrevue Apponyi, Pologne.....	—	—	431
	9	<i>Napier à Russell</i> , Réponse à 2 mars, Idem.....	—	—	432
	10	<i>Jerningham à Russell</i> , Opinion de la Suède, Idem.....	—	—	430
	11	<i>Russell à Buchanan</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	416
	11	<i>Stanton à Russell</i> , Démission des membres polonais du conseil d'Etat.....	—	—	425
	11	<i>Stanton à Russell</i> , Bruit de l'établissement d'un gouvernement provisoire polonais.....	—	—	426
	11	<i>Napier à Russell</i> , Vues de la Russie sur une amnistie en Pologne..	—	—	437
	12	<i>Stanton à Russell</i> , Proclamation à Wilna.....	—	—	421
	12	<i>Bloomfield à Russell</i> , Entrevue Rechberg, Pologne.....	—	—	427
	14	<i>Buchanan à Russell</i> , Bismark et la Chambre de Stettin.....	—	—	428

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1863

Mars.	14	<i>Buchanan à Russell</i> , Assertions Bismark sur la politique prussienne.	63	II	428
	14	— La Convention prusso-russe n'est pas annulée..	—	—	429
	16	<i>Cowley à Russell</i> , Entrevue Drouyn de Lhuys, Pologne.....	—	—	438
	18	— Instructions Drouyn de Lhuys, Idem.....	—	—	439
	19	<i>Bloomfield à Russell</i> , Arrivée Metternich à Vienne, Idem.....	—	—	443
	20	<i>Howard à Russell</i> , Opinion du Hanovre, Idem.....	—	—	444
	21	<i>Russell à Cowley</i> , Conduite de l'Autriche, Idem.....	—	—	439
	21	<i>Malet à Russell</i> , Idem.	—	—	443
	21	<i>Stanton à Russell</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	446
	21	<i>Magenis à Russell</i> , Opinion du Portugal, Idem.....	—	—	449
	21	<i>Cowley à Russell</i> , Lettre Napoléon III à Billault.....	—	—	444
	22	<i>Stanton à Russell</i> , Défaite de Langewicz en Pologne.....	—	—	446
	24	— Idem.	—	—	447
	26	<i>Buchanan à Russell</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	448
	26	<i>Bloomfield à Russell</i> , Rechberg sur Langewicz.....	—	—	448
	27	<i>Cowley à Russell</i> , Affaires de Pologne.	—	—	448
	28	<i>Howard à Russell</i> , Idem.....	—	—	449
	30	<i>Jerningham à Russell</i> , Arrivée Czartorysky à Stockholm.....	—	—	449
Avril.	3	<i>Bloomfield à Russell</i> , Note collective de la Russie.....	—	—	451
	3	<i>Napier à Russell</i> , Représentation de l'Italie, Pologne.....	—	—	463
	3	<i>Elliott au gouvernement provisoire de Grèce</i>	—	III	410
	4	<i>Buchanan à Russell</i> , Discussion Chambre de Berlin, Idem.....	—	II	450
	4	— Politique de la Prusse à l'égard de la Pologne..	—	—	450
	4	<i>Russell à Cowley</i> , Conversation Apponyi, Idem.	—	—	449
	5	<i>Cowley à Russell</i> , Conversation Drouyn de Lhuys, Idem.....	—	—	453
	5	<i>Napier à Russell</i> , Adresse de la noblesse russe au sujet de la Pologne.....	—	—	464
	6	<i>Napier à Russell</i> , Représentations de l'Espagne et de l'Italie sur la Pologne.....	—	—	465
	6	<i>Napier à Russell</i> , Mouvements des Polonais en Angleterre.....	—	—	467
	6	— Intentions de la Russie à l'égard de la Pologne.	—	—	467
	7	<i>Stanton à Russell</i> , Proclamation du Comité central polonais.....	—	—	459
	7	<i>Mounsey à Bloomfield</i> , Visite à Cracovie.....	—	—	460
	9	<i>Bloomfield à Russell</i> , Rechberg sur la question polonaise.....	—	—	461
	10	<i>Russell à Napier</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	454
	10	— Conversation Brunow, Idem.....	—	—	457
	10	— Affaire de Pologne.....	—	IV	196
	11	<i>Buchanan à Russell</i> , Conventions de la Prusse.....	—	II	461
	12	<i>Napier à Russell</i> , Manifeste d'amnistie de la Russie.....	—	—	473
	14	<i>Cowley à Russell</i> , Opinion Drouyn de Lhuys, Idem.....	—	—	477
	15	<i>Napier à Russell</i> , Adresse de la municipalité de Saint-Petersbourg à l'Empereur.....	—	—	472
	16	<i>Russell à Adams</i> , Enrôlement d'Anglais dans l'armée fédérale....	—	IV	103
	17	<i>Napier à Russell</i> , Remise à Gortschakoff des Notes des trois Puissances au sujet de la Pologne.....	—	II	479
	17	<i>Napier à Russell</i> , Exagération des rapports venant de Lithuanie..	—	—	479
	18	<i>Avis aux armateurs du « Sea-Queen, » Malle de Matamoras</i>	—	IV	111
	20	<i>Russell à Adams</i> , Enrôlements d'Anglais pour les États-Unis.....	—	—	103
	21	<i>Cowley à Russell</i> , Dépêche française sur Pologne.....	—	II	480
	22	<i>Russell à Cowley</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	480
	22	<i>Circulaire Russell</i> , Idem.....	—	—	481
	24	<i>Russell à Napier</i> , Amnistie en Pologne.....	—	—	481
	27	<i>Discours Russell</i> , Capture du <i>Peterhof</i>	—	IV	107
Mai..	2	<i>Russell à Napier</i> , Dépêche Gortschakoff sur la Pologne.....	—	II	492
	4	<i>Scarlett au président de l'Assemblée nationale de Grèce</i> , Actes de désordre.....	—	III	402

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1863

Mai..	4	<i>Scarlett au ministre des affaires étrangères de Grèce, Actes de désordre</i>	63	III	408
	18	<i>Russell à Moreira, Conflit brésilien</i>	64	I	374
	23	<i>Napier à Russell, Emigration circassienne</i>	—	III	383
	27	<i>Russell à Vienne et Berlin, Contre-exécution fédérale dans les duchés</i>	—	I	11
	28	<i>Russell à Moreira, Conflit brésilien</i>	—	—	378
Juin..	6	<i>Russell à Elliot, Instructions, idem</i>	—	—	379
	10	<i>Circulaire Russell, Cession des îles Ioniennes</i>	63	III	413
	17	<i>Russell à Napier, Réponse à Gortschakoff, Pologne</i>	—	IV	204
	* 21	<i>Mémorandum à la Chambre des Lords, Conflit brésilien</i>	64	I	383
Juill.	2	<i>Edwards à Miraflores, Délai de sortie d'un port neutre pour des belligérants</i>	63	IV	74
	2	<i>Bloomfield à Russell, Importance des îles Ioniennes pour commerce de l'Autriche</i>	64	—	343
	13	<i>Convention Londres, Prince Georges roi de Grèce</i>	63	III	425
	18	<i>Napier à Russell, Affaires de Pologne</i>	—	IV	321
	28	<i>Discours royal, Clôture du Parlement</i>	—	—	75
	28	<i>Russell à Lyons, Attitude vis-à-vis des États-Unis</i>	—	—	77
Août.	10	<i>Paget à Russell, Neutralité des îles Ioniennes</i>	64	—	345
	11	<i>Russell à Napier, Réponse à Gortschakoff, Pologne</i>	63	—	237
	19	<i>Avis du Foreign-Office, Navigation du Mississippi</i>	—	—	78
	19	<i>Renonciation du prince de Galles, Droits sur Cobourg et Gotha</i> ..	64	III	352
	27	<i>Russell à Scarlett, Affaires de Grèce</i>	—	IV	345
Sept..	10	<i>Russell à Hudson, Démission du poste de ministre à Turin</i>	—	III	383
	18	<i>Grey à Russell, Conversation avec Drouyn de Lhuys</i>	—	II	50
	29	<i>Note Scarlett, Correspondance du roi Othon</i>	—	IV	346
Oct..	3	<i>Russell à Malet, Affaires des duchés</i>	—	I	12
	6	<i>Duc de Newcastle, Entrée des belligérants à Bahama</i>	—	—	349
	10	<i>Convention Tunis, Biens fonds dans la Tunisie</i>	—	IV	21
	14	<i>Russell à Malet, Duchés dano-allemands</i>	—	I	15
	20	<i>Russell à Napier, Affaires de Pologne</i>	63	IV	347
	21	<i>Russell à Malet, Conflit dano-allemand</i>	64	I	16
	27	<i>Napier à Russell, Affaires de Pologne</i>	—	—	346
Nov..	3	<i>Scarlett à Delyanis, Affaires de Grèce</i>	—	IV	359
	7	— idem.....	—	—	359
	10	<i>Russell à Neale, Affaire du Japon</i>	—	I	341
	11	<i>Russell à Napier, Neutralité des îles Ionionnes</i>	—	IV	360
	12	<i>Russell à Cowley, Congrès proposé par Napoléon III</i>	—	I	44
	12	<i>Scarlett à Delyanis, Affaires de Grèce</i>	—	—	362
	14	<i>Russell à l'Amirauté, Opération de guerre au Japon</i>	—	—	343
	19	<i>Neale à Russell, Affaires du Japon</i>	—	—	344
	22	<i>Russell à Buchanan, Prétentions du duc d'Augustenbourg</i>	—	—	16
	25	<i>Russell à Cowley, Décline l'invitation au Congrès</i>	—	—	48
Déc..	9	<i>Instruction Russell à Wodehouse en Danemark</i>	—	II	66
	9	<i>Convention Turquie, Télégraphe de Bagdad à Bassora</i>	—	III	146
	12	<i>Wodehouse à Russell, Entrevue avec Bismark</i>	—	II	10
	14	<i>Neale à Kuper, Affaires du Japon</i>	—	III	387
	17	<i>Russell à Wodehouse, Blâme de la Constitution danoise relative au Sleswig</i>	—	II	13
	17	<i>Wodehouse à Russell, Ses entretiens à Copenhague</i>	—	—	14
	17	<i>Russell à Murray (Dresde), Attitude des États moyens de l'Allemagne dans le conflit dano-allemand</i>	—	—	91
	18	<i>Napier à Russell, Duc d'Augustenbourg</i>	—	—	74
	20	— Instruction de la Russie à Copenhague.....	—	—	74
	21	<i>Wodehouse à Russell, Conférence avec Hall</i>	—	—	16

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1863

Déc..	22	<i>Napier à Russell</i> , Dépêche du 20 décembre.....	64	II	74
	22	<i>Paget à Russell</i> , Conférence avec Hall.....	—	—	20
	22	<i>Napier à Russell</i> , Conférence avec Gortschakoff.....	—	—	75
	24	<i>Paget à Russell</i> , Opinion de la Suède sur la Constitution danoise.....	—	—	86
	26	<i>Russell à Cowley</i> , Aide de la Suède au Danemark.....	—	—	86
	27	<i>Russell à Malet</i> , Proposition d'une Conférence pour le conflit dano-allemand.....	—	I	17
	28	<i>Napier à Russell</i> , Conférence Gortschakoff pour le conflit dano-allemand.....	—	II	76
	29	<i>Cowley à Russell</i> , Conversation Drouyn de Lhuys sur le conflit dano-allemand.....	—	—	51
	29	<i>Cowley à Russell</i> , Mission Fleury à Copenhague.....	—	—	54
	31	<i>Circulaire Russell</i> , Conférence pour les affaires du duchés.....	—	I	350
	31	<i>Paget à Russell</i> , Formation du ministère Monrad.....	—	II	22
	31	<i>Bloomfield à Russell</i> , La France refuse la Conférence pour les affaires des duchés.....	—	—	54
	31	<i>Bloomfield à Russell</i> , Observations de la France sur les entreprises du prince d'Augustenbourg.....	—	—	55
	31	<i>Wodehouse à Russell</i> , Raisons de la France de ne pas assister à la Conférence.....	—	—	55

1864

anv.	3	<i>Wodehouse à Russell</i> , Conférence avec Monrad.....	64	II	22
	3	<i>Paget à Russell</i> , idem.....	—	—	24
	3	<i>Cowley à Russell</i> , Démarches pour empêcher la guerre entre l'Allemagne et le Danemark.....	—	—	56
	5	<i>Murray à Beust</i> , Conduite des troupes allemandes dans le Holstein.....	—	—	94
	5	<i>Russell à Cowley</i> , Médiation dans le conflit dano-allemand.....	—	—	57
	5	<i>Cowley à Russell</i> , idem.....	—	—	59
	5	<i>Hammond à Layard</i> , Démolition des fortifications de Corfou.....	—	IV	362
	6	<i>Napier à Russell</i> , Médiation dano-allemande.....	—	II	75
	6	— Conférence pour les affaires dano-allemandes.....	—	—	76
	6	<i>Jerningham à Russell</i> , Concours de la Suède dans le conflit dano-allemand.....	—	—	87
	7	<i>Cowley à Russell</i> , Médiation dano-allemande.....	—	—	60
	7	<i>Wodehouse à Russell</i> , Mission d'Ewers à Copenhague.....	—	—	77
	8	<i>Murray à Beust</i> , Conflit dano-allemand.....	—	—	89
	10	<i>Napier à Russell</i> , Hésitation de la Russie pour une Conférence.....	—	—	77
	11	<i>Russell à Neale</i> , Affaires du Japon.....	—	I	345
	11	<i>Napier à Russell</i> , Affaires des duchés dano-allemands.....	—	II	78
	11	— Projet de transaction Gortschakoff.....	—	—	78
	13	<i>Jerningham à Russell</i> , La Suède en aide au Danemark.....	—	—	88
	14	<i>Bloomfield à Russell</i> , Vues de l'Autriche dans le conflit danois.....	—	—	32
	14	— idem.....	—	—	33
	14	<i>Cowley à Russell</i> , Démarches de la France, idem.....	—	—	61
	14	<i>Bloomfield à Russell</i> , Entrevue avec le ministre de Suède à Vienne.....	—	—	88
	15	<i>Napier à Russell</i> , Proposition de médiation du Danemark.....	—	—	79
	15	— Démarche de la Russie, affaires des duchés.....	—	—	80
	18	<i>Circulaire Russell</i> , Traité de Londres pour la succession danoise.....	—	—	34
	18	<i>Russell à Bloomfield</i> , Dangers de l'occupation du Sleswig.....	—	—	31
	18	<i>Russell à Paget</i> , Retrait de la Constitution danoise.....	—	—	35
	18	<i>Cowley à Russell</i> , La France blâme l'occupation du Sleswig.....	—	—	63
	18	— La France appuie la convocation du Rigsraad.....	—	—	63
	18	<i>Napier à Russell</i> , La Russie, idem.....	—	—	81
	19	<i>Bloomfield à Russell</i> , Refus de l'Autriche d'accorder un délai au Danemark.....	—	—	36

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1864

Janv.	19	<i>Paget à Russell</i> , Retrait de la Constitution danoise.....	64	II	37
	19	<i>Russell à Buchanan et Napier</i> , Traité pour la succession danoise. — —	47		
	19	<i>Cowley à Russell</i> , Démarches pour empêcher la guerre avec le Danemark.....	—	—	64
	19	<i>Jerningharm à Russell</i> , Conférence avec Manderstroem.....	—	—	89
	20	<i>Russell à Buchanan et Napier</i> , Obligations du Traité de Londres. — —	41		
	21	<i>Paget à Russell</i> , Convocation du Rigsraad pour modifier la Constitution danoise.....	—	—	42
	21	<i>Russell à Napier</i> , Conflit dano-allemand.....	—	—	81
	22	<i>Russell à Russell</i> , idem.....	—	—	83
	24	<i>Russell à Loftus</i> , Droits de la Confédération sur les duchés dano-allemands.....	—	—	44
	24	<i>Cowley à Russell</i> , Réponse à 19 janvier.....	—	—	67
	25	<i>Paget à Russell</i> , Délai nécessaire pour rapporter la Constitution danoise.....	—	—	44
	27	<i>Cowley à Russell</i> , Conversation avec Drouyn de Lhuys.....	—	—	66
	27	<i>Napier à Russell</i> , La Russie prendra part à la Conférence pour le règlement du conflit dano-allemand.....	—	—	82
	28	<i>Russell à Scarlett</i> , Union des îles Ioniennes à la Grèce.....	—	IV	366
	28	<i>Jerningham à Russell</i> , La Suède accepte la Conférence pour le règlement du conflit dano-allemand.....	—	II	90
	29	<i>Buchanan à Russell</i> , Conférence avec Bismark.....	—	—	365
	30	<i>Russell à Cowley</i> , Répugnance de Napoléon pour une guerre avec l'Allemagne.....	—	—	70
Fév..	4	<i>Discours royal</i> , Ouverture du Parlement.....	—	I	352
	4	<i>Bloomfield à Russell</i> , L'Autriche désire l'intégrité de la monarchie danoise.....	—	II	368
	7	<i>Paget à Russell</i> , Évacuation du Danewirke.....	—	—	368
	23	<i>Circulaire Russell</i> , Invitation à une Conférence sans armistice....	—	—	371
	24	<i>Russell à Bloomfield</i> , Blâme contre l'Autriche et la Prusse.....	—	—	372
	26	<i>Paget à Russell</i> , Participation du Danemark à la Conférence.....	—	—	374
Mars.	9	<i>Russell à Paget</i> , Le Danemark à la Conférence.....	—	—	375
	16	<i>Russell à Neale</i> , Affaires du Japon.....	—	III	389
	21	<i>Circulaire Russell</i> , idem.....	—	—	378
	23	<i>Malet à Kubeck</i> , Proposition d'une Conférence à Londres.....	—	II	379
	26	— Invitation à la Diète de se faire représenter à la Conférence de Londres.....	—	—	380
Avril.	20	<i>Jerningham à Ribeyro</i> , Conflit hispano-péruvien.....	65	I	236
Mai..	30	<i>Russell à Torben Bille</i> , Rétablissement du blocus.....	64	II	420
Juin..	2	<i>Instructions aux gouverneurs des colonies</i> , Croiseurs américains. —	III	390	
	2	<i>Murray à Russell</i> , Passe-ports en Saxe.....	—	—	391
	28	<i>Acte additionnel des six Puissances</i> , Convention du 19 août 1858 relative aux Principautés danubiennes.....	65	II	383
Juill..	6	<i>Russell à Paget</i> , Conflit dano-allemand.....	64	III	464
	29	<i>Message royal</i> , Clôture du Parlement.....	—	IV	411
Août.	6	<i>Hervey à Jerningham</i> , Départ de Mazarredo de Lima.....	65	I	440
	10	<i>Jerningham à Ribeyro</i> , idem.....	—	—	439
	12	<i>Déclaration Stanley Holway</i> , idem.....	—	—	441
	12	<i>Déclaration Petrie</i> , idem.....	—	—	443
	20	<i>Russell à Lowther</i> , Préliminaires de Vienne.....	64	IV	262
Sept.	3	<i>Convention Turquie</i> , Télégraphe avec l'Inde.....	65	I	163
	6	<i>Convention six puissances</i> , Règlement du Liban.....	—	II	392
	8	<i>Avis</i> , Interdiction des ports anglais aux navires belligérants en Amérique pour être vendus ou désemparés.....	64	IV	34
	19	<i>Russell à Erskine</i> , Intervention de l'influence anglaise dans la Grèce.....	65	IV	139

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1864

Sept.. 28	<i>Décret France</i> , Taxe par paquebots français.....	65	IV	196
Oct.. 18	<i>Letton à Tamandare</i> , Conflit du Brésil avec l'Uruguay.....	65	II	214
	22 <i>Traité Japon</i> , Paix.....	65	III	290
Nov.. 2	<i>Convention Belgique, France, Pays-Bas</i> , Régime de l'accise des sucres.....	—	—	291
	25 <i>Réponse Russell</i> , Manifeste du Congrès des Confédérés.....	—	—	89

1865

Janv. 25	<i>Wood à Russell</i> , Révolte à Tunis.....	65	IV	230
Fév.. 7	<i>Discours de la Reine</i> , Ouverture du Parlement.....	—	—	81
Mars. 2	<i>Déclaration Espagne</i> , Entrée des navires dans les eaux de Gibraltar.....	—	—	96
	13 <i>Fane à Mensdorff-Pouilly</i> , Pavillon intérimaire du Slesvig-Holstein.....	—	II	210
Avril. 27	<i>O'Leary à Del Real</i> , Droits des étrangers en Colombie.....	—	—	375
	28 <i>Russell à Bruce</i> , Assassinat du président Lincoln.....	—	—	392
Mai.. 1	<i>Discours Russell à la Chambre des Lords</i> , Esclavage aux États-Unis.....	—	—	394
	6 <i>Russell à Bruce</i> , Assassinat du président Lincoln.....	—	—	392
Juin.. 3	<i>Bruce à Russell</i> , Suppression des passe-ports à l'arrivée aux États-Unis.....	—	—	251
Juill.. 6	<i>Discours royal</i> , Clôture du Parlement.....	—	—	396
	6 <i>Proclamation de la Reine</i> , Dissolution du Parlement.....	—	—	398
Août. 8	<i>Discours gouverneur</i> , Ouverture du Parlement canadien.....	—	IV	74
Sept. 14	<i>Circulaire Russell</i> , Convention de Gastein.....	—	—	16
Oct.. 5	<i>Russell à Stanton</i> , Politique à l'égard de l'Abyssinie.....	—	—	231
	13 <i>Russell aux lords de l'Amirauté</i> , Levée des restrictions sur les navires étrangers.....	—	—	233

GRÈCE

1826

Avril. 4	<i>Protocole de Saint-Petersbourg</i>	62	IV	375
----------	---	----	----	-----

1827

Juill. 6	<i>Traité pour la pacification de la Grèce</i>	62	IV	377
----------	--	----	----	-----

1829

Mars. 22	<i>Protocole de Londres</i>	62	IV	380
----------	-----------------------------------	----	----	-----

1830

Fév.. 3	<i>Protocole de Londres</i> , Indépendance de la Grèce.....	62	IV	384
	3 — Offre du trône au prince Léopold.....	—	—	387
	3 — Habitants du rit grec catholique.....	—	—	388
	20 — Réponse du prince Léopold.....	—	—	389
Juin. 14	— Renonciation du prince Léopold.....	—	—	390
	16 — Intérêts des Grecs en Turquie.....	—	—	391
Juill. 1	— Abstention des Puissances dans régime intérieur..	—	—	393
Sept. 26	— Instructions aux ministres des trois Cours.....	—	—	395

1831

Nov.. 16	— Ile de Samos, amélioration des frontières.....	62	IV	399
----------	--	----	----	-----

1832

Fév.. 13	— Choix du prince Othon de Bavière.....	—	—	401
Mai.. 7	<i>Traité pour l'élection du roi Othon</i>	—	—	402
Juill. 9	<i>Traité Turquie</i> , Délimitation.....	—	—	407

GRÈCE (Suite)

1832		
Juillet 21	<i>Protocole de Londres, Tranquillité du Levant</i>	62 IV 410
Août. 30	— Proclamation aux Grecs.....	— — 411
Nov.. 11	<i>Traité Bavière, Amitié et alliance</i>	— — 412
1833		
Fév.. 6	<i>Proclamation du roi Othon</i>	62 IV 415
Avril. 30	<i>Article complémentaire du 7 mai 1832</i>	— — 406
1836		
Janv. 30	<i>Protocole de Londres, Émigration</i>	62 IV 417
Mars. 18	<i>Renonciation Othon au trône de Bavière</i>	— — 419
1852		
Fév.. 1	<i>Traité Bavière, France, Grande-Bretagne, Russie, Succession au trône de Grèce</i>	62 IV 421
27	<i>Discours Othon, Ouverture de la session</i>	61 II 89
1859		
Juill. 29	<i>Convention Turquie, Télégraphe</i>	63 III 289
1861		
Avril. 11	<i>Coundouriottis à Malvasi, Reconnaissance du royaume d'Italie</i> ...	61 II 377
Oct.. 24	<i>Convention Italie, Poste</i>	63 III 304
28	<i>Traité Perse, Amitié et commerce</i>	— — 314
1862		
Avril. 4	<i>Adresse des Chambres ioniennes, demandant leur réunion à la Grèce</i>	62 III 54
4	<i>Réponse du haut commissaire ionien à l'Adresse</i>	— — 56
1863		
Oct.. 30	<i>Proclamation du roi Georges, Avènement</i>	64 IV 356
31	<i>Calligis à Scarlett, idem</i>	— — 357
Nov.. 8	<i>Delyanis à Scarlett, Réponse à Scarlett, occupation de la Banque d'Athènes</i>	— — 262
24	<i>Traité de Londres, Union des îles Ioniennes à la Grèce</i>	65 II 377
26	<i>Réponse Georges à Napoléon, Proposition d'un Congrès</i>	64 I 73
1864		
Janv. 6	<i>Hammond à Layard, Démolition des fortifications de Corfou</i>	64 IV 362
25	<i>Protocole Conférence de Londres, Neutralité des îles Ioniennes</i> ...	— — 363
25	— Règlement du commerce des îles. — — 364	
28	<i>Russell à Scarlett, Obligations de l'Angleterre dans l'union des îles à la Grèce</i>	— — 366
Mars. 18	<i>Proclamation du ministère</i>	— III 392
29	<i>Traité France, Grande-Bretagne, Russie, Îles Ioniennes</i>	— — 152
Avril. 15	<i>Décret, Assemblée, Mise en vigueur de la Convention du 29 mars</i> ..	— IV 370
29	<i>Programme du ministère</i>	— III 393
Mai..	<i>Proclamation Zaïmis aux Ioniens, Union</i>	— IV 371
26	<i>Protocole, Mise à exécution du Traité du 29 mars</i>	— — 371
28	<i>Proclamation, lord haut commissaire, Cessation du protectorat britannique</i>	— — 374
Août. 7	<i>Convention Turquie, Télégraphe</i>	— III 197
Oct.. 18	<i>Message du roi à l'assemblée nationale</i>	65 IV 140
Nov.. 12	— Acceptation de la nouvelle constitution.....	— — 141
19	<i>Protestation, 82 députés</i>	— — 143
24	<i>Constitution</i>	— — 144
30	<i>Programme, Ministère Cunares</i>	— — 156

GRÈCE (Suite)

1865

Janv. 28	<i>Proclamation Movrocordatos à Corfou</i>	65	IV	157
Août, 7	<i>Adresse au Roi</i> , Chambre des députés.....	—	—	83

HAÏTI

1860

Mars. 28	<i>Saint-Siège</i> , Concordat.....	63	III	5
----------	-------------------------------------	----	-----	---

1861

Avril. 6	<i>Protestation Geffrard</i> , Annexion de Saint-Domingue à l'Espagne..	61	II	378
----------	---	----	----	-----

1863

Sept. 9	<i>Discours Geffrard</i> , Ouverture des chambres.....	64	I	208
---------	--	----	---	-----

1864

Sept. 19	<i>Règlement</i> , Étrangers arrivant dans le pays.....	65	III	288
----------	---	----	-----	-----

HAMBOURG

1861

Juin. 22	<i>Traité Hanovre et autres puissances</i> , Abolition du droit de stade.	61	IV	18
----------	---	----	----	----

1862

Sept. 27	<i>Traité Turquie</i> , Commerce.....	64	IV	5
----------	---------------------------------------	----	----	---

1863

Juillet 16	<i>Traité Belgique</i> , Rachat du pays de l'Escaut.....	63	IV	40
------------	--	----	----	----

1865

Mars. 4	<i>Traité France</i> , Commerce.....	65	II	289
4	<i>Convention France</i> , Propriété littéraire.....	—	—	298

HANOVRE

1851

Sept. 7	<i>Traité Prusse</i> , Réunion du Steuerverein et du Zollverein.....	62	IV	249
---------	--	----	----	-----

1852

Déc.. 8	<i>Schele à Dirckink-Holmfeld</i> , Accession au traité du 8 mai, suc- cession danoise.....	64	I	112
18	<i>Acte d'accession</i> , idem.....	—	—	113

1853

Avril. 4	<i>Traité Prusse et divers États allemands</i> , Extension de l'union douanière.....	62	IV	269
----------	---	----	----	-----

1856

Janv. 26	<i>Traité Prusse, Zollverein, etc.</i> , pour faciliter le commerce.....	62	IV	292
----------	--	----	----	-----

1861

Fév.. 18	<i>Convention Belgique</i> , Péage du stade.....	61	II	13
Juin. 22	<i>Traité Autriche, Belgique, Brésil, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Mecklembourg-Schwerin, Pays-Bas, Portu- gal, Prusse, Russie, Suède, Lubeck, Brême, Hambourg,</i> Abolition du droit de stade.....	—	IV	18
Juillet 3	<i>Articles additionnels France</i> , Poste.....	—	—	167
Août. 16	<i>Note Witzendorff</i> , Rejet du traité de commerce franco-prussien..	65	I	341
Sept. 18	<i>Platen-Hallermund à Reitzenstein</i> , idem.....	—	—	367
21	<i>Zimmermann au Sénat de Brême</i> , Flotte allemande.....	61	II	237

HANOVRE (Suite)

1861

Oct.. 8	<i>Platen à la Confédération</i> , Chaloupes canonnières.....	61	II	238
Nov.. 23	<i>Réponse Roi à Napoléon III</i> , Propositions d'un Congrès.....	64	I	68

1863

Juillet 16	<i>Traité Belgique</i> , Rachat du péage de l'Escaut.....	63	IV	408
------------	---	----	----	-----

1864

Juillet 11	<i>Accession à la convention du 28 juin</i> , Circulation des vins et du tabac.....	65	I	424
Oct.. 12	<i>Convention de navigation sur le Rhin</i>	—	—	432
Nov.. 25	<i>Arrangement Autriche, Prusse, Saxe</i> , Conflit de Rendsbourg.....	65	I	185

HESSE-ÉLECTORALE

1833

Mars. 22	<i>Traité Prusse, Hesse-Grand-Ducal, Bavière, Wurtemberg</i> , Douanes.....	62	IV	220
----------	--	----	----	-----

1841

Mai.. 8	<i>Traité Prusse et divers États allemands</i> , Prorogation du 22 mars 1833.....	—	—	240
---------	--	---	---	-----

1852

Déc.. 16	<i>Accession Traité de Londres du 8 mai</i> , Succession danoise.....	64	I	112
----------	---	----	---	-----

1856

Janv. 26	<i>Traité Prusse, Zollverein, etc.</i> , Pour faciliter le commerce.....	62	IV	292
----------	--	----	----	-----

1860

Déc.. 8	<i>Résolution de la Chambre</i> , Rétablissement de la Constitution.....	61	I	56
---------	--	----	---	----

1861

Nov.. 14	<i>Envoyé à la Diète</i> , Déclaration sur le conflit constitutionnel.....	61	IV	366
----------	--	----	----	-----

1862

Mai.. 19	<i>Gæddaus à Sydow</i> , Conflit constitutionnel.....	62	III	90
22	<i>Ordonnance</i> Suspendant les élections.....	—	—	86
Juin. 22	— Rétablissant la Constitution de 1831.....	—	—	91
Oct.. 30	<i>Discours</i> , Ouverture des Chambres.....	63	I	447
Déc.. 1	<i>Dehn Rothfels à Bismark</i> , Conflit prussien.....	—	—	448

1864

Juin. 27	<i>Convention pour la prorogation de l'association de Thuringe</i>	65	I	422
28	<i>Traité pour la prorogation du Zollverein</i>	—	—	398
28	<i>Convention Zollverein</i> , Impôt sur le sucre de betterave.....	—	—	401
Oct.. 12	<i>Convention de navigation sur le Rhin</i>	—	—	432

HESSE-GRAND-DUCALE

1853

Janv. 24	<i>Dalvigk à Bluhme</i> , Réserve d'acceptation du Traité du 8 mai 1852. Succession danoise.....	64	I	120
Mars. 4	<i>Bluhme à Dalvigk</i> , Réponse à 24 janvier.....	—	—	121

1861

Août. 14	<i>Traité Grande-Bretagne</i> , Mariage princesse Alice.....	62	II	170
Nov.. 19	<i>Accession aux Conventions littéraires des 13 mai 1846 et 14 juin</i> 1855 entre la Grande-Bretagne et la Prusse.....	—	—	184

HESSE-GRAND-DUCALE (Suite)

1862

Déc.. 6 *Dalvigk à Wentzel*, Traité franco-prussien..... 65 I 383

1864

Oct.. 12 *Adhésion au renouvellement du Zollverin*..... 65 I 429
12 *Convention de navigation sur le Rhin*..... — — 432

ILES IONIENNES

Voir Grèce (page 343).

ITALIE (ROYAUME D')¹.

1861

Mars.	14	<i>Loi conférant à Victor-Emmanuel le titre de Roi d'Italie</i>	61	II	99
	16	<i>Cavour à Azeglio</i> , Réponse à Russell du 21 janvier.....	—	—	385
	23	<i>Notification à la Suisse</i> , Titre de Roi d'Italie.....	—	—	189
	25	<i>Discours Cavour</i> , Affaires de Rome.....	—	—	213
	29	<i>Azeglio à Russell</i> , Notification du titre de Roi d'Italie.....	—	—	211
Avril.	5	<i>Malvasie à Coundouriottis</i> (Grèce), Idem.....	—	—	377
Mai..	1	<i>Circulaire à Antonelli</i> , Contre-validité de l'aliénation des biens de main morte.....	—	III	125
	20	<i>Rapport Nigra</i> , Administration des provinces napolitaines.....	—	—	376
	21	<i>Proclamation Ponza di Sart Martino</i> , Arrivée à Naples.....	—	—	136
	22	<i>Proclamation Carignan</i> , Départ de Naples.....	—	—	138
	29	<i>Cavour à Brassier de Saint-Simon</i> , Retrait de l'exéquatur à la Bavière, au Wurtemberg et au Mecklembourg... ..	—	—	138
Juin.	12	<i>Discours Ricasoli</i> , Reconstitution du ministère après la mort de Cavour.....	—	—	140
	21	<i>Ricasoli à Gropello</i> , Solution de la question romaine.....	—	—	143
	25	<i>Discours Ricasoli à la Chambre</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie par la France.....	—	—	145
	28	<i>Minghetti</i> , Contre protestation contre l'occupation de Rome par la France.....	61	III	392
Juillet	1	<i>Discours Ricasoli</i> , Politique à l'intérieur et à l'extérieur.....	—	—	300
	2	<i>Circulaire Ricasoli</i> , Emprunt de 500 millions.....	—	—	394
	10	<i>Traité Turquie</i> , Commerce.....	62	I	7
	20	<i>Proclamation Cialdini à Naples</i>	61	III	396
	22	<i>Ponza di San Martino à Gallina</i> , Sa démission de lieutenant à Naples.....	—	—	397
	22	<i>Ricasoli à Tourte</i> , Soldats suisse à Naples.....	—	—	464
	31	<i>Circulaire Ricasoli</i> , Situation intérieure de l'Italie.....	—	—	402
Août.	5	<i>Montalte à Vrière</i> (Belgique), Avis du titre de Roi d'Italie pris par Victor-Emmanuel.....	—	IV	359
	3	<i>Della Minerva à Ricasoli</i> , Archives napolitaines en Portugal....	62	I	112
	17	<i>Tecco à C. Collantès</i> , Idem.....	—	—	114
	17	<i>Tecco à Ricasoli</i> , Idem.....	—	—	113
	23	<i>Circulaire Ricasoli</i> , Affaires de Naples.....	61	IV	125
Sept.	1	<i>Tecco à C. Collantès</i> , Archives napolitaines.....	62	I	118
	10	<i>Ricasoli à Antonelli</i> , Proposition au pape.....	61	IV	401
	10	<i>Ricasoli à Nigra</i> , Idem.....	—	—	408
	11	<i>Circulaire Ricasoli</i> , Changement du ministère.....	—	—	240
	17	<i>Tecco à C. Collantès</i> , Archives napolitaines en Espagne.....	62	I	123
Oct..	6	<i>Ricoli à Tecco</i> , Archives napolitaines.....	—	—	127
	9	<i>Décret</i> , Administration des provinces.....	61	IV	249
	9	— Suppression de la lieutenance de Naples.....	—	—	251

1. Voir Sardaigne (plus loin).

ITALIE (Suite)

1861

Oct..	24	<i>Convention Grèce, Poste</i>	63	III	304
	29	<i>Circulaire Mighietti, Attitude du clergé italien</i>	61	IV	411
	30	<i>Tecco à Ricasoli, Archives napolitaines en Espagne</i>	62	I	128
	31	<i>Proclamation Cialdini, Départ de Naples</i>	61	IV	415
Nov..	6	<i>Ricasoli à Tecco, Archives napolitaines en Espagne</i>	62	I	128
	12	<i>Tecco à C. Collantès, Idem</i>	—	—	130
	17	<i>Ricasoli au Conseil d'État du Tessin, Plaintes au sujet du consul de la commune de Cassello</i>	62	I	93
	20	<i>Discours Ricasoli à la Chambre, Négociations avec Rome</i>	61	IV	416
	22	<i>Ricasoli à Hudson, Cabotage pour les îles Ioniennes</i>	62	I	92
	24	<i>Tecco à C. Collantès, Demande de ses passe-ports</i>	—	—	132
	28	<i>Circulaire Ricasoli, Rappel du chargé d'affaires de Madrid</i>	—	—	133

1862

Janv.	3	<i>Circulaire Ricasoli, Situation du royaume</i>	62	II	286
	5	<i>Décret, Suppression de la lieutenance en Sicile</i>	—	—	290
Fév..	4	<i>Ricasoli aux préfets, Manifestations pour Rome capitale</i>	—	—	291
Mars.	8	<i>Séance de la Chambre, Programme Rattazzi</i>	—	—	293
	20	<i>Circulaire Rattazzi, Idem</i>	63	I	115
Mai..	7	<i>Convention France, Chemin de fer</i>	—	—	55
	10	<i>Circulaire Durando, Tentative de Sarnico</i>	—	—	125
	19	<i>Durando à Nigra, Brigandage</i>	—	—	126
Juin.	13	<i>Convention France, Navigation</i>	—	III	18
	16	<i>Durando à Nigra, Reconnaissance par la Russie</i>	—	I	128
	18	<i>Adresse au Roi, Chambre des députés</i>	—	—	131
	29	<i>Convention France, Propriété littéraire</i>	—	—	70
Juillet	8	<i>Nigra à Durando, Reconnaissance par la Russie</i>	—	—	132
	9	<i>Durando à Launay, Reconnaissance par la Prusse</i>	—	—	133
	26	<i>Convention France, Consulaire</i>	—	—	87
	30	<i>Proclamation Garibaldi, Bois de Fienzza</i>	—	—	135
Août.	3	<i>Proclamation Victor-Emmanuel, Réponse à Garibaldi</i>	—	—	135
	11	<i>Déclaration Suisse, Extension des Traités</i>	64	III	325
	11	— Extension du droit d'aubaine.....	—	—	326
	12	<i>Rapport du Conseil des ministres, État de siège de la Sicile</i>	63	I	136
	12	<i>Décret de Victor-Emmanuel, Idem</i>	—	—	137
	15	<i>Pouvoirs à Naples au général de La Marmora</i>	—	—	138
	16	<i>Proclamation La Marmora, État du siège des provinces napolitaines</i>	—	—	138
	20	<i>Proclamation Cugia, État de siège de la Sicile</i>	—	—	140
	24	<i>Proclamation Garibaldi, Appel aux armes contre Rome</i>	—	—	141
Sept.	10	<i>Circulaire Durando, Répression de la tentative de Garibaldi</i>	—	—	142
Oct..	5	<i>Rapport au Roi, Amnistie de Garibaldi</i>	—	—	144
	5	<i>Décret du Roi, Idem</i>	—	—	146
	8	<i>Durando à Nigra, Occupation de Rome par la France</i>	—	—	146
Nov..	30	<i>Convention Suisse, Mense de Côte</i>	64	III	239
Déc..	11	<i>Discours Farini, Nouveau ministère</i>	63	I	449
	20	<i>Circulaire Pasolini, Formation du ministère</i>	—	—	450

1863

Janv.	17	<i>Traité France, Commerce</i>	63	III	23
Mars.	8	<i>Pasolini à Pepoli, Affaires de Pologne</i>	—	IV	348
	8	<i>Pasolini à Azeglio, idem</i>	—	—	349
	21	<i>Pasolini à Nigra, idem</i>	—	—	351
Avril.	9	<i>Traité Belgique, Amitié, commerce et navigation</i>	—	III	326
	19	<i>Visconti Venosta, Réclamation Antonelli, violation du territoire pontifical</i>	64	I	354

ITALIE (Suite)

1863

Avril.	23	<i>Visconti Venosta à Pepoli</i> , Affaires de Pologne.....	64	IV	352
	23	<i>Visconti Venosta à Nigra</i> , Brigandage.....	64	I	355
	30	<i>Pepoli à Visconti Venosta</i> , Affaires de Pologne.....	63	IV	354
Mai..	1	<i>Nigra à Visconti Venosta</i> , Réponse à 23 avril.....	64	I	358
	3	<i>Visconti Venosta à Nigra</i> , Affaires de Pologne.....	63	IV	353
	7	<i>Visconti Venosta à Jocteau</i> , Mouvement du parti de l'action en Suisse.....	64	I	364
	23	<i>Jocteau à Visconti Venosta</i> , Réponse à 7 mai.....	—	—	366
	25	<i>Discours à Victor-Emmanuel</i> , Ouverture des Chambres.....	—	—	358
Juillet	11	<i>Spaventa à Visconti Venosta</i> , Arrestation des brigands de l'Aunis.....	—	—	385
	14	<i>Nigra à Visconti Venosta</i> , Idem.....	—	—	388
	14	<i>Visconti Venosta à Nigra</i> , Idem.....	—	—	390
	15	— Idem.....	—	—	390
	19	<i>Déclaration conseil du contentieux</i> , Idem.....	—	—	392
	21	<i>Nigra à Visconti Venosta</i> , Idem.....	—	—	401
Août.	15	<i>Loi sur le brigandage</i>	—	—	369
	20	<i>Décret</i> , Désignation des provinces pour l'application de la loi sur le brigandage.....	—	—	370
Sept.	28	<i>Traité Russie</i> , Commerce et navigation.....	64	IV	11
Nov..	20	<i>Visconti Venosta à Victor-Emmanuel</i> , Retrait de l'exéquatur aux consuls du Saint-Siège.....	—	I	366
	22	<i>Victor-Emmanuel à Napoléon</i> , Proposition d'un Congrès.....	—	—	67
	23	<i>Visconti Venosta à Nigra</i> , Idem.....	—	—	360

1864

Avril.	8	<i>Convention France</i> , Mandats de poste.....	64	IV	23
Mai..	1	<i>Traité Danemark</i> , Commerce.....	65	III	263
Juin.	17	<i>Visconti Venosta à Nigra</i> , Occupation de Rome.....	—	I	8
	28	<i>Acte des six Puissances</i> , Additionnel à la Convention du 19 août 1858, relatif aux Principautés-Unies.....	—	II	383
Juillet	9	<i>Visconti Venosta à Nigra</i> , Occupation de Rome.....	—	I	10
Août.	22	<i>Convention de Genève</i> , Traitement des militaires blessés en campagne.....	65	III	284
Sept.	15	<i>Nigra à Visconti Venosta</i> , Occupation de Rome.....	65	I	18
	15	<i>Convention France</i> , Évacuation de Rome.....	—	—	5
	19	<i>Rapport Minghetti au Roi</i> , Convocation du Parlement.....	—	—	22
	24	<i>Protestation Greppi</i> , Exclusion de l'Italie de l'arrangement du Liban.....	—	—	118
	25	<i>Représentations Conseil municipal de Turin</i> , Transfert de la capitale à Florence.....	—	—	28
Oct..	1	<i>Programme du ministère La Marmora</i>	—	—	29
	24	<i>Exposé du projet de loi du transfert de la capitale à Florence</i> présenté au Parlement.....	—	—	30
	24	<i>Projet de loi</i> , Idem.....	—	—	32
	30	<i>Rapport Commission Chambre des députés</i> , Idem.....	—	—	33
	30	<i>Nigra à La Marmora</i> , Interprétation de la Convention du 15 septembre.....	—	—	42
Nov..	1	<i>Télégramme Nigra à La Marmora</i>	—	—	42
	7	<i>La Marmora à Nigra</i> , Convention du 15 septembre.....	—	—	45
	8	<i>Discours Visconti Venosta à la Chambre des députés</i> , Idem.....	—	—	48
	12	<i>Discours La Marmora</i> , Idem.....	—	—	52
	14	<i>Discours Pepoli</i> , Idem.....	—	—	55
Déc..	1	<i>Discours Azeglio</i> , Idem.....	—	—	59
	4	<i>Discours Lanza</i> , Idem.....	—	—	67
	4	<i>Décret royal</i> , Mise à exécution de la Convention du 15 septembre.....	—	—	69
Déc..	11	<i>Décret royal</i> , Transfert de la capitale à Florence.....	—	—	69

LXXVI ITALIE, JAPON, LIBERIA, LUBECK, MADAGASCAR, ETC.

ITALIE (Suite)

1865

Fév.. 10	<i>Adresse du Conseil municipal de Turin au Roi</i>	65 III	249
Août. 20	<i>Circulaire Lanza</i> , Instruction confidentielle du ministre de la guerre.....	— IV	85

JAPON

Voir 3^e partie, *Table par ordre de questions*.

LIBERIA

1861

Juin.. 5	<i>Président à Cavour</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie.....	61 III	304
----------	---	--------	-----

LUBECK

1861

Juin. 22	<i>Traité Hanovre et autres puissances</i> , Abolition du droit de stade..	61 IV	18
----------	--	-------	----

1862

Sept. 27	<i>Traité Turquie</i> , Commerce.....	64 IV	5
----------	---------------------------------------	-------	---

1863

Juillet 16	<i>Traité Belgique</i> , Rachat du péage de l'Escaut.....	63 IV	408
------------	---	-------	-----

1865

Mars. 4	<i>Traité France</i> , Commerce.....	65 II	289
4	<i>Convention France</i> , Propriété littéraire.....	— —	298

MADAGASCAR

1862

Sept. 12	<i>Traité France</i> , Commerce.....	63 III	319
----------	--------------------------------------	--------	-----

1863

Fév.. 13	<i>Drouyn de Lhuys à Gros</i>	63 IV	297
----------	-------------------------------------	-------	-----

MAROC

1856

Déc.. 9	<i>Traité Grande-Bretagne</i> , Commerce, navigation.....	63 IV	127
9	— Général.....	— —	115

1859

Août. 24	<i>Convention Espagne</i> , Juridiction de Melilla.....	61 III	32
----------	---	--------	----

1860

Avril. 26	<i>Traité Espagne</i> , Paix.....	61 III	328
-----------	-----------------------------------	--------	-----

1861

Janv. 4	<i>Traité Belgique</i> , Commerce, navigation.....	63 IV	112
Mai.. 4	<i>Convention Espagne</i>	62 II	177
Oct.. 24	<i>Convention Grande-Bretagne</i> , Emprunt à Londres.....	— —	181
30	<i>Traité Espagne</i> , Paix.....	— —	184
Déc.. 20	— Commerce.....	63 IV	135

1862

Janv. 18	<i>Convention Grande-Bretagne</i> , Supplément à la convention 24 octobre 1861.....	62 II	218
----------	---	-------	-----

MECKLEMBOURG-SCHVERIN

1853

- Janv. 10 *Bulow à Dirckinck-Holmsfeld*, Réserve d'acceptation du traité du
8 mai 1852, succession danoise..... 64 I 117

1861

- Juin. 22 *Traité Hanovre et autres puissances*, Abolition du droit de stade.. 61 IV 18

1862

- Fév.. 8 *Oertzen à Vienne*, Réforme fédérale..... 62 III 164

1865

- Juin.. 9 *Traité France, Commerce*..... 65 IV 184
9 — *Littéraire*..... — — 192

MECKLEMBOURG-STRELITZ

1853

- Janv. 13 *Bernstorff à Dirckinck-Holmsfeld*, Réserve d'acceptation du traité
du 8 mai 1852, succession danoise..... 64 I 119

1865

- Août. 24 *Accession*, Traité de commerce, du 9 juin..... 65 IV 129

MEXIQUE (RÉPUBLIQUE)

1853

- Nov.. 12 *Traité Espagne*..... 62 III 173

1859

- Oct.. 9 *Premier décret Miramon*, Bons Jecker..... 62 IV 152
Déc.. 26 *Convention Espagne*, Mon Almonte..... — III 178

1860

- Janv. 30 *Deuxième décret Miramon*, Bons Jecker..... 62 IV 154
Mai.. 15 *Gouvernement de la Vera Cruz*, Ordre pour punir les attentats
contre les Espagnols..... — III 258
24 *Juarez à Pacheco*, Réponse à sa demande de passage à Mexico.... — — 192
Juin. 6 *Réponse commandant des forces de Juarez*, Ordre du 15 mai.... — — 259
Juillet 11 *Ordre Juarez*, Protection des étrangers..... — — 260
Août. 22 *Discours Miramon*, Réponse à Pacheco, présentation des lettres
de créance..... — — 202
Oct.. 3 *Miramon à Pacheco*, Condition d'un arrangement..... — — 230
Déc.. 26 *Ortega à Pacheco*, Son arrivée à Mexico..... — — 268

1861

- Janv. 12 *Ordre d'expulsion Juarez*, contre Pacheco..... 62 III 271
Fév.. 21 *Circulaire Zasco*, idem..... — — 384
Mai.. 29 *Décret*, Suspension de paiement de la dette intérieure..... — IV 17
Juin. 4 *Décret Zuloaga*, Au sujet de Juarez..... — — 21
Juillet 17 *Décret*, Suspension de paiement de la dette étrangère..... — — 29
21 *Zamonaca à Wyke*, Motifs du décret du 17..... — — 23
24 *Traité Belgique*, Amitié..... 63 IV 357
Août. 18 *Instruction La Fuente, ministre à Paris*..... 62 — 147
2 *Jugement*, Voleurs des fonds de la légation anglaise..... — — 45
18 *Zamonaca à Waggoner*, Protestation du corps diplomatique..... — — 49
Sept. 4 *Conférence La Fuente et Thouvenel*, Décret du 17 juillet..... — — 146
Nov.. 19 *Zamonaca à Saligny*, Réponse des notes des 11 et 18 novembre.. — III 330
23 *Décret*, Abrogeant loi du 17 juillet..... — IV 69

MEXIQUE (Suite)

1861

Déc..	2	<i>Arras à Saligny</i> , Désir du Mexique de terminer pacifiquement le différend avec l'Espagne.....	62	III	357
	5	<i>Circulaire aux gouverneurs</i> , Protection des étrangers.....	—	IV	75

1862

Janv.	23	<i>Doblado aux commissaires alliés</i> , Départ pour Orizaba.....	62	III	376
Fév..	6	<i>Doblado aux commissaires alliés</i> , pour établir des préliminaires..	—	III	388
	10	<i>Zaragoza à Prim</i> , Sommation.....	—	—	390
	13	<i>Doblado aux commissaires alliés</i> , Conférence avec Prim.....	—	—	392
	19	<i>Convention de la Soledad</i>	—	II	188
Avril.	* 11	<i>Doblado à Prim</i> , Espoir d'une entente.....	—	III	436
	12	<i>Doblado aux commissaires alliés</i> , Réponse à 9 avril.....	—	—	437
	17	— Regret de la rupture de la conférence.....	—	—	435
	17	<i>Proclamation Almonte aux Mexicains</i>	—	—	443
	20	<i>Teran aux commissaires alliés</i> , Réponse à protestation contre Traité Corwyn.....	—	—	445

1863

Janv.	12	<i>Proclamation Almonte aux Mexicains</i>	63	III	78
Juillet	10	<i>Résolution des notables</i> , Offre de la couronne à Maximilien.....	64	—	298
Oct..	3	<i>Discours Gutierrez de Estrada à Maximilien</i> , Offre de la couronne..	—	—	299
	3	<i>Réponse Maximilien à Gutierrez de Estrada</i>	—	—	302
Déc..	8	<i>Lettre Maximilien à Gutierrez de Estrada</i>	—	IV	255

1864

Janv.	16	<i>Archevêque de La Bastida au général Neigre</i>	64	III	30
Mars.	4	<i>Proclamation</i> , Annulant traités avec Juarez.....	—	—	306
Avril.	4	<i>Pacte de famille</i> , Autriche et Mexique.....	—	IV	399
	10	<i>Discours Gutierrez de Estrada</i> , Offre de la couronne à Maximilien..	—	III	307
	10	<i>Réponse Maximilien</i>	—	—	310

EMPIRE

1864

Avril.	10	<i>Convention France</i> , Séjour des troupes françaises.....	64	III	312
	10	<i>Décret Almonte</i> , Lieutenant de l'empire.....	—	IV	314
	10	— Emprunt mexicain.....	—	III	314
Mai..	20	<i>Proclamation Almonte</i>	—	—	395
	29	<i>Proclamation Maximilien</i> , Arrivée à la Vera Cruz.....	—	—	396
Juillet	6	<i>Lettre Maximilien au président de la commission des finances</i>	—	—	397
	27	<i>Circulaire Gonzales de la Vega</i> , Mise bas des armes.....	—	IV	34
	29	<i>Décret</i> , Levée du blocus.....	—	—	35
Août.	3	<i>Maximilien à Ramirez</i> , Administration de la justice et de l'instruction publique.....	—	—	36
	7	<i>Maximilien à Velasquez</i> , Liberté de la presse.....	—	—	36
Nov.	3	— Mesure pour assurer la paix.....	65	II	178
	3	<i>Maximilien aux préfets</i> , Ligne de conduite à suivre.....	—	—	179
	9	<i>Décret</i> , Nomination de commissaires de surveillance de l'administration.....	—	—	184
Déc..	4	<i>Décret</i> , Création du conseil d'Etat.....	—	—	186
	27	<i>Lettre Maximilien</i> , Question des biens du clergé.....	—	—	86

1865

Janv.	21	<i>Ramirez à Meglia</i> , nonce au Mexique.....	65	II	191
Fév..		<i>Réponse Maximilien</i> , Mémoire sur les biens du clergé.....	—	—	198

MEXIQUE (Suite)

1865

Fév.. 26	<i>Décret</i> , Règlement de l'exercice des cultes.....	65	II	200
26	— Désamortissement des biens ecclésiastiques.....	—	—	201
Avril. 10	<i>Statut provisoire de l'Empire</i>	—	III	252
Août. 1	<i>Décret</i> , Immigration étrangère.....	—	IV	123
5	<i>Circulaire</i> , Idem.....	—	—	123

MONACO

1861

Fév.. 2	<i>Traité France</i> , Cession.....	61	I	322
---------	-------------------------------------	----	---	-----

NASSAU

1841

Mai.. 8	<i>Traité Prusse et divers États allemands</i> , Association douanière... 62	IV	240
---------	--	----	-----

1853

Avril. 4	<i>Traité Prusse et divers États allemands</i> , Extension de l'union douanière.....	62	IV	269
----------	---	----	----	-----

1862

Sept. 11	<i>Wittgenstein à Lohneysen</i> , Traité franco-prussien.....	65	I	366
----------	---	----	---	-----

1864

Oct.. 12	<i>Adhésion à la prorogation du Zollverein</i>	65	I	429
12	<i>Convention de navigation sur le Rhin</i>	—	—	432
Nov.. 2	<i>Décret</i> , Dissolution des États.....	64	IV	409

1865

Juillet 5	<i>Convention France</i> , Propriété littéraire.....	65	IV	98
-----------	--	----	----	----

NOUVELLE-GRENADE

1863

Déc.. 30	<i>Traité Équateur</i> , Paix.....	64	II	150
----------	------------------------------------	----	----	-----

OLDENBOURG

1852

Déc.. 10	<i>Rossing à Dirckingk de Holmfeld</i> , Traité du 8 mai 1852, succession danoise.....	64	I	109
10	<i>Rossing à Dirckingk de Holmfeld</i> , Complément note du même jour.....	—	—	110

1853

Avril. 4	<i>Traité Prusse et autres États allemands</i> , Extension de l'Union douanière.....	62	IV	269
Juin. 27	<i>Rossing à Dirckingk-Holmfeld</i> , Notes 10 décembre.....	64	I	110

1854

Mars. 28	<i>Rossing à Dirckingk-Holmfeld</i> , Renonciation succession danoise..	64	I	111
28	<i>Acte de Renonciation</i> , idem.....	—	—	132

1861

Fév.. 2	<i>Le Duc au roi Frédéric</i> , En faveur des duchés.....	61	II	190
---------	---	----	----	-----

1863

Mai.. 1	<i>Roessing à Cintrat</i> , Affaires de Pologne.....	63	IV	306
---------	--	----	----	-----

OLDENBOURG (Suite)

1863

Juillet 16 *Traité Belgique*, Rachat du péage de l'Escaut..... 63 IV 408

1864

Juin.. 3 *Traité Espagne*, Extradition..... 65 III 275Juillet 11 *Accession à la Convention du Zollverein du 28 juin*, Relative aux
vins et au tabac..... — I 424Oct.. 12 *Convention de navigation sur le Rhin*..... — — 432

1865

Mai.. 5 *Adhésion à convention littéraire franco-prussienne du 2 août 1862*. 65 III 11

PARAGUAY

1853

Mars. 4 *Traité Grande-Bretagne*, Commerce, navigation..... 62 II 471

1859

Août. 25 *Vasquez à Russell*, Incident Canstatt..... 62 II 398Déc.. 13 *Lopez à La Pesta*, Attaque du Tacuari par un navire anglais..... — — 401

1860

Sept. 15 *Calvo à Russell*, Memorandum Canstatt..... 62 II 423Déc.. 5 *Sanchez à Calvo*, Affaire Canstatt..... — — 460

1861

Mars.. 12 *Calvo à Thouvenel et Russell*, Affaire Canstatt..... 62 II 439Mai.. 28 *Calvo à Russell*, idem..... — — 467Juillet 29 *Calvo à Sanchez*, idem..... — — 461

1862

Mai.. 28 *Calvo à Russell*, Affaire Canstatt..... 62 II 467Août. 9 *Convention France*, Amitié..... 63 IV 156Oct.. 14 *Convention Grande-Bretagne*, Fin aux différends..... — — 157

1864

Nov.. 12 *Bergès à Vianna de Lima*, Rupture avec le Brésil..... 65 II 219

14 — idem..... — — 221

14 — idem..... — — 222

17 *Circulaire Bergès au corps diplomatique à l'Assomption*, Rupture

avec le Brésil..... — — 223

Déc.. 31 *Circulaire*, Situation vis-à-vis du Brésil..... — — 224

1865

Mars. 18 *Déclaration de guerre à la confédération argentine*..... 65 IV 25*Président à Urquiza*, Occupation de Corrientes..... — — 77

PAYS-BAS

1861

Avril. 26 *Van Zuylen à Murphy*, Affaires d'Amérique..... 62 II 14Juin.. 16 *Proclamation*, Neutralité dans le conflit des États-Unis..... — — 1922 *Traité Hanovre et autres puissances*, Abolition du droit de stade. 61 IV 18Sept. 16 *Discours Roi*, Ouverture session..... — — 14117 *Zuylen à Pyke*, *Le Sumter* à Curacao..... 62 II 1721 *Convention Belgique*, Dérivation de la Meuse..... — — 17324 *Discours Zuylen*, Reconnaissance du roi d'Italie..... 61 IV 251

PAYS-BAS (Suite)

1861

Oct.. 15	<i>Zuylen à Pyke, Le Sumter à Paramaribo</i>	62	II	26
29	— idem.....	—	—	29

1862

Mai.. 16	<i>Séance de la Chambre, Rejet de la convention sur les eaux de la Meuse</i>	62	III	63
Août. 4	<i>Déclaration Suisse, Exemption du service militaire</i>	64	—	323
Sept. 15	<i>Discours du Roi, Ouverture de la session</i>	63	I	451
Oct.. 28	<i>Discours du prince Henri, Ouverture des États du Luxembourg</i> ..	—	—	453
Nov.. 22	<i>Traité Suisse, Amitié et commerce</i>	—	—	370
Déc.. 31	<i>Convention Espagne, Propriété littéraire</i>	64	III	344

1863

Janv. 19	<i>Traité Suisse, Consuls aux Indes néerlandaises</i>	64	III	349
Fév.. 1	<i>Déclaration France, Télégrammes avec le Luxembourg</i>	—	—	148
	1 <i>Arrangement France, Droit d'entrée des alcools</i>	—	—	149
Avril. 28	<i>Van der Maesen de Sombreff à Gevers, Affaires de Pologne</i>	63	IV	305
Mai.. 12	<i>Traité Belgique, Rachat du péage de l'Escaut</i>	—	—	422
12	— Régime des prises d'eau à la Meuse.....	64	III	355
Juillet 15	<i>Convention Belgique, Droits de pilotage sur l'Escaut</i>	63	IV	441
Août. 31	<i>Déclaration France, Taxe des télégrammes pour le Luxembourg</i> ..	64	III	366
Sept. 21	<i>Discours Roi, Ouverture des États généraux</i>	—	I	210
Oct.. 28	<i>Discours prince Henri, Ouverture de la diète du Luxembourg</i> ...	—	—	212
Nov.. 29	<i>Réponse Roi à Napoléon, Proposition d'un congrès</i>	—	—	75

1864

Août. 22	<i>Convention de Genève, Traitement des militaires blessés en campagne</i>	65	III	284
Sept. 19	<i>Discours, Ouverture des États généraux</i>	64	IV	258
	30 <i>Adresse, Réponse au discours du trône</i>	—	—	259
Oct.. 22	<i>Traité Japon, Paix</i>	65	III	290
	26 <i>Discours, Ouverture des États du Luxembourg</i>	—	—	409
Nov.. 2	<i>Convention Belgique, France, Grande-Bretagne, Régime de l'ac-</i> <i>cise des sucres</i>	65	—	291

1865

Juillet 7	<i>Traité France, Commerce et navigation</i>	65	III	411
Sept. 18	<i>Discours royal, Ouverture des États généraux</i>	65	IV	87

PÉROU

1861

Mars 9	<i>Traité France, Commerce et navigation</i>	63	I	347
24	<i>Protestation Melgar, Annexion de St-Domingue à l'Espagne</i>	61	IV	255
24	— Contre-empiétements de l'Équateur.....	—	—	259
25	— Bruits d'annexion de l'Équateur à l'Espagne.....	—	—	418

1864

Janv. 15	<i>Arrangement France, Droits sur le Guano</i>	65	IV	94
Mars. 23	<i>Ribeyro à Mazarredo, Conflit avec l'Espagne</i>	65	I	208
Avril. 1	— idem.....	—	—	209
	13 <i>Ribeyro à Pacheco, Événements depuis l'arrivée de Mazarredo</i> ..	—	—	211
	16 <i>Ribeyro à Pinzon, Occupation des îles Chinchas par les Espagnols</i> ..	—	—	223
	16 <i>Proclamation du président Pezet, idem</i>	—	—	225
	16 <i>Circulaire Ribeyro au corps diplomatique à Lima</i>	—	—	226
	20 <i>Ribeyro à Mazarredo, Réponse à memorandum espagnol</i>	—	—	260

PÉROU (Suite)

1864

Avril. 21	<i>Ribeyro au corps diplomatique de Lima</i> , Conflit espagnol.....	65	I	232
26	<i>Circulaire Ribeyro</i> , — idem.....	—	—	238
28	<i>Note Ribeyro</i> , Exposé des faits avant l'occupation des îles Chinchas.....	—	—	244
Mai.. 16	<i>Barrenechea à Herrera</i> , Occupation des îles Chinchas.....	—	—	286
30	<i>Sanx à Bille</i> , Prise d'un navire hambourgeois par les Danois....	64	IV	400
Juillet 28	<i>Message du président aux chambres</i>	—	—	411
Août. 23	<i>Circulaire Ribeyro</i> , Conflit avec l'Espagne.....	65	I	311
Sept. 7	<i>Loi du congrès</i> , Obligation du pouvoir exécutif dans le conflit avec l'Espagne.....	—	—	444
Oct. 16	<i>Circulaire Calderon</i> , Politique du nouveau cabinet.....	—	—	445
19	— Union de tous les peuples américains.....	—	—	446
31	<i>Déclaration du congrès des États de l'Amérique du Sud à l'amiral espagnol Pinzon</i> , Occupation des îles Chinchas.....	—	—	448
Déc.. 7	<i>Résolution du congrès</i> , Déclaration de la guerre à l'Espagne.....	—	—	450
22	<i>Circulaire Calderon</i> , Conflit espagnol.....	—	II	159

1865

Janv. 27	<i>Calderon à Paréja</i> . Réponse à l'ultimatum espagnol.....	65	II	164
27	<i>Traité Espagne</i> , Paix	—	—	168
28	<i>Vivanco à Calderon</i> , Traité du 27 janvier avec l'Espagne.....	—	—	167
29	<i>Calderon à Vivanco</i> , idem.....	—	—	170
30	<i>Calderon au congrès péruvien</i> , idem.....	—	—	171
31	<i>Décret présidentiel</i> , Résolution du congrès, déclare la session... —	—	—	171
Fév.. 2	— Clôture de la session législative	—	—	172
2	<i>Proclamation du président à la nation; à l'armée et à la flotte</i> .. —	—	—	173

PERSE

1861

Oct.. 28	<i>Traité Grèce</i> , Amitié et commerce.....	63	III	314
----------	---	----	-----	-----

1863

Nov.. 28	<i>Convention Turquie</i> , Ligne télégraphique.....	64	III	144
----------	--	----	-----	-----

PORTUGAL

1860

Nov.. 4	<i>Discours du Roi</i> , Ouverture des Cortès.....	61	I	110
---------	--	----	---	-----

1861

Mai.. 7	<i>Note Avila</i> , Refus d'intervenir avec l'Espagne pour le pape.....	62	II	346
20	<i>Discours du Roi</i> , Ouverture des Cortès.....	61	III	146
Juin. 21	<i>Note Avila</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie.....	—	—	305
22	<i>Traité Hanovre et autres puissances</i> , Abolition du droit de stade. —	IV	18	
29	<i>Circulaire Avila</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie.....	—	III	306
Juillet 29	<i>Déclaration de neutralité</i> , Conflit des États-Unis.....	62	II	12
Nov.. 4	<i>Discours royal</i> , Ouverture des Cortès.....	61	IV	420
11	<i>Proclamation du Roi régent</i>	—	—	421
12	<i>Procès-verbal du conseil d'État</i> , Mort du Roi.....	—	—	422
14	<i>Proclamation d'avènement du roi Luis I^{er}</i>	—	—	423
Déc.. 22	<i>Discours royal</i> , Réunion des Cortès.....	62	I	94

1862

Juillet 1	<i>Discours royal</i> , Clôture des Cortès.....	63	I	454
-----------	---	----	---	-----

PORTUGAL (Suite)

1862

Sept.	4	<i>Discours royal</i> , Ouverture des Cortès.....	63	I	455
Nov.	4	— idem.....	—	—	456

1863

Avril.	23	<i>Loulé à Comminges Guitaut</i> , Affaires de Pologne.....	63	IV	303
Mai..	1	<i>Loulé à Moira</i> , idem.....	—	—	304
Juin.	30	<i>Discours du Roi</i> , Clôture des Cortès.....	—	—	82
Nov.	18	<i>Reponse Roi à Napoléon</i> , Proposition d'un congrès.....	64	I	60

1864

Janv.	2	<i>Discours Roi</i> , Ouverture des Chambres.....	64	I	213
Août.	22	<i>Convention de Genève</i> , Traitement des militaires blessés en campagne.....	65	III	284
Sept.	19	<i>Décret France</i> , Taxes postales.....	64	IV	194
Oct.	19	<i>Acevedo à Tamandare</i> , Conflit du Brésil avec l'Uruguay.....	65	II	217

1865

Janv.	2	<i>Discours Roi</i> , Ouverture des Chambres.....	65	I	170
Août.	1	— idem.....	—	III	399

PRINCIPAUTÉS-UNIES

1858

Avril.	2	<i>Convention de Constantinople</i> , Organisation.....	65	III	105
--------	---	---	----	-----	-----

1860

Déc.	11	<i>Discours Alexandre-Jean</i> , Ouverture des Chambres.....	61	I	251
	23	<i>Allocution</i> — Neutralité du territoire.....	—	—	252
	29	<i>Cogalniceano</i> , Discours à l'assemblée de Jassy.....	—	—	253

1861

Janv.	4	<i>Cogalniceano à Goedel</i> , Réfugiés hongrois.....	61	I	90
	6	<i>Alexandre-Jean à Negri</i> , Défiances de la Turquie.....	—	—	92
Mai..	1	<i>Alexandre-Jean à Negri</i> , Nécessité de l'Union.....	—	IV	261
Nov.	20	<i>Ghyka aux puissances garantes à Jassy</i> , Fermage des biens des couvents dédiés.....	64	II	177
Déc.	15	<i>Message Alexandre-Jean</i> , Union des Principautés.....	62	I	95
	22	<i>Proclamation Alexandre-Jean aux Roumains</i> , Union des Principautés.....	—	—	97
	22	<i>Message aux Chambres</i> , idem.....	—	—	97
	22	<i>Adresse de l'Assemblée</i> , idem.....	—	—	97

1862

Fév.	5	<i>Discours Alexandre-Jean</i> , Ouverture des Chambres.....	62	II	298
	24	<i>Arsaki à Tillos</i> , Maintien des capitulations.....	—	—	301
Mars.	14	<i>Ordonnance Alexandre-Jean</i> , Commission pour la question des monastères.....	64	—	180
	26	<i>Ministre des cultes aux communautés grecques</i> , Couvents dédiés.....	—	—	180
Juin.	16	<i>Convention Autriche, Turquie, Serbie</i> , Télégraphes.....	63	IV	155
Juillet	7	<i>Message Alexandre-Jean</i> , Clôture des Chambres.....	—	I	457
Nov.	16	<i>Discours Alexandre-Jean</i> , Ouverture des Chambres.....	—	—	458
	25	<i>Arrêté</i> , Séquestre sur revenus des couvents dédiés.....	64	II	187
Déc.	4	<i>Ordre</i> , Versements au trésor par les fermiers des monastères grecs.....	—	—	188
	9	<i>Callimaki à Aali-Pacha</i> , Saisie d'armes pour la Serbie.....	63	III	108
	17	<i>Circulaire Callimaki</i> , idem.....	—	—	111

PRINCIPAUTÉS-UNIES (Suite)

1863

Avril.	8	<i>Arrêté, conseil des Ministres</i> , Destitution du père Cyrillo Vaccarestiano.....	64	II	191
	9	<i>Alexandre-Jean au président du conseil</i> , Donation sur sa liste civile.....	63	III	120
	9	<i>Publication ministérielle</i> , Arrestation du père Cyrillo.....	64	II	194
	17	<i>Minute de la justice</i> , Avocats des monastères grecs.....	—	—	192
Mai..	22	<i>Ordonnance Alexandre Jean</i> , Arrestation du supérieur du monastère Bysanzia.....	64	II	196
Juin..	3	<i>Ordonnance Alexandre-Jean</i> , Suppression des Epitropies du Saint-Sépulcre.....	—	—	195
	4	<i>Convention Serbie</i> . Extradition.....	—	III	150
	13	<i>Arrêté</i> . Baux des biens conventuels grecs.....	—	II	194
	30	<i>Ordonnance</i> . Actes des monastères.....	—	—	197
		<i>Mémoire</i> . Couvents roumains.....	—	—	197
Août.	22	<i>Negri à Aali-Pacha</i> . Idem.....	—	—	270
Sept.		<i>Mémoire Nilos</i> . Idem.....	—	—	274
Nov.	15	<i>Discours Alexandre-Jean</i> . Ouverture des Chambres.....	—	—	340
Déc..	24	<i>Loi de sécularisation des couvents dédiés</i>	—	—	333

1864

Jan...	5	<i>Rosetti Barbamesco à Negri</i> . Couvents dédiés.....	64	II	326
	19	<i>Bolintimariano à Couza</i> . Loi de sécularisation.....	—	—	336
Fév..	22	<i>Alexandre-Jean à Fuad-Pacha</i> . Organisation de l'armée.....	—	—	345
Avril.	27	<i>Message Alexandre-Jean</i> . Pour ajourner les Chambres au 14 mai..	—	—	351
Mai..	14	<i>Proclamation Alexandre Jean</i> . Coup d'Etat.....	—	—	352
Juillet	14	— Modification du statut.....	—	III	116
Août.	14	— Aux paysans corvéables.....	—	—	128
	14	<i>Loi</i> . Régularisant la propriété rurale.....	—	—	129
Déc..	18	<i>Discours Alexandre Jean</i> . Ouverture de la session.....	—	—	140

1865

Jan...	4	<i>Réponse de l'Assemblée</i> . Discours du 18 décembre.....	65	III	147
	18	<i>Réponse du Sénat</i> . Idem.....	—	—	151
Mai..	22	<i>Convention Autriche</i> . Service télégraphique.....	—	IV	132
	25	<i>Convention Autriche</i> . Extradition des malfaiteurs.....	—	—	183
		<i>Circulaire Savet Mano</i> . Idem.....	—	—	105

PRUSSE

1833

Mars.	22	<i>Traité Hesse Électorale, Hesse Grand-Ducale, Bavière, Wurtemberg</i> . Douanes.....	62	IV	220
-------	----	---	----	----	-----

1841

Mai..	8	<i>Traité États Allemands</i> . Prorogation du 22 mars 1833.....	62	IV	240
-------	---	--	----	----	-----

1846

Mai..	13	<i>Convention Grande-Bretagne</i> . Propriété littéraire.....	62	II	185
-------	----	---	----	----	-----

1851

Sept..	7	<i>Traité Hanovre</i> . Réunion du Steuerverein et du Zollverein.....	62	IV	249
	30	<i>Manteuffel à Bille-Brahe</i> . Succession danoise.....	64	I	91
Déc..	30	<i>Manteuffel à Werther</i> . Schleswig-Holstein.....	—	—	263

1852

Mai..	8	<i>Protocole de Londres</i> . Succession danoise.....	64	I	94
	8	<i>Traité de Londres</i> . Idem.....	—	—	94
Juin..	19	<i>Protocole de Londres</i> . Idem.....	—	—	99

PRUSSE (Suite)

1853

Fév...	19	Traité Autriche. Commerce.....	62	IV	259
Avril.	4	Traité Hanovre et divers États. Extension du Zollverein.....	—	—	269

1856

Janv..	26	Traité Zollverein, pour faciliter le commerce.....	62	IV	292
--------	----	--	----	----	-----

1858

Mai..	21	Convention France. Poste.....	61	IV	168
Juin.	30	Convention Belgique, France. Télégraphes.....	63	III	293
Oct..	20	Discours Prince Régent. Prise de possession de la régence.....	61	I	256

1860

Août..		Promemoria. Réponse à l'Autriche, juillet, Zollverein.....	62	IV	362
Sept..	5	Convention de Paris. Répression des troubles en Syrie.....	61	I	180
Oct...	13	Schleinitz à Brasier Saint-Simon. Réponse à la Sardaigne.....	—	—	111
Nov...	8	Schleinitz à Bernstorff. Refus des offres danoises.....	—	—	418
Déc..	29	— Réponse à Russell 8 décembre.....	—	—	421

1861

Janv...	3	Discours Guillaume I ^{er} , au Conseil municipal de Berlin.....	61	I	257
	5	— aux généraux. Retour à Berlin.....	—	—	263
	7	Manifeste du Roi. Avènement au trône.....	—	—	258
	12	Décret d'amnistie.....	—	—	260
	14	Discours du Roi. Ouverture des Chambres.....	—	—	262
	16	Schleinitz à Pourtalès. Évacuation de la Syrie.....	—	II	416
	24	Traité Japon. Amitié et commerce.....	65	—	161
Fév...	6	Discours Schleinitz. Amendement de Vincke.....	61	I	424
	19	Protocole de Paris. Affaires de Syrie.....	—	II	321
Mars.	15	Convention. Prolongation de l'occupation de Syrie.....	—	—	328
Avril.	4	France. Convention pour l'établissement d'un canal de la Sarre...	—	III	334
	6	Mémorandum au Zollverein. Traité avec la France.....	62	IV	423
Juin..	1	Convention Saxe-Cobourg-Gotha. Militaire.....	61	—	14
	5	Discours du Roi. Clôture des Chambres.....	—	III	147
	13	Note Schleinitz. Déclaration de neutralité dans le conflit des États-Unis.....	—	—	306
	17	Richtshofen à Brême et Hambourg. Construction de chaloupes canonnières.....	—	IV	423
	22	Traité Hanovre et autres puissances. Abolition du droit de stade..	—	—	18
Août.	12	Grüner à Balan. Affaires du Holstein.....	—	—	144
	16	Circulaire. Traité du 11 juillet 1799 avec les États-Unis.....	—	—	428
	21	Wagner à Zamacona. Attentats au Mexique.....	62	—	51
Sept..	4	Circulaire. Traité de commerce avec la France.....	—	—	451
Oct...	16	Allocution au Roi. Aux chefs de l'armée à Königsberg.....	61	—	270
	17	— Aux membres des deux Chambres à Königsberg.....	—	—	271
	18	Discours du Roi. Couronnement à Königsberg.....	—	—	271
	18	Décret d'amnistie.....	—	—	272
	25	Bernstorff. Réponse à Hanovre. Chaloupes canonnières.....	—	—	434
	31	Rescrit du Roi, à la suite du couronnement.....	—	—	435
Nov..	14	Déclaration de l'envoyé prussien à la Diète. Flotte.....	—	—	366
Déc..	5	Dépêche Bernstorff. Réponse aux propositions danoises.....	62	II	358
	20	— Projet de réforme Beust.....	—	III	134
	25	Bernstorff à Gerols. Affaire du Trent.....	—	I	99

1862

Janv..	14	Discours du Roi. Ouverture des Chambres.....	62	II	302
Fév..	2	Bernstorff à Werther. Présidence de la Diète.....	—	III	157
	8	Bernstorff à Bulow. Duchés dano-allemands.....	—	II	371

PRUSSE (Suite)

1862

Fév..	14	Bernstorff à Bulow. Réforme fédérale.....	62	III	161
	14	Gundlach à Beust. Idem.....	—	—	163
	21	Mémorandum. Note du 2 février.....	—	—	165
Mars..	19	Ordonnance royale. Election.....	—	II	305
Avril..	3	Circulaire. Traité de commerce avec la France.....	—	IV	464
	3	Réponse à l'Autriche, 15 septembre 1861. Idem.....	—	—	490
Mai...	6	Bernstorff à Werther. Incident de la Hesse électorale.....	—	III	87
	13	Bernstorff. Réponse à Hall, 12 mars. Question des Duchés.....	—	—	171
	18	Sydow à Gæddæus. Incident de la Hesse électorale.....	—	—	89
	19	Discours du Roi. Ouverture des Chambres.....	—	—	65
	20	Sydow à Gæddæus. Rupture des relations avec la Hesse électorale.....	—	—	90
	28	Réponse à l'Autriche, 6 mai. Traité de commerce avec la France.....	—	IV	503
Juin..	7	Adresse de la Chambre des Députés au Roi.....	—	III	69
	7	Réponse du Roi à l'adresse.....	—	—	70
	27	Bernstorff à Copenhague. Duché de l'Elbe.....	63	III	178
Juillet	4	Bernstorff à Brassier Saint-Simon. Reconnaissance du royaume d'Italie.....	—	I	150
	5	Réponse à note autrichienne, 21 juin. Traité de commerce avec la France.....	62	IV	508
	20	Réponse à note autrichienne, 10 juillet. Traité de commerce avec la France.....	63	I	97
	21	Bernstorff à Brassier Saint-Simon. Reconnaissance de l'Italie.....	—	—	152
	31	Bernstorff à Werther. Idem.....	—	—	155
Août..	2	Traité France et Zollverein. Commerce.....	62	IV	308
	2	— Service des chemins de fer.....	—	—	346
	2	— Propriété littéraire.....	—	—	356
	2	— Navigation.....	—	—	350
	2	— Protocole particulier de signature.....	63	I	105
	5	Circulaire Bernstorff. Réforme fédérale.....	—	—	106
	6	Bernstorff à Werther. Réponse à Autriche, 26 juillet. Réforme fédérale.....	—	—	110
	13	Bernstorff à Rechberg. Réforme fédérale.....	—	III	51
	22	Bernstorff. Question des Duchés dano-allemands.....	—	—	182
	26	Bernstorff à Perponcher. Note Bavière sur le traité avec la France.....	65	I	345
	26	Bernstorff à Zschokke. Note Wurtemberg, idem.....	—	—	358
Oct..		Bismark à Perponcher. Refus d'adhésion de la Bavière, idem.....	—	—	374
	14	Discours royal. Clôture des Chambres.....	63	I	459
	15	Bismark à Usedom. Affaire de la Hesse électorale.....	—	—	462
	27	Bismark à Bernstorff. Duchés dano-allemands.....	—	III	202
Nov..	12	Bismark à Shulenburg Priemern. Dépêche Wurtemberg, idem.....	65	I	375
	18	Bismark à Carlitz. Refus d'accession de la Hesse-Darmstadt, idem.....	—	—	375
	24	Bismark à Dehn Rothfels. Affaire de la Hesse électorale.....	63	I	462
Déc...	4	— Idem.....	—	—	464

1863

Jan..	14	Discours royal. Ouverture des Chambres.....	63	I	464
	24	Circulaire Bismark. Rapports avec l'Autriche.....	—	III	66
	27	Bismark à Perponcher (Bavière). Négociation d'un traité de commerce avec la Belgique.....	65	I	384
	29	Adresse de la Chambre des Députés. Réponse à 14 janvier.....	63	I	466
Fév...	1	Proclamation aux habitants du grand-duché de Posen.....	—	II	367
	5	Adresse de la Chambre des Seigneurs. Réponse à 14 janvier.....	—	—	471
	6	Réponse du Roi, à 29 janvier.....	—	—	468
	7	Interpellation Kantak et Chlapowski. Proclamation du 1 ^{er} février.....	—	II	368
	9	Réponse du Roi, à 5 février.....	—	I	473
	16	Bismark. Réponse à Kantak et Chlapowski, 7 février.....	—	II	366

PRUSSE (Suite)

1863

Fév..	18	Débats, Chambre des Députés. Question polonaise.....	65	II	382
	27	— Idem.....	—	—	394
Mars.	21	Bismark à Perponcher. Traité de commerce avec la Belgique....	—	I	385
	31	Circulaire. Traité 28 mars avec la Belgique.....	—	II	209
Avril.	15	Bismark à Bulow. Duchés dano-allemands.....	—	III	249
Mai..	11	Séance de la Chambre des Députés.....	—	—	341
	12	Communication du ministre d'État, idem.....	—	—	344
	13	Grabow à Bismark, idem.....	—	—	345
	14	Bismark à Grabow. Réponse à 13 mai.....	—	—	346
	20	Message du Roi aux Chambres.....	—	—	346
	22	Adresse au Roi. Chambre des Députés.....	—	—	347
	23	Bismark. Réponse à Hall, 16 mai.....	—	—	254
	26	Réponse du Roi à 22 mai.....	—	—	350
	27	Discours Bismark. Clôture des Chambres.....	—	—	354
Juin..	1	Ordonnance royale. Modification du régime de la presse.....	—	—	355
	6	Ordonnance, Ministère de l'intérieur. Adresse des Conseils municipaux.....	—	—	357
Juillet.	8	Circulaire Thile. Déclaration de la Bavière sur le Zollverein.....	—	I	392
	8	— Réponse à la déclaration de la Bavière.....	—	—	393
Août..	4	Guillaume à François-Joseph. Réponse à projet de réforme.....	64	I	413
	14	Bismark à Werther. Ouvertures de l'Autriche sur projet de réforme.....	—	—	414
	20	Réponse Guillaume au congrès de Francfort.....	—	—	423
	21	Bismark à Sydow. Congrès de Francfort.....	—	—	424
Sept..	2	Décret. Dissolution de la Chambre des Députés.....	63	IV	83
	15	Rapport du ministère. Congrès de Francfort.....	64	I	447
	23	Réponse Guillaume au congrès de Francfort.....	—	—	454
Nov..	9	Discours Guillaume. Ouverture des Chambres.....	—	—	18
	13	Thile à Bulow. Constitution de la monarchie danoise.....	—	IV	85
	18	Réponse Guillaume à Napoléon. Proposition d'un congrès.....	—	I	61
	23	Séance de la Chambre des Députés. Conflit dano-allemand.....	—	—	21
Déc..	1	Déclaration Bismark. Idem.....	—	—	23
	5	Note identique avec l'Autriche. Idem.....	—	—	286
	15	Projet d'adresse de la Chambre des Députés. Idem.....	—	—	26
	15	Bismark à Hall. Entrée des troupes fédérales dans le Holstein-Lauenbourg.....	—	—	290
	18	Débat, Chambre des Députés. Projet d'adresse.....	—	—	28
	21	Adresse de la Chambre des Seigneurs au Roi.....	—	—	32
	31	Circulaire Bismark. Réunion à Francfort des députés allemands.....	—	IV	418
	31	Réponse du Roi. Adresse Chambre des Députés.....	—	I	34

1864

Janv.	13	Réponse Guillaume à l'Adresse de la Chambre des Seigneurs....	64	I	216
	19	Circulaire Bismark. Conflit dano-allemand.....	—	—	218
	22	Résolution de la Chambre des Députés, Protestation contre les actes relatifs au Schleswig.....	—	—	217
	25	Compte rendu séance de la Chambre des Députés.....	—	—	219
	25	Discours royal, Clôture des Chambres.....	—	—	221
	30	Sommation Wrangel au général danois Meza.....	—	—	319
	31	Bismark à Bernstorff, Intention de la Prusse en entrant en campagne.....	—	II	366
Fév..	7	Proclamation Wrangel aux habitants du Schleswig.....	—	—	105
	9	Lettre Wrangel à Hake.....	—	—	106
	14	Circulaire Bismark, Conflit dano-allemand.....	—	—	117
	29	Réponse Guillaume à la députation du Schleswig.....	—	—	127
Mars.	2	Réponse Wrangel à Heyermann.....	—	—	129

PRUSSE (Suite)

1864

Mars.	29	<i>Circulaire Bismark</i> , Invitation à la Confédération de prendre part à la Conférence de Londres.....	64	II	391
		<i>Mémorandum</i> , Garanties anglaises et françaises de 1720 au sujet du Schleswig.....	—	—	381
Avril.	1	<i>Sydow à Bismark</i> , Disposition de la Diète germanique.....	—	—	396
	2	— Instructions des représentants de la Diète....	—	—	397
	3	<i>Bismark à Sydow</i> , idem.....	—	—	398
	3	<i>Bismark à Werther</i> , idem.....	—	—	399
	4	<i>Bismark à Sydow</i> , idem.....	—	—	400
	4	— idem.....	—	—	401
	4	<i>Bismark à Werther</i> , idem.....	—	—	401
	15	<i>Circulaire Bismark</i> , Bombardement de Sonderburg.....	—	—	406
	28	<i>Proclamation Wrangel</i> , Contribution de guerre dans le Jutland..	—	—	409
Mai..	8	<i>Circulaire Bismark</i> , Hésitation de la Diète dans l'affaire des duchés.....	—	—	409
	11	<i>Avis</i> , Suspension des hostilités avec le Danemark.....	—	—	413
	14	<i>Bismark à Bernstorff</i> , Traité de 1852 nul.....	—	—	417
	22	<i>Réponse Roi</i> , Pétition en faveur de l'annexion des duchés.....	—	—	418
Juin..	18	<i>Déclaration Bismark</i> , Blocus des ports de la Baltique.....	—	III	443
	27	<i>Convention États de Thuringe</i> , Prorogation de l'Association douanière.....	65	I	422
	28	<i>Acte six Puissances</i> , Additionnel à la Convention du 19 août 1858 pour les Principautés-Unies.....	—	II	383
	28	<i>Traité Zollverein</i> , Prorogation du Zollverein.....	—	I	398
	28	<i>Convention Zollverein</i> , Sucre de betterave.....	—	—	401
	28	— Circulation des vins et du tabac.....	—	—	420
	28	<i>Circulaire Bismark</i> , Question des duchés.....	64	III	447
	30	<i>Mémorandum Bernstorff</i> , Conférence de Londres.....	—	—	459
Juill.	11	<i>Accession Oldenbourg et Hanovre</i> , Convention de tabac du 28 juin.	65	I	424
	15	<i>Bismark à Bluhme</i> , Réponse à demande d'armistice.....	64	III	380
	18	<i>Armistice de Christiansfeld avec le Danemark</i>	—	—	381
Août.	9	<i>Bismark à Bernsdorff</i> , Préliminaires de paix de Vienne.....	—	—	261
	22	<i>Convention Genève</i> , Traitement des militaires blessés en campagne.	65	—	284
	25	<i>Bismark à Werther</i> , Négociations commerciales avec l'Autriche..	—	I	173
	31	<i>Bismark à Katte</i> , Réponse à Russell, préliminaires de Vienne..	64	IV	420
Sept.	6	<i>Convention six Puissances</i> , Règlement du Liban.....	65	II	392
Oct..	12	<i>Convention Zollverein</i> , Navigation sur le Rhin.....	—	I	432
	30	<i>Traité de paix de Vienne avec le Danemark</i>	64	IV	330
Nov..	16	<i>Circulaire Bismark</i> , Traitement des navires des duchés.....	65	III	199
	25	<i>Arrangement Autriche, Saxe, Hanovre</i> , Conflit de Rendsbourg....	—	—	185
	27	<i>Bismark à Jarta</i> , Acte d'hostilité contre un navire norvégien....	—	I	188
	29	<i>Bismark à Dresde et Hanovre</i> , Exécution fédérale dans le Holstein.	—	—	189
Déc..	5	<i>Proclamation prince Frédéric-Charles</i> , Administration des trois duchés.....	—	—	116
	7	<i>Ordre du jour du Roi</i> , Rentrée des troupes à Berlin.....	—	—	117
	14	<i>Bismark à Reuss</i> , Décision de la Diète sur l'occupation des duchés.	—	—	102
	14	<i>Protocole France, Zollverein</i> , Additionnel au Traité du 2 août 1862.	—	—	434
	27	<i>Convention France</i> , Télégraphes.....	—	III	7

1865

Janv.	11	<i>Réponse Bismark</i> , Adresse d'une députation du Schleswig-Holstein.....	65	I	199
	14	<i>Discours du Roi</i> , Ouverture des Chambres.....	—	—	175
	15	<i>Allocution Grabow</i> , Président de la Chambre des Députés.....	—	—	179
	20	<i>Adresse Chambre des Seigneurs</i> , Réponse à 14 janvier.....	—	III	238
	24	<i>Déclaration Eulenburg à la Chambre</i> , Réorganisation militaire..	—	—	242

PRUSSE (Suite)

1865

Janv.	25	<i>Adresse Chambre des Députés</i> , Réponse à 14 janvier.....	65	III	240
Fév..	7	<i>Projet de loi</i> , Réorganisation de l'armée.....	—	—	244
	28	<i>Bismark à Werther</i> , Conditions pour la formation de l'État du Schleswig-Holstein.....	—	—	201
Mars.	24	<i>Réponse Bismark à l'Autriche</i> , Affaires des duchés de l'Elbe.....	—	—	214
	29	<i>Accession Brunswick</i> , Convention littéraire France, 2 août 1862..	—	—	11
Avril.	1	<i>Protocole Autriche, Danemark</i> , Stipulations du Traité du 30 octobre 1864.....	—	—	219
	6	<i>Accession Saxe-Meiningen</i> , Convention littéraire France du 2 août 1862.....	—	—	11
	17	<i>Bismark à Werther</i> , Entente avec l'Autriche pour le sort futur des duchés de l'Elbe.....	—	—	225
	18	<i>Circulaire Bismark</i> , Protection aux habitants des duchés de l'Elbe.....	—	—	229
	21	<i>Accession Hesse-Hombourg</i> , Convention litt. France du 2 août 1862..	—	—	11
	26	— <i>Saxe-Weimar</i> , idem.....	—	—	11
	26	— <i>Waldeck et Pyrmont</i> , idem.....	—	—	11
Mai..	5	— <i>Oldenbourg</i> , idem.....	—	—	11
	6	— <i>Reuss aîné</i> , idem.....	—	—	11
	12	— <i>Saxe-Cobourg-Gotha</i> , idem.....	—	—	11
	19	— <i>Schwarzbourg-Rudolstadt et Sondershausen</i> , idem.....	—	—	11
Juin.	9	<i>Bismark à Isenbourg</i> , Réponse à la Note Oldenbourg.....	—	—	229
	17	<i>Discours du Trône</i> , Clôture des Chambres.....	—	—	401
Juill.	3	<i>Convention France</i> , Additionnelle de Poste.....	—	—	453
	3	— Echange des mandats de poste.....	—	—	462
Août.	14	<i>Convention Autriche (de Gastein)</i> , Sort des duchés de l'Elbe.....	—	IV	6
	24	<i>Déclaration à la Diète de Francfort</i> , Convention de Gastein.....	—	—	9
Sept.	13	<i>Patente royale</i> , Prise de possession du Lauenbourg.....	—	—	21
	15	<i>Discours Arnim</i> , idem.....	—	—	22
	15	<i>Proclamation Manteuffel</i> , Habitants du Schleswig.....	—	—	23
Oct..	6	<i>Thile à Wentzel</i> , Réunion du National-Verein à Francfort.....	—	—	205

REUSS-GREIZ

1841

Mai..	8	<i>Traité Prusse et divers États allemands</i> , Association douanière...	62	IV	240
-------	---	---	----	----	-----

1864

Juin.	27	<i>Convention</i> , Prorogation de l'Association de Thuringe.....	65	I	422
-------	----	---	----	---	-----

1865

Mai..	6	<i>Accession à la Convention littéraire franco-prussienne du 2 août 1862</i>	—	III	11
-------	---	--	---	-----	----

REUSS-SCHLEITZ

1841

Mai..	8	<i>Traité Prusse et divers États allemands</i> , Association douanière..	62	IV	240
-------	---	--	----	----	-----

1864

Juin.	27	<i>Convention</i> , Prorogation de l'Association de Thuringe.....	65	I	422
-------	----	---	----	---	-----

RUSSIE

1689

		<i>Traité Chine, Paix</i>	61	I	271
--	--	---------------------------------	----	---	-----

1727

Oct..	21	<i>Traité Chine, Paix</i>	—	—	276
-------	----	---------------------------------	---	---	-----

RUSSIE (Suite)

	1768			
Oct..	18	<i>Traité Chine</i> , Supplément à 21 octobre 1727.....	61	I 282
	1827			
Juill..	6	<i>Traité France, Grande-Bretagne</i> , Pacification de la Grèce.....	—	— 377
	1832			
Mai..	7	<i>Traité France, Grande-Bretagne</i> , Bavière, Othon, roi de Grèce...	—	— 402
	1833			
Avril.	30	<i>Article France, Grande-Bretagne</i> , Supplément à 7 mai 1832.....	—	— 406
	1839			
Juill..	14	<i>Manifeste Nicolas</i> , Leuchtenberg, Altesse Impériale.....	63	III 383
	1843			
Août.	13	<i>Mémoire légation russe à Constantinople</i> , Couvents dédiés...	64	II 256
	1847			
Mai..	16	<i>Traité Chine</i>	61	— 329
	1851			
Juin..	5	<i>Protocole de Varsovie Danemark</i> , Succession danoise.....	64	I 89
Juill.	25	<i>Traité Chine</i> , Commerce.....	61	III 321
	1852			
Fév..	1	<i>Traité Bavière, France, Grande-Bretagne, Grèce</i> , Succession de la Grèce.....	62	IV 421
Avril.	28	<i>Protocole de Londres</i> , Succession danoise.....	64	I 92
Mai..	8	— idem.....	—	— 94
	8	<i>Traité de Londres</i> , idem.....	—	— 94
	8	<i>Brunnow à Bille Brahe</i> , Protocole de Varsovie.....	—	— 97
	23	<i>Instructions Ozerow</i> , Couvents dédiés Principautés.....	—	II 259
Déc..	7	<i>Documents</i> , Héritiers du duc de Leuchtenberg.....	63	III 383
	12	<i>Oukase</i> , Enfants Leuchtenberg, princes Romanowsky.....	—	— 384
	1858			
Fév..	8	<i>Poutiatine à Elgin</i> , Affaires de Chine.....	61	IV 309
	11	<i>Poutiatine au premier ministre à Pékin</i> , idem.....	—	— 311
Mars.	29	<i>Poutiatine à Elgin</i> , idem.....	—	— 320
Mai..	17	— idem.....	62	I 314
Juin.	13	<i>Traité Chine</i> , Tien-Tsin.....	61	II 128
	15	<i>Poutiatine à Elgin</i> , Affaires de Chine.....	62	— 318
	1860			
Avril.	23	<i>Circulaire Gortschakoff</i> , Populations chrétiennes en Turquie....	61	I 113
Sept.	5	<i>Convention Paris</i> , Répression des troubles en Syrie.....	—	— 180
	14	<i>Traité Autriche</i> , Commerce, navigation.....	—	II 5
Oct..	10	<i>Gortschakoff à Gagarine</i> , Ordre de quitter Turin.....	—	I 116
	13	<i>Déclaration Autriche</i> , Extradition des criminels.....	63	— 345
Nov..	2	<i>Protocole Chine</i> , Délimitation de l'Ossouri.....	62	II 165
	14	<i>Traité Chine</i> , Additionnel.....	61	— 290
	1861			
Janv.	3	<i>Mémoire</i> , Réponse au rapport du 6 novembre du grand vizir..	61	II 220
	25	<i>Gortschakoff à Lobanoff</i> , Occupation de la Syrie.....	—	— 97
Fév..	1	<i>Gortschakoff à Kisseleff</i> , Réponse à Thouvenel du 18 janvier.....	—	— 98
	19	<i>Protocole de Paris</i> , Affaires de Syrie.....	—	— 321
	19	<i>Manifeste Alexandre II</i> , Emancipation des serfs.....	—	— 233
Mars.	9	<i>Alexandre II à Gortschakoff</i> , Adresse des Polonais.....	—	— 239
	15	<i>Convention</i> , Prolongation de l'occupation de Syrie.....	—	— 328

RUSSIE (PRUSSE)

1861

Mars.	26	<i>Ordonnances de réformes</i> , Royaume de Pologne.....	61	II	240
		<i>Rapport Tymnowski</i> , Adresse des Polonais du 28 février.....	—	III	149
Avril.	1	<i>Circulaire Gortschakoff</i> , Portée des réformes en Pologne.....	—	II	243
	2	<i>Proclamation Gortschakoff</i> , Invitant les Polonais à la prudence..	—	—	244
	5	<i>Arrêté</i> , Dissolution de la Société agronomique de Varsovie.....	—	—	244
	6	<i>Convention France</i> , Propriété littéraire.....	—	III	337
	9	<i>Proclamation Gortschakoff</i> , Événements du 8 à Varsovie.....	—	II	245
	9	<i>Ordonnance du Conseil d'administration de Pologne</i> , idem.....	—	—	246
	9	<i>Avis du directeur de la police de Varsovie</i> , idem.....	—	—	246
	9	<i>Rescrit Gortschakoff</i> , Dissolutions des délégations urbaines polonaises.....	—	—	394
	10	<i>Manifeste Alexandre II</i> , Organisation de la Finlande.....	—	—	395
	24	<i>Rescrit Alexandre II</i> , Complément 10 avril.....	—	III	310
Mai..	14	<i>Gortschakoff à Kisseleff</i> , Affaires de Syrie.....	—	II	445
Juin.	1	<i>Amirauté</i> , Prescriptions pour le conflit américain.....	62	I	443
	5	<i>Ukases</i> , Réformes dans le royaume de Pologne.....	61	III	408
	22	<i>Traité Hanovre et autres Puissances</i> , Abolition du droit de stæde..	—	IV	18
Juill.	10	<i>Gortschakoff</i> , Conseil d'un arrangement pacifique aux États-Unis..	—	IV	145
	18	<i>Alexandre II à Lambert</i> , Lieutenance du royaume de Pologne....	—	—	148
	23	<i>Ukase</i> , Questions à traiter par les délégués de Finlande.....	—	—	273
Août.	18	<i>Alexandre II à Lambert</i> , Lieutenance en Pologne.....	—	—	148
Oct..	14	<i>Proclamation Lambert</i> , État de siège à Varsovie.....	—	—	274
	14	<i>Arrêté gouvernement militaire à Varsovie</i> , idem.....	—	—	276
Nov..	12	<i>Ordonnance</i> , Institution du Conseil des ministres.....	—	I	100
	20	<i>Convention Turquie</i> , Télégraphes.....	65	III	263
Déc..	10	<i>Gortschakoff à Balabine</i> , Intervention autrichienne dans la Sutorina	62	I	104
	30	<i>Armfeld à Kokassowski</i> , Instructions pour la Finlande.....	—	II	307

1862

Janv.	9	<i>Gortschakoff à Stoeckl</i> , Affaires du Trent.....	62	II	138
Fév..	3	<i>Traité Turquie</i> , Commerce.....	63	I	364
Avril.	25	<i>Gortschakoff à Brunnow</i> , Réponse à 16 avril Russell, question dano-allemande.....	—	III	169
Juin.	8	<i>Ukase</i> , Grand-Duc Constantin, vice-roi de Pologne.....	—	II	81
	8	— <i>Luders</i> , gouverneur provisoire de Pologne.....	—	—	81
	8	— <i>Organisation du gouvernement de Pologne</i>	—	—	82
Août.	18	<i>Circulaire Gortschakoff</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie....	—	I	156
	27	<i>Proclamation Constantin</i> , Arrivée à Varsovie.....	—	II	83
Sept.	5	<i>Protocole France, Turquie</i> , Coupole du Saint-Sépulcre.....	—	III	80
Oct..	1	<i>Discours Constantin</i> , Session du conseil d'État de Pologne.....	—	II	85
	10	<i>Gortschakoff à Noröikof</i> , Affaires du Montenegro.....	—	III	273
Nov..	5	<i>Gortschakoff à Oubril</i> , Réponse à Drouyn de Lhuys 30 octobre États-Unis	—	II	87
Déc..	2	<i>Brunnow à Russell</i> , Eventualité Leuchtenberg pour le trône de Grèce..	—	III	386
	4	— idem.....	—	—	386
	7	<i>Documents</i> , Héritiers du duc de Leuchtenberg.....	—	—	387
	14	<i>Circulaire Gortschakoff</i> , Affaires de Grèce.....	—	II	88

1863

Janv.	26	<i>Allocution Alexandre II aux troupes</i> , Pologne.....	63	II	346
Fév..	3	<i>Avis de la police de Lemberg aux habitants</i>	—	—	345
	6	<i>Bloudow au gouvernement provisoire de Grèce</i> , Correspondance particulière du roi Othon.....	—	III	397
	7	<i>Proclamation Nazimow</i> , Wilna, Kowno, Grodno et Minsk.....	—	II	423
	14	<i>Ordre du jour Constantin</i> , Troupes de Pologne.....	—	—	372

RUSSIE (Suite)

1863

Fév..	16	<i>Ordre du jour Korff</i> , Chef militaire de Varsovie.....	63	II	373
Mars.	6	<i>Proclamation des autorités militaires de Varsovie aux paysans</i> ..	—	—	422
	22	<i>Adresse à Alexandre II</i> , Noblesse de Saint-Petersbourg.....	—	—	470
	31	<i>Oukase</i> , Pouvoirs à Berg en Pologne absence Constantin.....	—	—	468
Avril.	2	<i>Gortschakoff à Wolkonski</i> , Représentations de l'Espagne affaires de Pologne.....	—	—	466
	5	<i>Règlement</i> , Séquestre des biens des insurgés polonais.....	—	—	468
	10	<i>Réponse de l'Empereur</i> , Adresse du 22 mars.....	—	—	471
	12	<i>Décret</i> , Amnistie en Pologne.....	—	—	474
	12	<i>Oukase de l'Empereur au Sénat</i>	—	—	476
	15	<i>Adresse à l'Empereur</i> , Municipalité de Saint-Petersbourg.....	—	—	473
	15	<i>Gortschakoff à Daschkoff</i> , Réponse à Manderstrom 7 avril Pologne.....	—	IV	302
	26	<i>Gortschakoff à Balabine</i> , Réponse à Autriche, Pologne.....	—	II	490
	26	<i>Gortschakoff à Brunnov</i> , Réponse à Grande-Bretagne, idem.....	—	—	485
	26	<i>Gortschakoff à Budberg</i> , Réponse à France, idem.....	—	—	483
Mai..	1	<i>Gortschakoff à Stackelberg</i> , Réponse à Italie, idem.....	—	IV	354
	16	<i>Gortschakoff à Mansouroff</i> , Réponse à Pays-Bas, idem.....	—	—	306
	16	<i>Gortschakoff à Nicolay</i> , Réponse à Danemark, idem.....	—	—	308
	21	<i>Gortschakoff à Ozeroff</i> , Réponse à Portugal, idem.....	—	—	309
	22	<i>Gortschakoff à Clay</i> , Réponse à États-Unis, idem.....	—	—	312
	31	<i>Gortschakoff à Ozeroff</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	314
Juin.	6	<i>Décret</i> , Convocation de la Diète de Finlande.....	—	—	85
	12	<i>Circulaire Gortschakoff</i> , Archevêque de Varsovie.....	—	—	315
Juill.	13	<i>Gortschakoff à Budberg</i> , Réponse à Drouyn de Lhuys 17 juin Pologne.....	—	—	213
	13	<i>Gortschakoff à Brunnov</i> , Réponse à Russell, Pologne.....	—	—	217
	13	<i>Gortschakoff à Balabine</i> , Réponse à Rechberg, idem.....	—	—	223
	13	<i>Convention de Londres</i> , Georges, roi de Grèce.....	—	III	425
	15	<i>Circulaire Gortschakoff</i> , Couvents des Principautés.....	64	—	402
	18	<i>Gortschakoff à Budberg</i> , Affaires de Pologne.....	63	IV	324
	27	<i>Gortschakoff à Knorring</i> , à Vienne, idem.....	—	—	330
Août.	31	<i>Gortschakoff à Nicolay</i> , Duchés dano-allemands.....	64	II	73
Sept.	7	<i>Gortschakoff à Budberg</i> , Réponse à Drouyn de Lhuys Pologne....	63	IV	246
	7	<i>Gortschakoff à Brunnov</i> , Réponse à Russell, idem.....	—	—	247
	7	<i>Gortschakoff à Knorring</i> , Réponse à Rechberg, idem.....	—	—	248
	7	<i>Mémoire</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	249
	12	<i>Gortschakoff à Brunnov</i> , Question dano-allemande.....	64	II	73
	17	<i>Discours Alexandre</i> , Ouverture de la Diète de Finlande.....	—	I	223
	28	<i>Traité Italie</i> , Commerce et navigation.....	—	IV	325
Oct..	10	<i>Gortschakoff à Noroikoff</i> , Couvents dédiés.....	—	II	273
	31	<i>Rescrit impérial</i> , Constantin, lieutenant général de Pologne....	—	I	225
Nov..	13	<i>Alexandre à Napoléon</i> , Congrès européen.....	—	—	62

1864

Fév..	22	<i>Règlements</i> , Institutions territoriales.....	65	III	327
Mars.	2	<i>Décrets</i> , Libération des paysans en Pologne.....	—	—	345
	18	<i>Oukase Sénat</i> , Naturalisation des étrangers.....	—	—	359
Avril.	15	<i>Discours impérial</i> , Clôture de la Diète de Finlande.....	64	II	432
	23	<i>Déclaration</i> , Héritage des sujets saxons.....	—	IV	370
Juin.	19	<i>Lettre Alexandre au grand-duc d'Oldenbourg</i>	—	III	442
	28	<i>Actes des six Puissances</i> , Principautés-Unies.....	65	II	383
Juill.	12	<i>Rescrit Alexandre au grand-duc Michel</i> , Caucase.....	64	IV	268
	12	<i>Lettres patentes Alexandre aux Cosaques du Terek et du Kouban</i> , Réduction de la durée du service obligatoire.....	—	—	270
	12	<i>Oukase</i> , Retraite des troupes du Caucase.....	—	—	271
	12	— <i>Médaille commémorative de la guerre du Caucase</i>	—	—	272

RUSSIE (Suite)

1864

Juill.	19	<i>Circulaire Mouravieff</i> , Pologne.....	65	III	369
	25	<i>Oukase</i> , Règlement des hommes libres de l'Ouest.....	64	IV	276
	26	— Patronage des églises en Pologne.....	—	—	273
	30	<i>Rescrit Alexandre au général Berg</i> , lieutenant en Pologne.....	—	—	281
	30	<i>Oukase</i> , Écoles primaires en Pologne.....	—	—	284
	30	— Gymnases de jeunes filles en Pologne.....	—	—	295
	30	— Gymnase russe à Varsovie.....	—	—	297
	30	— École évangélique allemande à Varsovie.....	—	—	302
	30	— Création des directions scolaires en Pologne.....	—	—	304
	30	— Adoucissement des peines en Pologne.....	—	—	310
Sept.	6	<i>Convention des six Puissances</i> , Règlement du Liban.....	65	II	392
Oct..	20	<i>Dépêche Mouravieff</i> , Ancienne petite noblesse polonaise.....	—	III	370
Nov..	10	<i>Discours Berg</i> , Ouverture du conseil d'État plénier de Varsovie..	64	IV	417
	21	<i>Circulaire Gortschakoff</i> , Politique dans l'Asie centrale.....	65	III	403

1865

Jany.	23	<i>Adresse de la noblesse de Moscou</i>	65	III	365
Fév..	10	<i>Rescrit de l'Empereur</i> , idem.....	—	—	367
Juill.	20	<i>Manifeste impérial</i> , Prestation de serment du nouveau grand-duc héritier.....	—	IV	91

SAN-SALVADOR

1860

Oct..	27	<i>Traité Sardaigne</i> , Commerce.....	64	I	5
-------	----	---	----	---	---

SARDAIGNE

1859

Août.	8	<i>Protocole de Zurich</i>	61	I	24
Nov..	10	<i>Traité France</i> , Cession de la Lombardie.....	—	—	12
	10	<i>Protocole de Zurich</i>	—	—	26
	10	<i>Traité Autriche, France</i> , Paix de Zurich.....	—	—	27

1860

Mars.	24	<i>Traité France</i> , Cession de Savoie et de Nice.....	61	I	370
Mai.	30	<i>Cavour à Hudson</i> , Réponse à la note du 26 mai.....	—	—	434
Juin.	16	<i>Délimitation Autriche, France</i> , Acte final.....	—	—	28
Sept.	9	<i>Convention Autriche, France</i> , Monte Lombardo.....	—	—	161
	10	<i>Proclamation Victor-Emmanuel</i> , Entrée dans les Marches.....	—	—	117
	12	<i>Mémoire</i> , idem.....	—	—	118
	14	<i>Décret Garibaldi</i> , Statut constitutionnel à Naples.....	—	—	122
Oct..	9	<i>Proclamation Victor-Emmanuel</i> , Italie méridionale.....	—	—	123
	9	<i>Pepoli à Goyon</i> , Occupation de Veterbe.....	—	—	127
	11	<i>Discours Cavour</i>	—	—	129
	12	<i>Cavour à Winspeare</i> , Envoi troupes sardes à Naples.....	—	—	129
	15	<i>Décret Garibaldi</i> , Annexion des Deux-Siciles.....	—	—	134
	27	<i>Traité San-Salvador</i> , Commerce.....	64	I	5
	29	<i>Garibaldi à Victor-Emmanuel</i> , Remise des pouvoirs.....	61	I	265
Nov..	7	<i>Proclamation Victor-Emmanuel</i> , Entrée à Naples.....	—	—	135
	8	<i>Rapport Farini</i> , Lieutenant général à Naples.....	—	—	137
	8	<i>Adresse Garibaldi</i> , A ses compagnons d'armes.....	—	—	136
	9	<i>Cavour à Lauray</i> , Réponse à note prussienne du 13 octobre.....	—	—	140
	20	<i>Cavour à Jocteau</i> , Séparation de l'évêché de Côme.....	—	—	143
	22	<i>Acte d'acceptation</i> , Annexion des Marches et de l'Ombrie.....	—	—	146
	22	<i>Minghetti au conseil d'État</i> , Organisation administrative.....	—	—	147
	28	<i>Proclamation de Garibaldi</i> , Appel de 500 000 soldats.....	—	—	154

XCIV SARDAIGNE, SAXE-ALTENBOURG. — GOTH. — MEININGEN.

SARDAIGNE (Suite)

1860

Déc..	1	<i>Proclamation Victor-Emmanuel, Aux Siciliens.....</i>	61	I	155
	2	<i>Décret, Cordero di Montezemolo, lieutenant général en Sicile.....</i>	—	—	266
	7	<i>— Prince de Carignan, lieutenant général des Deux-Siciles. —</i>	—	—	266
	7	<i>Proclamation, idem</i>	—	—	426
	11	<i>Cialdini à Le Barbier de Tinan, Suspension d'armes de Gaëte...</i>	—	—	339
	12	<i>Retucci à Le Barbier de Tinan, idem</i>	—	—	339
	13	<i>Proclamation prince de Carignan, Arrivée à Naples.....</i>	—	—	427

1861

Jany.	20	<i>Notification Persano, Blocus de Gaëte.....</i>	61	I	344
Fév..	18	<i>Discours Victor-Emmanuel, Ouverture de la session.....</i>	—	—	429
	25	<i>Nigra à Mundy, Flotte anglaise dans les eaux de Naples.....</i>	—	II	212
	28	<i>Cavour à Jotteau, Séquestres de la Mense de Côme.....</i>	—	—	381
Mars.	7	<i>France, Convention de délimitation.....</i>	—	—	172
	17	<i>Loi confiant à Victor-Emmanuel le titre de Roi d'Italie.....</i>	—	—	99
		(Voir la suite Sardaigne à Italie).			

SAXE-ALTENBOURG

1841

Mai..	8	<i>Traité Prusse et divers États allemands, Association douanière...</i>	62	IV	240
-------	---	--	----	----	-----

1864

Juin.	27	<i>Convention, Prorogation de l'association de Thuringe.....</i>	65	I	422
Mars.	18	<i>Accession à la Convention littéraire franco-prussienne du 2 août 1862.....</i>	—	III	11

SAXE-COBOURG-GOTHA

1841

Mai..	8	<i>Traité Prusse et divers États allemands, Association douanière...</i>	62	IV	240
-------	---	--	----	----	-----

1861

Juin.	1	<i>Convention Prusse, Militaire.....</i>	61	IV	14
Oct..	31	<i>Déclaration à la Diète, Flotte allemande.....</i>	—	—	363
Déc..	4	<i>Réponse à protestation Saxe-Meiningen contre Convention du 1^{er} juin.....</i>	62	I	106

1864

Juin.	27	<i>Convention, Prorogation de l'association de Thuringe.....</i>	65	I	422
-------	----	--	----	---	-----

1865

Mai..	12	<i>Accession à la Convention littéraire franco-prussienne du 2 août 1862.....</i>	65	III	11
-------	----	---	----	-----	----

SAXE-MEININGEN

1841

Mai..	8	<i>Traité Prusse et divers États allemands, Association douanière...</i>	62	IV	240
-------	---	--	----	----	-----

1861

Nov..	22	<i>Protestation, Convention militaire Prusse et Saxe-Cobourg-Gotha.</i>	62	I	105
Déc..	15	<i>Deuxième protestation, idem</i>	—	—	107

1864

Juin.	27	<i>Convention, Prorogation de l'association de Thuringe.....</i>	65	I	422
-------	----	--	----	---	-----

1865

Avril.	6	<i>Accession à la Convention littéraire franco-prussienne du 2 août 1862.....</i>	65	III	11
--------	---	---	----	-----	----

SAXE-ROYALE

1841

Mai.. 8 *Traité Prusse et autres États allemands*, Association douanière... 62 IV 240

1852

Déc.. 9 *Accession au Traité de Londres du 8 mai 1852*, Succession danoise..... 64 I 107

1853

Mars. 4 *Bluhme à Beust*, Réponse à 9 décembre 1852..... 64 I 108

1861

Avril. 20 *Beust à Londres*, Extradition Teleki..... 61 II 397

Oct.. 15 *Projet de réforme fédérale*..... 62 III 93

15 *Mémoire Beust*, Projet de réforme..... — — 98

Nov.. 10 *Réponse Beust à l'Autriche*, idem..... — — 117

20 *Mémoire Beust*, idem..... — — 122

22 *Réponse Beust à l'Autriche*, idem..... — — 127

1862

Janv. 12 *Réponse Beust à la Prusse*, Projet de réforme..... 62 III 140

Fév.. 2 *Hohenthal à Bernstorff*, idem..... — — 156

Mai.. 11 *Discours Roi*, Ouverture des Chambres..... — — 71

Août. 21 *Note Beust*, Traité de commerce franco-prussien..... 65 I 342

21 *Beust à Pfuster Schmidt*, Communications de l'Autriche sur son entrée dans le Zollverein..... 65 I 343

1863

Nov.. 9 *Discours Roi*, Ouverture des Chambres..... 64 I 36

15 *Réponse Roi à Napoléon*, Proposition d'un congrès..... — — 56

Déc.. 29 *Beust à Vitzthum*, Proposition Russell..... — — 92

1864

Janv. 4 *Vitzthum à Russell*, Note Beust du 29 décembre 1863..... 64 I 94

5 *Beust à Murray*, Conflit dano-allemand..... — — 96

10 — idem..... — — 100

Juin. 1 *Beust à Russell*, idem..... — — 437

28 *Traité de prorogation du Zollverein*..... 65 I 398

28 *Convention Zollverein*, Impôt sur le sucre de betterave..... — — 401

28 *Circulation des vins et du tabac*..... — — 420

29 *Protestation contre la conférence de Londres*..... 64 III 451

Août. 22 *Discours Roi*, Clôture des Chambres..... — — 404

Oct.. 12 *Convention de navigation sur le Rhin*..... 65 I 432

Nov.. 3 *Beust à Bosc*, Question du paiement des frais de l'exécution fédérale dans les duchés..... — — 186

25 *Arrangement Autriche, Prusse, Hanovre*, Conflit de Rendsbourg..... — — 185

30 *Beust*, Réponse à la Prusse, Exécution fédérale dans le Holstein..... — — 192

1865

Mai.. 26 *Convention France*, Propriété littéraire..... 65 III 42

SAXE-WEIMAR-EISENACH

1841

Mai.. 8 *Traité Prusse et divers États allemands*, Association douanière... 62 IV 240

1852

Déc.. 31 *Watzdorf à Bluhme*, Refus d'accession au Traité du 8 mai; succession danoise..... 64 I 116

SAXE-WEIMAR-EISENACH (Suite)

	1853	
Mars. 4	<i>Bluhme à Watzdorf, Réponse à 31 décembre 1852</i>	64 I 116
	1864	
Juin. 27	<i>Convention. Prorogation de l'association de Thuringe</i>	65 I 422
	1865	
Avril. 26	<i>Accession à la Convention littéraire franco-prussienne du</i> <i>2 août 1862</i>	65 III 11

SCHWARZBOURG-RUDOLSTADT

	1841	
Mai.. 8	<i>Traité Prusse et autres États allemands, Association douanière</i> ...	62 IV 240
	1864	
Juin. 27	<i>Convention, Prorogation de l'association de Thuringe</i>	65 I 422
	1865	
Mai.. 19	<i>Accession à la Convention littéraire franco-prussienne du</i> <i>2 août 1862</i>	65 III 11

SCHWARZBOURG-SONDERSHAUSEN

	1841	
Mai.. 8	<i>Traité Prusse et divers États allemands, Association douanière</i> ...	62 IV 240
	1864	
Juin. 27	<i>Convention, Prorogation de l'association de Thuringe</i>	65 I 422
	1865	
Mai.. 19	<i>Accession à la Convention littéraire franco-prussienne du</i> <i>2 août 1862</i>	65 III 11

SERBIE

	1860	
Août. 22	<i>Protestation à Constantinople, Refus d'hérédité dans la famille</i> <i>Obrenowitch</i>	61 II 100
Nov.. 4	<i>Christich à Constantinople, Émigration des Tartares de Crimée</i> <i>en Bulgarie</i>	— — 104
Déc....	<i>Christich à Constantinople, Procédés vexatoires de la Porte</i>	— — 102
	1861	
Fév.. 8	<i>Christich à Constantinople, Extradition des criminels turcs</i>	61 II 105
Juillet 31	<i>Mémoire Garachanin à la Porte. Séjour des Musulmans</i>	— IV 148
Août. 8	<i>Deuxième mémoire Garachanin, idem</i>	— — 436
	.. <i>Discours Michel, Ouverture de la Skupchtina</i>	— — 150
	20 — <i>Clôture de la Skupchtina</i>	— — 157
Oct.. 3	<i>Troisième mémoire Garachanin, Séjour des Musulmans</i>	— — 440
	4 <i>Christich à Constantinople, Travaux de la Skupchtina</i>	— — 444
Déc.. 16	— <i>Propriétés des Musulmans en Serbie</i> . 63 II 114	
	1862	
Avril. 4	<i>Christich à Aali-Pacha, Note du 16 décembre</i>	63 II 115
Juin. 1	<i>Historique des événements de Belgrade</i>	— IV 87
	16 <i>Convention Turquie, idem</i>	— I 234
	16 <i>Convention Autriche, Turquie, Principautés, Télégraphe</i>	— IV 155
	17 <i>Protestation consuls, Événements de Belgrade</i>	— II 115
	27 <i>Rapport, Participation des troupes serbes, idem</i>	— IV 92

SERBIE (Suite)

1862

Juin.	30	<i>Mémorandum, Evénements de Belgrade</i>	63	II	116
Juillet	8	<i>Protestation Garachanin, Idem</i>	—	—	119
	9	<i>Michel à Russell, Situation de la Serbie</i>	—	—	120
Sept.	8	<i>Protocole</i>	—	I	244
Oct..	1	<i>Michel à Fuad-Pacha, Idem</i>	—	II	140
	6	<i>Proclamation Michel, Idem</i>	—	—	142

1863

Juin.	4	<i>Convention Principautés-Unies, Extradition</i>	64	III	150
-------	---	---	----	-----	-----

1864

Août.	16	<i>Discours du prince, Ouverture de la Skupchtina</i>	64	IV	37
Sept.	1	<i>Adresse de la Skupchtina</i>	—	—	42
	1	<i>Réponse du prince</i>	—	—	46

SUÈDE ET NORWÈGE

1847

Mars.	20	<i>Traité Chine, Amitié, commerce</i>	61	II	118
-------	----	---	----	----	-----

1852

Avril.	26	<i>Protocole de Londres, Succession danoise</i>	64	I	92
Mai..	8	— Idem	—	—	94
	8	<i>Traité Autriche, Danemark, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Succession danoise</i>	—	—	94
Juin.	19	<i>Protocole de Londres, Succession danoise</i>	—	—	99

1861

Mars.	14	<i>Manderstroem à Wachtmeister, Affaires du Holstein</i>	63	III	129
	14	<i>Manderstroem à Jaerta, Idem</i>	—	—	132
	29	<i>Manderstroem à Platen, Idem</i>	61	III	311
	29	— Idem	63	III	133
Mai..	12	— Idem	—	—	141
	12	<i>Mémoire sur la réorganisation de la monarchie danoise</i>	—	—	144
Juin.	22	<i>Traité Hanovre et autres puissances, Abolition du droit de stade</i> . 61	IV	18	
Déc..	29	<i>Manderstroem, Réponse à Bernstorff sur les affaires des duchés</i> ..	63	III	154

1862

Janv.	12	<i>Manderstroem à Hamilton, Réponse à Hall. 26 décembre 1861</i> ...	63	III	156
Fév..	17	<i>Manderstroem à Jaerta, Schleswig</i>	—	—	156
Mai..	6	— Réponse à Russell, 16 avril.....	—	—	158
Oct..	6	<i>Discours Roi, Ouverture du Storthing de Norwège</i>	—	I	474
	12	<i>Manderstroem à Wachtmeister, Duchés dano-allemand</i>	—	III	160
	15	<i>Discours du Roi, Ouverture de la Diète</i>	—	I	476
Déc..	30	<i>Manderstroem à St-Petersbourg, Holstein</i>	—	III	162

1863

Janv.	21	<i>Manderstroem à Hamilton, Note du 30 décembre</i>	63	III	165
	22	<i>Manderstroem à Wachtmeister, Holstein</i>	64	II	82
	27	<i>Manderstroem à Adelswaërd, Idem</i>	63	III	16
Avril.	7	<i>Manderstroem à Wedel-Jarlsberg, Pologne</i>	—	IV	301
Juin.	22	<i>Discours du Roi, Clôture du Storthing</i>	—	—	96
Juillet	19	<i>Circulaire Manderstroem, Schleswig-Holstein</i>	64	I	38
	19	<i>Manderstroem à Wachtmeister, Idem</i>	—	II	84
Oct..	5	<i>Manderstroem à Hamilton, Projet de loi fondamentale</i>	—	IV	206
	5	— Concours de la Suède.....	—	—	208
Nov..	15	<i>Oscar à Napoléon, Réponse à proposition d'un Congrès</i>	—	I	55
	20	<i>Circulaire Manderstroem, Prétentions du duc d'Augustenbourg</i> ...	—	—	40

SUÈDE ET NORVÈGE (Suite)

1863

Déc..	2	<i>Manderstroem à Hamilton</i> , Communications danoises.....	61	IV	217
	7	<i>Discours Roi</i> , Clôture de la Diète.....	—	I	42

1864

Janv.	13	<i>Wachtmeister à Russell</i> , Conflit dano-allemand.....	64	II	87
	22	<i>Circulaire Manderstroem</i> , Protestation contre l'occupation du Schleswig.....	—	—	90
	30	<i>Wachtmeister à Russell</i> , Circulaire du 22 janvier.....	—	—	90
Mars.	14	<i>Discours du Roi</i> , Ouverture du Storthing.....	—	—	433
	15	<i>Rapport Storthing</i> , Propositions royales.....	—	—	434
	24	<i>Discours royal</i> , Clôture du Storthing.....	—	—	436
Mai..	10	<i>Manderstroem à Bjorsterna</i> , Attitude de la Suède dans le conflit dano-allemand.....	—	IV	93
Juillet	8	— Idem.....	—	—	94
Déc..	8	<i>Réponse Manderstroem</i> , Manifeste du Congrès confédéré.....	65	III	91

1865

Fév..	14	<i>Traité France</i> , Commerce.....	65	III	11
	14	— Navigation.....	—	—	16

SUISSE

1818

Sept..	14	<i>Mémoire à Aix-la-Chapelle</i> , Vallée des Dappes.....	62	II	201
--------	----	---	----	----	-----

1859

Déc..	9	<i>Rapport Consul fédéral</i> , Vallée des Dappes.....	62	II	206
-------	---	--	----	----	-----

1860

Oct...	26	<i>Consul fédéral à Turgot</i> , Démonstrations de Vevey.....	61	III	455
Nov..	7	— Réponse à 9 octobre.....	—	—	459

1861

Janv.	4	<i>Consul fédéral à Jocteau</i> , Réponse à 20 novembre.....	61	II	349
Mars.	23	<i>Conseil fédéral à Jocteau</i> , Réponse à notification du titre de roi d'Italie à Victor-Emmanuel.....	—	—	189
	30	<i>Conseil fédéral à Tourte</i> , Réponse à Cavour 28 février. Mense de Côme.....	—	—	355
Juillet	17	<i>Tourte à Ricasoli</i> , Anciens soldats suisses à Naples.....	—	III	462
	19	<i>Tourte au président de la Confédération</i> , Envoi de la copie de la note du 17.....	—	—	461
Sept.	17	<i>Circulaire Conseil fédéral</i> , Déserteurs italiens.....	—	IV	111
Oct...	11	<i>Conseil fédéral à Kern</i> , Incident de Ville-la-Grande.....	—	—	367
	31	— Gendarmes français dans la vallée des Dappes.....	62	I	52
Nov..	1	<i>Conseil fédéral aux Cantons</i> , Idem.....	61	IV	374
	23	<i>Conseil fédéral à Kern</i> , Idem.....	62	I	54
Déc..	1	<i>Convention, France</i> , Télégraphe.....	64	II	153

1862

Janv.	27	<i>Procès-verbal, commission mixte</i> , Incident de Ville-la-Grande....	62	II	256
	29	<i>Conseil fédéral à Kern</i> , Vallée des Dappes.....	—	—	254
Fév..	24	— Incident de Ville-la-Grande.....	—	—	260
Juillet	24	<i>Déclaration Conseil fédéral</i> , Durando sur le Tessin.....	63	I	381
	28	<i>Déclaration Bavière</i> , Assistance réciproque des malades.....	64	III	331
Août.	4	<i>Déclaration Pays-Bas</i> , Service militaire.....	—	—	323
	11	<i>Déclaration Italie</i> , Extension des traités.....	—	—	325
	11	— Extension du droit d'aubaine.....	—	—	326

SUISSE (Suite)

1862

Août. 24	<i>Convention Bade</i> , Chemin de fer.....	64	III	233
Nov. 22	<i>Traité Pays-Bas</i> , Amitié et commerce.....	63	I	370
30	<i>Convention Italie</i> , Mense de Côme.....	64	III	239
Déc. 8	<i>Traité France</i> , Vallée des Dappes.....	63	I	372
11	<i>Traité Belgique</i> , Amitié et commerce.....	64	III	327
19	<i>Convention Belgique</i> , Poste.....	—	—	337

1863

Janv. 19	<i>Traité Pays-Bas</i> , Consuls aux Indes néerlandaises.....	64	III	349
Mars. 27	<i>Convention Bade</i> , Péages sur lignes ferrées.....	—	—	352
Nov. 23	<i>Réponse Conseil fédéral à Napoléon</i> , Proposition d'un congrès... —	I	69	
27	<i>Conseil fédéral à Kern</i> , Vues au sujet du congrès.....	—	—	76
Déc. 31	<i>Rapport Conseil fédéral</i> , Gestion de 1863.....	—	III	406

1864

Jun. 30	<i>Traité France</i> , Commerce.....	64	III	162
30	— Etablissement réciproque des sujets.....	—	—	215
30	<i>Convention France</i> , Propriété littéraire.....	—	—	217
30	— Surveillance des forêts limitrophes.....	—	—	227
30	<i>Déclaration France</i> , Passe-ports.....	—	—	231
Août. 22	<i>Convention Genève</i> , Traitement des militaires blessés en campagne.....	65	—	284
Sept. 20	<i>Discours</i> , Ouverture de la Diète.....	64	IV	311

1865

Mars. 22	<i>Convention France</i> , Poste.....	65	III	421
22	— Mandats de poste.....	—	—	435
Juillet 24	<i>Déclaration France</i> , Etablissement des Suisses en Algérie et dans les colonies françaises.....	—	—	465

TUNIS

1861

Sept. 30	<i>Constitution</i>	61	IV	278
----------	---------------------------	----	----	-----

1863

Oct. 10	<i>Convention Grande-Bretagne</i> , Biens-fonds anglais.....	64	IV	21
---------	--	----	----	----

1864

Août. 11	<i>Circulaire Bey</i> , Conclusion de la paix.....	64	IV	313
----------	--	----	----	-----

TURQUIE

1832

Juillet 9	<i>Traité Grèce</i> , Délimitation.....	62	IV	407
-----------	---	----	----	-----

1859

Juillet 29	<i>Convention Grèce</i> , Télégraphe.....	63	III	289
------------	---	----	-----	-----

1860

Fév. 26	<i>Mémoire</i> , Tournée d'enquête du Grand-Vizir.....	61	II	107
Juillet 16	<i>Lettre du Sultan à Napoléon III</i> , Troubles de Syrie.....	—	I	268
20	<i>Note</i> , Adhésion de l'envoi d'une commission européenne en Syrie. —	—	—	269
22	<i>Instructions aux gouverneurs</i> , Massacres des Chrétiens.....	—	—	268
Août. 21	<i>Aali-Pacha à Couza</i> , Couvents dédiés.....	64	II	166
Sept. 5	<i>Convention de Paris</i> , Repressions des troubles en Syrie.....	61	I	180

TURQUIE (Suite)

1861

Sept.	14	<i>Mémorandum</i> , Sujets ottomans sous protection étrangère.....	61	I	157
Nov.	6	<i>Rapport Grand-Vizir</i> , Enquête en Roumélie.....	—	—	158
	28	<i>Aali-Pacha à Musurus</i> , Prolongation d'occupation en Syrie.....	—	II	405
Déc.	23	<i>Aali-Pacha à Couza</i> , Commention couvents dédiés.....	64	—	176

1861

Janv.	2	<i>Fuad-Pacha au Grand-Vizir</i> , Accusation du général Beaufort....	61	II	106
	29	<i>Musurus à Russell</i> , Conférence pour affaires de Syrie.....	—	—	417
Fév.	19	<i>Protocole de Paris</i> , Affaires de Syrie.....	—	—	321
	26	<i>Mémorandum, réponse à la Russie</i> , Enquête du 6 novembre.....	—	—	107
Mars.	7	<i>Aali-Pacha à Vefyk-Effendi</i> , Affaires de Syrie.....	—	—	435
	15	<i>Convention</i> , Prolongation de l'occupation de Syrie.....	—	—	328
Avr.	29	<i>Traité France</i> , Commerce.....	—	III	341
	29	<i>Traité Grande-Bretagne</i> , Commerce et navigation... ..	—	IV	5
Mai.	1	<i>Proclamation Omer-Pacha</i> , Habitants de l'Herzegovine.....	—	III	157
	1	<i>Circulaire Aali-Pacha</i> , Union des Principautés.....	—	IV	283
	1	<i>Aali-Pacha à Paris</i> , Conditions du consentement à l'union des Principautés.....	62	I	251
Juin.	11	<i>Aali-Pacha à Cavour</i> , Titre de roi d'Italie.....	61	III	435
Juillet	1	<i>Hatt impérial</i> , Avènement d'Abdul-Azis.....	—	—	318
	6	<i>Déclaration</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie.....	—	—	435
	10	<i>Traité Italie</i> , Commerce.....	62	I	7
	14	<i>Hatt</i> , Fusion des conseils du Tangimat et de justice.....	61	III	436
	17	<i>Rapports avec les États-Unis</i>	62	II	11
	31	<i>Aali-Pacha</i> , Réponse à mémoire Garachanin, séjour des musulmans en Serbie.....	61	IV	158
Août.	—	Deuxième réponse à Garachanin.....	—	—	449
Sept.	25	<i>Aali-Pacha à Couza</i> , Couvents dédiés.....	64	II	176
Oct.	2	<i>Note</i> , Union des Principautés.....	61	IV	285
	10	<i>Traité Belgique</i> , Commerce.....	62	I	7
Nov.	20	<i>Convention Russie</i> , Télégraphes.....	65	III	263
		<i>Firman</i> , Organisation des Principautés-Unies.....	62	I	109
Déc.	2	<i>Note</i> , Union des Principautés-Unies.....	63	III	101
	2	<i>Firman</i> , Idem.....	—	—	102

1862

Janv.	21	<i>Hatt impérial</i> , Réforme des finances.....	62	II	310
	30	<i>Aali-Pacha à Couza</i> , Couvents dédiés.....	64	—	179
	30	<i>Fuad-Pacha aux gouverneurs de provinces</i> , Entrée en fonctions.....	62	—	308
Fév.	3	<i>Traité Russie</i> , Commerce.....	63	I	364
	4	<i>Aali-Pacha</i> , Organisation des agents de change.....	—	II	144
	28	— Mesures contre les agioteurs.....	—	—	146
Mars.	5	— Événements du Montenegro.....	62	—	312
Avr.	9	<i>Fuad-Pacha à Omer-Pacha</i> , Idem.....	—	III	73
	23	<i>Réponse Monténégro à 9 avril</i>	—	—	264
	24	<i>Circulaire Aali-Pacha</i> , Privilèges consulaires en matière de douanes.....	63	II	146
	24	— Naturalisation de Turcs comme sujets étrangers.....	—	—	147
Mai.	3	— Règlement du timbre.....	—	—	149
	5	— Impôt sur les voitures.....	—	—	150
	22	<i>Traité Autriche</i> , Commerce et navigation.....	—	I	63
	28	<i>Aali-Pacha</i> , Coupole du Saint-Sépulcre.....	—	III	79
		<i>Aali-Pacha à Couza</i> , Couvents dédiés.....	64	II	183
Juin.	16	<i>Convention Serbie</i> , Événements de Belgrade.....	63	I	234
	16	<i>Convention Autriche, Serbie, Principautés-Unies</i> , Télégraphes... ..	—	IV	155
	30	<i>Circulaire Fuad-Pacha</i> , Événements de Belgrade.....	—	II	118

TURQUIE (Suite)

1862

Juillet	6	<i>Circulaire Aali-Pacha</i> , Ancrages de navires étrangers dans le port de Constantinople.....	60	II	150
	10	— Conférence pour les affaires de Serbie.....	—	I	239
	30	<i>Mémoire</i> , Evénements de Belgrade.....	—	II	122
Août.	6	<i>Circulaire Aali-Pacha</i> , Visa des passe-ports.....	—	—	151
	13	— Etablissement d'un télégraphe au Bosphore.....	—	—	152
	31	<i>Conditions au Monténégro</i> , Armistice.....	—	III	268
Sept.	5	<i>Protocole France, Russie</i> , Coupole du Saint-Sépulcre.....	—	—	80
	8	<i>Instructions au gouverneur de Belgrade</i>	—	II	139
	17	<i>Fuad-Pacha à Michel</i> , Affaires de Serbie.....	—	—	139
Oct...	3	<i>Note Aali-Pacha</i> , Droits des étrangers de posséder des biens-fonds.....	—	—	152
	18	<i>Circulaire</i> — Protégés temporaires des Consulats étrangers... ..	—	—	155
	18	<i>Règlement relatif aux Consulats étrangers</i>	—	—	155
	21	<i>Circulaire Aali-Pacha</i> , Respect pour la base monétaire établie... ..	—	—	158
Nov..	2	— Empiètement des ressortissants étrangers à Smyrne.....	—	—	158
	12	— Introductions de livres et imprimés.....	—	—	159
	12	— Honneurs à rendre aux anniversaires des souverains.....	—	—	160
	15	— Mesures pour empêcher la contrebande de guerre sur les côtes voisines de la Grèce.....	—	—	160
	29	— Idem.....	—	—	161
Déc..	11	— Mesures contre les agioteurs.....	—	—	143
	17	<i>Fuad-Pacha à Calimaki</i> , Saisie d'armes pour la Serbie.....	—	III	109

1863

Janv.	13	<i>Note Aali-Pacha</i> , Couvents dédiés.....	64	II	185
	13	<i>Aali-Pacha à Couza</i> , Monastères grecs.....	—	—	186
	21	<i>Hatt impérial</i> , Administration de l'Empire.....	63	—	161
Fév..	21	— Administration des finances.....	—	III	120
Avr..	2	<i>Note Fuad-Pacha</i> , Monastères grecs.....	64	II	187
	5	<i>Circulaire Aali-Pacha</i> , Canal de Suez.....	63	III	121
Mai..	6	<i>Hatt au Grand-Vizir</i> , Retour du Sultan d'Egypte.....	—	IV	97
		<i>Aali-Pacha à Khalil-Bey</i> , Affaires de Pologne.....	—	—	313
Juin.		<i>Hatt</i> , Vendetta en Albanie.....	—	—	98
Août.	20	<i>Circulaire Aali-Pacha</i> , Couvents dédiés.....	64	II	269
Sept.	10	<i>Circulaire Aali-Pacha</i> , Principautés-Unies.....	—	—	271
Nov..	28	<i>Convention Perse</i> , Ligne télégraphique.....	—	III	144
Déc..	5	<i>Réponse Sultan à Napoléon</i> , Proposition d'un congrès.....	—	I	76
	9	<i>Convention Grande-Bretagne</i> , Télégraphe de Belgrade à Bassorah.....	—	III	146

1864

Janv.	2	<i>Aali-Pacha à Couza</i> , Contre la loi de sécularisation.....	64	II	334
	11	— Armements dans les Principautés.....	—	—	344
Fév..	4	<i>Mémemorandum Aali-Pacha</i> , Réforme postale.....	—	—	440
Mai..		<i>Aali-Pacha à Couza</i> , Coup d'état dans les Principautés-Unies... ..	65	III	115
Juin.	9	<i>Fuad-Pacha à Couza</i> , Protocole de la conférence de Constantinople.....	64	IV	423
	28	<i>Acte des 6 puissances</i> , Additionnel à la convention du 19 août 1858, Principautés-Unies.....	65	II	383
Août.	1	<i>Convention Grèce</i> , Télégraphes.....	64	IV	313
Sept.	3	<i>Convention. Grande-Bretagne</i> , Télégraphe avec l'Inde.....	65	I	163
	6	<i>Convention des 6 puissances</i> , Règlement du Liban.....	—	II	392
Oct...	24	<i>Aali-Pacha à Greppi</i> , Exclusion de l'Italie du règlement du Liban.....	—	I	121
Déc..	27	<i>Législation sur la Presse</i>	—	III	315

1865

Juillet	17	<i>Aali-Pacha à Negri</i> , Arrangement postal.....	65	IV	92
---------	----	---	----	----	----

URUGUAY

1863

Juillet 7 *Arrangement France*, Convention du 8 avril 1856..... 63 IV 159

1864

Déc.. 13 *Décret présidentiel*, Rupture avec le Brésil..... 65 II 223

1865

Janv. 28 *Florès à Paranhos*, Offres de paix..... 65 II 240Fév.. 20 *Protocole, Brésil*, Négociations pour la paix..... — — 243Juillet 7 *Arrangement France*, Convention du 8 avril 1856..... — IV 112

VENEZUELA

1859

Mai.. 5 *Traité, Brésil*, Navigation et limites..... 61 IV 161

1861

Août. 12 *Convention Espagne*, Reprise des relations..... 62 I 4

1862

Fév.. 4 *Porras à Zelltner*, Certificats de nationalité..... 62 III 75Avr.. 26 *Offres, Ministre des affaires étrangères*, Protection aux étrangers.. — — 76

1864

Mai.. 28 *Ochoa à Ribeyro*, Conflit hispano-péruvien..... 65 I 297

WURTEMBERG

1833

Mars. 22 *Traité Prusse, Hesse-Electorale, Hesse-Grand-Ducale, Bavière*,
Douanes..... 62 IV 220

1841

Mai.. 8 *Traité Prusse et divers Etats allemands*, Prorogation du 22 mars
1833..... — — 240

1852

Nov.. 23 *Accession au traité de Londres du 8 mai*, Succession danoise.... 64 I 106

1861

Juin.. 13 *Rescrit*, Retraits du condordat avec Rome..... 61 III 158

1862

Août. 11 *Note Hugel*, Motifs du rejet du traité franco-prussien..... 65 I 339Sept. 20 *Hügel à Uexkùl*, Réponse à Bismark, idem..... — — 368

Nov.. 20 — Idem..... — — 378

1863

Nov.. 16 *Réponse du Roi à Napoléon III*, Proposition d'un congrès..... 64 I 56

1864

Juin. 26 *Proclamation du Roi Charles*, Avènement au trône..... 64 IV 46Juillet 12 *Discours Roi*, Ouverture des Chambres..... — — 4823 *Adresse des Chambres au Roi*..... — — 49Août. 22 *Convention de Genève*, Traitement des militaires blessés en cam-
pagne..... 65 III 284Oct.. 12 *Convention de navigation sur le Rhin*..... — I 432

1865

Avril. 24 *Convention, France*, Propriété littéraire..... 65 IV 98

TROISIÈME PARTIE

TABLE ANALYTIQUE

PAR ORDRE

DE QUESTIONS ET DE PUISSANCES

BRÉSIL

CONFLIT ANGLO-BRÉSILIEN

1862

Déc..	5	<i>Christie à Abrantès, Affaire du prince of Wales.....</i>	63	II	262
	5	— <i>Affaire de la Forte.....</i>	—	—	265
	5	— <i>Demande d'une réponse.....</i>	—	—	267
	27	<i>Mémemorandum Abrantès, Prince of Wales.....</i>	—	—	272
	27	— <i>La Forte.....</i>	—	—	280
	29	<i>Abrantès, Réponse à la note du 5.....</i>	—	—	268
	30	<i>Christie à Abrantès, Menaces de représailles.....</i>	—	—	285
	30	<i>Christie à Warren, Exécution des représailles.....</i>	—	—	292
	30	<i>Christie à Hollocombe, idem.....</i>	—	—	295
	31	<i>Abrantès à Christie, Réponse au 30.....</i>	—	—	292

1863

Janv.	1	<i>Christie à Abrantès, Réponse au 31 décembre.....</i>	—	—	296
	2	<i>Abrantès à Christie, Arbitrage du conseil d'Etat.....</i>	—	—	299
	2	<i>Christie à Abrantès, Demande de réponse à la note du 1^{er}.....</i>	—	—	299
	2	— <i>Réponse à la note du 2.....</i>	—	—	302
	3	<i>Abrantès à Christie, Acceptation d'une conférence.....</i>	—	—	303
	3	<i>Mémemorandum Christie.....</i>	—	—	304
	3	<i>Christie à Abrantès, Réclamations contre le journal officiel.....</i>	—	—	307
	4	<i>Warren à Christie, Capture des navires.....</i>	—	—	304
		<i>Abrantès à Christie, Proposition d'arbitrage.....</i>	—	—	305
	5	<i>Christie à Abrantès, Cessation des représailles.....</i>	—	—	306
	6	<i>Abrantès à Christie, Réponse à note du 3.....</i>	—	—	308
		— <i>Réponse à note du 3.....</i>	—	—	310
	6	— <i>Réponse à note du 5.....</i>	—	—	309
	7	— <i>Arbitrage du roi des Belges.....</i>	—	—	310
	8	— <i>Arrangement à conclure.....</i>	—	—	310
	8	<i>Abrantès à Moreira, Demande de réparation.....</i>	—	—	311
	8	<i>Circulaire Olinda aux présidents de province.....</i>	—	—	313
	8	<i>Circulaire Olinda aux présidents de province, Cessation d'hostilités.....</i>	—	—	315
Fév..	9	<i>Moreira à Russell, Arrangement Christie.....</i>	—	—	315
	12	<i>Russell à Moreira, Acceptation de l'arbitrage du Roi Léopold....</i>	—	—	316
	24	— <i>Indemnité du prince of Wales.....</i>	—	—	317
	26	<i>Moreira à Russell, Protestation.....</i>	—	—	317
	27	<i>Russell à Howard, Le Roi des Belges accepte-t-il l'arbitrage.....</i>	—	—	320
	28	<i>Russell à Moreira, Note du 26.....</i>	—	—	319
Mars.	2	<i>Moreira à Russell, Note du 28 février.....</i>	—	—	321

CONFLIT ANGLO-BRÉSILIEN (Suite)

1863

Mars.	3	<i>Howard à Rogier</i> , Acception du Roi Léopold.....	63	II	323
	3	<i>Rogier à Howard</i> , Idem.....	—	—	324
	4	<i>Russell à Moreira</i> , Note du 2 mars.....	—	—	323
Mai..	5	<i>Moreira à Russell</i> , Solution.....	64	I	372
	18	<i>Russell à Moreira</i> , Refus de rouvrir la discussion.....	—	—	374
	25	<i>Moreira à Russell</i> , Rupture des relations.....	—	—	375
	28	<i>Russell à Moreira</i> , Réponse à note du 25.....	—	—	378
Juin..	6	<i>Russell à Elliot</i> , Suspension des relations.....	—	—	379
	18	<i>Sentence du roi des Belges</i>	—	—	382
	21	<i>Mémoire à la Chambre des lords</i> , Fixation de l'indemnité..	—	—	383

CHEMINS DE FER (CONVENTIONS DE)

1862

Mars.	4	Belgique, France, <i>Chemin de fer de Charleville à Moriamé</i>	62	III	5
Mai..	7	France-Italie.....	63	I	55
Août.	2	France-Prusse-Zollverein.....	62	IV	308
Sept.	24	Bade-Suisse.....	64	III	233

1863

Mars.	27	Bade-Suisse.....	—	—	352
Juil..	1	Belgique-France, <i>Chemin de fer entre Tournay et Lille</i>	—	—	363

1864

Avril.	8	France-Espagne, <i>Surveillance</i>	—	IV	184
--------	---	---	---	----	-----

CHINE

1689

		<i>Traité avec la Russie</i>	61	I	271
--	--	------------------------------------	----	---	-----

1727

Oct..	21	<i>Traité avec la Russie</i> , Paix.....	—	—	276
-------	----	--	---	---	-----

1768

Oct..	18	<i>Traité avec la Russie</i> , Supplément au 21 Octobre 1727.....	—	—	282
-------	----	---	---	---	-----

1841

Mai..	31	<i>Palmerston à Pottinger</i> , Instructions.....	—	II	300
-------	----	---	---	----	-----

1842

Août.	9	<i>Traité Grande-Bretagne</i> , Nanking.....	—	I	285
-------	---	--	---	---	-----

1843

Oct..	8	<i>Traité Grande-Bretagne</i> , Supplément.....	—	—	289
-------	---	---	---	---	-----

1844

Juil..	3	<i>Traité États-Unis</i> , Whanghi.....	—	—	296
--------	---	---	---	---	-----

Sept.	24	<i>Traité France</i> , Amitié, commerce.....	—	—	307
-------	----	--	---	---	-----

1845

Juin.	25	<i>Arrangement Belgique</i> , Tao-Kouang.....	—	—	319
-------	----	---	---	---	-----

1846

Mars.	18	<i>Edit Chinois</i> , Religion chrétienne.....	—	II	157
-------	----	--	---	----	-----

1847

Mars.	20	<i>Traité Suède</i> , Paix, amitié.....	—	—	118
-------	----	---	---	---	-----

Mai..	16	<i>Traité Russie</i>	—	—	329
-------	----	----------------------------	---	---	-----

CHINE (Suite)

1851

Juil.. 25	<i>Traité Russie, Commerce</i>	61 III	321
-----------	--------------------------------------	--------	-----

1854

Juin. 24	<i>Mémoire Iliang, Entrevue avec Maclane</i>	— —	302
Juil.. 15	<i>Décret impérial, Approbation d'Iliang</i>	— —	306
Août. 6	<i>Décret à Yeh, Interdiction de concessions</i>	— —	310
20	<i>Mémoire Iliang, Projet des ministres d'Angleterre et des États-Unis de se rendre à Pékin</i>	— —	308
Oct.. 20	<i>Mémoire Waukien et Shangjui, Entrevue avec les Barbares</i>	— —	311
24	— Seconde entrevue.....	— —	313
Nov.. 4	— Moyen de se débarrasser des ministres.....	— —	316
5	<i>Décret impérial à la suite des conférences au Pei-ho</i>	— —	448
5	<i>Mémoire Waukien, etc., Entrevue Bowring et Maclane</i>	— —	447
10	<i>Mémoire Tsung-hun, Départ des Anglais et Américains</i>	— —	450

1856

Juil.. 12	<i>Libois à Bowring, Exécution de Chapdelaine</i>	61 II	301
-----------	---	-------	-----

1857

Avril. 20	<i>Clarendon à Elgin, Instructions générales</i>	61 IV	287
20	— Instructions pour le commerce.....	— —	292
Mai.. 9	<i>Instructions au baron Gros</i>	— —	295

1858

Fév.. 6	<i>Reed à Elgin, Approuvant sa note</i>	61 IV	314
8	<i>Lettre Poutiatine, idem</i>	— —	309
11	<i>Gros au premier ministre à Pékin</i>	— —	299
11	— <i>aux deux Kiangs et à Kiang-Si</i>	— —	301
14	<i>Elgin au premier ministre à Pékin</i>	— —	305
14	— <i>aux deux Kiangs et à Kiang-Si</i>	— —	309
14	<i>Poutiatine au premier ministre à Pékin</i>	— —	311
27	<i>Contades à Gros, Remise des notes collectives</i>	— —	315
Mars. 2	<i>Elgin à Seymour, Préparer les chaloupes canonnières</i>	— —	318
2	<i>Seymour à Elgin, Réponse</i>	— —	318
21	<i>Gouverneur des deux Kiangs, Réponse aux notes collectives</i>	— —	319
29	<i>Poutiatine à Elgin, N'emploiera pas la force</i>	— —	320
Avril. 1	<i>Elgin aux deux Kiangs, Non acceptation de sa réponse du 21 mars</i>	— —	320
1	<i>Elgin au premier ministre à Pékin, Son départ pour le Nord</i>	62 I	307
8	<i>Elgin à Seymour, Ordre de partir pour le Pei-ho</i>	— —	308
24	<i>Elgin au premier ministre, Son arrivée au Pei-ho</i>	— —	308
26	<i>Commissaires impériaux, Envoi de la demande Elgin à Pékin</i>	— —	309
30	<i>Tau à Elgin, Proposition de négociations</i>	— —	310
30	<i>Elgin à Tau, A-t-il des pouvoirs suffisants</i>	— —	310
30	<i>Tau à Elgin, Réponse évasive</i>	— —	311
Mai.. 1	<i>Elgin à Tau, Refus d'entrer en négociations</i>	— —	311
6	— Pleins pouvoirs des commissaires chinois en 1842...	— —	311
10	<i>Commissaires chinois à Elgin, Pouvoirs suffisants</i>	— —	312
17	<i>Poutiatine à Elgin, Refus d'entrée à Pékin</i>	— —	314
18	<i>Conférence Elgin, Seymour, Gros, Attaque des forts</i>	— —	314
20	<i>Elgin à Tau, Sommutation de livrer les forts</i>	— —	314
24	<i>Trois commissaires à Elgin, Leur départ pour Pékin pour chercher des instructions</i>	— —	315
29	<i>Nomination de Kweiliang et Hwashana négociateurs</i>	— —	316
31	<i>Elgin au premier ministre, Son arrivée à Tien-Tsin</i>	— —	316
Juin. 4	<i>Pouvoirs des négociateurs chinois</i>	— —	316
6	<i>Conférence Lay et secrétaires des négociateurs chinois</i>	— —	317
8	— <i>avec Tien et Kweiliang</i>	II	313

CHINE (Suite)

1889

Juin.	9	Conférence Layavec Kweiliang et Hwashana.....	62	II	315
	10	— — — — —	—	—	315
	11	Commissaires chinois à Elgin.....	—	—	316
	13	Traité Russie, Tien-Tsin.....	61	II	128
	15	Poutiatine à Elgin.....	62	—	318
	17	Elgin à Poutiatine, Réponse à 15 juin.....	—	—	319
	18	Traité États-Unis.....	61	—	133
	21	Commissaires chinois à Elgin.....	62	—	319
	22	Elgin, Réponse au 21 juin.....	—	—	321
	26	Conférence des commissaires chinois avec Bruce et Lay.....	—	—	321
	26	Traité Grande-Bretagne.....	61	—	144
	27	Traité France.....	—	—	248
	27	— supplémentaire.....	—	—	262
Oct..	22	Note à Elgin, Résidence Pékin.....	63	II	222
	25	Réponse Elgin, Idem	—	—	224
	28	Note à Elgin, Idem	—	—	226
	28	Réponse Elgin, Idem	—	—	277
Nov..	5	Elgin à Malmesbury, Idem	—	—	277
	8	Traité États-Unis, Supplémentaire	61	II	271
	24	France, Règlements commerciaux.....	—	—	264

1859

Mars.	2	Note Elgin, Résidence à Pékin.....	63	II	228
Juin.	30	Bourboulon à Thouvenel, Affaires du Pei-ho.....	61	I	395

1860

Fév..	22	Convention France, Grande-Bretagne, Prises durant l'expédition.....	61	II	278
Oct..	24	Convention Grande-Bretagne, Pékin.....	—	—	284
	25	Convention France, Pékin	—	—	290
	26	Gros à Thouvenel, Signature de la paix.....	—	—	399
Nov..	2	Protocole Russie, Délimitation de l'Ossouri.....	62	II	165
	14	Traité Russie, Additionnel.....	61	—	290

1861

Août.	27	Documents, Avènement du nouvel empereur	62	I	45
Nov..	2	Décret, Destitution du conseil de régence	—	II	191
	8	— Peines infligées aux membres du conseil.....	—	—	193

1862

Avril.		Kong à l'Empereur, Libre pratique de la religion chrétienne.....	63	III	85
	5	Édit en faveur des Chrétiens.....	—	—	87
	10	Bourboulon à Thouvenel, Chrétiens.....	—	—	82
	24	Kleczkowski à Thouvenel, Assassinat de l'abbé Néel.....	—	—	88
Oct..	19	Édit, Destitution du général Tienn-Ching-Chou.....	—	—	89

1864

Sept.		Décret impérial, Prise de Pékin.....	64	IV	402
-------	--	--------------------------------------	----	----	-----

COCHINCHINE

1862

Juin.	5	Traité avec l'Espagne et la France, Paix.....	63	III	323
-------	---	---	----	-----	-----

COMMERCE (TRAITÉS DE)

1826

Avril.	26	Danemark, États-Unis.....	62	II	168
--------	----	---------------------------	----	----	-----

TRAITÉS DE COMMERCE (Suite)

1853

Fév.. 19	Autriche, Prusse.....	62	IV	259
Mars. 4	Grande-Bretagne, Paraguay	—	II	471

1856

Déc.. 9	Grande-Bretagne, Maroc.....	63	IV	127
---------	-----------------------------	----	----	-----

1860

Janv. 23	France, Grande-Bretagne	61	III	5
Fév.. 25	— <i>Article additionnel</i>	—	III	40
Juin. 27	— <i>2^e Idem</i>	—	—	41
Sept. 14	Autriche, Russie.....	—	II	5
Oct.. 12	France, Grande-Bretagne, <i>Convention supplémentaire</i>	—	III	50
27	Italie, San Salvador.....	63	I	5
Nov. 16	France, Grande-Bretagne, <i>Convention supplémentaire</i>	61	III	85

1861

Janv. 4	Belgique, Maroc.....	63	IV	112
24	Japon, Prusse.....	65	IV	161
Mars. 9	France, Pérou.....	63	I	347
Avril. 29	France, Turquie.....	61	III	341
29	Grande-Bretagne, Turquie.....	—	IV	5
Mai.. 1	Belgique, France.....	—	III	161
Juillet 10	Italie, Turquie.....	64	IV	161
11	Danemark, États-Unis, <i>Supplément à 26 avril 1826</i>	62	II	167
24	Belgique, Mexique	63	IV	357
Oct.. 10	Belgique, Turquie.....	62	I	7
28	Grèce, Perse.....	63	III	314
Déc.. 20	Espagne, Maroc.....	—	IV	135

1862

Fév.. 3	Russie, Turquie.....	63	I	30
Mai.. 22	Autriche, Turquie.....	—	—	63
Août. 2	France, Prusse, Zollverein.....	62	IV	308
Sept. 5	France, Madagascar.....	63	III	319
17	Brême, Hambourg, Lubeck, Turquie.....	64	IV	5
22	Pays-Bas, Suisse.....	63	I	370
Déc.. 11	Belgique, Suisse.....	64	III	327

1863

Janv. 17	France, Italie.....	64	III	247
Avril. 9	Belgique, Italie.....	63	—	326
Sept. 28	Italie, Turquie.....	64	IV	11

1864

Mai.. 1	Danemark, Italie	65	III	275
Juin. 30	France, Suisse.....	64	III	162
Déc.. 14	France, Prusse, Zollverein, <i>Protocole additionnel</i>	65	I	434

1865

Fév.. 14	France, Suède et Norwège.....	65	III	11
Mars. 4	France, Lubeck, Brême, Hambourg.....	—	II	289
Juin. 9	France, Mecklembourg-Schwérin.....	—	IV	184
18	Espagne, France.....	—	III	408
Juillet 7	France, Pays-Bas.....	—	—	411
Août. 24	France, Mecklembourg-Strelitz.....	—	IV	129

CONCORDATS

1801

Juillet 15	France, Saint-Siège.....	65	II	5
------------	--------------------------	----	----	---

CVIII CONCORDATS — RÉFORME FÉDÉRALE ALLEMANDE.

CONCORDATS (Suite)

	1813			
Janv. 25	France, saint-siège.....	65	II	91
	1816			
Août. 25	France, Saint-Siège.....	—	—	92
	1817			
Juin. 11	France, Saint-Siège.....	—	—	93
	1855			
Août. 18	Autriche, Saint-Siège.....	—	—	97
	1860			
Mars. 28	Haiti, Saint-Siège.....	63	III	5

CONFLIT ANGLO-BRÉSILIEN

(Voir *Brésil* page ciii.)

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE

RÉFORME FÉDÉRALE ALLEMANDE

	1861			
Oct.. 15	<i>Projet de réforme Beust</i>	62	III	93
	15 <i>Memorandum Beust</i>	—	—	98
Nov.. 5	<i>Note Rechberg, Réponse à 15 octobre</i>	—	—	108
	5 <i>Observations de l'Autriche, Idem</i>	—	—	111
	10 <i>Réponse Beust à 5 novembre</i>	—	—	117
	12 <i>Beust à Könnéritz</i>	—	—	121
	20 <i>Mémoire supplémentaire Beust</i>	—	—	122
	22 <i>Réponse Beust aux observations de l'Autriche</i>	—	—	127
Déc.. 20	<i>Note Bernstorff</i>	—	—	134
	1862			
Janv. 11	<i>Réponse Beust à 20 décembre 1861</i>	—	—	140
	28 <i>Roggenbach à Berlin et à Dresde</i>	—	—	141
Fév.. 2	<i>Note Autriche, Bavière, Hanovre, Wurtemberg, Hesse-Darmstadt, Nassau, Réponse à 20 décembre</i>	—	—	152
	2 <i>Note Hohenthal, Adhésion à note précédente</i>	—	—	156
	2 <i>Bernstorff à Werther, Présidence de la Diète</i>	—	—	157
	8 <i>Note Mecklembourg-Schwérin</i>	—	—	164
	14 <i>Réponse Prusse à 2 février</i>	—	—	161
	14 <i>Gundlach à Beust, Réponse à 2 février</i>	—	—	163
	21 <i>Memorandum prussien</i>	—	—	165
Août. 7	<i>Rechberg à Karolyi</i>	63	III	49
	13 <i>Bernstorff, Réponse à 7 août</i>	—	—	51
	14 <i>Motion à la Diète, Composition d'une assemblée issue par délégation des Chambres allemandes</i>	—	—	52
	14 <i>Protocole de la Diète, Tribunal fédéral</i>	—	—	58
	14 <i>Mémorandum Autriche, Idem</i>	—	—	59
	1863			
Janv. 22	<i>Procès verbal de la Diète, Assemblée de délégués</i>	63	III	62
	22 <i>Note Autriche, Idem</i>	—	—	63
	24 <i>Circulaire Prusse, Rapports avec l'Autriche</i>	—	—	66
Fév.. 28	<i>Circulaire Autriche, Réponse au 24 janvier</i>	—	—	71

CONFLIT DANO-ALLEMAND

(Voir *Danemark* page cix)

CONGRÈS DES PRINCES A FRANCFORT

CONFLIT DANO-ALLEMAND.

(Voir *Franfort* page CXXXI.)

CONGRÈS PROPOSÉ PAR NAPOLEON III

(Voir *France* page CXXX.)

DANEMARK

QUESTION DANO-ALLEMANDE

1460

Charte du Slesvig et du Holstein..... 64 I 230

1720

Juin. 14 *Garantie du Slesvig par la France*..... 64 I 228

Juillet 26 — *par la Grande-Bretagne*..... — — 83

1721

Sept. 3 *Renonciation du Duc d'Augustenbourg*..... 64 I 124

1786

Mai.. 28 *Renonciation de la Duchesse d'Augustenbourg*..... 64 I 124

28 — *du Duc*..... — — 125

1846

Juillet 8 *Lettres patentes de Christian VII.*..... 64 I 234

Sept. 17 *Rapport des commissions de la Diète germanique sur le Holstein.*.. — — 235

17 *Déclaration danoise, Idem*..... — — 239

1850

Juillet 4 *Protocole de Londres, Succession danoise*..... 64 I 85

Août. 2 *Idem*..... — — 87

23 *Idem*..... — — 88

1851

Juin. 5 *Protocole de Varsovie, Succession danoise*..... 64 I 89

Sept. 30 *Manteuffel à Bille Brahe, Idem*..... — — 91

Déc.. 6 *Circulaire Bluhme, Duchés*..... — — 240

26 *Schwartzemberg à Vrints, Idem*..... — — 254

30 *Man'euffel à Werther, Idem*..... — — 263

1852

Janv. 27 *Manifeste de Frédéric VII.*..... 64 I 269

Avril. 28 *Protocole de Londres, Succession danoise*..... — — 92

Mai.. 8 — — — — — 94

8 *Traité de Londres*..... — — 94

8 *Note Russie, Protocole de Varsovie*..... — — 97

24 — *Danemark, Réponse à 8 mai*..... — — 98

Juin. 19 *Protocole de Londres, Succession danoise*..... — — 99

Sept. 9 *Circulaire danoise, Accessions*..... — — 100

Nov.. 11 — — — — — 104

23 *Accession du Wurtemberg au traité de Londres*..... — — 106

Déc.. 9 — *de la Saxe*..... — — 109

10 *Note Oldenbourg, Traité de Londres*..... — — 109

10 — — — — — 110

16 *Accession Hesse électorale, Idem*..... — — 112

18 — *Hanovre Idem*..... — — 112

18 — — *Idem*..... — — 113

22 *Réserve d'accession Bavière, Idem*..... — — 114

30 *Renonciation du Duc d'Augustenbourg*..... — — 126

31 *Saxe-Weimar, Refus d'accession*..... — — 116

CONFLIT DANO-ALLEMAND (Suite)

1853

Janv.	8	<i>Réponse danoise à Borière</i>	64	I	115
	10	<i>Mecklembourg-Schwérin</i> , Réserve d'accession.....	—	—	117
	13	— <i>Strelitz</i> Idem.....	—	—	119
	24	<i>Hesse-Gr.-Ducale</i> Idem.....	—	—	120
	26	<i>Bade</i> Idem.....	—	—	121
Mars.	4	<i>Note danoise</i> , Acceptation de la Saxe.....	—	—	108
	4	— Acceptation de Saxe-Weimar.....	—	—	116
	4	— Acceptation de la Hesse-Gr.-Ducale.....	64	I	121
	4	— Acceptation de Bade.....	—	—	120
Juin.	27	<i>Note Oldenbourg</i> , Traité de Londres.....	—	—	113

1854

Mars.	28	<i>Note Oldenbourg</i> , Renonciation.....	—	—	111
	28	<i>Oldenbourg</i> , Acte de renonciation.....	—	—	132

1860

Mars.	8	<i>Diète germanique</i> , Propositions des comités réunis.....	61	—	334
Juillet	26	— Propositions d'Oldenbourg.....	—	—	335
Sept.	10	<i>Hall à Balan</i> Idem.....	—	—	56
		<i>Note à Londres</i> , Conditions des concessions danoises.....	—	—	337
Oct.		<i>Russell à Bloomfield</i> , Affaire des duchés.....	—	—	403
Nov.	8	<i>Schleinitz à Bernstorff</i> , Réponse à octobre.....	—	—	418
Déc.	8	<i>Russell à Lowther</i> , Affaire des duchés.....	—	—	406
	29	<i>Schleinitz à Bernstorff</i> , Réponse à 8 décembre.....	—	—	421

1861

Janv.	7	<i>Patente</i> , Catéchumènes dans le Slesvig.....	—	—	207
	9	<i>Circulaire</i> aux inspecteurs d'église du Slesvig.....	—	—	338
Fév.	2	<i>Lettres Oldenbourg</i> , Demandes des duchés.....	—	II	190
	7	<i>Adoption par la Diète germanique</i> du rapport des comtés.....	—	I	336
	7	<i>Vote de l'envoyé du Danemark à la Diète</i>	—	II	32
Mars.	2	<i>Communication du Roi aux États du Holstein</i> , Élaboration d'une loi constitutionnelle.....	61	II	37
	2	<i>Projet de constitution</i> , Duché de Holstein.....	—	—	40
	6	<i>Projet de loi</i> , idem.....	—	—	47
	14	<i>Manderstroem à Wachtmeister</i> , Propositions danoises au Holstein.....	63	III	129
	14	<i>Manderstroem à Jaerta</i> , idem.....	—	—	132
	15	<i>Roi de Danemark au duc d'Oldenbourg</i> , Réponse à 2 février.....	61	II	190
	22	<i>Circulaire Hall</i> , Examen du budget par la Diète de Holstein.....	—	—	193
	29	<i>Manderstroem à Platen</i> , Question des duchés.....	—	III	311
	29	— Question confidentielle.....	63	—	133
Avril.	27	<i>Vote envoyé du Danemark à la Diète germanique</i> , Contre résolutions du 7 février.....	61	II	341
Mai.	1	<i>Rapport commission de la Diète germanique</i> , Constitution des duchés.....	62	—	388
	1	<i>Déclaration de l'envoyé danois à la Diète germanique</i>	—	—	391
	8	<i>Circulaire Hall</i> , Immixtion fédérale dans les duchés de Slesvig.....	—	—	394
	12	<i>Manderstroem à Platen</i> , Objections Russell à 29 mars.....	63	III	141
	12	<i>Mémoire suédois sur la réorganisation de la monarchie</i>	—	—	144
Juill.	29	<i>Propositions à Berlin et Vienne</i> , Arrangements provisoires pour le Holstein.....	61	IV	112
Août.	2	<i>Circulaire danoise</i> , Marche du ministère dans la question du Holstein.....	—	—	113
	12	<i>Rapport Diète de Francfort</i> , pour différer les mesures d'exécution.....	—	—	110
	12	<i>Grüner à Ballan</i> , Réponse de la Prusse aux dernières propositions danoises.....	—	—	114

CONFLIT DANO-ALEMAND (Suite)

1861

Oct..	26	Hall à Quaaed, Propositions pour les duchés.....	62	II	351
Déc..	5	Bernstorff à Bulow, Réponse à 26 octobre.....	—	—	358
	26	Hall, Réponse à Bernstorff 5 déc.....	—	—	363
	29	Manderstroem, idem.....	63	III	154

1862

Janv.	12	Manderstroem à Hamilton, Réponse à 26 décembre.....	—	—	156
Fév..	8	Bernstorff à Bulow, idem.....	62	II	371
	17	Manderstroem à Jaerta, Politique suédoise.....	63	III	156
Mars.	12	Hall, Réponse à Bernstorff 8 février.....	62	II	377
	19	Bulow à Kubeck, Diète germanique.....	—	—	381
	21	Kubeck à Bulow, Réponse à 19 mars.....	—	—	384
	25	Circulaire Hall, Slesvig.....	—	—	262
	26	Séance de la Diète germanique, Compte rendu.....	—	—	199
	27	Résolution de la Diète, Propositions des commissaires réunis....	—	—	384
	27	Déclaration Bulow, idem.....	—	—	385
Avril.	16	Russell, Décisions de la Diète.....	63	III	167
	22	Cowley à Russell, Réponse à 16 avril.....	—	—	169
	25	Gortchakoff à Brunow, idem.....	—	—	169
	28	Russell à Napier, Renonciation au projet du 16 avril.....	—	—	171
Mai..	6	Manderstroem à Platen, Réponse à 16 avril.....	—	—	158
	13	Bernstorff à Londres.....	—	—	171
Juin.	23	Hall à Bille, Opposition holsteinoise.....	—	—	176
	27	Bernstorff à Bille.....	—	—	178
Août.	22	Circulaire Bernstorff.....	—	—	182
	25	Mémorandum Rechberg.....	—	—	188
Sept.	5	Hall à Bille, Dépêches des 22 et 25 août.....	—	—	195
	24	Russell à Paget, Proposition d'une solution.....	—	—	196
Oct..	3	Cowley à Russell, Dépêche du 24 septembre.....	—	—	198
	12	Manderstroem, idem.....	—	—	160
	12	Paget à Russell, idem.....	—	—	199
	15	Hall, idem.....	—	—	200
	27	Bismark à Bernstorff, idem.....	—	—	202
	29	Rechberg à Wimpffen, idem.....	—	—	205
Nov..	5	Hall, Mémorandum Rechberg 23 août.....	—	—	216
		Programme, Élections.....	—	—	378
	6	Hall à Berlin, Dépêche du 22 août.....	—	—	208
	6	Hall à Bulow, Dépêche du 25 août.....	—	—	214
	12	Patente, Gouvernement particulier au Holstein.....	—	—	221
	20	Russell à Paget, Dépêche du 15 octobre.....	—	—	222
Déc..	30	Manderstroem à Saint-Petersbourg.....	—	—	162

1863

Janv.	6	Hall à Bille, Réponse à dépêche du 20 novembre.....	—	—	231
	21	Manderstroem à Hamilton, Dépêche du 30 décembre.....	—	—	165
	21	Russell à Paget, Dépêche du 6 janvier.....	—	—	265
	22	Manderstroem à Wachmeister, Concessions au Holstein.....	64	II	82
	27	Manderstroem à Adelswaerd, Dépêche du 24 septembre.....	63	III	16
Fév..	10	Adresse du Holstein au Roi.....	—	—	238
Mars.	30	Ordonnance, Position du Holstein.....	—	—	241
Avril.	13	Rechberg à Brenner, Ordonnance du 30 mars.....	—	—	244
	15	Bismark à Bulow, idem.....	—	—	246
	17	Note identique, Autriche, Prusse.....	—	—	248
	20	Discours d'ouverture du Rigsraad.....	—	—	246
	23	Séance de la Diète germanique.....	—	—	250
Mai..	16	Circulaire Hall, Réponse à 17 avril.....	—	—	253
	23	Réponse Bismark à 16 mai.....	—	—	254

CONFLIT DANO-ALLEMAND (Suite)

1863

Mai.	27	<i>Russell à Buchanan et Bloomfield, Déconseillant l'exécution.....</i>	64	I	11
Juin.	4	<i>Rechberg à Brenner, Réponse au 16 mai.....</i>	63	III	255
	18	<i>Séance de la Diète germanique</i>	—	—	256
	18	<i>Protestation du Danemark, Propositions des comités réunis.....</i>	—	—	258
Juill.	9	<i>— Résolutions de la Diète.....</i>	—	—	258
	9	<i>— idem.....</i>	—	—	260
	19	<i>Manderstroem à Paris et Londres, Résolution de la Diète.....</i>	64	I	38
	19	<i>Manderstroem à Wachtmeister, idem.....</i>	—	II	84
Août.	8	<i>Hall à Hamilton, Projet d'alliance Danemark et Suède.....</i>	—	IV	201
	21	<i>Projet d'alliance Danemark et Suède.....</i>	—	—	202
	25	<i>Réponse du Danemark, Résolutions du 9 juillet.....</i>	63	IV	11
	31	<i>Gortchakoff à Nicolai, Conseils au Danemark.....</i>	64	II	73
	31	<i>Hall à Hamilton, Urgence de conclure un traité avec la Suède...</i>	—	IV	203
Sept.	3	<i>Circulaire Hall, Déclaration.....</i>	—	I	137
	12	<i>Gortchakoff à Brunow, Exécution dans le Holstein.....</i>	—	II	73
	17	<i>Rechberg à Wimpffen, Réponse à Hall du 3 septembre.....</i>	—	—	48
	18	<i>Grey à Russell, Conversation avec Drouyn de Lhuys.....</i>	—	—	50
	28	<i>Discours, Ouverture du Rigsraad.....</i>	—	I	139
	28	<i>Bulow à Hall, Situation de la Suède.....</i>	—	IV	204
	29	<i>Russell à Malet, Déconseillant l'exécution fédérale.....</i>	—	I	12
	29	<i>Scheel Plessen à Hall, Bruits d'une alliance avec la Suède.....</i>	—	IV	205
Oct..	1	<i>Résolution de la Diète, Exécution fédérale.....</i>	—	I	141
		<i>Rapport Comités réunis, Rejet de la proposition Russell 29 sept..</i>	—	—	13
	5	<i>Manderstroem à Hamilton, Projet de loi fondamentale.....</i>	—	—	206
	5	<i>— Conditions du concours de la Suède..</i>	—	—	208
	7	<i>Moltke à Hall, Note à Londres et Paris.....</i>	—	—	210
	8	<i>Quaade à Hall, Exécution éventuelle au Holstein.....</i>	—	—	54
	9	<i>— Médiation.....</i>	—	—	56
	14	<i>Russell à Malet, Projet de la proposition du 29 septembre.....</i>	—	IV	15
	21	<i>— idem.....</i>	—	—	16
	21	<i>Quaade à Hall, Conversation Bismark.....</i>	—	—	57
	22	<i>Rosenkranz à Hall, Séance de la Diète.....</i>	—	—	60
	23	<i>Quaade à Hall, Rapport de la Diète.....</i>	—	—	61
	24	<i>— Danger de l'exécution fédérale.....</i>	—	—	64
	26	<i>Hall à Quaade, Déclaration à la Diète.....</i>	—	—	65
	27	<i>Quaade à Hall, Opinion de M. de Bismark sur l'exécution.....</i>	—	—	66
	28	<i>— Dépêche du 26.....</i>	—	—	68
	28	<i>— Entrevue Bismark.....</i>	—	—	70
	29	<i>Séance de la Diète.....</i>	—	I	142
	29	<i>Réponse Danemark, Propositions du 1^{er} octobre.....</i>	—	—	143
	31	<i>Quaade à Hall, État de la situation.....</i>	—	IV	71
Nov..	3	<i>Hall à Quaade, Observation Paget.....</i>	—	—	73
	3	<i>Quaade à Hall, Vote du budget par le Holstein.....</i>	—	—	74
	3	<i>— Proposition Bismark.....</i>	—	—	77
	3	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys, Mort du roi Ferdinand VII.....</i>	65	II	333
	5	<i>Quaade à Hall, Situation de la Diète.....</i>	64	IV	79
	6	<i>— Communication à la Diète.....</i>	—	—	80
	9	<i>Hall à Quaade, idem.....</i>	—	—	82
	10	<i>Scheel Plessen à Hall, Conversation avec le roi de Suède.....</i>	—	—	213
	11	<i>Circulaire Hall, Intervention amicale de l'Angleterre.....</i>	—	—	84
	13	<i>Thile à Balan, Dangers de l'exécution de la nouvelle Constitution.</i>	—	—	85
	14	<i>Communication danoise à la Diète, Prérogatives financières du Holstein.....</i>	—	I	145
	16	<i>Acte de renonciation Augustenbourg.....</i>	—	—	131
	16	<i>Proclamation prince Héritier Augustenbourg au Schleswig-Holstein.....</i>	—	—	147

CONFLIT DANO-ALLEMAND (Suite)

1863

Nov.	16	<i>Scheel Plessen à Hall</i> , Instructions à Hamilton.....	64	IV	213
	18	<i>Constitution pour le Danemark et le Slesvig</i>	—	I	149
	20	<i>Circulaire Manderstroem</i> , Prétentions Augustenbourg.....	—	—	40
	20	<i>Grand-Duc d'Oldenbourg au Duc Frédéric d'Augustenbourg</i>	—	III	436
	21	<i>Séance de la Diète germanique</i>	—	I	273
	23	<i>Russell à Buchanan</i> , Prétentions Augustenbourg.....	—	—	16
	23	<i>Chambre des députés de Prusse</i> , Séance.....	—	—	21
	27	<i>Hall à Scheel Plessen</i> , Nouvelle phase du conflit.....	—	IV	213
	27	— Armements de la Suède.....	—	—	215
	28	<i>Séance de la Diète germanique</i>	—	I	279
Déc.	1	<i>Déclaration Bismark</i> , Attitude de la Prusse.....	—	—	23
	1	<i>Scheel Plessen à Hall</i> , Hésitation de la Suède.....	—	IV	216
	2	<i>Manderstroem à Hamilton</i> , Communication à Stockholm.....	—	—	217
	2	<i>Lettre du Duc Frédéric d'Augustenbourg à Napoléon III</i>	—	I	133
	4	<i>Déclaration Rechberg à la Chambre des députés</i> , Attitude de l'Autriche.....	—	—	7
	4	<i>Proclamation de Christian IX aux habitants du Holstein</i>	—	—	282
	4	<i>Scheel Plessen à Hall</i> , Communication à Stockholm.....	—	IV	220
	5	<i>Note identique de l'Autriche et de la Prusse</i> , Décision de la Diète pour l'exécution.....	—	I	286
	7	<i>Séance de la Diète germanique</i>	—	—	284
	9	<i>Instructions Russell à Wodehouse</i>	—	II	6
	9	<i>Drouyn de Lhuys à Fleury</i> , Mission à Copenhague.....	65	—	334
	10	<i>Scheel Plessen à Hall</i> , Imminence d'une exécution fédérale.....	64	IV	222
	10	<i>Réponse de Napoléon III au duc d'Augustenbourg</i> , Lettre du 2.....	—	I	135
	10	<i>Proclamation Augustenbourg au Schleswig-Holstein</i>	—	—	288
	11	<i>Séance de la Diète germanique</i>	—	—	289
	12	<i>Wodehouse à Russell</i> , Entrevue avec Bismark.....	—	II	10
	15	<i>Projet d'adresse de la Chambre des députés au roi de Prusse</i>	—	I	26
	15	<i>Bismark à Hall</i> , Entrée des troupes fédérales dans le Holstein.....	—	—	290
	15	<i>Proclamation Christian IX aux soldats du Holstein</i>	—	—	291
	17	<i>Lettre du roi de Bavière à Schrenk</i> , En faveur du duc d'Augustenbourg.....	—	—	292
	17	<i>Russell à Wodehouse</i> , Blâme de la Constitution du 18 novembre..	—	II	13
	17	<i>Wodehouse à Russell</i>	—	—	14
	17	<i>Russell à Murray</i> , Attitude des États moyens.....	—	—	91
	18	<i>Débat dans la Chambre prussienne</i> , Projet d'adresse du 15 nov....	—	I	28
	18	<i>Napier à Russell</i> , Russie vis-à-vis d'Augustenbourg.....	—	II	74
	18	<i>Ordonnance royale</i> , ligne douanière entre le Slesvig et le Holstein..	—	—	102
	19	<i>Note Hall</i> , L'exécution contraire à loi fédérale.....	—	I	292
	20	<i>Napier à Russell</i> , Instructions à M. d'Ewers.....	—	II	74
	21	<i>Discours royal</i> , Clôture du Rigsraad.....	—	I	294
	21	<i>Wodehouse à Russell</i> , Conférence avec Hall.....	—	II	16
	21	<i>Napier à Russell</i> , Suite du 20 déc.....	—	—	74
	22	<i>Paget à Russell</i> , Conférence avec Hall.....	—	—	20
	22	<i>Napier à Russell</i> , Conférence.....	—	—	75
	23	<i>Séance de la Diète germanique</i>	—	I	295
	23	<i>Proclamation des commissaires fédéraux</i>	—	—	297
	23	<i>Proclamation dans le Holstein</i>	—	—	303
	24	<i>Hall à Bille</i> , Raisons empêchant concessions.....	—	II	20
	24	<i>Paget à Russell</i> , La Suède ne conseille pas le retrait de la Constitution.....	—	—	86
	26	<i>Russell à Cowley</i> , Intervention de la Suède.....	—	—	86
	27	<i>Russell à Malet</i> , Pour proposer une conférence.....	—	I	17
	28	<i>Séance de la Diète germanique</i>	—	—	300
	28	<i>Napier à Russell</i> , Entrevue avec Gortchakoff sur la conférence...	—	II	76

CONFLIT DANO-ALLEMAND (Suite)

1863

Déc..	29	<i>Cowley à Russell</i> , Proposition de conférence.....	64	II	51
	29	— Mission du général Fleury.....	—	—	54
	29	<i>Beust à Vitzthum</i> , Réponse à 17 décembre.....	—	—	92
	31	<i>Circulaire Russell</i> , Proposition de conférence.....	—	I	350
	31	<i>Proclamation</i> , prince d' <i>Augustenbourg</i>	—	—	303
	31	<i>Paget à Russell</i> , Ministère Monrad.....	—	II	22
	31	<i>Bloomfield à Russell</i> , Raisons de la France pour refuser la conférence.....	—	—	54
	31	<i>Bloomfield à Russell</i> , Observations de la France sur les entreprises Augustenbourg.....	—	—	55
Déc..	*31	<i>Wodehouse à Russell</i> , Empêchement de la France à la conférence.....	64	II	55

1864

Janv.	2	<i>Proclamation Christian IX</i>	—	I	304
	3	<i>Wodehouse à Russell</i> , Conférence avec Monrad.....	—	II	22
	3	<i>Paget à Russell</i> , idem.....	—	—	24
	3	<i>Cowley à Russell</i> , Entrevue Banneville, démarches pour empêcher la guerre.....	—	—	56
	4	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i>	—	I	305
	4	<i>Witzthum à Russell</i> , Note Beust du 29 décembre.....	—	II	94
	5	<i>Murray à Beust</i> , Conduite des troupes allemandes dans le Holstein.....	—	—	94
	5	Réponse <i>Beust à Murray</i>	—	—	96
	5	<i>Monrad à St-Petersbourg</i> , Mission Ewers.....	—	—	26
	5	<i>Monrad à Bille</i> , Mission Wodehouse.....	—	—	28
	5	<i>Russell à Cowley</i> , Médiation.....	—	—	57
	5	<i>Cowley à Russell</i> , idem.....	—	—	59
	6	<i>Monrad à Moltke-Heitfeld</i> , Dispositions du Danemark.....	—	—	29
	6	<i>Napier à Russell</i> , Médiation.....	—	—	75
	6	— Conférence.....	—	—	76
	6	<i>Jerningham à Russell</i> , Concours de la Suède.....	—	—	87
	7	<i>Cowley à Russell</i> , Médiation.....	—	—	60
	7	<i>Wodehouse à Russell</i> , Appui reçu d'Ewers.....	—	—	77
	8	Séance de la Diète Germanique.....	—	I	313
	8	<i>Murray à Beust</i> , Réponse à sa note du 5.....	—	II	89
	10	<i>Rechberg à Munich</i>	—	I	306
	10	<i>Napier à Russell</i> , Hésitations de la Russie pour la conférence.....	—	II	77
	10	<i>Beust à Murray</i> , Note du 8.....	—	—	100
	11	<i>Napier à Russell</i> , Conférence.....	—	—	78
	11	— Projet de transaction.....	—	—	78
	13	<i>Wachtmeister à Russell</i> , Association de la Suède aux démarches communes.....	—	—	87
	13	<i>Jerningham à Russell</i> , idem.....	—	—	88
	13	<i>Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne</i> , Proposition de médiation.....	—	II	336
	14	— — Proposition de représentation à la Diète de Francfort.....	—	II	335
	14	Séance de la Diète Germanique.....	64	I	313
	14	<i>Bloomfield à Russell</i> , Vues de l'Autriche.....	—	II	32
	14	— Vues de l'Autriche, conférence.....	—	—	33
	14	<i>Cowley à Russell</i> , Démarches de la France pour empêcher la guerre.....	—	—	61
	14	<i>Bloomfield à Russell</i> , Vues de la Suède.....	—	—	88
	15	<i>Napier à Russell</i> , Proposition de médiation.....	—	—	79
	15	— Démarches de la Russie.....	—	—	80
	16	Note identique Prusse et Autriche à <i>Monrad</i>	—	I	318
	18	<i>Circulaire Russell</i> , Traité de Londres.....	—	II	34
	18	<i>Russell à Bloomfield</i> , Dangers de l'occupation du Slesvig.....	—	—	31
	18	<i>Russell à Paget</i> , Retrait de la Constitution du 18 novembre.....	—	—	35

CONFLIT DANO-ALLEMAND (Suite)

1864

Janv.	Cowley à Russell, La France blâme l'occupation du Slesvig.....	64	II	63
18	— La France appuie la convocation du Rigsraad..	—	—	63
18	Drouyn de Lhuys à la Tour d'Auvergne, la France ne s'associe pas à la médiation.....	—	—	66
18	Napier à Russell, La Russie conseille la convocation du Rigsraad..	—	—	81
18	Note Brunswick.....	—	—	104
19	Circulaire Bismark, Vues de l'Autriche et de la Prusse.....	—	I	218
19	Séance de la Diète germanique.....	—	—	315
19	Bloomfield à Russell, Refus de l'Autriche d'un plus long délai..	—	II	36
19	Paget à Russell, Retrait de la constitution.....	—	—	37
19	Russell à Vienne et Berlin, Demande d'adhésion au traité de 1852	—	—	47
19	Cowley à Russell, Démarches pour empêcher la guerre.....	—	—	64
19	Jerningham à Russell, Retrait de la constitution.....	64	II	89
20	Russell à Vienne et Berlin, Engagements du traité de Londres...	—	—	41
21	Paget à Russell, Convocation du Rigsraad.....	—	—	42
21	Quade à Bille, idem.....	—	—	43
21	Russell à Napier, Résistance du Danemark.....	—	—	81
22	Protestation de la Chambre des députés de Prusse, Actes du gouvernement.....	—	—	217
22	Compte rendu de la Diète germanique.....	—	—	316
22	Napier à Russell, La Russie n'adressera plus de représentation..	—	II	83
22	Protestation Manderstroem contre l'occupation du Slesvig.....	—	—	90
24	Russell à Munich, Droits de la Confédération sur les Duchés....	—	—	44
24	Russell à Cowley, Réponse à 19 janvier.....	—	—	67
25	Paget à Russell, Délai pour retrait constitution.....	—	—	44
27	Cowley à Russell, Proposition de conférence.....	—	—	66
27	Napier à Russell, Acceptation d'une conférence par la Russie....	—	—	82
28	Séance de la Diète germanique.....	—	—	317
28	Jerningham à Russell, Acceptation d'une conférence par la Suède	—	I	90
29	Buchanan à Russell, Conférence Bismark.....	—	—	365
30	Sommation de Wrangel à Meza.....	—	—	319
30	Russell à Cowley, Répugnance de Napoléon III pour une guerre avec l'Allemagne.....	—	I	70
30	Wachtmeister à Russell, Protestation Manderstroem 22 janvier..	—	—	90
31	Réponse Meza à Wrangel.....	—	I	320
31	Réponse Rechberg et Bismark, Note Russell 19 janvier.....	—	II	47
31	Bismark à Bernstorff, Intention de la Prusse à l'entrée en campagne.....	—	—	366
Fév.	3 Bloomfield à Russell, L'Autriche désire le maintien de la monarchie	—	—	368
	7 Proclamation Wrangel.....	—	—	105
	7 Paget à Russell, Évacuation du Danewirke.....	—	—	368
	9 Instructions de la Diète aux commissaires fédéraux.....	—	—	105
	9 Wrangel à Hake.....	—	—	106
	11 Réponse Hake à Wrangel.....	—	—	106
	11 Séance de la Diète germanique.....	—	—	108
	11 Torben Bille à Russell, Garantie de 1720.....	—	—	370
	12 Circulaire Quaade, Résistance à outrance.....	—	—	109
	12 Circulaire Drouyn de Lhuys, Attitude de l'Autriche et de la Prusse	65	II	337
	13 Déclaration des commissaires fédéraux, Occupation d'Altona par la Prusse.....	64	II	106
	13 Séance de la Diète germanique.....	—	—	109
	13 Protestation de la Saxe contre Occupation d'Altona par la Prusse.	—	—	110
	14 Circulaire Bismark, Propositions de la commission de la Diète..	—	—	117
	15 Loi provisoire du Danemark, Connaissance des navires ennemis capturés.....	—	—	112
	16 Règlement danois, Blocus.....	—	—	118

CONFLIT DANO-ALLEMAND (Suite)

1864

Fév.	18	<i>Circulaire Rechberg</i> , Propositions de la commission de la Diète..	64	II	111
	23	<i>Circulaire Russell</i> , Invitation à une conférence sans armistice...	—	—	371
	24	<i>Russell à Bloomfield</i> , Blâme à la Prusse et à l'Autriche.....	—	—	372
	25	<i>Séance de la Diète germanique</i>	—	—	122
	25	<i>Adresse du Rigsraad au Roi Christian</i>	—	—	124
	26	<i>Paget à Russell</i> , Participation du Danemark à la conférence.....	—	—	374
	27	<i>Réponse de Christian à l'Adresse du Rigsraad</i>	—	—	125
	27	<i>Circulaire Rechberg</i> , Départ de la flotte autrichienne pour la Manche	—	—	125
	27	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Conférence.....	—	—	126
	28	— Conférence proposée par l'Angleterre	65	II	339
	29	<i>Hegerman à Wrangel</i> , Entrée des Prussiens dans le Jutland.....	64	II	128
	29	<i>Réponse du Roi de Prusse à députation du Schleswig</i>	—	—	127
Mars.	2	<i>Réponse Wrangel à Hegerman</i>	—	—	129
	3	<i>Séance de la Diète germanique</i>	—	—	123
	3	<i>Communication de la Diète</i> , la Confédération non invitée à la conférence.....	—	—	131
	3	<i>Ordonnance de l'Autriche</i> , Traitement des neutres.....	—	—	131
	7	<i>Note Autriche, Prusse, aux signataires du traité de Londres</i>	—	—	135
	9	<i>Russell à Paget</i> , Invitation au Danemark de prendre part à la conférence.....	—	—	375
	12	<i>Séance de la Diète germanique</i>	—	—	136
	12	<i>Pétition de l'Université de Kiel à la Diète</i>	—	—	143
	12	<i>Rapport Von der Pfordten à la Diète</i> , Succession.....	—	IV	95
	14	<i>Drouyn de Lhuys à la Tour d'Auvergne</i> , Présence d'un représentant de la Diète à la conférence.....	—	II	389
	14	<i>Discours Royal</i> , Ouverture du Storthing de Norvège.....	—	—	433
	14	<i>Drouyn de Lhuys à la Tour d'Auvergne</i> , Nécessité de la présence d'un représentant de la Diète à la conférence de Londres.....	65	II	341
	15	<i>Circulaire Monrad</i> , Bombardement de Sonderbourg.....	64	II	403
	15	<i>Rapport du Storthing de Norvège</i>	—	—	434
	18	<i>Quaade à Torben Bille</i> , Acceptation de la conférence sur bases de 1852.....	—	—	377
	20	<i>Drouyn de Lhuys à la Tour d'Auvergne</i> , Adhésion de la France à la conférence.....	—	—	388
	20	<i>Drouyn de Lhuys à la Tour d'Auvergne</i> , Adhésion à la conférence de Londres.....	65	II	341
	21	<i>Circulaire Russell</i> , Proposition d'une conférence.....	64	II	378
	22	<i>Message royal au Rigsraad</i> , Clôture de la session.....	—	—	145
	23	<i>Malet à Kubeck</i> , Proposition de conférence.....	—	—	379
	23	<i>Drouyn de Lhuys à la Tour d'Auvergne</i> , Intentions conciliatrices	—	—	390
	23	— Adhésion à la conférence de Londres	65	II	342
	24	<i>Discours royal</i> , Clôture du Storthing de Norvège.....	64	II	436
	26	<i>Malet à la Diète</i> , Représentation de la Confédération à la conférence.....	—	—	380
	29	<i>Circulaire Bismark</i> , idem.....	—	—	391
	30	<i>Circulaire Quaade</i> , Conduite des armées alliées dans le Slesvig..	—	—	146
		<i>Mémorandum Bismark</i> , Garanties de 1720.....	—	—	381
Avril.	1	<i>Sydow à Bismark</i> , Motion du 25 février.....	—	—	396
	2	— Instruction à la conférence.....	—	—	397
	3	<i>Bismark à Sydow</i> , idem.....	—	—	398
	3	<i>Bismark à Werther</i> , idem.....	—	—	399
	3	<i>Bismark à Sydow</i> , Motion du 25 février.....	—	—	400
	4	— Instruction au représentant de la Diète.....	—	—	401
	4	<i>Bismark à Werther</i> , idem.....	—	—	401
	5	<i>Drouyn de Lhuys à Forth-Rouen</i> , Engagement de n'appuyer aucune combinaison préconçue.....	65	II	343

CONFLIT DANO-ALLEMAND (Suite)

1864

Avril.	5	<i>Déclaration Holstein en faveur d'Augustembourg</i>	64	II	395
	7	<i>Rechberg à Kubeck, Instructions au représentant de la Diète</i>	—	—	402
	10	<i>Protocole de la conférence de Londres</i>	—	III	5
	12	<i>Drouyn de Lhuys à la Tour d'Auvergne, Proposition d'une suspension d'armes entre l'Allemagne et le Danemark</i>	65	II	344
	14	<i>Séance de la Diète germanique</i>	64	—	404
	15	<i>Circulaire Bismark, Réponse à Monrad, 15 mars</i>	—	—	406
	21	<i>Séance de la Diète germanique</i>	—	—	408
	21	<i>Proclamation du roi de Prusse, Prise de Duppel</i>	—	—	408
	25	<i>1^{er} Protocole, Conférence de Londres</i>	—	III	7
	28	<i>Proclamation Wrangel, Contribution de guerre au Jutland</i>	—	II	409
Mai..	4	<i>2^e Protocole, Conférence de Londres</i>	—	III	10
	8	<i>Circulaire Bismark, Hésitations de la Diète</i>	—	I	409
	9	<i>3^e Protocole, Conférence de Londres</i>	—	III	14
	10	<i>Ordonnance du Danemark, Levée du blocus</i>	—	II	412
	11	<i>Avis de la Prusse, Suspension des hostilités</i>	—	—	413
	12	<i>Déclaration Augustembourg, Conférence de Londres</i>	—	—	413
	12	<i>4^e Protocole, idem</i>	—	III	17
	14	<i>5^e — idem</i>	—	—	25
	15	<i>Bismark à Bernstorff, la Prusse dégagée du traité de 1852</i>	—	II	417
	16	<i>Drouyn de Lhuys à la Tour d'Auvergne, Règle de conduite adoptée par la France</i>	65	II	344
	22	<i>Réponse roi de Prusse, Pétition des 300 000</i>	64	—	418
	23	<i>Torben Bille à Russell, Rétablissement du blocus le 12 juin</i>	—	—	420
	28	<i>6^e Protocole, Conférence de Londres</i>	64	III	34
	30	<i>Russell à Torben Bille, Réponse à 23 mai</i>	—	II	420
	30	<i>Sanz à Bille, Protestation du Pérou contre prise de l'Albertine</i>	—	III	400
Juin.	1	<i>Beust à Russell, Explications</i>	—	—	437
	2	<i>7^e Protocole, Conférence de Londres</i>	—	—	44
	2	<i>Déclaration des plénipotentiaires, Conférence de Londres</i>	—	—	440
	6	<i>8^e Protocole, idem</i>	—	—	58
	9	<i>9^e Protocole, idem</i>	—	—	62
	10	<i>Manderstroem à Bjornstiern, Attitude de la Suède</i>	—	IV	93
	10	<i>Drouyn de Lhuys à la Tour d'Auvergne, Accord avec l'Angleterre pour un tracé de frontière</i>	65	II	346
	11	<i>Drouyn de Lhuys à la Tour d'Auvergne, Tracé de la frontière</i>	—	—	348
	18	<i>10^e Protocole, Conférence de Londres</i>	64	III	80
	18	<i>Déclaration du prince Frédéric de Hesse à Russell</i>	—	—	442
	19	<i>Lettre Alexandre II au duc d'Oldenbourg</i>	—	—	442
	22	<i>11^e Protocole, Conférence de Londres</i>	—	—	101
	22	<i>Déclaration Bismark, Blocus des ports de la Baltique</i>	—	—	443
	23	<i>Séance de la Diète germanique</i>	—	—	444
	24	<i>Bille à Russell, Blocus</i>	—	—	445
	25	<i>12^e Protocole, Conférence de Londres</i>	—	—	117
	25	<i>Message du Roi, Ouverture du Rigsraad</i>	—	—	445
	25	<i>Communications du ministre de la marine, Blocus</i>	—	—	446
	28	<i>— idem</i>	—	—	446
	28	<i>Bismark aux 4 Cours, Conférence de Londres</i>	—	—	447
	28	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys, Résultat négatif de la conférence de Londres</i>	65	II	349
	28	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys, Conférence de Londres</i>	64	III	449
	28	<i>Protestation du prince de Noer à Kubeck</i>	—	—	450
	29	<i>Protestation Beust contre résumé de la conférence</i>	—	—	451
	30	<i>Monrad à Moltke, Résultats de la conférence</i>	—	—	456
	30	<i>Mémoire Bernstorff et Balan à Russell</i>	—	—	459
Juillet	6	<i>Russell à Paget, l'Angleterre n'interviendra pas par les armes</i>	—	—	464

CONFLIT DANO-ALLEMAND (Suite)

1864

Juillet.	6	<i>Torben Bille à Monrad, Ouvertures entre Londres et Paris</i>	64 IV	86
	7	<i>Protestation du duc Ch. de Schleswig-Sonderbourg-Glücksbourg contre le grand-duc d'Oldenbourg</i>	— III	465
	7	<i>Moltke à Monrad, Entrevue Drouyn de Lhuys</i>	— IV	86
	8	<i>Manderstroem à Bjørnsstierna, Intervention de la Suède</i>	— —	94
	10	<i>Scheel Plessen à Monrad, Conversation Manderstroem</i>	— —	88
	11	<i>Communication Bluhme aux Chambres</i>	— —	377
	11	<i>Proclamation du ministre de la guerre à l'armée</i>	— —	378
	12	<i>Bluhme à Bismark et Rechberg</i>	— —	379
	12	<i>Moltke à Monrad, Conversation Drouyn de Lhuys</i>	— —	88
	13	<i>Drouyn de Lhuys à Berlin et à Vienne, Proposition d'une suspension d'armes en vue de la paix</i>	65 II	351
	14	<i>Moltke à Bluhme, Sentiments de la France</i>	64 IV	90
	15	<i>Torben Bille à Bluhme, Démarches de l'Angleterre</i>	— —	91
	15	<i>Bismark à Bluhme, Dépêche du 12 juillet</i>	— —	381
	16	<i>Rechberg à Bluhme, idem</i>	— —	380
	18	<i>Suspension d'armes de Christiansfeld</i>	— —	381
Août.	1	<i>Préliminaires de paix de Vienne</i>	— —	382
	6	<i>Rescrit à la Diète, Prince Frédéric Guillaume de Hesse</i>	— —	385
	6	<i>Scheel Plessen à Bluhme, Conversations Manderstroem</i>	— —	92
		<i>Rapport du comité du Folkething</i>	— —	223
	6	<i>Discours du Roi, Ouverture du Rigsraad</i>	— —	386
	8	<i>Proclamation du Roi à l'armée</i>	— —	387
	8	<i>Plénipotentiaires danois à Werther, Déclaration</i>	— —	387
	9	<i>Bismark à Bernstorff, Préliminaires de paix</i>	— —	261
	10	<i>Discours Bluhme, Séance du Folkething</i>	— —	388
	10	<i>Drouyn de Lhuys à Gramont, Recommandant à l'Autriche une politique de conciliation</i>	65 II	352
	17	<i>Drouyn de Lhuys à Gramont, Vœu de la France pour une rectification de frontière</i>	— —	352
	20	<i>Réponse Russell à Bismark, 9 août</i>	64 III	263
	23	<i>Mémoire Augustenbourg à la Diète, Droits de succession</i>	65 I	123
	30	<i>Message clôture Rigsraad</i>	64 III	237
	31	<i>Bismark à Katte, Préliminaires de Vienne</i>	— —	420
Sept.	7	<i>Proclam. commissaires fédéraux au Holstein et au Lauenbourg</i> ..	65 I	79
	7	— <i>civils Autrichiens et Prussiens, idem</i>	— —	80
	12	<i>Adresse au Roi, Habitants du Slesvig</i>	64 III	237
		<i>Adresse aux commissaires Austro-Prussiens, Habitants du Slesvig</i> —	IV	238
	16	<i>Lettre Hall au Dagbladet, Dépêche Manderstroem 5 oct. 1863</i>	— —	239
Oct.	17	<i>Proclamation Christian à la flotte</i>	65 I	81
	30	<i>Traité Autriche, Prusse, Paix de Vienne</i>	64 IV	330
Nov.	3	<i>Beust à Bosc, Payement des frais de l'exécution</i>	65 I	186
	16	<i>Lettres patentes Christian aux habitants des Duchés</i>	— —	82

DUCHÉS DE L'ELBE

1864

Nov.	16	<i>Circulaire Bismark. Traitement des navires des duchés</i>	65 III	190
	25	<i>Arrangement Autriche, Prusse, Saxe. Hanovre. Conflit de Rendsbourg</i>	65 I	185
	27	<i>Bismark à Jarta. Hostilités contre paquebot norvégien</i>	— —	188
	29	<i>Lettres patentes Christian. Habitants du Jutland</i>	— —	94
	29	<i>Circulaire Autriche, Prusse aux employés du Schleswig</i>	— —	93
	29	<i>Bismark à Dresde et à Hanovre. Exécution fédérale au Holstein</i>	— —	189
	30	<i>Beust, Réponse à 29 novembre</i>	— —	192
	30	<i>Discours Monrad et Hall, Conséquences du traité de paix</i>	— —	85

DUCHÉS DE L'ELBE (Suite)

1864

Déc.	1	<i>Proposition Autriche, Prusse, Hanovre, Saxe et Bavière.</i> Rappel des troupes fédérales des duchés.....	65	I	193
	5	<i>Proclamation Frédéric-Charles de Prusse.</i> Réunion de l'administration des duchés à l'Autriche et à la Prusse.....	—	—	116
	5	<i>Vote de la Saxe à la Diète.</i> Cessation de l'occupation fédérale....	—	—	197
	10	<i>Déclaration de l'Université de Kiel.</i>	—	—	200
	11	<i>Rescrit commissaires autrichiens et prussiens.</i> Déclaration du 10.....	—	—	201
	14	<i>Bismark à Reuss.</i> Cessation de l'exécution fédérale.....	—	—	202
	18	<i>Von der Pfordten à Montgelas.</i> Réponse à 14.....	—	—	205
	18	<i>Adresse des habitants des duchés à l'Autriche et à la Prusse.</i>	—	III	199
	30	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys.</i> But d'une pacification durable entre l'Allemagne et le Danemark.....	—	II	353
		<i>Adresse à Christian.</i> Députation des bailliages d'Hadersleben et d'Apenrade.....	—	I	94
		<i>Adresse à l'Autriche et à la Prusse.</i> Députation des duchés.....	—	—	198

1865

Janv.	11	<i>Réponse Bismark.</i> Adresse des duchés.....	65	I	199
Fév.	28	<i>Bismark à Werther.</i> Conditions à la formation de l'État du Schleswig-Holstein.....	65	III	201
Mars	13	<i>Bonar à Mensdorff-Pouilly.</i> Pavillon intérimaire des duchés....	—	—	210
	15	<i>Drouyn de Lhuys à Metternich et Goltz.</i> Idem.....	—	—	210
	27	<i>Motion de la Bavière, la Saxe et Hesse-Darmstadt à la diète de Francfort.</i> Question de succession dans les duchés.....	—	—	216
	27	<i>Déclaration Autriche et Prusse à la diète.</i> Idem.....	—	—	218
Mars	31	<i>Lettre du duc Frédéric d'Augustenbourg.</i>	65	IV	68
Avril	1	<i>Protocole Autriche, Prusse.</i> Stipulations du traité du 30 octobre..	65	III	219
	6	<i>Note Autriche et Prusse.</i> Déclaration du 27 mars.....	65	III	220
	8	<i>Circulaire aux autorités de Kiel.</i> Transfert des établissements maritimes de Dantzig à Kiel.....	—	—	224
	17	<i>Bismark à Werther.</i> Entente avec l'Autriche sur le sort futur des duchés.....	—	—	225
	18	<i>Circulaire Bismark.</i> Protection aux habitants des duchés.....	—	—	229
	18	<i>Arrêté du gouvernement des duchés.</i> Contre circulaire du 8 avril..	—	—	225
Juin	9	<i>Bismark à Isenbourg.</i> Protestation d'Oldenbourg.....	—	—	229
Juill.	27	<i>Motion de la Bavière, la Saxe et Hesse-Damstadt à la diète germanique.</i> Question des duchés.....	—	—	385
Août	14	<i>Autriche, Prusse.</i> Convention de Gastein.....	—	IV	6
	24	<i>Déclaration à la diète.</i> Idem.....	—	—	9
	29	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys.</i> Convention de Gastein.....	—	—	10
Sept.	5	<i>Ordonnance des commissaires civils autrichiens et prussiens.</i>	—	—	12
	6	<i>Pétition du Holstein contre la séparation des duchés.</i>	—	—	13
	14	<i>Circulaire Russell.</i> Convention de Gastein.....	—	—	16
	15	<i>Autriche.</i> Proclamation Gablentz au Holstein.....	—	—	17
	15	— Ordonnance Gablentz, administration du Holstein.....	—	—	18
	15	<i>Patente roi de Prusse.</i> Prise de possession du Lauenbourg.....	—	—	21
	15	<i>Discours Arnim-Boitzenbourg.</i> Idem.....	—	—	22
	15	<i>Prusse.</i> Proclamation Manteuffel au Schleswig.....	—	—	23
	15	— Ordonnance Zedlitz par le Schleswig.....	—	—	24

ÉTATS ROMAINS¹

ENCYCLIQUE

1864

Déc.	8	<i>Encyclique</i> adressée par Pie IX à tous les patriarches, primats, archevêques, évêques, etc.....	65	II	110
------	---	---	----	----	-----

1. Voir *Italie*, page CXXXIV.

ENCYCLIQUE (Suite)

1865

Janv.	1	<i>Circulaire du garde des sceaux. L'Encyclique en France.</i>	65	II	130
	5	<i>Décret impérial. Idem.</i>	—	—	131
Fév.	8	<i>Décret. Recours d'abus contre l'évêque de Moulins. Idem.</i>	—	—	131
	8	— <i>Idem. Archevêque de Besançon. Idem.</i>	—	—	133
	8	<i>Rapport Langlais sur les recours d'abus.</i>	—	—	134

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

1860

Nov.	5	<i>Gouverneur de la Caroline du Sud. Séparation de l'Union.</i>	61	I	96
Déc.	3	<i>Message Buchanan.</i>	—	—	217
	20	<i>Caroline du Sud. Acte de séparation.</i>	—	—	250
	20	— <i>Déclaration d'indépendance.</i>	—	II	67
	24	— <i>Proclamation de séparation.</i>	—	I	250
	30	<i>Buchanan aux commissaires du Sud. Refus d'abandonner le fort Sumter.</i>	—	II	73

1861

Janv.	5	<i>Russell à Lyons. Recommandation d'une grande réserve.</i>	62	II	38
	8	<i>Message Buchanan au congrès.</i>	61	I	349
	15	<i>Lyons à Russell. Embarras de Buchanan.</i>	62	II	36
	28	<i>Message Buchanan. Propositions médiatrices de la Virginie.</i>	61	I	353
	29	<i>Lyons à Russell. Progrès de la crise.</i>	62	II	38
Fév.	4	— <i>Vues optimistes de Seward.</i>	—	—	38
	12	— <i>Efforts pour prévenir la scission.</i>	—	—	39
	18	<i>Discours. Inauguration Jefferson Davis.</i>	61	IV	193
	20	<i>Constitution des États confédérés.</i>	61	II	77
		<i>Russell à Lyons. Attitude de l'Angleterre.</i>	62	—	38
	28	<i>Circulaire Blæk. Contre reconnaissance des États confédérés.</i>	—	—	325
Mars	3	<i>Général Scott. Parti à prendre à l'égard des césionnistes.</i>	63	IV	27
	3	<i>Discours Lincoln. Installation à Washington.</i>	61	II	202
	9	<i>Circulaire Seward. Confirmation circulaire Blæk 28 février.</i>	62	I	327
	21	<i>Dallas à Seward. Aucune démarche n'a été faite par les confédérés auprès de l'Angleterre.</i>	—	—	369
	22	<i>Russell à Lyons. Entrevue avec Dallas.</i>	—	II	39
	26	<i>Seward à Sandford. Instructions à Bruxelles.</i>	—	—	7
Avril	9	<i>Dallas à Seward. Opinion Russell.</i>	—	I	369
	10	<i>Seward à Adams. Instructions à Londres.</i>	—	—	368
	13	<i>Discours Lincoln à la délégation de la Virginie.</i>	61	II	364
		<i>Seward à Jones. Instructions à Vienne.</i>	62	II	9
	15	<i>Proclamation Lincoln. Appel de 75 000 hommes.</i>	61	—	363
	15	<i>Jones à Seward. L'Autriche ne reconnaîtra aucun gouvernement des rebelles.</i>	62	II	9
	17	<i>Proclamation gouverneur de la Virginie. Réponse à la proclamation Lincoln du 15.</i>	61	—	360
	17	<i>Proclamation Jefferson Davis. Lettres de marque.</i>	—	—	359
	17	<i>Faulkner à Seward. Reconnaissance éventuelle du Sud par la France.</i>	61	III	127
	19	<i>Déclaration. Blocus des États confédérés.</i>	61	II	365
	19	<i>Lyons au gouverneur général du Canada. Agents secrets des États-Unis au Canada.</i>	62	II	4
	22	<i>Seward à Dayton. Instructions à Paris.</i>	—	I	330
	23	<i>Proclamation gouverneur de la Georgie. Interdiction du paiement des dettes à Washington.</i>	61	III	120
		<i>Décret Jefferson Davis. Lettres de marque.</i>	—	—	122
Avril	13	<i>Lyons à Russell. Demande de médiation anglaise par le Maryland.</i>	62	II	42

ÉTATS-UNIS (Suite)

1861

Avril.	24	<i>Circulaire Seward</i> . Déclaration du 16 avril 1856 sur le droit marchand.....	61	IV	115
	24	— Annexe à circulaire.....	62	I	
	26	<i>Van Zuylen à Murphy</i> . Opinion des Pays-Bas.....	—	II	14
	27	<i>Déclaration Lincoln</i> . Blocus des ports de la Virginie et de la Caroline du Sud.....	61	II	366
	27	<i>Seward à Lyons</i> . Déclaration de blocus.....	—	III	437
	27	<i>Seward à Adams</i> . Dispositions de l'Angleterre.....	62	I	370
	27	<i>Seward à Schurtz</i> . Instruction à Madrid.....	—	—	428
	29	<i>Lyons à Seward</i> . Réponse à 27 avril.....	61	III	437
	29	<i>Jefferson Davis au congrès de Montgomery</i> . Message.....	—	IV	197
	30	<i>Notification Prendergrast</i> . Blocus.....	—	III	442
Mai	1	<i>Seward à Wood</i> . Instructions à Copenhague.....	62	II	1
	1	<i>Russell aux lords de l'Amirauté</i> . Renforcer la station de l'Amérique du Nord.....	—	—	40
	1	<i>Lyons à Seward</i> . Protestation contre la saisie du <i>Peerless</i>	—	—	46
	1	<i>Seward à Lyons</i> . Réponse à précédente.....	—	—	46
	1	<i>Lyons à Seward</i> . Nouvelle protestation.....	—	—	48
	2	<i>Lyons à Russell</i> . Établissement du blocus.....	61	III	438
	2	<i>Seward à Tassara</i> . Règles pour le blocus.....	—	—	443
	2	<i>Dallas à Seward</i> . Entente de la Prusse et de l'Angleterre.....	62	I	5
	2	<i>Lyons à Russell</i> . Affaire du <i>Peerless</i>	—	II	45
	3	<i>Gouverneur général du Canada à Lyons</i> . Entrevue avec agent Seward.....	—	—	42
	4	<i>Lyons à Russell</i> . Conférence Seward sur blocus.....	61	III	442
	4	<i>Seward à Dayton</i> . Instructions à Paris.....	—	—	129
	6	<i>Russell à Cowley</i> . Quelles sont les vues de la France sur le conflit des États-Unis.....	62	II	141
		<i>Seward à Clay</i> . Instructions à Saint-Petersbourg.....	—	I	439
	6	<i>Russell à Lyons</i> . Droit du Sud comme belligérante.....	—	II	142
	6	<i>Ordonnance du congrès des États confédérés</i> , annonçant l'état de guerre.....	61	IV	214
	8	<i>Wright à Seward</i> . La Prusse ne reconnaît pas les États rebelles... ..	62	II	3
	9	<i>Seward à Marsh</i> . Instruction à Turin.....	—	—	2
	9	<i>Cowley à Russell</i> . Efforts pour obtenir des belligérants la reconnaissance des deux et trois points de la déclaration de Paris.....	—	—	143
	11	<i>Lyons à Milnes</i> . Règles suivies pour le blocus.....	61	III	443
	11	<i>Thouvenel à Mercier</i> . Garanties des neutres en temps de guerre... ..	62	I	266
	11	<i>Russell à Lyons</i> . Entrevue avec délégués du Sud.....	—	II	43
Mai	13	<i>Proclamation Victoria</i> . Neutralité de l'Angleterre.....	61	II	375
	16	<i>Thouvenel à Mercier</i> . Intervention éventuelle de l'Empereur pour amener un rapprochement.....	62	I	270
	16	<i>Seward à Pyke</i> . Instruction à la Haye.....	—	II	13
	16	<i>Russell à Lyons</i> . Désapprouve l'envoi d'agents secrets au Canada.. ..	—	—	42
	18	<i>Russell à Lyons</i> . Instruction sur questions de droit maritime.....	—	I	412
	18	— Promesse de réparations Seward. Affaire du <i>Peerless</i>	—	II	48
	18	— Instructions supplémentaires.....	—	—	144
	21	<i>Seward à Adams</i> . Entente entre Londres et Paris.....	—	I	371
	21	<i>Russell à Lyons</i> . Entrevue avec Adams.....	—	II	48
	21	<i>Adams à Seward</i> . Entrevue avec Russell.....	—	—	50
	21	<i>Russell à Lyons</i> . Négociations sur droit maritime.....	—	—	145
	23	<i>Dayton à Seward</i> . Première entrevue avec Thouvenel.....	—	I	340
	24	<i>Lyons à Russell</i> . Projet de fermeture des ports du Sud.....	—	II	52
	26	<i>Wright à Seward</i> . Dispositions de la Prusse.....	—	—	4
	26	<i>Sanford à Seward</i> . Dispositions de la Belgique.....	—	—	7
	30	<i>Seward à Dayton</i> . Conversation Sanford avec Thouvenel.....	—	I	344

ÉTATS-UNIS (Suite)

1861

Mai	30	Dayton à Seward. Déclaration de Paris.....	62	I	343
Juin	1	Russell. Déclaration de neutralité de la Grande-Bretagne.....	61	III	136
	1	Russie. Prescription pour le conflit américain.....	62	I	443
	3	Seward à Adams. Motifs de défiance envers l'Angleterre.....	—	—	375
	4	Lyons à Russell. Sur l'offre des États-Unis de renoncer à la course	—	II	146
	6	Dayton à Seward. Inopportunité d'accéder à la déclaration de Paris.....	—	I	346
	7	Adams à Seward. Changement favorable dans l'opinion anglaise..	—	—	377
	8	Seward à Lyons. Prise de Winfred.....	—	—	377
	8	Seward à Adams. Négociation avec l'Angleterre.....	—	—	378
	8	Seward à Adams. Prise de Winfred.....	—	—	377
	8	Seward à Dayton. Réponse à 30 mai.....	—	—	347
	9	France. Déclaration de neutralité.....	61	III	133
	12	Dayton à Seward. Déclaration de neutralité de la France.....	62	I	347
	12	Russell à Grey. Contre-proposition Dayton.....	62	II	145
	13	Note prussienne. Déclaration de neutralité.....	61	III	306
	13	Perry à Seward. Dispositions favorables de l'Espagne.....	62	I	430
	13	Jugement Dunlop. Affaire du <i>Propic-Wend</i>	—	II	58
	14	Adams à Seward. Dépêche du 21 mai.....	—	—	53
	14	Grey à Russell. Dépêche du 12 juin.....	—	—	146
	17	Seward à Dayton. Attitude de la France et de l'Angleterre.....	—	I	348
	17	Lyons à Russell. Agents secrets au Canada.....	62	II	43
	17	— Interdiction de l'entrée des prises dans les ports anglais.....	—	—	56
	17	— Négociations sur le droit maritime.....	—	—	147
	18	Thouvenel à Mercier, Portée de la déclaration de neutralité de la France.....	—	I	272
	19	Seward à Adams, Attitude de la France et de l'Angleterre.....	—	—	382
	19	Perry à Seward, Neutralité de l'Espagne.....	—	—	433
	19	Russell à Lyons, A l'occasion du <i>Peter Marey</i>	—	II	55
	20	Thouvenel à Mercier, Entrevue avec le délégué des confédérés...	—	I	433
	21	Adams à Seward, Disposition favorable de l'Angleterre.....	—	—	386
	21	Russell à Lyons, Droits des belligérants.....	—	II	52
	22	Dayton à Seward, Déclaration maritime de Paris.....	—	I	355
	25	Belgique, Déclaration de neutralité.....	—	II	8
	28	Adams à Seward, Blocus des ports de la Nouvelle-Grenade.....	—	I	387
Juillet	1	Seward à Adams, Equipement des corsaires au Canada.....	—	—	387
	1	Rechberg à Hulsemann, Demande de l'Autriche sur la position faite aux neutres.....	—	II	10
	4	Message du président Lincoln.....	61	III	356
	4	Cowley à Russell, Fermeture des ports du Sud.....	62	II	57
	4	Thouvenel à Mercier, idem.....	—	—	68
	6	Seward à Dayton, Réponse à 22 juin.....	—	—	355
	6	Marsh à Seward, L'Italie ne reconnaîtra aucun agent confédéré..	—	—	2
	6	Russell à Lyons, L'Angleterre ne reconnaîtra pas la fermeture des ports du Sud.....	—	—	55
	10	Gortchakoff, Conseils de la Russie pour un arrangement paci- fique.....	61	IV	147
	11	Adams à Russell, Offre de négociations sur la déclaration de Paris.....	62	I	389
	11	Wood à Seward, Dispositions favorables du Danemark.....	—	II	2
	12	Lyons à Russell, Actes du congrès.....	—	—	66
	13	Russell à Adams, Quatre points de droit maritime.....	—	I	390
	13	Schleinitz, Déclaration de neutralité de la Prusse.....	61	III	306
	14	Hulsemann à Seward, Rapports avec la Suède.....	62	II	12
	15	Seward à Tassara, Admission du <i>Sumter</i> à Cuba.....	—	I	433

ÉTATS-UNIS (Suite)

1861

Juillet 16	<i>Seward à Gerolt, Réponse à Schleinitz, 13 juin</i>	62	II	5
17	<i>Rapports diplomatiques avec la Turquie</i>	—	—	11
18	<i>Russell à Adams, Note du 13</i>	—	I	390
19	<i>Russell à Lyons, Contre fermeture des ports du Sud</i>	—	II	65
20	<i>Messager Jefferson Davis, Congrès de Richmond</i>	61	IV	219
20	<i>Lyons à Russell, Démarches avec Mercier contre la fermeture des ports du Sud</i>	62	II	67
21	<i>Seward à Adams, Fermeture des ports</i>	—	I	391
21	<i>Clay à Seward, Réception à St-Petersbourg</i>	—	—	444
24	<i>Judd à Schleinitz, Déclaration maritime de Paris</i>	—	II	6
25	<i>Dayton à Adams, Complément 22 juin</i>	—	I	359
26	<i>Adams à Seward, Entrevue avec Dayton</i>	—	—	397
29	<i>Seward à Adams, Appel au gouvernement anglais</i>	—	—	397
29	<i>Adams à Russell, Amendement Marcy</i>	—	—	398
29	<i>Portugal, Déclaration de neutralité</i>	—	II	12
30	<i>Seward à Dayton, Défaite du Manassas</i>	—	I	359
30	<i>Sanford à Seward, Abstention de la Belgique dans les négociations</i>	—	II	9
31	<i>Russell à Adams, Réponse à 29 juillet</i>	—	I	400
Août. 2	<i>Dayton à Thouvenel, Offre d'accession à la déclaration de Paris</i>	—	—	360
3	<i>Clay à Seward, idem</i>	—	—	445
6	<i>Bill, Confiscation des propriétés servant à un but insurrectionnel</i>	61	IV	378
6	<i>Seward à Adams, Approbation de sa conduite avec Russell</i>	62	I	401
8	<i>Russell à Lyons, Réponse à 12 juillet</i>	—	II	68
9	<i>Tassara à Seward, Réponse à 15 juillet</i>	—	I	434
12	<i>Lyons à Russell, Résolution du congrès contre la piraterie</i>	—	II	71
13	<i>États confédérés, Résolution sur droit maritime</i>	—	I	68
14	<i>— Mémoire à Russell</i>	—	II	69
15	<i>Seward à Pyke, Réclamation contre Sumter à Curacao</i>	—	—	17
16	<i>Circulaire prussienne, Traité du 11 juillet 1799</i>	61	IV	428
16	<i>Proclamation Lincoln, Interdiction des relations avec les rebelles</i>	—	—	118
16	<i>Adams à Seward, Conversation avec Russell</i>	62	I	401
17	<i>Seward à Adams, Réponse à 31 juillet</i>	—	—	401
17	<i>— Demande de rappel du consul anglais à Charleston</i>	—	—	405
17	<i>Seward à Adams, Dépêche du consul anglais à Charleston</i>	—	—	405
19	<i>Lyons à Russell, Passe-ports aux États-Unis</i>	61	IV	125
19	<i>Dayton à Seward, Crainte de rupture du blocus</i>	62	I	361
20	<i>Thouvenel à Dayton, Déclaration maritime de Paris</i>	—	—	363
20	<i>Appleton à Seward, Navires rebelles en Russie</i>	—	—	442
22	<i>Dayton à Seward, Note Thouvenel du 20</i>	—	—	361
22	<i>Seward, Réponse à Rechberg, 1^{er} juillet</i>	—	II	11
22	<i>Russell à Adams, Affaire du Bermuda</i>	—	—	71
23	<i>Adams à Seward, Déclaration du 16 avril 1856</i>	—	I	405
24	<i>Russell aux délégués du Sud, Maintien de la neutralité</i>	62	II	70
25	<i>Harvey à Seward, Négociations avec le Portugal</i>	—	—	12
26	<i>Dayton à Thouvenel, Réponse à 20 août</i>	—	I	363
26	<i>Marsh à Ricasoli, Accession à la déclaration de Paris</i>	—	II	3
27	<i>Judd (à Berlin) à Seward, Déclaration maritime</i>	—	—	6
28	<i>Russell à Adams, idem</i>	—	I	410
31	<i>Proclamation Frémont, Loi martiale dans le Missouri</i>	61	IV	120
31	<i>Adams à Seward, Déclaration maritime</i>	62	I	406
31	<i>Résumé des négociations entre les États-Unis, la France et l'Angleterre, Déclaration maritime</i>	—	II	147
Sept. 2	<i>Seward à Adams, Amélioration de l'état de l'armée</i>	—	I	406
3	<i>Seward à Clay, Relations amicales avec la Russie</i>	—	—	445

ÉTATS-UNIS (Suite)

1861

Sept.	7	<i>Seward à Stoeckl</i> , Réponse à Gortchatkoff, 10 juillet.....	61	IV	147
	7	<i>Seward à Adams</i> , Déclaration maritime.....	62	I	407
	9	<i>Thouvenel à Dayton</i> , idem.....	—	—	366
	10	<i>Seward à Adams</i> , Munitions embarquées à Nassau.....	—	—	415
	10	— Connivences des autorités anglaises de la Trinité avec les Rebelles.....	—	—	415
	10	<i>Seward à Dayton</i> , Déclaration maritime.....	—	—	367
	11	<i>Lincoln à Frémont</i> , Proclamation du 31 août.....	61	IV	230
	11	<i>Seward à Adams</i> , Violation des droits des États-Unis par navires sous pavillon anglais.....	62	I	416
	14	<i>Adams à Seward</i> , Réponse Russell à 17 août, Charleston.....	—	—	416
	17	<i>Van Zuylen (Pays-Bas) à Pyke</i> , <i>Le Sumter</i> à Curacao.....	—	II	17
	18	<i>Seward à Schurz</i> , Conduite des autorités coloniales espagnoles à l'égard du pavillon confédéré.....	—	I	434
	19	<i>Hammond à Heyman</i> , Trafic avec la Nouvelle-Orléans.....	61	IV	396
	19	<i>Russell à Lyons</i> , Acte du congrès contre la piraterie.....	62	II	71
	20	<i>Seward à Motley (Vienne)</i> , Déclaration maritime.....	—	—	11
	21	<i>Circulaire Seward</i> , Bill 6 août.....	61	IV	379
	24	<i>Heyman à Russell</i> , Trafic avec la Nouvelle-Orléans.....	—	—	398
Oct..	1	<i>Lettre Welles</i> , Émission de lettres de marque.....	—	—	380
	3	<i>Russell à Lyons</i> , Proclamation du 16 août.....	62	II	72
	4	— Réponse à Seward 10 septembre.....	—	I	417
	4	<i>Seward à Lyons</i> , Transport des dépêches et passagers.....	—	—	420
	12	<i>Lyons à Seward</i> , Réponse à 14 octobre.....	—	—	420
	14	<i>Circulaire Seward</i> , Fortification des côtes.....	61	IV	381
	14	<i>Lyons à Seward</i> , Arrestation de deux sujets anglais.....	—	—	453
	14	<i>Seward à Lyons</i> , Réponse.....	—	—	452
	14	<i>Cameron à Sherman</i> , Instructions militaires.....	—	—	382
	14	<i>Seward à Lyons</i> , Réponse à 12 octobre.....	62	I	421
	15	<i>Van Zuylen à Pyke</i> , <i>Sumter</i> à Paramaribo.....	—	II	26
	16	<i>Schurz à Seward</i> , Réponse à 18 septembre.....	—	I	435
	17	<i>Seward à Lyons</i> , Cargaison dans un port bloqué.....	—	—	421
	17	<i>Lyons à Seward</i> , Réponse à 14 octobre.....	—	—	422
	18	<i>Lyons aux consuls anglais des ports confédérés</i> , Note Seward du 17 octobre.....	61	IV	400
	18	<i>Thouvenel à Dayton</i> , Droit maritime.....	62	I	368
	18	<i>Seward à Lyons</i> , Confirmation de note 14 octobre.....	—	—	422
	20	<i>Schurz à Seward</i> , Assurances de l'Espagne, neutralité à Cuba.....	—	—	437
	21	<i>Corwin à Seward</i> , Emprunt avec Mexique.....	—	IV	149
	23	<i>Lyons à Seward</i> , Saisie de dépêches des consuls anglais.....	—	—	422
	23	<i>Seward à Adams</i> , Retrait de l'exéquat au consul anglais de Charleston.....	—	—	419
	23	<i>Lyons à Seward</i> , Exposé des motifs.....	—	II	153
	24	<i>Seward à Lyons</i> , Réponse à note du 23 septembre.....	—	I	423
	28	<i>Lyons à Seward</i> , Réclamation contre traitements à des matelots anglais.....	—	—	423
	29	<i>Van Zuylen à Pyke</i> , Suite note 15 octobre.....	—	II	29
Nov..	4	<i>Lyons à Russell</i> , Admission du <i>Sumter</i> dans les ports anglais.....	—	—	73
	4	— Rapports de l'Angleterre avec les confédérés.....	—	—	74
	4	— Entente anglo-française.....	—	—	75
	5	<i>Seward à Schurz</i> , Dispositions pacifiques des États-Unis envers l'Espagne.....	—	I	439
	11	<i>Seward à Schurz</i> , Réponse à dépêche du 18 septembre.....	—	—	439
	11	<i>Seward à Adams</i> , Corsaires dans les ports anglais.....	—	—	424
	16	<i>Rapport Wilkes</i> , Affaires du <i>Trent</i>	—	II	96
	18	<i>États-Confédérés</i> , Message Jefferson Davis.....	—	I	61

ÉTATS-UNIS (Suite)

1861

Nov.	19	Lyons à Russell, Annonce de la prise de <i>Mason et Slidell</i> par le <i>Trent</i> et demande d'instructions.....	62	II	95
	21	Adams à Russell, Retrait de l'exéquatur du consul de Charleston.....	—	—	156
	22	Russell à Lyons, Protection des sujets anglais.....	—	—	76
	22	— Corsaires confédérés dans les ports anglais.....	—	—	76
	22	Lyons à Russell, Décret de confiscation des navires confédérés.....	—	—	81
	26	Russell à Adams, Réponse à 21 novembre.....	—	—	158
	27	Adams à Russell, Retrait de l'exéquatur du consul anglais à Charleston.....	—	—	99
	30	Russell à Lyons, Instructions, affaires du <i>Trent</i>	62	II	100
	30	— Entrevue Adams, idem.....	—	—	101
	30	— Instructions supplémentaires, affaires du <i>Trent</i>	—	—	102
	30	Russell à l'Amirauté, idem.....	—	—	103
	30	Seward à Adams, idem.....	—	—	103
Déc..	1	Russell à Lyons, idem confidentiel.....	—	—	127
	3	Message Abraham Lincoln.....	—	I	69
	3	Lyons à Russell, idem. Opinion publique aux États-Unis.....	—	II	103
	3	Thouvenel à Mercier, Affaire du <i>Trent</i>	—	I	273
	4	Russell à Adams, Affaire du consul anglais à Charleston.....	—	II	161
	4	Seward, Refus d'intervenir au Mexique.....	—	I	292
	4	Thouvenel à Flahault, Envoi dépêche du 3 décembre.....	—	—	275
	6	Russell à Cridland, Saisie de marchandises anglaises dans les États confédérés.....	—	—	78
	6	Flahault à Thouvenel, Réponse Russell à 3 décembre.....	—	I	276
	6	Lyons à Russell, Documents communiqués au congrès.....	—	II	82
	6	Russell à Adams. Affaire du consul de Charleston.....	—	—	162
	18	Rechberg à Hulsemann, Affaire du <i>Trent</i>	—	I	41
	18	Lyons à Russell, Rapport Wilkes 16 novembre <i>Trent</i>	—	II	107
	18	— Illusions des hommes politiques du Sud.....	—	—	34
	18	— Progrès de la Crise.....	—	—	35
	19	Russell à Lyons, Possibilité d'arrangement à l'amiable.....	—	—	105
	19	Lyons à Russell, Entrevue Seward, affaire du <i>Trent</i>	—	—	108
	20	Russell à Lyons, Empièrrement des ports du Sud.....	—	—	80
	20	— Offre d'abolir la course.....	—	—	81
	20	— Confiscation des navires confédérés.....	—	—	82
	23	Lyons à Russell, Entrevue Seward, affaire du <i>Trent</i>	—	—	109
	25	Bernstorff à Gerolt, Affaire du <i>Trent</i>	—	I	99
	26	Russell à Lyons, Situation critique aux États-Unis.....	—	II	33
	26	Seward à Lyons, Réponse à Russell 30 novembre.....	—	—	110
	27	Seward à Mercier, Réponse à Thouvenel 3 décembre.....	—	I	276
	27	Lyons à Russell. Note Thouvenel 3 décembre.....	—	II	109
	27	— Note Seward 26 décembre.....	—	—	124
	27	Lyons à Seward, Accusé de réception note 26 décembre.....	—	—	124
	31	— Progrès de la crise.....	—	—	36
	31	— Affaire de l' <i>Eugenia Smith</i>	—	—	83
	31	— Affaire du <i>James Campbell</i>	—	—	83
	31	— Affaire de l' <i>Académie</i>	—	—	84

1862

Janv.	2	Lyons à Russell, Proposition Stevens de déclarer les ports du Sud fermés.....	62	II	85
	4	Russell à Lyons, Vues de la Prusse et de la Russie dans l'affaire du <i>Trent</i>	—	—	140
	9	Thouvenel à Mercier, Satisfaction de voir se dénouer amicalement l'affaire du <i>Trent</i>	—	I	278

ÉTATS-UNIS (Suite)

1862

Janv.	9	<i>Seward à Hulsemann</i> , Réponse Rechberg 18 novembre, affaire du <i>Trent</i>	62	I	278
	9	<i>Gortchakoff à Stoeckl</i> , Affaire du <i>Trent</i>	—	II	138
	10	<i>Russell à Lyons</i> , Satisfait de la réparation accordée pour l'affaire du <i>Trent</i>	—	—	125
	10	<i>Russell à Lyons</i> , Attitude des grandes puissances pour l'affaire du <i>Trent</i>	—	—	140
	10	<i>Mercier à Seward</i> , Commerce à la Nouvelle-Orléans.....	63	I	261
	10	<i>Seward à Mercier</i> , Réponse à 10 janvier.....	—	—	262
	11	<i>Flahault à Thouvenel</i> , Satisfaction en Angleterre de la mise en liberté de Slidell et Mason.....	62	I	273
	11	<i>Russell à Lyons</i> , Satisfaction de sa conduite, affaire du <i>Trent</i> ...	—	II	127
	12	<i>Russell à l'amirauté</i> , Commerce entre Bahama et les États-Unis..	64	I	346
	13	<i>Seward à Lyons</i> , Réponse à 22 novembre.....	62	II	89
	14	<i>Lyons à Russell</i> , Obstruction des ports du Sud.....	—	—	88
	14	— Poste avec le Sud.....	—	—	90
	14	<i>Seward à Bernstorff</i> , Réponse à 25 décembre.....	—	—	137
	16	<i>Russell à Lyons</i> , Empiècement des ports du Sud.....	—	—	86
	23	— Réponse à Seward 26 décembre.....	—	—	127
	24	— Traitement aux corsaires confédérés.....	—	—	88
	31	<i>Russell à l'amirauté</i> , Droits des belligérants dans les ports anglais.....	—	—	91
Fév..	10	<i>Seward à Mercier</i> , Réponse à 10 janvier.....	63	I	363
	11	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Assurances de la France.....	—	—	261
	11	<i>Lyons à Russell</i> , Réponse à 16 janvier.....	62	II	93
	15	<i>Russell à Lyons</i> , Blocus des ports confédérés.....	—	—	94
	18	<i>Seward à Stoeckl</i> , Réponse à 9 janvier.....	—	—	39
	22	<i>Message Jefferson Davis</i>	—	—	264
	27	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Espoir d'une solution pacifique du conflit américain.....	63	I	263
Mars.	6	<i>Message Lincoln</i> , Au congrès de Washington.....	62	II	273
	6	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Pour tenter une solution amiable.....	63	I	264
	10	<i>Discours Russell aux communes</i> , Conflit américain.....	62	II	279
	17	<i>Séance des communes</i> , Discours Russell. Droits des belligérants...	—	—	284
	21	<i>Prost à Jefferson Davis</i> , Accueil en Espagne.....	63	I	384
	31	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Réponse à 6 Mars.....	—	—	266
Avril.	3	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Commerce avec le Sud.....	—	—	267
	13	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Visite à Richmond.....	—	—	269
	16	<i>Message Lincoln</i> , Emancipation de la Colombie.....	—	—	413
	26	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Visite à Richmond.....	—	—	271
Mai..	2	<i>Seward</i> , Levée de blocus.....	—	IV	29
	6	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Commerce.....	—	I	273
	10	<i>Russell à Adams</i> , Enrôlement.....	—	IV	100
	12	<i>Adams à Russell</i> , Réponse.....	—	—	101
	12	<i>Mercier à Thouvenel</i> , Ouverture des ports.....	—	I	277
	12	<i>Proclamation Lincoln</i> , Levée de blocus.....	—	—	273
	15	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Neutralité.....	—	—	273
	17	<i>Russell à Adams</i> , Enrôlement.....	—	IV	102
	19	<i>Proclamation Lincoln</i> , Emancipation des esclaves.....	—	I	415
	21	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Reconnaissance des belligérants.....	—	—	275
	28	<i>Seward à Adams</i> , Position des parties.....	—	IV	30
	31	<i>Seward à Mercier</i> , Nouvelle-Orléans.....	—	I	279
Juin.	3	<i>Mercier à Thouvenel</i> , idem.....	—	—	278
	9	— Qualité des belligérants.....	—	—	281
	12	<i>Thouvenel à Mercier</i> , Offrant bons offices.....	—	—	278
	19	— Dépêche du 31 mai.....	—	—	280

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

CXXXII

ÉTATS-UNIS (Suite)

1862

Juin.	27	Mercier à Thouvenel, Exportation du coton.....	63	I	281
Juil.	1	— Réponse à 12 juin.....	—	—	282
	14	Message Lincoln, Indemnité pour l'abolition de l'esclavage.....	—	—	417
	15	Mercier à Thouvenel, Rétablissement de la paix.....	—	—	264
	17	Thouvenel à Mercier, Réclamations françaises à la Nouvelle-Orléans.....	—	—	282
	21	Butler et Reverdi Johnson, Commerce de la Nouvelle-Orléans.....	—	IV	36
	22	Ordonnance, Emploi des nègres comme travailleurs.....	—	I	417
	23	Thouvenel à Mercier, Conséquences de la durée infinie de la guerre.....	63	—	439
	24	Thouvenel à Mercier, Actes du général Butler.....	—	—	264
Août.	8	Circulaire Seward, Invitation aux agriculteurs.....	—	IV	38
	11	Circulaire, Service militaire.....	—	—	37
	12	Méjan à Butler, Désarmement.....	—	—	39
	15	Message Jefferson Davis.....	—	I	388
Sept.	11	Seward à Mercier, Exportation du coton.....	—	—	286
	15	Mercier à Thouvenel, idem.....	—	—	285
	18	Thouvenel à Mercier, Dispositions pacifiques dans l'Union.....	—	—	285
	22	Proclamation Lincoln, Émancipation des esclaves.....	—	—	418
	22	Circulaire Seward, Idem.....	—	—	421
	24	Décret Butler, Enregist. des habitants de la Nouvelle-Orléans.....	—	—	286
	24	Proclamation Lincoln, Suspension de l'habeas corpus.....	—	—	422
	24	Proclamation Butler, Serment d'allégeance de la Nouvelle-Orléans.....	—	IV	41
	24	Adresse des États réunis à Allone.....	—	—	42
Oct.	30	Drouyn de Lhuys à Londres et Saint-Petersbourg, Bons offices aux belligérants.....	—	I	288
Nov.	6	Drouyn de Lhuys à Mercier, Note du 30 octobre.....	—	—	287
	8	Gortchakoff à Oubril, Dépêche du 30 octobre.....	—	II	87
	10	Mercier à Drouyn de Lhuys, Elections.....	—	I	294
	13	Drouyn de Lhuys à Mercier, Dépêche du 8 novembre.....	—	—	290
	13	Russell à Cowley, Dépêche du 30 octobre.....	—	IV	68
	15	Drouyn de Lhuys à Mercier, Restrictions au commerce.....	—	III	90
	18	Drouyn de Lhuys à Mercier, Dépêches des 8 et 13 novembre.....	—	I	292
	18	Mercier à Drouyn de Lhuys, Médiation.....	—	—	294
	20	Adams à Seward, Construction de navires en Angleterre pour les Confédérés.....	65	IV	26
	21	Drouyn de Lhuys, Exportation du coton.....	63	I	294
	23	Drouyn de Lhuys à Dayton, Bons offices de la France.....	—	—	293
	27	Drouyn de Lhuys à Mercier, Dépêche du 30 octobre.....	—	—	292
	27	Adams à Seward, Enrôlements en Angleterre.....	65	IV	32
Déc.	1	Message Lincoln,	63	I	423
	1	Seward à Dayton, Situation intérieure.....	65	III	161
	8	Seward à Adams, Proposition d'intervention de la France.....	—	IV	34
	8	— Déprédation de l'Alabama.....	—	—	37
	11	Drouyn de Lhuys à Mercier, Dépêche du 21 novembre.....	63	I	295
	1*	Adams à Seward, Revirement de l'opinion en Angleterre.....	65	IV	39
	13	Seward à Adams, Enrôlements en Angleterre.....	—	—	40
	25	Adams à Seward, Affaire de l'Alabama.....	—	—	41
	29	Seward à Dayton, Disposition de la France.....	—	III	162
	29	Adams à Seward, Affaires de l'Alabama.....	—	IV	61

1863

Janv.	1	Adams à Seward, Construction en Angleterre de navires pour les Confédérés.....	—	—	48
	1	Proclamation Lincoln, Affranchissement des esclaves.....	63	I	433
	9	Drouyn de Lhuys à Mercier, Mode de pacification.....	—	—	439
	12	Message Jefferson Davis.....	—	—	393

ÉTATS-UNIS (Suite)

1863

Janv.	14	<i>Seward à Dayton</i> , Assurances de la France pour la Nouvelle-Orléans.....	65	III	166
	17	<i>Russell</i> , Proclamation du 1 ^{er} janvier.....	63	IV	71
	18	<i>Lyons à Russell</i> , Dispositions du Nord.....	—	—	70
	19	<i>Seward à Adams</i> , Construction en Angleterre de navires pour les Confédérés.....	65	—	58
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , Note du 23 novembre.....	63	—	276
	26	<i>Adams à Seward</i> , Craintes d'une guerre en Europe.....	65	—	65
Fév..	5	<i>Seward à Lyons</i> , Blocus de Charleston.....	63	—	54
	6	<i>Seward à Dayton</i> , Dépêche du 9 janvier.....	—	—	45
	8	<i>Circulaire Seward</i> , Colonisation.....	—	—	51
	10	<i>Interruption du blocus de Charleston</i>	—	—	55
	10	<i>Russell à Mason</i> , Blocus.....	—	—	73
	11	<i>Message Lincoln</i> , Mercier à Richmond.....	—	—	5
	13	<i>Dayton à Seward</i> , Conversation avec Drouyn de Lhuys.....	65	III	169
	17	<i>Article additionnel Grande-Bretagne</i> , Traite des nègres.....	63	—	17
	20	<i>Seward à Dayton</i> , Projet de loi sur les lettres de marque.....	65	—	168
	25	<i>Acte du congrès</i> , Lettres de marque.....	63	IV	58
	26	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , Note du 23 novembre.....	—	—	277
Mars.	2	<i>Seward à Dayton</i> , Dessins attribués à la France sur le Texas.....	65	III	168
	9	<i>Circulaire Seward</i> , Intervention étrangère.....	63	IV	58
	9	<i>Seward à Adams</i> , Lettres de marque.....	65	—	36
	13	<i>Dayton à Seward</i> , Emprunt confédéré à Francfort.....	—	III	168
	20	— Réponse à 20 février.....	—	—	170
	26	<i>Seward à Dayton</i> , Relations amicales avec la France.....	—	—	70
Avril.	3	<i>Russell aux propriétaires du Peterhoff</i> , Protection.....	63	IV	105
	4	<i>Résolution du congrès Richmond</i> , Représailles.....	—	—	18
	8	<i>Seward à Dayton</i> , Réponse à 20 mars.....	—	III	171
	9	<i>Dayton à Seward</i> , Conversation avec Drouyn de Lhuys.....	—	—	172
	9	<i>Adams à Dupont</i> , Recommandant deux négociants anglais.....	—	IV	110
	10	<i>Russell à Adams</i> , Enrôlements de sujets anglais.....	—	—	103
	10	<i>Message Jefferson Davis</i>	—	—	19
	16	<i>Russell à Adams</i> , Enrôlement de sujets anglais.....	—	—	103
	18	<i>Adams à Russell</i> , Réponse 16 avril.....	—	—	104
	18	<i>Avis Russell</i> , aux armateurs du Sea queen malle de Matamoras..	—	—	111
	22	<i>Adams aux mêmes</i> , Certificats de loyauté.....	—	—	111
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , Envois d'armes à Matamoras.....	—	—	27
	23	<i>Mercier à Drouyn de Lhuys</i> , Acquisitions de cotons des confédérés.....	—	—	28
	24	<i>Dayton à Seward</i> , Laisser passer de luxe par Adams.....	65	III	175
	24	<i>Seward à Dayton</i> , Réponse à 9 avril.....	—	—	178
	27	<i>Discours Russell</i> , Prise du Peterhoff.....	63	IV	107
Mai..	5	<i>Mercier à Drouyn de Lhuys</i> , Droit des neutres, achats de cotons.....	—	—	281
	8	<i>Seward à Dayton</i> , Réponse à 24 avril.....	65	III	181
	8	<i>Proclamation Lincoln</i> , Naturalisation forcée.....	63	IV	61
	8	<i>Mercier à Drouyn de Lhuys</i> , Note Adams du 9 avril.....	—	—	63
	14	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , Achat de coton par les neutres.....	—	—	282
	23	<i>Seward à Dayton</i> , Réponse à 8 mai.....	65	III	186
	29	<i>Dayton à Seward</i> , Admission des fonds américains à la cote de la Bourse de Paris.....	—	—	188
Juin.	4	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , Incident Adams.....	63	IV	284
	6	<i>Benjamin à Mason</i> , Retrait d'exéquatur au consul anglais à Richmond.....	—	—	23
	12	<i>Seward à Dayton</i> , Réponse à 29 mai.....	65	III	189
	20	— Opinion publique en France.....	—	—	190
	26	<i>Dayton à Seward</i> , Réception Slidell par Napoléon III.....	—	—	191

ÉTATS-UNIS (Suite)

1863

Juillet	2	<i>Edwards à Miraflores</i> , Délai de sortie d'un port neutre des belligérants.....	63	IV	74
	2	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , Commerce des neutres.....	—	—	285
	2	<i>Dayton à Seward</i> , Conversation Roebuck avec Napoléon III.....	65	III	192
	8	<i>Seward à Dayton</i> , Rumeurs touchant les sympathies de Napoléon III pour les confédérés.....	—	—	193
	11	— Mouvements politiques en France.....	—	—	194
	17	— Réponse à 2 juillet.....	—	—	194
	28	<i>Russell à Lyons</i> , Attitude de l'Angleterre.....	63	IV	77
	30	<i>Ordre Lincoln</i> , Représailles.....	—	—	62
	30	<i>Dayton à Seward</i> , Conversation Napoléon III avec Roebuck.....	65	III	196
Août.	1	<i>Proclamation Jefferson Davis</i> , Rappel des soldats sous les drapeaux.....	63	IV	25
	5	<i>Dayton à Seward</i> , Déclaration Roebuck à la Chambre des Communes.....	65	III	198
	7	<i>Lincoln à Seymour</i> , gouverneur de Newyork, Conscription.....	63	IV	63
	12	<i>Circulaire Seward</i> , Situation des belligérants.....	—	—	64
	19	<i>Avis du Foreign office</i> , Navigation du Mississipi.....	—	—	78
Sept.	13	<i>Drouyn de Lhuys à Mercier</i> , Conversation avec Dayton.....	—	—	285
	15	<i>Proclamation Lincoln</i> , Suspension de l'habeas corpus.....	64	I	189
	21	<i>Mason à Russell</i> , Fin de la mission confédérée en Angleterre.....	—	—	172
	21	<i>Circulaire Seward</i> , Service militaire.....	—	—	190
	22	<i>Jefferson Davis à Pie IX</i> , Remercements.....	—	—	173
Oct..	6	<i>Duc de Newcastle à Bahama</i> , Entrée des belligérants dans le port.....	—	—	349
	15	<i>Drouyn de Lhuys à Dayton</i> , Armements par les confédérés en France.....	—	II	428
	22	— Autorisation retirée à Armand et Voruz.....	—	—	430
Déc..	3	<i>Réponse Pie IX à Jefferson Davis</i>	—	I	174
	7	<i>Message Jefferson Davis au Sénat et à la Chambre des représentants</i>	—	—	175
	8	<i>Message Lincoln au Sénat et à la Chambre des représentants</i>	—	—	191
		<i>Proclamation Lincoln</i> , Amnistie.....	—	—	206

1864

Fév..	5	<i>Circulaire Chasseloup-Laubat</i> , Navires belligérants en France... —	II	430
Mars.		<i>Manifeste Jefferson Davis à l'armée</i> —	—	426
Avril.	7	<i>Seward à Dayton</i> , Vote du 4 avril de la Chambre des représentants sur le Mexique..... —	III	370
	22	<i>Dayton à Seward</i> , Idem..... —	—	379
Mai..	2	— Réponse à 7 avril..... —	—	381
	9	<i>Seward à Dayton</i> , Réponse au 22 avril..... —	—	380
	24	— Réponse à 2 mai..... —	—	381
	25	<i>Circulaire Seward</i> , Formalités à remplir par les étrangers..... —	IV	250
Juin.	2	<i>Instructions aux gouverneurs des colonies anglaises</i> , Prises amenées dans les eaux anglaises..... —	III	390
	10	<i>Manifeste du congrès des États confédérés</i> —	—	375
Juillet	18	<i>Proclamation Lincoln</i> , Appel de 500,000 hommes..... —	IV	31
Sept.	3	<i>Proclamation Lincoln</i> , Succès fédéraux..... —	—	251
	8	<i>Avis du gouvernement anglais</i> , Interdiction de l'entrée des ports aux navires belligérants, pour être vendus ou désarmés... —	—	34
	8	<i>Mac Clellan à la convention de Chicago</i> , Acceptation de la candidature..... —	—	252
	8	<i>Lincoln à la convention de Baltimore</i> —	—	254
Oct..	5	<i>Wilson à Silva Gomez</i> , Affaire de la Florida à Bahia..... 65	I	102
	5	<i>Silva Gomez à Wilson</i> , Idem..... —	—	103
	7	— Idem..... —	—	104
	13	<i>Rapport du commandant de la Florida</i> , Idem..... —	—	105

ÉTATS-UNIS (Suite)

1864

Oct...	14	<i>Webb à Diaz-Vieira. Affaire de la Florida</i>	65	I	108
	16	— <i>Idem</i>	—	—	114
Nov...	7	<i>Message Jefferson Davis. Congrès confédéré</i>	65	II	275
	11	<i>Shidell et Mason à Drouyn de Lhuys. Note confédérée</i>	65	III	84
	17	<i>Lettre Jefferson Davis à sénateurs de la Géorgie. Négociation de paix</i>	—	—	85
	18	<i>Résolution Henry au congrès Confédéré</i>	—	—	87
	25	<i>Réponse Russell au manifeste du congrès Confédéré</i>	—	—	89
Déc...	2	<i>Réponse Antonelli, idem</i>	—	—	90
	5	<i>Seward à Adams. Aide aux confédérés par la Grande-Bretagne</i> ..	65	II	247
	7	<i>Message Lincoln au Congrès</i>	—	—	248
	13	<i>Alvellar Da Silva à Seward. Affaire de la Florida</i>	65	II	261
	18	<i>Réponse Manderstroem. Manifeste des États confédérés</i>	65	III	92
	26	<i>Seward à Da Silva. Affaire de la Florida</i>	65	II	264

1865

Janv...	12	<i>Jefferson Davis à Blair. Entrevue de James River</i>	65	II	268
	18	<i>Lincoln à Blair. Idem</i>	—	—	269
	31	<i>Lincoln à Seward. Idem</i>	—	—	269
Fév...	1	<i>Commissaires confédérés à Richmond. Idem</i>	—	—	269
	2	— <i>à Eckert. Idem</i>	—	—	270
	6	<i>Note Jefferson Davis. Idem</i>	65	III	92
	9	<i>Seward à Adams. Idem</i>	—	II	271
	10	<i>Compte rendu Lincoln. Idem</i>	—	—	271
Mars...	4	<i>Message d'inauguration Lincoln</i>	—	—	267
	18	<i>Seward à Adams. Emprunt des confédérés en Europe</i>	—	IV	79
Avril...	5	<i>Proclamation Jefferson Davis. Après prise de Richmond</i>	65	III	94
	9	<i>Capitulation du général Lee</i>	—	—	95
	10	<i>Adieux du général Lee à son armée</i>	—	—	99
	17	<i>Discours Johnson. Députation de l'Illinois</i>	—	—	99
	28	<i>Décret Johnson. Levée des restrictions sur le commerce du Sud</i> ...	—	—	103
Mai...	1	<i>Discussion Russell à la Chambre des lords. Esclavage aux États-Unis</i>	—	—	394
	6	<i>Russell à Bruce. Assassinat Lincoln</i>	—	—	392
	22	<i>Hunter à Bigelon. Réponse à Drouyn de Lhuys. Assassinat Lincoln</i> ..	—	—	250
	29	<i>Hunter à Adams. Remercements pour l'adresse de la Chambre des Communes. Assassinat Lincoln</i>	—	—	393
	29	<i>Proclamation Lincoln. Réorganisation du gouvernement de la Caroline du Nord</i>	—	—	389
Juin...	3	<i>Bruce à Russell. Plus de passe-ports exigés</i>	—	—	251
	7	<i>Adams à Russell. Réponse à l'adresse de la Chambre des Communes. Assassinat Lincoln</i>	—	—	393
Août...	10	<i>Seward à Adams. Emprunt des confédérés en Europe</i>	65	IV	79

FRANCE

CONGRÈS PROPOSÉ PAR NAPOLEÓN III

1863

Nov...	4	<i>Lettre Napoléon III. Invitation aux souverains</i>	63	IV	188
	12	<i>Russell à Cowley. Demande d'explications</i>	64	I	48
	13	<i>Réponse de l'Empereur de Russie</i>	—	—	62
	14	<i>Lettre de la Reine d'Espagne</i>	—	—	54
	15	<i>Réponse du Roi de Suède</i>	—	—	55
	15	— <i>de Saxe</i>	—	—	56
	16	— <i>de Wurtemberg</i>	—	—	56
	17	— <i>de l'Empereur d'Autriche</i>	—	—	57

CONGRÈS PROPOSÉ PAR NAPOLEON III (Suite)

1863

Nov..	17	Rechberg à Metternich. Vues de l'Autriche.....	64	I	59
	18	Réponse du Roi de Portugal.....	—	—	60
	18	— — de Prusse.....	—	—	61
	20	— du Pape.....	—	—	64
	20	— du Roi des Belges.....	—	—	64
	20	— — de Danemark.....	—	—	66
	22	— — d'Italie.....	—	—	67
	23	Drouyn de Lhuys à Cadore. Réponse à 12 novembre.....	—	—	46
	23	Réponse du Conseil fédéral suisse.....	—	—	69
	23	— du Roi de Hanovre.....	—	—	68
	24	Moustier à Drouyn de Lhuys. Audience du Sultan.....	—	—	76
	25	Russell à Cowley, déclinant le congrès.....	—	—	48
	26	Réponse du Roi de Grèce.....	—	—	73
	27	Conseil fédéral helvétique à Kern.....	—	—	76
	27	Réponse du Roi de Bavière.....	—	—	70
	29	— — des Pays-Bas.....	—	—	75
Déc...	5	— du Sultan.....	—	—	76
	7	— du Président de la Diète germanique.....	—	—	77
	8	Circulaire Drouyn de Lhuys. Congrès restreint.....	—	—	79
	23	Visconti Venosta à Nigra. Moyens de régulariser projet de Congrès.....	—	—	360

FRANCFORT

CONGRÈS DES PRINCES A FRANCFORT

1863

Juillet	30	François-Joseph aux Princes de la Confédération. Invitation....	64	I	406
Août..	3	Mémoire François-Joseph au roi de Prusse.....	—	—	407
	4	Réponse du Roi de Prusse au mémoire.....	—	—	413
	6	— du Roi de Danemark à l'invitation.....	—	—	425
	14	Bismark à Werther. Ouvertures de l'Autriche.....	—	—	414
	17	Liste des souverains présents.....	—	—	420
	17	Discours de François-Joseph.....	—	—	416
	17	Réponse du Roi de Bavière.....	—	—	418
	17	Lettre des Princes au Roi de Prusse.....	—	—	422
	18	Projet de réforme de François-Joseph.....	—	—	432
	20	Réponse du Roi de Prusse à la lettre des Princes du 17.....	—	—	423
	21	Bismark à Sydow. Propositions de l'Autriche.....	—	—	424
Sept..	1	Déclaration finale du Grand-Duc de Bade.....	—	—	426
	1	Discours de François-Joseph. Clôture.....	—	—	430
	1	Réponse du Roi de Bavière.....	—	—	431
	1	Lettre des Princes au Roi de Prusse.....	—	—	431
	15	Rapport de la Prusse.....	—	—	447
	23	Réponse du Roi de Prusse.....	—	—	454
	26	Circulaire Rechberg. Réponse du Roi de Prusse.....	—	—	456
Oct..	30	Réponse Rechberg, 15 septembre.....	—	—	458

GRÈCE

1859

Juillet	29	Convention Turquie. Télégraphe.....	63	III	289
---------	----	-------------------------------------	----	-----	-----

1861

Oct..	24	Convention Grèce. Poste.....	—	—	304
	28	Traité Perse.....	—	—	314

1862

Oct..	20	Décret. Déchéance du roi.....	—	—	359
-------	----	-------------------------------	---	---	-----

GRÈCE (Suite)

1862

Oct.,	23	<i>Proclamation. Gouvernement provisoire.</i>	63	III	359
	23	<i>Procès-verbal de serment, idem.</i>	—	—	360
	23	<i>Proclamation. Formation d'un ministère.</i>	—	—	360
	23	— <i>Othon. Départ de Grèce.</i>	—	—	364
	24	— <i>Convocation de l'Assemblée nationale.</i>	—	—	362
	24	<i>Ordonnance. Organisation de la garde nationale.</i>	—	—	370
	24	<i>Décret. Amnistie.</i>	—	—	370
	27	<i>Adresse du Saint-Synode.</i>	—	—	373
	31	<i>Scarlett à Russell. Choix d'un prince anglais.</i>	—	—	376
	31	— <i>Opinion de la Russie.</i>	—	—	737
Nov.,	4	<i>Décret du gouvernement provisoire. Élection des représentants.</i>	—	—	364
	6	<i>Russell à Scarlett. Traité du 6 juillet 1827.</i>	—	—	373
	6	— <i>Succession au trône.</i>	—	—	374
	7	— <i>Députés des provinces turques.</i>	—	—	375
	11	<i>Décret. Nombre des représentants.</i>	—	—	368
	12	— <i>Abolition de la mort civile.</i>	—	—	371
	4	<i>Traité Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie. Cession des Iles Ioniennes.</i>	64	II	154
	17	<i>Russell à Napier. Roi de Grèce.</i>	63	III	380
	20	<i>Drouyn de Lhuys. Dépêche du 17 novembre.</i>	—	—	381
	21	<i>Russell à Napier. Idem.</i>	—	—	381
	22	<i>Proclamation. Élections.</i>	—	—	387
	26	<i>Diamantopoulos à Scarlett. Dépêche du 7 novembre.</i>	—	—	376
Déc.,	1	<i>Décret pour l'élection d'un roi.</i>	—	—	390
	2	<i>Brunow à Russell. Éventualité Leuchtenberg.</i>	—	—	386
	4	— <i>Ni Luchtenberg ni Alfred.</i>	—	—	386
	4	<i>Russell à Brunow. Idem.</i>	—	—	387
	4	<i>Drouyn de Lhuys aux agents français. Politique de la France.</i>	—	I	253
	7	<i>Documents. Héritiers Leuchtenbergi.</i>	—	III	387
	13	<i>Notes de la France, de l'Angleterre et de la Russie. Exclusion de leurs familles.</i>	—	—	391
	14	<i>Circulaire Gortchakoff.</i>	—	II	88
	21	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys. Accord des trois puissances.</i>	—	I	259
	23	<i>Note Cetto. Propriétés du roi Othon.</i>	—	III	399
	24	<i>Mémoire Elliot au gouvernement provisoire.</i>	—	—	391

1863

Jany.,	22	<i>Russell à Elliot. Non-acceptation du prince Alfred.</i>	—	—	392
Fév.,	6	<i>Bloudow au gouvernement provisoire. Correspondance particulière du roi Othon.</i>	—	—	397
	9	<i>Russell à Tricoupi. Non-acceptation du prince Alfred.</i>	—	—	393
	21	<i>Décret du gouvernement provisoire. Refus du prince Alfred.</i>	—	—	394
	23	<i>Proclamation du gouvernement provisoire.</i>	—	—	394
	27	<i>Circulaire Mavrocordato. Acceptation d'aucun prince bavarois.</i>	—	—	395
Mars,	13	<i>Circulaire. Résolution de l'Assemblée.</i>	—	—	396
Avril,	1	<i>Proclamation du prince Georges comme roi.</i>	—	—	408
	1	<i>Décret de l'Assemblée. Iles Ioniennes.</i>	—	—	409
	3	<i>Circulaire Mavrocordato. Décret du 1^{er} avril.</i>	—	—	409
	3	<i>Réponse Elliot. Idem.</i>	—	—	410
	12	<i>Schrenck à Wendtland. Droits de la Bavière.</i>	—	—	399
Mai.,	4	<i>Bourée au président de l'Assemblée. Actes de désordres.</i>	—	—	400
	4	<i>Scarlett au même. Idem.</i>	—	—	402
	7	<i>Circulaire du gouvernement grec. Idem.</i>	—	—	403
	8	<i>Note Scarlett. Réponse du 4.</i>	—	—	408
	16	<i>Russell à Loftus. Rétablissement de la monarchie.</i>	64	IV	340
Juin.,	1	<i>Hall à la députation grecque. Acceptation par le prince Georges.</i>	63	III	410

GRÈCE (Suite)

1863

Juin.	6	<i>Adresse de la députation grecque au roi Georges.</i>	64 IV 342
	10	<i>Décret du roi de Danemark.</i> Idem.....	63 III 412
	10	<i>Russell aux trois cours.</i> Cession des îles Ioniennes.....	— — 413
	11	<i>Lettre de Georges I^{er} à l'Assemblée.</i>	— 411
	11	<i>Hall à Delyannis.</i> Envoi du décret du 10.....	— 416
	12	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys.</i> Établissement d'une nouvelle dynastie.	— IV 271
	16	— Union des îles Ioniennes.....	— 272
	18	<i>Circulaire Hall.</i> Acceptation pour le prince Georges.....	— III 418
	18	<i>Réponse de l'Assemblée à la lettre de Georges I^{er}.</i>	— 415
Juillet.	2	<i>Bloomfield à Russell.</i> Importance des îles Ioniennes pour le commerce de l'Autriche.....	64 IV 343
	13	<i>Convention Danemark, France, Grande-Bretagne, Russie.</i> Accession du roi Georges au trône.....	63 III 425
	30	<i>Message du Roi à l'Assemblée.</i>	64 IV 343
	30	<i>Sponnek à Ruffo.</i> Idem.....	— — 344
Août.	10	<i>Paget à Russell.</i> Neutralité des îles Ioniennes.....	64 IV 345
	27	<i>Russell à Scarlett.</i> Traité d'accession du roi Georges.....	— — 345
Sept.	29	<i>Bourée et Scarlett à l'Assemblée.</i> Publication de la Correspondance privée du roi.....	— — 346
Oct.	3	<i>Discours, lord Haut Commissaire.</i> Ouverture du Parlement ionien.	— — 348
	4	<i>Décret, Parlement ionien.</i> Réunion à la Grèce.....	— — 350
	4	<i>Réponse, idem.</i> Discours du 3.....	— — 350
	5	<i>Réponse, Haut Commissaire.</i> Parlement ionien.....	— — 351
	19	<i>Décision Parlement ionien.</i> Union à la Grèce.....	— — 352
	20	<i>Protestation du Parlement ionien.</i> Démolition des fortifications de Corfou.....	— — 355
	30	<i>Proclamation roi Georges.</i> Avènement.....	— — 356
	31	<i>Calligas à Scarlett.</i> Prise de possession du trône par le roi Georges.	— — 357
Nov.	3	<i>Scarlett à Calligas.</i> Réponse à 31 octobre.....	— — 359
	7	<i>Scarlett à Delyannis.</i> Occupation de la banque d'Athènes.....	— — 359
	8	<i>Delyannis à Scarlett.</i> Réponse à 7 novembre.....	— — 359
	11	<i>Russell à Napier.</i> Neutralité des îles Ioniennes.....	— — 360
	12	<i>Scarlett à Delyannis.</i> Note du 8 novembre.....	— — 362
	14	<i>Traité pour l'union des îles Ioniennes à la Grèce.</i>	65 II 377

1864

Janv.	6	<i>Hammond à Layard.</i> Démolition des fortifications de Corfou....	64 IV 362
	25	<i>Protocole Conférence de Londres.</i> Neutralité des îles Ioniennes...	— — 363
	25	— Règlement du commerce des îles Ioniennes..	— — 364
	28	<i>Russell à Scarlett.</i> Obligations de l'Angleterre dans l'union des îles Ioniennes à la Grèce.....	— — 366
Mars.	18	<i>Proclamation du ministère.</i>	— III 392
	29	<i>Traité France, Grande-Bretagne, Russie.</i> îles Ioniennes.....	— — 152
Avril.	5	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys.</i> Traité du 29 mars.....	65 II 383
	15	<i>Décret, Assemblée.</i> Mise en vigueur de la Convention du 29 mars..	64 IV 370
	29	<i>Programme du ministère.</i>	— III 393
Mai.	..	<i>Proclamation Zaïmis aux Ioniens.</i> Union.....	— IV 371
	26	<i>Protocole.</i> Mise à exécution du Traité du 29 mars.....	— — 371
	28	<i>Proclamation Lord Haut Commissaire.</i> Cessation du Protectorat Britannique.....	— — 374
Août.	7	<i>Convention Turquie.</i> Télégraphe.....	— III 197
Sept.	19	<i>Russell à Erskine.</i> Requête Sponnek réclamant l'appui de l'influence anglaise....	65 IV 139
Oct.	18	<i>Message du Roi à l'Assemblée.</i>	— — 140
Nov.	12	— Acceptation de la Constitution.....	— — 141
	17	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys.</i> Traité du 14 novembre 1863.....	— II 376

GRÈCE (Suite)

1864

Nov..	19	<i>Protestation de certains membres de l'Assemblée nationale.....</i>	65	IV	143
	24	<i>Constitution de la Grèce.....</i>	—	—	144
	30	<i>Programme du nouveau ministère.....</i>	—	—	156

1865

Janv..	9	<i>Note France, Grande-Bretagne, Russie, Emprunt de 1832.....</i>	—	III	231
	28	<i>Proclamation Mavrocordato à Corfou.....</i>	—	IV	157

HESSE-ÉLECTORALE

CONFLIT AVEC LA DIÈTE GERMANIQUE

1862

		<i>Exposé de la question.....</i>	62	III	79
Mai..	10	<i>Séance de la Diète de Francfort.....</i>	—	—	81
	13	—.....	—	—	81
	19	—.....	—	—	83
	22	—.....	—	—	84
	24	—.....	—	—	85
	22	<i>Ordonnance suspendant les élections.....</i>	—	—	86
	6	<i>Bernstorff à Werthern, Mission Willisen à Cassel.....</i>	—	—	87
	16	<i>Karmeki à Goeddæus, Note de l'Autriche.....</i>	—	—	88
	18	<i>Sydow à Goeddæus, Mission Willisen.....</i>	—	—	89
	19	<i>Goeddæus à Sydow, Réponse à 18 mai.....</i>	—	—	90
	20	<i>Sydow à Goeddæus, Rupture des relations avec la Prusse.....</i>	—	—	90
Juin.	22	<i>Ordonnance, Rétablissements de la Constitution de 1831.....</i>	—	—	91

ITALIE

1859

Juill.	11	<i>Autriche, France, Préliminaires de Villafranca.....</i>	61	I	5
Août.	8	<i>Autriche, France, Sardaigne, Protocole de Zurich.....</i>	—	—	24
	24	<i>Rechberg à Colloredo, Légion hongroise.....</i>	—	II	115
Nov..	10	<i>Traité Autriche, France, Paix Zurich.....</i>	—	I	5
	10	<i>Traité France, Sardaigne, Cession de la Lombardie.....</i>	—	—	12
	10	<i>Autriche, France, Sardaigne, Protocole de Zurich.....</i>	—	—	26
	10	— <i>Traité de paix de Zurich.....</i>	—	—	18
	21	— <i>Protocole de Zurich.....</i>	—	—	27

1860

Janv.	31	<i>Thouvenel à Moustier, Propositions anglaises pour la pacification de l'Italie.....</i>	—	—	361
Fév..	17	<i>Rechberg à Metternich, Propositions anglaises.....</i>	—	—	364
	26	<i>Thouvenel à Gramont, Remises des légations à la Sardaigne sous la souveraineté du Pape.....</i>	—	—	375
Mars.	13	<i>Circulaire Thouvenel, Savoie et Nice.....</i>	—	—	368
	24	<i>Traité France, Sardaigne, Cession de Savoie et Nice.....</i>	—	—	370
	28	<i>Rome et Haiti, Concordat.....</i>	63	III	5
Avril.	14	<i>Gramont à Thouvenel, Réponse à 26 février.....</i>	61	I	376
	21	<i>Thouvenel à Brenier, Événements de Sicile.....</i>	—	—	381
Mai..	8	<i>Russell à Loftus, Politique plus libérale à Naples.....</i>	—	—	431
	10	<i>Loftus à Russell, L'Autriche ne secourra pas Naples.....</i>	—	—	432
	11	<i>Antonelli à Gramont, Évacuation de Rome.....</i>	—	—	378
	18	<i>Cowley à Russell, Suspension de l'évacuation de Rome.....</i>	—	—	432
	22	<i>Russell à Hudson, Demandes à Cavour.....</i>	—	—	433
	26	<i>Hudson à Cavour, Demandes du 22 mai.....</i>	—	—	434
	30	<i>Cavour à Hudson, Réponse au 26 mai.....</i>	—	—	434

ITALIE (Suite)

1860

Juin.	5	<i>Russell à Cowley</i> , Craintes de guerre du côté de la France.....	61	I	435
	14	— Traité du 24 mars.....	—	—	436
	16	<i>Autriche, France, Sardaigne</i> , Acte final de délimitation.....	—	—	28
	20	<i>Circulaire Thouvenel</i> , Neutralité de la Savoie.....	—	—	372
	25	<i>Russell à Cowley</i> , Circulaire Thouvenel du 20	—	—	436
Juill.	9	<i>Russell à Hudson</i> , Affaires de Sicile.....	—	—	437
	12	<i>Cowley à Russell</i> , Cession de la Sardaigne.....	—	—	438
	14	<i>Brenier à Thouvenel</i> , Négociations entre Turin et Naples.....	—	—	382
	17	<i>Thouvenel à Turgot</i> , Communication du 20 juin.....	—	—	373
	24	<i>Thouvenel à Persigny</i> , Événements de Naples.....	—	—	833
	25	<i>Russell à Hudson</i> , Alliance entre Naples et la Sardaigne.....	—	—	438
	26	<i>Russell à Cowley</i> , Principe de non-intervention.....	—	—	439
Août.	22	<i>Thouvenel à Persigny</i> , Contre une agression de la Sardaigne contre l'Autriche.....	—	—	440
	29	<i>Russell à Cowley</i> , Non-intervention.....	—	—	442
	30	<i>Fane à Russell</i> , Non-intervention de l'Autriche.....	—	—	442
Sept.	6	<i>Protestation François II</i> , Quittant Naples.....	—	—	58
	6	— Idem.....	—	—	59
	7	<i>Russell à Cowley</i> , Éventualité d'une guerre entre la Sardaigne et l'Autriche.....	61	I	443
	9	<i>Convention Autriche, France, Sardaigne</i> , Monte Lombardo.....	—	—	161
	10	<i>Elliott à Russell</i> , Entrevue Garibaldi.....	—	—	445
	10	<i>Proclamation Victor-Emmanuel</i> , Entrée dans les Marches.....	—	—	117
	11	<i>Russell à Bloomfield</i> , Mot révolution.....	—	—	444
	11	<i>Antonelli à Cavour</i> , Troupes étrangères à la solde du Saint-Siège.....	—	—	84
	12	<i>Cowley à Russell</i> , Non intervention.....	—	—	444
	12	<i>Mémorandum sarde</i> , Entrée dans les Marches et l'Ombrie.....	—	—	118
	13	<i>Thouvenel à Talleyrand</i> , Rappel de Turin.....	—	—	380
	14	<i>Décret Garibaldi</i> , Statut constitutionnel à Naples.....	—	—	122
	16	<i>Protestation Casella</i> , Contre Décret Garibaldi.....	—	—	61
	17	<i>Odo Russell à Russell</i> , Sentiments de la population romaine.....	—	—	450
	18	<i>Protestation Antonelli</i> , Invasion des États-Romains.....	—	—	85
	18	<i>Elliott à Russell</i> , Garibaldi sur l'unité de l'Italie.....	—	—	450
	21	<i>Russell à Fane</i> , Dernier espoir de l'Italie dans le succès de la Sardaigne.....	—	—	448
	22	<i>Russell à Cowley</i> , Renforts de la France à Rome.....	—	—	448
	23	<i>Mémorandum François II</i> , Protestation contre l'invasion.....	—	—	64
	24	<i>Thouvenel à Gramont</i> , Soutien de l'autorité du Pape par les troupes françaises.....	—	—	379
	25	<i>Tkouvenel à Montebello</i> , Attitude de la France en cas d'attaque en Vénétie.....	—	—	387
	28	<i>Allocution du Pape</i> , Consistoire secret.....	—	—	87
Oct..	2	<i>Odo Russell à Russell</i> , Changement en faveur de Cavour à Rome.....	—	—	451
	6	<i>Castella à Winspeare</i> , Bruits calomnieux sur l'enlèvement des trésors des Musées de Naples.....	—	—	65
	6	<i>Antonelli à Wiseman</i> , Denier de Saint-Pierre en Angleterre.....	—	—	92
	8	<i>Thouvenel à Gramont</i> , Patrimoine de Saint-Pierre.....	—	—	379
	7	<i>Winspeare à Cavour</i> , Départ de Turin.....	—	—	67
	9	<i>Protestation de l'Espagne</i> , Entrée des Sardes dans les Deux-Siciles.....	—	—	81
	9	<i>Proclamation Victor-Emmanuel</i> , Italie méridionale.....	—	—	123
	9	<i>Pepoli à Goyon</i> , Occupation de Viterbe.....	—	—	127
	10	<i>Gortchakoff à Gagarine</i> , Rappel de la légation de Turin.....	—	—	116
	11	<i>Discours Cavour</i> , Chambre des députés.....	—	—	129
	11	<i>Commissaire sarde à Viterbe au commandant français</i> . Protestation.....	—	—	128
	12	<i>Cavour à Winspeare</i> , Envoi de troupes sardes à Naples.....	—	—	129

ITALIE (Suite)

1860

Oct..	13	<i>Schleinitz à Brassier de Saint-Simon</i> , Réponse de la Prusse au Mémoire du 12 septembre	61	I	111
	15	<i>Décret Garibaldi</i> , Annexion des Deux-Siciles	—	—	134
	16	<i>Protestation François II</i> , Blocus de Gaète	—	—	69
	18	<i>Loftus à Russell</i> , L'Autriche n'attaquera pas la Sardaigne	61	I	451
	19	<i>Protestation Casella</i> , Prise de la flotte napolitaine	—	—	70
	27	<i>Russell à Hudson</i> , Affaires d'Italie	—	—	105
	27	<i>Traité San Salvador et Sardaigne</i> , Commerce	64	—	5
	29	<i>Russell à Cowley</i> , Note Rechberg sur la Vénétie	61	—	452
	29	<i>Garibaldi à Victor-Emmanuel</i> , Remise des pouvoirs	—	—	265
	30	<i>Thouvenel à Le Barbier de Tinan</i> , Envoi devant Gaète	—	—	384
Nov.	4	<i>Protestation Antonelli</i> , Invasion de la Sardaigne	—	—	93
	7	<i>Proclamation Victor-Emmanuel</i> , Entrée à Naples	—	—	135
	8	<i>Protestation Casella</i> , Invasion de la Sardaigne	—	—	71
	8	— Déchéance de François II	—	—	73
	8	<i>Rapport Farini</i> , Lieutenant général à Naples	—	—	137
	8	<i>Adresse Garibaldi</i> , A ses compagnons d'armes	—	—	136
	9	<i>Cavour à Launay</i> , Réponse à 13 octobre	—	—	140
	12	<i>Circulaire Casella</i> , Réunion d'un Congrès européen	—	—	76
	15	— Fortune privée du Roi	—	—	79
	20	<i>Cavour à Jocteau</i> , Séparation de l'évêché de Côme	—	—	143
	22	<i>Acceptation</i> , Annexion des Marches et de l'Ombrie	—	—	146
	28	<i>Minghetti au conseil d'État</i> , Organisation administrative du royaume	—	—	147
	28	<i>Proclamation Garibaldi</i> , Demande de 500 mille soldats	—	—	154
Déc..	1	<i>Proclamation Victor-Emmanuel</i> , Aux Siciliens	—	—	155
	1	<i>Lettre Napoléon III à François II</i>	—	II	366
		<i>Réponse François II à Napoléon III</i>	—	—	367
	2	<i>Décret Victor-Emmanuel</i> , Cordero di Montezemolo, lieutenant gé- néral en Sicile	—	I	266
	8	<i>Manifeste François II</i> , Aux deux-Siciles	—	—	208
	13	<i>Russell à Cowley</i> , Rappel de la flotte française de Gaète	—	—	454
	17	<i>Allocution du Pape</i> , Consistoire secret	—	—	211
	17	<i>Cowley à Russell</i> , Gaète	—	—	455
	22	<i>Russell à Cowley</i> , Prolongation de la défense de Gaète	—	—	455
	24	— Rappel de la flotte française de Gaète	—	—	457

1861

Janv.	4	<i>Conseil fédéral Suisse à Jocteau</i> , Réponse à 20 novembre	—	II	349
	7	<i>Circulaire Thouvenel</i> , Flotte française devant Gaète	—	I	385
	7	<i>Décret Victor-Emmanuel</i> , Nomination du prince de Carignan, lieu- tenant général des Deux-Siciles	—	6—	26
	7	<i>Proclamation</i> , Idem	—	—	426
	11	<i>Cialdini à Le Barbier de Tinan</i> , Suspension d'armes de Gaète	—	—	339
	12	<i>Ritucci à Le Barbier de Tinan</i> , Suspension d'armes de Gaète	—	—	339
	13	<i>Proclamation Prince de Carignan</i> , Arrivée à Naples	—	—	427
	18	<i>Circulaire Casella</i> , Intervention des Puissances	—	—	340
	18	<i>Casella</i> , Invitation aux ministres étrangers de rester à Gaète	—	—	342
	19	<i>Rechberg à Brassier de Saint-Simon</i> , Interdiction des ports autri- chiens aux navires sardes	61	I	333
	20	<i>Notification Persano</i> , Blocus de Gaète	—	—	344
	21	<i>Russell à Hudson</i> , Décrets d'annexion	—	II	370
Fév..	14	<i>Capitulation de Gaète</i>	—	I	345
	16	<i>Circulaire Casella</i> , Causes de la capitulation de Gaète	—	II	51
	16	<i>Protestation François II</i> , Réserve de ses droits	—	—	52
	18	<i>Discours Victor-Emmanuel</i> , Ouverture des Chambres	—	I	429

ITALIE (Suite)

1861

Fév..	19	<i>Russell à Fortunato</i> , Refus de continuer à le reconnaître pour représentant de François II à Londres.....	61	II	87
	22	<i>Fortunato à Russell</i> , Réponse à 19 février.....	—	—	87
	24	<i>Mundy à Nigra</i> , Remercements de l'amiral commandant la station de Naples.....	—	—	212
	25	<i>Nigra à Mundi</i> , Réponse à 24 février.....	—	—	212
	26	<i>Antonelli à Meglia</i> , Brochure <i>la France, Rome et l'Italie</i>	—	—	56
	28	<i>Cavour à Jockey</i> , Réponse à 4 janvier. Côme.....	—	—	381
Mars..	1	<i>Russell à Fortunato</i> , Réponse à 22 février.....	—	—	87
	2	<i>Miraflores à C. Collantès</i> , Perplexités du Saint-Siège.....	62	II	325
	14	<i>Loi conférant à Victor-Emmanuel le titre de roi d'Italie</i>	61	II	99
	16	<i>Cavour à Azeglio</i> , Réponse à 21 janvier.....	—	—	385
	18	<i>Allocution Pie IX</i> , Consistoire secret.....	—	—	196
	23	<i>Notification à la Suisse</i> , Titre roi d'Italie.....	—	—	189
	23	<i>Accusé de réception de la Suisse</i> . Idem.....	—	—	190
	23	<i>C. Collantès à Ayllon</i> , Démarche en faveur du Saint-Siège.....	62	II	329
	23	<i>C. Collantès à Mon</i> , Idem.....	—	—	331
	23	<i>C. Collantès à Diaz</i> , Idem.....	—	—	333
	23	<i>C. Collantès à Ayllon</i> , Idem.....	—	—	332
	23	<i>C. Collantès à Miraflores</i> , Idem.....	—	—	338
	25	<i>Discours Cavour</i> , Affaires de Rome.....	61	II	213
	26	<i>Protestation Grand-Duc de Toscane</i> , Titre de Roi d'Italie.....	—	—	390
	29	<i>Azeglio à Russell</i> , Notification du titre de Roi d'Italie.....	—	—	211
	30	<i>Conseil fédéral suisse à Tourte</i> , Réponse à 28 février. Mense de Côme.....	—	—	355
	30	<i>Russell à Azeglio</i> , Réponse à 29 mars.....	—	—	211
	30	<i>Protestation duc de Modène</i> , Titre de Roi d'Italie.....	—	—	391
	30	<i>Mon à C. Collantès</i> , Idem.....	—	—	333
	30	<i>C. Collantès à Mon</i> , Affaires de Rome.....	—	—	334
Avril..	1	<i>Russell à Hudson</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie par l'Angleterre.....	—	—	212
	2	<i>Ayllon à C. Collantès</i> , Affaires de Rome.....	62	II	335
	2	<i>Pastor Diaz à C. Collantès</i> , Idem.....	—	—	335
	5	<i>Malavasi à Coundouriotis</i> , Notification à la Grèce du titre de Roi d'Italie.....	61	II	377
	7	<i>Miraflores à C. Collantès</i> , Affaires de Rome.....	62	II	336
	10	<i>Protestation duchesse de Parme</i> , Titre de Roi d'Italie.....	61	II	393
	11	<i>Reconnaissance du royaume d'Italie par la Grèce</i>	—	—	377
	14	<i>François II à Ripalda</i> , Réformes dans les Deux-Siciles.....	—	III	445
	15	<i>Protestation du Pape</i> , Titre de Roi d'Italie.....	—	II	362
	18	<i>Mon à C. Collantès</i> , Affaires de Rome.....	62	II	339
	19	<i>C. Collantès à Miraflores</i> , Réponse à 7 avril.....	—	—	339
	26	<i>Mon à C. Collantès</i> , Situation du Saint-Père.....	—	—	343
	27	<i>Rechberg à Londres</i> , Réponse à Cavour, 16 mars.....	61	II	334
	28	<i>Déclaration de François II</i> , Situation à Naples.....	—	III	446
Mai..	6	<i>Protestation François II</i> , Idem.....	—	II	394
	7	<i>C. Collantès à Mon</i> , Affaires de Rome, 18 avril.....	62	II	344
	7	<i>Note Avila</i> , Refus du Portugal d'intervenir avec l'Espagne pour le Pape.....	—	—	346
	8	<i>Dépêche Diaz</i> , Accompagnant note Avila, 7 mai.....	—	—	345
	12	<i>Circulaire autrichienne</i> , Ressortissants du royaume d'Italie.....	61	III	108
	20	<i>Rapport Nigra</i> , Administration des provinces napolitaines.....	—	—	376
	21	<i>Proclamation Ponza di San Martino</i> , Arrivée à Naples.....	—	—	136
	22	<i>Proclamation Carignan</i> , Départ de Naples.....	—	—	138
	25	<i>Protestation François II</i> , Contre l'emprunt de 500 millions.....	—	—	451
	28	<i>Metternich à Thouvenel</i> , Concours de l'Autriche à Rome.....	—	—	111

ITALIE (Suite)

1861

Mai..	28	<i>Mon à Thouvenel</i> , Concours de l'Espagne à Rome.....	61	III	291
	29	<i>Cavour à Brissier de Saint-Simon</i> , Retrait de l'exequatur à la Bavière, au Wurtemberg et au Mecklembourg.....	—	—	138
Juin..	2	<i>Mon à C. Collantès</i> , Au sujet de la note du 28 mai.....	62	II	347
	5	<i>Président de Libéria</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie.....	61	III	304
	6	<i>Thouvenel</i> , Réponse à 28 mai.....	62	I	206
	8	<i>Thouvenel à Gramont</i> , Notes du 28 mai.....	—	—	201
	8	<i>Mon à C. Collantès</i> , Affaires de Rome.....	—	II	347
	10	<i>Protestation François II</i> , Fusion des fonds publics napolitains.....	61	III	451
	10	<i>C. Collantès à Mon</i> , Note du 28 mai.....	62	II	348
	11	<i>Turquie</i> . Notification du titre de Roi d'Italie.....	61	III	435
	11	<i>Thouvenel à Gorse</i> , Faux bruits de la cession de l'île de Sardaigne à la France.....	62	I	189
	12	<i>Discours Ricasoli</i> , Reconstitution du ministère après la mort de Cavour.....	61	III	140
	15	<i>Thouvenel à Rayneval</i> , Reconnaissance par la France du Royaume d'Italie.....	—	—	135
	16	<i>Rechberg à Metternich</i> , Indépendance du Saint-Siège.....	—	—	113
	18	<i>Thouvenel</i> , Portée de la reconnaissance du royaume d'Italie par la France.....	62	I	185
	18	<i>Mon à C. Collantès</i> , Affaires de Rome.....	—	II	349
	21	<i>Note Avila</i> , Reconnaissance par le Portugal du royaume d'Italie..	61	III	305
	21	<i>Ricasoli à Gropello</i> , Solution de la question romaine.....	—	—	143
	22	<i>Gramont à Thouvenel</i> , Effet produit à Rome par la reconnaissance du royaume d'Italie par la France.....	62	I	209
	25	<i>Discours Ricasoli à la Chambre</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie par la France.....	61	III	145
	25	<i>C. Collantès à Mon</i> , Raisons qui empêchent l'Espagne de reconnaître le royaume d'Italie.....	—	—	294
	26	<i>Thouvenel à Rayneval</i> , Bruits de cession de l'île de Sardaigne...	62	I	189
	28	<i>Minghetti</i> , Contre la signature d'une protestation contre l'occupation de Rome par la France.....	61	III	392
	29	<i>Circulaire Avila</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie par le Portugal.....	—	—	306
Juill.	1	<i>Discours Ricasoli</i> , Politique du gouvernement italien.....	—	—	300
	2	<i>Circulaire Ricasoli</i> , Emprunt de 500 millions.....	—	—	394
	4	<i>Thouvenel</i> , Sur la reconnaissance du royaume d'Italie par la France.....	62	I	190
	6	<i>Turquie</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie.....	61	III	435
	6	<i>Thouvenel à Cadore</i> , Attitude du clergé français.....	62	I	210
	9	<i>Protestation Antonelli</i> , Contre l'emprunt italien.....	61	III	298
	12	<i>Napoléon III à Victor-Emmanuel</i> , Lettre.....	62	II	275
	13	<i>Cadore à Thouvenel</i> , Réponse à 6 juillet.....	—	I	211
	17	<i>Tourte à Ricasoli</i> , Anciens soldats suisses à Naples.....	61	III	462
	17	<i>Consul espagnol en Portugal</i> , Archives napolitaines.....	62	I	113
	19	<i>Tourte au Président de la Diète helvétique</i> , Envoi de copie de la Note du 17.....	61	III	461
	20	<i>Proclamation Cialdini à Naples</i>	—	—	396
	22	<i>Ponza di San Martino à Gallina</i> , Sa démission de lieutenant à Naples.....	—	—	397
	22	<i>Ricasoli à Tourte</i> , Réponse à 17 juillet.....	—	—	464
	22	<i>Thouvenel à Rayneval</i> , Rigueurs dans les provinces méridionales.	62	I	191
	25	<i>Rayneval à Thouvenel</i> , Réponse à 22 juillet.....	—	—	191
	31	<i>Circulaire Ricasoli</i> , Situation intérieure de l'Italie.....	61	III	402
Août.	5	<i>Montalto à Vrière (Belgique)</i> , Avis du titre de roi d'Italie pris par Victor-Emmanuel.....	—	IV	359

ITALIE.

CXXXIX

ITALIE (Suite)

1861

Août.	13	<i>Della Minerva à Ricasoli</i> , Archives napolitaines au Portugal.....	62	I	112
	17	<i>Tecco à C. Collantès</i> , Archives napolitaines en Espagne.....	62	I	114
	17	<i>Tecco à Ricasoli</i> , Idem	—	—	113
	23	<i>Circulaire Ricasoli</i> , Affaires de Naples.....	61	IV	125
	28	<i>C. Collantès à Tecco</i> , Idem.....	62	I	115
Sept..	1	<i>Tecco à C. Collantès</i> , Réponse à 28 août.....	—	—	118
	7	<i>Mémoire François II</i> , Réponse à 23 août.....	61	IV	135
	10	<i>Ricasoli à Antonelli</i> , Proposition au Pape.....	—	—	401
	10	<i>Ricasoli à Nigra</i> , Idem.....	—	—	408
	11	<i>Circulaire Ricasoli</i> , Changement du ministère.....	—	—	240
	13	<i>C. Collantès à Tecco</i> , Réponse à 1 ^{er} septembre.....	62	I	121
	17	<i>Circulaire Conseil fédéral suisse</i> , Déserteurs italiens.....	61	IV	111
	17	<i>Tecco à C. Collantès</i> , Réponse à 13 septembre.....	62	I	123
	24	<i>Discours van Zuylen</i> , Reconnaissance du titre de Roi d'Italie par les Pays-Bas.....	61	IV	251
	25	<i>Rotrou à Soulange-Bodin</i> , Situation des Abruzzes.....	62	I	194
	30	<i>Allocution du Pape</i> , Consistoire secret.....	61	IV	225
Oct..	1	<i>Soulange-Bodin à Thouvenel</i> , Situation à Naples.....	62	—	193
	6	<i>Ricasoli à Tecco</i> , Archives napolitaines en Espagne.....	—	I	127
	9	<i>Décret</i> , Administration des provinces.....	61	IV	249
	9	— Suppression de la lieutenance de Naples.....	—	—	251
	12	<i>Soulange-Bodin à Thouvenel</i> , Brigandage napolitain.....	61	I	196
	26	— Idem à Cerignola.....	—	—	197
	29	<i>Circulaire Minghetti au clergé italien</i> , Son attitude.....	61	IV	411
	30	<i>Tecco à Ricasoli</i> , Archives napolitaines en Espagne.....	62	I	128
	31	<i>Proclamation Cialdini</i> , Départ de Naples.....	61	IV	415
Nov..	4	<i>Rogier à Carolus</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie par la Belgique.....	—	—	360
	6	<i>Rogier à Targioni</i> , Cession de relation avec François II.....	—	—	362
	6	<i>Rogier à Montalto</i> , Reconnaissance de l'Italie.....	—	—	361
	6	<i>Ricasoli à Tecco</i> , Archives napolitaines en Espagne.....	62	I	128
	7	<i>Targioni à Rogier</i> , Protestation contre 6 novembre.....	—	—	90
	9	<i>Soulange-Bodin à Thouvenel</i> , Tranquillité à Naples.....	—	—	197
	11	<i>Arrêt tribunal de Marseille</i> , Frégates napolitaines.....	63	IV	79
	12	<i>Tecco à C. Collantès</i> , Archives napolitaines en Espagne.....	62	I	130
	20	<i>Discours Rogier aux Chambres belges</i> , Reconnaissance du royaume d'Italie.....	61	IV	357
	20	<i>Discours Ricasoli à la Chambre des députés</i> , Négociations avec Rome.....	—	—	416
	24	<i>Tecco à C. Collantès</i> , Demande de passe-ports.....	62	I	132
	25	<i>C. Collantès à Tecco</i> , Réponse à 24 novembre.....	—	—	133
	26	<i>Thouvenel à Benedetti</i> , Négociations italiennes à Rome.....	—	—	192
	30	<i>Circulaire Ricasoli</i> , Rappel du chargé d'affaires de Madrid.....	—	—	133
Déc..	6	<i>Circulaire C. Collantès</i> , Rupture avec l'Italie.....	62	I	136
	14	<i>Soulange-Bodin à Thouvenel</i> , Capture Borgès.....	—	—	198

1862

Janv.	3	<i>Circulaire Ricasoli</i> , Situation du royaume.....	—	II	286
	5	<i>Décret</i> , Suppression de la Lieutenance de Sicile.....	—	—	290
	10	<i>Soulange-Bodin à Thouvenel</i> , Situation des provinces napolitaines.....	—	I	200
	11	<i>Thouvenel à La Valette</i> , Vues sur les affaires de Rome.....	—	—	21
	14	<i>Bonham à Russell</i> , Situation des Napolitains.....	—	III	42
	18	<i>La Valette à Thouvenel</i> , Aucun accord possible entre le Saint-Siège et l'Italie.....	—	I	213
Fév..	4	<i>Ricasoli</i> , Manifestations pour Rome capitale.....	—	II	291
	10	<i>Bonham à Russell</i> , Manifestations à Naples.....	—	III	43

ITALIE (Suite)

1862

Fév.	12	Cowley à Russell, Garnison mixte à Rome.....	63	II	229
	14	— Idem.....	—	—	230
	17	Russell à Cowley, Idem.....	—	—	230
	20	Cowley à Russell, Idem.....	—	—	231
	22	Hudson à Russell, État de Naples.....	62	III	44
	22	— Occupation de Rome par les Français.....	—	—	44
	22	Russell à Cowley, Occupation mixte de Rome.....	63	II	232
	25	Bonham à Russell, Brigandage à Naples.....	62	III	45
	28	Cowley à Russell, Garnison mixte à Rome.....	63	II	233
	28	Hudson à Russell, Proclamation Fantoni à Naples.....	62	III	46
Mars.	7	Bonham à Russell, Brigandage napolitain.....	—	—	46
	8	Séance de la Chambre, Programme Rattazzi.....	—	II	293
	18	Hudson à Russell, Condition de la presse en Italie.....	—	III	41
	19	Bonham à Russell, Proclamation Fumel à Cosenza.....	—	—	47
	20	— Idem.....	—	—	50
	20	Circulaire Rattazzi, Vues du nouveau cabinet.....	63	I	115
	21	Bonham à Russell, Scènes à Amalfi.....	62	III	50
	27	— Proclamation Fantoni.....	—	—	52
	29	Hudson à Russell, Organisation à Trieste d'une expédition pseudo-garibaldienne.....	—	—	52
Avril.	2	Russell à Cowley, Contre l'occupation de Rome par les Français.....	63	II	234
	8	Rattazzi aux préfets, Direction politique et administrative.....	—	I	121
Mai..	7	Convention France, Chemins de fer.....	—	—	55
	8	Hudson à Russell, État de Naples.....	—	II	235
	10	Durando, Tentative de Sarnico.....	—	I	125
	19	Durando à Nigra, Brigandage.....	—	—	126
Juin.	5	Thouvenel à Fournier, Reconnaissance de l'Italie par la Russie.....	—	—	219
	11	Thouvenel à Benedetti, Idem.....	—	—	220
	13	Convention France, Navigation.....	—	III	18
	16	Durando à Nigra, Reconnaissance par la Russie.....	—	I	128
	18	Adresse de la Chambre des députés, Evêques à Rome.....	—	—	131
	26	Thouvenel à Benedetti, Reconnaissance par la Russie.....	—	—	222
	29	Convention France, Propriété littéraire.....	—	—	70
Juillet	1	Protestation François II, Reconnaissance par la Prusse.....	—	—	158
	1	— Idem. par la Russie.....	—	—	159
	4	Bernstorff à Brassier de St-Simon, Reconnaissance par la Prusse.....	—	—	150
	8	Nigra à Durando, Reconnaissance par la Russie.....	—	—	132
	8	Thouvenel à Massignac, Idem.....	—	—	222
	9	Durando à Launay, Reconnaissance par la Prusse.....	—	—	133
	21	Bernstorff à Brassier de St-Simon, Idem.....	—	—	152
	26	Convention France, Consulaire.....	—	—	87
	26	Rechberg à Karolyi, Reconnaissance par la Prusse.....	—	—	154
	26	Thouvenel à Massignac, Garibaldi en Sicile.....	—	—	223
	30	Proclamation Garibaldi à Fienzza.....	—	—	135
	31	Bernstorff à Werther, Dépêche 26 juillet.....	—	—	155
Août.	2	Proclamation du roi, Proclamation Garibaldi.....	—	—	135
	6	Protestation du Pape, Anciennes provinces du Saint-Siège.....	—	—	162
	11	Déclaration Suisse, Extension des traités.....	64	III	325
	11	— Abolition du droit d'aubaine.....	—	—	326
	11	Thouvenel à Massignac, Entreprise Garibaldi.....	63	I	225
	12	Rapport du ministère, Etat de siège de la Sicile.....	—	—	136
	12	Décret du roi, Idem.....	—	—	137
	15	— Pouvoirs à Naples au général de la Marmora.....	—	—	138
	16	Proclamation La Marmora, Etat de siège à Naples.....	—	—	138
	18	Circulaire Gortchakoff, Reconnaissance par la Russie.....	—	—	156
	20	Proclamation Cugia, Etat de siège en Sicile.....	—	—	140

ITALIE (Suite)

1862

Août..	24	<i>Proclamation Garibaldi contre Rome</i>	63	I	141
Sept..	8	<i>Protocole Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie, Affaire de Serbie</i>	—	—	244
	10	<i>Circulaire Durando, Danger de la situation</i>	—	—	142
Oct...	1	<i>Protestation de François II</i>	—	—	160
	5	<i>Rapport à Victor-Emmanuel, Amnistie de Garibaldi</i>	—	—	144
	5	<i>Décret, Idem</i>	—	—	146
	8	<i>Durando à Nigra, Occupation de Rome</i>	—	—	146
	26	<i>Drouyn de Lhuys à Massignac, Dépêches Durando 10 septembre et 8 octobre</i>	—	—	226
Nov..	30	<i>Convention Suisse, Séparation de la Mense de Côme</i>	64	III	239
Déc..	10	<i>Sartiges à Drouyn de Lhuys, Dispositions du ministère italien</i> ...	63	I	231
	11	<i>Discours Farini, Formation du ministère</i>	—	—	449
	16	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges, Attitude du cabinet italien</i>	—	—	233
	20	<i>Circulaire Pasolini, Formation du ministère</i>	—	—	450
	23	<i>Sartiges à Drouyn de Lhuys, Attitude du cabinet, question romaine</i> ...	—	—	231

1863

Janv.	17	<i>Traité France, Commerce</i>	64	III	24
Avril.	9	<i>Traité Belgique, Commerce</i>	63	—	326
	23	<i>Convention Portugal, Poste</i>	64	IV	325
Mai..	7	<i>Visconti Venosta à Jocteau, Parti d'action en Suisse</i>	—	I	364
	23	<i>Réponse Jocteau à 7 mai</i>	—	—	366
	25	<i>Discours du roi, Ouverture de la session</i>	—	—	358
Juillet	16	<i>Traité Belgique, Rachat du péage de l'Escaut</i>	63	IV	408
Août.	15	<i>Loi sur le brigandage</i>	64	I	369
	20	<i>Décret d'application, idem</i>	—	—	370
Sept.	10	<i>Retraite de J. Hudson de la légation de Turin</i>	—	III	383
	28	<i>Traité Russie, Commerce</i>	—	IV	11
Nov..	20	<i>Rapport Visconti Venosta, Retrait de l'exequatur aux consuls du Saint-Siège</i>	—	I	366

1864

Avril.	8	<i>Convention France, Mandats de poste</i>	—	IV	23
Juin.	17	<i>Visconti Venosta à Nigra, Négociations pour retrait des troupes françaises de Rome</i>	65	I	8
Juillet	9	— <i>Vues du gouvernement italien</i>	—	—	10
Sept.	12	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges, Retrait des troupes françaises de Rome</i>	—	—	14
	15	<i>Convention France, Idem</i>	—	—	5
	15	<i>Nigra à Visconti Venosta, Idem</i>	—	—	18
	19	<i>Rapport Minghetti à Victor-Emmanuel, Convocation du parlement</i> ...	—	—	22
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges, Traité du 15 septembre</i>	—	II	357
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Malaret, Idem</i>	—	—	358
	25	<i>Conseil municipal de Turin au ministère, Translation de la capitale à Florence</i>	—	I	28
	26	<i>Drouyn de Lhuys à Gramont, Impression à Vienne sur la convention du 15</i>	—	II	315
Oct...	1	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges, Idem à Rome</i>	—	—	362
	1	<i>Programme du ministère La Marmora</i>	—	I	29
	3	<i>Drouyn de Lhuys à Malaret, Translation de la capitale à Florence</i> ...	—	II	363
	11	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges, Art. 4 convention du 15 septembre</i> ...	—	—	364
	15	<i>Drouyn de Lhuys à Malaret, Programme à porter devant le Parlement italien</i>	—	—	365
	22	<i>Drouyn de Lhuys à Sartiges, Réserve à tenir vis-à-vis la cour de Rome</i>	—	—	367

ITALIE (Suite)

1864

Oct.	24	Projet de loi, Transfert de la capitale à Florence.....	65	I	32
	24	Exposé des motifs, Idem.....	—	—	30
	28	Drouyn de Lhuys à Malaret, Dépêche Nigra 15 septembre.....	—	II	368
	30	— Interprétation à donner à la convention, idem.....	—	—	371
	30	Rapport commission de la Chambre des députés, Projet de loi du 24.....	—	I	33
	30	Nigra à La Marmora, Interprétation de la convention du 15 septembre.....	—	—	42
Nov.	1	Télégramme, Idem.....	—	—	42
	2	Drouyn de Lhuys à Malaret, Eclaircissements avec Nigra en présence de l'Empereur.....	—	—	45
	7	La Marmora à Nigra, Interprétation de la convention du 15 septembre.....	—	—	45
	8	Discours Visconti Venosta, Idem.....	—	—	48
	12	Discours La Marmora, Idem.....	—	—	52
	14	Discours Pepoli, Idem.....	—	—	55
	15	Drouyn de Lhuys à Malaret, Discours La Marmora.....	—	II	371
Déc.	3	Discours Azeglio au Sénat.....	—	I	59
	4	Discours Lanza id.....	—	—	69
	4	Décret royal, Mise à exécution de la convention de 15 septembre..	—	—	69
	11	— Transfert de la capitale à Florence.....	—	—	67

1865

Fév.	10	Adresse du conseil municipal de Turin au roi.....	65	III	249
Juin.	26	Bermudez de Castro à Pacheco, Reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne.....	—	—	387
Juillet	28	Bermudez de Castro à Montalbo, Fin de la mission des Deux-Siciles en Espagne.....	—	IV	215
	29	Montalbo à Bermudez de Castro, Réponse à 28 juillet.....	—	—	213
Août.	1	Bermudez de Castro à Montalbo, Réponse à 29 juillet.....	—	—	215
	3	Bermudez de Castro à Ayllon, à Vienne, Reconnaissance de l'Italie par l'Espagne.....	—	—	216
	20	Circulaire Lanza, Instruction du Ministre de la Guerre.....	—	—	85
Sept.	20	Circulaire Bermudez de Castro, Reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne.....	—	—	219

AFFAIRES DES BRIGANDS DE L'AUNIS.

1863

Juillet	11	Ministre de l'intérieur à Visconti Venosta, Arrestation des mal-faiteurs.....	—	I	385
	12	Sartiges à Visconti Venosta, Demande de restitution.....	—	—	387
	14	Nigra à Visconti Venosta, Proposition d'un moyen terme.....	—	—	388
	14	Visconti Venosta à Nigra, Idem.....	—	—	390
	15	Nigra à Visconti Venosta, Conversation avec Drouyn de Lhuys..	—	—	390
	19	Déclaration du Conseil du Contentieux.....	—	—	392
	21	Nigra à Visconti Venosta, Demande d'extradition.....	—	—	401

JAPON

1861

Janv.	24	Traité Prusse, Amitié et commerce.....	65	IV	161
Août.		Tycoon à Reine Victoria.....	64	I	339

1862

Mars.	16	Alcock aux ministres Japonnais.....	—	—	331
Mai..	31	Reine Victoria au Tycoon, Réponse à lettre d'août 1861.....	—	—	340

JAPON (Suite)

1862

Oct...	9	<i>Neale à Russell</i> , Assassinat Richardson.....	64	I	334
	12	<i>Neale aux ministres Japonais</i> , idem.....	—	—	336
	21	<i>Réponse à Neale</i> , 12 octobre.....	—	—	338

1863

Nov..	10	<i>Russell à Neale</i>	—	—	341
	14	<i>Russell aux lords de l'Amirauté</i>	—	—	343
	19	<i>Neale à Russell</i> , Engagements du Japon.....	—	—	344
Déc..	11	<i>Lettres des agents du prince de Satsuma</i>	—	III	387
	14	<i>Neale à Kuper</i> , Payement d'indemnité.....	—	—	387

1864

Janv.	11	<i>Russell à Neale</i> , Approbation	—	I	345
Mars.	16	— Idem.....	—	III	386
Juin..	20	<i>Arrangement France</i> , Réparations.....	—	IV	190
	21	<i>Drouyn de Lhuys à Roches</i> , Arrangement du 20 juin.....	65	II	418
Août.	17	<i>Roches à Drouyn de Lhuys</i> , Envoi des flottes combinées contre prince de Negato.....	—	—	419
	26	— Refus du Japon de ratifier la convention du 20 juin.....	—	—	420
Sept..	23	— Motifs du refus du Japon.....	—	—	420
Oct...	15	— Négociations avec le gouvernement Japonais.....	—	—	422
	22	<i>Traité France, Grande-Bretagne, Pays-Bas</i> , Paix.....	—	III	290
	31	<i>Roches à Drouyn de Lhuys</i> , Convention du 22.....	—	II	424
Nov..	9	— Ratification de la convention du 22 octobre.....	—	—	424
Déc..	10	<i>Drouyn de Lhuys à Roches</i> , Réponse à août et septembre.....	—	—	452

MEXIQUE

1853

Nov..	12	<i>Traité Espagne</i>	62	III	173
-------	----	-----------------------------	----	-----	-----

1858

Nov..	24	<i>Mon à Calderon Collantès</i> , Médiation de l'Espagne.....	—	—	205
Déc..	9	<i>Calderon Collantès à Mon</i> , Réponse au 24 novembre.....	—	—	207

1859

Janv.	3	<i>Mon à Calderon Collantès</i> , Portée de la médiation.....	—	—	208
	10	<i>Calderon Collantès à Mon</i> , Médiation diplomatique.....	—	—	208
	18	<i>Mon à Calderon Collantès</i> , Accusé de réception du 10.....	—	—	211
Oct..	29	1 ^{er} décret <i>Miramón</i> , Bons Jecker.....	—	IV	152
Déc..	26	<i>Convention Espagne, Mon — Almonte</i>	—	III	178

1860

Janv.	30	2 ^e décret <i>Miramón</i> , Bons Jecker.....	—	IV	154
Mars.	10	<i>Lettre de créance Pacheco, ministre d'Espagne</i>	—	III	180
Avr..	18	<i>Circulaire Calderon Collantès</i> , Médiation.....	—	—	211
	27	<i>Isturitz à Calderon Collantès</i> , Vues de la Grande-Bretagne.....	—	—	213
	28	<i>Russell à Buchanan</i> , Médiation pacifique.....	—	—	219
Mai..	4	<i>Mon à Calderon Collantès</i> , Décision de la France ajournée.....	—	—	214
	11	<i>Calderon Collantès à Isturitz</i> , Politique énergique contre Juárez.....	—	—	214
	15	<i>Gouvernement de la Vera-Cruz</i> , Ordre pour punir les attentats contre les Espagnols.....	—	—	258
	18	<i>Mon à Calderon Collantès</i> , Offres de pacification de la France....	—	—	216
	19	<i>Calderon Collantès à Isturitz</i> , Proposition de l'Espagne.....	—	—	217
	23	<i>Pacheco à Juárez</i> , Demande de passage à Mexico.....	—	—	191
	24	<i>Juárez à Pacheco</i> , Réponse au 23 mai.....	—	—	192
	25	<i>Calderon Collantès à Mon et Isturitz</i> , Bases de la médiation.....	—	—	217

MEXIQUE (Suite)

1860

Mai.	25	<i>Pacheco à Calderon Collantès à son arrivée à Mexico</i>	62	III	189
	31	<i>Isturiz à Calderon Collantès, Protection du Culte protestant réclamée par l'Angleterre</i>	—	—	221
Juin.	2	<i>Barrot à Calderon Collantès</i>	—	—	222
	4	<i>Mon à Calderon Collantès, Médiation pacifique</i>	—	—	224
	6	<i>Réponse commandant forces de Juarez à 15 mai</i>	—	—	259
	8	<i>Pacheco à C. Collantès, Son voyage à Mexico</i>	—	—	192
	15	— Situation politique du Mexique.....	—	—	194
	18	<i>Mon à C. Collantès, Approbation par la France des bases de la médiation</i>	—	—	225
	18	<i>Pacheco à Juarez, Demande de réparations</i>	—	—	255
Juillet	11	<i>Ordre Juarez, Protection des étrangers</i>	—	—	260
	12	<i>Lettre Serrano à Pacheco</i>	—	—	249
	17	<i>Rivera à C. Collantès, Proposition par la France à la Prusse de se joindre à la médiation</i>	—	—	226
	17	<i>Russell à Cowley, Liberté religieuse</i>	62	IV	7
	26	<i>Pacheco à C. Collantès, Attentats contre les Espagnols</i>	—	—	257
Août.	6	<i>O'Donnell à Pacheco, Médiation des trois Puissances</i>	62	III	224
	6	<i>O'Donnell au gouverneur de Cuba, Réparation à exiger de Juarez</i>	—	—	234
	12	<i>Serrano, Ses démêlés avec Pacheco</i>	—	—	246
	20	<i>Pacheco à C. Collantès, Défaite de Miramon</i>	—	—	197
	22	<i>Discours Pacheco à Miramon, Présentation des lettres de créance</i>	—	—	201
	22	<i>Réponse Miramon au discours Pacheco</i>	—	—	202
	27	<i>Serrano à C. Collantès, La Marià Conception</i>	—	—	254
Sept.	9	<i>C. Collantès à Pacheco, Désaccord Serrano</i>	—	—	251
	11	— Assassinats contre les Espagnols.....	—	—	261
	24	<i>Pacheco à O'Donnell, Réponse au 6 août</i>	—	—	226
Oct.	3	<i>Miramon à Pacheco, Conditions d'un arrangement</i>	—	—	230
	8	<i>C. Collantès au gouverneur de Cuba, Instructions</i>	—	—	237
	12	<i>Capitaine général de Cuba à C. Collantès. Prise par Juarez de la Maria-Conception</i>	—	—	239
	24	<i>Pacheco à C. Collantès, Ses efforts de pacification</i>	—	—	228
Nov.	7	<i>O'Donnell à Pacheco, Neutralité recommandée aux Espagnols</i> ...	—	—	203
	12	<i>Serrano, Blocus de la Vera-Cruz</i>	—	—	240
	28	<i>Pacheco à C. Collantès, Etat critique de Miramon</i>	—	—	232
Déc.	1	<i>Dubois de Saligny à Serrano, Situation</i>	—	—	243
	12	<i>Serrano, Situation du Mexique</i>	—	—	241
	20	<i>Circulaire La Reintrie, Opposition des États-Unis</i>	—	IV	142
	23	<i>Pacheco à O'Donnell, Réponse au 7 novembre</i>	—	—	204
	26	<i>Pacheco, Entrée de Juarez à Mexico</i>	—	—	262
	26	<i>Ortega à Pacheco, Son entrée à Mexico</i>	—	—	268
	26	<i>Pacheco à Ortega, Réponse</i>	—	—	268

1861

Jany.	7	<i>Mémoire à Jecker, Bons mexicains</i>	—	IV	155
	7	<i>Jecker à Dubois de Saligny, Procédés de Juarez</i>	—	—	158
	12	<i>Ordre d'expulsion contre Pacheco</i>	—	—	271
	13	<i>Réponse Pacheco à 12 Janvier</i>	—	—	271
	15	<i>Pacheco à C. Collantès, Son expulsion</i>	—	—	269
	25	<i>Circulaire C. Collantès, Expulsion Pacheco</i>	—	—	283
	27	<i>Pacheco à Dubois de Saligny, Incidents de son voyage</i>	—	—	278
	30	<i>Russell à Wyke, Instructions</i>	—	IV	1
Fév.	14	<i>Pacheco à C. Collantès, Sa sortie du territoire</i>	—	—	272
	14	<i>Le Nonce à Dubois de Saligny, Événements de Vera-Cruz</i>	—	—	281
	21	<i>Circulaire Zasco, Expulsion de Pacheco</i>	—	—	384

MEXIQUE (Suite)

1861

Mars.	3	<i>Circulaire Seward</i> , Opinion des Etats-Unis.....	62	II	30
	18	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel</i> , Assassinats à Mexico.....	—	—	279
	28	— Liquidation convenue avec Zasco.....	—	—	280
Avril.	3	<i>Mon à C. Collantès</i> , Expulsion de Pacheco.....	—	III	283
	5	<i>Mathew à Russell</i> , Réclamations anglaises.....	—	IV	7
	6	<i>Seward à Corwin</i> , Instructions.....	62	I	424
	28	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel</i> , Dangers de la situation.....	—	—	281
	29	<i>Dubois de Saligny à Serrano</i> , État du Mexique.....	—	III	286
Mai.	12	<i>Mathew à Russell</i> . Idem.....	—	IV	9
	27	<i>Wyke à Russell</i> , Argent volé à la légation anglaise.....	—	—	12
	27	— Position actuelle du Mexique.....	—	—	13
	29	<i>Corwin à Seward</i> , Consuls des Etats-Unis à leur poste.....	—	I	427
	29	<i>Décret</i> suspendant paiement de la dette intérieure.....	—	IV	17
Juin.	4	<i>Décret Zuloaga</i> Au sujet de Juarez.....	—	—	21
	12	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel</i> , Entrevue avec Guzman.....	—	I	281
	15	<i>Serrano à C. Collantès</i> , La Fuente, ministre à Madrid.....	—	III	289
	24	<i>Wyke à Russell</i> , Réclamations anglaises.....	—	IV	15
	24	— Offres du gouvernement mexicain.....	—	—	18
	24	<i>Seward à Corwin</i> , Garanties aux citoyens américains.....	—	—	144
	24	<i>Wyke à Russell</i> , Emploi de moyens correctifs.....	—	—	19
	26	<i>C. Collantès à Cuba</i> , Lenteur du Mexique à donner les satisfactions voulues.....	—	III	288
	28	<i>Wyke à Russell</i> , Marche des événements politiques.....	—	IV	22
	29	<i>Corwin à Seward</i> , Bonnes dispositions à l'égard des Etats-Unis..	—	I	428
	29	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel</i> , Exactions contre les étrangers..	—	—	282
	29	<i>Corwin à Seward</i> , Etat général du Mexique.....	—	IV	145
Juillet	5	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel</i> , Refus du Mexique de remettre les fonds volés à la Convention française.....	—	I	283
	9	<i>C. Collantès à Serrano</i> , Demande de charger M. Dubois de Saligny de la protection des Espagnols.....	—	III	289
	11	<i>Wyke à Russell</i> , Assassinat d'un Anglais.....	—	IV	23
	17	<i>Décret</i> , Suspension du paiement de la dette étrangère.....	—	—	29
	21	<i>Zamacona à Wyke</i> , Motifs du décret du 17.....	—	—	23
	24	<i>Traité Belgique</i> , Amitié.....	63	—	357
	26	<i>Wyke à Russell</i> , Décret du 17 juillet.....	—	—	23
	27	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel</i> , Idem.....	62	I	283
	29	<i>Corwin à Seward</i> , Conseil d'un traité financier avec le Mexique..	—	IV	146
	29	<i>Instructions La Fuente</i> , ministre à Paris.....	—	—	147
	30	<i>Seward à Corwin</i> , En faveur de la consolidation du gouvernement actuel au Mexique.....	—	—	145
Août.	2	<i>Jugement</i> contre voleurs de fonds de la légation anglaise.....	—	—	45
	4	<i>Dubois de Saligny à Thouvenel</i> , Manceuvres contre les Français..	—	I	284
	12	<i>Wyke à Russell</i> , Jugement contre les voleurs des fonds britanniques.....	—	IV	44
	18	<i>Protestation du Corps diplomatique à Mexico</i> , Attentat contre Dubois de Saligny.....	—	—	49
	18	<i>Zamacona à Wagner</i> , Réponse à protestation.....	—	—	49
	21	<i>Russell à Wyke</i> , Approbation de sa conduite.....	—	—	23
	21	<i>Wagner à Zamacona</i> , Attentats contre les étrangers.....	—	—	51
	23	<i>Wyke à Russell</i> , Insultes au ministre de France.....	—	—	48
	24	— Emprunt forcé du gouvernement mexicain.....	—	—	52
	24	<i>Seward à Corwin</i> , Circulaire La Reintrie du 20 décembre 1860..	—	—	144
	26	<i>Mémoire</i> <i>Wyke</i> , Convention britannique.....	—	—	53
	31	<i>Russell à Wyke</i> , Approbation de sa conduite.....	—	—	33
Sept.	2	<i>Seward à Corwin</i> , Traité financier avec le Mexique.....	—	—	146
	4	<i>Conférence La Fuente et Thouvenel</i> , Décret du 17 juillet.....	—	—	146

MEXIQUE (Suite)

1861

Sept.	5	Cowley à Russell, Adjonction de l'Espagne aux mesures contre le Mexique.....	62	IV	33
	6	Thouvenel à Saligny, Ordre de quitter le Mexique.....	—	I	284
	6	C. Collantès à Mon, L'Espagne décidée à agir contre le Mexique.....	—	III	290
	9	Thouvenel à Flahault, Instructions à Saligny.....	—	I	286
	10	Isturitz à C. Collantès, Entente entre la France et l'Angleterre.....	—	III	291
	10	Russell à Wyke, Rupture avec le Mexique.....	—	IV	33
	10	Cowley à Russell, Ordre à Serrano de prendre Vera-Cruz.....	—	—	34
	10	Lyons à Russell, Traité financier des États-Unis.....	—	—	37
	11	C. Collantès à Isturitz, Action des trois Puissances.....	—	III	291
	11	C. Collantès au gouverneur de Cuba, Instructions.....	—	—	292
	13	Crampton à Russell, Assurances de désintéressement de l'Espagne.....	—	IV	36
	16	C. Collantès à Tassara, Instructions du 11 septembre.....	—	III	297
	16	Crampton à Russell, Mesures préparatoires de l'Espagne à Cuba.....	—	IV	38
	17	Isturitz à C. Collantès, Action isolée ou commune de l'Espagne.....	—	III	298
	17	Cowley à Russell, Conférence Mon, action commune.....	—	IV	34
	21	Crampton à Russell, Proposition aux États-Unis de coopérer au Mexique.....	—	—	75
	23	C. Collantès à Mon, Proposition aux États-Unis de coopérer au Mexique.....	—	III	299
	23	Isturitz à Russell, Action de l'Espagne.....	—	—	301
	23	Russell à Cowley, Intervention de la Grande-Bretagne.....	—	IV	38
	23	Russell à Crampton, Action de l'Espagne.....	—	—	38
	24	Isturitz à C. Collantès, Sa lettre du 23 à Russell.....	—	III	300
	24	Cowley à Russell, Entente avec la France.....	—	IV	40
	24	Crampton à Russell, Douanes de Vera-Cruz.....	—	—	59
	26	Dubois de Saligny à Thouvenel, Attentats contre les Français.....	—	I	287
	27	Russell à Cowley, Inquiétudes des États-Unis au sujet d'une intervention collective.....	—	IV	41
	27	Russell à Crampton, Dangers d'une intervention.....	—	—	43
	28	Russell à Wyke, Départ éventuel de Mexico.....	—	—	43
	29	Wyke à Russell, État du Mexique.....	—	—	62
	30	Russell à Cowley, Danger d'une intervention.....	—	—	56
Oct..	2	Cowley à Russell, Conversation Thouvenel.....	—	—	57
	3	Lettre Russell, Intervention anglaise.....	61	—	399
	5	Russell à Cowley, Idem.....	62	—	58
	8	C. Collantès à Mon et Isturitz, Vues de l'Espagne.....	—	III	305
	9	C. Collantès à Isturitz, Portée de l'intervention.....	—	—	301
	9	Crampton à Russell, Vues de C. Collantès.....	—	IV	60
	10	Cowley à Russell, Réponse à 5 octobre.....	—	—	59
	10	C. Collantès à Mon, Conclusion prompt de la Convention.....	—	III	302
	10	Mon à C. Collantès, Vues de la France.....	—	—	303
	12	— Vues identiques de la France.....	—	—	303
	12	Russell à Cowley, Dépêche du 5 octobre.....	—	IV	60
	12	Lyons à Russell, Offres des États-Unis.....	—	—	62
	13	Mon à C. Collantès, Entrevue Thouvenel.....	—	III	304
	13	— Éventualités monarchiques.....	—	—	313
	14	Tassara à C. Collantès, Conférence Seward.....	—	—	316
	14	Seward à Schwartz (Madrid), Hostilités de l'Espagne.....	—	—	317
	16	Saligny à Thouvenel, État du pays empiré.....	—	I	289
	21	Corwin à Seward, Traité financier.....	—	IV	149
	23	C. Collantès à Isturitz et Mon, Projet de Convention.....	—	III	309
	28	Wyke à Russell, État général du Mexique.....	—	IV	65
	28	— Négociations pour conclusion d'une Convention.....	—	—	65
	30	Thouvenel à Saligny, Envoi d'une division navale française.....	—	I	289
	30	Russell à l'amirauté, Forces anglaises à envoyer.....	—	IV	63

MEXIQUE (Suite)

1861

Oct..	31	<i>Convention Espagne, France, Grande-Bretagne, Expédition au Mexique.</i>	62	I	290
	31	<i>Lettre anonyme relative à l'expédition.</i>	—	III	335
Nov..	1	<i>Russell à Wyke, Ordre de se rendre à la Jamaïque.</i>	—	IV	63
	7	<i>C. Collantès à Tassara, Circulaire de la Convention du 31 octobre.</i>	—	III	304
	10	<i>C. Collantès à Mon, Possibilité d'un départ prématuré de l'expédition espagnole.</i>	—	—	316
	11	<i>Thouvenel à Jurien de la Gravière, Instructions.</i>	—	I	295
	11	— Griefs de la France,.....	—	—	298
	11	<i>Saligny à Zamacona, Communications de l'Espagne.</i>	—	III	121
	12	<i>Robles à Saligny, Intervention étrangère.</i>	—	—	341
	15	<i>Saligny à Thouvenel, Conditions exigées par la France.</i>	—	I	304
	15	<i>Russell à Wyke, Interdiction d'employer les soldats anglais à une expédition à l'intérieur.</i>	—	III	64
	16	<i>C. Collantès à Tassara, Refus d'accepter l'offre des Etats-Unis de se charger des créances espagnoles.</i>	—	—	319
	17	<i>C. Collantès à Prim, Instructions.</i>	—	—	320
	18	<i>Mon à C. Collantès, Augmentation du corps expéditionnaire français.</i>	—	—	323
	18	<i>Saligny à Zamacona, Demande de réponse à 11 novembre.</i>	—	—	330
	19	<i>Zamacona à Saligny, Réponse à 11 et à 18 novembre.</i>	—	—	330
	21	<i>Saligny à Zamacona, Réponse à 19 novembre.</i>	—	—	333
	22	<i>Saligny à Serrano, Ses négociations avec Zamacona.</i>	—	—	327
	22	— Intention du gouvernement mexicain.....	—	—	336
	22	<i>Note d'un officier général mexicain, Etat de l'armée mexicaine.</i>	—	—	340
	23	<i>Décret Abrogeant loi du 17 juillet.</i>	—	IV	69
	24	<i>Saligny à Serrano, Marche des troupes mexicaines.</i>	—	III	342
	26	<i>Serrano à C. Collantès, Raisons pour accélérer le départ des troupes espagnoles.</i>	—	—	323
	28	<i>Saligny à Thouvenel, Nouvelle contribution extraordinaire du gouvernement mexicain.</i>	—	I	305
	28	<i>Russell à Cowley, Demandes au Mexique.</i>	—	IV	67
	28	<i>Wyke à Russell, Rejet de la Convention financière avec les Etats-Unis.</i>	—	—	68
	29	<i>Corwin à Seward, Rejet de la Convention financière avec les Etats-Unis.</i>	—	—	150
	29	<i>Saligny à Serrano, Désarroi du gouvernement mexicain.</i>	—	III	343
Déc..	2	<i>Arras à Saligny, Intention du gouvernement mexicain de terminer pacifiquement le différend avec l'Espagne.</i>	—	—	357
	3	<i>Cowley à Russell, Réponse à 28 novembre.</i>	—	IV	67
	5	<i>Circulaire du gouvernement mexicain, Protection aux étrangers.</i>	—	—	75
	9	<i>C. Collantès à Mon, Réponse à 13 octobre.</i>	—	III	314
	13	<i>C. Collantès à Serrano, Approbation de ses mesures.</i>	—	—	323
	15	<i>Crampton à Russell, Réclamations espagnoles.</i>	—	IV	68
	15	<i>C. Collantès à Prim, Offres des Etats-Unis.</i>	—	III	324
	15	<i>C. Collantès, Départ prématuré de l'expédition espagnole.</i>	—	—	326
	15	<i>Serrano à C. Collantès, Correspondance Saligny et Zamacona.</i> ...	—	—	327
	15	— Départ de l'expédition espagnole.....	—	—	334
	21	<i>Lyons à Russell, Projet de Convention Corwin.</i>	—	IV	70
	22	<i>Saligny à Serrano, Son arrivée à la Vera-Cruz.</i>	—	III	355
	26	<i>Ceballos à C. Collantès, Premières opérations de l'Espagne à la Vera-Cruz.</i>	—	—	350
	28	<i>Saligny à Thouvenel, Arrangement convenu avec Zarco.</i>	—	I	280
	29	<i>Wyke à Russell, Dispositions du peuple mexicain.</i>	—	IV	76

MEXIQUE (Suite)

1862

Janv.	4	Rapport Serrano, Premières opérations espagnoles à la Vera-Cruz.....	62	III	348
	8	Isturitz à C. Collantès, Départ prématuré des troupes espagnoles pour la Vera-Cruz.....	—	—	345
	10	Proclamation de l'Espagne, de la France et de la Grande-Bretagne Au peuple mexicain.....	—	—	359
	12	— Note sur l'expulsion des Espagnols de Tampico.....	—	—	361
	12	Réclamations de la France.....	—	—	367
	12	Réclamations de la Grande-Bretagne.....	—	—	369
	12	Ultimatum de la France.....	63	I	302
	13	Prim à C. Collantès, Premières opérations des alliés.....	62	III	359
	14	— Dissentiments entre les plénipotentiaires alliés.....	—	—	361
	14	Notes des commissaires plénipotentiaires.....	—	—	363
	14	Réclamations de l'Espagne.....	—	—	370
	16	Isturitz à Russell, Départ prématuré de l'expédition espagnole.....	—	IV	70
	16	Wyke à Russell, Entrevue Prim et Jurien de la Gravière.....	—	—	84
	16	— Première conférence entre les commissaires, 9janvier.....	—	—	85
	17	— Deuxième conférence, 10 janvier.....	—	—	85
	17	Barrot à C. Collantès, Augmentation du corps expéditionnaire français.....	—	III	346
	18	Wyke à Russell, Troisième conférence, 13 janvier.....	—	IV	85
	18	Thouvenel à Mon, Augmentation du corps français.....	—	III	347
	19	Wyke à Russell, Désaccord de commissaires alliés.....	—	IV	85
	20	Russell à Cowley, Augmentation du corps français.....	—	—	72
	22	C. Collantès à Prim, Projets de monarchie.....	—	III	346
	22	C. Collantès à Mon, Réponse à 18 janvier.....	—	—	348
	23	Doblado aux Commissaires alliés, Rendez-vous à Orizaba.....	—	—	376
	23	Russell à Isturitz, Départ prématuré du corps espagnol.....	—	IV	71
	23	Russell à Crampton, Idem.....	—	—	72
	24	Napoléon III à Prim, Lettre.....	—	III	446
	24	Cowley à Russell, Candidature Maximilien.....	—	IV	73
	26	Corwin à Seward, Traité à conclure.....	—	—	150
	27	Prim à C. Collantès, Réclamations des trois Puissances.....	—	III	366
	27	Russell à Wyke, Changement de gouvernement.....	—	IV	74
	28	Prim à C. Collantès, Interdiction à Miramon de débarquer.....	—	III	373
	30	Wyke à Russell. Idem.....	—	IV	90
	30	— Accueil du gouvernement mexicain aux Commissaires alliés.....	—	—	90
	30	Crampton à Russell, Départ prématuré de l'expédition espagnole.....	—	—	78
	31	Prim à C. Collantès, Réponse du gouvernement aux Commissaires alliés.....	—	III	375
	31	Crampton à Russell, Candidature Maximilien.....	—	IV	79
Fév.	1	C. Collantès à Isturitz, Départ prématuré du corps espagnol.....	—	III	351
	2	Note des Commissaires, Intentions pacifiques.....	—	—	381
	3	Lyons à Russell, Traité des États-Unis.....	—	IV	81
	4	Crampton à Russell, Candidature Maximilien.....	—	—	79
	5	Russell à Bloomfield, Idem.....	—	—	77
	5	Cowley à Russell, Assurances de la France.....	—	—	78
	6	Prim à C. Collantès, Expulsion de Miramon.....	—	III	379
	6	Doblado aux Commissaires alliés, Réponse à 2 février.....	—	—	388
	6	Bloomfield à Russell, Candidature Maximilien.....	—	IV	80
	7	C. Collantès à Isturitz, Etablissement monarchique.....	—	III	353
	9	Commissaires alliés à Doblado, Réponse à 6 février.....	—	—	389
	10	Zaragoza à Prim, Sommation.....	—	—	390
	10	Commissaires alliés à Zaragoza, Réponse à 10 février.....	—	—	390

MEXIQUE (Suite)

1862

Fév..	11	Commissaires alliés à Doblado. Note Zaragoza.....	62	III	391
	12	Wyke à Russell, Septième conférence des Commissaires.....	—	IV	101
	13	Doblado aux Commissaires alliés, Réponse à 11 février.....	—	III	392
	13	Russell à Bloomfield, Candidature Maximilien.....	—	IV	80
	13	Bloomfield à Russell, Réponse à 5 février.....	—	—	81
	16	Conférences (7 à 11), Commissaires alliés.....	—	III	387
	17	Lyons à Russell, Traité États-Unis.....	—	IV	91
	18	Circulaire C. Collantès, Réclamations des alliés.....	—	III	358
	19	Douzième conférence, Commissaires alliés.....	—	—	395
	19	Convention de la Soledad.....	—	II	188
	20	Prim à C. Collantès, Convention de la Soledad.....	—	III	382
	21	C. Collantès à Prim, Réponse à 14 janvier.....	—	—	365
	21	Cowley à Russell, Proclamation des alliés.....	—	IV	82
	22	Wyke à Russell, Entrevue Prim et Doblado.....	—	—	101
	23	— Situation du gouvernement mexicain.....	—	—	102
	24	Treizième conférence, Commissaires alliés.....	—	III	402
	24	Russell à Wyke, Désapprouve proclamation des alliés.....	—	IV	82
	25	— Idem.....	—	—	83
	26	Quatorzième conférence, Commissaires alliés.....	—	III	402
	26	Wyke à Russell, Arrangement de douanes des alliés.....	—	IV	102
	26	Barrot à Thouvenel, Désapprobation par l'Espagne de la conduite des Commissaires alliés.....	63	I	316
	27	Prim à C. Collantès, Marche des troupes alliées.....	62	II	407
	28	Thouvenel à Saligny, Modification de l'ultimatum de la France... 63	I	304	
	28	Isturitz à C. Collantès, Réponse à 1 ^{er} et 18 février.....	62	III	358
	28	Cowley à Russell, Blâme par la France des Commissaires français. —	IV	83	
	28	— Désaccord des Commissaires alliés.....	—	—	83
	28	Lyons à Russell, Rejet du Traité Corwin par le Sénat de Was- hington.....	—	—	99
Mars.	1	Russell à Cowley, Réponse à 28 février.....	—	—	84
	1	Wyke à Russell, Renvoi de soldats anglais aux îles Bermudes... —	—	—	103
	1	— Candidature Maximilien.....	—	—	103
	2	Dunlop à Milne, Rembarquement des soldats de marine anglais.. —	—	—	104
	2	Quinzième conférence, Commissaires alliés.....	—	III	402
	3	Russell à Cowley, Réclamations françaises.....	—	IV	91
	3	Lyons à Russell, Motifs du rejet du Traité Corwin.....	—	—	100
	4	Russell à Wyke, Espoir d'une solution amiable.....	—	—	90
	4	— Réserves contre proclamation des commissaires alliés. —	—	—	91
	4	Dunlop à Milne, Peu de chances de la candidature Maximilien... —	—	—	104
	5	Cowley à Russell, Réponse à 3 mars.....	—	—	94
	6	— Progrès des idées monarchiques au Mexique... —	—	—	94
	7	Thouvenel à Flahault, Approbation de l'ultimatum Saligny du 12 janvier.....	63	I	306
	7	C. Collantès à Prim, Réponse à 27 janvier.....	62	III	371
	7	— Contributions de guerre Juarez aux étrangers. —	—	—	374
	7	— Les offres Doblado insuffisantes.....	—	—	378
	7	— Regrets de l'expulsion de Miramon.....	—	—	379
	7	— Distinction à faire entre le gouvernement et le peuple au Mexique.....	—	—	381
	8	Russell à Cowley, Réponse à 5 mars.....	—	IV	94
	11	Flahault à Thouvenel, Réponse à 7 mars.....	63	I	311
	11	Russell à Cowley, Réclamations Jecker.....	62	IV	95
	12	Thouvenel à Flahault, Réclamations étrangères.....	63	I	312
	14	Thouvenel à Saligny, Ultimatum du 12 janvier.....	—	—	313
	14	Cowley à Russell, Réponse à 11 mars.....	62	IV	96
	14	— Regrets Thouvenel sur retraite des soldats anglais. —	—	—	98

MEXIQUE (Suite)

1862

Mars.	15	Russell à Wyke, Ordre d'appuyer les réclamations françaises.....	62	IV	98
	17	Prim à C. Collantès, Arrivée du général Lorencez.....	—	III	407
	17	Prim à Napoléon III, Réponse à 24 janvier.....	—	—	447
	19	Muro à C. Collantès, Marche de l'armée alliée dans l'intérieur....	—	—	382
	20	Jurien de la Gravière à Prim, Conduite des Commissaires français....	—	—	414
	21	Prim à Jurien de la Gravière, Réponse à 20 mars.....	—	—	414
	22	C. Collantès à Prim, Son avis sur la Convention de la Soledad....	—	—	392
	22	Chargé d'affaires à Londres à C. Collantès, Embarquement de Miramon.....	—	—	403
	23	Barrot à Thouvenel, Opinion du cabinet de Madrid sur la Con- vention de la Soledad.....	63	I	318
	23	Prim à Jurien de la Gravière, Seconde lettre.....	62	III	419
	23	Prim et Wyke aux Commissaires français, Invitation à une con- férence.....	—	—	420
	23	Mémoire à C. Collantès, Convention de la Soledad.....	63	I	319
	24	Jurien de la Gravière à Wyke et à Prim, Motifs de sa conduite....	62	IV	110
	26	Russell à Crampton, Réclamations de l'Espagne contre l'expul- sion de Miramon.....	—	—	101
	26	Jurien de la Gravière à Doblado, Mouvement des troupes françaises....	—	—	113
	27	Wyke à Russell, Arrivée d'Almonte.....	—	—	108
	27	Wyke à Jurien de la Gravière, Réponse à 24 mars.....	—	—	112
	28	Flahault à Thouvenel, Désapprobation Russell marche des Com- missaires alliés.....	63	I	315
	29	Prim à C. Collantès, Désaccord entre les Commissaires alliés....	62	III	410
	29	Jurien de la Gravière à Wyke, Retraite des troupes françaises jusqu'à Cordova.....	—	IV	114
	29	Wyke à Jurien de la Gravière, Réponse.....	—	—	117
	29	Wyke à Russell, Exécution du général Robles.....	—	—	121
	31	Jurien de la Gravière à Wyke, Réponse à 29 mars.....	—	—	119
	31	Thouvenel à Saligny, Désapprouve la Convention de la Soledad....	63	I	315
Avril.	1	Thouvenel à Barrot, Réponse à 23 mars.....	—	—	319
	1	Russell à Wyke, L'Angleterre ne veut pas d'un protectorat.....	62	IV	104
	1	Wyke à Jurien de la Gravière, Réponse à 31 mars.....	—	—	119
	2	Russell à Cowley, Approuve la Convention de la Soledad.....	—	—	105
	2	Note Moniteur français, Désapprouve, idem.....	—	—	106
	3	Jurien de la Gravière à Wyke, Réponse à 1 ^{er} avril.....	—	—	120
	3	Seward à Corwin, Empêcher que les ressources du Mexique soient engagées aux Puissances.....	—	—	151
	9	Conférence d'Orizaba entre les Commissaires alliés.....	—	III	421
	9	Muro à C. Collantès, Refus Thouvenel de la Conférence proposée par l'Espagne.....	—	—	403
	9	Commissaires alliés à Doblado, Annonce de l'action séparée des trois Puissances.....	—	—	434
	9	Commissaires français à Doblado, Refus de livrer Almonte.....	—	—	434
	10	Russell à Crampton, Approuve Convention de la Soledad.....	—	IV	106
	10	Crampton à Russell, Débats des Cortès.....	—	—	107
	10	— L'Espagne approuve la Convention de la Soledad....	—	—	107
	10	Doblado à Prim, Espoir d'une entente.....	—	III	436
	12	Russell à Cowley, Existence d'un parti monarchique.....	—	IV	106
	12	Wyke à Russell, Son intention de partir pour New-York.....	—	—	129
	12	Crampton à Russell, Vues de l'Espagne sur la Convention de la Soledad.....	—	—	107
	12	Doblado aux Commissaires alliés. Réponse à Note du 9 avril....	—	III	437
	12	Thouvenel à Dubois de Saligny.....	63	I	320
	15	Thouvenel à Barrot.....	—	—	321
Mai..	14	Réclamations, Sujets espagnols.....	—	II	23

MEXIQUE (Suite)

1862

Mai..	14	Wagner à Ceballos, Idem.....	63	II	26
	18	Ceballos à Collantès, Situation.....	—	—	21
	21	Collantès à Muro, Rupture d'Orizaba.....	—	—	18
	27	Muro à Collantès, Idem.....	—	—	20
	27	Ceballos à Collantès, Dispositions du Mexique.....	—	—	27
	31	Thouvenel à Dubois de Saligny, Attitude des plénipotentiaires français.....	—	I	322
Juin.	10	Thouvenel à Barrot, Désaccord avec l'Espagne.....	—	—	323
	23	Dubois de Saligny à Thouvenel, Protestations des Français de Mexico.....	—	—	330
	30	Napoléon III à Lorencex.....	—	II	72
Juill.	3	Napoléon III à Forey, Politique de la France.....	—	I	328
	7	C. Collantès à Ceballos, Protection des sujets espagnols.....	—	II	26
	7	— L'Espagne ne traitera pas en particulier avec le Mexique.....	—	—	27
	8	Thouvenel à Dubois de Saligny, Pleins pouvoirs à Forey.....	—	I	328
	17	Dubois de Saligny à Thouvenel, Attentat contre un Français.....	—	—	331
	29	C. Collantès au marquis de la Havane à Paris, Instructions.....	—	II	20
Août.	20	Dubois de Saligny à Thouvenel, Dépêche du 23 juin.....	—	I	332
	30	Ordre du jour Forey à la Martinique.....	—	II	73
Sept.	24	Proclamation Forey à la Vera-Cruz.....	—	—	74
	24	Ordre général du général Forey.....	—	—	75
Oct..	2	Dubois de Saligny à Thouvenel, Situation des finances à Mexico..	—	I	332
	6	Dubois de Saligny à Thouvenel, Idem.....	—	—	333
	7	Mercier à Thouvenel, Ordre Butler 24 septembre.....	—	—	286
	8	Dubois de Saligny à Thouvenel, Emprisonnement des Français...	—	—	333
	11	— Violences contre les Français.....	—	—	334
	14	Thouvenel à Flahault, Convention du Mexique.....	—	—	296
	15	Thouvenel à Barrot, Éventualité d'un archiduc d'Autriche comme souverain.....	—	—	299
	21	Barrot à Thouvenel, Répugnances du cabinet espagnol pour la Convention.....	—	—	300
	22	Proclamation Forey à Cordova.....	—	II	76
	24	Marquis de la Havane à C. Collantès.....	—	—	30
	29	Drouyn de Lhuys au marquis de la Havane.....	—	I	338
	31	Marquis de la Havane à Drouyn de Lhuys, Moyens de renouer l'accord.....	—	II	31
		Marquis de la Havane à Drouyn de Lhuys, Participation de l'Espagne.....	—	I	336
Nov..	3	Proclamation Forey.....	—	II	76
	6	Barrot à Thouvenel, Instructions discrétionnelles au commandant espagnol.....	—	I	301
	24	C. Collantès au marquis de la Havane, Accord avec la France...	—	II	32
	29	Marquis de la Havane à Drouyn de Lhuys, Dépêche du 29 octobre..	—	I	340
Déc..	1	Drouyn de Lhuys au marquis de la Havane, Dépêche 29 octobre..	—	—	340
	19	Note Barrot, Discours C. Collantès.....	—	II	33
	22	Drouyn de Lhuys à Barrot, Idem.....	—	I	335
	23	— Idem.....	—	—	341
	31	C. Collantès au marquis de la Havane, Attitude du gouvernement espagnol.....	—	II	32

1863

Janv.	3	C. Collantès à Barrot, Réponse à note du 19 décembre.....	63	II	35
	6	Barrot à Collantès, Réponse à note du 3.....	—	—	36
	7	Discours Mon.....	—	—	38
	8	Discours Collantès, Réponse au discours Mon.....	—	—	54
	12	Proclamation Almonte.....	—	—	78

MEXIQUE (Suite)

1863

Fév..	15	Proclamation Forey.....	63	II	80
	17	Ordre du jour Forey.....	—	III	93
Avril.	3	Mercier à Drouyn de Lhuys, Opinion Seward.....	—	IV	278
Mai..	23	Seward à Banks, Expédition sur le Rio-Grande.....	64	I	326
Juin..	12	Napoléon III à Forey. Après prise de Puebla.....	63	III	94
Juillet	10	Résolution de l'assemblée. Offre de la couronne à Maximilien....	64	—	298
Août.	14	Drouyn de Lhuys à Bazaine, Approuvant vote du 10 juillet.....	63	IV	287
	17	— Vues de la France.....	—	—	288
Sept..	26	Seward à Dayton, Vues du président des États-Unis.....	64	I	327
Oct..	2	Discours Gutierrez à Maximilien, Offre de la couronne.....	—	III	299
		Réponse Maximilien.....	—	—	302
	15	Drouyn de Lhuys à Bazaine, Indemnité de guerre à réclamer... 63	IV	291	
	23	Seward à Dayton, Incidents de la guerre.....	64	I	329
Nov..	17	Drouyn de Lhuys à Montholon, Développement des rapports commerciaux.....	65	III	72

1864

Janv.	16	<i>Général Nègre à l'archevêque La Bastida</i>	64	III	303
		<i>Réponse de l'archevêque</i>	—	—	304
Mars.	4	<i>Proclamation</i> , Annulation des contrats avec Juarez.....	—	—	306
Avril.	7	<i>Seward à Dayton</i> , Vote du 4 avril de la Chambre des représentants —	—	—	370
	10	<i>Discours Gutierrez à Maximilien</i> , Offre de la couronne.....	—	—	307
	10	<i>Réponse Maximilien</i>	—	—	310
	10	<i>Décret</i> , Almonte lieutenant de l'empire.....	—	—	314
	10	<i>Décrets</i> , Emprunt mexicain.....	—	—	314
	10	<i>Convention France</i> , Séjour des troupes françaises.....	—	—	312
	22	<i>Dayton à Seward</i> , Vote de la Chambre des représentants des États Unis.....	—	—	379
Mai..	2	— Réponse à 7 avril.....	—	—	380
	7	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Vote de la Chambre des représentants des États-Unis.....	—	—	381
	9	<i>Seward à Dayton</i> , Dépêche du 22 avril.....	—	—	380
	20	<i>Proclamation Almonte</i>	—	—	395
	21	<i>Seward à Dayton</i> , Réponse à 2 mai.....	—	—	381
	29	<i>Proclamation Maximilien</i> , Arrivée à la Vera-Cruz.....	—	—	396
Juin.	15	<i>Discours Montholon</i> , Présentation de lettres de créance.....	—	IV	256
Juillet	6	<i>Lettre Maximilien au président de la commission des finances</i> ...	—	III	397
	27	<i>Circulaire de la Vega</i> , Individus déposant les armes.....	—	IV	34
	29	<i>Décret</i> , Levée du blocus des ports.....	—	—	35
Août.	3	<i>Maximilien à Ramirez</i> , Administration de la justice.....	—	—	36
	7	<i>Maximilien à Velasquez</i> , Presse.....	—	—	36
Oct..	18	<i>Pie IX à Maximilien</i> , Annonce de l'envoi d'un représentant à Mexico.....	65	II	175
Nov..	3	<i>Maximilien à Velasquez de Léon</i> , Mesures pour assurer la paix... —	—	—	178
	3	<i>Circulaire Maximilien aux préfets</i>	—	—	179
	9	<i>Décret Maximilien</i> , Nomination des commissaires pour surveiller l'administration.....	—	—	184
Déc..	4	<i>Décret Maximilien</i> , Création d'un Conseil d'Etat.....	—	—	186
	27	<i>Maximilien à Escudero</i> , Question des biens du clergé.....	—	—	188
	29	<i>Meglia à Ramirez</i> , Note du 27.....	—	—	189

1865

Janv.	21	<i>Ramirez à Meglia</i> , Réponse à 29 décembre.....	—	—	191
Fév..		<i>Maximilien aux archevêques</i> , Réponse à mémoire sur question des biens du clergé.....	—	—	198
	26	<i>Décret Maximilien</i> , Règlement de l'exercice des cultes.....	—	—	200

MEXIQUE (Suite)

1865

Fév.. 26	<i>Décret Maximilien</i> , Désamortissement des biens ecclésiastiques...	65 II	201
Mars. 5	<i>Antonelli à Aguilar</i> , Lettre Maximilien du 27 décembre 1864....	— —	205
29	<i>Décret France</i> , Restitution des navires marchands mexicains capturés par les bâtiments français.....	— III	26
Avril. 10	<i>Statut provisoire de l'empire</i>	— —	252
Août. 1	<i>Décret impérial</i> , Immigration étrangère.....	— IV	123
5	<i>Circulaire ministère travaux publics</i> , idem.....	— —	—

PARAGUAY.

CANSTATT (affaire), ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE PARAGUAY.

1859

Août. 25	<i>Vasquez à Russell</i> , Exposition de l'incident.....	62 II	398
Déc.. 13	<i>Lopez à de La Pesta</i> , Attaque de Tacuari.....	— —	401

1860

Mars. 3	<i>Avis du docteur Phillimore</i>	62 II	418
Avril. 23	<i>Russell à Calvo</i> , Refus de le reconnaître comme chargé d'affaires.....	— —	407
	<i>Rapports Lake et Kendall à Phillimore</i>	— —	408
Sept.. 15	<i>Calvo à Russell</i> , Mémoire.....	— —	423
Oct.. 10	<i>Russell à Calvo</i> , Contre-mémoire.....	— —	436
Déc.. 5	<i>Sanchez à Calvo</i> , Porter les faits à la connaissance du gouvernement français.....	— —	460

1861

Janv. 19	<i>Deuxième consultation du docteur Phillimore</i>	62 II	452
29	<i>Troisième</i>	— —	454
Mars. 12	<i>Calvo à Thouvenel et Russell</i> , Réponse à 10 octobre.....	— —	439
Mai.. 28	<i>Calvo à Russell</i> , idem.....	— —	467
Juillet 29	— Compte rendu de ses démarches....	— —	461
Déc.. 28	<i>Déclaration Lake à Kendall</i> , Aucune inscription de Canstatt dans les fonds baptismaux d'Aldgate.....	— —	471

PÉROU.

CONFLIT HISPANO-PÉROUVIEN.

1864

Janv. 18	<i>Mazerredo à Ribeyro</i> , Remise de note Arrazola.....	65 I	209
Mars. 20	— But de sa mission au Pérou.....	— —	208
23	<i>Ribeyro à Mazerredo</i> , Réponse à 20 mars.....	— —	208
Avril. 1	— Entrevue du 30 mars.....	— —	209
12	<i>Mazerredo à Ribeyro</i> , Grievs de l'Espagne.....	— —	210
12	— Mémoire de l'Espagne.....	— —	248
13	<i>Ribeyro à Pacheco</i> , Faits depuis l'arrivée Mazerredo.....	— —	211
14	<i>Pinzon à Valle Riestra</i> , Iles Chinchas.....	— —	218
14	<i>Pinzo à Ribeyro</i> , Occupation des îles Chinchas.....	— —	220
14	<i>Déclaration Mazerredo à Pinzon</i> , idem.....	— —	221
16	<i>Ribeyro à Pinzon</i> , Réponse à 14 avril.....	— —	223
16	<i>Proclamation président Pezet</i> , Occupation des îles Chinchas....	— —	225
16	<i>Circulaire Ribeyro</i> , Corps diplomatique de Lima.....	— —	226
18	<i>Benavente à Ribeyro</i> , Réponse Bolivie à Ribeyro.....	— —	234
19	<i>Hurtado à Ribeyro</i> , Réponse Chili, idem.....	— —	237
20	<i>Déclaration corps diplomatique étranger</i> , Déclaration du 14 avril.....	— —	229
20	<i>Discours Lesseps</i> , Occupation des îles Chinchas.....	— —	220
20	<i>Réponse Pérou à Mémoire espagnol du 14</i>	— —	268
20	<i>Eldredge à Ribeyro</i> , Réponse Sandwich à circulaire du 16 avril...	— —	235

CONFLIT HISPANO-PÉRUVIEN

1864

Avril.	20	<i>Jerningham à Ribeyro</i> , Réponse Grande-Bretagne, idem.....	65	I	236
	21	<i>Réponse Ribeyro à déclaration du 20 avril</i>	—	—	232
	21	— <i>Lesseps à Ribeyro</i> , Réponse France à circulaire du 16 avril.....	—	—	236
	21	<i>Pinzon à Ribeyro</i> , Réponse à 16 avril.....	—	—	242
	21	<i>Robinson à Ribeyro</i> , Réponse États-Unis à circulaire du 16 avril..	—	—	234
	26	<i>Circulaire Pérou aux gouvernements étrangers</i>	—	—	238
	28	<i>Note Ribeyro</i> , Faits avant l'occupation des îles Chinchas	—	—	244
Mai..	1	<i>Sarmiento à Ribeyro</i> , Déclaration Confédération argentine approuvant celle du 20 avril.....	—	—	280
	3	<i>Arosemena à Ribeyro</i> , Déclaration Colombie, idem.....	—	—	281
	4	<i>Circulaire Chili aux gouvernements de l'Amérique du Sud</i> , Conflit péruvien.....	—	—	283
	5	<i>Prado à Herrera</i> , Motifs de la conduite de l'Espagne.....	—	—	292
	7	<i>Déclaration Mazerredo à Pinzon</i> , Au corps diplomatique de Lima.....	—	—	278
	16	<i>Barrenechea à Herrera</i> , Occupation des îles Chinchas.....	—	—	286
	18	<i>Herrera à Prado</i> , Réponse à 5 mai.....	—	—	292
	18	<i>Herrera à Barrenechea</i> , Réponse à 16 mai.....	—	—	294
	23	<i>Zeltner à Murillo</i> , Plaintes au président de Colombie au sujet d'insultes à lui faites.....	—	—	295
	24	<i>Circulaire Pacheco à Paris</i> , Londres et Washington.....	—	—	296
	28	<i>Ochoa à Ribeyro</i> , Le Venezuela sur le conflit.....	—	—	297
Juin.	21	<i>Mazerredo à Pacheco</i> , Attaques contre sa personne.....	—	—	299
	24	<i>Circulaire Pacheco</i> , Conflit avec le Pérou.....	—	—	306
Août.	6	<i>Hervey à Jerningham</i> , Départ Mazarredo.....	—	—	440
	10	<i>Jerningham à Ribeyro</i> , Envoi de la note du 6 août.....	—	—	439
	12	<i>Déclaration Stanley Holway</i> , Départ Mazarredo.....	—	—	441
	12	<i>Déclaration Petrie</i> , —.....	—	—	443
	24	<i>Circulaire Ribeyro</i> , Réponse à 24 juin.....	—	—	311
Sept.	9	<i>Loi du Congrès péruvien</i> , Attributions du président dans le conflit.....	—	—	444
Oct..	16	<i>Circulaire Calderon</i> , Programme du nouveau cabinet.....	—	—	445
	19	— Au congrès de Lima, Union des peuples américains.....	—	—	446
	31	<i>Déclaration du Congrès de Lima à Pinzon</i>	—	—	448
Déc..	2	<i>Réponse Pinzon à déclaration du 31 octobre</i>	—	II	146
	8	<i>Circulaire Llorente aux représentants de l'Espagne</i>	—	—	149
	22	<i>Circulaire Calderon</i> , Réponse à 8 décembre.....	—	—	157
	27	<i>Déclaration du Congrès de Lima</i> , Déclaration de guerre à l'Espagne.....	—	—	450

1865

Janv.	25	<i>Ultimatum Pareja à Calderon</i>	65	II	162
	25	<i>Bases d'arrangement proposées par l'amiral Pareja</i>	—	—	163
	27	<i>Calderon à Pareja</i> , Réponse à Ultimatum du 25.....	—	—	164
	27	<i>Traité préliminaire de paix</i>	—	—	165
	28	<i>Vivanco à Calderon</i> , Accord avec Pareja.....	—	—	167
	29	<i>Calderon à Vivanco</i> , Réponse à 28.....	—	—	170
	30	<i>Calderon aux secrétaires du Congrès</i> , Traité avec l'Espagne.....	—	—	171
	31	<i>Décret du président</i> , Clôture de la session.....	—	—	171
Fév..	2	<i>Proclamation du président à la nation, à la flotte et à l'armée</i>	—	—	173

POLOGNE (Affaires de).

1855

Mars.	26	<i>Drouyn de Lhuys à Walewski</i> , Arrangements de 1815.....	63	II	57
	28	<i>Walewski à Drouyn de Lhuys</i> , Réponse à 26 mars.....	—	—	58
Sept.	15	<i>Walewski à Persigny</i> , Traités de 1815.....	—	—	59
Oct..	15	— idem.....	—	—	61

AFFAIRES DE POLOGNE (Suite)

1856

Avril. 15	Clarendon à Palmerston, Dispositions d'Alexandre II.....	63	II	62
17	Palmerston à Clarendon, Réponse à 15 avril.....	—	—	64

1861

Mars. 1	Adresse au prince Gortchakoff, gouverneur général.....	61	II	239
9	Alexandre II à Gortchakoff, Adresse du 1 ^{er} mars.....	—	—	239
26	Ordonnances de réformes.....	—	—	240
	Rapport Tymnowski, Adresse du 1 ^{er} mars.....	—	III	149
Avril. 1	Circulaire Gortchakoff, Portée des réformes en Pologne.....	—	—	243
2	Proclamation Gortchakoff, Invitation à la prudence.....	—	—	244
5	Arrêté, Dissolution de la Société agronomique de Varsovie.....	—	—	244
9	Proclamation Gortchakoff, Événements de Varsovie du 8.....	—	—	245
9	Ordonnance du Conseil d'administration, idem.....	—	—	246
9	Avis du directeur de la police de Varsovie, idem.....	—	—	246
9	Rescrit Gortchakoff, Dissolution des délégations urbaines.....	—	—	394
Juin. 5	Oukases, Réformes dans le royaume.....	—	—	408
Août. 18	Alexandre II à Lambert, Lieutenance du royaume.....	—	IV	148
Oct. 14	Proclamation Lambert, État de siège.....	—	—	274
14	Arrêté du gouvernement militaire de Varsovie, idem.....	—	—	276

1862

Juin. 8	Ukase nommant Constantin vice-roi.....	63	II	81
8	— Wielopolski chef du gouvernement civil.....	—	—	81
8	— Confirmant Luders.....	—	—	81
8	— Organisation du gouvernement.....	—	—	82
Août. 27	Proclamation Constantin.....	—	—	83
Oct. 1	Discours Constantin, Ouverture de la session du conseil d'État.....	—	—	85
Déc. 31	White à Russell, Dissolution du conseil de Prasnyz.....	—	—	325

1863

Janv. 11	White à Russell, Arrestations à Varsovie.....	63	II	326
14	— Recrutement forcé.....	—	—	327
16	Proclamation comité national.....	—	—	338
19	Stanton à Russell, Recrutement.....	—	—	329
22	Proclamation comité national.....	—	—	339
22	—.....	—	—	359
25	Stanton à Buchanan, Mouvement révolutionnaire.....	—	—	360
25	Extrait du Journal de Saint-Petersbourg.....	—	—	333
25	Stanton à Russell, Détails.....	—	—	336
26	Napier à Russell, Recrutement forcé.....	—	—	331
26	— Revue de l'Empereur.....	—	—	335
26	Extrait du Journal de Saint-Petersbourg, idem.....	—	—	346
27	—.....	—	—	346
28	Stanton à Russell, Proclamation du comité national.....	—	—	337
29	— Nouveaux détails.....	—	—	341
29	— Rebelles jugés par cours martiales.....	—	—	342
29	Bloomfield à Russell, Inquiétudes de l'Autriche.....	—	—	342
29	— Aucune arme fournie de Cracovie.....	—	—	343
30	Murray à Russell, Impression en Saxe.....	—	—	343
Fév. 1	Proclamation du président de la province de Posen.....	—	—	367
3	Avis à la province de Lemberg.....	—	—	345
4	Extrait du Journal de Saint-Petersbourg.....	—	—	349
4	Russell à Napier, Recrutement.....	—	—	355
4	Stanton à Russell, Détails.....	—	—	356
4	Ordre du chef militaire de Varsovie.....	—	—	359
5	Bloomfield à Russell, Extension du mouvement.....	—	—	344

AFFAIRES DE POLOGNE (Suite)

1863

Fév.	6	<i>Louther à Russell</i> , Départ d'officiers prussiens pour St-Petersbourg et Varsovie.....	C3 II	345
	6	<i>Stanton à Russell</i> , Marche de l'insurrection.....	—	357
	7	<i>Napier à Russell</i> , Extrait du <i>Journal de St-Petersbourg</i>	—	347
	7	<i>Interpellation aux Chambres prussiennes</i> , Proclamation du 1 ^{er} février.....	—	368
	7	<i>Proclamation à Wilna, Kowno, Grodno et Minsk</i>	—	423
	8	<i>Napier à Russell</i> , Détails officiels.....	—	352
	8	<i>Extrait du Journal officiel de Saint-Peterbourg</i>	—	353
	9	<i>Stanton à Russell</i> , Détails.....	—	360
	10	<i>West à Russell</i> , Interpellations au parlement italien.....	—	345
	10	<i>Napier à Russell</i> , Convocation prusso-russe.....	—	375
	11	<i>Rechberg à Metternich</i> , Vues de l'Autriche.....	—	363
	11	<i>Stanton à Russell</i> , Etat de l'insurrection.....	—	362
	12	<i>Bloomfield à Russell</i> , Observation Rechberg.....	—	363
	12	— Convention des 3 puissances.....	—	365
	13	<i>Napier à Russell</i> , Nouvelles.....	—	376
	13	— Départ de renforts russes.....	—	376
	14	<i>Buchanan à Russell</i> , Convention russo-prussienne.....	—	366
	14	— Proclamation des autorités de Posen.....	—	367
	14	— Mécontentement en Prusse sur la convention.....	—	370
	14	<i>Extrait du Donau Zeitung</i> , Politique autrichienne.....	—	371
	14	<i>Ordre du jour Constantin</i>	—	372
	15	<i>Bloomfield à Russell</i> , Politique autrichienne.....	—	370
	16	<i>Bismark</i> , Réponse aux interpellations.....	—	369
	16	<i>Buchanan à Russell</i> , Départ d'officiers prussiens pour Varsovie.....	—	371
	16	<i>Ordre du jour Korff</i> , chef militaire de Varsovie.....	—	373
	17	<i>Drouyn de Lhuys à Talleyrand</i> , Convention russo-prussienne.....	—	64
	17	<i>Stanton à Russell</i> , Ordre du jour Constantin.....	—	372
	18	<i>Drouyn de Lhuys à Montebello</i> , Situation du gouvernement français.....	—	66
	18	<i>Russell à Buchanan</i> , Demande de la copie de la convention.....	—	372
	18	<i>Débats de la Chambre des députés de Prusse</i>	—	382
	19	<i>Drouyn de Lhuys à Gramont</i> , Approbation de l'attitude autrichienne.....	—	68
	19	<i>Napier à Russell</i> , Conversation Gortchakoff.....	—	387
	20	<i>Cowley à Russell</i> , Communication Drouyn de Lhuys.....	—	374
	20	<i>Malet à Russell</i> , Conduite de la Prusse blâmée en Autriche.....	—	377
	20	<i>Mémoire de la Corporation de Stettin</i>	—	386
	20	<i>Stanton à Russell</i> , Etat de choses.....	—	389
	21	<i>Drouyn de Lhuys à Gros</i> , Conduite commune des trois puissances.....	—	68
	21	<i>Russell à Cowley</i> , Conversation Gros.....	—	375
	21	<i>Buchanan à Russell</i> , Conversation Bismark.....	—	377
	21	— Débats Chambres prussiennes.....	—	380
	21	<i>Napier à Russell</i> , Entrevue Gortchakoff.....	—	383
	21	<i>West à Russell</i> , Meeting en Italie.....	—	385
	21	<i>Napier à Russell</i> , Observations Gortchakoff.....	—	388
	23	<i>Cowley à Russell</i> , Accord d'opinion de la France.....	—	385
	25	<i>Stanton à Russell</i> , Etat des esprits.....	—	290
	26	<i>Bloomfield à Russell</i> , Opinion de l'Autriche.....	—	392
	27	<i>Débats de la Chambre prussienne</i> , idem.....	—	401
	27	<i>Cowley à Russell</i> , Observations à la Prusse et à la Russie.....	—	385
	27	<i>Buchanan à Russell</i> , Conversation Bismark.....	—	393
Mars	1	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Politique vis-à-vis de la Russie.....	—	71
	1	<i>Bismark</i> , Réponse à Stettin, 20 février.....	—	410
	1	<i>Russell à Napier</i> , Opinion du gouvernement anglais.....	—	402
	2	<i>Russell à Buchanan</i> , idem.....	—	404
	2	<i>Russell à Cowley</i> , Projet de note à Berlin.....	—	405

AFFAIRES DE POLOGNE (Suite)

1863

Mars.	3	Cowley à Russell, Opinion Drouyn de Lhuys.....	63	II	406
	—	—	—	—	406
	3	Buchanan à Russell, Entrée d'insurgés sur la frontière prussienne.....	—	—	409
	4	Circulaire Russell.....	—	—	406
	4	Buchanan à Russell, Réponse Bismark du 3.....	—	—	409
	4	Cowley à Russell, Note identique.....	—	—	411
	4	Stanton à Russell, Opérations des insurgés.....	—	—	417
	4	Drouyn de Lhuys à Gros.....	—	IV	189
	5	Russell à Cowley, Demandes de l'Angleterre.....	—	II	407
	5	Buchanan à Russell, Conversation Bismark.....	—	—	412
	5	Napier à Russell, Conversation Montebello.....	—	—	417
	6	Russell à Buchanan, Convention prusso-russe.....	—	—	408
	6	Grey à Russell, Conversation Drouyn de Lhuys.....	—	—	411
	6	Proclamation autorités militaires de Varsovie aux paysans.....	—	—	422
	7	Buchanan à Russell, Convention prusso-russe.....	—	—	415
	7	— Arrestation d'étudiants à Königsberg.....	—	—	416
	7	— Entrevue Bismark.....	—	—	416
	7	Stanton à Russell, Forces russes.....	—	—	420
	7	2 ^e réponse Bismark, Adresse Stettin, 20 février.....	—	—	429
	7	Drouyn de Lhuys à Gros.....	—	IV	190
	8	Bloomfield à Russell, Conversation Rechberg.....	—	II	426
	8	Russell à Bloomfield, Conversation Apponyi.....	—	—	431
	8	Pasolini à Pepoli.....	—	IV	348
	8	Pasolini à Azzoglio.....	—	—	349
	9	Napier à Russell, Dépêche du 2.....	—	II	432
	9	Drouyn de Lhuys à Montebello.....	—	IV	191
	10	Jerningham à Russell, Opinion de la Suède.....	—	II	430
	11	Russell à Buchanan, Convention prusso-russe.....	—	—	416
	11	Stanton à Russell, Démission des Polonais au conseil d'Etat.....	—	—	425
	11	Stanton à Russell, Gouvernement provisoire.....	—	—	426
	11	Napier à Russell, Vues de la Russie pour l'amnistie.....	—	—	437
	12	Stanton à Russell, Proclamation du 6.....	—	—	421
	12	Bloomfield à Russell, Entrevue Rechberg.....	—	—	427
	14	Buchanan à Russell, Correspondance Bismark et Stettin.....	—	—	428
	14	— Politique prussienne.....	—	—	428
	14	— Convention prusso-russe.....	—	—	429
	15	Archerêque de Varsovie à Alexandre, Démission du conseil d'Etat.....	—	IV	317
	16	Cowley à Russell, Conversation Drouyn de Lhuys.....	—	II	438
	16	Drouyn de Lhuys à Montebello.....	—	IV	191
	18	Cowley à Russell, Instructions du gouvernement français.....	—	II	439
	18	Proclamation Langiewicz.....	—	—	447
	19	Bloomfield à Russell, Metternich à Vienne.....	—	—	443
	20	Howard à Russell, Opinion du Hanovre.....	—	—	444
	21	Russell à Cowley, Conduite de l'Autriche.....	—	—	439
	21	Malet à Russell, Confiance de l'Allemagne dans la politique anglaise.....	—	—	443
	21	Napoléon III à Billaut.....	—	—	444
	21	Stanton à Russell.....	—	—	446
	21	Mirastores à Diaz del Moral, Vues de l'Espagne.....	—	—	445
	21	Magenis à Russell, Vues du Portugal.....	—	—	449
	21	Cowley à Russell, Lettre Napoléon III à Billaut.....	—	—	444
	21	Pasolini à Nigra.....	—	IV	351
	22	Stanton à Russell, Défaite de Langiewicz.....	—	II	446
	22	Adresse de la noblesse de Saint-Petersbourg.....	—	—	470
	24	Stanton à Russell, Défaite de Langiewicz.....	—	—	447
	24	Drouyn de Lhuys à Gros.....	—	IV	192

AFFAIRES DE POLOGNE (Suite)

1863

Mars	24	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i>	63	IV	194
	26	<i>Buchanan à Russell</i> , Compte rendu prussien.....	—	II	448
	26	<i>Bloomfield à Russell</i> , <i>Rechberg</i> sur <i>Langiewicz</i>	—	—	448
	27	<i>Cowley à Russell</i> , Note collective des trois puissances.....	—	—	448
	27	<i>Proclamation du comité central polonais</i>	—	—	460
	28	<i>Howard à Russell</i> , Convention prusso-russe.....	—	—	449
	30	<i>Jerningham à Russell</i> , <i>Czartoryski à Stockholm</i>	—	—	449
	31	<i>Rechberg à Apponyi</i> , Attitude de l'Autriche.....	—	—	451
	31	<i>Pouvoirs au général Berg</i>	—	—	468
Avril	2	<i>Bloomfield à Russell</i> , Assentiment de l'Autriche à la note collective.....	—	—	451
	2	<i>Napier à Russell</i> , Représentations de l'Italie.....	—	—	463
	2	<i>Gortchakoff à Wolkonski</i> , Dépêche du 21 mars.....	—	—	466
	3	<i>Buchanan à Russell</i> , Discussion Chambre de Berlin.....	—	—	450
	4	— Politique de la Prusse.....	—	—	450
	4	<i>Russell à Cowley</i> , Dépêche <i>Rechberg</i> 31 mars.....	—	—	449
	5	<i>Cowley à Russell</i> , Entrevue <i>Drouyn de Lhuys</i>	—	—	453
	5	<i>Napier à Russell</i> , Adresse de la noblesse russe.....	—	—	464
	5	Règlement russe, Mise sous séquestre.....	—	—	468
	6	<i>Napier à Russell</i> , Représentations de l'Espagne et de l'Italie.....	—	—	465
	6	<i>Napier à Russell</i> , Polonais en Angleterre.....	—	—	467
	6	— Intentions d'Alexandre.....	—	—	467
	6	<i>Circulaire Mensdorff-Pouilly</i>	—	—	478
	7	<i>Stanton à Russell</i> , Proclamation du comité central polonais.....	—	—	459
	7	<i>Mounsey à Bloomfield</i> , Visite à Cracovie.....	—	—	460
	7	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i>	—	IV	198
	7	<i>Manderstroem à Wedel-Jarlsberg</i>	—	—	301
	8	<i>Drouyn de Lhuys à Gramont</i>	—	—	194
	9	<i>Bloomfield à Russell</i> , Paroles <i>Rechberg</i>	—	II	461
	9	<i>Drouyn de Lhuys à Montebello</i> , Projet de dépêche.....	—	—	453
	10	<i>Russell à Napier</i> , Vues anglaises.....	—	—	454
	10	— Conservation <i>Brunow</i>	—	—	457
	10	Réponse <i>Alexandre II</i> , Adresse de la noblesse.....	—	—	471
	10	Avis <i>Mensdorff-Pouilly</i> , Cracovie.....	—	—	479
	10	<i>Drouyn de Lhuys à Montebello</i>	—	IV	195
	10	<i>Russell à Napier</i>	—	—	196
	11	<i>Buchanan à Russell</i> , Conventions de la Prusse.....	—	II	461
	12	<i>Rechberg à Thun</i> , Observations autrichiennes.....	—	—	458
	12	<i>Napier à Russell</i> , Manifeste d'amnistie.....	—	—	473
	12	Décret impérial d'amnistie.....	—	—	474
	12	<i>Oukase au sénat</i>	—	—	476
	12	<i>Rechberg à Thun</i>	—	IV	196
	14	<i>Cowley à Russell</i> , Amnistie.....	—	II	477
	15	Adresse de la municipalité de Saint-Petersbourg à l'Empereur.....	—	—	473
	15	<i>Napier à Russell</i> , idem.....	—	—	472
	16	<i>Drouyn de Lhuys à Montebello</i>	—	IV	196
	17	<i>Thun à Gortchakoff</i> , Dépêche <i>Rechberg</i> 12 avril.....	—	II	458
	17	<i>Napier à Russell</i> , Note des trois puissances.....	—	—	479
	17	— Rapports de Lithuanie.....	—	—	479
	18	<i>Gortchakoff à Daschkoff</i> , Réponse à la note suédoise du 7.....	—	IV	302
	21	<i>Cowley à Russell</i> , Dépêche française du 10 avril.....	—	II	480
	22	<i>Russell à Cowley</i> , Dépêche anglaise du 10.....	—	—	480
	22	<i>Circulaire Russell</i> , idem.....	—	—	481
	23	<i>Loulé à Comminges-Guitaut</i> , Dépêche française du 10.....	—	IV	303
	23	<i>Visconti Venosta à Pepoli</i>	—	—	352
	24	<i>Russell à Napier</i> , Amnistie.....	—	II	481
	26	<i>Gortchakoff à Balabine</i> , Dépêche <i>Rechberg</i> du 12.....	—	—	490

AFFAIRES DE POLOGNE (Suite)

1863

Avril	26	Gortchakoff à Brunow, Dépêche Russell du 10.....	63	II	485
	26	Gortchakoff à Budberg, Dépêche Drouyn de Lhuys du 10.....	—	—	483
	28	Van der Maesen de Sombreff à Gerers, Note Pays-Bas.....	—	IV	305
	30	Pepoli à Visconti Venosta.....	—	—	354
Mai	1	Loulé à Moura, Note portugaise.....	—	—	304
	1	Rassing à Cintrat, Oldenbourg.....	—	—	306
	1	Gortchakoff à Stachelberg, Dépêche italienne du 25 avril.....	—	—	354
	28	Russell à Napier, Dépêche Gortchakoff du 26 avril.....	—	II	492
	3	Visconti Venosta à Nigra.....	—	IV	353
	4	Drouyn de Lhuys à Gros et Gramont.....	—	—	199
	8	Hall à Plessen, Note danoise.....	—	—	307
	11	Seward à Dayton, Note américaine.....	—	—	309
	11	Dayton à Seward, Action commune des puissances.....	65	III	187
	14	Aali-Pacha à Khalil-bey.....	—	—	313
	16	Gortchakoff à Monsoureff, Réponse à 28 avril.....	63	IV	306
	16	Gortchakoff à Nicolai, Réponse à 8 mai.....	—	—	308
	21	Gortchakoff à Ozeroff, Dépêche portugaise du 1 ^{er} mai.....	—	—	309
	22	Gortchakoff à Claye, Réponse au 11.....	—	—	312
	29	Drouyn de Lhuys à Gros, Proposition des trois cours.....	—	—	210
	29	Dayton à Seward, Réponse à 11 mai.....	65	III	187
	31	Gortchakoff à Ozeroff, Note portugaise.....	63	IV	314
Juin	1	Circulaire Gortchakoff, Archevêque de Varsovie.....	—	—	315
	12	Protestation Archevêque de Varsovie, Exécution Zonarski.....	—	—	318
	17	Drouyn de Lhuys à Montebello, Réponse à 26 avril.....	—	—	202
	17	Russell à Napier, idem.....	—	—	204
	18	Rechberg à Thun, idem.....	—	—	207
	20	Drouyn de Lhuys à Gros.....	—	—	211
	29	Circulaire Drouyn de Lhuys.....	—	—	210
Juill.	13	Gortchakoff à Budberg, Réponse à Drouyn de Lhuys 17 juin.....	—	—	213
	13	Gortchakoff à Brunow, Réponse à Russell 17 juin.....	—	—	217
	13	Gortchakoff à Balabine, Réponse à Rechberg 18 juin.....	—	—	223
	18	Napier à Russell, Réponse Gortchakoff.....	—	—	321
	18	Gortchakoff à Budberg.....	—	—	324
	19	Rechberg à Metternich, Intentions de l'Autriche.....	—	—	319
	20	Drouyn de Lhuys à Gros, Réponse identique.....	—	—	227
	27	Gortchakoff à Knörning à Vienne.....	—	—	330
Août	3	Drouyn de Lhuys à Gramont.....	—	—	228
	3	Drouyn de Lhuys à Montebello, Réponse à Gortchakoff 18 juillet..	—	—	228
	11	Russell à Napier, Réponse à Gortchakoff du 13 juillet.....	—	—	237
	12	Rechberg à Thun, idem.....	—	—	242
	15	Gouvernement national à Czartoryski.....	—	—	332
Sept.	7	Gortchakoff à Budberg, Réponse au 3 août.....	—	—	246
	7	Gortchakoff à Brunow, Réponse au 11 août.....	—	—	247
	7	Gortchakoff à Knörning, Réponse au 12 août.....	—	—	248
	7	Mémoire aux Russes aux trois puissances.....	—	—	249
	20	Drouyn de Lhuys à Cadore.....	—	—	269
Oct.	20	Russell à Napier, Réponse à 7 septembre.....	—	—	347
	27	Napier à Russell.....	—	I	346
	31	Rescrit Grand-duc Constantin n'est plus lieutenant du royaume...	64	—	225

1864

Fév.	24	Manifeste impérial, Mise en état de siège de la Galicie.....	64	II	421
Mars	2	Dépêche Mouravieff, Sort de l'ancienne petite noblesse polonaise..	65	III	370
	2	Décrets impériaux, Libération des paysans.....	—	—	345
Juill.	19	Circulaire Mouravieff, Extirpation de l'élément polonais.....	—	—	369
	16	Oukase, Patronage des églises.....	64	IV	273

AFFAIRES DE POLOGNE (Suite)

1864

Juil.	30	<i>Bref de Pie IX aux évêques polonais</i>	64 IV 246
Août	23	<i>Déclaration Saxe</i> , Héritages des sujets saxons décédés en Pologne et réciproquement.....	— — 265
	30	<i>Rescrit au général de Berg</i>	— — 281
	30	<i>Oukase</i> , Écoles primaires.....	— — 284
	30	— Gymnase de jeunes filles.....	— — 295
	30	— École primaire de Varsovie.....	— — 297
	30	— École évangélique allemande de Varsovie.....	— — 302
	30	— Création de directions scolaires.....	— — 304
	30	— Adoucissement des peines criminelles et corporelles.....	— — 310
Nov.	10	<i>Discours Berg</i> , Ouverture du conseil d'État de Varsovie.....	— — 417

POSTE

1856

Sept.	24	France, Grande-Bretagne.....	61 IV 328
-------	----	------------------------------	-----------

1857

Déc.	3	Belgique, France.....	61 III 211
------	---	-----------------------	------------

1858

Mai.	21	France, Prusse.....	61 IV 168
------	----	---------------------	-----------

1861

Mai.	1	Belgique, France.....	61 III 211
Juillet	2	France, Grande-Bretagne.....	— IV 325
	3	France, Hanovre.....	— — 167
Oct.	24	Grèce, Italie.....	63 III 304
Nov.	25	France, Tour et Taxis.....	— I 17

1862

Déc.	17	Belgique, Suisse.....	64 III 337
------	----	-----------------------	------------

1863

Avril.	23	Italie, Portugal.....	64 IV 325
Mai.	9	France, Bavière.....	63 — 397

1864

Août.	8	France, Italie.....	64 IV 23
Sept.	19	France, Portugal.....	— — 194
	28	France, Grande-Bretagne.....	— — 196

1865

Fév.	27	Belgique, France.....	65 IV 172
	28	— <i>Transmission de valeurs papiers</i>	— — 176
Mars.	1	— <i>Échange de mandats de poste</i>	— — 179
Juillet	3	France, Prusse.....	— III 452
Sept.	25	Belgique, France, <i>Article additionnel</i>	— IV 203

PRINCIPAUTÉS-UNIES

1858

Août	9	<i>Convention 6 puissances</i> , Organisation définitive des Principautés.....	65 III 105
------	---	--	------------

1860

Déc.	11	<i>Discours Alexandre-Jean</i> , Ouverture des Chambres.....	61 I 251
	23	<i>Allocution</i> — Neutralité du territoire.....	— — 252
	29	<i>Cogalniceano</i> , Discours à l'Assemblée de Jassy.....	— — 253

PRINCIPAUTÉS-UNIES (Suite)

1861

Janv.	4	<i>Cogalniceano à Goedel</i> , Réfugiés hongrois.....	61	I	90
	6	<i>Alexandre-Jean à Negri</i> , Défiances de la Turquie.....	—	—	92
Mai..	1	— Nécessité de l'union des Principautés...	—	IV	261
	1	<i>Circulaire Aali-Pacha</i> , Réponse à 1 ^{er} mai.....	—	—	283
	1	<i>Aali-Pacha à Paris</i> , Conditions du consentement à l'union.....	62	I	251
	1	<i>Circulaire Thouvenel</i> , Approbation de la détermination de la Turquie.....	—	—	251
	13	<i>Circulaire Thouvenel</i> , Marche pour avoir l'adhésion du cabinet à l'union.....	—	—	253
Août.	29	<i>Thouvenel à Flahault</i> , Entretien Cowley.....	—	—	255
Sept.	19	— Combinaison en cas de mort Couza.....	—	—	258
Oct..	2	<i>Note Turquie</i> , Union des Principautés.....	61	IV	285
Nov..		<i>Firman Turquie</i> Idem.....	62	I	109
Déc..	1	<i>Protocole</i> Idem.....	64	II	179
		<i>Réserves de la France</i> Idem.....	63	III	104
		<i>Réserves de la Russie</i> Idem.....	—	—	105
		<i>Réserves de la Grande-Bretagne</i> Idem.....	—	—	106
		<i>Réserves de la Prusse</i> Idem.....	—	—	107
		<i>Réserves de l'Italie</i> Idem.....	—	—	108
	2	<i>Firman Turquie</i> Idem.....	—	—	101
		<i>Note Turquie</i> Idem.....	—	—	102
	10	<i>Circulaire Thouvenel</i> Idem.....	62	I	265
	11	<i>Moustier à Thouvenel</i> , Adhésion de l'internonce sans réserves.....	—	—	263
	11	<i>Moustier à Aali-Pacha</i> , Assentiment au firman du 2.....	—	—	263
	11	— Cas d'infractions aux conventions.....	—	—	264
	15	<i>Message Alexandre Jean</i> , Union des Principautés.....	—	—	95
	20	<i>Moustier à Tillos</i> , Maintien des capitulations.....	—	II	276
	22	<i>Proclamation aux Roumains</i>	—	I	97
	22	<i>Message aux Chambres</i>	—	—	97
	22	<i>Adresse de l'Assemblée</i>	—	—	97

1862

Fév..	24	<i>Arsaki à Tillos</i> , Réponse à 20 décembre.....	62	II	301
Juin..	16	<i>Convention Autriche, Turquie, Serbie</i> , Télégraphe.....	63	IV	155
Juillet	7	<i>Message Alexandre Jean</i> , Clôture session.....	—	I	457
Nov..	16	<i>Discours Alexandre Jean</i> , Ouverture session.....	—	—	458
Déc..	9	<i>Kallimaki à Aali-Pacha</i> , Saisie d'armes pour la Serbie.....	—	—	108
	17	<i>Fuad-Pacha à Alexandre Jean</i> , Note du 9 décembre.....	—	—	109
		<i>Circulaire Kallimaki</i> , Idem.....	—	—	111

1863

Fév..	29	<i>Note des 5 puissances</i> , Différend Alexandre Jean et assemblée....	63	III	112
Mars.	2	<i>Adresse de l'Assemblée</i>	—	—	112
	14	<i>Message</i> , Clôture de l'assemblée.....	—	—	118
Avril.	9	<i>Lettre Alexandre-Jean</i> , Établissement de bienfaisance.....	—	—	120
Juin.	4	<i>Convention Serbie</i> , Extradition.....	—	—	150
Nov..	15	<i>Discours Alexandre-Jean</i> , Ouverture de la session.....	—	II	340

1864

Janv.	11	<i>Aali-Pacha à Alexandre Jean</i> , Armements.....	63	II	344
Fév..	22	<i>Alexandre Jean à Fuad-Pacha</i> , Organisation de l'armée.....	—	—	345
Avril.	27	<i>Message Alexandre-Jean</i> , Ajournement de la Chambre au 14 mai..	—	—	351
Mai..	14	<i>Coup d'État du prince Alexandre-Jean</i>	—	—	352
		<i>Aali-Pacha à Alexandre-Jean</i> , Idem.....	65	III	115
Juin.	28	<i>Acte additionnel à la Convention de Paris du 19 août 1858</i>	—	II	383

PRINCIPAUTÉS-UNIES (suite)

1864

Juillet 28	<i>Drouyn de Lhuys à Moustier, Adhésion à l'acte additionnel du</i>		
	28 juin	65	II 388
14	<i>Proclamation Alexandre-Jean aux Roumains</i>	—	III 116
14	<i>Modification au statut</i>	—	— 119
15	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys, Acte additionnel du 28 juin</i>	—	II 388
Août. 14	<i>Proclamation Alexandre-Jean aux paysans corvéables</i>	—	III 128
14	<i>Loi, Régularisation de la propriété rurale</i>	—	— 129
Déc.. 18	<i>Discours Alexandre-Jean, Ouverture de la session législative</i>	—	— 140

1865

Janv.. 4	<i>Adresse Assemblée, Réponse au discours du 18 décembre</i>	65	— 147
18	<i>Adresse Sénat</i>	—	— 151
	<i>Idem</i>	—	— 151
Mai.. 22	<i>Convention Autriche, Télégraphes</i>	—	IV 182
Juin. 17	<i>Aali-Pacha à Negri, Arrangement postal</i>	—	II 92

PRINCIPAUTÉS-UNIES (COUVENTS DÉDIÉS)

1628

<i>Chrysobulle Alexandre Illiache</i>	64	II 234
---	----	--------

1639

<i>Chrysobulle Mathieu Bessarabe</i>	64	II 229
--	----	--------

1667

<i>Chrysobulle Radou Léon</i>	64	II 232
-------------------------------------	----	--------

1764

<i>Chrysobulle Racowitza</i>	64	II 231
------------------------------------	----	--------

1808

Sept. 23	<i>Divan aux métropolitains</i>	64	II 337
----------	---------------------------------------	----	--------

1818

Oct.. 1	<i>Note Égoumènes de Noutzetou</i>	64	II 238
---------	--	----	--------

1832

Sept. 20	<i>Patriarche Constantinople à Boutenieff</i>	64	II 239
----------	---	----	--------

Oct.. 3	<i>Boutenieff à Kisseleff</i>	—	— 238
---------	-------------------------------------	---	-------

1833

Mai.. 27	<i>Mauros et Stirbey à Kisseleff</i>	64	II 240
----------	--	----	--------

27	<i>Kisseleff au conseil de Valachie</i>	—	— 248
----	---	---	-------

Juin. 22	<i>Conseil de Valachie à Kisseleff</i>	—	— 249
----------	--	---	-------

22	<i>Conseil de Valachie, Procès-verbal</i>	—	— 251
----	---	---	-------

1834

Fév.. 22	<i>Conseil de Valachie à Kisseleff</i>	64	II 254
----------	--	----	--------

1843

Août. 13	<i>Mémoire russe</i>	64	II 256
----------	----------------------------	----	--------

1852

Mai.. 23	<i>Instructions à Ozeroff</i>	64	II 259
----------	-------------------------------------	----	--------

1858

Juillet 30	<i>Protocole 13 des Conférences de Paris, Réorganisation des Principautés</i>	64	II 161
------------	---	----	--------

1859

Sept. 6	<i>Protocole, Union des Principautés</i>	63	III 99
6	<i>Idem</i>	64	II 162

AFFAIRE DES COUVENTS DÉDIÉS (Suite)

1860

Janv. 22	<i>Note Theriaki (Jassy) aux représentants des Saints-Lieux</i>	64 II	162
22	<i>Note Golesco (Bucharest) Idem</i>	— —	163
Mars. 10	<i>Patriarches et communautés à Negri à Constantinople</i>	— —	164
Juin. 23	<i>Cogalniceano aux délégués des Saints-Lieux</i>	— —	164
Juillet 4	<i>Note des puissances garantes</i>	— —	165
27	<i>Délégués des Lieux-Saints au corps diplomatique à Bucharest</i> ...	— —	167
27	— <i>des cultes à Bucharest</i>	— —	168
AOÛT. 21	<i>Aali-Pacha à Couza</i>	— —	166
OCT. 13	<i>Délégués des Lieux-Saints aux puissances garantes</i>	— —	170
Déc. 23	<i>Ali-Pacha à Couza</i>	— —	176

1861

AOÛT. 10	<i>Russell à Bulwer, Blâme des mesures Couza</i>	64 II	269
Sept. 25	<i>Aali-Pacha à Couza, Retards apportés à la convocation de la commission</i>	— —	176
Nov. 20	<i>Ghyka aux puissances garantes à Jassy, Fermage des biens des couvents</i>	— —	177

1862

Mars. 14	<i>Ordonnance Couza, Nomination d'une commission</i>	64 II	180
26	<i>Ministre des cultes aux communautés grecques</i>	— —	180
Avril. 10	<i>Réponse des communautés grecques</i>	— —	181
30	<i>Communautés grecques à Aali-Pacha</i>	— —	182
Mai..	<i>Aali-Pacha à Couza</i>	— —	183
Juin.	<i>Communautés à Aali-Pacha</i>	— —	185
Nov. 25	<i>Séquestre sur revenus des couvents dédiés</i>	— —	187
Déc. 4	<i>Publication aux fermiers des monastères</i>	— —	188

1863

Janv. 13	<i>Note Aali-Pacha, Mesures arbitraires Alexandre-Jean</i>	64 II	185
13	<i>Aali-Pacha à Alexandre-Jean, Protestation</i>	— —	186
15	<i>Circulaire, Monastères, propriété de l'État</i>	— —	193
18	<i>Interdiction de la langue grecque</i>	— —	189
18	<i>Ordonnance Idem</i>	— —	190
30	<i>Circulaire Idem</i>	— —	190
Avril. 2	<i>Note turque, Commission arbitrale</i>	— —	187
8	<i>Arrêté du conseil des ministres, Destitution du Père Cyrille</i>	— —	191
9	<i>Publication ministérielle Idem</i>	— —	194
17	<i>Ordre aux tribunaux, Avocats des monastères grecs</i>	— —	192
Mai.. 22	<i>Ordonnance de destitution, Supérieur du monastère Bysanzia</i> ...	— —	196
Juin. 3	— <i>Suppression des Épitropies</i>	— —	195
	<i>Catalogue, Documents des Archives</i>	— —	195
13	<i>Arrêté du conseil, Baux des biens conventuels</i>	— —	194
30	<i>Ordonnance, Actes des monastères</i>	— —	197
	<i>Mémoire, Couvents roumains sous l'invocation des Saints-Lieux</i> ...	— —	197
Juillet 15	<i>Circulaire Gortchakoff, Biens conventuels</i>	III	402
AOÛT. 20	<i>Circulaire Aali-Pacha, Convocation de la commission arbitrale</i> ..	II	269
22	<i>Negri, Justification des mesures d'Alexandre-Jean</i>	— —	270
Sept. 10	<i>Circulaire Aali-Pacha, Exécution du Protocole 13^e</i>	— —	271
	<i>Mémoire de l'Archimandrite Nilos</i>	— —	274
OCT. 10	<i>Gortchakoff à Noroikoff, Blâme des mesures d'Alexandre-Jean</i> ...	— —	273
Déc. 24	<i>Loi de sécularisation des couvents dédiés</i>	— —	333
	<i>Mémoire des Saints-Lieux d'Orient</i>	— —	278

1864

Janv. 2	<i>Lettre vizirielle, Contre la loi de sécularisation</i>	64 II	334
---------	---	-------	-----

CLXIV PRINCIPAUTÉS-UNIES — PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

AFFAIRE DES COUVENTS DÉDIÉS (Suite)

1864

Janv.	2	<i>Instructions identiques des ambassadeurs des 4 puissances aux agents à Bucharest</i>	64	II	335
	5	<i>Rosetti Balineasco à Negri</i>	—	—	326
	29	<i>Rapports du ministre des cultes</i>	—	—	336
Mai..	9	<i>Protocole N° 1 de la conférence de Constantinople</i>	—	IV	421
	14	— N° 2 —	—	—	421
	23	— N° 3 —	—	—	422
Juin.	9	<i>Fuad-Pacha à Alexandre-Jean</i> , Envoi des protocoles.....	—	—	423
Sept.	22	<i>Chef des Lieux-Saints à Aali-Pacha</i> , Expropriation contre indemnité.....	—	—	424

1865

Mars.	28	<i>Patriarches grecs à Aali-Pacha</i> , Biens des monastères....	65	III	153
Juillet	8	<i>Lettre Alexandre-Jean au patriarche de Constantinople</i>	—	IV	

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE

1846

Mai..	13	Grande-Bretagne, Prusse.....	62	II	185
Avril.	29	France, Russie.....	61	III	337

1861

Mai..	1	Belgique, France.....	61	III	203
Nov..	19	Grande-Bretagne, Hesse, Prusse.....	62	II	184

1862

Juin.	29	France, Italie.....	63	I	70
Août.	2	France, Prusse, Zollverein.....	62	IV	308
Déc..	31	Espagne, Pays-Bas.....	64	III	344

1864

Janv.	30	France, Suisse.....	64	III	217
Mars.	2	Reuss ligne cadette, <i>Accession à la convention du 2 août 1862</i> ..	65	—	11
	4	France, Lubeck, Brême, Hambourg.....	—	II	298
	6	Hesse-Cassel, <i>Accession à convention du 2 août 1862</i>	—	III	10
	18	Saxe-Altenbourg idem.....	—	—	11
	24	France, Bavière.....	—	—	437
	29	Brunswick, <i>Accession à convention du 2 août 1862</i>	—	—	11
Avril.	6	Saxe-Meiningen idem.....	—	—	11
	18	France, Francfort-sur-le-Mein.....	—	—	28
	21	Hesse-Hombourg, <i>Accession à Convention du 2 août 1862</i>	—	—	11
	26	Saxe-Weimar idem.....	—	—	11
	26	Waldeck idem.....	—	—	11
Mai..	5	Oldenbourg idem.....	—	—	11
	6	Reuss, ligne aînée idem.....	—	—	11
	12	Saxe-Cobourg-Gotha idem.....	—	—	11
	12	France, Bade.....	—	—	33
	19	Schwarzbourg Sondershausen et Rudolstadt, <i>Accession à convention du 2 août 1862</i>	—	—	11
	26	France, Saxe-royale.....	—	—	42

1865

Avril.	24	France, Wurtemberg.....	65	IV	98
Juin.	9	France, Mecklembourg-Scheverin.....	—	—	192
	14	Prusse, Hesse-Darmstadt.....	—	—	199
Juillet	5	France, Nassau.....	—	—	107
Août.	24	France, Mecklembourg-Strelitz.....	—	—	129

QUESTION DANO-ALLEMANDE

(Voir *Danemark*, page cix).

RÉFORME FÉDÉRALE ALLEMANDE

(Voir *Confédération germanique*, page cviii).

RUSSIE

FINLANDE

1863

Juin. 6	<i>Décret</i> , Convocation de la Diète.....	63	IV	85
Sept. 17	<i>Discours de l'Empereur</i> , Ouverture.....	64	I	223

1864

Avril. 15	<i>Discours de l'Empereur</i> , Clôture.....	64	II	432
23	<i>Décret russe</i> , Héritages des sujets saxons décédés en Finlande et réciprocement.....	—	IV	265

SAINT-DOMINGUE

1861

Mars. 18	<i>Décret du président Santana</i> , Annexion à l'Espagne.....	61	II	358
18	— Maintien des lois.....	—	—	358
21	<i>Hood à Russell</i> , Manière dont l'annexion s'est faite.....	—	IV	231
Avril. 2	Proposition du gouvernement dominicain.....	—	II	359
6	<i>Protestation d'Haïti</i> , Contre l'annexion.....	—	—	378
21	<i>Hood à Russell</i> , Situation des esclaves.....	—	IV	232
Mai. 14	<i>Russell à Edward</i> , Conséquences de la réincorporation pour l'Espagne.....	—	—	233
19	<i>Exposé O'Donnell à la Reine</i> , Incorporation à l'Espagne.....	—	III	116
22	<i>Edward à Russell</i> , Réponse à 21 avril sur la situation des esclaves.....	—	IV	234
29	<i>Russell à Edward</i> , Demande d'une loi pour que l'esclavage ne soit pas rétabli.....	—	—	235
Juillet 7	<i>Edward à Russell</i> , Réponse à 29 mai.....	—	—	235
Août. 24	<i>Protestation Melgar (Pérou)</i> , Contre annexion à l'Espagne.....	—	—	255

1865

Janv. 7	<i>Projet de loi au congrès espagnol</i> , Abandon de Saint-Domingue.....	65	III	235
---------	---	----	-----	-----

SERBIE

1861

Déc. 16	<i>Ristitch à Aali-Pacha</i> , Propriétés musulmanes.....	63	II	11
---------	---	----	----	----

1862

Avril. 4	<i>Ristitch à Aali-Pacha</i> , Propriétés musulmanes.....	63	II	115
Juin. 1	<i>Événements de Belgrade</i>	—	IV	87
16	<i>Tastu à Thouvenel</i> , Conflit.....	—	I	234
16	<i>Convention de Belgrade</i>	—	—	234
16	<i>Convention Autriche, Turquie, Principautés, Télégraphe</i>	—	IV	155
17	<i>Protestation des consuls étrangers</i> , Bombardement de Belgrade... ..	—	II	115
21	<i>Tastu à Thouvenel</i> , idem.....	—	I	235
27	<i>Rapport</i> , Événements du 3, 4, 5.....	—	IV	92
30	<i>Mémoire</i> , Événements de juin.....	—	II	116
30	<i>Circulaire turque</i> , idem.....	—	—	118
Juillet 1	<i>Thouvenel à Tastu</i> , Réunion d'une conférence.....	—	I	236
8	<i>Protestation Garachanine</i> , Commandant de Chabatz.....	—	II	119

SERBIE (Suite)

1862

Juill.	8	<i>Protestation Garachanine</i> , Bâtiment de guerre turc à Belgrade...	63	II	126
	8	<i>Moustier à Aali-Pacha</i> , Réunion d'une conférence.....	—	I	226
	9	<i>Prince Michel à Russell</i> , Situation du pays.....	—	II	126
	10	<i>Aali-Pacha aux puissances garantes</i> , Consentement d'une conférence.....	—	I	239
	21	<i>Circulaire Thouvenel</i> , Règlement des affaires serbes.....	—	—	237
	23	<i>Russell au prince Michel</i> , lettre du 9 juillet.....	—	II	121
	30	<i>Mémoire turc</i> , Événements de Belgrade.....	—	—	122
Août.	6	<i>Projet anglais d'arrangement</i>	—	I	240
	6	<i>Moustier à Thouvenel</i> , —.....	—	—	240
	10	<i>Moustier</i> , Exposé à la conférence.....	—	—	242
	12	<i>Moustier à Thouvenel</i> , idem.....	—	—	241
Sept.	8	<i>Instructions au gouverneur de Belgrade</i>	—	—	250
	8	<i>Protocole Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie, Turquie</i> , Affaire de Serbie.....	—	—	244
	9	<i>Moustier à Thouvenel</i> , Sur la conférence.....	—	—	244
	17	<i>Grand-vizir au prince Michel</i>	—	II	139
	18	<i>Circulaire Thouvenel</i> , Protocole du 8 septembre.....	—	I	251
	19	<i>Thouvenel à Moustier</i> , idem.....	—	—	253
Oct..	1	<i>Prince Michel au grand-vizir</i> , 17 septembre.....	—	II	140
	6	<i>Proclamation prince Michel</i> , Conférence de Constantinople.....	—	—	142

1863

Janv.	25	<i>Délibération du corps consulaire</i> , Maintien des capitulations...	63	II	94
	27	— idem.....	—	—	96
	30	— idem.....	—	—	99
Fév..	5	— idem.....	—	—	103
Mars.	1	<i>Réponse du gouvernement serbe</i>	—	—	106
Juin.	4	<i>Convention Principautés-Unies</i> , Extradition.....	64	III	150

1864

Août.	16	<i>Discours du Prince</i> , Ouverture de la Skupchtina.....	64	IV	37
Sept.	1	<i>Adresse de la Skupchtina</i>	—	—	42
	1	<i>Réponse du Prince</i>	—	—	46

SUEZ

1863

Avril.	5	<i>Circulaire Aali-Pacha</i>	63	III	121
--------	---	------------------------------------	----	-----	-----

SUISSE

1818

Sept.	14	<i>Mémoire à Aix-la-Chapelle</i> , Vallée des Dappes.....	62	II	201
-------	----	---	----	----	-----

1859

Déc..	9	<i>Rapport Conseil fédéral</i> , Vallée des Dappes.....	62	II	206
-------	---	---	----	----	-----

1860

Sept.	8	<i>Turgot au président de la Confédération</i> , Incident de Vevey.....	61	III	454
Oct..	9	— Incident de Sion.....	—	—	458
	26	<i>Note Conseil fédéral à Turgot</i> , Démonstration de Vevey.....	—	—	455
Nov..	7	<i>Réponse Conseil fédéral à 9 octobre</i>	—	—	459
	20	<i>Note Cavour</i> , Séparation des paroisses de l'évêché de Côme.....	—	I	143

1861

Janv.	4	<i>Conseil fédéral à Jocteau</i> , Réponse à 20 novembre.....	61	II	349
Fév..	28	<i>Cavour à Jocteau</i> , Réponse à 4 janvier.....	—	—	381

SUISSE (Suite)

1861

Mars.	23	<i>Conseil fédéral à Jocteau</i> , Notification du titre de roi d'Italie....	61	II	189
	30	<i>Conseil fédéral à Tourte</i> , Réponse à 28 février.....	—	—	355
Mai..	25	<i>Autorisation France</i> , Association commerciales suisses.....	—	III	299
Juin.	13	<i>Observations Harris</i> , Annexion de la Savoie à la France.....	—	—	370
Juill.	5	<i>Discours Russell</i> , Neutralité de la Suisse.....	—	—	372
	17	<i>Tourte à Ricasoli</i> , Anciens soldats suisses à Naples.....	—	—	462
	19	<i>Tourte à Président</i> , Envoi de la note du 17.....	—	—	461
Août.	26	<i>Thouvenel à Massignac</i> , Incident de Ville la Grand.....	—	IV	383
Sept.	14	<i>Seward à Fogg</i> , Restrictions contre les juifs en Suisse.....	62	II	3
	17	<i>Circulaire Conseil fédéral</i> , Déserteurs italiens.....	61	IV	111
Oct..	11	<i>Conseil fédéral à Kern</i> , Incident de Ville la Grand.....	—	—	367
	31	—, Entrée de gendarmes français dans la vallée des Dappes.....	62	I	52
Nov.	1	<i>Conseil fédéral aux cantons</i> , Entrée de gendarmes français dans la vallée des Dappes	61	IV	374
	8	<i>Thouvenel à Kern</i> , Réponse à 31 octobre.....	62	I	54
	23	<i>Conseil fédéral à Kern</i> , Réponse à 8 novembre.....	—	—	54
Déc..	28	<i>Thouvenel à Turgot</i> , Violation de la vallée des Dappes.....	—	II	250

1862

Janv.	27	<i>Procès-verbal commission mixte</i> , Incident Ville la Grand.....	62	II	256
	29	<i>Conseil fédéral à Kern</i> , Vallée des Dappes.....	—	—	254
Fév..	18	<i>Turgot au Président</i> , Incident Ville la Grand.....	—	—	259
	24	<i>Conseil fédéral à Kern</i> , idem.....	—	—	260
Juill.	24	<i>Conseil fédéral</i> , Italie et Tessin.....	63	I	381
	28	<i>Déclaration Bavière</i> , Malades et décédés.....	64	III	331
Août.	4	<i>Déclaration Pays-Bas</i> , Exemption du service militaire.....	—	—	323
	11	<i>Déclaration Italie</i> , Extension des anciens traités.....	—	—	325
	11	—, Abolition du droit d'aubaine.....	—	—	326
Sept.	24	<i>Convention Bade</i> , Chemin de fer.....	—	—	233
Nov..	22	<i>Traité Pays-Bas</i> , Commerce.....	63	I	370
	30	<i>Convention Italie</i> , Séparation de la mense de Côme.....	64	III	239
Déc..	8	<i>Traité France</i> , Vallée des Dappes	63	I	372
	11	<i>Traité Belgique</i> , Amitié.....	64	III	327
	17	—, Poste	—	—	337

1863

Janv.	19	<i>Traité Pays-Bas</i> , Consulat aux Indes.....	64	III	349
Mars.	27	<i>Convention Bade</i> , Chemins de fer.....	—	—	352
Déc..	31	<i>Rapport du Conseil fédéral</i> , Gestion de 1863.....	—	—	406

1864

Juin.	18	<i>Drouyn de Lhuys à Turgot</i> , Traité avec la France.....	65	III	62
	30	<i>Traité France</i> , Commerce	64	—	162
	30	—, Établissement des nationaux dans chaque pays..	—	—	215
	30	—, Propriété littéraire.....	—	—	217
	30	—, Rapports de voisinage.....	—	—	227
	30	—, Passe-ports.....	—	—	231
Sept.	20	<i>Discours</i> , Ouverture de la Diète.....	—	IV	311

DAPPES (VALLÉES DES)

1818

Sept.	14	<i>Mémoire suisse au congrès d'Aix-la-Chapelle</i>	62	II	201
-------	----	--	----	----	-----

1859

Déc..	9	<i>Rapport Conseil fédéral à Berne</i>	62	II	206
-------	---	--	----	----	-----

VALLÉE DES DAPPES (Suite)

1859

Déc.. 9	Rapports antérieurs de souveraineté.....	62	II	208
	Delimitation frontières <i>Gez</i> sous la domination de Savoie.....	—	—	207
	— Bourgogne sous la domination espagnole.....	—	—	208
	— <i>Gez</i> et Bourgogne après annexion à la France.....	—	—	208
	Cession de la Vallée à la France.....	—	—	212
	Rétrocession par la première paix de Paris et l'acte de Vienne..	—	—	217
	Négociations du deuxième traité de Paris.....	—	—	218
	Négociations de 1816 et 1818.....	—	—	223
	Arguments respectifs.....	—	—	226
	Bornage entre la Suisse et la France.....	—	—	230
	Projet de partage, 1828 et 1835.....	—	—	231
	Notes relatives à la période 1828 à 1835.....	—	—	234
	Conflits de juridiction depuis 1851.....	—	—	234
	Négociations depuis 1851.....	—	—	237
	Souveraineté exercée de fait dans la vallée.....	—	—	238
	Notices topographiques et statistiques.....	—	—	241
	Mémoire Girard, importance militaire de la Vallée.....	—	—	242
	Questions de droit et d'équité.....	—	—	245
	Considérations politiques.....	—	—	248

1861

Oct.. 31	Conseil fédéral à Kern, Entrée des gendarmes français.....	62	I	52
Nov.. 1	Conseil fédéral aux Cantons, idem.....	61	IV	374
	8 Thouvenel à Kern, Réponse à 31 octobre.....	62	I	54
	23 Conseil fédéral à Kern, Réponse à 8 novembre.....	—	—	54
Déc.. 28	Thouvenel à Turgot, Explications.....	—	II	250

1862

Janv. 29	Conseil fédéral à Kern, Réponse à 28 décembre.....	62	II	252
Déc.. 8	Traité France.....	63	I	374

SYRIE

1860

Janv.	Instructions de la Turquie à ses gouverneurs.....	61	I	288
Juill. 6	Circulaire Thouvenel, Institution d'une commission.....	—	—	392
	16 Lettre du Sultan à Napoléon III.....	—	—	268
	20 Adhésion de la Turquie à une commission européenne.....	—	—	269
	22 Instructions de la Turquie, Massacre des chrétiens.....	—	—	268
Août. 3	Protocoles de la conférence de Paris.....	—	—	180
Sept. 5	Convention de Paris, Répression des troubles.....	—	—	180
	15 Russell à Cowley, Envoi de renforts.....	—	II	400
	17 Cowley à Russell, Séjour des troupes françaises.....	—	—	401
	22 Russell à Cowley, Espoir de l'inutilité de l'envoi de troupes.....	—	—	402
Oct.. 20	Fraser à Russell, Etat des affaires.....	—	—	403
Nov. 7	Russell à Cowley, Raisons contre la prolongation de l'occupation.....	—	—	402
	10 Russell à Bulwer, Protection des chrétiens.....	—	—	403
	13 Cowley à Russell, Conversation Thouvenel.....	—	—	404
	28 Aali-Pacha à Musurus, Contre la prolongation de l'occupation.....	—	—	405
Déc.. 11	Cowley à Russell, Gouvernement futur de la montagne.....	—	—	404

1861

Janv. 1	Russell à Bulwer, Evacuation de la Syrie.....	61	II	406
	2 Fuad-Pacha, Contre accusation Beaufort.....	—	—	106
	4 Cowley à Russell, La France ne veut pas rappeler ses troupes....	—	—	407

TROUBLES DE SYRIE (Suite)

1861

Janv.	7	Fane à Russell, Prolongation de l'occupation.....	61	II	412
	8	Lettre Napoléon III au général Beaufort.....	—	—	355
	9	Russell à Cowley, Evacuation de la Syrie.....	—	—	408
	11	Cowley à Russell, Occupation de la Syrie.....	—	—	409
	12	Lowther à Russell, Evacuation de la Syrie.....	—	—	410
	16	Schleinitz à Pourtalès, Rappel des troupes françaises.....	—	—	416
	17	Russell à Bulwer, Langage à tenir à la Porte.....	—	—	411
	18	Circulaire Thouvenel, Demande d'une nouvelle conférence.....	—	I	394
	18	Thouvenel à Flahault, idem.....	—	II	414
	18	Cowley à Russell, Envoi circulaire Thouvenel.....	—	—	412
	19	Russell à Cowley, Manière de voir de l'Angleterre.....	—	—	412
	19	Lowther à Russell, Opinion de la Prusse.....	—	—	413
	24	Russell à Cowley, Opinion de l'Angleterre.....	—	—	414
	24	Fane à Russell, Opinion de l'Autriche.....	—	—	417
	25	Gortchakoff à Lobanoff, En faveur de l'occupation.....	—	—	97
	26	Lowther à Russell, Conversation Schlemitz.....	—	—	417
	28	Cowley à Russell, Conversation Thouvenel.....	—	—	418
	29	Mémoire Musurus, Proposition d'Aali-Pacha.....	—	—	417
	29	Réponse Russell à Musurus.....	—	—	417
	29	Fane à Russell, Opinion Rechberg.....	—	—	421
	30	Russell à Cowley, Opinion Thouvenel.....	—	—	420
Fév..	2	Gortchakoff à Kisseleff, Pour appuyer la prolongation de l'occupation.....	—	—	98
	4	Russell à Cowley, Réunion d'une conférence.....	—	—	421
	5	Cowley à Russell, Consentement de la Porte à une conférence.....	—	—	421
	9	Russell à Cowley, Conduite à tenir.....	—	—	422
	13	Thouvenel à Cowley, Invitation à la conférence.....	—	—	422
	16	Thouvenel à Montebello, Retour d'un pouvoir unique dans le Liban.....	62	I	219
	19	Instructions Russell à Cowley, Conférence.....	61	II	422
	19	Protocole de la conférence de Paris.....	—	—	321
	19	Cowley à Russell, Compte rendu de la conférence.....	—	—	423
	21	Russell à Cowley, Prolongation de l'occupation.....	—	—	427
	22	Cowley à Russell, Evacuation.....	—	—	428
	25	Thouvenel à Flahault, Conférence du 19 février.....	—	—	428
	27	Russell à Cowley, Réponse à 25 février.....	—	—	432
	28	Bloomfield à Russell, Opinion Rechberg.....	—	—	434
Mars.	1	Cowley à Russell, Conversation Thouvenel.....	—	—	433
	1	Thouvenel à Montebello, Pouvoir unique dans la montagne.....	62	I	220
	2	Russell à Cowley, Contre la prolongation de l'occupation.....	61	II	434
	2	Loftus à Russell, Conversation Schleinitz.....	—	—	434
	7	Russell à Cowley, Instructions.....	—	—	435
	7	Aali-Pacha à Vefyk-Effendi, Instructions.....	—	—	435
	10	Cowley à Russell, Projet de convention Thouvenel à Vefyk-Effendi.....	—	—	436
	11	Russell à Cowley, Contre l'occupation au delà du 5 juin.....	—	—	438
	11	Cowley à Russell, Projet de convention pour prolongation de l'occupation.....	—	—	439
	14	Cowley à Russell, Rédaction de la convention.....	—	—	439
	15	— Conférence de Paris.....	—	—	441
	15	Protocole de la conférence de Paris.....	—	—	326
	15	Convention pour la prolongation de l'occupation.....	—	—	328
	16	Russell à Cowley, Envoi des flottes combinées anglaises et françaises.....	—	—	443
	23	Rapport Dufferin à Russell, Commissaire anglais.....	—	—	371
	26	Circulaire Thouvenel, Nécessité d'une entente pour l'organisation du Liban.....	—	—	220

TROUBLES DE SYRIE (Suite)

		1861		
Avril.	2	<i>Circulaire Thouvenel</i> , Contre les trois caïmacamies.....	62	I 222
	4	— idem.....	—	— 228
	15	<i>Thouvenel à Montebello</i> , Opinion de l'Autriche et de la Russie....	—	— 230
Mai..	3	<i>Thouvenel à La Valette</i> , Évacuation dans les délais fixés.....	61	II 443
	14	<i>Gortchakoff à Kisseleff</i> , Décline la responsabilité des conséquences de l'évacuation.....	—	— 445
	22	<i>Télégramme La Valette</i> , Réunion au sujet d'un pouvoir unique dans le Liban.....	62	I 231
	25	<i>La Valette à Thouvenel</i> , La Prusse sur l'indigénat.....	—	— 231
	26	<i>Thouvenel à La Valette</i> , La Russie pour l'indigénat.....	—	— 231
	28	<i>La Valette à Thouvenel</i> , Indigénat.....	—	— 232
	28	<i>Thouvenel à La Valette</i> , Maintien de l'indigénat.....	—	— 232
	31	<i>La Valette à Thouvenel</i> , Rédaction proposée par la Prusse.....	—	— 232
Juin.	1	<i>Thouvenel à La Valette</i> , Réponse à 31 mai.....	—	— 233
	4	<i>La Valette à Thouvenel</i> , Réunion chez Aali-Pacha.....	—	— 233
	7	<i>Thouvenel à La Valette</i> , Réponse à 31 mai.....	—	— 241
	9	<i>La Valette à Thouvenel</i> , Protocole de la séance.....	—	— 242
	9	<i>Règlement</i> , Administration du Liban.....	61	III 313
Juillet	1	<i>Circulaire Thouvenel</i> . Règlement du 9 juin.....	62	I 248

		1864		
Fév..	19	<i>Drouyn de Lhuys à Moustier</i> , Règlement du 9 juin 1861.....	65	II 389
	22	— Plans pour l'organisation du Liban.....	—	— 390
Juin.	24	— Modifications à apporter au Liban.....	—	— 391
Sept.	6	<i>Règlement du Liban</i>	—	— 392
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Bonnières</i> , Règlement du Liban.....	—	— 398
	24	<i>Greppi à Aali-Pacha</i> , Protestation contre l'exclusion de l'Italie, règlement du Liban.....	—	I 118
Oct..	5	<i>Circulaire Drouyn de Lhuys</i> , Règlement du 6 septembre.....	—	II 398
	24	<i>Aali-Pacha à Greppi</i> , Réponse à 24 septembre.....	—	I 121

TÉLÉGRAPHES (Convention de)

		1858		
Juin.	30	Belgique, France.....	63	III 293
		1859		
Juillet	29	Grèce, Turquie.....	63	III 289
		1861		
Nov..	20	Russie, Turquie.....	65	III 263
Déc..	1	France, Suisse.....	64	II 153
		1862		
Juin.	16	Autriche, Turquie, Serbie, Principautés-Unies.....	63	IV 155
		1863		
Fév..	1	France, Luxembourg.....	64	III 148
Avril.	11	Belgique, France.....	—	— 354
Août.	31	France, Pays-Bas.....	63	— 366
Nov..	8	Perse, Turquie.....	64	— 144
Déc..	9	Grande-Bretagne, Turquie.....	—	— 146
	24	Espagne, France.....	—	II 157
		1864		
Août.	7	Grèce, Turquie.....	64	IV 197
	27	France, Prusse.....	65	III 7
Sept.	3	Grande-Bretagne, Turquie, Indes anglaises.....	—	I 163

CONVENTIONS TÉLÉGRAPHIQUES (Suite)

1864

Sept. 10	France, Espagne, Portugal.....	65	I	161
Déc.. 27	Bade, France.....	—	IV	95

1865

Mai.. 22	Autriche, Principautés-Unies.....	65	IV	2
----------	-----------------------------------	----	----	---

TUNIS

1861

Sept.	<i>Constitution</i>	61	IV	278
-------	---------------------------	----	----	-----

1863

Oct.. 10	<i>Convention Grande-Bretagne</i> , Possession de biens-fonds.....	64	IV	21
----------	--	----	----	----

1864

Mai.. 13	<i>Drouyn de Lhuys à Moustier</i> , Maintien de la famille régnante...	65	II	414
Juin. 10	— Approbation de l'Angleterre aux vues de la France.....	—	—	414
	26 <i>Rescrit Bey</i> , Trouble.....	64	IV	312
Août. 11	<i>Circulaire Bey</i> , Conclusion de la paix.....	—	—	313
Déc.. 19	<i>Drouyn de Lhuys à Latour d'Auvergne</i> , Politique de la France...	65	II	415

1865

Janv. 6	<i>Drouyn de Lhuys à Moustier</i> , Engagement de la Turquie de res- pecter le statu quo.....	65	II	416
25	<i>Wood à Russell</i> , Révolte dans la régence.....	—	IV	182

URUGUAY

CONFLIT ENTRE LE BRÉSIL, L'URUGUAY ET LE PARAGUAY.

1864

Oct.. 11	<i>Notification Brésil</i> , Blocus de Paysandu et de Salto.....	65	II	212
18	<i>Hernandez à Tamandare</i> , Protestation de l'Espagne.....	—	—	213
18	<i>Lettsen à Tamandare</i> , Protestation de la Grande-Bretagne.....	—	—	214
19	<i>Maillefer à Tamandare</i> , Protestation de la France.....	—	—	216
19	<i>Acevedo à Tamandare</i> , Protestation du Portugal.....	—	—	217
Nov.. 12	<i>Bergès à Vianna de Lima</i> , Rupture du Paraguay avec le Brésil..	—	—	219
13	<i>Vianna de Lima à Bergès</i> , Détention du navire marque de <i>Olinda</i>	—	—	220
14	<i>Bergès à Vianna de Lima</i> , Réponse à 13 novembre.....	—	—	221
14	<i>Vianna de Lima à Bergès</i> , Réponse à 12 novembre.....	—	—	221
14	<i>Bergès à Vianna de Lima</i> , Réponse à demande de passe-ports...	—	—	222
17	<i>Circulaire Bergès</i> , Rupture du Paraguay avec le Brésil.....	—	—	223
Déc.. 13	<i>Décret présidentiel</i> , Rupture de l'Uruguay avec le Brésil.....	—	—	223
31	<i>Circulaire Bergès</i> , Situation du Paraguay dans le conflit.....	—	—	224

1865

Janv. 2	<i>Notification Tamandare</i> , Blocus de Montevideo.....	65	II	226
10	<i>Paranhos à Elizalde</i> , Origine du conflit.....	—	—	232
19	<i>Paranhos au corps diplomatique étranger</i> , Causes du conflit...	—	—	234
26	— Raisons de la déclara- tion de guerre du Brésil au Paraguay.....	—	—	237
28	<i>Florès à Paranhos</i> , Offre de satisfaction par l'Uruguay.....	—	—	240
31	<i>Paranhos à Florès</i> , Réponse à 28 janvier.....	—	—	242
Fév.. 20	<i>Protocole</i> , Négociation de paix entre le Brésil et l'Uruguay.....	—	—	243

ZOLLVEREIN

1833

- Mars. 22 *Traité Prusse, Hesse-Électorale, Hesse-Grand-Ducale, Bavière, Wurtemberg, Douanes*..... 62 IV 220

1841

- Mai.. 8 *Traité Prusse, Bavière, Saxe, Wurtemberg, Bade, Hesse-Électorale et Grand-Ducale, Saxe-Weimar-Eisenach, Meiningen, Altenbourg, Cobourg-Gotha, Schwarzbourg-Rudolstadt et Sondershausen, Reuss Greiz-Schleiz-Lobenstein-Ebersdorf, Nassau, Francfort, Prorogation du traité du 22 mars 1833*... 62 IV 240

1853

- Avril. 4 *Traité Prusse, Bavière, Saxe, Hanovre, États de Thuringe, Brunswick, Oldenbourg, Nassau, Francfort, Extension de l'Union douanière*..... 62 IV 269

1856

- Janv. 26 *Traité Prusse, Hanovre, Hesse-Électorale, États du Zollverein, Brême, Pour faciliter le commerce*..... 62 IV 292

1860

- Juillet *Promemoria autrichien, Rapports avec le Zollverein*..... 62 IV 360
Août. *Promemoria prussien, Réponse à juillet*..... — — 362

1861

- Avril. 6 *Mémoire prussien, Traité avec la France*..... 62 IV 423
Sept. 4 *Circulaire prussienne, idem*..... — — 451
15 *Mémoire autrichien, idem*..... — — 458

1862

- Avril. 3 *Circulaire prussienne, Traité avec la France*..... 62 IV 464
3 *Réponse de la Prusse à l'Autriche 15 septembre, Traité avec la France*..... — — 490
Juillet 20 *Bernstorff à Werther, Traité de commerce avec la France*.... 63 I 97
24 *Mémoire autrichien, Traité de commerce franco-prussien*... 65 — 321
26 *Rechberg à Karolyi, Entrée de l'Autriche*..... 63 — 101
Août. 2 *Traité France et Prusse, Commerce*..... 62 IV 308
2 — *Service des chemins de fer*..... — — 346
2 — *Navigation*..... — — 350
2 — *Propriété littéraire*..... — — 356
2 — *Protocole particulier de signature*.... 63 I 105
5 *Circulaire Bernstorff aux agents de l'Autriche*..... — — 106
8 *Note de la Bavière, Traité de commerce franco-prussien*..... 65 — 328
11 *Note de Wurtemberg, idem*..... — — 339
16 *Note du Hanovre, idem*..... — — 341
21 *Beust à Pfister Schmidt (Saxe), idem*..... — — 342
21 — *Réponse à l'Autriche sur son entrée dans le Zollverein*..... — — 343
26 *Note de la Prusse, Réponse à 8 août*..... — — 345
26 — *Réponse à 11 août*..... — — 358
Sept. 1 *Roggenbach (Bade) à Borckheim, Traité franco-prussien*..... — — 360
2 *Sénat de Francfort à Wentzel, idem*..... — — 365
11 *Wutgenstein (Nassau) à Lohneysen idem*..... — — 366
18 *Platen Allermund à Reitzenstein, Réponse du Hanovre à 26 août*... — — 367
20 *Hugel à Uxkull, Réponse Wurtemberg à 26 août*..... — — 368
Oct.. *Bismark à Perponcher, Refus de la Bavière d'accéder au traité franco-prussien*..... — — 374
Nov.. 12 *Bismark à Schulenburg-Priemern, Réponse à 20 septembre*... — — 375

ZOLLVEREIN (Suite)

1862

Nov..	18	<i>Bismark à Carlitz</i> , Refus de Nassau d'accéder au traité franco-prussien.....	65	I	375
	20	<i>Hugel à Uzkuhl</i> , Réponse du Wurtemberg à la Prusse, idem....	—	—	378
Déc..	6	<i>Dalwigk à Wentzel</i> , Réponse de Hesse-Darmstadt, idem....	—	—	383
	31	<i>Schrenck à Montgelas</i> , Réponse de la Bavière, idem....	—	—	380

1863

Janv.	27	<i>Bismark à Perponcher</i> , Négociations d'un traité de commerce avec la Belgique.....	65	I	384
Mars.	21	<i>Bismark à Perponcher</i> , idem.....	—	—	385
	23	<i>Drouyn de Lhuys à Gabriad</i>	63	IV	292
	31	<i>Circulaire prussienne</i> , Traité avec la Belgique.....	—	II	209
Mai..	19	<i>Drouyn de Lhuys à Talleyrand</i>	—	IV	294
Juin.	8	<i>Drouyn de Lhuys à Reculot</i>	—	—	296
	13	<i>Commissaire bavarois à la conférence douanière de Munich</i> , Proposition de l'Autriche.....	65	I	388
Juillet	8	<i>Circulaire prussienne</i> , Déclaration de la Bavière du 13 juin....	—	—	392
	8	— idem.....	—	—	393

1864

Juin.	27	<i>Convention pour la prorogation de l'Union de Thuringe</i> , Prusse, Hesse-Électorale, Saxe-Weimar-Eisenach, Saxe-Meiningen, Saxe-Altembourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Schwarzbourg, Rudolstadt et Sondershausen, les deux Reuss.....	65	I	422
	28	<i>Traité pour la prorogation du Zollverein</i> , Prusse, Saxe, Bade, Hesse-Électorale, États de Thuringe, Brunswick et Francfort.	—	—	398
	28	<i>Convention pour l'impôt du sucre de betterave</i> , idem.....	—	—	401
	28	<i>Convention pour le nivellement réciproque des impôts sur produits indigènes</i> , idem.....	—	—	415
	28	<i>Convention sur la circulation des vins et du tabac</i> , idem.....	—	—	420
Juillet	11	<i>Traité Hanovre et Oldenbourg</i> , Accession à convention du 28; tabac.....	—	—	424
	28	<i>Rechberg à Chotek</i> , Condition d'une union douanière avec l'Autriche.....	—	—	395
Août.	25	<i>Bismark à Werther</i> , Négociations avec l'Autriche.....	—	—	173
Oct..	12	<i>Traité Bavière, Wurtemberg, Hesse-Darmstadt, Nassau</i> , Accession au traité du 28 juin.....	—	—	429
	13	<i>Convention Zollverein</i> , Droits de navigation sur le Rhin.....	—	—	432
Déc..	14	<i>Protocole additionnel au traité du 2 août 1862 avec la France</i> ..	—	—	434

QUATRIÈME PARTIE

ÉPHÉMÉRIDES

DIPLOMATIQUES ET POLITIQUES

JANVIER 1861

- 1 *Russie*. Ratification du Traité du 14 novembre 1860 avec la Chine.
- 1 *Cochinchine*. Les troupes françaises remportent une victoire près de Saïgon.
- 2 *Prusse*. Mort du roi Frédéric-Guillaume IV, né le 15 octobre 1795.
- 2 — Avènement du roi Guillaume I^{er}, né le 22 mars 1797.
- 3 *Bavière*. Réunion du Parlement, ajourné depuis 1859.
- 3 *Italie*. Le chevalier Farini est relevé de ses fonctions de gouverneur général des provinces napolitaines et remplacé par le prince de Carignan.
- 4 *Belgique, Maroc*. Traité de commerce et de navigation. Plénipotentiaires : Ernest Daluin, Abd-er-Rhaman-el-Aagi.
- 5 *États-Unis*. Sécession du Mississippi adoptée par 84 voix contre 15.
- 5 *Francfort*. Motion de Hesse-Cassel à la Diète contre l'Association nationale allemande.
- 7 *Portugal*. Ouverture des Cortès.
- 7 *Prusse*. Avènement du roi Frédéric-Guillaume I^{er} Louis, né le 22 mars 1797.
- 7 *Italie*. Prince Eugène de Savoie Carignan, lieutenant général des provinces napolitaines.
- 8 *États-Unis*. Message du président Buchanan au Congrès.
- 8 — Démission de M. Thompson, secrétaire d'État de l'intérieur.
- 8 *Prusse*. Proclamation du roi Guillaume.
- 9 *Italie, Deux-Siciles*. Armistice de Gaëte. Suspension des hostilités jusqu'au 19.
- 10 *Danemark*. Patente pour l'usage facultatif de la langue allemande dans le Slesvig.
- 11 *États-Unis*. Sécession de l'Alabama adoptée par 61 voix contre 39.
- 11 — Séparation de la Floride de l'Union américaine par 62 voix contre 5.
- 11 *Mexique*. Entrée du président Juarez à Mexico.
- 11 *Italie*. Armistice de Gaëte.
- 12 *Francfort*. Commission de la Diète pour l'unité des poids et mesures dans la Confédération germanique.
- 13 *Espagne*. Mort du comte de Montemolin, né le 31 janvier 1818, et de la comtesse, fille de Ferdinand II de Naples, née le 29 février 1820.
- 14 *Prusse*. Ouvertures des Chambres.
- 15 *Deux-Siciles*. Décret de François II accordant le Statut de 1812 à la Sicile.
- 17 *Francfort*. Décision de la Diète sur la résidence des consuls étrangers dans les forteresses fédérales.
- 17 *Naples*. Ministère de la lieutenance : intérieur, commerce, agriculture, Liberio Romano; justice, d'Ajossa; police, Spaventa; finances, La Terza; instruction publique, Imbrani; affaires ecclésiastiques, Mancini; travaux publics, Oberti.
- 18 *Autriche*. Décret pour un emprunt de 30 millions.
- 19 *États-Unis*. La Géorgie se sépare de l'Union par 208 voix contre 89.
- 19 *Gaëte*. La flotte française quitte son mouillage devant Gaëte.
- 20 *Italie*. Blocus de Gaëte.

JANVIER 1861 (Suite)

- 21 *Grande-Bretagne*. Dépêche du comte Russell au sujet de l'annexion de Naples, de la Sicile, de l'Ombrie et des Marches à la Sardaigne.
- 21 *Mexique*. Nouveau ministère : affaires étrangères, M. Zarco ; finances, M. Prieto ; guerre et marine, M. Ortega ; intérieur, M. Ogazon ; travaux publics, M. Auza ; justice, M. Ramirez.
- 23 *Gaëte*. Bombardement par les Piémontais.
- 24 *Prusse, Japon*. Signature d'un Traité de commerce.
- 26 *États-Unis*. La Louisiane se sépare de l'Union par 113 voix contre 17.
- 28 — Message du président Buchanan.
- 29 *Bolivie*. Le président Linarès, élu le 31 mars 1859, est arrêté et mis en jugement.
- 30 *États-Unis*. Entrée du Kansas dans l'Union.
- 30 *Brésil*. Elections générales.

FÉVRIER 1861

- 1 *États-Unis*. Sécession du Texas par 166 voix contre 7.
- 2 *France, Monaco*. Signature du Traité pour la cession de Monaco et Roquebrune. Plénipotentiaires : M. Faugère, le comte d'Avigdor.
- 2 *France*. Modification de l'article 42 de la Constitution.
- 3 — Mort du maréchal Bosquet.
- 3 — Décret organique sur les grands corps de l'État.
- 4 — Ouverture de la session législative.
- 4 *États-Unis*. Réunion à Montgomery des députés des six États séparatistes : Caroline du Sud, Alabama, Floride, Géorgie, Louisiane, Mississippi.
- 5 *Grande-Bretagne*. Ouverture du Parlement.
- 5 *Gaëte*. Continuation du bombardement.
- 5 *Autriche*. Modifications dans le ministère : l'archiduc Rénier, président du conseil au lieu du comte de Rechberg, qui conserve ses fonctions de ministre de la maison de l'Empereur et des affaires étrangères ; ministre du commerce, le comte Wickenbourg ; ministre de la justice, M. de Pratobevera.
- 6 *France*. Promulgation d'une déclaration relative à la limite de souveraineté sur les ponts du Rhin entre Bade et la France.
- 7 *Francfort*. Adoption par la Diète des propositions des Comités réunis pour les affaires du Holstein et du Lauenbourg, tendant à amener une exécution fédérale contre le Danemark.
- 9 *États-Unis*. Les députés des États séparatistes nomment M. Jefferson Davis président de la Confédération.
- 11 *Cochinchine*. Arrivée de l'escadre française devant Saïgon.
- 13 *Gaëte*. Capitulation de Gaëte.
- 14 — Occupation de la ville par les troupes sardes.
- 14 *Toscane*. Suppression de l'autonomie administrative de la Toscane.
- 15 *Uruguay*. Ouverture des Chambres.
- 16 *Deux-Siciles*. Appel de François II à l'Europe.
- 16 *France*. Promulgation de la Convention du 3 avril 1860 relative à la construction d'un pont fixe à Mayence.
- 18 *Italie*. Ouverture du premier Parlement italien.
- 18 *États Confédérés*. Installation du président Jefferson Davis.
- 18 *Belgique, Hanovre*. Signature d'une Convention pour l'abolition du droit de stade. Plénipotentiaires : le baron Nothomb, le comte de Platen Hallermund.
- 20 *Naples*. Le chevalier Fortunato cesse d'être reconnu comme représentant de François II à Londres.
- 22 *Wurtemberg*. Ordonnance modifiant la législation de la presse.
- 25 *Cochinchine*. Victoire des troupes françaises et espagnoles.
- 25 *Pologne*. Manifestation à Varsovie pour l'anniversaire de la bataille de Grochow.
- 26 *Autriche*. Constitution de l'Empire.
- 26 *Italie*. Adoption par le Sénat du projet de loi conférant à Victor-Emmanuel le titre de roi d'Italie.

FÉVRIER 1861 (Suite)

- 27 *États Confédérés*. Émission d'un emprunt de 15 millions de dollars.
- 27 *Grèce*. Ouverture des Chambres par le roi Othon.
- 27 *Autriche*. Publication des statuts provinciaux.
- 27 *Pologne*. Émeute à Varsovie.
- 28 *Syrie*. Pétition des chrétiens de Syrie à l'Empereur pour demander la prolongation de l'occupation française.

MARS 1861

- 1 *Iles Ioniennes*. Ouverture du Parlement.
- 1 *Pays-Bas*. Démission du ministère.
- 2 *Autriche*. Protestation contre l'adoption par Victor-Emmanuel du titre de roi d'Italie.
- 2 *États-Unis*. Admission du Nouveau-Mexique dans l'Union.
- 2 *Mexique*. Le président Miramon s'échappe du Mexique.
- 2 *Pologne*. Pétition au prince Gortchakoff pour demander le rétablissement de la nationalité polonaise.
- 3 *Russie*. Manifeste de l'Empereur relatif au servage.
- 4 *États-Unis*. Installation du président Lincoln à Washington.
- 6 — Formation du cabinet Lincoln : M. W.-H. Seward, secrétaire d'État ; M. S. P. Chase, trésor ; M. S. Cameron, guerre ; M. G. Welles, marine ; M. C. B. Smith, intérieur.
- 6 *Holstein*. Ouverture de la session des États à Itzehoe : commissaire royal, M. Rassloff, ministre.
- 7 *France, Sardaigne*. Convention de délimitation. Plénipotentiaires : le comte de Rayneval, M. Cerutti de Cantogno.
- 8 *États Confédérés*. Formation du cabinet Jefferson Davis : M. R. Toombs, secrétaire d'État ; M. C. L. Memmenger, trésor ; M. L. P. Walker, guerre ; M. S. M. Mallory, marine.
- 9 *Pologne*. L'empereur Alexandre rejette la pétition du 2 mars, mais promet les réformes reconnues nécessaires.
- 9 *France, Pérou*. Traité d'amitié. Plénipotentiaires : M. de Lesseps, le docteur Melgar.
- 11 *Hongrie*. Elections des députés à la Diète.
- 12 *Iles Ioniennes*. Ajournement du Parlement à six mois.
- 12 *Italie*. Reddition de la citadelle de Messine.
- 12 *Pays-Bas*. Reconstitution du ministère : le baron Zuylen van Nyevelt, affaires étrangères ; M. Tets van Gondriaan, finances ; M. Loadon, colonies ; M. Solles, culte protestant ; M. Strens, culte catholique ; le baron de Kattendyke, marine.
- 14 *Italie*. Adoption par la Chambre des Députés de Turin de la loi qui confère le titre de roi d'Italie à Victor-Emmanuel, à l'unanimité moins 2 voix.
- 15 *France, Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie*. Prolongation de l'occupation française en Syrie jusqu'au 5 juin.
- 15 *Pologne*. Proclamation du prince Gortchakoff à Varsovie.
- 16 *Wurtemberg*. La Chambre des Députés rejette le Concordat conclu avec le Saint-Siège par 63 voix contre 27.
- 16 *Grande-Bretagne*. Mort de la duchesse de Kent, née le 17 août 1786.
- 17 *France*. Promulgation de la Convention consulaire du 10 décembre 1860 avec le Brésil.
- 17 *Italie*. Promulgation de la loi conférant à Victor-Emmanuel le titre de roi d'Italie.
- 18 *États-Romains*. Allocution du Pape en Consistoire secret.
- 18 *Saint-Domingue*. Incorporation à l'Espagne.
- 19 *Italie*. Démission du cabinet Cavour.
- 22 *Danemark*. Circulaire relative à l'examen du budget par la Diète de Holstein.
- 23 *Italie*. Constitution du nouveau cabinet : comte Cavour, présidence, affaires étrangères et marine ; Minghetti, intérieur ; général Fanti, guerre ; Cassinis, justice ; Peruzzi, travaux publics ; Bastoggi, finances ; de Sanctis, instruction publique ; Natoli, commerce ; Niutta, sans portefeuille.

MARS 1861 (Suite)

- Vénétie*. Ordonnance pour l'élection de vingt députés au Conseil de l'empire.
 5 *Chine*. Entrée solennelle de M. de Bourboulon, ministre de France, à Pékin.
 25 *Holstein*. La Diète rejette les bases de la nouvelle Constitution proposée par le Danemark.
 25 *Pologne*. Émeute à Varsovie.
 26 *Pologne*. Ukase impérial accordant un conseil d'État, etc., etc.
 26 *Toscane*. Protestation du Grand-Duc contre la formation du royaume d'Italie.
 26 *Portugal*. Dissolution de la Chambre des députés.
 26 *Chine*. Installation des légations de France et d'Angleterre à Pékin.
 27 *France*. Promulgation de la déclaration du 25 mars 1861 sur l'exportation des sel. avec la Suisse.
 27 *Pologne*. Circulaire de la Société agricole de Varsovie.
 27 *Turquie*. Blocus des côtes d'Albanie.
 29 *Danemark*. Démission de M. Rasloeff, ministre pour le Holstein et le Lauenbourg.
 30 *Modène*. Protestation contre la formation du royaume d'Italie.
 30 *Grande-Bretagne*. Reconnaissance du royaume d'Italie.
 30 *Russie*. Promulgation du Traité de limites du 16 mai 1858 avec la Chine.

AVRIL 1861

- 3 *Russie*. Promulgation du Traité de commerce du 25 juillet 1851 avec la Chine.
 3 *Pologne*. Établissement d'un conseil municipal provisoire.
 4 *France, Prusse*. Convention pour un canal des houillères de la Sarre. Plénipotentiaires : M. Thouvenel ; le comte de Pourtalès.
 5 *Naples*. Protestation de François II contre le royaume d'Italie.
 6 *États-Unis*. Sécession de l'Arkansas.
 6 *France, Russie*. Convention de propriété littéraire. Plénipotentiaires : le prince Gortchakoff ; le duc de Montebello.
 6 *Pologne*. Dissolution de la Société agricole.
 6 *Autriche*. Ouverture des Diètes provinciales.
 6 *Hongrie*. Ouverture de la Diète hongroise.
 6 *Haiti*. Protestation du général Geffrard contre l'incorporation de Saint-Domingues à l'Espagne.
 8 *Pologne*. Émeute à Varsovie.
 8 *Saint-Domingue*. Prise de possession par l'Espagne.
 8 *Danemark*. Assemblée des États du Holstein.
 10 *Parme*. Protestation contre le royaume d'Italie.
 11 *Danemark*. Clôture de la session du Holstein.
 12 *Cochinchine*. Prise de My-thô par les Français.
 12 *États-Unis*. Commencement de la guerre civile. Attaque du fort Sumter.
 13 *États-Unis*. Reconnaissance du royaume d'Italie.
 14 *Italie*. Le général della Rovere, lieutenant du Roi en Sicile.
 15 *États Romains*. Protestation du cardinal Antonelli contre le titre de royaume d'Italie.
 15 *Maroc*. Reconnaissance du royaume d'Italie.
 15 *Galicie*. Ouverture de la Diète.
 15 *États-Unis*. Proclamation du président Lincoln appelant 75 000 hommes sous les armes.
 16 *Prusse*. Création d'un ministère de la marine.
 17 *Autriche, Espagne*. Signature d'une Convention d'extradition.
 17 *États-Unis*. La Virginie se sépare de l'Union.
 19 *États-Unis*. Blocus des États confédérés.
 20 *Espagne, Portugal*. Ratification du Traité du 5 août 1860 sur la propriété littéraire.
 22 *Valachie*. Ouverture de l'assemblée à Bucharest.
 27 *États-Unis*. Proclamation du président Lincoln : Blocus des ports de la Caroline du Nord et de la Virginie.

AVRIL 1861 (Suite)

- 29 *France, Turquie*. Traité de commerce. Plénipotentiaires : le marquis de la Valette ; Aali-Pacha.
Grande-Bretagne, Turquie. Traité de commerce. Plénipotentiaires : Sir H. Bulwer ; Aali-Pacha.
 29 *Autriche*. Ouverture du Reichsrath.
 29 *États confédérés*. Message du président Jefferson Davis.

MAI 1861

- 1 *Belgique, France*. Traités de commerce. Plénipotentiaires : MM. Thouvenel, Rouher ; MM. Rogier et Liedts.
 1 *Turquie*. Circulaire relative à l'union des principautés danubiennes.
 1 *Autriche*. Discours de François-Joseph au Reichsrath.
 2 *Francfort*. Proposition de la Prusse à la Diète de suspendre les articles de la Constitution militaire concernant le général en chef, dans la prévision d'une guerre fédérale.
 3 *États-Unis*. Proclamation Lincoln : Nouvel appel de 42 034 volontaires.
 3 *Brésil*. Ouverture des Chambres.
 3 *Mecklembourg-Schwérin*. Mort de M. de Berstorff, ministre d'Etat.
 4 *Espagne, Maroc*. Convention. Plénipotentiaires : M. Merry y Colon ; le prince Muley-El-Abbas.
 4 *États-Unis*. Instruction de M. Seward à M. Dayton au sujet de la crise.
 5 *Espagne*. Suspension des Cortès.
 6 *États-Unis*. Sécession de l'Arkansas par 69 voix contre 1.
 7 — Sécession du Tennessee.
 8 *États confédérés*. Le Congrès admet l'état de guerre entre le Nord et le Sud.
 13 *États-Unis*. Occupation de Baltimore par les troupes fédérales.
 13 *Grande-Bretagne*. Proclamation pour la neutralité dans la guerre des États-Unis.
 15 *France*. Promulgation de la Convention d'extradition du 11 avril 1860 avec le Chili.
 16 *Italie*. Le comte de San Martino, lieutenant général dans les provinces napolitaines.
 18 *États-Unis*. Acceptation par le président Lincoln de la déclaration maritime du Congrès de Paris.
 18 *Belgique*. Ratification par la Chambre des députés du Traité de commerce avec la France.
 19 *Espagne*. Décret incorporant Saint-Domingue.
 20 *Portugal*. Ouverture des Cortès.
 20 *Naples*. M. de Martino, lieutenant général de Naples à la place du prince de Carignan.
 21 *Wurtemberg*. Mort de M. Knappe, ministre des finances.
 21 *États-Unis*. Sécession de la Caroline du Sud.
 24 — Les troupes fédérales franchissent le Potomac.
 25 *Deux-Siciles*. Protestation de François II contre l'emprunt italien de 500 millions.
 28 *Espagne*. Proposition à la France d'une entente des puissances catholiques pour le règlement de la question romaine.
 28 *Grèce*. Conspiration à Athènes.
 29 *Affaires de Syrie*. Rétablissement d'un pouvoir unique et chrétien dans le Liban.
 29 *Italie*. Retrait de l'exequatur aux consuls de Bavière, du Mecklembourg et du Wurtemberg.
 30 *Russie*. Mort du prince Gortchakoff, gouverneur général de Pologne.
 31 *Francfort*. Adoption par la Diète d'une proposition d'un code de commerce uniforme par l'Allemagne.

JUIN 1861

- 1 *Prusse et Saxe-Cobourg-Gotha*. Signature d'une Convention par laquelle les troupes ducales sont fondues dans l'armée prussienne. Plénipotentiaires : le comte Hochlau ; le capitaine Hartmann.

JUIN 1861 (Suite)

- États confédérés.* Appel aux armes du général Beauregard.
- 4 *Espagne.* Naissance de la princesse Marie del Pilar, troisième enfant de la reine Isabelle.
- 5 *Prusse.* Clôture des Chambres.
- 5 *Syrie.* Départ des troupes françaises.
- 5 *Naples, Bavière.* Mariage du comte Louis de Trani, frère du roi des Deux-Siciles (né le 1^{er} avril 1838), avec la princesse Mathilde de Bavière, (née le 30 septembre 1843.)
- 5 *Pologne.* Ukase de l'empereur Alexandre sur l'organisation du conseil d'État de Pologne.
- 6 *Belgique.* Clôture des Chambres.
- 6 *Italie.* Mort du comte de Cavour, né en 1809, ministre du commerce et de l'agriculture en 1849, ministre des finances en 1851. Président du conseil en 1852; plénipotentiaire au Congrès de Paris en 1856, président du conseil, etc., etc
- 9 *Syrie.* Signature de l'acte constitutif de la nouvelle administration du Liban.
- 10 *France.* Déclaration de neutralité dans le conflit des États-Unis.
- 11 *Hesse-Électorale.* Réunion de la Chambre des députés; protestation pour réclamer la Constitution de 1831.
- 11 *Italie.* Nouveau ministère.
Présidence du conseil, Affaires étrangères, Ricasoli; — Justice, Miglietti; — Intérieur, Minghetti; — Finances, Rastoggi; — Travaux publics, Peruzzi; — Instruction publique, de Sanctis; — Marine, général Menabrea; — Guerre, général della Rovere; — Commerce, Scialoja.
- 12 *Wurtemberg.* Décret annulant le Concordat.
- 12 *États confédérés.* Appel aux armes de 50000 hommes contre le Nord, par le général Jackson, gouverneur du Missouri.
- 12 *Hanovre et autres puissances.* Traité concernant l'abolition du droit de stade. Plénipotentiaires : Hanovre : le comte de Platen-Hallermund; Autriche : le comte d'Ingelheim; Belgique : le baron Nothomb; Brésil : le chevalier d'Araujo; Danemark : M. de Bulow; Espagne : le chevalier de Teran; France : le baron de Malaret; Grande-Bretagne : M. Howard; Mecklembourg-Schwérin : M. de Wickede; Pays-Bas : le baron Stratenus; Portugal : le comte de Lavradio; Prusse : le prince d'Ysembourg-Budingen; Russie : M. Persiany; Suède : M. Sterky; Lubeck : le docteur Curtius; Brême : M. Gildemeister; Hambourg : le docteur Merck.
- 13 *Prusse.* Neutralité dans le conflit américain.
- 17 *Espagne.* Ordonnance de neutralité dans le conflit américain.
- 18 *États-Unis.* Défaite des Confédérés à Booneville.
- 22 *Hanovre.* Traité pour l'abolition du droit de stade.
- 22 *Saxe-Royale.* Réforme électorale.
- 24 *Syrie.* Daoud-Effendi nommé gouverneur général du Liban.
- 24 *France.* Reconnaissance du royaume d'Italie.
- 25 *Turquie.* Mort du sultan Abdul-Médjid; avènement d'Abdul-Azis-Khan, (né le 9 février 1830).
- 27 *France.* Clôture du Corps législatif.
- 29 — Clôture du Sénat.
- 30 *Mexique.* Juarez élu président de la République.

JUILLET 1861.

- 1 *France.* Lettre de Napoléon III au ministre de la marine sur le mode de recrutement des travailleurs libres pour les colonies françaises.
- 1 *Hesse-Électorale.* Dissolution de la seconde Chambre.
- 1 *Mexique.* Juarez, président définitif de la République du Mexique.
- 1 *France, Grande-Bretagne.* Convention pour l'immigration des travailleurs indiens dans les colonies françaises. Plénipotentiaires : M. Thouvenel; le comte Cowley.
- 2 *Turquie.* Reconnaissance du royaume d'Italie.

JUILLET 1861 (Suite)

- 2 *France, Grande-Bretagne.* Convention additionnelle de poste. Plénipotentiaires : Lord Russell; le comte de Flahault.
- 3 *France, Prusse.* Articles additionnels à la Convention de poste du 21 mai 1858. Plénipotentiaires : M. Thouvenel; le comte de Pourtalès.
- 4 *États-Unis.* Message du président Lincoln, demandant 400 000 hommes et 400 millions de dollars.
- 7 *Hambourg.* Promulgation de la loi sur le mariage civil.
- 9 *États Romains.* Protestation du cardinal Antonelli, contre l'emprunt italien de 500 millions.
- 10 *Italie, Turquie.* Traité de commerce. Plénipotentiaires : Aali-Pacha; le chevalier Durando.
- 10 *États-Unis.* Vote du Congrès de Washington d'une levée de 500 000 hommes.
- 10 *Suisse.* Réunion des deux Chambres en assemblée fédérale pour la nomination du président et du vice-président pour 1862 : M. Staempfli, président; M. Furrer, vice-président.
- 10 *États-Unis.* Victoire de Mac-Clellan à Rich-Mountain.
- 11 *Danemark, États-Unis.* Traité de commerce. Plénipotentiaires : M. Seward; M. Raalsloff.
- 12 *États-Unis.* Bataille de Rich-Mountain.
- 12 Défaite des confédérés par Mac-Clellan.
- 14 *Naples.* Général Cialdini nommé lieutenant général.
- 14 *Autriche.* Dissolution de la Diète d'Istrie.
- 15 Mort du prince Adam Czartoryski, né le 14 janvier 1770.
- 17 *Mexique.* Décision du Congrès de suspendre pour deux ans les paiements à faire à l'étranger.
- 17 *Pologne.* Installation des sections réunies du Conseil d'État.
- 20 *Belgique, Mexique.* Traité de commerce. Plénipotentiaires : M. T'Kint; M. Montès.
- 21 *États-Unis.* Bataille de Bull's-Run. Défaite des fédéraux par Beauregard.
- 23 *Italie.* Prorogation des Chambres.
- 27 *Mexique.* Rupture des relations diplomatiques avec la France et l'Angleterre.
- 31 *Bade, Prusse.* Convention d'Étapes.

AOÛT 1861

- 2 *Pays-Bas.* Reconnaissance du royaume d'Italie.
- 5 *Lagos.* Cession de Lagos à la Grande-Bretagne. Plénipotentiaires : MM. Bedingfield et Coskry; le roi Docemo.
- 5 *Belgique.* Reconnaissance du royaume d'Italie.
- 6 *Luxembourg.* Ouverture de la Diète.
- 6 *Grande-Bretagne.* Prorogation du Parlement.
- 8 *Parme.* Protestation contre la vente par l'Italie des biens domaniaux de Parme.
- 10 *États-Unis.* Défaite des fédéraux à Springfield. Mort du général fédéral Lyons.
- 12 *Francfort.* Propositions des comités réunis de la Diète relatives au Holstein.
- 12 *Espagne, Vénézuëla.* Traité d'amitié. Plénipotentiaires : M. Calderon Collantès; M. Toro.
- 13 *Mexique.* Défaite de Miramon à Jalatlaco.
- 14 *Grande-Bretagne, Hesse Grand-Ducalé.* Traité pour le mariage de la princesse Alice avec le prince Frédéric-Guillaume de Hesse. Plénipotentiaires : M. Cantuar, lord Westbury, le comte Granville, le duc de Newcastle, lord Russell, lord Palmerston, M. Lewis; le comte de Gortz.
- 16 *États-Unis.* Proclamation du président Lincoln déclarant les États confédérés comme rebelles.
- 18 *Madagascar.* Mort de la reine Ranavalona, avènement de son fils Rokoto.
- 18 *France, Suisse.* Conflit de Ville-la-Grand.
- 19 *Serbie.* Ouverture de la Skuptchina.
- 22 *Hongrie.* Dissolution de la Diète.
- 22 *Chine.* Mort de l'empereur Hiengfung, avènement de Tong-tché, né en 1855.
- 23 *Finlande.* Ukase de l'empereur Alexandre.

AOÛT 1861 (Suite)

- 24 *Pérou*. Protestation contre l'incorporation de Saint-Domingue à l'Espagne.
- 27 *Venezuela*. Le général Paez s'empare de la dictature.
- 28 *Pologne*. Le comte Lambert nommé lieutenant du royaume.
- 29 *États-Unis*. Prise des forts du cap Hatteras par le général fédéral Butler.
- 30 *États-Unis*. Proclamation de la loi martiale dans le Missouri par le général Fremont.

SEPTEMBRE 1861

- 1 *Chili*. J. J. Perez, proclamé président.
- 1 *Serbie*. Clôture de la Skuptchena.
- 1 *Italie*. Démission de M. Ricasoli comme ministre des affaires étrangères et président du conseil, il prend le ministère de l'intérieur.
- 1 *Turquie*. Commencement des opérations d'Omer-Pacha dans l'Herzégovine.
- 2 *Prusse, Chine*. Traité de commerce. Plénipotentiaire : le comte d'Eulenburg.
- 4 *Mexique*. Rupture des relations diplomatiques de la France et de la Grande-Bretagne avec Juarez.
- 5 *Pologne*. Ouverture du nouveau conseil d'État.
- 6 *Nouvelle-Grenade, Panama*. Convention pour fixer les rapports diplomatiques. Plénipotentiaires : M. Murillo; M. de la Guardia.
- 7 *Deux-Siciles*. Protestation de François II contre circulaire Ricasoli relative à Naples.
- 8 *Brésil*. Clôture des Chambres.
- 8 *Vénézuëla*. Le général Paez élu président.
- 10 *Italie*. Propositions du gouvernement au Pape.
- 15 *Italie*. Ouverture des Chambres.
- 16 *Danemark*. M. Lehmann, ministre de l'intérieur.
- 16 *Pays-Bas*. Ouverture des Chambres.
- 19 *Toscane, Deux-Siciles*. Mariage de l'archiduc Charles de Toscane, frère du Grand-Duc, né le 30 avril 1839, avec la princesse Marie des Deux-Siciles, fille de Ferdinand II, née le 14 avril 1844.
- 20 *Nouvelle-Grenade*. Traité d'union; la république prend le titre d'États-Unis de la Colombie.
- 20 *États-Unis*. Prise de Lexington par les confédérés.
- 21 *Belgique, Pays-Bas*. Convention pour régler les dérivations des eaux de la Meuse, Plénipotentiaires : le baron d'Herwynen, M. Deynoot, M. Vanderkun; le baron de Vrière, M. Stichelen.
- 24 *Pays-Bas*. Reconnaissance du royaume d'Italie.

OCTOBRE 1861

- 1 *France, Belgique, Grande-Bretagne*. Entrée en vigueur des Traités de commerce du 23 janvier 1860 et du 1^{er} mai 1861.
- 1 *Pologne*. Entrée en vigueur de la loi du 16 mai 1861 sur l'abolition du servage.
- 2 *Turquie*. Note relative à l'union des Principautés.
- 8 *Hanovre*. Note sur la construction de cinquante chaloupes canonnières fédérales.
- 9 *Italie*. Organisation du royaume en préfectures et sous-préfectures.
- 10 *Belgique, Turquie*. Traité de commerce.
- 11 *Waldeck, Prusse*. Traité par la juridiction réciproque.
- 11 *Lippe, Prusse*. Convention d'Étapes.
- 14 *Pologne*. Mise en état de siège du royaume.
- 18 *Prusse*. Couronnement du roi à Königsberg.
- 21 *Pologne*. Le général de Luders, lieutenant général provisoire du royaume durant le congé du comte Lambert.
- 21 *États-Unis*. Défaite des fédéraux à Edward's Ferry.
- 24 *Grande-Bretagne, Maroc*. Convention d'emprunt. Plénipotentiaires : M. Drummond Hay; Fakee Seed Hadji Abderrahman El-Ajee.
- 24 *Grèce, Italie*. Convention de poste. Plénipotentiaires : M. Léonardos; M. della Rovere.

OCTOBRE 1861 (Suite)

- 26 *Belgique*. M. Rogier, ministre des affaires étrangères au lieu du baron de Vrière, M. Vander Peereboom, ministre de l'intérieur, et M. Frère Orban, ministre des finances.
- 27 *France, Suisse*. Affaire de la vallée des Dappes.
- 28 *Grèce, Perse*. Traité d'amitié. Plénipotentiaires : M. Renieri ; Hadji Mirza-Houssein-Khan.
- 30 *Francfort*. Proposition du Hanovre à la Diète pour la construction de cinquante chaloupes canonnières.
- 30 *Espagne, Maroc*. Traité. Plénipotentiaires : M. Calderon Collantès ; Muley-el-Abbas.
- 31 *États-Unis*. Le général Winfield Scott donne sa démission de commandant en chef, il est remplacé par le général Mac Clellan.
- 31 *Espagne, France, Grande-Bretagne*. Convention relative à l'expédition du Mexique. Plénipotentiaires : le comte de Flahault ; M. de Isturitz ; le comte Russell.
- 31 *Italie*. Le général de La Marmora, gouverneur des provinces napolitaines.

NOVEMBRE 1861

- 1 *États-Unis*. Le général Mac-Clellan, commandant en chef de l'armée, en remplacement du général Scott démissionnaire.
- 1 *Italie*. Suppression de la lieutenance générale de Naples et de l'administration séparée de la Toscane.
- 2 *Chine*. Révolution gouvernementale, le prince Kong prend les rênes du gouvernement.
- 4 *Portugal*. Ouverture des Cortès.
- 6 *Belgique*. Reconnaissance du royaume d'Italie.
- 6 *Portugal*. Mort du prince Fernando d'Alcantara, 4^e frère du Roi.
- 6 *Espagne*. Ouverture des Cortès.
- 7 *États-Unis*. Débarquement des fédéraux à Port-Royal (Caroline du Sud).
- 7 *Pologne*. Général Luders gouverneur provisoire du royaume.
- 8 *Brésil*. Reconnaissance du royaume d'Italie.
- 8 *États-Unis*. Capture du Trent par le capitaine Wilkes.
- 8 *Autriche*. Dissolution de la Diète de Croatie et d'Esclavonie.
- 11 *Pays-Bas*. Démission du baron Van Zuylen de Nijvelt, ministre des affaires étrangères.
- 11 *Portugal*. Mort du roi Pedro V, avènement du roi Luis I^{er}.
- 12 *Bavière*. Clôture des Chambres.
- 12 *Belgique*. Ouverture des Chambres.
- 12 *États-Confédérés*. Jefferson Davis réélu président pour six ans.
- 14 *Francfort*. Opposition de la Prusse dans la Diète à la proposition du Hanovre sur la construction de cinquante chaloupes canonnières.
- 14 *France*. M. Fould, ministre des finances au lieu de M. Forcade la Roquette.
- 17 *Portugal*. Mort du maréchal duc de Saldanha.
- 18 *États-Confédérés*. Réunion du congrès de Richmond.
- 19 *Grande-Bretagne, Grand-Duché de Hesse, Prusse*. Convention de propriété littéraire. Plénipotentiaires : lord Loftus ; le comte de Bernstorff ; M. de Biegeleben.
- 20 *États-Unis*. Sécession du Kentucky.
- 20 *Iles Ioniennes*. Dissolution du Parlement.
- 20 *Russie, Turquie*. Convention télégraphique. Plénipotentiaires : Djemel-Bey ; le prince Lobanoff.
- 24 *Mexique*. Ultimatum de la Grande-Bretagne et de la France.
- 25 *France, Tour et Taxis*. Convention de poste. Plénipotentiaires : M. Vandal ; M. Le Bang.
- 26 *Espagne, Italie*. Départ de Madrid du baron Tecco à cause du refus du gouvernement espagnol de lui remettre les archives napolitaines.
- 27 *Brunswick*. Mort de M. de Geyso, ministre d'Etat.
- 28 *Pologne*. Démission du marquis Wieniawski, vice-président du conseil d'Etat.

NOVEMBRE 1861 (Suite)

30 *Bade*. Ouverture des Chambres.

Turquie. Reconnaissance de l'union temporaire des Principautés-Unies.

DÉCEMBRE 1861

- 1 *France, Suisse*. Convention télégraphique. Plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys ; le docteur Kern.
- 2 *Autriche*. Entrée des troupes autrichiennes dans la Suttorina.
- 2 *États-Unis*. Message du président Lincoln.
- 4 *États-Unis*. Refus de M. Seward de prendre part à l'expédition contre le Mexique.
- 6 *Prusse*. Elections pour la Chambre des députés.
- 6 *Espagne*. Circulaire relative à la suppression des relations avec l'Italie.
- 8 *Mexique*. Arrivée des troupes espagnoles.
- 9 *Saxe-Meiningen*. Protestation contre la convention militaire, entre la Prusse et Saxe-Cobourg.
- 14 *Grande-Bretagne*. Mort du prince Albert, (né le 26 août 1819).
- 15 *Mexique*. Ministère Doblado. Affaires étrangères : M. Doblado. — Guerre et marine M. Hinojosa. — Justice et intérieur, M. Teran. — Finances, M. Echeverria.
- 17 *Mexique*. Occupation de Saint-Jean d'Ulloa par les Espagnols.
- 18 *Prusse*. Mort du comte de Pourtalès, ambassadeur de Prusse à Paris.
- 19 *Prusse, Saxe-Weimar et Saxe-Altenbourg*. Convention militaire pour incorporer les contingents des deux duchés dans l'armée prussienne.
- 20 *Espagne, Maroc*. Traité de commerce. Plénipotentiaires : M. Calderon Collantès ; le prince Muley-el-Abbès.
- 20 *Danemark*. Clôture des Chambres.
- 21 *Hanovre*. Mort du ministre des cultes de Bothmer.
- 22 *Principautés-Unies*. Proclamation pour la réunion des provinces danubiennes.
- 22 *Portugal*. Réunion des Cortès générales ; le roi Luis prête serment.
- 23 *Wurtemberg*. Clôture des Chambres.
- 27 *États-Unis*. Mise en liberté de Mason et Slidell, commissaires du Sud, pris sur le *Trent*.
- 29 *Portugal*. Mort du duc de Béja, frère du roi.
- 31 *États-Unis*. Suspension par les banques du Nord du paiement en numéraire.

1862

JANVIER 1862

- 2 *États-Unis*. Combat de Hilton-Head.
- 3 *Hongrie*. Proclamation de la loi martiale dans le comtat de Pesth.
- 3 *Hesse-Cassel*. Séance préparatoire de la Chambre des députés. Conflit constitutionnel.
- 4 *Belgique, Maroc*. Traité d'amitié, de commerce et de navigation.
- 5 *Italie*. Suppression de la lieutenance de Sicile.
- 6 *Mexique*. Arrivée de l'escadre anglaise à la Vera-Cruz.
- 7 *Espagne, France*. Convention consulaire. Plénipotentiaires : M. Adolphe Barrot M. Calderon Collantès.
- 7 *Cochinchine*. L'amiral Bonard occupe Baria.
- 8 *Hesse-Cassel*. Dissolution pour la 3^e fois de la Chambre des députés.
- 9 *Mexique*. Arrivée de la division navale française à la Vera-Cruz, sous le commandement de l'amiral Jurien de la Gravière.
- 10 *Mexique*. Proclamation des commissaires alliés au peuple mexicain.
- 11 *Honduras*. Révolution. Le président Guardiola est assassiné.
- 12 *États-Unis*. M. Stauton, ministre de la guerre, au lieu de M. Cameron.
- 14 *Prusse*. Ouverture des Chambres.
- 15 *États-Unis*. Stanton, ministre de la guerre au lieu de Cameron, envoyé comme ministre à Saint-Petersbourg.
- 15 *Montenegro*. Ouverture de la commission législative, chargée de revoir et de modifier les lois constitutionnelles.

JANVIER 1862 (Suite)

- 17 *États-Unis*. Arrivée à Hatteras de l'expédition du général Burnside contre la Caroline du Sud.
- 18 *Grande-Bretagne, Maroc*. Convention pour un emprunt. Plénipotentiaires : M. Drummond-Hey ; Seid-Hadji, Abderrahman-el-Ajée.
- 18 *États-Unis*. Victoire des Fédéraux à Somerset (Kentucky).
- 19 *États-Unis*. Combat de Mill-Springs. Défaite des Confédérés.
- 21 *Turquie*. Hatt relatif à des réformes financières.
- 21 *Hanovre*. Ouverture des Chambres.
- 22 *France*. Le général Cousin de Montauban créé comte de Palikao.
- 23 *France*. Mgr Ghigi, nonce apostolique, présente ses lettres de créance.
- 23 *Prusse*. Présentation à la chambre des seigneurs d'un projet de loi sur la responsabilité ministérielle et sur la loi du service militaire.
- 24 *Grèce*. Démission du ministère Miaulis.
- 24 *Finlande*. Ouverture des séances de la commission de la Diète.
- 25 *Danemark*. Ouverture des séances du Conseil suprême de la Monarchie.
- 26 *Autriche*. Le comte Wickenbourg ministre provisoire de la marine.
- 26 *Saxe-Weimar*. Ouverture de la Diète.
- 27 *France*. Ouverture des Chambres.
- 27 *Danemark*. Présentation au Conseil suprême d'un projet de loi modifiant la constitution générale de la monarchie.
- 30 *Pays-Bas*. Nouveau ministère. — Intérieur, Torbecke ; Affaires étrangères, Stratenus ; Justice, Olivier ; Culte protestant, Joliès ; Culte catholique, Meussen ; Marine, Kattendyke ; Finances, Betz ; Guerre, Blanken ; Colonies, Uhlenbeck.

FÉVRIER 1862

- 1 *Prusse*. Adoption du projet de loi sur la modification à introduire dans la loi sur le service militaire.
- 1 *Grèce*. Reconstitution du ministère Miaulis.
- 1 *Italie*. Suppression de la lieutenance générale de Sicile.
- 2 *France, Cayor*. Traité signé par le capitaine Jauréguiberry, cédant un terrain à la France pour y construire des magasins.
- 3 *Russie, Turquie*. Traité de commerce. Plénipotentiaires : Aali-Pacha ; le prince Lobanoff.
- 4 *Principautés-Unies*. Ministère. Présidence du Conseil, Intérieur, Catardji ; Finances, prince Mourouzi ; Cultes et Instruction publique, Balsche ; Guerre, colonel Ghyka ; Justice, Brailoi.
- 5 *Principautés-Unies*. Ouverture des Chambres.
- 6 *Grande-Bretagne*. Ouverture du Parlement.
- 6 *États-Unis*. Prise du fort Henry (Tennessee) par les Fédéraux.
- 7 *Espagne*. Mort de M. Martinez de la Rosa.
- 8 *États-Unis*. Prise de Roanoke (Caroline du Nord), par le général fédéral Burnside.
- 10 *États-Unis*. Le général Burnside s'empare de l'île Roanoke.
- 11 *Uruguay*. Ouverture des Chambres.
- 13 *Grèce*. Révolte militaire à Nauplie.
- 15 *Espagne, France*. Signature d'une convention pour le règlement d'anciennes dettes. Plénipotentiaires : M. Thouvenel ; M. Mon.
- 16 *États-Unis*. Prise du fort Donelson par les Fédéraux.
- 19 *Mexique*. Convention de la Soledad. Plénipotentiaires : le comte de Reuss, M. Doblado, MM. Lennox, Wyke et Dunlop, l'amiral Jurien de la Gravière et M. Dubois de Saligny.
- 19 *Portugal*. Démission du Ministère.
- 20 *États-Unis*. Occupation de Nashville (Kentucky) par les Fédéraux.
- 21 *Prusse, Waldeck*. Convention militaire.
- 21 *Portugal*. Nouveau ministère. Présidence et affaires étrangères, marquis de Loulé ; Guerre, vicomte de Sade Bandeira ; Travaux publics, Velloso de Horta ; Marine, Léal ; Justice, da Silva ; Finances, Avila ; Intérieur, Braacamp.

FÉVRIER 1862 (Suite)

- 22 *États confédérés*. Installation du président Jefferson Davis à Richmond.
- 26 *États-Unis*. Occupation de Nashville par les Fédéraux.
- 27 *Mexique*. Marche des Français sur Tehuacan.
- 28 *Russie, Turquie*. Traité de commerce.

MARS 1862

- 1 *Grèce*. Proclamation du roi Othon aux Grecs.
- 1 *États confédérés*. Mise en état de siège de Richmond.
- 1 *Italie*. Démission du ministère Ricasoli.
- 1 *Grèce*. Proclamation du roi Othon au sujet de l'insurrection de Nauplie.
- 3 *Mecklembourg-Schwérin*. Mort de la grande-duchesse Auguste, née le 26 mai 1822.
- 3 *États-Unis*. Protestation de M. Seward contre l'intervention européenne au Mexique.
- 4 *Italie*. Nouveau ministère. Présidence, Affaires étrangères, Rattazzi; Justice et grâce, Cordova; Finances, Sella; Guerre, général Pettiti; Agriculture et commerce, marquis Pepoli; Marine, l'amiral Persano; Travaux publics, Depretis; Instruction publique, Mancini.
- 4 *Pays-Bas, Turquie*. Signature d'un traité de commerce.
- 4 *Belgique, France*. Convention pour le chemin de fer de Charleville à Morcaline. Plénipotentiaires : M. Thouvenel; le baron de Beyens.
- 5 *États confédérés*. Proclamation du général Beauregard, commandant en chef de l'armée du Mississipi.
- 5 *Suède, Turquie*. Signature d'un Traité de commerce.
- 6 *États-Unis*. Message du président Lincoln pour l'abolition graduelle de l'esclavage.
- 8 *États-Unis*. Combat de Pea-Ridge, défaite des Confédérés.
- 8 *États-Unis*. Combat naval de Newport-News, défaite des Fédéraux.
- 10 *États-Unis*. Abandon de Manassas par les Confédérés.
- 11 *Prusse*. Démission de M. Bethmann-Hollweg, ministre des cultes.
- 11 *Suède, Turquie*. Traité de commerce.
- 13 *Danemark, Turquie*. Signature d'un Traité de commerce.
- 14 *États-Unis*. Le général fédéral Burnside s'empare de New-Bern.
- 14 *États-Unis*. Proclamation du général Mac-Clellan, commandant en chef de l'armée du Potomac.
- 18 *Prusse*. Nouveau ministère. Le comte d'Itzenpletz, ministre de l'agriculture; M. de Mühler, ministre des cultes; le comte de Liffe, ministre de la justice; M. de Jagow, ministre de l'intérieur.
- 19 *Espagne, Turquie*. Traité de commerce.
- 20 *Prusse, Turquie, Zollverein*. Traité de commerce.
- 22 *États-Unis*. Combat de Winchester.
- 23 *États confédérés*. Nouveau ministère. État, Benjamin; Guerre, Randolph; Marine, Mallory; Trésor, Memmenger.
- 23 *Russie*. Mort du comte de Nesselrode, né le 14 décembre 1780.
- 23 *Cochinchine*. Prise par les Français de Vinh-Long.
- 26 *Pologne*. Ouverture de la première assemblée générale extraordinaire du conseil d'état du royaume.
- 28 *Suède*. Général Reutersjold, ministre de la guerre en remplacement du général Bjornstjierna.
- 29 *France, Prusse*. Protocole de paraphe du Traité de commerce.
- 30 *Prusse, Saxe-Altenbourg*. Convention militaire.
- 31 *Italie*. Nouveau ministère. Présidence, Intérieur, Rattazzi; Affaires étrangères, général Durando; Justice, Conforti; Instruction publique, Mateucci; Finances, Sella; Agriculture et commerce, Pepoli; Guerre, général Pettiti; Travaux publics, Depretis; Marine, amiral Persano.

AVRIL 1862

- 3 *Mexique*. Marche des troupes françaises sur Cordova.

AVRIL 1862 (Suite)

- 3 *Prusse*. Circulaire au Zollverein sur les conditions du Traité de commerce avec la France.
- 6 *Pérou*. Reconnaissance du royaume d'Italie.
- 6 *États-Unis*. Bataille de Pittsburg.
- 7 *Grande-Bretagne, États-Unis*. Traité pour la suppression de la traite. Plénipotentiaires : lord Lyons ; M. Seward.
- 8 *États-Unis*. Évacuation de l'île du Mississippi n° 10 par les Confédérés.
- 9 *Mexique*. Conférence d'Orizaba.
- 9 *Mexique*. Note de Dubois de Saligny et de Jurien de la Gravière à Doblado pour dénoncer la reprise des hostilités.
- 11 *États-Unis*. Abolition de l'esclavage dans la Colombie.
- 12 *États-Unis*. Prise de Huntsville par les Fédéraux.
- 14 *États-Unis*. Voyage à Richmond de M. Mercier, ministre de France à Washington.
- 14 *Espagne, France*. Traité de délimitation. Plénipotentiaires : M. Maria Martin et le général Béthancourt ; M. Lobstein et le général Callier.
- 15 *Mexique*. Protestation des Commissaires français contre tout Traité cédant une partie du territoire mexicain.
- 16 *Mexique*. Proclamation des Commissaires français aux Mexicains.
- Danemark*. Clôture du Rigssraad.
- États-Unis*. Proclamation Lincoln sanctionnant la loi d'émancipation des esclaves en Colombie.
- 19 *Mexique*. Proclamation du général Lorencez, commandant les troupes françaises.
- 20 *Mexique*. Entrée du corps expéditionnaire français à Orizaba.
- 21 *Naples*. Mort du prince de Capoue, oncle du roi Ferdinand II, né le 10 octobre 1811.
- 25 *États-Unis*. Prise du fort Maçon par le général fédéral Burnside.
- 26 *France*. Mort de M. de Lagrenée, ancien ministre en Chine.
- 26 *Hesse-Cassel*. Ordonnance pour les élections.
- 26 *États-Unis*. Occupation de la Nouvelle-Orléans par le commodore fédéral Ferragut.
- 28 *Mexique*. Attaque des Cumbres par les troupes françaises.
- 28 *Mexique*. Traité Corwin, prêt de 125 millions par les États-Unis.
- 28 *États-Unis*. Prise des ports Jackson et Saint-Philippe par les Fédéraux.
- 30 *Mexique*. Mise en état de siège de Mexico par Juarez.
- 30 *France, Grande-Bretagne*. Convention pour les Compagnies commerciales, Plénipotentiaires : M. Thouvenel ; le comte Cowley.

MAI 1862

- 1 *Grande-Bretagne*. Ouverture de l'Exposition universelle de Londres.
- 1 *États-Unis*. Mise en état de siège de la Nouvelle-Orléans.
- 2 *États-Unis*. Évacuation de Yorktown par les Confédérés.
- 3 *Mexique*. L'amiral Jurien de la Gravière rentre en France.
- 3 *Mexique*. La Vera-Cruz se prononce contre Juarez.
- 3 *Wurtemberg*. Ouverture des Chambres.
- 3 *Pologne*. Désordres à Varsovie.
- 4 *Brésil*. Ouverture des Chambres.
- 4 *États-Unis*. Occupation de Yorktown par les Confédérés.
- 5 *Mexique*. Combat de Guadalupe.
- 5 *États-Unis*. Combat de Williamsburg, défaite des Fédéraux.
- 7 *France, Italie*. Convention de chemins de fer. Plénipotentiaires : MM. Salafin et Busche ; MM. Pasini et Grattoni.
- 9 *États-Unis*. Émancipation des esclaves dans la Caroline du Sud, la Géorgie et la Floride.
- 10 *États-Unis*. Occupation de Norfolk par les Fédéraux.
- 10 *Grèce*. Démission du ministère.
- 12 *États-Unis*. Proclamation du président Lincoln : cessation du blocus de Beaufort, Port-Royal et la Nouvelle-Orléans.
- 13 *Francfort*. Motion de la Diète au sujet de la Constitution de Hesse-Cassel.

MAI 1862 (Suite)

- 18 *Mexique*. Rentrée des troupes françaises dans leur campement d'Orizaba.
- 19 *Prusse*. Ouverture des Chambres.
- 19 *Brésil*. Démission du ministère.
- 20 *France*. Lettre de Napoléon III à M. Thouvenel sur la question romaine.
- 20 *Hesse-Électorale, Prusse*. Rupture des rapports diplomatiques.
- 20 *Prusse*. M. de Holzbrink, ministre du commerce, de l'industrie et des travaux publics.
- 21 *Brésil*. Démission du ministère Caxias.
- 22 *Saxe-Royale*. Ouverture des Chambres.
- 22 *Autriche, Turquie*. Signature d'un Traité de commerce. Plénipotentiaires : MM. Bar, Prokesch-Osten ; Aali-Pacha.
- 24 *Brésil*. Nouveau ministère : présidence et État, Vasconcellos ; justice, Furtado ; affaires étrangères, Carneiro de Campos, Fazenda, Carvalho ; marine, Silva ; guerre, Porto Alegre ; commerce, agriculture et travaux publics, Coelho.
- 25 *République Argentine*. Ouverture du Congrès national.
- 26 *États-Unis*. Bill de confiscation contre les personnes qui ont prêté serment aux Confédérés.
- 27 *États-Unis*. Message du président Lincoln.
- 28 *États-Romains*. Le général de Montebello, commandant du corps d'occupation français de Rome.
- 29 *États-Unis*. Le général Beauregard évacue ses retranchements de Corinthe.
- 30 *Bolivie*. Général Acha, élu président.
- 20 *Brésil*. Nouveau ministère : présidence et intérieur, marquis d'Olinda ; affaires étrangères, marquis d'Abrantès ; finances, vicomte d'Albuquerque ; agriculture, Sinimbu ; guerre, Polydoro ; marine, Lamare ; justice, vicomte de Marambaia.
- 31 *Hesse-Cassel*. Démission du ministère.

JUIN 1862

- 1 *États-Unis*. Bataille de Richmond. Défaite des Fédéraux.
- 5 *Cochinchine*. Signature d'un Traité de paix avec la France et l'Espagne. Plénipotentiaires : l'amiral Bonard, le colonel Palanca Guherrès, Phan-Tanh-Gian, et Lam-Gien-Tiep.
- 5 *États-Unis*. Prise du fort Wright par les Fédéraux.
- 6 *États-Unis*. Prise de Memphis par les Fédéraux.
- 8 *Pologne*. Le grand-duc Constantin, nommé vice-roi.
- 8 *États-Unis*. Le général fédéral Frémont battu à Union-Church par le général Jackson.
- 11 *Grèce*. Nouveau ministère : présidence et intérieur, Colocotronis ; guerre, Spiro Milio ; marine, Mexis ; cultes, Hatziskos ; finances, Levidis ; justice, Eliopoulos ; affaires étrangères, Theocharis.
- 12 *Hesse-Électorale*. Nouveau ministère : justice, Wegener ; finances, Zuschlag ; intérieur, Wiegand ; guerre, Lossberg ; affaires étrangères, Bischoffshausen.
- 13 *France, Italie*. Traité de navigation. Plénipotentiaires : M. Thouvenel, M. Nigra.
- 14 *Italie, Suède*. Traité de commerce.
- 14 *Mexique*. Combat du mont Borrégo, défaite des Mexicains.
- 14 *Bavière, Prusse*. Convention d'Étapes.
- 15 *Serbie*. Lutte à Belgrade.
- 16 *Saxe-Royale*. Adhésion au Traité de commerce franco-prussien.
- 16 *Autriche, Turquie, Serbie, Principautés-Unies*. Convention télégraphique. Plénipotentiaires : MM. Bruner, Dimitraki, Librecht, Vladimir Yakschitch.
- 17 *Serbie*. Bombardement de Belgrade par les Turcs.
- 18 *Saxe-Meiningen*. Adhésion au Traité de commerce franco-prussien.
- 20 *Principautés-Unies*. Assassinat de M. Castardji, président du conseil.
- 21 *Hesse-Électorale*. Remise en vigueur de la Constitution du 5 janvier 1831.
- 21 *Hesse-Électorale*. Nouveau ministère : finances et affaires étrangères, de Dehn-Rothfeller ; intérieur, Stiernberger ; guerre, le colonel Osterhausen ; justice, Pfeiffer.

JUIN 1862 (Suite)

- 23 *Espagne*. Naissance de la princesse Marie de la Paz, quatrième enfant de la reine Isabelle.
- 24 *Autriche, Bavière*. Signature d'une Convention pour la délimitation des frontières.
- 27 *États-Unis*. Bataille de Richmond, défaite des Fédéraux.
- 28 *Pérou*. Le général San Roman, président.
- 28 *Saxe-Royale*. Clôture de la Diète.
- 29 *France, Italie*. Convention littéraire. Plénipotentiaires : MM. Benedetti, Melegari.
- 30 *États-Unis*. Bataille de Turkey-Creek, défaite des Fédéraux.

JUILLET 1862

- 1 *Deux-Siciles*. Protestation de François II contre la reconnaissance de l'Italie par la Prusse.
- 1 *Deux-Siciles*. Protestation de François II contre la reconnaissance de l'Italie par la Russie.
- 1 *Grande-Bretagne*. Mariage de la princesse Alice avec le prince Louis de Hesse.
- 2 *Espagne*. Ajournement des Cortès.
- 3 *France*. Lettre de l'Empereur au général Forey, commandant en chef au Mexique.
- 4 *Portugal*. Clôture des Cortès.
- 4 *États confédérés*. Proclamation de Jefferson Davis après les batailles livrées devant Richmond.
- France*. Mort du duc Pasquier.
- 6 *Autriche, Turquie*. Ratification du traité de commerce.
- 7 *Principautés-Unies*. Clôture des Chambres.
- 8 *Confédération germanique*. Ouverture des conférences de Vienne pour la réforme fédérale.
- 8 *États-Unis*. Visite du président Lincoln à l'armée du Potomac.
- 9 *Saxe-Cobourg-Gotha*. Adhésion au Traité de commerce franco-prussien.
- 9 *Pays-Bas*. Vote de l'abolition de l'esclavage dans les colonies, par la seconde Chambre des États-Unis.
- 10 *Autriche*. Proposition d'une union douanière avec des territoires du Zollverein.
- 11 *Russie*. Reconnaissance du royaume d'Italie.
- 11 *États-Unis*. Le major général Halleck nommé commandant en chef de toutes les forces de terre.
- 11 *Italie*. Fiançailles de la princesse Pie avec le roi de Portugal.
- 12 *États-Unis*. Rejet par le Sénat du Traité Cowin avec le Mexique.
- 12 *États-Unis*. Vote du bill de confiscation par les deux Chambres.
- 13 *États-Unis*. Prise de Murfreesboro (Tennessee) par les Confédérés.
- 14 *États-Unis*. Vote du Sénat de Washington admettant dans l'union la Virginie occidentale comme état distinct.
- 15 *Suisse*. Réunion de l'assemblée fédérale : M. Fornerod, président; M. Dubs, vice-président pour 1863.
- 15 *Paraguay, République Argentine*. Traité de délimitation.
- 15 *États-Unis*. Combat naval sur le Mississipi en face de Wicksburg.
- 17 *États-Unis*. Clôture du Congrès.
- 18 *France*. La princesse Clotilde accouche d'un fils.
- 22 *Hanovre*. Adhésion au Traité franco-prussien.
- 22 *Danemark, États-Unis*. Convention pour le transport des gens de couleur déclarés libres à Sainte-Croix (Antilles).
- 23 *Belgique, Grande-Bretagne*. Signature d'un Traité de commerce, plénipotentiaires : M. Van de Weyer, le comte Russell et M. Milner Gibson.
- 23 *Turquie*. Première réunion à Constantinople de la conférence pour le règlement des affaires serbes.
- 25 *Prusse*. Adoption par la Chambre des députés du Traité de commerce franco-prussien.

JUILLET 1862 (Suite)

- 25 *États-Un s.* Proclamation du président Lincoln mettant en vigueur le bill de confiscation.
- 26 *France, Italie.* Convention consulaire, plénipotentiaires : M. Thouvenel, M. Nigra.
- 28 *Pérou.* Ouverture du Congrès.
- 30 *États-Unis.* Levée du siège de Wicksburg par les Fédéraux.
- 30 *Belgique, Russie.* Convention de propriété littéraire.

AOÛT 1862

- 1 *Autriche.* Ajournement des Chambres au 15 septembre.
- 1 *Prusse.* Adoption par la chambre des seigneurs du Traité de commerce franco-prussien.
- 2 *France, Prusse.* Traité de commerce, de chemin de fer, de navigation et de propriété littéraire; plénipotentiaires : le prince de la Tour d'Auvergne et M. de Clercq; le comte de Bernstorff, M. de Pommer-Esche, M. Philipsborn et M. Delbruck.
- 5 *États-Unis.* Attaque de *Bâton-Rouge* (Louisiane) par les Confédérés qui sont repoussés.
- 7 *Grande-Bretagne.* Clôture du parlement.
- 8 *Belgique, Chine.* Traité de commerce.
- 8 *Bavière.* Refus d'accéder au Traité franco-prussien.
- 9 *États-Unis.* Bataille de Cedar Mountain.
- 9 *France, Paraguay.* Renouvellement de Traité d'amitié; plénipotentiaires : M. LeFebvre de Bécourt; M. Sanchez.
- 11 *Wurtemberg.* Refus d'accéder au Traité franco-prussien.
- 13 *Chine, Portugal.* Traité de Tien-Tsin.
- 13 *Espagne.* Le marquis de la Havane présente ses lettres de créance à Paris.
- 14 *Francfort.* Présentation à la Diète des projets de réforme fédérale élaborés dans les conférences de Vienne.
- 16 *Hanovre.* Refus d'accéder au Traité franco-prussien.
- 16 *États-Unis.* Le général Mac Clellan évacue Harison-Landing.
- 17 *Italie.* Mise en état de siège de l'île de Sicile.
- 18 *États confédérés.* Réunion du Congrès à Richmond.
- 19 *Italie.* Entrée de Garibaldi à Catane.
- 20 *Nassau.* Adhésion au Traité de commerce franco-prussien.
- 20 *Italie.* Mise en état de siège des provinces napolitaines.
- 21 *Hanovre.* Le comte de Boruës, ministre d'État, est relevé de ses fonctions.
- 23 *Mexique.* Nouveau ministère. Affaires étrangères et intérieur, de la Fuente; guerre, le général Blanco; Finances, Nuñez; justice et travaux publics, Térán.
- 24 *Italie.* Le système décimal français mis en vigueur dans le royaume.
- 24 *Italie.* Proclamation de Garibaldi contre Rome.
- 25 *Italie.* Mise en état de siège des provinces méridionales napolitaines.
- 26 *Italie.* Le général Garibaldi débarque à Mélito en Calabre.
- 26 *Monténégro.* Occupation de Cetingne par les Turcs.
- 26 *États-Unis.* Prise de Manassas par les Confédérés.
- 26 *Italie.* Mise en état de siège de Naples.
- 27 *Pologne.* Proclamation du grand-duc Constantin réclamant le concours de tous les citoyens.
- 29 *Nassau.* Clôture des Chambres.
- 29 *Italie.* Combat d'Aspromonte. Garibaldi est fait prisonnier.
- 29 *États-Unis.* Bataille de Bull's-Run, défaite des Fédéraux.
- 30 *Mexique.* Proclamation à l'armée du général Forey, datée de la Martinique.
- 30 *Autriche.* Baron de Burger nommé ministre de la marine.
- 31 *Montenegro, Turquie.* Traité de Scutari.

SEPTEMBRE 1862 (Suite)

- 2 *Francfort*. Adhésion au Traité franco-prussien.
- 2 *États-Unis*. Le général Pope évacue Centreville. Le général Mac Clellan est nommé commandant de Washington.
- 3 *Montenegro, Turquie*. Commencement des négociations pour la conclusion de la paix.
- 4 *Portugal*. Ouverture des Cortès.
- 4 *Serbie*. Règlement des affaires de Serbie par la conférence de Constantinople.
- 4 *Brésil*. Clôture des Chambres.
- 5 *États-Unis*. Passage du Potomac par les Confédérés.
- 5 Protocole signé à Constantinople pour la reconstruction de la coupole du Saint-pulcre à Jérusalem.
- 6 *États-Unis*. Entrée des Confédérés à Frederick (Maryland).
- 8 *Pologne*. Levée de l'état de siège dans le gouvernement de Radom.
- 8 *États-Unis*. Proclamation du général Lee au peuple du Maryland.
- 9 *États-Unis*. Combat de Williamsburg.
- 9 *Paraguay*. Mort du président Lopez.
- 12 *France, Madagascar*. Traité de commerce; plénipotentiaires : le capitaine Dupuy Rainilaiarivony, Rahariraka et Rainiketaka.
- 14 *États-Unis*. Bataille de Middletown, défaite des Confédérés.
- 15 *Pays-Bas*. Ouverture des États généraux.
- 16 *États-Unis*. Capitulation des fédéraux à Harper's Ferry.
- 16 *États-Unis*. Évacuation d'Harper's Ferry par les Confédérés.
- 17 *États-Unis*. Bataille d'Antietam-Creek.
- 17 *États-Unis*. Prise de Mumfordsville (Kentucky) par les Confédérés.
- 19 *États-Unis*. Les confédérés chassés du Maryland repassent le Potomac.
- 20 *Pologne*. Oukase levant les décrets de confiscation pour crimes politiques.
- 22 *Madagascar*. Couronnement du roi Radama II.
- 22 *Mexique*. Ordre du jour du général Forey en date de la Vera-Cruz.
- 22 *États-Unis*. Proclamation de la libération dans les États révoltés au 1^{er} janvier 1863.
- 23 *Prusse*. M. de Bismark, ministre et président provisoire du conseil en remplacement du prince de Hohenlohe.
- 24 *Bade, Suisse*. Convention de chemin de fer; plénipotentiaires : MM. Hallauer, Stoker et Ziegler; MM. Poppen, Schmidt, Gerwig et Burg.
- 25 *Italie, Portugal*. Signature du contrat de mariage de la princesse Pie.
- 26 *Équateur, Saint-Siège*. Concordat.
- 27 *Italie*. Mariage par procuration de la princesse Pie avec le roi de Portugal.
- 27 *Turquie, Villes hanséatiques*. Traité de commerce; plénipotentiaires : le docteur Geffeken; Aristarchi Bey.

OCTOBRE 1862

- 1 *Pologne*. Ouverture de la session du Conseil d'État.
- 1 *Prusse*. M. de Bodelschwingh, ministre des finances.
- 4 *Danemark*. Ouverture de la Diète du royaume.
- 4 *États-Unis*. Bataille de Corinth (Tennessee); retraite des Confédérés.
- 5 *République argentine*. Général Mitre élu président.
- 5 *Italie*. Amnistie de Garibaldi.
- 5 *États-Unis*. Prise de Galveston (Texas) par les fédéraux.
- 6 *Portugal*. Arrivée de la princesse Pie à Lisbonne; son mariage avec le roi.
- 7 *Norvège*. Ouverture du Storthing.
- 8 *États-Unis*. Bataille de Perrysville (Kentucky).
- 9 *Prusse*. Démission de MM. de Bernstorff et de Holzbrinck; M. de Bismark nommé président du Conseil et ministre des affaires étrangères.
- 10 *Pologne*. Levée de l'état de siège dans les gouvernements de Lublin et d'Augustow.
- 11 *Russie*. Réforme judiciaire.
- 12 *Hesse-Cassel*. Refus d'accéder au Traité franco-prussien.

OCTOBRE 1862 (Suite)

- 12 *Confédération argentine*. Ministère : intérieur, Rawson; affaires étrangères, Elizalde; finances, Sarsfield; justice, Costa; guerre et marine, Gelly y Obes.
- 14 *Grande-Bretagne, Paraguay*. Traité pour rétablir les relations amicales. Plénipotentiaires : M. W. Doria; M. F. Sanchez.
- 14 *Prusse*. Clôture des Chambres.
- 14 *Bavière*. Ouverture à Munich d'un congrès commercial.
- 15 *France*. M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Thouvenel.
- 16 *Paraguay*. Le général Lopez est nommé président de la république.
- 17 *France*. Le prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur à Londres, en remplacement du marquis de la Valette.
- 17 *Ravière*. Proposition du congrès commercial pour l'adhésion du Zollverein au Traité franco-prussien.
- 17 *Grèce*. Soulèvement de la garnison de Vonitza.
- 20 *Mexique*. Ouverture du Congrès par Juarez.
- 20 *France*. Mehemed Djénil Pacha, ambassadeur de Turquie, présente ses lettres de créance.
- 20 *République argentine*. Clôture du Congrès.
- 22 *Mexique*. Proclamation du général Forey à Cordova.
- 22 *États-Unis*. Bataille de Pea-Ridge, défaite des Confédérés par Blunt.
- 22 *États-Unis*. Attaque de Pocatigo (Caroline du Sud), les Fédéraux sont repoussés.
- 23 *Grèce*. Révolution à Athènes.
- 23 *Suède*. Ouverture de la Diète.
- 24 *Mexique*. Arrivée du général Forey à Orizaba.
- 24 *Grèce*. Révolution. Départ du roi Othon.
- 24 *Grèce*. Gouvernement provisoire. Président, D. Bulgaris; affaires étrangères, Papa-mandjopoulos; intérieur, Zaïmis; finances, Manghinas; justice, Comoundouros; guerre, Mauromicalis; instruction publique, Deligiorgis; marine, Kalifrounas; cultes, Nicopoulos.
- 25 *Grèce*. Proclamation du gouvernement provisoire aux Hellènes.
- 25 *Pérou*. Ministère : Affaires étrangères, Paz-Soldan; intérieur, Arenas; justice, Vidaurre; guerre, Fresancho.
- 27 *Mexique*. Manifeste du congrès de l'union mexicaine.
- 27 *Hesse-Électorale*. Réunion de la Chambre des députés.
- 28 *Luxembourg*. Ouverture des États.
- 29 *Paraguay*. Ministère : Affaires étrangères, J. Bergès; intérieur, Sanchez; finances, Gonzale; guerre et marine, le colonel Lopez.
- 30 *Hesse-Électorale*. Ouverture de la Diète.
- 31 *Espagne*. Clôture des Cortès.

NOVEMBRE 1862.

- 3 *Mexique*. Proclamation du général Forey aux Mexicains.
- 5 *Portugal*. Ouverture des Cortès.
- 7 *États-Unis*. Le général Mac Clellan remplacé dans le commandement de l'armée du Potomac par le général Burnside.
- 7 *Mexique*. Entrée du général Berthier à Jalapa.
- 11 *Belgique*. Ouverture des Chambres.
- 11 *Hongrie*. Amnistie aux condamnés politiques.
- 12 *Hesse-Darmstadt*. Ouverture des Chambres.
- 12 *Holstein*. Patente du Danemark instituant un gouvernement séparé.
- 13 *Belgique, Grande-Bretagne*. Convention par la reconnaissance réciproque des droits des sociétés par actions.
- 16 *Prusse*. Ouverture des diètes provinciales.
- 16 *Italie*. Levée de l'état de siège à Naples et en Sicile.
- 16 *Principautés-Unies*. Ouverture des Chambres.
- 19 *Mecklembourg-Schwérin et Strelitz*. Ouverture de la Diète.

NOVEMBRE 1862 (Suite)

- 19 *Hesse-Cassel*. Prorogation des Chambres.
- 22 *Pays-Bas, Suisse*. Traité d'amitié. Plénipotentiaires : M. Foesy ; le colone Herosée.
- 22 *Mexique*. Occupation de Tampico par les Français.
- 30 *Italie, Suisse*. Convention relative à la séparation des biens de la Mense de Côme. Plénipotentiaires : le chevalier Ferretti et le docteur Decio ; MM. Jauch, Bolla et Vieli.

DÉCEMBRE 1862.

- 1 *Espagne*. Ouverture des Cortès.
- 1 *Grèce*. Décret du gouvernement provisoire invitant le peuple à élire un roi.
- 1 *États-Unis*. Message du président Lincoln au Congrès.
- 1 *États-Unis*. Combat de Hartsville (Tennessee). Victoire des Confédérés.
- 2 *Italie*. Démission du cabinet Rattazzi.
- 3 *États-Unis*. Occupation de Winchester par le général fédéral Geary.
- 3 *Grèce*. Décret du gouvernement provisoire pour un emprunt de 6 millions de drachmes.
- 4 *Honduras*. Le président F. Martin entre en fonctions.
- 4 *Mexique*. Occupation de Palmar et San Andres sur le plateau d'Anahuac par le général Douay et le colonel Lheriller.
- 5 *Hesse-Cassel*. La Chambre reprend ses séances.
- 5 *Grèce*. Opérations du suffrage universel pour la nomination d'un roi.
- 6 *Italie, Suisse*. Traité pour régler la question des diocèses du Tessin.
- 7 *États-Unis*. Combat de Prairie-Grove (Arkansas); retraite des Confédérés.
- 8 *France, Suisse*. Traité de la vallée des Dappes. Plénipotentiaires : le marquis Turgot ; M. Staempfli.
- 8 *Italie*. Nouveau ministère. Présidence : Farini ; affaires étrangères, Pasolini ; intérieur, Peruzzi ; finances, Minghetti ; grâce et justice, Pisanelli ; travaux publics, Menabrea ; guerre, Della Rovere ; marine, Ricci ; instruction publique, Amari ; commerce et agriculture, Manna.
- 9 *Hanovre*. Nouveau ministère. Maison du roi : Malortie ; intérieur, Hammerstein ; cultes, Lichtenberg ; justice, Windhorst ; finances, Erxleben ; affaires étrangères, comte de Platen Hallermund ; guerre, baron de Brandis.
- 9 *Prusse*. Démission de M. Jagow, ministre de l'intérieur ; remplacé par le comte d'Eulenburg ; M. de Selchow, ministre de l'agriculture.
- 10 *Chili*. Clôture du Congrès.
- 11 *États-Unis*. Bombardement de Fredericksburg par le général Burnside (fédéral).
- 11 *Belgique, Suisse*. Traité de commerce. Plénipotentiaires : M. de Grimberghe ; le colonel Fréy-Herosée.
- 11 *France*. Le baron de Budberg, ambassadeur de Russie, présente ses lettres de créance.
- 13 *États-Unis*. Bataille de Fredericksburg.
- 13 *Havane*. Le maréchal Serrano remplacé comme gouverneur par le général Dulce.
- 14 *Russie*. Déclaration que l'élection du duc de Leuchtenberg ou du prince Alfred au trône de Grèce serait nulle.
- 14 *États-Unis*. Prise de Kinston par le général Foster, fédéral. — Retraite des Confédérés sur Goldsboro et Pikeville.
- 15 *États-Unis*. L'armée fédérale repasse le Rappahanock.
- 15 *États-Unis*. Le général Banks, commandant de la Nouvelle-Orléans, au lieu du général Butler.
- 16 *Pologne*. Levée de l'état de siège dans les gouvernements de Varsovie et de Plock.
- 17 *Espagne*. Suppression des passe-ports.
- 17 *Belgique, Suisse*. Convention de poste. Plénipotentiaires : M. de Grimberghe ; le docteur Naef.
- 18 *Francfort*. Rapport de M. Von der Pfordten à la Diète sur l'institution d'une assemblée de délégués.
- 18 *Autriche*. Clôture de la première session du Rigsraad. — Le baron Pratobevera, ministre de la justice, remplacé par le docteur Hein.

DÉCEMBRE 1862 (Suite)

- 18 *Russie*. Grand-duc Michel, nommé lieutenant au Caucase.
- 18 *Pologne*. Oukase mettant fin aux confiscations.
- 20 *Etats-Unis*. Prise de Holly Springs (Mississippi) par le général confédéré Van Dorn.
- 21 *Mexique*. Combat de Chapulco et prise de Tehuacan.
- 22 *Grèce*. Ouverture de l'Assemblée constituante.
- 22 *Italie*. Clôture des Chambres.
- 22 *Mecklemburg-Schwerin et Strelitz*. Clôture des États.
- 23 *Etats-Unis*. Proclamation du président Lincoln à l'armée du Potomac après la bataille de Frederiksburg.
- 29 *Etats-Unis*. Attaque de Vicksburg, retraite des Fédéraux.
- 30 *Brésil*. Réclamation de l'Angleterre pour le *Prince de Galles*, commencement du conflit anglo-brésilien.
- 31 *Etats-Unis*. Bataille de Murfreesboro (Tennessee); défaite des Fédéraux.
- 31 *Espagne, Pays-Bas*. Convention de propriété littéraire. Plénipotentiaires : M. Jabat; le Jonkheer de Sombreff.

1863.

JANVIER 1863

- 1 *Etats-Unis*. Proclamation déclarant libres les esclaves des Etats de l'Arkansas, du Texas, du Mississippi, de l'Alabama, de la Floride, de la Géorgie, des Deux-Carolines, d'une partie de la Louisiane et de la Virginie.
- 1 *Etats-Unis*. Prise de Galveston (Texas), par les Confédérés.
- 1 *Suisse*. Nouveau conseil fédéral : présidence et affaires étrangères, Fornerod; justice et police, Dubs; guerre, Staempfli; commerce et péages, Frey-Hérosée; finances, Knüsel; postes, Naeff; intérieur, Pioda.
- 1 *France*. Proclamation décrétant territoire français la colonie de Saïgon.
- 2 *Espagne*. Démission du marquis de la Havane, ambassadeur à Paris.
- 2 *Brésil*. Commencement du conflit anglo-brésilien.
- 3 *Pays-Bas*. Changement dans le ministère, M. Betz, ministre des finances, chargé provisoirement du ministère des colonies en remplacement de M. Uhlenbeck.
- 5 *Brésil*. Arrangement provisoire du conflit anglo-brésilien.
- 5 *Grèce*. Mémoire anglais offrant l'abandon des îles Ioniennes.
- 5 *Turquie*. Ministère : finances, Mustapha-Fazly-Pacha; instruction publique, Navrès-Pacha; grand-vizir, Kiamyl-Pacha; séraskier, Rachid-Pacha; marine, Mehemet-Pacha.
- 8 *Espagne*. Juan de Bourbon, frère du comte de Montemolin, fait sa soumission.
- 8 *Autriche*. Ouverture des 14 Diètes provinciales.
- 11 *Etats-Unis*. Prise d'Arkansas-Post, sur les Confédérés.
- 11 *Etats-Unis*. Le corsaire confédéré Alabama coule le bâtiment fédéral *Hatteras*.
- 12 *Etats-Confédérés*. Ouverture du congrès de Richmond.
- 12 *France*. Ouverture des Chambres.
- 14 *Suède*. Proposition du gouvernement aux Etats portant réforme de la Constitution.
- 14 *Prusse*. Ouverture des Chambres.
- 15 *Espagne*. Démission du Cabinet.
- 15 *Danemark*. Contrat de mariage de la princesse Alexandra avec le prince de Galles.
- 15 *Pologne*. Recrutement à Varsovie.
- 17 *France*. Le comte de Goltz, ambassadeur de Prusse, présente ses lettres de créance.
- 17 *France, Italie*. Traité de commerce. Plénipotentiaires : MM. Drouyn de Lhuys et Rouher; MM. Nigra et Scialoja.
- 17 *Mexique*. Sir Ch. Wyke, ministre britannique, quitte Mexico.
- 17 *Espagne*. Formation d'un ministère O'Donnell.
- 17 *Égypte*. Mort du vice-roi Saïd-Pacha, Ismail-Pacha lui succède.
- 19 *Pays-Bas, Suisse*. Convention pour l'établissement de consulats suisses aux Indes hollandaises. Plénipotentiaires : M. Faesy, le colonel Frey-Hérosée.
- 19 *Espagne*. Nouveau ministère. Présidence et guerre, le maréchal O'Donnell; affaires étrangères, le maréchal Serrano; grâces et justices, Pastor Diaz; finances, Salaverria; marine, de Bustillo; intérieur, marquis de la Vega; travaux publics, de Luxan.

JANVIER 1863 (Suite)

- 20 *Danemark*. Adresse au Roi, de la première Chambre, sur la politique générale dans le Slesvig-Holstein.
- 21 *Uruguay*. Nouveau ministère. Affaires étrangères, J. Herrera; intérieur, Sieura; guerre, L. Herrera; finances, J.-B. Blanco.
- 22 *Pologne*. Mise en état de siège et proclamation de la loi martiale.
- 23 *Guatemala*. Déclaration de guerre à San-Salvador.
- 24 *Grèce*. Constitution légale de l'Assemblée constituante.
- 25 *Holstein*. Ouverture de la Diète à Itzboe.
- 25 *États-Unis*. Le général Hooker remplace le général Burnside comme commandant en chef de l'armée du Potomac.
- 28 *Italie*. Entrée en session du Parlement.
- 31 *Pérou*. Adoption par le Congrès du système décimal.

FÉVRIER 1863

- 2 *États-Unis*. Bill de la Chambre des Représentants pour l'armement des Noirs.
- 2 *Pologne*. Proclamation du comité national à Varsovie.
- 2 *Grèce*. Démission du gouvernement provisoire entre les mains de l'Assemblée nationale.
- 3 *Grèce*. Le duc de Saxe-Cobourg refuse la candidature au trône.
- 3 *Grèce*. L'Assemblée nationale proclame la déchéance du roi Othon.
- 4 *Brésil, Italie*. Convention consulaire.
- 4 *Confédération grenadine*. Le général Mosquera résigne ses pouvoirs. Gouvernement provisoire : Intérieur, S. Guttierrez; affaires étrangères, I.-H. Lopez; finances, E. Salgar; crédit, T. Lagarcha; guerre, général Mosquera.
- 5 *États-Unis*. Reprise du blocus de Galveston.
- 5 *Grande-Bretagne*. Ouverture du Parlement.
- 5 *États-Unis*. Attaque du fort Donelson par les Confédérés qui sont repoussés.
- 6 *Pologne*. Combat de Wengrow, retraite des insurgés.
- 6 *France*. Lettre de l'Empereur sur la constitution de la propriété arabe en Algérie.
- 7 *Espagne*. Suspension des Cortès.
- 7 *Cracovie*. Appel de Langiewicz à l'insurrection.
- 8 *Prusse, Russie*. Convention pour coopérer à la répression des troubles en Pologne.
- 9 *Grèce*. Refus de l'Angleterre du trône de Grèce pour le prince Alfred.
- 10 *Prusse*. Projet de loi présenté à la Chambre des députés sur l'organisation militaire.
- 11 *Grèce*. Nomination d'un triumvirat qui gouvernera jusqu'à l'installation d'un roi.
- 15 *Mexique*. Proclamation du général Forey aux Mexicains.
- 16 *Holstein*. Adresse de la Diète sur les griefs du duché contre le Danemark.
- 17 *États-Unis, Grande-Bretagne*. Acte additionnel pour la répression de la traite. Plénipotentiaires : M. Seward; lord Lyons.
- 18 *Guatemala et San-Salvador*. Commencement des hostilités.
- 22 *Guatemala*. Le président Carrera envahit le San-Salvador et est repoussé.
- 23 *Grèce*. Nouveau gouvernement nommé au scrutin : présidence, Z. Balbis; justice, E. Papazaphropoulos; cultes, C. Dossios; guerre, L. Smolenski; intérieur, A. Afgherinos; marine, D. Boudouris; affaires étrangères, D. Mavrocordato; finances, D. Charalambis.
- 24 *Pologne*. Combat de Malogosze.
- 24 *Guatemala*. Le président Carrera est défait par l'armée de San-Salvador.
- 26 *Espagne*. Démission du ministère O'Donnell.
- 27 *Mexique*. Arrivée du général Forey à Quécholac.
- 27 *Espagne, France*. Convention additionnelle au Traité de délimitation du 14 avril 1862. Plénipotentiaires : MM. Marin et de Bethancourt; M. Lobstein et le général Callier.

MARS 1863

- 2 *Espagne*. M. de Isturitz, ambassadeur d'Espagne, présente ses lettres de créance.
- 2 *Espagne*. Nouveau cabinet : présidence, affaires étrangères, marquis de Miraflores,

MARS 1863 (Suite)

- guerre, marquis de la Havane; finances, de Sierra; intérieur, Vaamonde; grâce et justice, Monares y Cebrian; marine, Mata y Alos; fomento, Lopez.
- 2 *Pologne*. Attaque de Konin. Les Polonais sont repoussés sur le territoire prussien et désarmés.
 - 3 *États-Unis*. Attaque du fort Mac Allister par l'amiral Dupont, insuccès.
 - 3 *États-Unis*. Clôture du 37^e congrès.
 - 5 *États-Unis*. Attaque de Thompson's station, les Fédéraux sont repoussés.
 - 7 *Holstein*. Adoption par la Diète de la proposition de faire appel à la Diète germanique.
 - 10 *Pologne*. Proclamation de Langiewicz prenant la dictature.
 - 10 *Grande-Bretagne*. Mariage du prince de Galles avec la princesse Alexandra de Danemark.
 - 12 *Pologne*. Décret du dictateur Langiewicz, constituant un gouvernement civil.
 - 14 *États-Unis*. Bombardement de Port Hudson par l'amiral fédéral Ferragut.
 - 14 *Principautés*. Clôture de l'Assemblée.
 - 18 *Mexique*. Le général Forey investit Puebla.
 - 19 *Pologne*. Combat de Pinczow, défaite des Polonais.
 - 20 *Pologne*. Arrestation de Langiewicz sur le territoire autrichien.
 - 21 *Holstein*. Clôture de la Diète.
 - 21 *Pologne*. Proclamation du gouvernement provisoire national.
 - 22 *Mexique*. Défaite de Comonfort à Cholula par le général de Mirandol.
 - 23 *San-Salvador*. Déclaration de guerre au Nicaragua.
 - 23 *Mexique*. Ouverture de la tranchée devant Puebla.
 - 23 *Bolivie*. Nouveau ministère : affaires étrangères, R. Bustillos; finances, M. Urquidí; intérieur, M. Benavente.
 - 25 *Italie*. Modification de cabinet : présidence, Minghetti au lieu de Farini; affaires étrangères, E. Visconti Venosta au lieu de Pasolini.
 - 25 *Zollverein*. Ouverture de la conférence des commis-aires à Zurich.
 - 27 *Bade, Suisse*. Convention de péages sur chemin de fer entre Bâle et la frontière badoise. Plénipotentiaires : MM. Nicolay, Schmidt et Bury; le docteur Bischoff et le colonel Meyer.
 - 28 *Belgique, Prusse*. Convention littéraire.
 - 30 *Danemark*. Patente réglant la position du Holstein et du Lauenbourg dans la monarchie.
 - 30 *Grèce*. Proclamation par l'Assemblée du prince Georges comme roi, sous le nom de Georges I^{er}.

AVRIL 1863

- 3 *Pologne*. Oukase ordonnant le séquestre des biens des individus insurgés.
- 3 *Pérou*. Mort du président San-Ramon.
- 6 *Japon*. Ultimatum de la Grande-Bretagne.
- 6 *Grèce*. Démission du ministère.
- 7 *Portugal*. Abolition des passe-ports.
- 7 *États-Unis*. Attaque de Charleston par l'amiral Dupont.
- 8 *Grèce*. Nouveau gouvernement provisoire : présidence, D. Kyriacos; affaires étrangères, Delyannis; cultes, Callifronas; finances, Comoundouras; intérieur, Petimezas; guerre, Botzaris; marine, Bondouris; justice, Palaiologos.
- 9 *Belgique, Italie*. Traité de commerce et de navigation. Plénipotentiaires : M. Solvyns, le chevalier Manua.
- 10 *Grande-Bretagne*. Mort de Sir G. Lewis, ministre de la guerre.
- 11 *Belgique, France*. Déclaration pour la taxe des dépêches télégraphiques. Plénipotentiaires : M. Rogier, M. Drouyn de Lhuys.
- 12 *Barrière*. Protestation contre l'élection du prince Georges au trône de Grèce.
- 12 *Pologne*. Décret d'amnistie.
- 13 *France*. Le Sénat adopte le projet de Sénatus-Consulte concernant l'Algérie.
- 13 *Pologne*. Appel aux armes du Comité national de Varsovie.

AVRIL 1863 (Suite)

- 14 *Brésil*. Mort du ministre des finances, vicomte d'Albuquerque.
- 17 *États-Unis*. Défaite des Confédérés à Vermillion-Bayou (Louisiane).
- 18 *Suisse*. Mort de M. Tourte, ministre de Suisse à Turin.
- 19 *Saxe-Cobourg-Gotha*. Renonciation du prince de Galles à la succession aux duchés.
- 22 *Pologne*. Combat de Kampinos, défaite des Russes.
- 22 *Danemark*. Ouverture de la session extraordinaire du Rigsraad.
- 23 *Italie, Portugal*. Convention de poste. Plénipotentiaires : le comte de la Minerva ; le duc de Loulé.
- 25 *Grèce*. Arrivée à Copenhague de la députation chargée d'offrir la couronne au prince Georges.
- 27 *États-Unis*. Passage du Rappahannock par les troupes fédérales.
- 27 *Haïti*. Ouverture des Chambres.
- 28 *Pérou*. Ministère. Présidence et affaires étrangères : J. Ribeiro ; intérieur, colonel Freyre ; finances, I. Novoa ; justice, Muñoz ; guerre et marine, général de la Guarda.
- 30 *États-Confédérés*. Fin du premier Congrès.

MAI 1863

- 1 *États-Unis*. Le général Grant met les Confédérés en déroute à Port-Gibson.
- 3 *Brésil*. Ouverture des Chambres.
- 3 *États-Unis*. Prise des forts de Grand-Gulf sur le Mississipi par l'amiral fédéral Porter.
- 3 *États-Unis*. Bataille de Chancellorsville, commencée le 1^{er}, victoire des Confédérés.
- 5 *Bolivie*. Assemblée extraordinaire des représentants.
- 5 *Pologne*. Combat d'Oltwaz.
- 6 *Espagne*. Suspension de la session des Cortès.
- 6 *Pologne*. Victoire des Polonais entre Topily et Huta-Rozaniecka.
- 6 *États-Unis*. Les Fédéraux repassent le Rappahannock.
- 7 *France*. Dissolution du Corps législatif.
- 8 *Belgique, Prusse*. Convention postale.
- 8 *Nouvelle-Grenade*. Promulgation d'une nouvelle constitution. Le général Mosquera nommé président.
- 8 *Pologne*. L'insurrection gagne la Wolhynie ; prise de Lubar.
- 8 *États-Unis*. Proclamation du président Lincoln sur la conscription.
- 9 *Bavière, France*. Convention de poste.
- 10 *États-Unis*. Mort du général Stonewall Jackson des suites des blessures reçues à Chancellorsville.
- 11 *Belgique, Brême, Lubeck*. Traité de commerce et de navigation.
- 11 *Grèce*. Nouveau gouvernement provisoire. Présidence, Roufos ; affaires étrangères, Delyannis ; intérieur, Londides ; Finances, Comoundouros ; justice, Platis ; guerre, Botzaris ; marine, Canaris ; instruction publique et cultes, Callifronas.
- 12 *Belgique, Pays-Bas*. Traité supprimant le péage de l'Escaut ; plénipotentiaires : le baron Du Jardin ; MM. de Sombreff, Thorbecke et Betz.
- 12 *Belgique, Pays-Bas*. Traité pour régler le régime des prises d'eau à la Meuse ; plénipotentiaires : le baron Du Jardin, MM. de Sombreff ; Thorbecke et Betz.
- 12 *Brésil*. Dissolution de la Chambre des députés.
- 12 *États-Unis*. Combat de Raymond (Mississipi), victoire des fédéraux.
- 12 *Madagascar*. Révolution, Radama II est étranglé. Proclamation de sa veuve.
- 12 *Belgique, France*. Convention additionnelle de commerce ; plénipotentiaires : M. Rogier ; le baron de Malaret.
- 14 *États-Unis*. Prise de Jackson (Mississipi) par le général Grant.
- 16 *États-Unis*. Bataille de Baker's Creek (Mississipi), victoire du général Grant.
- 17 *Mexique*. Reddition de Puebla.
- 18 *Mexique*. Décret de Juarez ordonnant l'expulsion des Français de Mexico.

MAI 1863 (Suite)

- 20 *Espagne*. Création d'un ministère d'outre-mer. Le général de la Concha ministre de la guerre, nommé ministre par intérim.
- 21 *Italie*. Clôture du parlement.
- 21 *États-Unis*. Attaque de Wicksburg par le général Grant : les Fédéraux sont repoussés.
- 21 *Espagne, Guatemala*. Traité de paix.
- 22 *Danemark*. Clôture du Rigsraad.
- 25 *Italie*. Ouverture du parlement.
- 27 *États-Unis*. Bataille devant Port-Hudson, défaite des Fédéraux.
- 28 *Brésil*. Rupture des relations avec la Grande-Bretagne.
- 29 *Afghanistan*. Mort du Shah Dost Mohammed.
- 31 *Mexique*. Juarez s'enfuit de Mexico.
- 31 *France*. Election des députés.

JUIN 1863

- 1 *Turquie*. Fuad-Pacha nommé grand-vizir.
- 1 *Autriche*. Mort de l'archiduc Maximilien, grand-oncle de François Joseph.
- 4 *Principautés-Unies, Serbie*. Traité d'extradition ; plénipotentiaires : M. Van Saanen ; M. Magazinovics.
- 5 *Grèce*. Protocole de Londres sur l'acceptation de la couronne par le prince Georges de Danemark.
- 6 *Grèce*. Réception par le roi de Danemark, de la députation chargée d'offrir la couronne au prince Georges.
- 7 *Mexique*. Occupation de Mexico par le général Bazaine.
- 8 *Pologne*. Mise en état de siège de la Lithuanie.
- 10 *Mexique*. Entrée triomphale du général Forey à Mexico.
- 10 *Danemark*. Patente du roi acceptant la couronne de Grèce pour le prince Georges.
- 14 *États-Unis*. Nouvel assaut de Port-Hudson, échec des Fédéraux.
- 14 *États-Unis*. Attaque en Virginie par les Confédérés des Fédéraux qui évacuent Winchester et se retirent dans Harper's Ferry.
- 15 *États-Unis*. Appel de cent mille hommes par le président Lincoln.
- 16 *San Salvador*. Président de la république Duenas.
- 17 *Venezuela*. Le général Falcon, président provisoire ; le général Blanco, vice-président provisoire.
- 18 *Brésil*. Sentence arbitrale du roi des Belges en faveur du Brésil contre la Grande-Bretagne.
- 18 *Autriche*. Ouverture du Reichsrath.
- 22 *Norvège*. Clôture du 17^e Storting.
- 22 *Mexique*. Junte provisoire : le général Almonte, l'archevêque de la Bastida, le général Salas.
- 23 *France*. Modifications au ministère. État, M. Billault, au lieu du comte Walewski ; Justice et cultes, M. Baroche au lieu de M. Delangle ; Intérieur, M. Boudet au lieu du comte de Persigny ; instruction publique, M. Duruy au lieu de M. Rouland ; agriculture, commerce et travaux publics, M. Behic au lieu de M. Rouher nommé ministre présidant le conseil d'État.
- 23 *Bavière*. Ouverture des Chambres.
- 24 *Mexique*. Établissement d'un gouvernement prussien à Mexico.
- 27 *Grèce*. L'assemblée nationale décrète la majorité du roi Georges.
- 27 *États-Unis*. Prise de Shelbyville (Tennessee) par le général Rosencranz (fédéral).
- 27 *États-Unis*. Général Meade nommé commandant en chef de l'armée du Potomac en place du général Hooker.
- 28 *Pologne*. Démission du marquis Wielopolski, chef du gouvernement civil.
- 29 *Danemark*. Mort du prince héréditaire Frédéric Ferdinand.
- 30 *Portugal*. Clôture des Cortès.
- 30 *Grèce*. Révolte militaire.

JUILLET 1863 (Suite)

- 1 *États-Unis*. Bataille de Gettysburg.
- 1 *Belgique, France*. Convention de chemin de fer entre Lille et Tournay ; plénipotentiaires : M. Rogier ; M. Drouyn de Lhuys.
- 2 *France*. Le général Forey nommé maréchal de France.
- 4 *États-Unis*. Prise de Wicksburg par le général Grant.
- 6 *Suisse*. Ouverture de l'assemblée fédérale.
- 7 *Pologne*. Nomination du général de Berg comme membre provisoire du conseil d'administration du royaume.
- 7 *France, Uruguay*. Traité d'amitié ; plénipotentiaires : M. Maillefer ; le docteur de Herrera.
- 8 *États-Unis*. Reddition de Port-Hudson au général fédéral Banks.
- 10 *Chine, Danemark*. Traité de commerce.
- 10 *Mexique*. L'Assemblée des notables offre la couronne à l'archiduc Maximilien d'Autriche.
- 13 *États-Unis*. Le général Lee repasse le Potomac et entre en Virginie.
- 13 *Danemark, France, Grande-Bretagne, Russie*. Convention de Londres pour l'accession du roi Georges au trône de Grèce ; plénipotentiaires : M. Bille ; le baron Gros ; le comte Russell, le baron Brunow.
- 15 *Belgique, Pays-Bas*. Convention pour le pilotage de l'Escaut : plénipotentiaires : MM. Van Haverbeke et Donnet ; MM. de Kock et Hooft.
- 16 *États-Unis*. Émeute à New-York contre la conscription.
- 16 *Autriche*. Ouverture de la Diète de Transylvanie.
- 16 *Belgique*. Traité relatif à la suppression du péage de l'Escaut ; plénipotentiaires : M. Rogier et le baron Lambermont (Belgique) ; le baron de Hugel (Autriche) ; M. do Amaral (Brésil) ; M. Carvalho (Chili) ; le baron de Bille Brahe (Danemark) ; M. Coello de Quesada (Espagne) ; le baron de Malaret (France) ; lord Howard de Walden (Grande-Bretagne) ; le baron de Hoderberg (Hanovre) ; le comte de Montalto (Italie) ; M. Geffeken (Oldenbourg) ; M. Yrigoyen (Pérou) ; le vicomte de Seisal (Portugal) ; M. de Savigny (Prusse) ; le prince Orloff (Russie) ; M. de Mansbach (Suède et Norvège) ; Musurus bey (Turquie) ; M. Geffeken (Lubeck, Brême, Hambourg).
- 17 *Schleswig*. Ouverture à Flensbourg de la session des États.
- 18 *États-Unis*. Assaut du fort Wagner par les Fédéraux qui sont repoussés.
- 20 *Japon*. Bombardement des batteries de Simonosaki par deux frégates françaises.
- 21 *Prusse*. Mise en état de siège de la province de Posen, de la Prusse occidentale et de la Silésie.
- 23 *Italie*. Les brigands de l'Aunis sont remis entre les mains des autorités françaises.
- 23 *Bade*. Clôture des Chambres.
- 26 *États-Unis*. Capture du général confédéré Morgan.
- 26 *Venezuela*. Ministère, affaires étrangères, finances, général Blanco ; intérieur et justice, docteur Briceno ; guerre et marine, général Bruzual ; travaux publics, Irribaren.
- 28 *Grande-Bretagne*. Clôture du parlement.
- 28 — Mort du marquis Normanby, ancien ambassadeur à Paris.
- 29 *Espagne, Suisse*. Convention de poste.
- 30 *Schleswig*. Clôture de la Diète.
- 30 *États-Unis*. Proclamation de représailles du président Lincoln.
- 31 *Autriche*. Invitation de l'empereur aux princes allemands de se réunir en congrès à Francfort au sujet de la réforme fédérale.

AOÛT 1863

- 2 Entrevue de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse à Gastein.
- 4 *Prusse*. Le roi décline l'invitation de François-Joseph au congrès des princes à Francfort.

AOÛT 1863 (Suite)

- 4 *Espagne, France*. Convention pour le partage de l'indemnité de guerre en Cochinchine.
- 4 *États confédérés*. Ordre à M. Mason, agent à Londres, de quitter l'Angleterre.
- 5 *Pérou*. Ministère, présidence et affaires étrangères, M. Ribeyro; intérieur, M. Zegarra; justice, cultes, instruction, M. Alvarez; finances, commerce, le docteur Noboa; guerre, le général de la Garda.
- 6 *Grande-Bretagne, Italie*. Traité de commerce.
- 10 *Danemark, Venezuela*. Traité de commerce.
- 12 *Espagne*. Dissolution des Cortès.
- 16 *Pologne*. Le général Mieroslawski, organisateur général des armées polonaises.
- 17 *Congrès de Francfort*. 1^{re} Seance.
- 18 *San Salvador*. Ouverture de l'Assemblée constituante.
- 19 *Anhalt Bernburg*. Mort du dernier duc Alexandre Charles né le 2 mars 1805.
- 21 *États-Unis*. Commencement du bombardement de Charleston.
- 22 *États-Unis*. Destruction du fort Sumter.
- 28 *Francfort*. Déclaration du Danemark à la Diète sur l'ordonnance du 30 mars relative au Holstein.
- 31 *France, Luxembourg*. Déclaration pour la taxe des dépêches télégraphiques.

SEPTEMBRE 1863

- 1 *Congrès des princes à Francfort*. Clôture.
- 2 *Prusse*. Dissolution de la Chambre des députés.
- 3 *États-Unis*. Entrée du général fédéral Burnside à Knoxville (Tennessee).
- 5 *Italie*. Mort de M. la Farina, président de la Chambre des députés.
- 6 *Pologne*. Défaite des Polonais à Otrœz; leur chef Lelewel est tué.
- 7 *Prusse*. Ouverture du congrès international de statistique.
- 8 *États-Unis*. Les Confédérés évacuent Chattanooga.
- 9 *France*. Le comte de Persigny est nommé duc.
- 19 *Haïti*. Ouverture des Chambres.
- 10 *États-Unis*. Occupation de Little Rock (Arkansas) par les Fédéraux.
- 11 *Confédération Argentine*. Adoption du système métrique pour les poids et mesures.
- 15 *États-Unis*. Suspension de l'Habeas Corpus.
- 15 *Finlande*. Ouverture de la Diète.
- 18 *Finlande*. Ouverture de la Diète à Helsingfors par l'empereur.
- 20 *Italie*. Retrait de l'exequatur aux consuls du Saint-Siège.
- 20 *États-Unis*. Bataille de Chickamanga, défaite des Fédéraux.
- 21 *Confédération Argentine, Espagne*. Traité de paix; plénipotentiaires: M. Balcarce, le marquis de Miraflores.
- 21 *Pays-Bas*. Ouverture des États généraux.
- 28 *Russie*. Traité de commerce; plénipotentiaires: le prince Gortchakoff; M. de Reutern; le marquis Pepoli.
- 28 *Danemark*. Ouverture de la Diète.
- 28 *Portugal*. La reine accouche d'un prince.
- 29 *Danemark*. Présentation à la Diète d'un projet de constitution.

OCTOBRE 1863

- 1 *Francfort*. La Diète décide l'exécution fédérale dans le Holstein.
- 3 *Iles Ioniennes*. Ouverture du parlement à Corfou.
- 3 *Mexique*. Arrivée de la députation mexicaine à Miramar pour offrir la couronne à l'archiduc Maximilien.
- 4 *Mexique*. Départ du maréchal Forey pour la France.
- 5 *Iles Ioniennes*. Le parlement vote la réunion des sept îles à la Grèce.
- 7 *Chine, Pays-Bas*. Traité de commerce.
- 8 *États confédérés*. Décret d'expulsion des consuls anglais.

OCTOBRE 1863 (Suite)

- 10 *Grande-Bretagne, Tunis*. Convention pour la possession des biens-fonds; plénipotentiaires : M. Wood, Mohamed Essadak bey.
- 12 *États-Unis*. Passage du Rappahannock par le général confédéré Lee.
- 13 *France*. Mort de M. Billault, ministre d'État.
- 13 *France*. Le prince de la Tour d'Auvergne nommé ambassadeur à Londres et le comte de Sartiges à Rome.
- 14 *États-Unis*. Victoire des Fédéraux à Bristow (Virginie).
- 16 *États-Unis*. Le général Grant est nommé commandant en chef de l'armée du Mississippi.
- 17 *États-Unis*. Proclamation du président Lincoln appelant 300 000 hommes sous les armes.
- 18 *Bolivie*. Réunion du Congrès.
- 18 *France*. M. Rouher nommé ministre d'État; M. Rouland, ministre président le conseil d'État.
- 19 *États-Unis*. Le général Grant remplace le général Rosencrantz.
- 21 *États-Unis*. Le général Lee repasse le Rappahannock.
- 24 *Principautés*. Ministère : intérieur, Cogalniceano; finances, Stege; justice, Ilarian; guerre, le général Iakovaki; affaires étrangères, Balanescu; cultes et instruction publique, Bolintineano; travaux publics, Orbesco.
- 28 *Luxembourg*. Ouverture des États.
- 29 *États-Unis*. Combat de Brown's Ferry (Tennessee).
- 29 *Francfort*. Réponse du Danemark à la sommation de la Diète concernant l'exécution fédérale dans le Holstein.
- 30 *Grèce*. Entrée du roi Georges à Athènes.
- 31 *Pologne*. Le grand-duc Constantin relevé de ses fonctions de vice-roi.
- 31 *États-Unis*. Expédition du général Banks au Texas.

NOVEMBRE 1863

- 4 *Espagne*. Ouverture des Cortès.
- 4 *France*. Proposition d'un congrès par Napoléon III aux souverains de l'Europe.
- 4 *Grèce*. 1^{er} ministre du roi Georges, présidence et intérieur, Bulgaris; guerre, Smolentz; affaires étrangères, Delyanni; finances, Drosos; justice, Diamandopoulos; cultes et instruction publique, Petzalès.
- 4 *Prusse*. Ouverture de la conférence douanière à Berlin.
- 5 *France*. Ouverture des Chambres.
- 6 *États-Unis*. Prise de Brownsville par les Fédéraux.
- 6 *Prusse*. Ouverture des Chambres.
- 9 *Saxe-Royale*. Ouverture des Chambres.
- 10 *Belgique*. Ouverture des Chambres.
- 12 *États-Unis*. Levée du siège de Knoxville par le général confédéré Longstreet.
- 14 *Iles Ioniennes*. Traité de réunion à la Grèce; plénipotentiaires : le comte Russell (Grande-Bretagne); le comte de Wimpffen (Autriche); le marquis de Cadore (France); le comte de Bernstorff (Prusse); le baron de Brunnow (Russie).
- 14 *Espagne*. Adhésion de l'Espagne au Congrès proposé par Napoléon III.
- 15 *Saxe-Royale*. Adhésion au Congrès proposé par Napoléon III.
- 15 *Suède*. Adhésion —
- 15 *Principautés*. Ouverture de la chambre de Bucharest.
- 16 *Danemark*. Mort du roi Frédéric VII, né le 6 octobre 1808.
- 16 *Danemark*. Avènement du roi Christian IX, né le 8 avril 1818.
- 16 *Wurtemberg*. Adhésion au Congrès proposé par Napoléon III.
- 17 *Autriche*. Réponse dubitative à l'invitation au Congrès proposé par Napoléon III.
- 17 *Saxe-Cobourg-Gotha*. Reconnaissance par le gouvernement du prince héréditaire Frédéric d'Augustembourg, comme duc actuel du Schleswig-Holstein et du Lauenbourg.
- 17 *États-Unis*. Retraite du général Burnside sur le Tennessee.
- 18 *Russie*. Adhésion au Congrès proposé par Napoléon III.

NOVEMBRE 1863 (Suite)

- 18 *Prusse*. Adhésion au Congrès proposé par Napoléon III.
- 18 *Portugal*. Idem.
- 20 *Grande-Bretagne*. Mort de lord Elgin, vice-roi des Indes britanniques.
- 20 *États-Romains*. Adhésion au Congrès proposé par Napoléon III.
- 20 *Belgique*. Idem.
- 20 *Danemark*. Idem.
- 21 *Francfort*. Protestation de l'Autriche et de la Prusse à la Diète contre la nouvelle Constitution danoise.
- 22 *Italie*. Adhésion au Congrès proposé par Napoléon III.
- 23 *Hanovre*. Idem.
- 23 *Suisse*. Idem.
- 24 *États-Unis*. Victoire du général Grant à Chattanooga (Tennessee).
- 24 *Turquie*. Adhésion au Congrès proposé par Napoléon III.
- 25 *Grande-Bretagne*. Refus d'adhérer au Congrès proposé par Napoléon III.
- 26 *Grèce*. Adhésion au Congrès proposé par Napoléon III.
- 26 *États-Unis*. Passage du Rapidan par le général fédéral Meade.
- 26 *États-Unis*. Retraite du général confédéré Braxton-Bragg, vaincu par le général Grant devant Chattanooga.
- 27 *États-Unis*. Déroute des Fédéraux à Tunnel-Hill (Tennessee).
- 27 *Bavière*. Adhésion au Congrès proposé par Napoléon III.
- 29 *Pays-Bas*. Idem.
- 30 *Sandwich*. Mort du roi Kamehameha IV.

DÉCEMBRE 1863

- 1 *France, Suisse*. Convention pour la taxe des dépêches télégraphiques.
- 2 *Bade*. Ouverture des Chambres.
- 2 *Schleswig*. Promulgation de la Constitution danoise.
- 4 *Danemark*. Palento rapportant l'ordonnance du 30 mars relative au Holstein.
- 7 *États-Confédérés*. Ouverture du Congrès de Richmond.
- 7 *États-Unis*. Ouverture du 38^e Congrès.
- 7 *Suède*. Clôture de la Diète.
- 7 *Francfort*. Vote par la Diète de l'exécution dans le Holstein.
- 8 *France*. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys sur les réponses faites par les souverains à la proposition de Napoléon III d'un Congrès.
- 9 *États-Unis*. Message du président Lincoln.
- 9 *États-Unis*. Proclamation d'amnistie du président Lincoln.
- 9 *Grande Bretagne, Turquie*. Convention pour la prolongation du télégraphe de Bagdad à Bassorah. Plénipotentiaires : M. Erskine, Aali-Pacha.
- 10 *Augustenbourg*. Proclamation du prince Frédéric au Schleswig-Holstein.
- 12 *Diète germanique*. Notification au Danemark de l'exécution dans les duchés.
- 14 *Danemark*. Proclamation appelant aux armes les soldats holsteinois en congé.
- 14 *États-Unis*. Combat de Bean's Station (Tennessee), défaite des Fédéraux.
- 19 *Danemark*. Protestation contre l'exécution fédérale dans les duchés.
- 21 *Danemark*. Clôture du Rigsraad.
- 23 *Holstein*. Proclamation des commissaires fédéraux.
- 24 *Espagne, France*. Convention pour l'établissement d'une ligne télégraphique entre l'Espagne et l'Algérie.
- 24 *Vénézuëla*. Réunion de l'Assemblée constituante.
- 24 *Italie*. Adhésion à un Congrès restreint.
- 24 *Danemark*. Démission du ministère Hall.
- 24 *Holstein*. Commencement de l'exécution fédérale; occupation d'Altona par les troupes saxonnes.
- 27 *Grande-Bretagne*. Proposition d'une conférence pour résoudre la question des duchés.
- 27 *Schleswig-Holstein*. Proclamation du duc Frédéric d'Augustenbourg à Elmshorn comme duc de Schleswig-Holstein.

DÉCEMBRE 1863 (Suite)

- 27 *États-Unis*. Le général confédéré Johnston nommé commandant en chef de l'armée de Géorgie.
- 28 *Francfort*. Proposition de l'Autriche et de la Prusse à la Diète pour l'inviter à sommer le Danemark de ne point mettre en vigueur la loi fondamentale dans le Schleswig.
- 29 *Pologne*. Mise sous séquestre des biens appartenant aux insurgés.
- 30 *Équateur, Nouvelle-Grenade*. Traité de paix. Plénipotentiaires : le général Florès, M. Carazo.
- 30 *Espagne, France*. Arrangement pour la taxe des dépêches télégraphiques.
- 31 *Grande-Bretagne*. Proposition d'une conférence des signataires des Traités de Londres pour le règlement du conflit dano-allemand.
- 31 *Danemark*. Ministère : présidence, finances et affaires étrangères, l'évêque Monrad; guerre, Lundby; marine, Lütken; cultes, Engelstroft; justice, Quaade; intérieur, Nortzhorn.

1864.

JANVIER 1864

- 1 *Brésil*. Ouverture des Chambres.
- 2 *Portugal*. Ouverture des Cortès.
- 2 *Danemark*. Proclamation du roi à l'armée.
- 6 *Holstein*. Transfert par les commissaires fédéraux du siège de l'administration à Kiel.
- 9 *Grande-Bretagne*. La princesse de Galles accouche d'un prince.
- 11 *Danemark*. Réunion du Rigsraad.
- 14 *Belgique*. Démission du ministère Rogier.
- 15 *France, Pérou*. Arrangement pour le guano. Plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys, M. Galvez.
- 15 *Brésil*. Nouveau ministère : présidence et justice, Vasconcellos; affaires étrangères, Barreto; intérieur, Silva; finances, Carvalho; marine, Vieira; guerre, brigadier de Mattos; agriculture, Ribeiro.
- 16 *France*. Mort de l'amiral Hamelin.
- 16 *Autriche, Prusse*. Les représentants des deux puissances à Copenhague réclament l'abrogation de la Constitution du 18 novembre, sinon ils demandent leurs passeports.
- 17 *Espagne*. Nouveau ministère : présidence, État, Arrazola; justice, Alvarez; guerre, Lersundi; finances, Irupeta; marine, Rubalcobaz; intérieur, Benavidès; travaux publics, Samaniego; colonies, de Castro.
- 18 *Danemark*. Refus de retirer la Constitution du 18 novembre.
- 18 *Danemark*. Ordonnance reportant la ligne de douanes à l'Eider, entre le Schleswig et le Holstein.
- 20 *Pologne*. Combat de Radkowice, victoire des Polonais.
- 22 *Suède*. Protestation contre l'occupation du Schleswig.
- 27 *Holstein*. Occupation de Kiel par les troupes prussiennes.
- 30 *Prusse*. Sommation du maréchal Wrangell au général danois de Meza d'évacuer le Schleswig.
- 31 *Danemark*. Réponse du général de Meza au maréchal Wrangell, refusant d'évacuer le Schleswig.

FÉVRIER 1864

- 1 *Schleswig*. Entrée des troupes prussiennes.
- 1 *Holstein*. Les Autrichiens passent l'Eider à Rendsbourg.
- 1 *Schleswig*. Proclamation du maréchal Wrangell aux habitants.
- 1 *Parme*. Mort de la duchesse, née le 21 septembre 1819.
- 2 *Nouvelle-Grenade*. M. Murillo proclamé président.
- 2 *Schleswig*. Combat de Missunde, retraite des Danois.
- 3 *Schleswig*. Combat d'Oberselik; les Autrichiens, sous les ordres du maréchal de Gablentz, repoussent les Danois.

FÉVRIER 1864 (Suite)

- 4 *Grande-Bretagne*. Ouverture du Parlement.
- 5 *États-Unis*. Prise de Vicksbourg par le général fédéral Sherman.
- 6 *Schleswig*. Évacuation du Danemark par les Danois. Combat d'Oversee.
- 6 *Danemark*. Proclamation du Roi sur l'évacuation du Danemark.
- 7 *Schleswig*. L'armée danoise abandonne Flensburg et se retire à Duppel.
- 7 *Schleswig*. M. de Zedlitz, commissaire prussien, est chargé de l'administration du duché.
- 11 *Francfort*. Rapport de M. Von der Pfordten à la Diète sur la question de la succession dans les duchés dano-allemands.
- 12 *Danemark*. Circulaire annonçant que la guerre sera continuée jusqu'à entière réoccupation du Schleswig.
- 12 *Holstein*. Occupation d'Altona, Kiel et Neumunster par le maréchal Wrangell.
- 12 *Espagne*. Naissance de la princesse Maria-Eulalia, fille de la Reine.
- 12 *Portugal*. Réunion des Chambres.
- 12 *Danemark*. Règlement relatif au blocus des ports ennemis.
- 18 *Allemagne*. Conférence de Wurtzbourg pour amener une entente commune dans la question des duchés dano-allemands.
- 19 *Danemark*. Entrée des troupes allemandes dans le Jutland.
- 20 *États-Unis*. Victoire des Confédérés à Olustee (Floride).
- 21 *États-Unis*. Combat de Westpoint (Mississippi), retraite des Fédéraux sur Memphis.
- 22 *Danemark*. Reconnaissance générale des fortifications de Duppel par les Prussiens, qui sont repoussés.
- 24 *Gallicie*. Mise en état de siège.
- 25 *Francfort*. Demande de l'Autriche et de la Prusse à la Diète que le commandement général des troupes d'exécution dans le Holstein soit donné au commandant en chef des troupes autrichiennes et prussiennes.
- 29 *Espagne*. Démission du ministre.

MARS 1864

- 1 *Espagne*. Nouveau ministère : présidence, Mon; État, Pacheco; grâce et justice, Mayens; guerre, général Oleaga; finances, Salaverria; marine, Pareja; intérieur, Castillo; travaux publics, Ulloa; colonies, Ballesteros.
- 1 *États-Unis*. Le général Grant est nommé lieutenant général de l'armée fédérale.
- 2 *Autriche*. Ouverture des Diètes provinciales.
- 7 *France*. Mort de M. Beclard, ministre au Maroc.
- 10 *Bavière*. Mort du roi Maximilien II, né le 28 novembre 1811. Proclamation du roi Louis II.
- 12 *Danemark*. Prise d'Aarhuus par les troupes austro-prussiennes.
- 14 *États-Unis*. Proclamation du président Lincoln appelant 200 000 hommes sous les armes.
- 15 *États-Unis*. Prise d'Alexandrie par les Fédéraux.
- 15 *Grèce*. Démission du cabinet.
- 17 — Nouveau ministère : présidence et marine, amiral Canaris; affaires étrangères Delyanni; finances, Christides; intérieur, Zaimis; guerre, colonel Coroneos; justice et instruction publique, Coumoundouros.
- 18 *Norvège*. Ouverture du Storting.
- 18 *Danemark*. Bombardement de Fredericia par les Prussiens.
- 20 — Acceptation du projet de conférence proposé par l'Angleterre.
- 22 — Clôture du Rigsdag.
- 28 *Brésil*. Mort de M. Francisco Barreto, ministre des affaires étrangères.
- 28 *Danemark*. Attaque des retranchements de Duppel par les Prussiens.
- 29 *Prusse*. Refus de prendre, à la Conférence proposée par l'Angleterre, les traités de 1851 et de 1852 comme base des délibérations.
- 29 *France, Grèce, Grande-Bretagne, Russie*. Traité pour la réunion des îles Ioniennes à la Grèce. Plénipotentiaires : le prince de la Tour d'Auvergne; M. Tricoupi; le comte Russell, le baron de Brunow.

MARS 1864 (Suite)

- 31 *Brésil*. M. Vieira, nommé ministre des affaires étrangères et remplacé à la marine par M. de Aranjó-Brusque.
 31 *Norvège*. Clôture du Storthing.

AVRIL 1864

- 2 *Grande-Bretagne*. Démission du duc de Newcastle, ministre des colonies, remplacé par M. Cardwell. Le comte de Clarendon, chancelier du duché de Lancastre.
 4 *Pologne*. Circulaire du prince Tcherkaskoï, ministre de l'intérieur, rendant l'usage de la langue russe obligatoire pour tous les fonctionnaires.
 4 *États-Unis*. Résolution de la Chambre des représentants de Washington contre le nouveau gouvernement mexicain.
 8 *États-Unis*. Bataille de Pleasant-Hill (Louisiane); défaite des Fédéraux.
 8 *France, Italie*. Convention pour l'échange des mandats de poste; plénipotentiaires : MM. Drouyn de Lhuys, Nigra.
 8 *Espagne, France*. Convention pour la surveillance internationale des chemins de fer; plénipotentiaires : MM. Xavier de Isturiz, Drouyn de Lhuys.
 9 *Autriche*. Acte de renonciation de l'archiduc Maximilien à ses droits agnatiques.
 10 *Mexique*. L'archiduc Maximilien accepte la couronne impériale.
 10 — Le général Almonte est nommé lieutenant de l'empereur Maximilien.
 10 *France, Mexique*. Convention pour le règlement des conditions de séjour des troupes françaises au Mexique; plénipotentiaires : MM. Herbet, Velasquez de Léon.
 14 *Mexique*. Départ de Trieste de l'empereur Maximilien et de l'impératrice Charlotte.
 14 *Francfort*. M. de Beust nommé plénipotentiaire de la Diète à la Conférence de Londres.
 15 *Finlande*. Clôture de la Diète.
 16 *Pérou*. Protestation contre l'occupation des îles Chinchas par les Espagnols.
 18 *Danemark*. Prise de Duppel par les Prussiens.
 18 *Équateur*. Clôture du Congrès.
 19 *Tunis*. Insurrection.
 20 *États-Unis*. Reddition de Plymouth (Caroline du Nord) au général confédéré Hoke.
 20 *Affaires dano-allemandes*. Première réunion de la Conférence de Londres.
 20 *Pérou*. Protestation des ministres étrangers contre l'occupation des îles Chinchas par l'Espagne.
 21 *Danemark*. Proclamation du roi à l'armée à la suite de la prise de Duppel.
 25 *Affaires dano-allemandes*. Deuxième réunion de la Conférence de Londres; plénipotentiaires : Grande-Bretagne, le comte Russell, président, et le comte de Clarendon; Autriche, le comte Apponyi et M. de Biegeleben; Confédération germanique, M. de Beust; Danemark, le baron de Bille, M. de Quaade et M. Krieger; France, le prince de la Tour d'Auvergne; Prusse, le comte de Bernstorff et M. de Balan; Russie, le baron de Brunow; Suède, le général Wachtmeister.
 27 *Danemark*. Occupation de Viborg par les Prussiens.
 28 — Le maréchal Wrangell impose une contribution de guerre de 650 000 thalers au Jutland.
 28 *Grèce*. Nouveau ministère : présidence, finances, Balbi; affaires étrangères, Calligas; intérieur, Augerinos; guerre, Zimbracaki; marine, Canaris; justice, instruction publique, Papazaphiropoulos.
 29 *Danemark*. Evacuation de Fredericia par les Danois.

MAI 1864

- 1 *Vénézuëla*. Nouvelle Constitution.
 1 *Danemark, Italie*. Traité de commerce; plénipotentiaires : le baron Rosenkrantz; le chevalier Manna.
 3 *États-Confédérés*. Ouverture du Congrès à Richmond.
 3 *Brésil*. Clôture de la nouvelle Chambre et ouverture d'une nouvelle session.
 3 *États-Confédérés*. Message du président Jefferson Davis.

MAI 1864 (Suite)

- États-Unis.* Bataille de Wilderness (Virginie) ; le général Grant (fédéral) repousse le général Lee (confédéré) après deux jours de luttés.
- 8 *États-Unis.* Le général Banks évacue Alexandrie (Louisiane).
- 9 *Danemark.* Combat naval d'Heligoland. Insuccès de la flotte allemande.
- 9 *Affaires dano-allemandes.* La Conférence de Londres décide la suspension des hostilités pendant un mois.
- 10 *États-Unis.* Bataille de Spottsylvania, échec du général Grant contre le général Lee.
- 10 *Danemark.* Notification de la levée du blocus des ports allemands.
- 11 — Démission du ministre de l'intérieur Nutzborn et du ministre de la justice Casse.
- 11 *Saxe, Prusse.* Renouveaulement du Zollverein.
- 12 *États-Unis.* Deuxième bataille de Spottsylvania (Virginie) ; le général Lee conserve ses positions.
- 12 *Confédération argentine.* Ouverture du Congrès.
- 14 *États-Unis.* Échec du général Shéridan contre Richmond.
- 14 *Espagne, Wurtemberg.* Convention pour l'extradition des malfaiteurs.
- 14 *Principautés-Unies.* Coup d'État du prince Alexandre-Jean.
- 14 *États-Unis.* Prise de Resaca par le général Sherman ; retraite des Confédérés.
- 16 *France, Brésil, Haïti, Portugal.* Convention télégraphique entre l'Europe et l'Amérique.
- 16 *États-Unis.* Défaite du général Butler au fort Darling par le général Beauregard.
- 19 *Vénézuëla.* Ministère du général Falcon : affaires étrangères, le général Ochoa ; justice et intérieur, Planas ; finances, Urdaneta ; crédit public, Lugo ; progrès, Aristequieta ; guerre et marine, général Casper.
- 20 *Mexique.* Proclamation du général Almonte, lieutenant de l'empereur Maximilien.
- 20 *Belgique.* Le ministre Rogier retire sa démission.
- 20 *Prusse.* Le maréchal Wrangell nommé commandant des marches de Brandebourg ; le prince Frédéric-Charles commandant en chef de l'armée du Schleswig.
- 21 *Danemark.* Le colonel Reich ministre de la guerre en remplacement du colonel Lundbye.
- 22 *France.* Mort du maréchal Pélissier.
- 23 *Danemark.* Notification du blocus des ports allemands pour le 12 mai.
- 25 *États-Unis.* Combat de Dallas (Géorgie).
- 27 *Principautés-Unies.* Le coup d'État est sanctionné par 713 000 voix contre 57 000.
- 28 *France.* Clôture du Corps législatif.
- 28 *Mexique.* Arrivée de l'empereur Maximilien à la Vera Cruz.
- 28 *États-Unis.* Combat d'Altona.
- 29 *Grèce.* Protocole de la réunion des îles Ioniennes à la Grèce.
- 30 *États-Unis.* Occupation de Marietta par le général Thomas.
- 30 *France.* Mariage du comte de Paris avec la princesse Isabelle, fille du duc de Montpensier.

JUIN 1864.

France. Clôture du Sénat.

France, Bavière. Convention télégraphique.

États-Unis. Bataille de Cold Harbour.

Espagne, Oldenbourg. Traité d'extradition. Plénipotentiaires : M. de Rascon ; M. de Eisendecker.

- 5 *États-Unis.* Les Confédérés sont battus à Staunton (Virginie), par le général Hunter.
- 10 *États-Unis.* Prise de Cynthiana (Kentucky), par le général confédéré Morgan.
- 12 *Mexique.* Entrée de l'empereur Maximilien à Mexico.
- 12 *États-Unis.* Le général fédéral Sheridan, battu à Trevilian station.
- 12 *États-Unis.* Le général confédéré Morgan battu à Cynthiana (Kentucky).
- 13 *États-Unis.* Le général Grant transporte son quartier général à Wilcox's Landing.
- 18 *États-Unis.* Bataille de Lynchburg (Virginie).
- 18 *États-Unis.* Attaque de Petersburg par le général Grant.

JUIN 1864 (Suite)

- 19 *États-Unis*. Combat du Kearsage avec le bâtiment confédéré *Alabama* qui est coulé bas.
- 19 *Russie*. L'Empereur Alexandre cède ses droits sur le Sleswig et le Holstein au grand-duc d'Oldenbourg.
- 20 *France*. Mort du marquis de Ferrière le Vayer, ministre à Bruxelles.
- 20 *France, Japon*. Convention additionnelle au Traité du 9 octobre 1858. Plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys; Ikeda Tsikogou no Kami, Kawatsou Idzou no Kami. Kawada Sagami no Kami.
- 24 *Moldavie*. Mort du prince Michel Soutzo, ancien hospodar.
- 24 *États-Unis*. Défaite des Fédéraux à Kenesaw Mountain (Géorgie).
- 24 *Espagne*. Clôture des Cortès.
- 24 *France, Italie*. Convention pour la taxe des dépêches télégraphiques.
- 24 *France, Italie*. Règlement des quarantaines.
- 25 *Affaires dano-allemandes*. Rupture de la conférence de Londres.
- 25 *Danemark*. Réunion du Rigsraad.
- 25 *Danemark*. Notification de la reprise du blocus.
- 25 *Wurtemberg*. Mort du roi Guillaume I^{er}, né le 27 septembre 1781.
- 26 *Danemark*. Reprise des hostilités dans l'île d'Alsén.
- 26 *Wurtemberg*. Avènement du roi Charles I^{er}, né le 6 mars 1825.
- 27 *Prusse, États de Thuringe*. Convention pour la prorogation de l'association douanière. Plénipotentiaires : MM. de Pommer Essche, Philipsborn, Delbruck, Bode et Thon.
- 28 *France, Bolivie*. Arrangement commercial.
- 26 *Prusse, Saxe, Bade, Hesse Cassel, États de Thuringe, Danemark, Francfort*. Renouvellement du Zollverein. Plénipotentiaires : MM. de Pommer Essche, Philipsborn, Delbruck, de Thummel, Schmidt, Bode, Thon, de Thielau et Mettenius.
- 28 *Principautés-Unies*. Article additionnel à la convention du 19 août 1858. Plénipotentiaires, Aali-Pacha (Turquie), H. Bulwer (Grande-Bretagne), Moustier (France), Prokesch Osten (Autriche), Brassier de St-Simon (Prusse), Novikoff (Russie), Greppi (Italie).
- 29 *Danemark*. Prise de l'île d'Alsén par les Prussiens.
- 30 *États-Unis*. Démission de M. Chase, ministre des finances.
- 30 *France, Suisse*. Traité de commerce, convention de voisinage, convention littéraire, etc. Plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys ; M. Kern.

JUILLET 1864

- 1 *États-Unis*. M. W. P. Fessenden, nommé ministre des finances.
- 3 *États-Unis*. Occupation de Marietta et Kenesaw (Géorgie), par le général fédéral Sherman.
- 4 *États-Unis*. Clôture du 38^e congrès.
- 4 *Suisse*. Ouverture des Chambres.
- 6 *Suez*. Sentence arbitrale de Napoléon III.
- 6 *États-Unis*. Proclamation de la loi martiale dans le Kentucky.
- 7 *Danemark*. Le général Steinman, généralissime de l'armée.
- 7 *États-Unis*. Occupation de Hagerstown, Frederick et Sharpsburg par les Confédérés.
- 8 *Danemark*. Démission du ministère Monrad.
- 11 *Hanovre, Oldenbourg*. Accession au renouvellement du Zollverein.
- 11 *Danemark*. Nouveau ministère. Présidence et affaires étrangères, Bluhme ; intérieur, Tillisch ; guerre, général Hansen ; marine, Lutken ; justice et cultes, Hetzen ; finances, David ; Schlesvig, Johansen ; ministres sans portefeuille, de Moltke, Nutihau et de Quaade.
- 12 *Wurtemberg*. Ouverture des Chambres.
- 14 *Madagascar*. Révolution du Palais.
- 15 *Cochinchine, France*. Traité.
- 16 *France*. La princesse Clotilde Napoléon accouche d'un fils.
- 16 *Belgique*. Dissolution de la Chambre des représentants.

JUILLET 1864 (Suite)

- 17 *Allemagne*. Rixe entre les soldats prussiens, saxons et hanovriens à Rendsbourg.
- 18 *Autriche, Danemark, Prusse*. Armistice.
- 18 *États-Unis*. Proclamation du président Lincoln pour une levée de 500 000 hommes.
- 18 *États-Unis*. Victoire de Sherman à Atlanta.
- 18 *États-Unis*. Le général Johnston, commandant en chef de l'armée confédérée de Géorgie, remplacé par le général Hood.
- 19 *Danemark*. Notification de la levée du blocus des ports allemands.
- 20 *États-Unis*. Echec du général confédéré Hood.
- 21 *Prusse*. Occupation de Rendsbourg par les Prussiens, protestation du général Hake, commandant de la place au nom de la Diète.
- 22 *France, États-Unis, Grande-Bretagne, Pays-Bas*. Convention au sujet du Japon.
- 23 *États-Unis*. Bataille d'Atlanta (Géorgie).
- 24 *États-Unis*. Défaite du général Hunter.
- 26 *Affaires dano-allemandes*. Première séance de la conférence de Vienne.
- 26 *États-Unis*. Emission d'un emprunt de 200 millions de dollars par souscription publique.
- 27 *États-Unis*. Victoire des Fédéraux à Atlanta.
- 27 *Pérou*. Ouverture du Congrès.
- 29 *Mexique*. Levée du blocus des ports de l'Empire.
- 29 *Grande-Bretagne*. Prorogation du parlement.
- 30 *États-Romains*. Encyclique du Pape au clergé de Pologne.

AOÛT 1864

- 1 *Danemark, Prusse, Autriche*. Armistice.
- 4 *Bavière*. Changements dans le ministère : M. Bomhard, ministre des affaires étrangères au lieu de M. Mutzer ; M. de Köch, ministre de l'instruction publique et des cultes au lieu de M. de Zwehl.
- 5 *Francfort*. Adhésion au traité franco-prussien.
- 5 *États-Unis*. Le général Grant bat les Confédérés à Petersburg (Virginie).
- 6 *Danemark*. Ouverture du Rigsdag.
- 6 *Grèce*. Nouveau ministère. Présidence et marine, M. Canaris ; intérieur, M. Comoun-douros ; finances, M. Satiocopoulos ; guerre, M. Canaris ; affaires étrangères, M. Delyannis ; justice et cultes, M. Londres.
- 7 *Grèce, Turquie*. Convention télégraphique. Plénipotentiaires : M. Zanos ; Aali-Pacha.
- 8 *Suisse*. Réunion d'un congrès à Genève pour l'amélioration des militaires blessés en campagne.
- 8 *Danemark*. Proclamation du roi à l'armée.
- 8 *États-Unis*. Prise du fort Gaines par les Fédéraux.
- 11 *Pérou*. Nouveau ministère. Présidence et intérieur, M. Costas ; affaires étrangères, M. Pacheco ; justice et cultes, M. Tejada ; finances, M. Zarracondéguy ; guerre, le général Frisancho.
- 14 *États-Unis*. Attaque du général Grant sur la rivière James.
- 21 *États-Unis*. Combat de Charleston ; les Fédéraux sont repoussés.
- 22 Convention de Genève pour l'amélioration des militaires blessés sur le champ de bataille.
- 23 *Belgique*. Ouverture de la session extraordinaire des Chambres.
- 23 *Saxe Royale*. Clôture des Chambres.
- 23 *États-Unis*. Capitulation du fort Morgan.
- 24 *Autriche*. Ouverture des conférences pour la paix avec le Danemark.
- 25 *États-Unis*. Combat de Hancock à Ream's station.
- 26 *Principautés-Unies*. Loi sur les paysans.
- 28 *Serbie*. Ouverture de la Skuptchina.
- 29 *États-Unis*. Ouverture d'une convention démocratique à Chicago.
- 30 *Brésil*. Démission du ministère.

SEPTEMBRE 1864 (Suite)

- 1 *Danemark*. Clôture du Rigsraad.
- Brésil*. Ministère. Présidence et justice, M. Furtado; affaires étrangères et finances, M. de Campos; intérieur, M. Barroso; guerre, M. de Beaurepaire-Rohan; marine, M. Pinto-Lima; agriculture, M. de Oliveira.
- États-Unis*. La convention de Chicago choisit le général Mac Clellan pour candidat à la présidence.
- 1 *États-Unis*. Le général fédéral Sherman bat le général confédéré Hood à Jonesboro (Géorgie).
- 3 *Grande-Bretagne, Turquie*. Convention télégraphique pour les Indes. Plénipotentiaires: sir Henry Lytton Bulwer; Aali Pacha.
- 5 *Japon*. Attaque de Simonosaki par les escadres de France, d'Angleterre, des États-Unis et des Pays-Bas.
- 6 *Turquie*. Règlement du Liban. Plénipotentiaires; Aali Pacha (Turquie); Bulwer (Grande-Bretagne); Prokesch Osten (Autriche); Ignatieff (Russie); Steffeno (Prusse); de Bonnières (France).
- 10 *France, Espagne, Portugal*. Déclaration télégraphique. Plénipotentiaires: M. Drouyn de Lhuys; M. de Isturitz; le comte de Paiva.
- 11 *Pologne*. Ukases de l'Empereur, concernant l'instruction publique, la création d'une université à Varsovie, des écoles supérieures, etc.
- 13 *Espagne*. Démission du ministère.
- 15 *France, Italie*. Convention touchant l'évacuation des États pontificaux: Plénipotentiaires: M. Drouyn de Lhuys; M. Nigra et le marquis Pepoli.
- 16 *Espagne*. Nouveau ministère. Présidence, le maréchal Narvaez; État et affaires étrangères, M. Llorente; guerre, le général Cortova; justice, M. Arrazola; marine, le général Armero; intérieur, M. Gonzalès Bravo; finances, M. Barzanallana; travaux publics, M. Galiano; colonies, M. Lozano.
- 18 *Serbie*. Clôture de la skuptchina.
- 19 *France, Portugal*. Décret de modification des taxes postales.
- 19 *Haïti*. Règlement pour l'arrivée des étrangers.
- 19 *Pays-Bas*. Clôture des Chambres.
- 19 *États-Unis*. Victoire du général fédéral Sheridan à Berysville-Pike.
- 20 *Italie*. Émeute à Turin à la nouvelle de la signature de la convention du 15 septembre avec la France pour le transfert de la capitale à Florence.
- 20 *Suisse*. Réunion des Chambres pour examiner les Traités de commerce avec la France.
- 20 *États-Unis*. Invasion du Missouri par le général confédéré Price.
- 22 *Italie*. Continuation des troubles à Turin.
- 22 *Espagne*. Dissolution de la Chambre des députés.
- 22 *États-Unis*. Défaite de Early par le général fédéral Sheridan à Fisher's-hill.
- 23 *Italie*. Démission du ministère.
- 23 *Wurtemberg*. Nouveau ministère. Affaires étrangères, M. Varnbühler; intérieur, M. de Gessler; finances, M. Renno; cultes, M. de Golther.
- 24 *Suisse*. Adoption par le Conseil national des Traités de commerce avec la France.
- 27 *Suisse*. Ratification par le conseil des États des Traités avec la France.
- 29 *Espagne, Portugal*. Convention de démarcation de territoire.
- 30 *Italie*. Nouveau ministère. Présidence, affaires étrangères, marine, le général de la Marmora; intérieur, M. Lanza; travaux publics, M. Jacini; guerre, le général Pettiti; finances, M. Sella; commerce, M. Torelli; instruction publique, M. Natoli; justice, M. Vacca.
- 30 *États-Unis*. Bataille de Petersburg.

OCTOBRE 1864.

- 3 *France, Italie*. Déclaration pour le transfert de la capitale de l'Italie à Florence.
- 3 *Danemark*. Réouverture des séances du Rigsdad.
- 5 *France*. Modification du Conseil d'État.
- 5 *Espagne*. M. Mon, ambassadeur à Paris, au lieu de M. de Isturitz.

DÉCEMBRE 1863 (Suite)

- États-Unis.* Le capitaine Collins s'empare de *la Florida* dans les eaux du Brésil.
États-Unis. Défaite du général Butler par les confédérés à New-Market (Virginie).
 10 *Espagne, Chine.* Traité d'amitié et de commerce.
 11 *Pérou.* Ministère : Présidence, guerre, marine, M. Allende; affaires étrangères, M. Calderon; intérieur, M. Gomez-Sanchez; finances, M. Garcia; justice, instruction publique, M. Zarate.
 12 *Prusse, Bavière, Wurtemberg, Hesse-Darmstadt et Nassau.* Accession au Zollverein du 28 juin. Plénipotentiaires : MM. de Pommer Essche, Philipsborn, Delbruck, de Reichert, comte Zeppelin, de Thummel, de Bar, Schmidt, Riecke, Ewald, Bode, Thon, de Thielau, de Heemskerk, Schellenberg, Meyer et Mettenius.
 15 *Brésil.* Mariage du comte d'Eu avec la princesse impériale.
 15 *Sandwich.* Ouverture des Chambres à Honolulu.
 21 *États-Unis.* Défaite du général confédéré Price à Kansas City (Missouri).
 22 *France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Japon.* Traité de paix.
 24 *Italie.* Réouverture du parlement.
 25 *France.* Mort de l'amiral Desfossés.
 26 *Luxembourg.* Ouverture des États.
 27 *Autriche.* Le comte de Mensdorff-Pouilly, ministre des affaires étrangères au lieu du comte de Rechberg.
 30 *Danemark, Autriche, Prusse.* Traité de paix de Vienne. Plénipotentiaires : MM. de Quaade et de Kauffman; le comte de Rechberg et le baron de Brenner-Felsach; le baron de Werther et M. de Balan.
 31 *Mexique.* Ministère. Affaires étrangères, M. Ramirez; justice, M. Echanove; travaux publics, M. Robles; guerre, M. de Peza.

NOVEMBRE 1864.

- 2 *États-Unis.* Prise de Decatur (Alabama), par le général confédéré Steward.
 5 *Danemark.* Ouverture du Rigsraad.
 5 *Anhalt.* Mort du prince Frédéric, second frère du duc régnant.
 7 *États-Unis.* Réunion du congrès confédéré à Richmond.
 8 *Belgique.* Ouverture des Chambres.
 8 *Grande-Bretagne, Belgique, France, Pays-Bas.* Convention réglant le régime de l'accise sur les sucres. Plénipotentiaires : l'honorable George Grey; le baron Beyens; M. Drouyn de Lhuys; M. Lightenvelt.
 10 *Autriche, Prusse.* Fondation d'une médaille militaire pour la campagne de Danemark.
 10 *Pologne.* Ouverture des séances du Conseil d'État par le comte de Berg.
 11 *Grèce.* Reconnaissance de l'empire du Mexique.
 12 *Autriche.* Ouverture du Reichsrath.
 12 *États-Unis.* Le général Sherman évacue Atlanta (Géorgie).
 12 *Paraguay.* Saisie du paquebot brésilien, *le Marquis de Olenda*.
 16 *Danemark.* Proclamation du Roi à ses anciens sujets des duchés pour les délier de leur serment de fidélité.
 17 *Confédération germanique.* Reconnaissance de l'empire du Mexique.
 19 *Italie.* Adoption par la Chambre des députés du transfert de la capitale à Florence.
 25 *Brésil.* Entrée d'un corps d'armée brésilien sur le territoire de l'Uruguay.
 30 *États-Unis.* Bataille de Franklin (Tennessee).

DÉCEMBRE 1864.

- 2 *Russie.* Ukase pour un règlement d'organisation judiciaire, un code d'instruction criminelle, un code de procédure civile, un code des peines à infliger par les justices de paix.
 4 *Bavière.* M. Von der Pfordten, ministre des affaires étrangères.
 4 *États-Unis.* Mort de M. Dayton, ministre à Paris.
 5 *États-Unis.* Ouverture du Congrès à Washington.

DÉCEMBRE 1864 (Suite)

- États-Unis.* Message du président Lincoln.
 6 *Uruguay.* Bombardement de Paysandu par la flotte brésilienne.
 8 *États-Romains.* Encyclique.
 9 *Italie.* Adoption par le Sénat du projet de loi du transfert de la capitale à Florence.
 9 *France.* Mort de M. Mocquard, secrétaire de l'Empereur.
 10 *Espagne.* M. Benavides, ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Llorente.
 13 *États-Unis.* Prise du fort Mac-Allister par le général Sherman.
 14 *France, Prusse et Zollverein.* Protocole additionnel au Traité du 2 août 1862 entre la France et la Prusse. Signataires: M. Benedetti et M. de Clercq; MM. de Bismark, de Pommer-Esche, Philippsborn, Delbrück.
 15 *Espagne.* Démission du ministre Narvaez.
 15 *Brésil.* Mariage de la princesse Léopoldine avec le prince Auguste de Saxe-Cobourg-Gotha.
 15 *États-Unis.* Bataille de Nashville.
 16 *États-Unis.* Deuxième bataille de Nashville; le général fédéral Thomas met les confédérés en fuite.
 17 *Espagne.* Le ministre Narvaez reprend le pouvoir.
 18 *Principautés Unies.* Ouverture des Chambres.
 19 *États-Unis.* Appel de 300 000 hommes par le président Lincoln.
 21 *France.* M. Conti, nommé chef du cabinet de l'Empereur.
 21 *Italie.* Le général Angioletti, nommé ministre de la marine.
 21 *États-Unis.* Les confédérés évacuent Savannah.
 21 *Autriche.* Mort de l'archiduc Antoine, second frère de l'Empereur, né le 13 décembre 1784.
 22 *Espagne.* Ouverture des Cortès.
 22 *États-Unis.* Entrée de Sherman dans Savannah.
 23 *Prusse.* Ouverture à Berlin des négociations douanières entre l'Autriche et le Zollverein. Plénipotentiaires: MM. de Philippsborn et Hasselbahn (Prusse); M. de Hock (Autriche); M. Reichert (Bavière); M. Thummel (Saxe).
 25 *Guatemala.* Ouverture des Chambres.
 25 *États-Unis.* Bombardement du fort Fisher par l'amiral fédéral Porter.
 27 *France, Prusse.* Convention télégraphique. Plénipotentiaires: M. Drouyn de Lhuys; le comte de Goltz.
 27 *Bade, France.* Déclaration pour taxes télégraphiques. Plénipotentiaires: le baron de Schweizer; M. Drouyn de Lhuys.
 27 *Turquie.* Nouvelle législation sur la presse.

1865

JANVIER 1865

- 1 *Wurtemberg.* Ordonnance rapportant les lois exceptionnelles sur la presse et le droit d'association.
 1 *Mexique.* Création de l'ordre de l'Aigle-Mexicain.
 1 *Bavière.* M. de Pfretzschner, ministre du commerce et des travaux publics.
 2 *Portugal.* Ouverture des Cortès.
 2 *Uruguay.* Prise de Paysandu par les troupes brésiiliennes.
 3 *États-Unis.* Le général Butler, commandant en Virginie, est remplacé par le général Ord.
 5 *France.* Décret déclarant reçue la dernière partie de l'Encyclique du 8 décembre 1864.
 9 *Danemark.* Ouverture de la session du Rigsdag.
 10 *Autriche.* Remise en vigueur de l'ordonnance de 1849, mitigeant le traitement des condamnés politiques.
 11 *Principautés-Unies.* Adoption du calendrier grégorien pour les postes et les télégraphes.
 14 *Prusse.* Ouverture des Chambres.

JANVIER 1865 (Suite)

- 14 *Danemark*. Réunion du comité militaire pour la délimitation de la frontière. Commissaires : le commandant Schœller (Danemark); le lieutenant colonel de Popp (Autriche), le commandant de Stedingk (Prusse).
- 14 *États-Unis*. Le général Sherman menace Charleston.
- 15 *États-Unis*. Prise du fort Fisher par le général Terry et l'amiral Porter.
- 17 *États-Unis*. Marche du général Sherman sur Branchville et Charlestown.
- 20 *Turquie*. Mort de Mehemed-Pacha, ministre de la marine remplacé par Vessim-Pacha.
- 23 *États-Unis*. Le général Taylor prend le commandement des troupes confédérées dans le Tennessee, en remplacement du général Hood.
- 25 *Italie*. Cessation du cours légal dans les Romagnes, les Marches et l'Ombrie des monnaies marquées au coin pontifical.
- 27 *Espagne, Pérou*. Traité de paix. Signataires : l'amiral Pareja et le général de Vivanco.
- 31 *États-Unis*. Adoption par la Chambre des représentants d'un amendement à la constitution déclarant abolie désormais l'institution de l'esclavage.
- 31 *États-Confédérés*. Le général Lee, généralissime des armées confédérées.

FÉVRIER 1865

- 2 *Uruguay*. Proclamation du blocus de Montevideo par le Brésil.
- 3 *États-Unis*. Pourparlers de Hampton Roads pour la paix sans résultats.
- 3 *Italie*. Installation du siège du gouvernement à Florence.
- 3 *Pérou*. Remise par l'amiral Pareja des îles Chinchas au gouvernement péruvien.
- 7 *Principautés-Unies*. M. Bosiano remplace M. Cogalnitcheano comme président du conseil d'État. M. Strall, ministre des finances.
- 7 *Grande-Bretagne*. Ouverture du Parlement.
- 7 *Saxe, Hanovre, Bavière, Wurtemberg*. Convention pour faciliter les voyages dans leurs pays respectifs.
- 8 *États-Unis*. Prise de Branchville par le général Sherman.
- 9 *Uruguay*. Le président Aguirre se démet de ses fonctions, et est remplacé par le général Villalba.
- 9 *Uruguay*. Paix avec le Brésil.
- 11 *Bavière, Saxe*. Mariage du duc Théodore de Bavière (né le 9 août 1839), avec la princesse Sophie de Saxe (née le 15 mars 1845).
- 14 *France, Suède*. Traité de commerce et de navigation. Plénipotentiaires : MM. Drouyn de Lhuys et Behic; le baron d'Adelsward.
- 14 *Brésil*. Le vicomte Camamu, ministre de la guerre, au lieu de M. de Beaurepaire Rohan.
- 15 *France*. Ouverture des Chambres.
- 15 *Grande-Bretagne*. Mort du cardinal Wiseman.
- 16 *Russie*. Le grand-duc Constantin, nommé président du Conseil de l'empire.
- 17 *États-Unis*. Prise de Colombia par le général Sherman.
- 18 *États-Unis*. Prise de Charleston par les troupes du général Sherman sous les ordres du général Schimmelpenninck.
- 19 *États-Unis*. Prise du fort Anderson par les fédéraux.
- 20 *Espagne*. M. A. Castro, ministre des finances.
- Uruguay, Brésil*. Traité de paix. Plénipotentiaires, le président Florès, le conseiller da Silva Paranhos.
- 20 *France*. Lettre de Napoléon III au ministre de l'intérieur pour la démolition des forts de la Croix-Rousse, à Lyon.
- 21 *États-Unis*. Prise de Wilmington par le général fédéral Schofield.
- 22 *Uruguay*. Installation à Montevideo du général Florez comme président provisoire.
- 25 *Turquie*. Bessner-Pacha nommé ministre de la marine.
- 26 *Mexique*. Décret pour la protection de la religion catholique. — Décret pour le désamortissement des biens ecclésiastiques.
- 27 *France, Belgique*. Convention additionnelle de poste. Plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys, le baron Beyens.

FÉVRIER 1865 (Suite)

- 28 *Uruguay*. Ministère : le docteur F.-A. Vidal, ministre d'État; le docteur C. de Castro, ministre des affaires étrangères; M. J. R. Gomez, ministre des finances; le colonel L. Battle, ministre de la guerre et de la marine.
- 28 *France, Belgique*. Convention pour la transmission des valeurs-papiers par la poste. Plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys, le baron Beyens.

MARS 1865

- 1 *France*. Réunion au ministère des affaires étrangères, sous la présidence de M. Drouyn de Lhuys, d'un congrès télégraphique international. Délégués : *Autriche*. M. Brunner de Wattenwyl, directeur des télégraphes. — *Bavière*. M. de Weber, conseiller du ministère des affaires étrangères; M. Dyck, directeur des télégraphes. — *Belgique*. M. Fassiaux, directeur général des chemins de fer, des postes et des télégraphes. — *Danemark*. M. Faber, directeur général des télégraphes. — *Espagne*. M. Sanz, directeur général des télégraphes et M. Hacar, inspecteur. — *Grèce*. M. Manos, chef de section au ministère de l'intérieur. — *Hambourg*. M. Maren, ministre résident. — *Italie*. Le chevalier Minotto, chef au ministère des travaux publics. — *Pays-Bas*. M. Staring, référendaire au département de l'intérieur. — *Portugal*. M. Damasio, directeur général des télégraphes. — *Russie*. Le général major Guerhard, directeur des télégraphes. — *Suède et Norwège*. M. Brandstrom, directeur général des télégraphes de Suède; M. Nielsen, directeur général des télégraphes de Norwège. — *Suisse*. M. Curchod, directeur des télégraphes. — *Turquie*. Agathon Effendi, directeur général des télégraphes. — *Wurtemberg*. M. Klein, directeur des télégraphes.
- 1 *Pays-Bas*. Mort de la reine mère, fille de l'Empereur Paul de Russie, née le 18 janvier 1795.
- 1 *Portugal*. Démission du ministère Loulé.
- 1 *France, Belgique*. Convention pour l'échange des mandats de poste. Plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys, le baron Beyens.
- 2 *États-Unis*. Occupation de Charlotteville par le général Sheridan.
- 4 *France, Lubeck, Brême, Hambourg*. Traité de commerce et convention littéraire. Plénipotentiaires : M. de Clerq; MM. Merck et Geffcken.
- 4 *États-Unis*. Message du président Lincoln lors de son installation. M. Mac Culloch, ministre des finances au lieu de M. Fessenden.
- 5 *Portugal*. Nouveau ministère. Présidence : affaires étrangères, duc de Loulé; intérieur, le marquis de Sabagoza; justice, M. de Gouveja; marine, M. A. Briamcame; guerre, le marquis Sa da Bandiera; finances, M. de Carvalho.
- 10 *France*. Mort du duc de Morny.
- 11 *Uruguay*. Occupation de Montevideo par les troupes du Brésil.
- 12 *États-Unis*. Arrivée du général Sherman à Fayetteville.
- 12 *Espagne*. Mort de M. Galiano, ministre des travaux publics, du commerce et de l'instruction publique; M. Drovio le remplace.
- 15 *Grèce*. Ministère. Présidence : Justice, M. Comoundouros; intérieur. M. Anagyrou; finances, M. Soliropoulos; guerre, M. Carnalis; cultes, M. Loutos; marine, affaires étrangères, M. Boudouris.
- 18 *Venezuela*. Réélection du président Falcon.
- 19 *États-Unis*. Jonction du général Sheridan avec l'armée du général Grant.
- 19 *Grèce*. M. Braïas, nommé ministre des affaires étrangères.
- 21 *États-Unis*. Jonction des divisions Shofield et Terry avec l'armée du général Sherman.
- 22 *France, Suisse*. Convention de poste. Plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys; M. Kern.
- 24 *France, Bavière*. Convention littéraire. Plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys, le baron de Wendslandt.
- 25 *États-Unis*. Bataille du fort Steadman, défaite des confédérés.
- 26 *États-Unis*. Passage de la rivière James par le général Sheridan.
- 27 *États Romains*. Allocution du Pape dans le consistoire secret.

MARS 1865 (Suite)

- 28 *France*. Le marquis de La Vallette nommé ministre de l'intérieur.
- 28 *Danemark*. Démission des ministres Bluhme, Alisch, David, Lucken et Quaade, refusée par le roi.
- 29 *Grèce*. Nouveau ministère. Présidence et finances, M. Comoundouros ; justice, M. Crisinides ; cultes, M. Lombardos ; affaires étrangères, M. Brailas ; intérieur, M. Aargenos ; marine, M. Boundouros ; guerre, M. Canaris.
- 30 *Nassau*. Ouverture de la Diète.
- 31 *Danemark*. Démission de M. de Heltzen, ministre de la justice.

AVRIL 1865

- 1 *Espagne*. Adoption par la Chambre des députés du projet de loi pour l'abandon de Saint-Domingue.
- 1 *États-Unis*. Victoire des Fédéraux près le chemin de fer de South-Side.
- 2 *Grande-Bretagne*. Mort de Richard Cobden.
- 2 *États-Unis*. Assaut par Grant des retranchements extérieurs de Pétersbourg.
- 2 — Entrée de Grant à Pétersbourg et Richmond, abandonnés par Lee.
- 4 *France, Hambourg*. Traité de commerce et de navigation, Convention littéraire.
- 5 *Italie*. Mort du général Fanti.
- 5 *États-Unis*. Occupation de Burkesville par le général fédéral Ord.
- 5 *Portugal*. Crise ministérielle.
- 6 *Prusse*. Acceptation par la Chambre des députés des Traités du Zollverein.
- 6 *États-Unis*. Défaite des Confédérés à Farmville et Sailor's Creek.
- 6 *Danemark*. M. Broestrup, ministre de la justice au lieu de M. Heltzen.
- 7 — Le président Broestrup nommé ministre de la justice et des cultes.
- 9 *États-Unis*. Capitulation d'Appomatox-Courthouse, reddition du général Lee.
- 10 *Mecklembourg-Schwerin*. Mort de la grande duchesse Anna, née le 25 mai 1843.
- 10 *Paraguay*. Déclaration du blocus des ports par le Brésil.
- 10 *Mexique*. Promulgation d'une Constitution provisoire.
- 11 *Danemark*. Clôture du Rigsraad.
- 11 *Autriche, Zollverein*. Traité de commerce.
- 12 *États-Unis*. Occupation de Mobile par le général fédéral Canby.
- 14 — Assassinat du président Lincoln, né le 12 février 1809.
- 15 — Installation du président Johnson.
- 15 *Guatemala*. Mort du président Carrera.
- 17 *Portugal*. Nouveau ministère : présidence, guerre, marine, le marquis Sa da Bandeira ; finances, affaires étrangères, le comte d'Avila ; intérieur, justice, M. da Silva Sanchez ; travaux publics, M. da Silva.
- 18 *États-Unis*. Convention provisoire entre Sherman et Johnston en vue de la paix.
- 18 *Autriche*. Levée de l'état de siège en Galicie.
- 18 *France, Francfort*. Convention littéraire, plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys, M. Heeren.
- 20 *Prusse, Mecklembourg*. Convention pour l'abolition du droit de transit à la frontière Mecklembourgeoise.
- 22 *Autriche*. Ouverture à Vienne des négociations pour un Traité de commerce avec la Grande-Bretagne.
- 24 *France, Wurtemberg*. Convention littéraire ; plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys, le baron de Waechter.
- 24 *Russie*. Mort du grand-duc Nicolas Cesarewitch, né le 20 septembre 1843.
- 26 *États-Unis*. Reddition de l'armée du général Johnston au général Sherman.
- 29 *Brésil*. M. Loureiro, ministre en Italie au lieu de M. Brito.
- 29 *France*. Départ de Napoléon III pour l'Algérie.

MAI 1865

- 1 *Confédération argentine*. Ouverture du Congrès.
- 2 *Russie*. Manifeste proclamant le grand-duc Alexandre Cesarewitch.

MAI 1865 (Suite)

- 3 *Guatemala*. Le général Vicente Cerna, nommé président.
- 4 *Brésil, Confédération argentine, Uruguay*. Traité d'alliance contre le Paraguay.
- 4 *États-Unis*. Reddition du général Taylor commandant des troupes confédérées dans le Mississipi, l'Alabama et la Louisiane.
- 5 *Espagne*. Publication du décret relatif à l'abandon de Saint-Domingue.
- 5 *Danemark*. Dissolution du Folketing.
- 7 *Brésil*. Ouverture des Chambres.
- 11 — Démission du ministre Furtado.
- 12 — Dissolution des Chambres.
- 12 *France, Bade*. Convention littéraire; plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys; le baron de Schweizer.
- 13 *Danemark*. Démission de M. Quaade, ministre sans portefeuille.
- 15 *Italie*. Transfert du ministère des affaires étrangères à Florence.
- 16 *Italie*. Clôture du Parlement.
- 17 *Convention télégraphique internationale*. Plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys (France); le prince de Metternich (Autriche); le baron de Schweizer (Bade); le baron de Wendland (Bavière); le baron Beyens (Belgique); M. Mon (Espagne); M. Roque (Grèce); le docteur Heeren (Hambourg); le baron de Linsingen (Hannovre); le chevalier Nigra (Italie); M. Lightenvelt (Pays-Bas); le vicomte de Paiva (Portugal); le comte de Goltz (Prusse); le baron de Budberg (Russie); le baron de Seebach (Saxe); le baron Adelwaerd (Suisse); M. Kern (Suisse); Mouhammed Djénil-Pacha (Turquie); le baron de Waechter (Wurtemberg).
- 17 *États-Unis*. Capture du président Jefferson Davis.
- 22 *Autriche, Principautés-Unies*. Convention télégraphique; plénipotentiaires : M. Brunow; M. Libretch.
- 24 *Belgique, Zollverein*. Traité de commerce.
- 24 *Brésil*. Ministère : présidence, intérieur, le marquis d'Olinda; justice, M. de Araujo; guerre, M. Ferraz; finances, M. de Carvalho; affaires étrangères, M. Octoviano; marine, M. Saraiva; agriculture, M. Souza.
- 26 *États-Unis*. Capitulation de Kirby Smith commandant les Confédérés dans le Mississipi.
- 27 *France*. Démission du prince Napoléon de vice-président du Conseil privé et de président de la Commission universelle de 1867.
- 29 *France*. Mort du maréchal Magnan.

JUIN 1865

- 1 *Bolirie*. Président, M. Melgaredo; ministère : présidence, État, justice, M. Nunoz; finances, affaires étrangères, M. Bustamente; guerre, le général Sanchez; instruction publique et cultes, F. Oblitas.
- 1 *Chili*. Ouverture du Congrès.
- 6 *Autriche, Principautés-Unies*. Convention d'extradition; plénipotentiaires : le baron d'Eder; M. Balanescu.
- 7 *Suisse, Hesse-Darmstadt*. Traité d'extradition.
- 8 *Venezuela*. Le maréchal Falcon, élu président.
- 9 *Grèce*. Ouverture de la nouvelle Chambre.
- 9 *France, Mecklembourg-Schwérin*. Traité de commerce, Convention littéraire; plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys; M. de Bornemann.
- 10 *Espagne*. M. Arrazola, ministre d'État *ad interim* au lieu de M. Benavides.
- 14 *France, Hesse-Grand-Ducalé*. Convention littéraire; plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys; le baron de Wambolt.
- 18 *France, Espagne*. Traité de commerce; plénipotentiaires : M. Mercier de Lostende, M. Arrazola.
- 21 *Espagne*. Ministère : présidence, guerre, le maréchal O'Donnell; intérieur, M. Herrera; justice, M. Calderon Collantès; travaux publics, M. de Armijo; affaires étrangères, M. Bermudez de Castro; finances, M. Martinez; marine, M. Zavala.
- 21 *Danemark, Prusse*. Convention de poste.

JUIN 1865 (Suite)

- 24 *États-Unis*. Levée du blocus de tous les ports du Sud.
- 26 *Autriche*. Le conseiller de Majlath chancelier aulique de Hongrie.
- 26 *Principautés-Unies*. Ministère : présidence, finances, M. Crezzulesco ; instruction publique, travaux publics, le général Floresco ; justice, M. Cariadi ; guerre, le général Macco ; affaires étrangères, M. Balanescu.
- 27 *Autriche*. Démission de l'archiduc Rêgner de président du conseil des ministres ; le comte de Mensdorff le remplace.

JUILLET 1865.

- 3 *France, Prusse*. Convention additionnelle de poste. Plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys ; le comte de Goltz.
- 4 *France*. Clôture du Corps législatif.
- 5 *France, Nassau*. Convention littéraire. Plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys ; M. Lichtenvelt.
- 6 *Grande-Bretagne*. Dissolution du Parlement.
- 7 *France*. Clôture du Sénat.
- 7 *Bade*. Mort de l'archiduchesse Sophie, mère du Grand-Duc, née le 21 mai 1801.
- 7 *France, Uruguay*. Arrangement pour le maintien de la Convention du 8 avril 1836. Plénipotentiaires : M. Maillefer, M. de Castro.
- 7 *France, Pays-Bas*. Traité de commerce. Plénipotentiaires : M. Baudin ; MM. Cre-mers, Betz et Fransen van de Putte.
- 10 *Suisse*. M. Planta, nommé président du Conseil national et M. Rüttimann, du Conseil des États.
- 11 *Bavière*. Clôture des Chambres.
- 15 *France, États Romains*. Convention additionnelle de poste à celle du 1^{er} avril 1863.
- 15 *Espagne*. Clôture du Congrès.
- 16 *France*. Naissance du prince Napoléon-Louis, fils du prince Napoléon et de la princesse Clotilde.
- 26 *Espagne*. Reconnaissance du royaume d'Italie.
- 27 *Autriche*. Clôture du Reichsrath.
- 29 *Autriche*. Ministère. Présidence d'État, le comte Belcredi ; Maison de l'Empereur, affaires étrangères, le comte de Mensdorff-Pouilly ; guerre, le feld-maréchal de Franck ; finances, le comte de Larisch-Mönnich ; justice, le chevalier de Lindenbach.
- 31 *Portugal*. Ouverture des Cortès.

AOÛT 1865.

- 4 *Équateur*. M. Carrion, nommé président.
- 14 *Autriche, Prusse*. Convention de Gastein.
- 14 *Espagne*. Mort de l'infant François de Paule, père du roi, né le 10 mars 1794.
- 15 *Principautés Unies*. Insurrection à Bucharest.
- 15 *Grande-Bretagne*. Lord Lyons, ministre à Constantinople.
- 16 *Grande-Bretagne, Prusse*. Traité de navigation.
- 18 *Wurtemberg*. Clôture des Chambres.
- 19 *Grèce*. Démission du ministre de l'intérieur.
- 22 *Convention de Genève*, pour l'amélioration du sort des militaires blessés en campagne.
- 22 *Prusse, Russie*. Convention postale.
- 24 *France, Mecklenbourg-Schwerin*. Traité de commerce et Convention littéraire. Plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys ; M. de Kardorff.
- 28 *Danemark*. Ouverture du Rigsraad.

SEPTEMBRE 1865.

- 1 *Portugal*. Ministère. Présidence, affaires étrangères, le vicomte Castro ; intérieur, M. Sampais ; justice, M. de Seixas ; finances, M. Pontès ; guerre, le comte de Torres-Novas ; marine, M. de Almeida ; travaux publics, M. Pimentel.

SEPTEMBRE 1865 (Suite)

- 1 *Italie*. M. Natoli, ministre de l'intérieur au lieu de M. Lanza.
- 3 *France*. Mort du prince Joseph Bonaparte.
- 4 *Autriche, Prusse*. Traité pour la légalisation des documents délivrés ou certifiés par des autorités publiques.
- 5 *Portugal*. Ministère. Présidence, intérieur, M. Aquilaz; affaires étrangères, intérieur, le comte de Castro; guerre, le comte de Torres Novas; finances, M. Pontès; marine, M. Praia-Grande; justice, M. Barjona.
- 7 *Italie*. Dissolution du Parlement.
- 16 *Colombie*. M. Mosquera, président.
- 17 *Prusse*. Décret élevant M. de Bismark à la dignité de comte.
- 18 *Pays-Ras*. Ouverture des Chambres.
- 21 *Autriche, Prusse*. Convention pour régler la question de la garnison de Kiel.
- 24 *Chili*. Blocus des ports par l'amiral espagnol Pareja.
- 26 *France, Belgique*. Article additionnel de poste. Plénipotentiaires : M. Drouyn de Lhuys; le baron Beyens.
- 30 *Autriche*. Le baron de Hübner, ambassadeur à Rome.

OCTOBRE 1865

- 1 *Venezuela*. Le général Blanco, président. Ministère : affaires étrangères, M. Seijas; intérieur et cultes, le général Silva; finances et crédit public, le licencié Landeata; guerre et marine, le général Perez; travaux publics, le général Pachano.
- 3 *Autriche*. Le baron de Wullersdorf-Urbán, ministre du commerce.
- 5 *France*. Rapport de MM. Drouyn de Lhuys et Béliç au sujet d'une Conférence sanitaire pour empêcher le retour du choléra.
- 5 *Norvège*. Ouverture du Storthing.
- 6 *Grèce*. Ministère : présidence, finances, M. Coumoundouros; intérieur, M. Lombardos; affaires étrangères, M. Braila; guerre, marine, M. Lazarotos; justice et cultes, M. Kalliga.
- 10 *Espagne*. Dissolution de la Chambre.
- 14 *Principautés-Unies*. M. Odolesco, ministre des affaires étrangères au lieu de M. BalanESCO.
- 14 *États-Romains*. Démission de M. de Mérode.
- 18 *Grande-Bretagne*. Mort de lord Palmerston.
- 19 *Bade*. Le baron d'Edesheim, ministre des affaires étrangères.
- 19 *Mexique*. M. Ramirez, ministre d'État; M. Martin del Castillo, ministre des affaires étrangères par intérim; M. Artigas, ministre de l'instruction publique et des cultes.
- 20 *Grèce*. Ministère : présidence, M. Coumoundouros; affaires étrangères, M. Brailas; intérieur, M. Lombardos; justice et instruction publique, M. Kalligas; guerre, marine, M. Lazarotos.
- 21 *États-Romains*. Mgr Dewitten, ministre de l'intérieur.
- 21 *Hanovre*. Ministère : M. Bacmeister, intérieur; M. Leonhard, justice; M. de Hoderberg, cultes; M. Dieterichs, finances.
- 23 *Suisse*. Réunion extraordinaire de l'Assemblée fédérale.
- 24 *Suède*. Ouverture du Rigsdag.
- 26 *Luxembourg*. Ouverture des États.
- 27 *Grèce*. Démission du ministère.
- 28 *Autriche*. Mort du comte de Buol-Schauenstein.

NOVEMBRE 1865

- 3 *Grèce*. Ministère : affaires étrangères, justice, M. Deligiorgis; intérieur, M. Zaïmis; finances, M. Christidès; guerre, M. Grivas; marine, M. Mauromichalis; instruction publique, M. Calliphronas.
- 5 *Danemark*. Ministère : présidence, affaires étrangères, le comte de Frijs-Frijsenborg; intérieur, M. Estrup; finances, M. de Fonnesbech; justice, M. Leuning;

NOVEMBRE 1865 (Suite)

- cultes, M. Rosenorn-Theilmann; guerre, le colonel Neergard; marine, le capitaine Grove.
- 6 *Portugal*. Ouverture des Cortès.
- 6 *Grande-Bretagne*. Démission du duc de Somerset, premier lord de l'Amirauté.
- 8 *Danemark*. Clôture du Rigsraad.
- 12 *Belgique*. M. Bara, ministre de la justice au lieu de M. Tesch.
- 14 *Belgique*. Ouverture des Chambres.
- 15 *Portugal*. Mort du comte de Torres Novas, ministre de la guerre.
- 16 *Grèce*. Ministère : Nomination d'un ministère Bulgari qui donne sa démission le lendemain.
- 18 *Italie*. Ouverture des Chambres.
- 19 *Suisse*. Clôture des Chambres.
- 20 *Danemark*. Nouvelle réunion du Rigsdad.
- 20 *Conférence pour l'unité monétaire à Paris*. Commissaires : MM. Parieu, Herbet, Pelouze (France); MM. Artom et Pratolongo (Italie); MM. Fortamps et Kleglin-ger (Belgique), MM. Kern et Escher (Suisse).
- 20 *Pays-Bas*. Démission de M. de Betz, ministre des finances.
- 20 *Grèce*. Nouveau ministère : présidence, affaires étrangères, M. Comoundouros; finances, M. Sotiropoulos; guerre et marine, M. Lazaretos; instruction publique, M. Lombardos; justice, M. Petraki.
- 22 *Portugal*. Le major de Oliveira Pinto da Franca, nommé ministre de la guerre.
- 25 *Grèce*. Ministère : présidence, affaires étrangères, justice, M. Deligiorgis; guerre, M. Grivas; marine, M. Mauromichalis; finances, M. Aristides; intérieur, M. Zaïmis; cultes, M. Spilios Antonopoulo.

DÉCEMBRE 1865

- 10 *Belgique*. Mort du roi Léopold I^{er}, né le 16 décembre 1790.
- 10 *Francfort-sur-Mein*. Bourgmestres pour 1866 : le sénateur Fellner, 1^{er} bourgmestre; le sénateur Foorsboom, 2^e bourguemestre.
- 13 *Italie*. Mort du comte Nigra, ministre de la maison du Roi.
- 14 *Italie*. M. Chiavès, ministre de l'intérieur.

FIN DU RÉPERTOIRE

AMYOT, ÉDITEUR DES ARCHIVES DIPLOMATIQUES

8, RUE DE LA PAIX, A PARIS

RECUEIL DES TRAITÉS DE LA FRANCE

depuis 1789 jusqu'à nos jours

publié sous les auspices du ministère des Affaires Étrangères

PAR M. DE CLERCQ

Ministre plénipotentiaire

A mesure que s'est développée la constitution des sociétés modernes, et que les peuples, par le régime représentatif, ont été appelés à prendre une plus large part à la discussion des affaires politiques, un intérêt de plus en plus vif s'est attaché à tout ce qui a rapport aux relations internationales. Cédant à l'impulsion de l'opinion publique, les Gouvernements se sont peu à peu habitués à livrer au grand jour les faits et gestes de leur diplomatie.

C'est ainsi que, dès le commencement du siècle dernier, le Parlement britannique recevait, sous la forme des célèbres *blue-books*, la communication régulière et suivie des principales correspondances diplomatiques du Gouvernement anglais.

Bientôt, à côté des Collections de pièces et de correspondances, les principales nations de l'Europe ont successivement entrepris la publication des Recueils de leurs Traités avec les autres Puissances.

Grâce aux documents officiels qui accompagnent les Messages de l'Empereur à l'ouverture des sessions législatives et que complètent si utilement les *Archives diplomatiques*¹, la France n'a rien à envier aux autres pays pour l'étude approfondie du rôle de sa diplomatie dans les grandes affaires contemporaines; mais comme recueil de droit conventionnel, qu'a-t-elle à opposer à ce que possèdent depuis longtemps déjà sous ce rapport, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Russie, etc.. etc.?

En dehors de la collection de Léonard qui s'arrête à 1693, de celles de Gebhart et de Portiez de l'Oise qui, avec de nombreuses lacunes, embrassent la période de 1792 à 1802, la France ne peut citer que les ouvrages spéciaux de d'Hauterive, Cussy et Boiteau exclusivement consacrés à la partie commerciale; elle se trouve donc encore dépourvue du Recueil de ses engagements internationaux. Sans doute, il n'est pas absolument impossible de retrouver les textes des principaux Traités français dans les collections particulières des autres nations ou dans les collections générales publiées à l'étranger, notamment dans celle de Martens; mais, à l'exception des grandes bibliothèques publiques, à qui est-il donné de posséder et même de pouvoir consulter à loisir les 2 ou 300 volumes dont ces ouvrages se composent! D'autre part, pour ne parler que de Martens, qui ignore combien ce Recueil, dont s'enorgueillit l'Allemagne, laisse en général à désirer sous le rapport de l'exactitude, de la clarté, de la méthode et surtout de la facilité des recherches.

Il y a donc là une lacune regrettable, et c'est la pensée de la combler qui a inspiré la publication que nous annonçons ici, sous le titre de *Recueil des Traités de la France* depuis 1789 jusqu'à nos jours.

La grande époque de 1789 a été prise pour point de départ moins à cause de l'importance des événements politiques qu'elle a inaugurés, que parce qu'elle se rapproche

1. *Archives diplomatiques*, recueil mensuel de Diplomatie et d'Histoire, publié par Amyot, à Paris.

le plus de celle à laquelle se sont arrêtées les Collections antérieures. Toutefois, pour ajouter à l'utilité pratique de ce Recueil, il a paru utile de placer en tête le texte ou des extraits des Conventions conclues à la suite de la paix d'Utrecht (1713), dont les stipulations ou les principes ont reçu une nouvelle consécration par les Traités postérieurs.

Le Recueil renfermera la collection des Traités conclus par la France, qu'ils touchent à la paix et à la guerre, aux alliances et aux délimitations de frontières, au commerce et à la navigation, aux correspondances postales et télégraphiques, aux extraditions de criminels et déserteurs comme aux services internationaux par chemins de fer, etc., etc.

Les Traités compris dans cet ouvrage ont été tous collationnés sur les originaux déposés aux archives des Ministères des Affaires Étrangères et de la Marine; l'exactitude des textes ne laisse donc rien à désirer.

Les documents ont été classés d'après l'ordre chronologique qui, en prévenant les répétitions et les empiètements d'une période sur une autre, est le seul réellement pratique au point de vue de la facilité des recherches.

Le Recueil des Traités de la France sera divisé en 5 parties, la première de 1713 à 1788; la seconde de 1789 à 1814; la troisième de 1815 à 1830; la quatrième de 1831 à 1847; la cinquième enfin de 1848 jusqu'à nos jours.

Chaque volume sera accompagné de deux tabl. s. l'une par ordre chronologique des pièces, l'autre par ordre alphabétique des puissances intéressées. L'ouvrage sera complété par une table générale classée par ordre alphabétique des matières.

Le Recueil se composera d'environ 8 volumes grand in-8°, format des *Archives diplomatiques* de 600 pages chacun. Le prix de chaque volume sera de 12 francs 50 centimes.

Les 5 premiers volumes sont en vente : les autres volumes suivront rapidement.

LE CONGRÈS DE VIENNE

ET LES TRAITÉS DE 1815

RECUEIL DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

AVEC UNE INTRODUCTION HISTORIQUE

PAR M. CAPEFIGUE

4 volumes grand in-8 de 2200 pages. Prix : 50 francs

Au moment où de graves événements politiques mettent en question les bases de la Constitution de l'Europe, il est important d'avoir sous les yeux les Actes du Congrès de Vienne, qui servent de point de départ à la diplomatie de notre époque.

L'insuffisance, la confusion des publications spéciales qui existent déjà sur le célèbre Congrès, rendaient indispensable un Recueil classé dans un ordre régulier et méthodique qui permît de marcher sûrement dans le dédale de ces Actes multiples et de suivre, pour ainsi dire, pas à pas, les nombreuses Conférences des plénipotentiaires européens assemblés à Vienne.

C'est ce Recueil que nous livrons aujourd'hui au public, avec la confiance d'avoir accompli une œuvre utile qui s'adresse à tous.

Notre règle immuable a été, comme dans nos précédentes publications diplomatiques, la plus complète et la plus scrupuleuse impartialité. Les documents qui se rattachent à cette époque sont aujourd'hui du domaine de l'histoire; nous les donnons tous sans distinction d'opinion et de parti.

Pour remplir cette tâche difficile, nous avons dû faire appel à la bienveillance des Chancelleries, qui nous ont libéralement ouvert leurs archives. De tous côtés, les documents du plus précieux intérêt historique nous ont communiqués avec un empressement qui témoigne de la considération flatteuse que nous ont valu nos précédents Recueils sur la Pologne et sur l'Italie.

Notre pensée première n'avait été que de rassembler les actes même du Congrès de Vienne, mais nous avons bientôt compris que ce Recueil serait incomplet, si les actes ne venaient pas s'encadrer dans les phases diplomatiques diverses qui ont précédé et suivi le Congrès, et nous y avons joint les Conférences de Dresde, les Congrès de Prague et de Châtillon, ceux d'Aix-la-Chapelle, de Troppau, de Laybach, de Vérone, véritables annexes du Congrès de Vienne lui-même.

Pendant que la diplomatie délibérait sur la reconstitution nouvelle de l'Europe, surgissaient des événements politiques et militaires qui exerçaient le plus souvent une grande influence sur les négociations, soit qu'ils apportassent la nouvelle d'une victoire ou d'un revers aux parties en présence. Nous avons indiqué ces événements sous forme d'éphémérides, reliant ainsi dans un même ordre d'idées le côté diplomatique à la phase politique et militaire.

Comme complément enfin, l'ouvrage est précédé d'une introduction historique due à M. Capefigue, l'historien bien connu, qui a eu la rare bonne fortune d'avoir entre les mains les documents les plus intimes et les plus secrets de la Restauration.

Cette introduction passe en revue les faits qui ont amené la dernière coalition contre la France, elle élucide les négociations qui ont précédé la réunion des plénipotentiaires de l'Europe à Vienne, explique les nombreuses et difficiles questions qui ont été débattues dans le Congrès, et, dans un résumé rapide, montre les résultats produits par ces actes qui ont exercé une si grande influence sur les cinquante dernières années.

Le Recueil se trouve divisé ainsi :

Introduction historique.

Première partie : Négociations de 1813.

Deuxième partie : Négociations de 1814, jusqu'à l'ouverture du Congrès de Vienne.

Troisième partie : Le Congrès de Vienne jusqu'aux Cent-Jours.

Quatrième partie : Le Congrès de Vienne jusqu'à l'acte final du 9 juin 1815.

Cinquième partie : Négociations de 1815, jusqu'à la seconde paix de Paris, du 20 novembre 1815.

Sixième partie : Traités, Conventions. etc., faisant suite aux Actes du Congrès de Vienne et aux Traités de 1815.

Septième et dernière partie : Changements survenus aux Actes du Congrès de Vienne et aux Traités de 1815.

L'ouvrage se termine par deux tables :

L'une chronologique indique par ordre de date tous les documents renfermés dans ce Recueil avec un court sommaire de leur contenu.

L'autre, alphabétique, est disposée par ordre des Puissances.

Dans l'Appendice, nous donnons les pièces qui nous sont parvenues dans le cours de l'impression de l'ouvrage ; nous les avons indiquées à leur ordre dans les deux tables.

Nous avons l'espoir que tel qu'il est, ce Recueil sera utile aux hommes d'État, aux historiens et aux publicistes. Si nous atteignons ce but, ce sera la seule récompense que nous ambitionnons pour l'immense tâche à laquelle nous avons consacré tant d'années.

Comte d'ANGEBERG.

RECUEIL DES TRAITÉS DE LA PORTE OTTOMANE

AVEC LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES

depuis 1536 jusqu'à nos jours

PAR LE BARON J. DE TESTA

La *Bibliothèque diplomatique* dont nous poursuivons la publication depuis plusieurs années, en même temps que les *Archives diplomatiques*, comprendra successivement les Recueils des Traités de toutes les puissances du globe qui n'ont pas encore réuni la collection de leurs engagements internationaux.

Nous publions aujourd'hui le *Recueil des Traités de la Porte ottomane*.

Réunir les Traités et autres Actes qui appartiennent à l'histoire des Relations de la Porte ottomane avec les Puissances étrangères, presque tous épars dans des ouvrages rares et volumineux, ou qui n'ont jamais été publiés, telle est la tâche aussi vaste que difficile qu'a entreprise M. le baron de Testa, et à laquelle il a consacré vingt années d'études et de recherches laborieuses.

Ce Recueil, qui commence en 1536, et date du plus ancien traité signé avec la Porte ottomane entre François I^{er} et Suleyman I^{er}, offre un intérêt tout particulier par l'immense quantité de documents, pour la plupart inédits, que l'auteur, par ses relations personnelles et grâce à des circonstances exceptionnelles, a eu la bonne fortune de se procurer.

L'ouvrage de M. le baron de Testa est d'une utilité incontestable pour tous les Diplomates et Hommes d'État, ainsi que pour ceux qui se destinent à la carrière diplomatique. Il s'adresse à plus forte raison aux Diplomates, Hommes d'État et fonctionnaires publics de la Porte ottomane qui y trouveront la date de l'Égypte ajoutée à la date chrétienne de tous les documents.

La *Bibliothèque diplomatique* éditée par Amyot, à Paris, vient de s'enrichir d'un ouvrage considérable auquel une place est assurée dans toutes les bibliothèques politiques : c'est le *Recueil des Traités de la Porte ottomane avec les puissances étrangères depuis le premier traité, conclu en 1536, entre Suleyman I^{er} et François I^{er} jusqu'à nos jours*. Ce recueil, éminemment remarquable par les notes précieuses qui l'accompagnent autant que par la richesse de ses documents, comprendra plusieurs volumes. Il pourra servir comme un modèle du genre, à en juger par le tome I^{er} entièrement consacré aux relations de la Porte ottomane avec la France. Il fait le plus grand honneur à son auteur, M. le baron Ign. de Testa, ancien diplomate et chambellan de S. A. I. et R. le grand-duc de Toscane. Les sympathies nombreuses et honorables qu'il a conquises à Smyrne ajoutent pour nous un intérêt de plus à cette publication qui, entre autres effets heureux, aura celui de jeter une vive lumière sur le rôle glorieux que l'Empire ottoman a rempli dans le passé, et de détruire aussi beaucoup d'erreurs grossières et de préventions injustes qui existent encore en Occident au sujet de sa situation actuelle. Les déclamations de l'ignorance et de la passion ne résistent pas à l'évidence des faits, et, à ce point de vue, M. le baron de Testa aura, par ses travaux considérables, rendu un grand service à la Sublime-Porte ; il recueillera le suffrage de tous ceux qui s'intéressent au progrès et à la fortune de cet empire.

M. le comte d'Angeberg, qui s'occupe particulièrement de réunir les collections des traités européens, lui rend, à la première page du livre, un juste hommage. Après avoir dit que ses propres recherches tendaient à rassembler les *Traités de la Porte ottomane*, il déclare ceci : « En présence d'une collection aussi complète et aussi considérable, nous avons renoncé sans regret à notre entreprise. En effet, par des circonstances exceptionnelles, le baron de Testa a pu puiser dans les archives les plus secrètes et se procurer les documents les plus inconnus. Son recueil offre ainsi un intérêt tout particulier par l'immense quantité de pièces diplomatiques pour la plupart inédites qu'il renferme. On peut dire avec vérité que ce livre est une révélation. » Ce n'est qu'au prix de longs et persévérants efforts que M. de Testa est parvenu à réaliser une œuvre aussi compliquée. « Le recueil que je présente au public, dit-il dans un avant-propos, est le fruit de plus de vingt années d'études et de recherches laborieuses. »

Le premier et incontestable mérite de l'ouvrage, nous l'avons déjà constaté, parce qu'il nous avait frappé vivement, c'est le soin qu'a pris l'auteur de remplir par ses notes aussi claires que savantes les lacunes que les traités laissent entre eux ; on quand ce ne sont pas ses notes qui forment en quelque sorte la chaîne historique, ce sont ses pièces diplomatiques mêmes qui, sous forme d'appendice et mises dans une judicieuse ordonnance, expliquent chaque traité auquel elles se rapportent, et mettent ainsi au jour les plus précieuses révélations sur une situation et

souvent sur toute une époque. Par cet heureux enchaînement des faits qui a dû coûter à M. de Testa d'énormes labeurs et qui dénotent chez lui une érudition peu commune, son Recueil évite d'être un assemblage indigeste de documents diplomatiques ; il devient un véritable livre d'histoire d'un intérêt soutenu et souvent dramatique.

C'est ainsi que dans un *Précis historique*, écrit d'un style sobre et ferme, il retrace les événements relatifs au prince Djem qui précédèrent les premiers traités conclus entre les rois de France et les sultans de Constantinople. La politique de François I^{er} vis-à-vis de la Sublime-Porte y est révélée dans ses traits essentiels. On y voit naître et grandir la tendance de ce prince et de ses successeurs à se liguier avec les Ottomans contre la maison d'Autriche et notamment contre l'empereur Charles-Quint. L'auteur nous fait en quelque sorte toucher du doigt les mobiles qui déterminèrent la conclusion du traité de 1535 entre François I^{er} et Suleyman I^{er}, ainsi que des traités qui le suivirent : en 1569, entre Sélim I^{er} et Charles IX ; en 1581, entre Murad III et Henri III ; en 1604, entre Ahmet I^{er} et Henri IV ; en 1673, entre Murad et Louis XIV ; en 1740, entre Mahmoud I^{er} et Louis XV. Il constate que le premier acte, fondé sur le principe de la réciprocité, a les caractères d'un traité synallagmatique. Au point de vue commercial, il a servi de base aux transactions de même nature intervenues, dans la suite, entre les empereurs ottomans et les puissances chrétiennes. Quant aux autres actes, ils renouvelèrent et augmentèrent les droits et avantages assurés aux Français ; mais ils n'eurent pas la forme de traités bilatéraux ; ce furent des lettres-patentes.

A la suite du *Précis historique* et en tête du traité de 1535 est publié un sommaire où se trouve indiqué d'abord le traité même, puis, sous forme d'appendice, les notes et pièces y relatives. Le même procédé a été employé pour les autres traités, en sorte que chaque question, chaque épisode politique et historique apparaît dans un cadre spécial avec tous les développements qui s'y rattachent : rapports, mémoires, lettres et dépêches, ainsi que les notes émanant de l'auteur. L'histoire occupe donc une place importante dans le livre de M. de Testa, et d'autant plus intéressante qu'elle s'y appuie sur les documents les plus complets et les plus rares de la diplomatie.

Le cadre de cet article ne nous permet pas de suivre l'auteur dans ses notes ni même dans l'heureuse ordonnance de son livre qui ne contient pas moins de 640 pages grand in-8°. Mais un point sur lequel nous voulons appeler particulièrement l'attention, c'est le soin extrême que M. de Testa a mis à réunir et à mettre en vue tous les actes et tous les documents relatifs à la protection et aux droits accordés aux étrangers dans l'Empire ottoman. Cette question, qui a soulevé tant de difficultés et, disons-le, tant d'abus de ce genre, se trouve largement exposée dans l'appendice ajouté aux lettres-patentes de 1740. L'auteur y a reproduit, et nous l'en approuvons, les codes de commerce et de procédure commerciale en vigueur dans l'empire ottoman, calqués, comme il le constate, sur les codes français.

Viennent ensuite, *in extenso*, les traités de la France avec Tunis et Tripoli : « Nous nous bornerons, dans la suite, dit à cette place M. de Testa, à citer seulement les traités des régences barbaresques avec les autres puissances étrangères, afin d'éviter au lecteur des répétitions par trop fastidieuses et de ne pas grossir inutilement notre recueil. La conclusion de traités séparés entre les puissances chrétiennes et les régences d'Afrique a souvent servi d'argument pour prouver l'indépendance de ces dernières. Nous constatons ce fait pour lui opposer cet autre fait qu'on ignore plus qu'on ne le nie, savoir que, dans plusieurs de ses traités avec les puissances étrangères, la Sublime-Porte leur a formellement accordé le droit de faire des traités avec les régences barbaresques. »

A la suite des documents et notes relatifs à Tunis et à Tripoli viennent ceux concernant Alger. Enfin, la dernière partie de ce premier tome contient les actes et la correspondance de la République française et de Napoléon, général ou premier consul, avec la Sublime-Porte, ainsi qu'un grand nombre de pièces relatives à l'expédition d'Egypte.

Nous regrettons de devoir nous en tenir à cet aperçu sommaire. Il suffira du moins à faire comprendre la valeur et l'intérêt du livre : entreprise difficile et pénible conduite avec un grand zèle et couronnée par un complet succès.

(*L'Impartial de Smyrne.*)